

**Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Ecole Nationale Supérieure de Journalisme
et des Sciences de l'Information**



THÈME

**Emergence d'une opinion publique autour d'un
problème environnemental en Algérie
Cas du gaz de schiste
(2013-2015)**

**THÈSE DE DOCTORAT 3^{ème} Cycle (LMD)
en Sciences de l'Information et de la Communication**

Spécialité : Journalisme, pratiques et spécialisation

**Elaborée par :
CHAMI Tarik**

**Sous la direction de :
Dr. BOUCHAALA Aldjia**

Présentée et soutenue publiquement

Devant le JURY :

M. MOSTEFAOUI Belkacem	Président	Professeur	E.N.S.J.S.I
Mme. BOUCHAALA Aldjia	Rapporteur	MCA	E.N.S.J.S.I
M. MAOUGAL Mohamed Lakhdar	Membre	Professeur	E.N.S.J.S.I
Mme. OUCHENE Nadia	Membre	Professeur	E.N.S.J.S.I
M. BOUADJIMI Djamel	Membre	Professeur	Université Alger 3
M. MERAH Aissa	Membre	MCA	Université de Béjaia

1^{ère} Promotion (2014)

Année Universitaire : 2018/ 2019

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي
المدرسة الوطنية العليا للصحافة وعلوم الاعلام



الموضوع:

بروز الرأي العام من خلال مشكل بيئي في الجزائر
حالة الغاز الصخري
(2013-2015)

رسالة مقدمة ضمن متطلبات نيل شهادة دكتوراه الطور الثالث (ل.م.د.)
في علوم الإعلام و الاتصال
تخصص : صحافة، تطبيقات وتخصص

تحت إشراف : أ.د/ بوشعالة علجية

من إعداد : شامي طارق

قدمت و نوقشت علنا

أمام أعضاء لجنة المناقشة:

السيد : مصطفى بلقاسم	أستاذ التعليم العالي	رئيسا	م.و.ع.ص.ع.إ.
السيدة : بوشعالة علجية	أستاذة محاضرة	مقرا	م.و.ع.ص.ع.إ.
السيد: معقال محمد لخضر	أستاذ التعليم العالي	عضوا	م.و.ع.ص.ع.إ.
السيدة: أوشان نادية	أستاذة التعليم العالي	عضوا	م.و.ع.ص.ع.إ.
السيد : بوعجيمي جمال	أستاذ التعليم العالي	عضوا	جامعة الجزائر 3
السيد : عيسى مراح	أستاذ محاضر	عضوا	جامعة بجاية

الدفعة الاولى : 2014

السنة الجامعية : 2018-2019

Remerciements

J'exprime d'abord toute ma gratitude à ma directrice de recherche Mme Aldjia Bouchaala qui a accepté spontanément de diriger ce travail, pour son accompagnement et sa disponibilité durant ces années. Merci, madame, d'avoir cru en moi et de m'avoir laissé la liberté de faire.

Mes remerciements s'adressent également à tous les membres de jury pour m'avoir fait l'honneur de lire et de discuter ce travail de recherche. Au-delà de vos qualités humaines et intellectuelles, votre proximité avec les étudiants, votre dynamisme académique, votre charisme et votre rigueur forcent l'admiration et le respect de tous.

Mes remerciements vont également à mes enseignants que j'admire : M.M Chouikrat et Zeggane pour leur aide, leur assistance et leur présence réconfortante durant toutes ces années. Sans oublier, les nombreuses rencontres fructueuses en Algérie, au Maroc et en France avec les enseignants chercheurs (S. Chabani, A. Djaroun, F. Kebour, H. Hamzaoui, K. Sadou, Y. Temmar, S. Loucif, A. Fellag, M. Si Bachir, I. Alaoui, M. Stein, F. Chateauraynaud), les journalistes et la société civile algérienne qui m'ont éclairé sur le sujet.

Ma reconnaissance est destinée aussi à ceux qui m'ont prêté main forte et accepté de relire attentivement ce travail : M.M Chouikrat et Zeggane, mes amis Arezki, Islam, Mohand, Nadir, Salim et Yasmina. Aussi, mes amis traducteurs, Khaled, Mohammed et Youcef.

Je remercie aussi la population d'In Salah qui a pris le temps, de participer activement dans cette recherche académique et ceux qui étaient à mes côtés durant l'enquête de terrain, ils se reconnaîtront. Un grand merci à toutes les personnes qui ont accepté de m'aider, de me fournir des informations et des données utiles. Aussi, à ceux qui m'ont invité et accueilli chez eux, merci pour votre hospitalité. Sans oublier les associations *Shams* et *El Ihssan* qui ont mis à ma disposition leurs sièges, merci pour la confiance placée en moi.

Ma gratitude va aussi à mes ami(e)s à l'étranger, particulièrement Arezki, Djamel, Djilali Kamel, Massinissa, Rosa et Takfarinas qui m'ont aidé à chaque passage en France. Merci aussi à Arezki (Paris) et Idir (Canada) de m'avoir permis d'accéder à des bibliothèques et des bases de données numériques. Qu'ils trouvent, tous, ici, le fruit de leur générosité.

A tous mes amis-es et camarades proches avec qui j'ai partagé ces quatre longues années. A tous ceux qui m'ont affiché soutien, sympathie et assistance, vous êtes très nombreux, il est difficile de vous nommer tous, veuillez accepter mes excuses.

Une pensée à tous mes professeurs disparus : Amar Hadj Kaci (UMMTO), Brahim Brahimi, Abou El Kacem Dellal, Slimane Benaziez (ENSJSI), qu'ils reposent en paix.

Enfin, je tiens à remercier toutes les bonnes volontés à l'ENSJSI, aussi celles et ceux qui m'ont chuchoté des belles paroles et des mots d'encouragements. Qu'ils trouvent, ici, leurs échos.

Dédicaces

*A Mes très chers parents, frère et sœurs
A la famille CHAMI et proches, tous mes amis-es et camarades.
Sans oublier mes enseignants que j'admire.*

Liste des tableaux

Tableau n°1 : Quelques repères chronologiques de la controverse du gaz de schiste en Algérie

Tableau n° 2 : Récapitulation du nombre d'articles traitant la question du gaz de schiste publiés dans les trois quotidiens étudiés de septembre 2009 à Décembre 2014.

Tableau n°3 : Récapitulation des numéros des émissions de la télévision consacrées aux gaz de schiste durant la période d'avant 2015

Tableau n°4 : Représentation des thématiques développées sur la question du gaz de schiste dans les trois quotidiens étudiés, de 2009 à 2014.

Tableau n°5 : Nombre d'intervenants associés par les journalistes dans leurs papiers sur la question du gaz de schiste

Tableau n°6 : Représentation des intervenants sur la question du gaz de schiste dans les émissions de télévisions étudiées

Tableau n°7 : Nombre d'habitants de la région d'In Salah selon le recensement démographique de 2008

Tableau n°8 : Catégorie d'âge des questionnés, habitants la région d'In Salah

Tableau n°9 : Représentation de la situation professionnelle des questionnés

Tableau n°10 : Représentation des derniers établissements scolaires fréquentés par les questionnés

Tableau n°11 : Positionnement des questionnés vis-à-vis de la politique du gouvernement

Tableau n°12 : Représentation de la participation des enquêtés dans la cause

Tableau n°13 : Représentation de la place *Soumoud* par la population d'In Salah

Tableau n°14 : Représentation de la page facebook *In Salah Sun & Power* par la population d'In Salah

Tableau n°15 : Les rôles associés par la population interrogée aux RSN

Tableau n°16 : Liste des arguments et des déclarations récurrentes des différents forums sociaux en opposition au projet du gaz de schiste

Tableau n°17: Classification du problème du gaz de schiste par la population étudiée

Tableau n°18 : Représentation des inconvénients de la fracturation hydraulique par les enquêtés

Tableau n°19 : Représentation des dangers de l'exploitation du GDS par les enquêtés

Tableau n° 20 : Comparaison de nombre d'articles publiés sur la question du gaz de schiste par trois quotidiens nationaux avant et après le déclenchement de l'opposition citoyenne anti-gaz de schiste.

Liste des figures

Figure N° 1 : Représentation des risques entourant la région d’In Salah

Figure N°2 : Représentation des articles traitant la question du gaz de schiste dans trois quotidiens nationaux

Figure N°3 : Représentation des promoteurs du gaz de schiste les plus en vue autour du projet du gaz de schiste durant la période d’avant 2013 dans *El Watan* et *Liberté*.

Figure N°4 : Représentation des opposants au gaz de schiste, les plus en vue dans le journal *El Watan* durant la période d’avant 2013 et 2013-2014

Figure N°5 : Représentation des différentes dimensions auxquelles font référence les slogans anti-gaz de schiste

Liste des acronymes

A₂H₂ : Association algérienne de l'hydrogène énergie
ADE : Algérienne des eaux
AIG : Agence algérienne de l'industrie du gaz
AFP : Agence France Presse
AIE : Agency international Energy
AIS : Association internationale de sociologie
ALNAFT : Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures
ANPE : Agence nationale pour la protection de l'environnement
ANP : Armée nationale populaire
ANRH : Agence nationale des ressources hydraulique
APAA : Association de la promotion de l'agriculture à Adrar
APN : Assemblée nationale populaire
AQLPA : Association Québécoise contre la pollution atmosphérique
ARH : Agence de régulation des hydrocarbures
ATTAC : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
BAC : Baccalauréat
BAPE : Bureau d'audience public à l'environnement
BM : Banque Mondiale
BP : British Petroleum
BTU : British Thermal Unit
CCNUCC : Convention cadre des Nations-Unis sur les changements climatiques
CET : Centre d'enfouissement technique
CERIST : Centre national de recherche en information scientifique et technique
CEMAGAS : Collectif Euromaghrébin anti-gaz de schiste
CO₂ : Dioxyde du carbone
COP21 : Conférence de Paris (21^{ème} conférence des Nations-Unis)
CNE : Comité national de l'environnement
CNDDC : Coordination nationale de la défense des droits des chômeurs
CNFE : Conservatoire national pour la formation à l'environnement
CNLC : Collectif national pour les libertés citoyennes
CNMCGS : Collectif national pour un moratoire contre le gaz de schiste
CNSPEK : Collectif national pour la sauvegarde du parc national d'El Kala
CNTLD : Coordination nationale pour la transition et les libertés démocratiques
DD : Développement durable

DDHC : Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen

DDT : Dichloro-diphenyl-trichloroéthane

DHCEG : Dimensions humaines des changements à l'échelle du globe

DSP : Direction de santé publique

EELV : Europe écologie les verts

EPA : Environmental Protection Agency

ENSJSI : Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information

ENTP : Entreprise nationale des travaux publics

ENTV : Entreprise nationale de télévision

FIATAA : Festival international d'Abalessa Tin Hinan pour les arts de l'Ahaggar

FFS : Front des forces socialistes

FLN : Front de libération nationale

FMI : Fond monétaire international

FNE : Fond national pour l'environnement

FSM : Forum social mondial

FNA : Front national algérien

GDS : Gaz de schiste

GIEC : Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat

GES : Gaz à effet de serre

HCN : Hydrocarbures non conventionnels

HCEDD : Haut commissariat de l'environnement et du développement durable

H₂O : Symbole chimique de l'eau

HNC : Hydrocarbures non conventionnels

HSBC : Hong Kong & Shanghai Banking Corporation

HTA : Hypertension artérielle

KBC : El Khabar Broadcasting Company

IFOP : Institut français de l'opinion publique

IAP : Institut algérien du pétrole

MAE : Ministère des affaires étrangères

MEM : Ministère de l'énergie et des mines

MBTU : Million de But Trillion Unité

MPA : Mouvement populaire algérien

MSP : Mouvement de la société et de la paix

MTC : Million tonne of carbon

NIMBY : Not in my back yard/ Pas dans mon arrière cour

NIMO : Not in my oasis

NMS : Nouveaux mouvements sociaux

OCDE : Organisation de la coopération et du développement économique
OJD : Office de justification de diffusion
OGM : Organismes génétiquement modifiés
OIT : Organisation internationale du travail
OPC : Opinion publique contestataire
OSS : Observatoire du Sahel et du Sahara
OMC : Organisation Mondiale du commerce
OMM : Organisation météorologique mondiale
ONG : Organisation non gouvernementale
ONGE : Organisations non gouvernementale et environnementale
OPEP : Organisation des pays exportateurs du pétrole
PNAE : Plan national d'actions environnementales
PNUE : Nations-Unis pour l'environnement
PV : Procès verbal
PDG : Président directeur général
PNUD : Programme des Nations-Unis pour le développement
RAMEVE : Réseau algérien des médias et de l'économie verte
RAJ : Rassemblement action jeunesse
RCD : Rassemblement pour la culture et la démocratie
RN1 : Route nationale numéro un
RND : Rassemblement national démocratique
RSN : Réseaux sociaux numériques
SH : Sonatrach
SPEPE : Secrétariat permanent pour l'étude des problèmes de l'eau
STMS : Théorie sociale et la sociologie moderne
TAJ : Tajamouâ min Ajl el Jazaïr (Rassemblement pour l'Algérie)
T°C : Température Celsius
TIC : Technologie de l'information et de la communication
TSA : Tout sur l'Algérie
UE : Union Européenne
UICN : Union internationale pour la conservation de la nature
UNESCO : Organisation des Nations-Unis pour la santé et l'éducation
URSS : Union des républiques socialistes soviétiques
USA : United states of American
WAAF : Fondation de protection de la flore et de la faune
WWF : World Wide Fund for Nature

Résumé

L'avènement de l'industrie du gaz de schiste en Algérie a suscité des oppositions et a donné naissance à une controverse environnementale inédite qui a défrayé la chronique durant le premier trimestre de l'année 2015. La transformation de ce projet d'intérêt général en un véritable risque collectif revient à la dynamique des acteurs sociaux qui ont construit un cadre interprétatif critique. Celui-ci traduit ainsi le projet du gaz de schiste en un problème environnemental qui s'est imposé sur l'agenda public et politique.

La présente analyse, appuyée par une enquête empirique, apporte des éléments de réponses et d'éclairages à la problématique du gaz de schiste en Algérie, depuis ses origines jusqu'aux différentes trajectoires qu'elle a connu, particulièrement dans la région d'In Salah. Le discours fabriqué autour de la controverse, le cadrage du projet de gaz de schiste, le rôle des acteurs sociaux, celui de l'expertise scientifique et des médias sont les points les plus saillants dans cette étude qui se base essentiellement sur une démarche tant qualitative que quantitative.

Cette recherche fait appel à une méthodologie flexible qui mobilise plusieurs disciplines et approches théoriques, particulièrement celle de l'Acteur réseau. L'enquête de terrain mobilise quatre outils de collecte de données (observation, entretien, questionnaire et analyse de contenu) afin de couvrir les différents aspects de la problématique mais aussi pour analyser un corpus de 45 entretiens qualitatifs et un échantillon de 198 articles de presse ainsi que le contenu de cinq émissions de télévision sur le sujet, en plus de l'analyse quanti-qualitative de 267 questionnaires. De ce fait, cette analyse permet de révéler les tenants et les aboutissants de l'opinion publique anti-gaz de schiste qui dépassent le seul registre environnemental.

Mots clés. - Algérie, In Salah, problème environnemental, opinion publique, controverse de gaz de schiste, opposition citoyenne, nouveau mouvement social.

Abstract

The advent of the shale gas industry in Algeria has given rise to citizen opposition and environmental controversy that come to the forefront for several months during the first half of 2015. Indeed, the transformation of this project of public interest into a real collective risk is due to the dynamic of social actors who have built a critical interpretative framework, by interpreting the shale gas project as an environmental problem that has imposed itself on public and political agenda.

This work, based on an empirical investigation, seeks to provide elements of response to the issue, starting from its origins up to the different paths it followed, particularly in the region of In Salah. So, the debate on shale gas controversy, the outlining of its project, the goal of social actors, scientific expertise and media are the most salient points in this study which is essentially based on qualitative and quantitative methods.

In this study, a flexible methodology mobilizing several theoretical disciplines and approaches was adopted, notably that of the Network Actor. Four data collection tools (observation, interview, questionnaire and content analysis) were also used in the field survey so as to recite the different events of the main issue, and analyze, too, a corpus of 45 qualitative interviews and a sample of 198 newspaper articles, as well as the content of five television programs about the subject tackled, in addition to the quantitative-qualitative analysis of 267 questionnaires. Therefore, this analysis reveals that the ins and outs of the anti-shale gas public opinion go beyond the environmental register.

Keywords. - Algeria, In Salah, environmental problem, public opinion, shale gas controversy, citizen opposition, new social movement.

Introduction

Introduction

Parler de l'environnement ou plutôt des problèmes environnementaux, en général, nous conduit directement à parler du concept de la « société harmonieuse »¹ ; un concept cher à Confucius. Les notions de bien-être, de qualité de vie ou encore de confort et de bonheur furent abordées par plusieurs philosophes de différentes époques ; d'Aristote à Kant en passant par Descartes et Spinoza.

Or, dans sa notion de « solidarité générationnelle »², Confucius revient sur l'importance pour l'Homme de vivre en solidarité, en harmonie et en veillant au respect de l'intérêt des générations futures. Pour lui : « l'homme et son environnement naturel forment un ensemble unique »³ qui lui permet de vivre le présent tout en pensant l'avenir.

Depuis un demi-siècle, la croissance économique est placée dans le banc des accusés, au même titre que les questions problématiques qui provoquent la polémique et la controverse telles que la dégradation de l'environnement naturel, les diverses pollutions ; radioactive, de l'air et des eaux, mais aussi de la surexploitation des ressources naturelles et de la menace d'extinction de la faune et de la flore⁴. Ces quelques indicateurs de l'atteinte à la nature sont souvent associés à l'activité humaine, à la croissance et au développement économique des pays ainsi qu'à la concurrence des puissances industrielles.

Pendant des décennies, les pays industrialisés ont mené une « politique de rattrapage »⁵ et de dépassement qui a conduit à ce qu'on a désigné dans les années 70 et 80 du siècle dernier par : « les catastrophes écologiques »⁶. Les trente-glorieuses se sont distinguées par plusieurs accidents industriels qui ont marqué des tournants dans la prise de conscience mondiale sur les questions environnementales. A l'exemple de l'accident Sévesco, survenu en Italie (1976) et qui a provoqué une contamination à la dioxine, ou de l'explosion du complexe pétrolier à Mexico, en 1984, qui a engendré 450 morts, ou bien celui de Bhopâl (Inde) survenu quelques semaines plus tard et qui a causé 2500 morts suite à l'échappement de 40 tonnes de gaz mortel, ou encore de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl (Ukraine) en 1986. Ajouter à

¹Fert, V. et Mabille, F. (dir). (2013). *Enjeux géopolitiques de l'environnement : énergie, marchés, conflits*. Paris, Cygne, p. 135.

² *Idem*

³ *Idem*.

⁴Le fond mondial pour la nature (WWF) avait constaté une chute de 40% de l'indice « planète vivante » relatif aux populations d'espèces sauvages à travers le monde entre 1970 et 2000.

⁵ Prônée surtout par l'ex URSS.

⁶Le Bot, J. M. (2002). *Du développement durable au bien public : essai anthropologique sur l'environnement et l'économie*. Paris : L'Harmattan, p. 26.

cela les marées noires dues aux naufrages de l'*Amoco Cadiz* en France (1978), de l'*Exxon-Valdez* en Alaska (1989), de l'*Erika* (1999) et du navire le *Prestige* (2002).

Plusieurs autres accidents se sont produits durant les dernières décennies. Les plus marquants sont l'explosion de la plateforme de British Petroleum en 2010, dans le golfe du Mexique ou encore l'accident nucléaire de la centrale de Fukushima en 2011, au Japon.

Ces catastrophes ont fait découvrir au monde entier les limites de l'homme à contrôler ses innovations techniques, mais en même temps, elles ont révélé au grand jour l'impact réel de la menace qui pèse sur l'humanité.

De l'énergie nucléaire, à l'agriculture-génique (OGM), la crise ou le débat sur l'environnement interpelle l'ensemble des gouvernements du monde. Le conflit d'intérêt entre développement et préservation de l'environnement, n'est en réalité qu'un indicateur d'un tournant historique ou de ce que certains chercheurs qualifient de passage à « l'économie-monde »⁷ dans lequel les décisions des autorités, à caractères monopolistiques sont souvent confrontées à l'expertise scientifique et à l'opinion publique. Cette dernière comme « force sociale puissante »⁸, ne laisse aucune autorité, ni institution indifférente.

Devant cette situation embarrassante, des choix politiques et économiques s'imposent. Allons-nous vers une économie verte et durable qui préserve l'environnement naturel ? Ou bien, continuons-nous d'exploiter les ressources fossiles non renouvelables et hypothéquer ainsi l'avenir des générations futures ?

Dans ce cas de figure, l'expertise scientifique servira d'assises tangibles dans le processus décisionnel. Elle fournit des arguments scientifiques et des connaissances primordiales à la fois au public et aux décideurs. Cela permet à l'un de se faire une opinion et à l'autre d'être prudent et attentifs, notamment dans la prise de décisions qui s'avèreront parfois compromettantes.

En ce sens, Bernard Manin soutient que : « c'est le processus de formation des volontés qui confère sa légitimité aux résultats, non pas les volontés déjà formées »⁹. Autrement dit, la manière qui conduit à l'émergence d'une opinion publique bien fondée, compte plus que l'opinion publique, elle-même formée, dans ce processus délibératif.

⁷Dallenne, P. et Nonjon, A. L'espace mondial: fractures ou interdépendances? : Économie, société, civilisation et géopolitique. Dans Théberge, B. (2006). *La construction des problèmes publics en environnement: analyse de la controverse du suroît mémoire de maîtrise en sciences de l'environnement*. Canada, Québec : Université de Montréal, p. 13.

⁸Stoetzel, J., 2006. *Théorie de l'opinion publique*, Paris : l'Harmattan, p. 10.

⁹Manin, B. (1985). Volonté générale ou délibération : esquisse d'une théorie générale de la délibération politique, *le Débat*, n°33, 72-93. Repéré à <http://deey.free.fr/documents/Documents%20Citoyennete,%20Espace%20et%20Politique%20publique/Volonte%20generale%20ou%20deliberation%20Manin.pdf>.

Consulté 15/04/2015.

Dans le même sillage, Bresson estime que c'est par la réflexion et le débat social que l'opinion publique et la société civile se structurent¹⁰ autour des questions qui touchent à son environnement. Par conséquent, informer l'opinion publique et débattre d'un sujet environnemental complexe et controversé relève de la mission des pouvoirs publics, qui devraient associer la société civile à la prise de décision.

D'ailleurs, c'est ce que stipule la Convention (169) de l'organisation internationale du Travail (OIT) qui proclame le droit des peuples autochtones à être informés et consultés, ainsi qu'à participer aux projets de développement susceptibles d'affecter leurs conditions de vie¹¹. C'est le cas aussi de la convention d'Aarhus (1998)¹² qui défend le droit des personnes d'être informées, de s'impliquer dans les décisions et d'exercer des recours en matière de préservation de l'environnement.

Donc tout projet ou réalisation d'intérêt général qui pourrait toucher aux conditions de vie d'une population doit passer par : « l'information d'abord puis la consultation et la concertation »¹³. Mais également par la transparence et la promotion du dialogue à travers un débat public constructif où le citoyen sera plus actif que passif. Ce processus de construction sociale permettra selon Habermas « l'émergence d'une opinion publique qui garantira dans un sens donné la décision politique »¹⁴. C'est ce qui se passe dans les démocraties participatives où les décisions relatives à l'environnement au même titre que les autres sont souvent qualifiées de légitimes car, elles résultent de la délibération de tous. Contrairement aux sociétés fermées, où le centre décisionnel demeure éloigné de l'espace de discussion et de l'opinion publique, où encore la rétention d'information et le contrôle des médias sont devenus monnaie courante des pouvoirs publics.

Dans le cas algérien, l'environnement naturel est désormais problématique au point où l'Etat a décidé d'organiser, en 2019, des assises nationales sur l'environnement et l'économie circulaire. Un acte qui reflète une prise de conscience de la nécessité de prendre au sérieux ce volet face aux nouveaux défis du millénaire et l'explosion démographique qui se profile à l'horizon. Une volonté que l'Etat algérien a affichée bien avant à travers l'institutionnalisation de l'environnement, et sa consolidation par les articles 19 et 68 bis de la constitution de 2016. Par ailleurs, la montée d'une culture éco-citoyenne, les attentes et les exigences croissantes de la population en termes de protection de la nature obligent les pouvoirs publics à s'épancher

¹⁰ Gillet, S-B. (2010). *Communication et citoyenneté*. Paris : L'Harmattan, p.18.

¹¹ Fontaine, G. (2010). *Gaz et pétrole d'Amazonie : Conflits en territoires autochtones*. Paris : L'Harmattan, p.15.

¹² Accès : <https://www.toutsurlenvironnement.fr/Aarhus/la-convention-daarhus-pilier-de-la-democratie-environnementale>.

¹³ Gillet, S-B. (2010). *Op.cit.*

¹⁴ *Idem.*

davantage sur les questions environnementales, notamment, à la lumière des oppositions citoyennes naissantes autour des installations industrielles et l'implantation des projets d'intérêt général, jugées nuisibles à la nature et à la vie des citoyens.

Face à une telle situation équivoque, se pose la question suivante : Comment se façonnent les opinions publiques autour des problèmes environnementaux, particulièrement en Algérie ?

Cette question de départ se veut un fil conducteur qui guidera et délimitera notre recherche qui sera subdivisée en deux parties.

La première portera sur les aspects théoriques et conceptuels. Nous reviendrons, tout d'abord, sur les questions environnementales comme préoccupations de l'opinion publique. Par la suite, nous aborderons la question de l'opinion publique en tant que phénomène social et multidimensionnel avant de s'étaler sur l'opinion publique en action et son intervention, particulièrement, dans la problématique environnementale. Pour clôturer cette partie et en guise d'introduction à la deuxième partie qui portera sur le cadre pratique et opérationnel, nous reviendrons sur la méthodologie et l'ancrage théorique sur lequel s'appuiera l'étude. C'est à ce stade là que nous étalerons notre cas d'étude qui traite de la question du gaz de schiste en Algérie, et plus précisément à In Salah.

Par ailleurs, la description de notre démarche méthodologique mettra au clair les aspects qui seront analysés empiriquement, depuis la genèse de la controverse du gaz de schiste en Algérie, sa mise en agenda public et médiatique et sa régionalisation à In Salah.

Dans cette seconde partie, nous verrons aussi la traduction de cette question du gaz de schiste dans les médias algériens, et les discours construits par les différents intervenants. Ensuite, nous décrirons et analyserons notre terrain d'étude proprement dit. En dernier lieu, nous développerons les aspects critiques de cette opinion publique contestataire, ses catalyseurs, mais également les cadres interprétatifs qui se dégagent de cette opinion anti-schiste.

A la fin, nous tirerons quelques conclusions d'étude, tout comme nous formulerons quelques perspectives sur la base de notre analyse compréhensive de la controverse du gaz de schiste.

Partie I : Cadre théorique et conceptuel

Compte tenu de sujet d'étude, dans la présente partie nous serons amenés à aborder la problématique environnementale d'une manière générale dans le monde comme en Algérie. Ses origines, ses aspects, l'intérêt que lui porte la communauté internationale et l'engagement qu'elle suscite auprès de divers acteurs, etc., feront tous l'objet de discussion dans le premier chapitre intitulé : l'environnement une préoccupation de l'opinion publique. Dans un second temps, nous serons appelés à passer en revue la notion de l'opinion publique en remontant jusqu'aux facteurs, internes et externes à l'individu, intervenants dans sa formation. Comme nous ferons un tour d'horizon de la littérature écrite sur le sujet. Cette première partie ne peut se passer également du registre de l'action collective, notamment dans le registre environnemental en tant qu'aboutissement de l'acte de jugement des individus qui passent à l'action. C'est ainsi que nous bouclerons le processus de cause à effet des trois éléments étroitement liés : problème environnemental – opinion publique – action collective. Cette relation triangulaire nous accompagnera par la suite tout au long de notre analyse empirique. La transition à la deuxième partie sera marquée par l'exposition de notre cas de l'étude qui portera sur la problématique du gaz de schiste en Algérie, particulièrement à In Salah.

Chapitre I

L'environnement une préoccupation de l'opinion publique

I.1) L'émergence globale de problème environnemental

L'urgence et l'immédiateté des problèmes publics ont toujours relégué la question de la nature en second degré, voire l'ont complètement négligé. Au même titre que l'Homme, la nature a dû subir ses premières agressions dès les conquêtes coloniales par leur extractivisme minière et l'exploitation des richesses naturelles depuis que l'Homme est sur terre. La première moitié du 20ème siècle marquée par les conflits armés mondiaux et la crise économique de 1929 n'ont pas laissé émerger la question de l'environnement. La situation après guerre, portée sur la reconstruction infrastructurelle, économique et politique des nations, a imposé des préoccupations plus urgentes et des défis immédiats. Il a fallu attendre la deuxième moitié du siècle pour assister à la véritable naissance de la problématique environnementale dans le monde.

Dans ce chapitre, nous exposerons l'action internationale dans le domaine environnemental, les efforts consentis par la communauté internationale, mais aussi le mauvais exemple de certaines puissances mondiales d'y adhérer. Le sujet environnemental qui fait l'objet de ce chapitre sera traité également en tant qu'élément nouveau dans la sociologie de l'action. C'est ce qui nous amène à parler de la question de l'engagement d'acteurs issus de différents horizons militants d'une manière générale. Nous reviendrons par la suite sur le cas algérien, où nous aborderons l'institutionnalisation du volet environnemental et la naissance de la sensibilité environnementale. A la fin du chapitre nous reviendrons sur l'apport médiatique dans l'émergence des questions environnementales dans le monde, pour finir par évoquer la sensibilité écologique en tant que produit de « postmodernité ».

1.1) Irruption de la problématique environnementale

Dès 1948, l'alerte sur la dégradation de la planète est lancée par deux auteurs qui ont prophétisé une catastrophe environnementale globale à venir. Il s'agit de Fairfield Osborn et William Vogt. Le premier annonce, dans son livre *Our plundered planet*, une menace sur la survie de l'humanité entière en parlant de « crise finale de la civilisation ». Tandis que, le deuxième, il parle dans son ouvrage *Road to survival* d'un imminent « jour de Jugement écologique »¹⁵.

Ces deux auteurs ont été suivis par la suite par de nombreux scientifiques qui ont tiré aussi la sonnette d'alarme sur la dégradation de l'environnement naturel. Ainsi, dans son rapport

¹⁵ Yannick, M., et al. (2012, janvier-mars). De la nature à la Biosphère : L'invention politique de l'environnement global 1945-1972, *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 1 (113), 127-141. doi : [10.3917/vin.113.0127](https://doi.org/10.3917/vin.113.0127). Consulté 15/09/2018.

(1987) adressé au comité sur l'énergie et les ressources naturelles du Sénat des Etats-Unis, le scientifique américain James Hansen, « le pape de réchauffement climatique »¹⁶ comme l'aiment appeler ses détracteurs, a sonné le tocsin de la menace du changement climatique sur les civilisations humaines. Après la sécheresse qui s'abat sur le nord américain (1988), le même scientifique incombe la faute à l'Homme qu'il considère responsable de ce changement climatique. Mais visiblement, Les atteintes à l'environnement se sont accentuées surtout pendant « les trente glorieuses »¹⁷ lesquelles, durant les décennies allant des années de 1950 à 1980, représentent la période de la forte croissance économique et de l'amélioration des conditions de vie dans les pays développés.

Durant ces « glorieuses » années, l'antagonisme individuel (entre individus), national (entre nation), culturel (entre religion), a conduit à une poussée fulgurante de la mondialisation, au détriment d'un mondialisme plus généreux qui jusqu'à nos jours, a de la peine à être construit. Cet antagonisme comme disait Pierre Rabhi est nourrit par l'avidité et l'insatiabilité humaine qui repose sur un système économique générant des disparités entre les êtres humains. L'idéologie de la production à outrance et sans limite, couplée à l'émergence de divers techniques du marketing dont le matraquage publicitaire, ont encouragé la société à consommer davantage et à demander plus¹⁸, donc à polluer autant.

L'environnement s'invite même à la géopolitique et au domaine militaire, notamment entre les deux blocs de l'Est et de l'Ouest. Au moment où un glaciologue suédois présente (1947) ses travaux sur le réchauffement du pôle nord et ses risques globaux sur la montée des eaux, une réunion secrète s'est tenue un mois après au Pentagone sur le sujet. L'objet de la rencontre ne porte pas sur des considérations environnementales, mais plutôt sur des raisons sécuritaires. En effet, les américains se sont posés la question pour savoir si les navires de guerre soviets pouvaient franchir l'océan arctique et porter le danger sur le sol américain ?

C'est ce qui a conduit le Pentagone à créer, la même année¹⁹, l'Environnemental Protection Section. A l'époque de la guerre froide (1960), soviétiques et américains privilégient le profit sur la préservation de l'environnement. Dans leur quête commerciale et économique, ils avaient même envisagé de barrer le détroit de Behring et de pomper les eaux chaudes du

¹⁶ <https://www.egaliteetreconciliation.fr/23-juin-1988-comment-James-Hansen-a-lance-la-these-du-rechauffement-climatique-51348.html>

¹⁷ L'expression des « trente glorieuses » est créée par l'économiste français Jean Forestier, en allusion au « Trois Glorieuses » (la deuxième révolution française faite en trois jours : 27, 28, 29 juillet 1830).

¹⁸ Rabhi, P., (2009). *La part du colibri : L'espèce humaine face à son devenir*. Paris : Éditions de l'Aube. p. 25.

¹⁹ Doel, R.-E. (2009). Quelle place pour les sciences de l'environnement physique dans l'histoire environnementale ? ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56 (4), p. 137-163. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2009-4-page-137.htm>. Consulté le 20/10/2018.

pacifiques pour les injecter dans l'océan arctique afin de faire disparaître la banquise qui les empêchent de développer les routes commerciales maritimes.

Une chose est sûre, la dégradation de l'environnement naturel est étroitement liée à l'activité humaine et économique. Entre 1950 et 1970 le Produit Intérieur Brut mondial est multiplié par 2,5 et les échanges commerciaux mondiaux ont été quadruplés²⁰. Ajouter à cela les nouveaux modes de production et de transformation à potentiels élevés et la nouvelle culture de consommation.

1.2) Facteurs multiples, fin unique

Certes, personne ne peut nier l'apport de la modernité à l'humanité en progrès et en bien être, mais personne ne pourra également fermer les yeux sur ce qu'elle a apporté comme disparités et inégalités sociales et étatiques, ou encore ignorer, ses répercussions sur l'environnement naturel et les dangers qui guettent l'avenir de l'humanité.

Aujourd'hui les pays du G8 par exemple ne représentent que la minorité de la population mondiale (environ 13%), alors que leur PIB est le plus élevé par rapport au reste du monde (56%). Tandis que, leur impact sur l'environnement (l'empreinte écologique) est des plus élevés. Les plus polluants sont donc les plus indifférents par leurs réponses ou leurs actes aux questions environnementales. Le caractère contraignant des dispositifs de protection de l'environnement à l'activité économique semble dissuader les puissances industrielles d'adhérer à certaines conventions et engagements internationaux.

L'effondrement du bloc soviétique vers la fin des années 1980, a laissé la voie libre au capitalisme néolibéral porté et défendu ardemment par des libéraux tels que Marguerite Thatcher en Grande Bretagne et Ronald Reagan aux USA. L'émergence d'autres acteurs économiques à l'image de l'Inde et de la Chine a accentué la concurrence en termes de production et de l'économie du marché, conduisant ainsi à une poussée de la mondialisation nourrie par une course effrénée au progrès et à une économie plus performante. Par conséquent, l'impact sur l'environnement est plus important.

De la qualité de l'air, à la pollution des eaux et le déséquilibre des écosystèmes, en passant par l'effet de serre et le danger nucléaire²¹, l'empreinte écologique de ces puissances économiques devient plus visible. Selon Porcher²², en 2004, un américain émettait 20,37

²⁰Mahrane, Y. et al. (2012, janvier-mars). De la nature à la Biosphère : L'invention politique de l'environnement globale. *Op.cit.*

²¹Il existe environ 400 centrales nucléaires à travers le monde à usage civil.

²²Porcher, T. (2013). *Le mirage du gaz de schiste*. Paris : Max Milo. p. 54

tonnes de CO₂ par habitant. Il est de ce fait cinq fois, plus polluant qu'un chinois (3,83 tonnes) et 407,5 fois plus qu'un malien (0,05 tonnes). En d'autres termes, si toute la population mondiale vivait comme des américains, il faudrait cinq (5) planètes. En mode français, cela en nécessiterait trois (3). D'autres chiffres signalent qu'un américain émet sept (7) tonnes d'équivalent carbone par an, un anglais 3 tonnes, un français 2 tonnes, un mexicain 1 tonne, un chinois 0,7 tonnes, un indien 0,3 tonnes et un africain 0,1 tonnes²³.

Un autre facteur, et non des moindres, à l'origine de la dégradation de l'environnement est l'explosion démographique de la population mondiale. En effet, la surpopulation devient une préoccupation de plusieurs pays du monde dès les années 1960²⁴. Créant ainsi une tension sur les ressources naturelles, l'énergie et les cultures agricoles et une surexploitation des sols et l'emploi répétitif des fertilisants et des pesticides, qui provoquent des pollutions multiples et un appauvrissement des terres fertiles²⁵.

Ces facteurs ne sont pas les seuls mis au banc des accusés, puisque l'industrialisation, la déforestation, le parc automobile mondial, la mécanisation de l'agriculture, les émissions ménagères ont provoqué aussi un dérèglement climatique menaçant l'avenir des générations futures. Désormais, les conséquences sont plus menaçantes que jamais pour l'Homme. La canicule, le non accès à l'eau potable, le manque de réseau d'assainissement augmenteront davantage les risques de maladies. De plus, la raréfaction de l'eau et la sécheresse accéléreront l'avancée du désert.

L'effet de serre engendré par les émissions industrielles est derrière l'accélération du réchauffement climatique qu'a connu la planète ces dernières décennies. La fonte des glaces et la remontée des eaux des océans constituent un danger pour de nombreuses populations vivantes dans les îles du pacifique et tout au long des littorales du monde. Vers 2100, les climatologues donnent une élévation des eaux de mer de 1 mètre en raison de la chaleur et de la pollution²⁶. La sécheresse et la désertification dans les pays sahariens tout comme les inondations dans les pays asiatiques forcent les déplacements des populations, ou ce qu'on

²³Sciama, Y. (2005). *Le changement climatique, une nouvelle ère sur terre*. Paris : petite encyclopédie Larousse, p. 69.

²⁴Les études prospectives de 1951 estiment une augmentation annuelle de 1,3%, il s'avère que dans les années 1960 a atteint les 2,5%. Dans Bernier, A. (2012). *Comment la mondialisation a tué l'écologie : les politiques environnementales piégées par le libre échange*. Paris : Mille et une nuits, p. 34.

²⁵En Afrique, environ 500 000 km² de terres sont ainsi dégradés par la surexploitation des ressources naturelles, l'érosion, la salinisation et la pollution.

²⁶ Dionet-Grivet, S. (2014). *Géopolitique de l'eau* (2^e édit.). Paris : Ellipses, p. 205.

appelle les réfugiés climatiques (Eco-réfugiés)²⁷. Des flux migratoires humains à l'affut de nouvelles terres plus clémentes.

En 2012, les catastrophes naturelles (Inondations, moussons, cyclones, tempêtes...) ont provoqué le déplacement de 32 millions de personnes dans 82 pays²⁸. Selon la même source, entre 2008 et 2012, le nombre était de 145 millions et d'ici la moitié du siècle, le chiffre atteindrait les 200 millions. Ces sinistrés climatiques constituent aux yeux des pays des deux rives de la méditerranée un problème majeur, car les flux migratoires ne cessent d'augmenter avec en sus, plusieurs milliers de morts²⁹ et de disparus dus à la périlleuse traversée du désert et de la méditerranée.

L'industrialisation de l'agriculture et le monopole exercé par des firmes internationales dans la chaîne agro-alimentaire ont conduit à la paupérisation des sols et de petits éleveurs-agriculteurs. La soif des riches est étanchée par la faim des pauvres, 60% des exportations mondiales des produits agroalimentaires sont détenus uniquement par dix (10) Etats³⁰. Ce monopole est accentué par la concentration économique, le brevetage et les droits de propriété intellectuelle, ainsi que le génie génétique induisant ce que Vandana Shiva appelle le « terrorisme alimentaire »³¹ et que les puissances industrielles du monde pratiquent sous la bénédiction des trois « cavaliers de l'apocalypse »³² en l'occurrence le FMI, OMC et BM. Un trio derrière lesquels grouillent 200 transnationales de l'agroalimentaire, notamment la plus influente Cargill³³. Ceci dit, la monoculture à outrance tend à accaparer le monde agricole et remplace la diversité des espèces végétales cultivables.

De ses 10 000 variétés de blé cultivées en Chine, il ne reste que 1000 dans les années 1970. Au Mexique 20% uniquement de la diversité du maïs survie aujourd'hui, alors qu'aux USA sur les 7000 variétés de pommes, 6000 d'entre elles ont disparu. Les exemples sont multiples à

²⁷Vocabulaire inventé en 85. Dans Ollitrault S. (2012). Derrière la rhétorique de la crise écologique, les crises économiques ? Origine et diffusion du cadre de la crise écologique en France (1974–2009). *Modern & Contemporary France*, 20(2), 221-236. doi : <http://dx.doi.org/10.1080/09639489.2012.665573>. Consulté le 15/05/2015.

²⁸Dionet-Grivet, S. (2014). *Géopolitique de l'eau*, (2^e édi.). Paris : Ellipses, p. 209.

²⁹De 1988 jusqu'au début des années 2000, environ 10 000 personnes ont trouvé la mort en Méditerranée. Cité dans Le Breton, D. (2012). *Sociologie du risque*. Paris : Presse de l'université française, p. 45.

³⁰Shiva, V. (2001). *Terrorisme alimentaire: comment les multinationales affament le tiers-monde*, (trad. de l'anglais par Marcel Blanc). Paris : Fayard, p. 132.

³¹*Idem*.

³²Concept emprunté à Jacquemot Pierre.

³³Pierre, J. (2011). Jean Ziegler, Destruction massive. *Géopolitique de la faim. Afrique contemporaine* 4(240), 175-177. doi : <https://doi.org/10.3917/afco.240.0175>. Consulté le 22/08/2016.

travers le monde, surtout avec l'adoption des graines OGM, dont la semence est unigénérationnelle³⁴.

Ces graines manipulées et programmées génétiquement pour « s'auto-stériliser » risquent d'envahir d'autres cultures par la pollinisation, provoquant ainsi une disparition de la biodiversité végétale dont dépend le reste de la chaîne alimentaire, donc de l'humanité.

La pollution des sols est aussi une conséquence directe de cette industrialisation de l'agriculture. Plus de 90% de la surface agricole du monde industriel est aujourd'hui inondée de pesticides. Chaque année, jusqu'à 5 millions de personnes exposées de près à de hautes doses de pesticides souffrent d'empoisonnement aigu, alors que, plus de 20 000 en meurent³⁵.

Sur un autre plan, la publicité a fait naître une nouvelle culture et c'est elle qui a façonné l'homme moderne hyper-consommateur, boulimique et pollueur, qui ne se fixe aucune limite et ne se contente pas de ses besoins modérément.

En plus des consommations traditionnelles, les nouvelles consommations 2.0 s'avèrent également polluantes pour la planète. Dugain et Labbé notent dans « l'Homme augmenté » que les centres de traitement de données (data centers) de Google consomment en électricité l'équivalent d'une ville américaine de 40 000 habitants. Selon eux, en 2012, Google a reconnu émettre 1,5 millions de tonnes de CO₂, équivalent à l'empreinte carbone annuelle du Burkina Faso³⁶.

La consommation énergétique ne cesse d'augmenter entraînant une surexploitation des richesses fossiles et un changement climatique qui modifie à son tour l'équilibre des écosystèmes.

En outre, le basculement de « l'ilote énergétique » de Moyen-Orient vers l'Amérique du Nord comme l'ont prédit les spécialistes de l'énergie continuera à s'affirmer dans les prochaines années, particulièrement, par la ruée au gaz et pétrole de schiste. Ce nouveau arrivé brouille non seulement le marché énergétique mondial, en réduisant les parts du marché des pays de l'OPEP³⁷, mais constitue aussi un casse tête de plus pour les défenseurs de l'environnement en raison des risques qu'engendre cette industrie pour les eaux souterraines, pour l'air et l'environnement, surtout avec la multiplication des sites d'exploitation.

Avec cette industrie qui ne cesse d'accroître, c'est l'histoire qui se répète encore. Surtout que de l'autre côté de l'Atlantique, l'activité fleurit avec notamment 1,7 millions de puits du gaz

³⁴Les firmes Monsanto et DuPont (rachetée par Aventis) sont les deux plus grandes firmes monopolisant le marché de la semence par la pratique de la « Technologie Terminator » (semences stériles). Dans Shiva, V. (2001). *Terrorisme alimentaire: comment les multinationales affament le tiers-monde*.

³⁵De Bartillat, L., Rettalack, S. (2003). Stop. Dans Rabhi, P. (2009). *La part de Colibri*. Op.cit, p. 39.

³⁶Dugain, M., Labbé, C. (2016). *L'Homme nu : la dictature invisible du numérique*. Paris : Plon, p. 19.

³⁷ L'Algérie par exemple aurait perdu 30 à 35% de ses parts de marché américain.

de schiste d'ici 2030³⁸. Cela augmentera, bien évidemment, le potentiel des risques et de nuisance. Les conséquences de cette industrie seront plus désastreuses pour la nappe phréatique avec de surcroît un effet de serre démultiplié, lorsqu'on sait que le méthane provenant de la combustion du GDS aura un impact 105 fois plus important que celui de CO₂ d'ici 20 ans et 33 fois plus important cent ans après l'émission³⁹.

Selon le géologue Roland Vially⁴⁰ de l'institut français du pétrole, pour chaque forage, le besoin en eau est de l'ordre de 10 000 à 15 000 m³, soit l'équivalent de la consommation de la ville de Paris qui est de l'ordre de 550 000 m³ d'eau potable/jour. Selon un rapport de l'agence américaine Environmental Protection Agency (EPA), ces quantités d'eau utilisées pour la fracturation hydraulique, représentent une consommation annuelle de 80 villes de 50 000 habitants aux USA⁴¹

Cette tension sur l'eau survient au moment où beaucoup de pays connaissent le stress hydrique, notamment le triangle de la soif (Afrique du nord, moyen orient et l'Asie centrale). Surtout que la répartition de l'eau sur la planète est inéquitable, car 60% des ressources mondiales sont partagées par dix (10) pays uniquement⁴². Cette disparité en ressource hydrique a engendré de nombreux conflits entre Etats et communautés ; en Afrique (Nil), au moyen orient (Gollee), en Asie et même en Amérique.

Les tendances géopoliticiennes affirment que les futures guerres seront menées sur les ressources en eau. D'ailleurs, en 2009, l'UNESCO note dans son rapport⁴³ « L'eau dans un monde qui change », que 1,4 million d'enfants meurent de maladies diarrhéiques, alors que cela pourrait être évité. La dénutrition est une cause sous-jacente de 53% de tous les décès chez les enfants de moins de 5 ans, dont le manque d'accès à une nutrition suffisante⁴⁴ est en partie lié à la mauvaise gestion des ressources en eau. Depuis 2010, l'accès à l'eau potable est considéré par l'ONU comme un droit fondamental. Malgré cela, la communauté internationale qui consent des efforts et lutte sur plusieurs fronts semble dépassée en dépit des mécanismes et des multiples conventions adoptés à l'échelle globale.

³⁸Porcher, T. *Op.cit*, p. 44.

³⁹*Idem.* p. 135.

⁴⁰*Idem.* p. 56.

⁴¹Porcher, T. *Op.cit*. p. 56.

⁴²Dionet-Grivet, S. (2014). *Op.cit*, p. 33.

⁴³UNESCO. (2009). *L'eau dans un monde qui change*. 3^e rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau.

⁴⁴Toute les 5 secondes un enfant meurt de faim dans le monde.

I.2) L'action internationale au sujet de l'environnement

Le moment initial de l'action internationale a débuté plus clairement, juste après la deuxième guerre mondiale par le travail de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) créée en 1948. Deux ans plus tard, cette organisation dresse, pour la première fois, un bilan sur l'état de l'environnement, en faisant un lien entre la nature et le développement économique. A cet effet, l'UICN a interpellé les autorités politiques à agir afin de prendre des décisions régulières⁴⁵.

2-1) Convergence des efforts

A partir des années 1960, l'activité et les mécanismes de protection de l'environnement commencent à se multiplier ; notamment avec l'organisation d'un symposium sur l'énergie solaire (Unesco – Rome, 1961) et la création du secrétariat permanent pour l'étude des problèmes de l'eau (SPEPE). Deux ans après, il y eut la création du comité européen pour la sauvegarde de la nature et des ressources naturelles (experts auprès du comité des ministres du conseil de l'Europe), suivi par la mise en place, en 1967, du centre européen d'information pour la conservation de la nature. Mais, la création du Club de Rome (1968) reste incontestablement l'un des groupes de réflexion pionniers qui a remis en cause la croissance économique des pays développés en raison de l'impact qu'elle génère sur les ressources et l'environnement naturels. C'est ce que le groupe a souligné dans son premier rapport intitulé « The limits of Growth) traduit en français par : « Halte à la croissance ! ». Ce rapport a jeté les bases de l'écologie politique. En effet, il est intervenu dans un contexte marqué par la remise en question du système politico-économique de l'époque, où l'environnement faisait, aussi, l'objet de débats du mouvement des soixante-huitards qui l'avait intégré dans ses slogans, ses revendications et son discours contestataire. Comme ce slogan qui résume l'empreinte de l'homme sur la planète : « la forêt précède l'Homme, le désert le suit »⁴⁶.

A la même époque, la Conférence de la biosphère tenue à Paris (1968) marque un pas supplémentaire dans la conciliation entre le développement économique et l'équilibre des écosystèmes (Yannick, 2012). A l'instar du message de Menton (1971)⁴⁷, le rapport du Club de Rome a contribué à la tenue du premier sommet de la terre (1972) qui témoigne d'une prise de conscience mondiale des problèmes de pollution et du gaspillage des ressources que

⁴⁵ Lascoumes, P. (2012). *Action publique et environnement*. Paris : Presse universitaire française. p. 39.

⁴⁶ Bernier, A. (2012). *Op.cit*, p. 43.

⁴⁷ Accès : <http://unesdoc.unesco.org/images/0007/000782/078269fo.pdf>.

dénoncent les environmentalistes de l'époque⁴⁸. A la même année UNESCO, organise à Paris une conférence internationale sur « l'utilisation rationnelle et la conservation des ressources de la biosphère ». Cette montée de critiques envers la croissance à outrance, a poussé les lobbies industriels à étaler leur puissance d'influence sur les institutions et organisations œuvrant pour la protection de la planète au nom de l'environnementalisme⁴⁹. C'est ainsi que la déclaration des Nations unies en marge de la conférence organisée en 1974 au Mexique (Cocoyoc) qui insiste sur la nécessité de revoir la politique économique de certains pays a été censurée par l'organisation onusienne, sous la pression des firmes et puissances économiques. Cette prise de conscience internationale de l'importance de la préservation de l'environnement amorcée par des lanceurs d'alerte, a continué sa dynamique dans le cadre du programme des Nations-Unis pour l'environnement (PNUE) et l'organisation météorologique mondiale (OMM) qui mettent en place, en 1988 un groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Quelques années après sa création, le Groupe d'expert évoque clairement dans son deuxième rapport (1995) « l'influence perceptible de l'Homme sur le climat ». Les experts incombent à hauteur de 90% la responsabilité à l'Homme dans le changement climatique⁵⁰. Il a fallu attendre vingt ans après pour assister à une action internationale de grande envergure à l'occasion de la signature de la convention cadre des Nations Unis. Le Sommet de la terre de Rio de Janeiro (1992) consacré au réchauffement climatique avait posé les fondements du développement durable et du principe de précaution qui devait régir désormais l'exploitation des ressources naturelles et génétiques. C'est alors, que l'accord, ou ce qu'on a appelé le protocole de Kyoto (1997), a été adopté en tant que texte d'application de la convention cadre, celui-ci est rentré en vigueur depuis 2005. Par ailleurs, il y a lieu de noter qu'à l'échelle européenne Lascoumes (2011) distingue trois périodes caractérisant l'action de la communauté dans le domaine environnementale. La première, correspond à celle allant 1973 à 1981 durant laquelle la priorité est accordée au traitement des problèmes les plus visibles dans la communauté tels que la pollution de l'eau, de l'air et des sols. Conduisant ainsi, les Etats membres à adopter des législations en la matière ;

⁴⁸Comeau, Y. (2010). *L'intervention collective en environnement*. Canada : Presses universitaires du Québec. p. 2.

⁴⁹En 1972, la famille Rockefeller avait financé le Club de Rome pour élaborer un rapport sur l'écologie.

⁵⁰ Marine, J. Veillerette, F. (2011). *Gaz de schiste : de la catastrophe écologique au mirage énergétique*. Paris : Babel, p. 124.

La deuxième période (1981-1993) est celle de la globalisation des questions environnementales, surtout que le contexte était plus favorable à l'adoption des actions au niveau de la communauté européenne ;

La troisième phase (1993-2012) correspond à la période où les Etats membres diversifient les instruments de régulation et font du développement durable une référence centrale. En ce sens, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000) énonce, dans son art. 37, qu'un « niveau élevé de protection de l'environnement doit être assuré conformément au principe de développement durable »⁵¹. Depuis 2012, l'UE fait du réchauffement climatique, de l'usage durable des ressources, de la protection de la biodiversité, de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et des nouveaux risques sanitaires ses principales batailles.

A l'échelle des Etats, plusieurs pays ont consacré les questions environnementales dans leurs chartes (nationales ou fédérales). Ainsi, le devoir de l'Etat de garantir un environnement écologique équilibré et sain fut institué dans de nombreux pays à travers le monde. De nombreux Etats l'ont classé comme droit fondamental pour les populations et les générations futures. Cette institutionnalisation de l'environnement met les Etats devant leurs obligations d'assurer une protection et un cadre de vie adéquats pour leurs populations. En France, une Charte de l'environnement fût même rajoutée en 2005 aux textes fondamentaux de la constitution⁵² déjà existants.

Malgré les efforts consentis depuis environ un demi-siècle par la communauté internationale en matière de protection de l'environnement, mais cette volonté est toujours confrontée aux logiques économiques des grandes puissances industrielles. L'accès à l'information environnementale reste verrouiller au plus haut niveau des Etats, notamment ceux du tiers-monde. La participation citoyenne à la prise de décision ou bien la recevabilité des recours contre les actions des autorités, jugées nuisibles et défavorables à l'environnement et à la vie des citoyens, demeurent en décalage avec les principes annoncés dans la Convention d'Aarhus (1998) qui exige, plus de transparence et de concertation de la part des Etats membres.

2.2) Le mauvais exemple des puissances industrielles

Les USA en tant que première économie mondiale sont considérés comme l'un des pollueurs potentiels de la planète. Paradoxalement, ils sont toujours les premiers à donner le mauvais

⁵¹ Repéré à http://www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text_fr.pdf

⁵² Repéré à https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JOR_FTEXT000000790249&dateTexte=&categorieLien=id

exemple au reste du monde. Ils sont parmi les rares pays avec le Canada, la Russie, le Japon et l'Australie, à se retirer du protocole de Kyoto qui, à titre d'indication, prévoyait la réduction de 5,2% en moyenne des GES à l'horizon 2012, par les pays développés (7% pour les USA, 8% pour l'Europe, 6% pour le Japon)⁵³.

Bien avant, au Sommet de la terre à Rio, George Bush, le père avait déclaré que : « *the american way of life is not negociable* »⁵⁴ (la vie des américains est non négociable) car il était conscient du caractère contraignant des accords pour l'économie de son pays, en raison des engagements auxquels ils stipulent. La même impression est partagée par les grandes puissances qui ne sont pas prêtes à faire des sacrifices et des efforts pour la protection de la planète au détriment de leur industrie et de leur économie.

La conférence mondiale de Copenhague (Déc 2009) sur le climat, que tout le monde s'attendait salvatrice du protocole de Kyoto s'est malheureusement clôturée sans aucun accord contraignant, la volonté y manquait une fois de plus. Pis encore, deux ans après, lors de la rencontre du G8 à Déaville (2011)⁵⁵, les grandes puissances économiques (USA, Canada, Japon, Russie...) enterrent le protocole de Kyoto, en refusant de prolonger leur engagement.

Cette décision a levé la barrière des contraintes à nouveau aux pollueurs traditionnels et aux pays émergents (BRICS) en continuant à émettre des gaz à effet de serre (GES) sans retenue. Dès lors, le protocole de Kyoto devient caduc avant même son arrivée à terme, en 2012.

Cette absence de volonté par certaines puissances économiques est mise en évidence par l'agence AIE dans son rapport 2010 où il est noté que si les grandes puissances hésitent à s'engager dans des accords contraignants, c'est parce qu'ils savent bien que la machine industrielle et la guerre économique ne s'arrêteront jamais. Et donc les GES sont inévitables. Cette thèse de l'agence internationale est confirmée par les augmentations des émissions de GES entre 2008-2010.

Mais, devant l'accentuation de la dégradation de l'environnement et les cris d'alarme des scientifiques et des experts, l'espoir renaît à Paris, lors de la COP21 (2015). Les 195 pays membres de la Convention cadre des Nations-Unis sur les changements climatiques (CCNUCC) sont arrivés à un accord qui stipule de limiter le réchauffement climatique à 2°C (1,5°C à la demande des pays les plus vulnérables à la montée du niveau des océans) par rapport à la période antérieure aux différents révolutions industrielles. Contrairement à celui

⁵³Porcher, T. (2013). *Op.cit*, p. 40.

⁵⁴*Idem*, p. 53.

⁵⁵De Tannenbergh, V.-L. (2011, mai). Kyoto est mort. *Journal de l'environnement*. Repéré à <http://www.journaldelenvironnement.net/article/kyoto-est-mort,23428>. Consulté le 20/08/2018.

de Kyoto, l'originalité de l'accord de Paris⁵⁶ réside dans son aspect non coercitif ; ce sont les pays membres (187 sur 195) qui ont proposé leurs propres plans de réduction des émissions de GES⁵⁷.

Cependant, en dépit de la flexibilité de l'accord, les USA ont déçu encore la communauté internationale, puisque le successeur de Barrak Obama à la Maison Blanche, Donald Trump n'a pas trop attendu pour annoncer, le 1^{er} juin 2017⁵⁸, le retrait de son pays de l'accord de Paris. Par conséquent, il n'est pas exclu que ce dernier risque de connaître le même sort que celui de Kyoto. L'avenir nous le dira !

En fait, les limites de cet accord résident dans le contenu d'engagements qui sont insuffisants puisqu'ils correspondent à une augmentation tendancielle de la température de l'ordre de 3°C, soit le double de l'objectif souhaité. De plus, cet accord ne prévoit aucune contrainte en termes de combustion des énergies les plus polluantes, tel le Charbon⁵⁹. En revanche, il importe de noter qu'en plus des efforts fournis par la communauté internationale pour apporter des solutions à la dégradation et à la protection de la planète, d'autres acteurs sont également engagés sur cette voie à titre individuelle ou en forme de collectifs et d'organisations.

I.3) La sociologie de la problématique environnementale

De par sa définition en tant que sujet d'une relation entre l'homme et son milieu naturel, l'environnement fait l'objet d'études en sciences sociales. La principale raison découle des crises contemporaines visibles où l'Homme est le principal instigateur. L'environnement en tant que « espace vital »⁶⁰ est déterminé ici non seulement par ses caractéristiques objectives mais aussi par les propriétés liées à la conduite d'un individu dans l'espace.

L'irruption des problématiques environnementales qui sont à l'interface du social et du naturel, se pose comme de nouveaux objets pour la sociologie classique, laquelle, comme le préconise Moscovici (1977), ne peut les traiter sans un renoncement à cette négation des phénomènes environnementaux observés. Un paradoxe dans lequel tombent, les disciplines des sciences sociales qui ont catégorisé il y a bien longtemps les sociétés historiques (de la société de chasseurs-cueilleurs exploitant les ressources naturelles, aux sociétés industrielles

⁵⁶ L'accord de Paris rentrera en vigueur à partir de 2020.

⁵⁷ Le protocole de Kyoto prévoyait des sanctions par une réduction supplémentaire de 30% à tout membre qui viole l'accord.

⁵⁸ Suite au retrait des USA de l'accord de Paris, le président français Emmanuel Macron a tweeté : « *Make our planet great again* » (Rendons à la nature sa grandeur) ce message est considéré jusqu'à lors le tweet francophone le plus partagé de l'histoire de Twitter avec 240152 fois.

⁵⁹ Maffei, B., Greggio, R. (2016). *Après la COP21*. Paris : Ed. Technip (collection Géopolitique), p. 338-339.

⁶⁰ Ficher, G.-F. (1981). *La psychologie de l'espace*. Paris : PUF, p. 9.

transformant le vivant et la matière, en passant par la société agro-pastorale de l'élevage) sur la base de leurs activités et leur rapport à la nature.

3-1) Nouveaux paradigmes

Depuis les années 1970, la problématique environnementale implique une critique de la modernité et le rapport de l'homme à la nature. Sous l'influence de Rachel Carson, notamment par son livre *Silent Spring* (*Printemps silencieux*), Arne Naess oppose aux formes d'écologie anthropocentrées, l'écologie profonde (1972), dont il considère que : « Les humains n'ont pas le droit de détruire la richesse et la diversité des formes de vie, sauf si pour satisfaire des besoins vitaux »⁶¹. Il exige donc un renouveau et la prise en compte de l'environnement comme objet naturel socialement investi⁶². A cela s'ajoute, d'autres courants, tels le naturalisme « conservateur » dont le promoteur est l'artiste et philosophe suisse Robert Heinard. Ce courant considère que la civilisation est nuisible à l'environnement, contrairement au courant du naturalisme « subversif » prôné par le psychologue français Serge Moscovici, qui préconise le retour au sauvage « *ré-ensauvager la vie* » pour favoriser le bien-être de l'homme qui est menacé par la civilisation industrielle⁶³.

Cette nouvelle donne ne tarde pas à interpeler les sociologues sur la question de comment la sociologie peut s'approprier cet objet environnemental devant son anthropocentrisme hérité de la tradition Durkheimienne (l'explication du social par le social) ? Ou fallait-il créer un « nouveau paradigme environnemental »⁶⁴ comme le suggère Catton et Dunlap en 1978.

La position habituelle des scientifiques et des universitaires (sociologues, ethnologue et historiens) en la matière, considèrent que l'environnement comme construction socio-historique⁶⁵. Certains l'ont associée à la surpopulation (Ehrlich et Ehrlich, 1969), d'autres à la technologie (Commoner, 1971 ; Schumacher, 1973), et au système capitaliste (Gorz, 1977 et 1978 ; Touraine, 1978 ; Ulrich, 1979 ; Bahro, 1980 ; Bookchin, 1980). Certains d'autres, comme Meadows (1972) ont développé des modèles dynamiques où intervenaient plusieurs causes.

⁶¹Bernier, A. (2012). *Op.cit*, p. 45.

⁶²Barbier R., et al. (2012). *Manuel de sociologie de l'environnement*. Canada : Presse de l'université Laval, p. 20.

⁶³Bernier, A. (2012). *Op.cit*, p. 47.

⁶⁴ Denis, D. (1999). Pour une critique écologique du naturalisme instrumental. (149-170). Dans Brigitte, D. (dir.). *Les sciences sociales de l'environnement*. Canada : Les presses de l'université de Montréal.

⁶⁵Le Bot, J.-M. (2002). *Du développement durable au bien public, Essai anthropologique sur l'environnement et l'économie*. Paris : L'Harmattan. p. 134.

En revanche, depuis la publication du rapport Brundtland (1987), l'environnement a fait l'objet d'un nouvel intérêt marquant ainsi, une autre phase dans la prise de conscience du problème environnemental global.

Cela a poussé les spécialistes des sciences sociales, à travers la Conférence internationale des sciences sociales qui regroupe la plupart de leurs associations, à développer le programme des dimensions humaines des changements à l'échelle du globe (DHCEG) et par voie de conséquence, à développer une section de sociologie de l'environnement dans l'Association Internationale de Sociologie (AIS)⁶⁶. Ce nouveau champ d'étude s'articule essentiellement autour de trois grands axes : les causes sociales des problèmes d'environnement, les réactions sociales à ces problèmes et le développement de stratégies sociales et politiques pour les aborder et les résoudre⁶⁷.

Cette nouvelle configuration a conduit à un basculement au sein de la communauté scientifique qui commençait à s'intéresser à cet objet social : l'environnement. Dès lors, de nouveaux paradigmes tiennent compte des valeurs et des perceptions des groupes et des individus dans le processus de résolution du problème⁶⁸. Autrement dit, de par leur interdisciplinarité, les sciences humaines s'intéressent à la fois à l'action humaine, aux mouvements sociaux dans ce registre environnemental ainsi qu'aux valeurs qui s'en manifestent, mais également aux enjeux qu'il présente, structurés autour de la gestion de l'eau (économie, conflit...), de l'énergie ou pour ses aspects catastrophiques. Sans parler, des autres enjeux comme les richesses qu'il génère en termes de l'activité touristique, de mobilité des biens, et de valeurs culturelles.

Sur un autre plan, il est à signaler qu'à l'échelle internationale, il existe trois tendances, convergentes et qui se dégagent des travaux menés depuis les années 1970 dans le champ de la sociologie de l'environnement. Selon Barbier et al (2012), le premier courant est issu de la sociologie rurale⁶⁹ qui consiste à inscrire la sociologie dans un paradigme plus élargi à l'analyse du fonctionnement des écosystèmes terrestres en tant qu'objet socio-naturel. Ce

⁶⁶Tessier R., et Vaillancourt, J.-G. (1996). *Op.cit*, p. 22.

⁶⁷Vaillancourt, J-G., Gendron, C. (2003). *Développement durable et participation publique : De la contestation écologiste aux défis de la gouvernance*. Montréal, Canada : Les presses de l'Université de Montréal. Repéré à <http://mandataire.ugo.ca:2075/lib/bibliougo/reader.action?docID=10176940&ppg=25#>. Consulté 30/03/2016.

⁶⁸Tessier, R., Vaillancourt, J-G. (1996). La mise en œuvre de nouveaux paradigmes en sciences sociales de l'environnement, jeu de valeurs et de perceptions. Dans Dumas, B., Raymond C., et Vaillancourt, J-G (dir.), *Sciences sociales de l'environnement : Analyses et pratiques*. (p.17-31). Montréal : Les presses de l'université de Montréal.

⁶⁹La sociologie rurale étaient parmi les premières discipline qui se soient confrontées à la problématique environnementale, sa tradition empirique et son approche centrée sur la question agricole l'ont menée à élaborer une conception de l'environnement basée sur la gestion des ressources. Cité dans Billaud, J.-B. (2012). *Sociologie rurale et environnement : renouveau ou dépassement ?* Dans Barbier, R., et al (dir.), *Sociologie de l'environnement*. Canada : Presse de l'université Laval.

courant avait du mal à être accepté par les héritiers de la tradition Durkheimienne. L'autre courant, concerne la prise en compte sociale, culturelle, politique et économique des objets hybrides. C'est-à-dire l'analyse de la traduction des rapports entre l'humain et le non humain. Le dernier courant relève de l'épistémologie qui tente d'insérer l'environnement dans l'interdisciplinarité des sciences, par un travail de réflexion critique et restructif. Les mêmes (ou presque) courants sont relevés par Philippe Boudé⁷⁰ dans sa recherche sur les travaux portant principalement sur la sociologie de l'environnement. Ce dernier a distingué trois groupes thématiques sur la sociologie de l'environnement : le premier est relatif à la normalisation du domaine notamment au moyen d'un recours aux classiques comme le suggèrent Catton et Dunlap (1978) dans leur nouveau paradigme environnemental et aux attitudes des individus face à l'environnement ; le deuxième groupe inscrivant l'objet de la sociologie de l'environnement dans la sociologie générale ; quant au troisième groupe, il propose une réflexion plus approfondie qui s'approche de la sociologie rurale portant sur les liens entre phénomènes sociaux et phénomènes naturels. Ces trois groupes se penchent sur la sociologie environnementale à partir de trois faits sociaux : les mobilisations collectives, les politiques publiques et les nouvelles formes de participation collectives.

Du point de vue de l'action environnementale collective, le sociologue de l'environnement ne rencontre pas assez de difficultés puisque la sociologie classique des mouvements sociaux leur offre des éléments d'analyse. Toutefois, la distinction des mouvements environnementaux qui véhiculent de nouvelles valeurs culturelles pose la question de la relation de la société avec la nature et les équilibres des écosystèmes. D'où la qualification des mouvements environnementaux dans la nouvelle catégorie, celle des « nouveaux mouvements sociaux ». Les politiques environnementales et l'action publique environnementale constituent les principaux facteurs de mise en agenda public. Elles révèlent des attitudes et un agir institutionnel pour apporter des solutions aux problèmes posés et de veiller à la gestion et à la préservation de l'environnement. En plus de ces aspects, la sociologie environnementale aborde également les formes de participation du public et de la société civile à la problématisation et à la résolution des questions environnementales.

C'est ce que Prades (1994), avait fait dans son étude sur les pluies acides au Québec, en proposant un nouveau paradigme méthodologique qui intègre le volet qui permet aux sciences sociales de l'environnement de se situer. Celui-ci, fait référence aux « conditions sociétales,

⁷⁰Boudes, P. (2012). La sociologie de l'environnement : objets et démarches. Dans Barbier, B., et al (dir.), *Op.cit.*

nécessaires pour mettre en œuvre des processus collaboratifs destinés à trouver des solutions à un problème de planification et de gestion intégrée de l'environnement et du développement»⁷¹. Ceci par l'intervention de plusieurs acteurs (scientifiques et autres acteurs sociaux) dans un cadre participatif.

L'influence mutuelle entre l'Homme et la nature fait aussi l'objet d'analyse de la sociologie environnementale, comme le définissaient, d'abord, Catton et Dunlap (1978) en notant que : « la sociologie de l'environnement consiste en l'étude de l'effet de l'environnement sur la société, autrement dit comment les problèmes environnementaux font problème »⁷². Par contre, Barry (1999) qui, en se référant à Goldblatt, souligne que : « L'enjeu écologique primordial pour la théorie classique n'était pas la question de l'origine de la dégradation environnementale contemporaine, mais plutôt comment les sociétés pré-modernes avaient été fortement déterminées par leur environnement naturel et comment il se faisait que les sociétés modernes en étaient arrivées à transcender ces limites ou s'étaient affranchies de leur milieu "naturel" »⁷³. Il examine donc le rôle de la nature et de l'environnement et leur influence sur la genèse sociohistorique, culturelle de la société occidentale et son impact sur la pratique politique qui replace l'objet environnemental au centre des politiques publiques.

3-2) Nouvelles démarches d'analyse

A ces champs de la sociologie environnementale, s'ajoutent des approches et des démarches d'analyses qui rendent plus opérationnels les paradigmes de la sociologie environnementale. En reprenant l'inventaire fait par Merton sur 103 contributions publiées dans dix ouvrages et actes de colloques, Boudes (2012) mentionne quatre démarches d'analyse sociologique de l'environnement soulignées par des sociologues français et canadiens. Il s'agit des démarches appelées : classique, technoscientifique, critique et hybride, dont les qualificatifs découlent des objets et de la manière avec laquelle ils sont traités.

La démarche classique s'applique à l'étude des réactions (idéales typiques) qui se dégagent lors des conflits environnementaux opposant différents acteurs en quête d'un compromis. Cette démarche nous semble plus adaptée aux pays dont les sociétés civiles sont mieux organisées et plus fortes pour constituer un rapport de force permanent qui implique des réactions et des négociations. La démarche technoscientifique quant à elle est liée au risque et

⁷¹Dumas, B., Raymond, C., et Vaillancourt, J.-G. (1996). *Sciences sociales de l'environnement : Analyses et pratiques*. Op.cit, p. 22.

⁷²Boudes, P. (2012). La sociologie de l'environnement : objets et démarches. Dans Barbier et al (dir), *Manuel de sociologie de l'environnement*. Montréal : Presse de l'université Laval. p. 119.

⁷³Leroy, P. (2003). Bilan de la sociologie de l'environnement en Europe. Dans Vaillancourt, J.-G., Gendron, C. (2003). Op.cit, p. 28.

à l'expertise scientifique et technique. Alors, elle s'approche de la gestion des risques issue de la modernité, en intégrant des associations citoyennes. Elle s'intéresse aussi à l'alerte et aux lanceurs d'alarme qui construisent une contre expertise et révèlent les risques. En ce sens, nous pouvons citer entre autres Beck (2001), Giddens (1991) Le Breton (2012) comme chercheurs connus dans ce registre des risques. En ce qui concerne la démarche critique appelée aussi idéologique, elle consiste en la radicalisation de la critique formulée par les scientifiques. Elle est ressaisie par les acteurs sociaux pour en faire des arguments dans leur lutte sociale et se confronter à l'expertise promotionnelle. En ce sens, L'analyse du discours ou de textes peut être un exemple de taille dans ce cas de figure. S'agissant de la démarche hybride elle tient son nom de l'intégration de l'objet environnemental ou qui affecte l'environnement, en tant qu'« acteurs » non-humain, incontournable dans la sociologie de l'environnement. C'est ce que Callon (1986) avait fait en associant les coquilles Saint-Jacques avec les biologistes et des marins pêcheurs pour esquisser sa théorie de l'acteur réseau ou de la traduction. En somme, ce nouveau champ disciplinaire de la sociologie apparaît en marge de l'émergence des nouvelles préoccupations environnementales portées par différents acteurs dans le monde.

I.4) L'engagement environnemental

La particularité des causes environnementales est celle d'avoir été portée par des sociétés civiles et par des ONG généralement indépendantes, dont le combat émane des convictions et de croyances à un idéal commun sans aucun but lucratif ou enjeu politicien. Le répertoire d'action de ces groupes à « compétences multiples » change constamment, de la contre expertise par la production d'études et d'analyses, à l'action contestataire et au lobbying médiatique par la diffusion d'informations et la sensibilisation du grand public. Mais, avec la naissance de l'écologie politique, l'environnement devient un enjeu politique pour plusieurs acteurs.

4-1) L'engagement organisationnel

Les organisations non gouvernementales, particulièrement celles qui activent dans l'environnement (ONGE) sont, selon Bourg et Whiteside (2010), des acteurs sociaux vecteurs de l'éco-citoyenneté. Elles promeuvent une éthique activiste dans laquelle aussi bien les politiques publiques que les modes de consommation sont soumis à une critique bien informée sur le plan écologique⁷⁴.

⁷⁴Bourg, D., et Whiteside, K. (2010). *Vers une démocratie écologique*. Paris : Le Seuil. p. 99.

Par leur engagement et leur dynamisme elles tentent d'influer sur les décisions politiques, leur participation à la construction des discours conduit à la politisation des questions environnementales. Leur importance dans les luttes environnementales fait d'elles des partenaires sociaux que les démocraties du monde associent aux questions du domaine. C'est ce que fait la Conférence des Nations-Unis sur l'environnement et le développement qui invite ces ONGE à participer à leurs réunions depuis 1983.

Leur importance sur l'échiquier environnemental pousse la banque mondiale à les concerter régulièrement dans le but d'écouter leur regard et leurs estimations envers les projets qu'elle développe. C'est le cas aussi du bureau européen à l'environnement qui facilite les contacts entre les institutions de l'union européenne et ces ONGE. En France, par exemple ces organisations sont intégrées dans le conseil économique, social et environnemental⁷⁵.

Si la majorité d'entre elles choisissent les voies légales et diplomatiques pour exercer leur lobbying sur les institutions décisionnelles (nationales ou mondiales), d'autres préfèrent les actions démonstratives à la méthode des activistes d'*Earth First*⁷⁶ ou de *Greenpeace* ou encore à la José Bové et ces Faucheurs de cultures transgéniques, au point où des gouvernements et groupes d'intérêts qualifient leurs actions de « sabotage », de l'Éco-terrorisme.

La solidarité en réseau et les alliances entre organisations donnent plus de force et de pouvoir à l'action environnementale. C'est l'exemple de « l'Alliance pour la planète » regroupant plusieurs ONG (Greenpeace, WWF, Ecologie sans frontière...etc.). Ces ONG ont érigé une veille écologique des candidats aux présidentielles française de 2007. Ontario Clean Air Alliance en est aussi un autre exemple de cette coalition entre des organisations environnementalistes, sanitaires et d'autres groupes de pression qui ont réussi à faire fermer les dernières centrales électriques à charbon en Ontario (Canada).

En Amérique du Nord, le projet d'oléoduc géant entre le Canada et les USA, avait suscité la plus grande mobilisation de l'histoire des USA sur le réchauffement climatique, avec 50000 manifestants à Washington (en 2013). Dans cette lutte environnementale, plus de 90000 personnes ont signé un serment de résistance s'engageant à une désobéissance civile pour cette cause. De même, sur la côte ouest canadienne plus de 130 communautés autochtones se sont élevés contre le projet de Northern Getaway (double oléoduc sur une distance de 1177 Km) de la compagnie Enbridge, en raison des risques. *Groupe Forest Ethics*, *Sierra Club* et

⁷⁵*Ibid*, p. 76.

⁷⁶Ce mouvement né en 1980 aux USA se revendiquait de courant d'écologie profonde d'Arne Naess. Pour s'opposer à la déforestation, ils font recours à des actes de sabotage.

Greenpeace ont sauvé la forêt du grand Ours, en Colombie Britannique. Toutefois, si certains se constituent en coalitions dans leurs luttes communes, il y a lieu de signaler que d'autres acteurs préfèrent mener des combats solitaires.

4-2) L'engagement personnel

L'engagement environnemental ne se limite pas uniquement aux organisations non gouvernementales puisqu'il fait aussi l'objet de quête individuelle que beaucoup de citoyens et de personnalités qu'elles soient connues ou méconnues de grand-public y mènent. En 1962, avec la publication du *Printemps silencieux*, Rachel Carson⁷⁷ sensibilise l'opinion publique américaine aux agressions chimiques par les pesticides (DDT)⁷⁸. Elle critique à cet effet l'administration américaine et les groupes industriels avides de profits. Dans ses conclusions, elle demande aux citoyens de se battre pour protéger la planète et leur santé. Le combat juridique mené par des américains contre les firmes industrielles (DuPont) productrices de DDT, a poussé le gouvernement de Nixon à créer, en 1970, l'Agence de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency-EPA). Une décennie après, la prise de conscience des risques qui pèsent sur la planète a conduit 20 millions de personnes aux USA à sortir dans la rue, le 22 avril 1970⁷⁹, pour fêter la première fois le Jour de la Terre. Depuis, cette date est célébrée chaque année dans le monde. Certains auteurs ont fait de l'écriture un engagement afin d'attirer l'attention de l'opinion mondiale sur les menaces de la société industrielle. Leur action consiste en la vulgarisation de la pensée de l'écologie politique. C'est le cas de Barry Commoner, avec son ouvrage fondateur, *L'Encerclement* (1971). A la même époque, plusieurs experts et scientifiques ont tiré la sonnette d'alarme. Nous citerons comme exemple le message de Menton (1971) adressé aux habitants de la planète (3,5 milliards) par 2200 hommes de science à travers le secrétariat général des Nations-Unis, dont le contenu est une mise en garde sans précédent contre le danger qui menace l'humanité⁸⁰. C'est aussi le cas, du groupe d'experts internationaux (Club de Rome) qui avertit solennellement par des rapports rendus publics, des « limites de la croissance » et des catastrophes écologiques à venir. Une prophétie qui s'est rapidement réalisée par la crise du

⁷⁷Rachel Carson a fait de DDT son cheval de bataille, ses recherches sur ce pesticide pendant quatre longues années sont ponctuées par la publication de son best-seller *Silent Spring* (*Printemps Silencieux*) qui constitue une référence pour les opposants au DDT. Dans Bernier, A. (2012). *Op.cit.* p. 26.

⁷⁸Dichloro-diphenyl-trichloroéthane.

⁷⁹La journée de la terre est initiée par le sénateur démocrate Gaylord Nelson. En plus de la mobilisation énorme des citoyens, celle-ci a connu plusieurs centaines de conférences tenues dans les écoles, collèges, universités.

⁸⁰Accès : <http://unesdoc.unesco.org/images/0007/000782/078269fo.pdf>

pétrole⁸¹. Un autre lanceur d'alerte du nom de James Hansen, un scientifique américain, Directeur de l'institut Goddard pour l'étude de l'espace, mérite aussi d'être signalé dans cette prise de conscience mondiale contre la dégradation de l'environnement. A titre personnel et sans engager son institution, il annonce le 9 Novembre 1987 devant un comité sur l'énergie et les ressources naturelles du Sénat américain⁸² que le changement climatique menace les civilisations humaines, mais son message reste inaudible. Jusqu'à ce qu'il récidive un an après – avec la sécheresse qui frappe le continent américain – en annonçant que le réchauffement climatique est d'ores et déjà en place, et que l'Homme en est pour quelque chose. Dès lors, toute la sphère médiatique saisit ses propos de façon très sérieuse⁸³.

4-3) L'engagement politique

Avec l'apparition du concept d'écologie politique dans les années 1970, l'environnement devient un enjeu électoral puisqu'il draine les sensibilités citoyennes. En France, René Dumont, agronome de formation l'a essayé lors de la campagne des présidentielles de 1974, surtout, qu'à cette période, la Télévision a connu une explosion dans les foyers notamment entre 1965-1975. En Belgique, fut présentée pour la première fois une liste électorale en 1976 aux communales (Namur) sous l'étiquette : « Combat pour l'écologie et l'autogestion »⁸⁴.

La catastrophe de Tchernobyl (1986) était un moment qui a changé le regard des politiciens aux questions environnementales, en découvrant l'ampleur des risques que court l'humanité. C'est ce que Mikhaïl Gorbatchev avait souligné lors de son intervention TV en mai 86, dont il suggère une nouvelle approche des relations internationales et une concentration des efforts de la part des Etats. Depuis, son discours sur l'environnement s'affirme de plus en plus. Ainsi, dans la préface du livre collectif «*Pour un monde meilleur*», publié par des américains, Gorbatchev écrit : « C'est dans la formation d'un nouveau mode de pensée que se trouve, à mon sens, le point crucial pour la vie de la communauté mondiale, tous les grands changements ont commencé et commencent dans les esprits [...] dans une voie menant à la sauvegarde de la civilisation, de la vie elle-même »⁸⁵.

⁸¹Accès : <https://mneaquitaine.wordpress.com/2008/08/26/le-%C2%AB-verdissement-%C2%BB-de-lopinion-publique/>

⁸²<https://www.egaliteetreconciliation.fr/23-juin-1988-comment-James-Hansen-a-lance-la-these-du-rechauffement-climatique-51348.html>

⁸³Jobert M. et Veillerette F. (2011). *Gaz de schiste : de la catastrophe écologique au mirage énergétique*. Paris : Babel, p. 125.

⁸⁴Bernier, A. (2012). *Op.cit.* p. 54.

⁸⁵Moor-Stahl, J., Allaman, J. (1998). *L'exception écologique russe: Système et acteurs de 1917 à nos jours*. Paris : L'harmattan. p. 80.

Cet appel adressé en premier lieu aux américains confirme véritablement la prise de conscience écologique de la communauté internationale loin de toute idéologie. Dès lors, le Comité d'Etat de l'URSS pour la protection de la nature né en 1988 présente quelques mois après sa création, son premier rapport annuel sur la situation de l'environnement dans l'Union Soviétique et qu'il tire à 20 000 exemplaires⁸⁶. Depuis, les discours et les actes se multiplient. C'est le cas, lors de la précampagne présidentielle française de 2002, quand Pierre Rabhi a appelé à « l'insurrection des consciences »⁸⁷ sur le devenir de la planète. Par ce slogan le penseur a voulu placer l'être humain et la nature au cœur des préoccupations.

Avant lui, Al Gore vice-président des USA (1993-2001) et candidat malheureux aux présidentielles de 2000, s'est reconverti dans l'engagement environnemental. A ce titre, il produit, en 2006, un documentaire intitulé « *An Inconvenient Truth* »⁸⁸ en guise d'une campagne de sensibilisation sur les effets du réchauffement climatique sur la planète, ce qui a pesé sans doute dans sa consécration de Nobel de la paix en 2007.

Beaucoup d'autres figures mondialement connue dans le domaine environnemental méritent d'être également signalés pour leur combat environnemental. Nous citerons pour exemple Nicolas Hulot qui a sillonné le monde en quête de la mise en valeur de la biodiversité de la planète et la nécessité de la préserver. Sa fondation et sa chaîne de télévision (Ushwaia TV) s'engagent et veillent également à la promotion des valeurs écologiques. Et malgré son retrait des présidentielles en 2007, sa tentative a cependant permis d'imposer les préoccupations environnementales dans l'agenda électoral par la signature d'un pacte écologique par tous les candidats dans les semaines qui précèdent les élections (Lascoumes, 2012). Son engagement dans le domaine environnemental a poussé l'Élysée à le désigner comme représentant personnel de la France sur les questions environnementales afin de préparer la COP21. Deux ans après la réussite de la Conférence de Paris (COP21), il est rappelé en 2017 par le successeur de François Hollande pour occuper le poste de ministre de la Transition écologique et solidaire. Une occasion pour lui de peser par son influence et faire passer des textes législatifs. Mais, face à ce qu'il a qualifié d'immobilisme politique, Nicolas Hulot démissionne de son poste en 2018, et cela après moins de deux ans à la tête du ministère. Il se rend compte de la difficulté d'être un politique, un sentiment qu'il a déjà exprimé au tout débuts de fonction à l'ex-ministre de l'environnement Sigolène Royale.

⁸⁶ *Ibid*, p. 81.

⁸⁷ Rabhi, P. (2009). *Op.cit.* p. 15

⁸⁸ Il est suivi en 2017, par un autre qui dérange : « Le temps de l'action ».

4-4) L'engagement des réseaux altermondialistes

D'autres acteurs aussi moins connus à leurs débuts se sont mobilisés dans la cause environnementale par des films documentaires comme *Home* (Yan Arthus Bertrand, 2009) commandé par les Nations-Unies et diffusé gratuitement à travers la planète avant le Sommet de la terre de Copenhague (2009). Une manière d'attirer l'attention de l'opinion publique mondiale et des décideurs politiques sur les dangers de la dégradation de la nature et surtout sur la nécessité de prendre des mesures salvatrices avant qu'il ne soit trop tard.

C'est ce que les altermondialistes et les défenseurs de l'environnement scandaient lors de la Conférence planétaire : « Changeons le système, pas le climat »⁸⁹. En somme, la cause environnementale enrôle des acteurs d'horizons divers; des acteurs du monde politique, artistique, cinématographique, des hommes de religion...etc., tous convergent leurs efforts dans la sensibilisation des populations à travers le monde sur l'importance de la préservation de l'environnement.

Les mouvements verts, en tant que résultante de cette dynamique internationale sur les questions environnementales, sont considérés comme les principaux nouveaux mouvements sociaux de notre époque, dont les préoccupations portent sur le développement durable dans ces différentes dimensions: économique, sociale et environnementale. A propos de ces mouvements, Vaillancourt (2010) les répartit en deux types que l'on peut résumer par le mode de fonctionnement (d'action) et la croyance (conviction militantes) en ces mouvements. Néanmoins, ces mouvements qui luttent partout et pour tout, ont pour but de repositionner l'humain dans la nature et dans la société, en allant du plus urgent au plus global.

Dans les années 2000, les réseaux altermondialistes préfiguraient le mouvement pour la justice mondiale qui englobe toutes les causes. Alors que les sommets internationaux étaient réservés uniquement aux officiels, aux Etats et aux gouvernements du monde, la création du Forum social mondial (FSM) en 2001⁹⁰ a, par contre, offert l'opportunité aux hommes, aux femmes, et aux militants altermondialistes des quatre coins du globe de se rencontrer, de discuter, d'échanger mutuellement les expériences et de se pencher sur les préoccupations de la planète.

Le développement technologique de l'information et de la communication a stimulé remarquablement cette solidarité internationale par l'échange d'expériences et la diffusion

⁸⁹Rebick, J. (2013). *Le mouvement Occupy, nous sommes les 99%* (traduit de l'anglais par Catherine Ego). Canada : Presse de l'Université Laval. p. 51.

⁹⁰L'initiative de création de FSM a été lancée par des militants brésiliens, leur principal slogan était : « Un autre monde est possible ».

d'alertes et des contres expertises. C'est ce que la société civile algérienne avait découvert lors des FSM organisés à Tunis en 2013 et 2015. Et la solidarité affichée par les participants du monde entiers à la cause environnementale de la population d'In Salah. En plus, de l'atelier organisé sur la lutte de la population algérienne contre le GDS, les militants présents au FSM (2015) ont lancé des appels à solidarité et à soutenir la population algérienne (In Salah).

I.5) L'environnement en Algérie : une préoccupation de second degré

Dès les premières années de son indépendance, l'Algérie, avait affiché une volonté claire de vouloir rentrer dans le concert des nations. Elle a offert l'asile, l'assistance et l'aide aux révolutionnaires du monde ce qui lui a valu d'ailleurs l'appellation de la « Mecque des révolutionnaires ». Toutefois, sa volonté de se confirmer sur le plan politique, ne l'a pas empêché non plus de se pencher sur le registre environnemental. Alors, en 1968, Alger accueille la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles. Dix ans après son indépendance, elle marque sa participation au premier Sommet de la terre à Stockholm (1972). Laquelle a abouti quelques années après à l'institutionnalisation de l'environnement en Algérie. Commenant par la création en 1974 du Comité national de l'environnement (CNE). Un organe de proposition des orientations politiques en matière de l'environnement, mais qui a disparu au bout de trois ans d'existence. Depuis, ses prérogatives ont été transférées d'un Ministère à l'autre, jusqu'à la création, en 2000, du Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Ces changements répétés de la tutelle de rattachement qui ont duré 17 ans ne peuvent être que négatives sur la gestion et les orientations du secteur de l'environnement en Algérie.

5-1) L'institutionnalisation de l'environnement

En termes de structuration, l'Algérie a été doté de mécanismes prometteurs tels que : le Secrétariat chargé de l'environnement (1996), le plan national d'actions environnementales (PNAE), le haut-commissariat de l'environnement et du développement durable (HCEDD) ou encore le fond national pour l'environnement (FNE). A cela s'ajoutent plus de 20 traités et conventions internationales dans le domaine de l'environnement qui portent essentiellement sur la protection des ressources naturelles, biologiques et de la mer, la lutte contre la pollution atmosphérique, la désertification, etc.

Des efforts sont aussi consentis dans le cadre de la coopération internationale avec des organismes et les programmes internationaux comme le Fond pour l'environnement mondial, le Plan d'action pour la méditerranée, le programme des Nations-Unis pour le développement

dans le but de renforcer les capacités nationales pour la protection de l'environnement. Tous ses efforts sont ponctués par une batterie de textes légiférant le secteur depuis la loi 83-03 du 5 février 1983, relative à la protection de l'environnement.

Cependant, le décret exécutif N°90-78 sur les études d'impact sur l'environnement n'a vu le jour qu'en 1990, après plusieurs années d'activités industrielles. En cette période de fermeture politique, la loi, réellement, compte peu devant la volonté des décideurs et le monopole de l'Etat.

Plus tard, une nouvelle loi sur l'environnement (loi 03-10) a été promulguée en 2003 abrogeant ainsi les textes précédents y compris le décret exécutif N°90-78 qui a été remplacé par le décret 07-145 plus exigeant en termes de préservation de l'environnement. Ces textes sont renforcés par les Etudes environnementales stratégiques (EES), un outil de prospection des risques pour l'aide à la décision. Cette démarche permet à l'Algérie de mieux respecter les engagements environnementaux à l'international.

D'autres structures ont été également créées comme celle de concertation intersectorielle : le Haut conseil d'Etat au développement durable (HCEDD) chargé principalement d'arrêter les grandes options nationales stratégiques de la protection de l'environnement et de la promotion d'un développement durable. Ceci par la présentation d'un rapport annuel, au Président de la république, sur l'état de l'environnement et une évaluation de l'application de ses décisions. Il en va de même pour le conservatoire national pour la formation à l'environnement (CNFE) et l'Agence nationale pour la protection de l'environnement (ANPE).

Toutes ces structures et mécanismes concordent avec l'action gouvernementale pour la protection de l'environnement basée sur six (06) axes à savoir⁹¹ : le renforcement du cadre juridique et institutionnel, la réduction des pollutions et de nuisances, la préservation de la biodiversité, la formation et la sensibilisation, le renforcement de l'organisation et des moyens de fonctionnement, ainsi que la dynamisation de la coopération internationale.

A la lumière de ce cadre institutionnel mis en place, nous pouvons affirmer qu'en dépit de la place qu'elle occupe sur la scène internationale, l'Algérie peut se vanter de ses dispositifs juridiques et institutionnels. Elle pourrait même être considérée comme l'un des pays les mieux dotés en mécanismes de protection et de préservation de l'environnement du moins quantitativement, car la réalité de terrain est tout autre.

⁹¹Demri, Dj. (2010). *Protection de l'environnement et réglementation en Algérie*. Ecole nationale polytechnique, Alger. Repéré sur : <http://www.nouara-algerie.com/article-protection-de-l-environnement-et-reglementation-en-algerie-presente-par-madame-demri-djamila-44852134.html>. Consulté le 20/06/2018.

En effet, malgré l'existence d'autant de juridictions, l'acte tarde à joindre les textes dans la pratique ; ajouté à cela l'incohérence et le vide juridique dans certains cas et l'enchevêtrement des prérogatives environnementales partagées entre les différents secteurs qui nécessitent plus de coordination et de coopération⁹².

En réalité, l'Algérie, à l'instar de nombreux pays, se trouve à chaque fois confrontée à l'urgence des problématiques sociopolitiques et économiques. Après l'indépendance du pays, la première urgence était de développer les secteurs de la formation, de la santé, de l'agriculture et de l'industrie. C'était la période de construction du pays sous le règne autoritaire, où l'Etat nation tient le monopole absolu et décide de tout sous l'hégémonie du Parti unique (FLN) pendant la période allant de 1962 à 1988.

5-2) Naissance de la sensibilité environnementale

L'ouverture politique tant attendu en 1989 a apporté une dynamique sociale, une libération de la parole et des initiatives citoyennes. L'Algérie indépendante assiste alors à la naissance de la société civile, notamment les associations non gouvernementales, dont celles qui s'activent dans le domaine de l'environnement. Cette brèche d'espoir est vite refermée par la conjoncture politico-sécuritaire qui a marqué les années 1990 ou ce qu'on appelle par « la décennie noire ». Une autre urgence qui a relégué au second plan, les questions environnementales en Algérie au nom de la primauté de la sécurité nationale.

La lutte anti-terroriste menée par l'Armée nationale populaire (ANP) a connu aussi des exactions envers la nature. Les maquis et les forêts denses infestés de terroristes sont mis à feu volontairement pour déloger et traquer les groupes terroristes, sans se soucier de la faune ni de la flore qui s'y trouvent. Cette période qui coïncide avec l'ouverture du marché économique et la poussée de la mondialisation a entraîné l'avènement de nouvelles cultures et la transition à une société de consommation caractérisée par l'inondation du marché par de nouveaux produits et de nouveaux modes de vie et de consommation⁹³.

De plus, la croissance démographique couplée à un manque d'éducation et de sensibilisation, environnementales a provoqué une augmentation des besoins⁹⁴ en consommation d'énergie et

⁹²Demri, Dj. *Op.cit.*

⁹³Sur les 56 millions de personnes mortes en 2012 à travers le monde, 1,5 million d'entre eux sont mortes à cause du diabète. Le sucre est devenu plus dangereux que les guerres qui ont fait 120 000 morts. Cité dans Harari, Y.N. (2017). *Homo Deus, une brève histoire de l'avenir* (Traduit en français par les éditions Albin Michel). Paris : Albin Michel. p. 25.

⁹⁴En Algérie, la demande intérieure d'énergie croît de 7 à 10 %. Accès : <https://orientxxi.info/magazine/le-perilleux-pari-de-l-algerie-sur-le-gaz-de-schiste,0611>. Consulté le 23/04/2018.

des ressources. Selon Mebtoul⁹⁵, la consommation domestique passera de 55 millions de tonnes équivalent pétrole (tep), en 2014 à 100 millions de tep en 2030. Mais aussi, à la génération de la pollution et des déchets qui deviennent de véritables casses têtes pour les gouvernements successifs qui ont été appelés à relever les défis du présent et planifier pour ceux de l'avenir.

La transformation des déchets n'est qu'à 5%, malgré l'adoption en 2001 de la loi n°01-19 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets. La production annuelle actuelle des déchets qui ne cesse d'augmenter⁹⁶ a contraint le ministère de l'environnement à opter pour la mise en place d'une Agence nationale des déchets et une Unité de lavage et de transformation des sacs en plastiques à Alger (250 tonnes/j) qui sont en cours de création⁹⁷.

Sur un autre plan, le rapport mondial émis par *The Global Carbon Budget 2018* classe l'Algérie à la 33^{ème} place mondiale, en termes des émissions de CO₂, avec 44 millions tonnes de carbone (MTC). Ses émissions rapportées par habitant sont très loin derrière celles des grandes puissances industrielles, telles que la Chine, les USA, l'Inde et la Russie⁹⁸. Mais ceci ne doit pas être un argument auprès des autorités algériennes, puisque le cadre de vie demeure dégradant surtout avec la pollution urbaine qui tend à se généraliser dans toutes les villes algériennes voire même les villages, une pollution du littoral et de l'environnement sauvage qui n'encouragent guère le tourisme⁹⁹.

La reprise de l'activité économique dans les années 2000 a accentuée davantage la crise environnementale en Algérie. La construction anarchique, l'urbanisation des campagnes et l'envahissement de l'espace sauvage par le béton ont, d'une part, défiguré le paysage naturel de l'environnement et d'autre part, la multiplication des infrastructures industrielles, les projets d'intérêt général et d'aménagement du territoire ont souvent porté atteinte à l'environnement naturel et au cadre de vie de la population. D'ailleurs de nombreuses oppositions citoyennes ont été enregistrées dans ces registres tels que l'opposition à l'implantation des cimenteries à Blida (Meftah), Réghaia, Batna, Jijel, ou bien l'opposition

⁹⁵ Selon un document de Mebtoul, A. diffusé à la presse le 10 octobre 2014. Dans Sari, C. (2015). La communauté économique maghrébine : une œuvre à construire. Paris : L'Harmattan, p. 31. Repéré à <http://www.bibliovox.com/reader/docid/88839913/page/32?searchterm=Gaz%20de%20schiste>. Consulté le 04/12/2018.

⁹⁶ Actuellement, l'Algérie produit annuellement près de 34 millions de tonnes de déchets, selon les déclarations de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma Zahra Zerouati, aux assises régionales sur l'environnement et l'économie circulaire tenues à Blida en fin décembre 2018.

⁹⁷ L'Algérie consomme, 7,7 million de sacs/an, selon la déclaration de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati à l'APS, 06/06/2017.

⁹⁸ Rapport de Global Carbon Budget 2018. Repéré à <https://www.icos-cp.eu/GCP/2018>.

⁹⁹ Selon le classement «Economist Intelligence Unit», en 2018, la ville d'Alger est classée 132 des villes où il fait beau à vivre. C'est-à-dire parmi les 10 villes désagréables au monde.

citoyenne aux centres d'enfouissements techniques (CET), ou encore les luttes menées pour la préservation des espaces verts (Bois des pins Hydra), ou des parcs naturel menacés par des projets d'intérêt généraux.

Cette période des années 2000, marque le début des oppositions citoyennes en forme NIMBY¹⁰⁰. Le cas du Parc naturel d'El Kala à l'extrême Est du pays menacé par le trajet de l'autoroute Est-Ouest est l'un des exemples de l'engagement des écologistes algériens pour la préservation de cette réserve naturelle la plus vaste du nord du pays¹⁰¹. Dans les années 2007-2008, le collectif national pour la sauvegarde du parc national d'El Kala (CNSPEK)¹⁰² a pu attirer l'attention de l'opinion publique par le lancement d'une pétition relayée par les médias et des réseaux internationaux. Au final, malgré l'engagement des membres du collectif, le gouvernement tenait à sa position sous prétexte que la déviation du trajet coûtera plus cher à l'Etat et prolongera son délai de livraison. Dans ce cas de figure la situation de privation n'a pas suscité une frustration significative chez la population. Le sentiment de privation d'un espace naturel n'est ressenti que par les écologistes et amis de la nature dont certains n'habitent même pas la région d'El Kala. Contrairement à ce cas, l'opposition qu'a connue la cimenterie prévue à Ighzar N Taqa (à Batna) en 2016 a provoqué une frustration généralisée de la population, en raison de la menace immédiate sur l'environnement et la population. Cela a poussé les citoyens de cette petite ville des Aurès à s'opposer énergiquement au projet pendant plusieurs semaines. Jusqu'à ce que le premier magistrat de la région (le Wali) met fin au projet privé.

Dans le même ordre d'idées, les chiffres officiels du ministère de l'environnement et des énergies renouvelables annoncent 70430¹⁰³, usines polluantes en Algérie. Ce qui expliquerait en partie la promulgation d'une série de lois dans les années 2000, relatives à la protection de l'environnement (n°03-10), aux zones de montagne (n°04-03), à l'aménagement et au développement durable du territoire (n°01-20), à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts (n°07-06) ainsi qu'à la protection et à la valorisation du

¹⁰⁰ Nimby est une abréviation de l'expression « *Not In My Backyard* » (Pas dans mon arrière cours). Un phénomène apparu dans les années 1980 aux USA puis propagé un peu partout dans le monde, il s'agit d'oppositions citoyennes localisées, des riverains et de population restreinte refusant des projets à la proximité de leurs territoires et habitations.

¹⁰¹ Le Parc naturel d'El Kala est d'une superficie de 80 000 hectares.

¹⁰² Le collectif s'est organisé autour de l'association pour le développement durable de la région El Kala (ADDREK) et quelques environnementalistes Rafik Baba-Ahmed, Abdelmoumen Boumaza et Hamdane Meziane.

¹⁰³ La ministre de l'environnement et des énergies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati, avait déclaré lors de son passage devant la commission des finances et du budget du parlement dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances 2018, qu'il existe 30539 usine classés polluantes à l'Est, 24622 au centre, 9538 à l'Ouest et 5731 au Sud du pays.

littoral (n°02-02). Ces dispositifs juridiques semblent incapables d'arrêter le problème de la dégradation de l'environnement naturel sur tout le territoire national. La raison est vraisemblablement l'absence d'une vision pragmatique qui interpelle une rigueur pratique et une veille environnementale permanente.

En effet, l'absence d'une culture environnementaliste chez les citoyens soulève les questions de l'éducation et de la défaillance de l'école qui assurent l'apprentissage et la sensibilisation des citoyens de demain au respect et à la protection de la nature. Une condition qui s'avère *sine qua non* dans l'activité touristique ; propre, durable et créatrice de richesses économiques, d'autant plus que le potentiel naturel et climatique dont dispose l'Algérie en est favorable. Celle-ci doit suivre l'exemple de ses voisins tunisiens et marocains en la matière, quitte à imposer des « Brigades de l'environnement » qui appliqueront la loi¹⁰⁴.

Cette sensibilité citoyenne à l'objet environnemental a continué son chemin en Algérie, surtout avec l'émergence de nouvelles compétences dans les domaines qui ne cesse d'attirer l'attention de l'opinion et des autorités publiques. Ajouter à cela, les initiatives citoyennes¹⁰⁵, notamment dans le cadre associatif qui a franchi un pas vers une professionnalisation du métier par le lancement de projet dans le domaine de l'environnement, de plus en plus financé par certains bailleurs de fonds nationaux et internationaux.

Ce retour en scène des associations environnementales¹⁰⁶, qui coïncide avec la montée des réseaux altermondialistes, la circulation des flux d'information (télévision satellite, internet et médias nationaux) et la globalisation de la problématique environnementale, a imposé définitivement cette question dans l'esprit des algériens.

Vers les années 2010, l'action citoyenne manifeste encore plus d'intérêt à l'environnement pour deux raisons : d'abord, à cause de la dégradation remarquable du cadre de vie (espace vital) désormais visible même chez les plus indifférents, ensuite en raison de l'apparition de nouveaux espaces d'expression et de sensibilisation, moins coûteux à l'action engagée que l'internet offre à toutes les bonnes volontés. Dès lors, des blogs, des sites internet, des pages et des chaînes TV sur les réseaux sociaux numériques sont consacrées à l'objet environnemental par des acteurs sensibles à la question environnementale. A l'exemple du blog *Nouara* animé par l'activiste Karim Tedjani, ou la page Facebook *Algérie éco*

¹⁰⁴ Comme se fut le cas à l'époque coloniale en Algérie, où le garde champêtre aux prérogatives de police chargé de rappeler à l'ordre toute personne qui porte atteinte à l'espace environnemental au niveau de la commune.

¹⁰⁵ Parmi les initiatives et l'action citoyennes dans le cadre environnemental, elles interviennent dans l'organisation des campagnes de sensibilisation et de nettoyage, l'implantation des arbres, la diffusion d'articles et contributions médiatiques et la création d'espaces virtuels dédiés (blogs, sites, RSN).

¹⁰⁶ L'activité associative a été freinée à nouveau par la loi de 2012 sur les associations qui a durci les conditions de création des associations et de renouvellement de bureau, décourageant ainsi l'activité associative en général et celle qui relève du domaine environnemental en particulier.

responsable de l'environnementaliste Amar Adjili ou encore des espaces virtuels exploités par les associations environnementales telles que (*Bariq, Shams, Basmatik...*) pour sensibiliser le grand public sur le sujet.

D'autres initiatives citoyennes et celles des pouvoirs publics reflètent encore cet intérêt à l'objet de l'environnement en Algérie ; c'est le cas par exemple de l'instauration du prix du Président de la république destiné à primer les meilleurs articles journalistiques dans le domaine environnemental ou bien le prix Rabah Aissat¹⁰⁷ du village le mieux propre en Kabylie, que les autorités de la wilaya de Tizi-Ouzou ont instauré depuis 2012.

Toutes ces pratiques encouragent davantage le citoyen à prendre conscience de l'importance de l'environnement naturel. De surcroît, l'environnement est devenu de plus en plus présent dans les espaces médiatiques dans toute leur diversité. De son côté, l'Etat qui a pris conscience des enjeux environnementaux s'apprête pour la première fois de son histoire à organiser les premières assises nationales sur l'environnement et l'économie circulaire, dès février 2019.

I.6) L'apport des médias dans l'émergence des questions environnementales

Une chose est évidente, actuellement, l'information est essentielle dans tous processus de mise en agenda public. Qu'ils s'agissent de rencontres publiques, de conférences-débats, de colloques, d'expositions, toutes participent à la diffusion de connaissances sur les objets communiqués et souvent révèlent un savoir jusqu'alors méconnu du grand public.

L'apport des opinions émises par des corps intermédiaires (scientifiques, médias, spécialistes et experts...) est primordial car il agit sur le grand public. Dans ce registre, les médias sont d'excellents organes d'influence sur des opinions individuelles. Ainsi ils constituent une opportunité dans la publicisation des questions environnementales, qu'ils transforment parfois en problématiques publiques.

Avec l'émergence du militantisme écologique, survenu après mai 68, les médias ont servi de support et de canaux d'expression aux paroles militantes. Leur engagement au côté des activistes aboutit, parfois, à des mobilisations collectives, telle que la mobilisation anti-nucléaire en France dans les années 1970 née de l'engagement médiatique de *Charlie-Hebdo*. A cette époque, la presse écologiste (militante) en occident, notamment en Europe, fleurit par dizaine accompagnant le nouveau courant écologiste naissant (Salmon, 2001). Ainsi, au

¹⁰⁷Président de l'Assemblée populaire de la wilaya de Tizi-Ouzou assassiné, le 12 octobre 2006 par un groupe terroriste, à Ain Zaouia (sud-ouest de la wilaya).

printemps 68, « *Naturope* » verra le jour en tant que publication de défense de la nature diffusée à l'échelle européenne. La même année la revue « *Bête et Nature* » lance une campagne de presse en France sous l'intitulé « nature attention : poisons »¹⁰⁸. Dans cet élan social qui a accompagné le printemps 68, une association de journalistes et écrivains pour la protection de la nature s'est formée en 1969¹⁰⁹. L'engouement des citoyens à ces publications environnementales était remarquable puisque certaines d'entre elles diffusent plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires¹¹⁰.

Cette presse engagée était le porte-voix des écologistes qui sensibilisent et alimentent la société civile en informations. Sans doute, ces publications ont propulsé la mouvance et la pensée écologique dans les pays occidentaux. C'est ce que révèle, d'ailleurs, un sondage de l'IFOP (1977) qui indique que le terme « écologie » est désormais familier pour $\frac{3}{4}$ des français¹¹¹. De surcroît, l'explosion en occident de la Télévision dans les foyers pendant les années 1960 et 1970 a contribué encore plus à la diffusion d'une conscience écologique.

En Russie, l'ère Gorbatchev était marquée quant à elle par une sensibilité à l'environnement, notamment avec la désignation, dans le cadre de la démocratisation de l'Etat, d'intellectuels plus libéraux à la tête de certains journaux. Ce « printemps de la presse russe » avait entraîné une effervescence médiatique à toutes les questions en relation avec la politique du régime. Parmi elles les problématiques environnementales. Le rôle des médias russes ne s'arrête pas là, puisque de nombreux mouvements écologistes ont été créés à l'instigation ou avec la participation de grands journaux¹¹². Des quotidiens se permettent même d'organiser des tables-rondes et des débats entre journalistes et scientifiques dans leurs propres rédactions. Comme se fut le cas en 1989 avec la rencontre organisée par la *Nouvelle de Moscou* sous le titre provocateur : « Le grand mensonge de Tchernobyl »¹¹³. Cet accident nucléaire était aussi une occasion pour les médias américains de mener une ultime bataille politico-médiatique contre les soviets en mettant en avant les « milliers de victimes » et en parlant de « Kiev agonise », « empoisonnée », pour enfoncer

¹⁰⁸ Salmon, P. (2001). *Les écologistes dans les médias : de René Dumont à Dominique Voynet*. Paris : L'Harmattan. p. 11.

¹⁰⁹ *Idem*, p.18.

¹¹⁰ L'hebdomadaire « *La Gueule Ouverte* » est diffusée à 70 000 exemplaires dès ses premiers numéros en 1972, c'est le cas aussi du mensuel « *Le Sauvage* », dont le nombre d'abonnés était de 25000.

¹¹¹ Salmon, P. (2001). *Op.cit.*

¹¹² A l'exemple de Comité social panrusse de sauvegarde de la Volga fondé par *Sovietskaya Rossia* et plusieurs organes de presse, ou le mouvement vert, dont le dirigeant, Oleg Poptsov était rédacteur en chef de *Selskaya Molodij*. Ou encore, Ecologie et paix, présidé par S. P Zaliguine, rédacteur en chef de la revue *Novy Mir*. Ajouter à cela l'Union écologique, fondé par le chercheur et journaliste N. Reimers. Cité par Moor-Stahl, J. et Allaman, J. (1998). *Op.cit.* p115.

¹¹³ Moor-Stahl, J. et Allaman, J. (1998). *Op.cit.* p. 115.

davantage l'Union Soviétique et sa politique extérieure telle que l'a expliquée Gorbatchev lors de son allocution à la télévision russe en mai 86. Mais, le message que *La vie internationale* avait diffusé en Octobre 1990, à quelques mois de la fin du régime soviétique, au nom de ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, Edouard Chevarnadzé, reste le plus marquant pour l'opinion internationale. Un moment fort et de reconnaissance qui a livré une réalité au monde entier, où, il reconnaît ouvertement l'ignorance de l'Etat aux questions environnementales en raison du système de gouvernance qui fonctionne par les ordres et qui sanctifie le pillage des ressources naturelles au nom de la politique de « rattrapage et de l'intérêt supérieurs de l'Etat »¹¹⁴.

L'apport des médias dans la montée de la sensibilité environnementale, réside également dans le recours aux images chocs et à une rhétorique «catastrophiste» qui contribue à créer un espace d'expression des intérêts environnementaux¹¹⁵. A l'exemple des images des catastrophes écologiques et industrielles relayées par toutes les chaînes du monde, montrant des oiseaux et des phoques mazoutés suite au naufrage des pétroliers au large des côtes.

La dimension spectaculaire des événements représente également un « moment discursif » parce qu'elle est de nature à inquiéter et à attirer l'attention des lecteurs et spectateurs¹¹⁶, donc à augmenter la sensibilité environnementale. Le coup de bluff de Brice Lalonde¹¹⁷ en plein plateau TV en 1977, qui a fait de lui l'écologiste politique le plus connu médiatiquement en France, est un exemple du rôle que peuvent jouer les médias dans la promotion de la sensibilité environnementale. Alors qu'il était invité par la chaîne TF1 à s'exprimer sur les résultats du premier tour aux municipales, l'activiste vient avec un transistor sur le plateau et quand le journaliste lui a demandé ce qu'il en fait avec, il répond devant les caméras : « Nous

¹¹⁴Extrait de discours du ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, Edouard Chevarnadzé (octobre 1990) : « Il y a longtemps que les gens sonnaient le tocsin. Mais la surdité congénitale des grands de ce monde les a toujours empêchés d'entendre ces signaux d'alarme [...] Ainsi, le pillage de ressources naturelles uniques était sanctifié par la notion de défense de la patrie. Comparés aux dangers de la guerre, tous les autres passaient au second plan (...) Le slogan communiste "Rattraper et dépasser" nous inclinait à ignorer la protection de la nature. Mais à quoi bon parler d'ignorer, quand depuis l'enfance, tout citoyen soviétique a intériorisé la pensée que sa terre natale était immense, inépuisable, et qu'il ne fallait attendre de la nature aucune clémence. Avec cette insouciance envers la nature, le peuple russe a développé de son pays une vision de grand terrain de jeux industriels. Toujours plus vite dans la construction, toujours plus vite dans la maîtrise des lieux, et tant pis si l'herbe ne repousse plus. Et l'herbe ne repousse pas ... ». Déclaration d'Edouard Chevarnad z, ministre des affaires étrangère de l'Union soviétique sous Gorbatchev, parue dans les colonnes de « *La vie internationale* ». Cité dans Moor-Stahl, J. et Allaman, J. (1998). *Op.cit.* p. 117.

¹¹⁵ Lascoumes, P. (1999). Productivité des controverses et renouveau de l'expertise. *Cahiers de la Sécurité Intérieure: Risque et démocratie. Savoirs, pouvoirs, participation... Vers un nouvel arbitrage?*, no 38 (4e trimestre), 75-95.

¹¹⁶Moirand, S. (sans date). *De la médiation à la médiatisation des faits scientifiques et techniques : où en est l'analyse du discours ?* Paris : CEDISCOR-SYLED, Université Paris III – Sorbonne Nouvelle.

¹¹⁷ Brice Lalonde est un activiste écologiste français, président de l'UNEF (Sorbonne/67-68) et des « Amis de la terre » (72-75) ; participant au « Bataillon de la paix » sur le voilier néozélandais pour protester contre les essais nucléaires français.

avons lancé des radios de quartiers et en ce moment même dans le septième arrondissement, cette radio verte émet. Nous allons faire en sorte que les français puissent communiquer directement entre eux »¹¹⁸. Dès lors, les autres médias s'emparent du sujet et consacrent des espaces rédactionnels aux *Radios Vertes* et à la problématique environnementale. Or, la radio verte en question n'existait pas encore¹¹⁹.

Par ailleurs, l'arrivée de l'internet constitue une phase d'armement des activistes environnementaux, car cet outil leur a permis de développer leurs propres canaux de diffusion. Ces technologies de l'information et de la communication ont permis, également, aux militants écologistes de déployer leurs efforts et stratégies d'enrôlement et de mobiliser des publics dans les espaces virtuels avec de moindres coût et coups.

I.7) La sensibilité écologique, produit de postmodernisme

Les partisans du nouveau paradigme environnemental expliquent l'émergence de la sensibilité écologique par l'extension de l'antagonisme entre environnement et société industrielle¹²⁰. Mais, pas seulement, puisque cette sensibilité n'est pas lié exclusivement à la proximité du danger issu de la dégradation de l'environnement, car beaucoup d'individus développent une sensibilité à l'environnement sans qu'ils en soient exposés. Ceci s'applique aussi à l'échelle des Etats puisque, ce sont les pays où la qualité de vie de l'environnement est bien meilleure qui se préoccupent plus des questions environnementales. Néanmoins, la dégradation de l'environnement suscite les valeurs humaines quelle qu'en soit l'origine des individus, ou la distance (loi de proximité) au danger (à la menace). C'est ce qui expliquerait cette montée de la sensibilité à l'écologie au nom des valeurs humaines et du droit de perpétuer l'existence pour les générations futures dans un environnement sain, qui inspire sécurité et assurance. Alors, les valeurs expliquent l'action humaine comme l'a théorisée Weber.

Ce système de valeurs a été testé dans des études empiriques menées par des mesures des préférences opposées à des valeurs concurrentes. Les résultats ont montré que la sensibilité écologique est étroitement liée à l'universalisme, à la recherche de l'égalité et la découverte de l'autre, aussi à l'autonomie et à l'hédonisme. Par contre, cette sensibilité écologique

¹¹⁸Salmon, P. (2001). *Op.cit.*

¹¹⁹L'émission entendue ce soir là sur le plateau de TF1 n'est qu'une émission enregistrée sur un magnétophone et transmise par un émetteur que détient un complice de Brice Lalonde présent à quelques mètres de lui sur le plateau.

¹²⁰Bozonnet, J-p. (2012). La sensibilité écologique. Dans Barbier, R. et al (dir.), *Sociologie de l'environnement*. Canada : Presse de l'université Laval, p. 156

s'oppose à la tradition et à la recherche du pouvoir et de la sécurité¹²¹. Le concept de socialisation constitue également une des explications majeures de la sensibilité écologique¹²². Alors, les lieux et les moments de rencontre, tels que l'espace familial, le quartier, l'école, l'université, les médias, les organisations associatives, etc., constituent des vecteurs de cette sensibilité globale à la nature.

De toutes ces institutions, l'université, par sa communauté, consacre des disciplines environnementales dans le curseur de formation. Elle forme ainsi des spécialistes en la matière qui se consacrent à la recherche, à mener des études qu'ils rendent publiques et tiennent des conférences sur le sujet. Dès lors, ils sont à l'origine de l'expertise et généralement se sont eux qui alertent sur des cas de menaces et de risques de dégradation de l'environnement et de la planète. C'est eux, aussi, qui alimentent les médias lesquels, à leur tour influencent l'opinion publique. Tel le modèle théorique d'influence en deux étages (étapes) développé par Downs (1972). En ce sens, pour reprendre l'expression bourdieusienne, les médias demeurent des outils de la construction sociale des réalités et des réactions citoyennes, chose devenue une évidence même chez le grand public.

Dans sa théorie postmoderniste, Inglehart (1993) explique la société contemporaine d'une manière globale en intégrant les mouvements écologistes et les attitudes favorables à la défense de l'environnement¹²³. Son postulat, soutient que les mouvements et l'action écologistes ne sont pas liés directement aux dégâts produits par la société industrielle, mais par les valeurs de la post modernisation dont les origines remontent à Mai 68 en France, aux USA et au Japon. A l'exemple des libertés individuelles, d'hédonisme, qui se confirment comme nouvelles valeurs voulant remplacer la centralisation et les contraintes institutionnelles (économique, sécuritaire...).

La thèse d'Inglehart repose sur la dichotomie entre valeurs matérialistes d'antan et celles de la post modernisation et de post industrielle¹²⁴. Il explique ce changement de valeur par la pénurie et la socialisation qu'il relie aux conditions de vie des individus. Sur l'échelle des valeurs, la sensibilité écologique se situe à un niveau avancé des besoins, après ceux de base (besoins physiologique et de sécurité) tels définit par Maslow dans sa théorie « pyramidale » (2008). L'Inglehart explique sa thèse par la notion d'utilité marginale qui fait émerger les biens immatériels (valeurs) devant les biens matériels, une fois que les besoins primaires sont satisfaits. Ce qui explique pourquoi les sociétés les plus avancées et développées s'intéressent

¹²¹*Ibid.*

¹²²*Ibid.*

¹²³*Ibid.* p. 158.

¹²⁴*Ibid.* p.156.

plus aux aspects environnementaux et à la protection de la nature plus que les autres sociétés où les pénuries et les droits fondamentaux sont bafoués. Une situation déjà vécue par ces sociétés avancées pendant la première moitié du 20^{ème} siècle.

Quant à la socialisation émise comme hypothèse derrière la sensibilisation environnementale, celle-ci réside dans le fait que : « les individus conservent leur valeurs tout au long de leur vie et que les changements ne s'effectuent que par la socialisation des enfants dans une période d'abondance »¹²⁵ à travers des espaces de socialisation comme la famille, l'école, l'université et les médias. C'est-à-dire que ce processus s'effectue par « couches générationnelles » par propagation sociologique allant du centre élitiste vers la périphérie, des catégories et des classes moyennes et modestes.

Par ailleurs, d'autres sociologues nostalgiques de la théorie marxiste, tels que Castel, pensent que l'écologisme est le fait des classes sociales. Ils croient à l'existence d'une contradiction entre le Capital et les conditions de vie des classes sociales, y compris l'environnement naturel des individus, légitimant par conséquence la revendication écologique, des classes moyennes. En revanche, Touraine (1980) sort la perspective écologiste de la théorie marxiste, en reliant les mouvements écologistes à de nouveaux rapports de classes, basés essentiellement sur le capital intellectuel (connaissances). Il considère les acteurs non pas comme des ouvriers qualifiés (historiques et traditionnels) mais comme nouvelles catégories socioprofessionnelles et intellectuelles porteurs des causes sociales¹²⁶.

En outre, d'autres théoriciens rattachent l'écologisme à un ensemble de valeurs telles le refus du matérialisme, des lois du marché et de centralisation, etc. Ce courant issu des travaux britanniques (Cotgrove et Duff, 1980) incarne la mouvance des altermondialistes actuels qui intègrent la dimension environnementale dans un ensemble de valeur qui transcende la tradition des luttes sociales.

En résumé, l'opinion internationale ne cesse de tirer la sonnette d'alarme sur la dégradation de l'environnement et de la planète, notamment depuis les premières catastrophes industrielles et l'amplification de l'impact de l'Homme sur la nature. Beaucoup de mouvements, d'association, d'ONG, de politiques et de médias s'activent dans ce registre. Ils ne cessent de sensibiliser l'opinion publique internationale sur l'importance de la préservation de l'environnement naturel. Mais, au fait, c'est quoi cette notion de l'opinion publique que nous entendons souvent ?

¹²⁵Bozonnet, J-P. (2012). *Op.cit.*

¹²⁶*Idem.* p. 160.

Chapitre II

L'opinion publique existe

II.1) L'opinion publique, le jugement social

En tant qu'ensemble des idées et des jugements sociaux, la catégorie opinion publique a connu une mutation sémantique vers le XVIII^e siècle. Elle s'inscrit dans le comportement et les attitudes à dimension politique, particulièrement comme un « organe de censure et de contrôle des comportements privés »¹²⁷. Vers la fin du 19^{ème} siècle, le développement de l'imprimerie et de la presse écrite a donné une nouvelle forme et une nouvelle dimension à l'opinion publique, par la diffusion de nouvelles et des opinions contradictoires lesquelles ont permis de « fixer les opinions, de les pérenniser et de les diffuser largement »¹²⁸.

Avant le suffrage universel (1948), l'opinion publique était réservée à une catégorie de personnes qui se débattait dans des espaces restreints. Cette période (1789-1948), Patrick Champagne¹²⁹ l'a assimilée à l'opinion des élus et à une instance par laquelle on en fait la politique. La classe ouvrière par ses luttes et revendications sociales a introduit des mutations dans le champ politique de l'époque, notamment, avec l'exercice du droit de vote qui constitue une voie d'expression des opinions individuelles souvent partagées par ces couches sociales défavorisées.

Le terme « Opinion », chez les français et les anglais a le sens simple du latin *Opinio*, qui signifie ce « jugement incertain et incomplètement établi qu'elle est »¹³⁰.

En fait, le concept de l'opinion publique se divise en deux termes¹³¹ : d'abord, « *Opinion* » qui veut dire : avis, pensée, jugement et « *Publique* » en référence au général, à l'universel, au groupe social. Malgré ses origines qui remontent au XVIII^e siècle, le concept de l'opinion publique, ne fait pas le consensus dans sa définition. Néanmoins, beaucoup de conceptions particulièrement philosophiques ont été formulées autour de cette notion. A commencer par John Locke, qui conçoit le comportement humain dans trois lois : *La loi divine, la loi civile et la loi de l'opinion*. Selon lui : « L'opinion publique est au public, dans les temps modernes, ce que l'âme est au corps »¹³². Il représente l'opinion dans sa conception au sens de : la réputation, l'estime, la renommée et la considération que les individus établissent entre eux. Dans la pensée des lumières, on retrouve la mise en évidence du pouvoir de l'opinion

¹²⁷Blondiaux, L. (1998). *La fabrique de l'opinion : Une histoire sociale des sondages*. Paris : Le Seuil, p.34.

¹²⁸Niklas, L. (2001). L'opinion publique. *Politix*, 14 (55), 25-59. doi : [10.3406/polix.2001.1171](https://doi.org/10.3406/polix.2001.1171). Consulté le 20 Juin 2015.

¹²⁹Champagne, P. (2015, 21 mai). *Faire l'opinion*. Conférence à Acrimed. Paris. Repéré à <http://www.Acrimed.org/Faire-l-opinion-video-d-un-Jeudi-d-Acrimed-avec-Patrick-Champagne?recherche=opinion%20publique>. Consulté 20/06/2015.

¹³⁰Habermas, J. (1992). *Espace public*. Paris : Payot, p. 99.

¹³¹محي الدين عبد الحليم. (2009). *الرأي العام*. مكتبة النجلو المصرية، القاهرة، ص. 16.

¹³²Lock, J. (1690). Essai philosophique concernant l'esprit humain. Dans Bavaresco, A. (1999). *Le mouvement logique de l'opinion publique*. Paris : L'Harmattan, p. 28.

publique qui renvoie à cette « instance de contrôle sociale, juge de la conformité des mœurs »¹³³. Contrairement aux autres philosophes comme Kant qui insiste plutôt sur son caractère rationnel, il dit que : « l'opinion publique est un jugement problématique, parfois provisoire, accompagné de la conscience »¹³⁴.

Pour lui l'opinion est un assentiment fondé sur une connaissance qui signifie « tous les jugements », désignés par l'expression « l'accord public », qu'on retrouve aussi chez Rousseau dans son concept de « volonté générale »¹³⁵. A ces jugements, James T. Young¹³⁶, en rajoute deux conditions complémentaires, il considère l'opinion publique comme : « Un jugement social d'une communauté consciente d'elle-même sur une question d'importance générale après discussion rationnelle et publique »¹³⁷. Une définition qu'on retrouve également chez Clyde King qui reprend presque les mêmes termes. Quant à John Dewey, il considère l'opinion publique comme un jugement porté sur les affaires publiques qui se démarque de l'opinion sondée, mais correspondant à un processus de réflexion qui coïncide avec la formation des publics¹³⁸. Par affaires publiques, il désigne tout ce qui intéresse et implique le peuple et préoccupe la vie publique des citoyens. Le caractère rationnel de l'opinion publique réside justement dans le processus de formation de celle-ci et qui lui donne de la maturité. Elle résulte des interactions interindividuelles des pensées privées suivant plusieurs phases. C'est ce qui différencie l'opinion publique, des foules mugissantes et des impressions populaires, pour reprendre l'expression de Price et Peter Neijens¹³⁹.

L'opinion publique correspond aux pensées qui prévalent au sein d'une communauté consciente, pendant une période, à propos d'une question donnée suscitant la conversation et le débat. Elle révèle un sentiment de courtoisie ou de tension, suivant l'intérêt des uns et des autres. Ces jugements doivent être associés à la prise de décision et à la gestion des affaires publiques par la concertation et l'audition de la société civile. Cela sous entend une prise de conscience des publics d'une (des) question(s) problématique(s). Dès lors, les médias, les associations,

¹³³Blondiaux, L. *Op.cit.*, p. 35.

¹³⁴Bavaresco, A. (1997). *La phénoménologie de l'opinion publique : la théorie hégélienne*. Paris : L'Harmattan, p.12.

¹³⁵C'est dans « *Le Contrat social* » que Rousseau avait développé la notion de volonté générale.

¹³⁶Politiste américain

¹³⁷Blondiaux, L. (1997). Ce que les sondages font à l'opinion publique. *Politix*, 10 (37), 117-136. doi : <https://doi.org/10.3406/polix.1997.1653>.

¹³⁸Zask, J. (1999). *Opinion publique et son double- Jean Dewey, philosophe du public*. Paris : L'Harmattan, p. 171.

¹³⁹Blondiaux, L. (2002). Sondages et délibération. Une épistémologie alternative de l'opinion publique ? *Politix*, 15 (57), 167-180. doi : <https://doi.org/10.3406/polix.2002.1212>.

les organisations et les leaders d'opinion sont les plus indiqués pour assurer cette mission d'éveil des consciences, par la communication des savoirs et des informations. Comme disait Moha Eddine Abdelhalim : "لان من لا علم له، لا رأي سديد له" « celui qui n'a pas le savoir, n'a pas d'opinion éclairée »¹⁴⁰.

Pour Hobbes, l'opinion privée des personnes est la seule qui peut être prise en considération parce ce qu'elle émane d'une conviction personnelle¹⁴¹. Or, cette dernière n'émane pas seulement de la pensée intérieure des individus, elle est aussi la résultante des discussions publiques et des règles de fonctionnement sociales qui régulent les activités quotidiennes des individus et qui sont parfois, plus contraignantes que le contrôle institutionnel, religieux et administratif. De surcroît, les convictions culturelles, les traditions et les normes sociales, transforment et façonnent les attitudes, contrairement aux débats et aux critiques qui ensevelissent, détruisent et renient les fondements de la foi et ce qui est sacré pour l'homme.

Dans le même sillage, Bayle¹⁴², résume le terme « opinion » dans l'opposition entre le « pour » et le « contre » qui se révèle dans les discussions publiques par les critiques et la recherche de la vérité. Cette idée est mise en exergue aussi par Alambert, qui s'appuie sur l'idée que celui qui maîtrise la raison et s'entend à exercer la critique sait comment : « secouer le joug de la scolastique, de l'opinion, de l'autorité, en un mot des préjugés et de la barbarie »¹⁴³.

Selon une thèse avancée par Arlette Farge¹⁴⁴, le concept moderne de l'opinion publique en France remonte au alentour de 1750. Correspondant à un changement sociologique de grande ampleur, caractérisé par une critique populaire du gouvernement et de la personne même du roi. En ce sens, Necker¹⁴⁵, homme de gouvernement, fut considéré comme le premier théoricien français de l'opinion publique. Il a brisé le secret de l'exercice du pouvoir en 1781 et a pris symboliquement acte de l'existence de cette opinion publique en faisant publier un compte rendu sur l'Etat général des finances de la France. Il est à signaler aussi que les

¹⁴⁰ محي الدين عبد الحليم، مرجع سبق ذكره، ص. 22.

¹⁴¹ Hobbes, T. (1651). *Léviathan. Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile* (Traduit de l'anglais par Philippe Folliot, Tome 2). London : Andrew Crooke. doi : <http://dx.doi.org/doi/10.1522/cla.hot.lev>.

¹⁴² Habermas, J. *Op.cit*, p. 102.

¹⁴³ Alambert, J.-R. (2011). Discours préliminaire de l'encyclopédie (1751). *Les Echos du Maquis*. Repéré à <https://philosophie.cegeptr.qc.ca/wp-content/documents/Discours-pr%C3%A9liminaire-%C3%A0-l'Encyclop%C3%A9die.pdf>. Consulté le 29 décembre 2015.

¹⁴⁴ Blondiaux, L. (1998). *Op.cit*, p. 36.

¹⁴⁵ Speier H. Historial development of opinion public. Dans Blondiaux, L. *Op.cit*, p. 36.

sociétés humaines et les pouvoirs politiques avec leur « complexification et leur différenciation »¹⁴⁶ conduisent à la production des opinions publiques.

En rupture avec la conception théorique de l'opinion publique, nous partageons l'idée de Støtzel selon laquelle, il est nécessaire de rapprocher empiriquement certains aspects relatifs à la nature des opinions : Leurs états, leurs variations ou leurs relations. Des points que nous allons développer un peu plus en avant.

La notion d'opinion publique constitue un domaine de recherche pour la connaissance de l'homme. Elle se situe à la croisée de l'individu et de sa société. En dépit, de son caractère flou et complexe, l'opinion publique est définie par Jean Støtzel dans la préface de son livre « *Théorie des opinions* »¹⁴⁷, comme étant « une formule nuancée qui, sur une question déterminée, reçoit l'adhésion sans réserve d'un sujet ». Elle est représentée comme des « actions verbales qui ont leurs sources dans les attitudes, dispositions mentales plus permanentes et plus structurées ». Au regard de cette définition nous pouvons dire que l'opinion publique exige deux composantes : la première se réfère au sujet qui fait l'objet de jugement et la deuxième renvoie au caractère de jugement tranchant et sans réserve porté sur une question donnée. Cela implique un positionnement exprimé via un discours qui puise son essence dans des attitudes et des prédispositions mentales structurées autour des connaissances et des acquis antérieurs.

Par ailleurs, suivant sa dimension particulière ou universelle, elle est subdivisée en opinion ; publique (générale) et privée (individuelle). Deux types morphologiques différenciés et observables dans l'action et l'expression publique.

La première est homogène, cristallisée avec une orientation plus claire et l'autre plus disséminée, diverge dans tout les sens, elle représente l'ensemble des opinions privées. Le deuxième type d'opinion demeure plus difficile à saisir en raison de sa faible consistance dans l'espace public, son caractère phénoménologique la rend encore plus complexe à décrire.

II.2) Les opinions : entre le privé et le publique

2-1) Changement d'état des opinions

L'opinion publique en ses deux états (particulière et universelle) est interchangeable, ils forment à la fois l'état initial et final des opinions. C'est-à-dire, leur passage d'un état à l'autre intervient soit par la cristallisation des opinions individuelles ou bien par la dissolution de l'opinion publique (universelle) en opinions particulières.

¹⁴⁶Niklas, L. *Op.cit.*

¹⁴⁷ Støtzel, J. (2006). *Théorie des opinions* (2è éd.). Paris : L'Harmattan.

Ce passage de l'état inorganique à un état organique ou de l'état d'opinions particulières à l'état d'opinion publique, est considéré par Stœtzl, d'une très grande importance dans une théorie des opinions, parce qu'il nous renseigne sur les facteurs intervenants dans ce processus sociologique. Ainsi, la formation ou la dissolution de l'opinion publique peut se produire de deux façons : par un processus lent qui s'applique progressivement sur un objet de discussion, ou rapide et instantané.

Si on se fie à la nature, toute chose subit le phénomène de transformation de son état (s). Les illustrations à ce phénomène sont nombreuses. A l'exemple des molécules d'hydrogènes qui à la rencontre de celles d'oxygènes sous certaines conditions de températures se cristallisent pour former une masse de glace. Celle-ci se transforme à son tour en un état liquide à des températures moyennes. L'eau formée, devient encore une vapeur sous une T°C et pression atmosphérique données, le processus de transformation continue encore son chemin pour aboutir à un état gazeux des molécules de base. Ce phénomène de changement d'état de la matière peut être comparé à celui de la formation de l'opinion publique, qui dépend de plusieurs conditions et facteurs socio-économiques, politiques, environnementaux, ainsi de la nature de la matière qui subit les conversations et les interactions interindividuelles.

Le même mouvement se produit dans le cas des attitudes, l'information et la sensibilisation cristallisent les opinions, la connaissance et le savoir scientifiques comme matière de la prise de conscience offrent des éléments d'explication et de réflexion aux individus pour développer leurs propres jugements loin des dogmes et de la propagande. Une fois créée « l'opinion publique s'entretient et se développe par son propre élan »¹⁴⁸, notamment avec le concours des médias qui accompagnent et amplifient le mouvement d'opinion. Ils provoquent l'engouement des uns, la soumission ou le silence des autres.

La distinction des états de l'opinion (particulière et publique), a fait l'objet des travaux de Shanck¹⁴⁹ portés sur la restructuration de l'opinion publique dans une petite commune de New York (Elm Hollow). Il a constaté que les opinions, initialement dispersées des habitants, convergeaient dès que de nouvelles informations et connaissances faisant consensus soient introduites à la question problématique. C'est ce que nous avons constaté aussi dans notre cas de l'étude¹⁵⁰. Donc, les déplacements des opinions particulières vers l'opinion publique

¹⁴⁸Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 158.

¹⁴⁹Shanck, R.-L. A study of a community and its groups and institutions conceived as behaviors of individuals, and A study of change in Institutional attitudes in a rural community. Dans Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 159.

¹⁵⁰Cette expérience nous l'avons constaté dans notre cas de l'étude, puisque plusieurs citoyens d'In Salah l'ont reproduit à propos du projet de l'exploitation du gaz de schiste. Ils s'accordent tous à accepter le projet si la technique de l'exploitation du gaz de schiste n'est pas compromettante.

exigent une même orientation et canalisation des pensées dans la sphère des interactions sociales.

Cependant, le rapport de force qu'impose la majorité accélère la cristallisation et la convergence des sentiments particuliers. Tandis que, le phénomène inverse résulte de la dispersion des particularités individuelles.

La coexistence des opinions (publique et privées) nous renseigne sur les tendances sociales qui prévalent dans un espace public donné. Dans les sociétés conservatrices, les communautés d'individus ont souvent du mal à accepter les changements qui affectent leurs habitudes et leurs croyances sociales. Contrairement aux sociétés dynamiques (modernes) dont les aspirations privées et collectives sont plus aptes aux changements et au progrès.

En effet, la *volonté générale*¹⁵¹ est plus imposante que les opinions individuelles (particulières). Elle exerce son pouvoir de majorité et sa loi de dominance. En ce sens, Guisberg¹⁵², rejoint Rousseau, quand il déplace la réflexion de la question de la compétence et du savoir du peuple vers celle de la volonté populaire qui s'exprime par les manifestations, la prise de parole et l'action publique.

L'existence simultanée des opinions privées et publiques révèle aussi certains aspects d'une société, d'une culture et des groupes communautaires. En d'autres termes, les opinions reflètent l'esprit des individus dans leur environnement social. Elles englobent un « vaste mélange de sottise, de faiblesse, de préjugés, de mauvais et de bon sentiments, d'obstination et de paragraphes de journaux [...] »¹⁵³. Elles subissent les processus, de construction et de déconstruction, psychosociaux toute en s'appuyant sur les attitudes déjà existantes.

Dans le même ordre d'idées, la dissociation d'une opinion publique passe par la dispersion du sentiment de la majorité et le rétablissement de la pensée libre c'est-à-dire la valorisation des opinions et des réflexions individuelles qui constituent, « le centre de perspective pour la connaissance psychologique individuelle et collective »¹⁵⁴. D'où l'intérêt que porte la science dans ses diverses disciplines à l'Homme dans son espace vital.

2-2) L'opinion comme centre de perspective

La psychologie individuelle s'exprime à travers la silhouette, les attitudes, le langage et le visage. Ces modes d'expression ouvrent la perspective de connaître l'intérieur des individus

¹⁵¹ Développée par J.J.Rousseau dans le contrat social.

¹⁵² d'Almeida, N. (2014). L'opinion publique. *Hermès*, 3 (70), 88-92. Consulté sur <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2014-3-page-88.htm>. Le 29 janvier 2015.

¹⁵³ Perl, R., et al. Retrouver la positivité et rationalité de l'opinion publique. Almeida, N. *Op.cit*, p. 104.

¹⁵⁴ *Idem*.

par leurs aspects extérieurs. C'est ce que les partisans du *béhaviorisme* ont essayé d'appréhender, en cherchant à connaître l'âme par le comportement.

Le langage exprime des pensées, des opinions et des jugements. Comme disait Stœtzel : « l'homme se trahit et se révèle en parlant »¹⁵⁵ mais aussi en agissant. Autrement dit, l'opinion est étroitement liée à l'action, l'individu réagit de suite à une situation qui blesse ses convictions ou qui porte atteinte à ses intérêts (morale et/ou matériel). Alors, la meilleure manière pour comprendre un individu ou un groupe de personne est d'étudier leurs opinions exprimées en se positionnant à l'interface des interactions sociales qui regroupent les influences mutuelles des individus et des publics les uns sur les autres.

L'opinion constitue au regard de Stœtzel, le lien et le ciment entre les différentes structures de la réalité sociales. Elle est même considérée comme étant l'essence du public ou des publics. Ces derniers, traduisent l'état final¹⁵⁶ des différentes catégories sociales. A l'image des communautés économiques, politiques, culturelles et culturelles partageant les mêmes croyances, aspirations et attitudes sur des préoccupations posées dans leur espace social. En d'autres termes ces communautés structurent et fractionnent la société. Ainsi, l'opinion publique apparaît en tant que, expression qui traduit l'impression intérieure de ces communautés humaines.

Autrement dit, l'individu se trouve dans une spirale d'interdépendance, tantôt il exerce son pouvoir d'influence sur le groupe avec qui il est en interaction, tantôt il subit la loi du groupe, non seulement par sa masse (nombre) mais aussi par sa pensée et son jugement.

Sur cette question d'influence mutuelle, les visions des penseurs se rejoignent. Pour Tarde : « La pensée de chacun est à la fois la cause et l'effet de l'opinion de Tous »¹⁵⁷. Quand à Bryce, il pense que : « Le publiciste n'est ni le créateur unique des mots d'ordre, ni le simple interprète de l'état d'esprit qui prévaut dans son groupe »¹⁵⁸. Ceci dit, le particulier et l'universel partagent tous une relation de réciprocité et subissent une influence mutuelle.

Par ailleurs, les groupes sociaux sont caractérisés par une simultanéité des convictions et un état d'esprit commun ou simplement une opinion partagée. Pour Tarde, cette opinion « est au public ce que l'âme est au corps »¹⁵⁹. C'est-à-dire elle est la raison d'existence du public qui forme son ossature et qui constitue le miroir de ses attitudes intérieures.

¹⁵⁵Stœtzel, J. *Op.cit*, p. 4.

¹⁵⁶Tarde, G. (1901). *L'opinion et la foule*. Paris : Collection Recherches politiques, p.20. Repéré à <http://pages.infinet.net/sociojmt>. Consulté 15/06/2015.

¹⁵⁷ Stœtzel, J. *Op.cit*, p. 13.

¹⁵⁸ *Idem*.

¹⁵⁹Tarde, G. *Op.cit*, p. 13.

II.3) L'idée de la théorie des opinions

Par définition, une théorie doit être en mesure d'être vérifiée par l'expérience. Partant de ce postulat, Stœtzl avait reproché à la définition tardienne¹⁶⁰ de l'opinion publique son incapacité d'établir les jugements dans un cas précis. Sa théorie quand à lui, est fondée sur un principe qui permet d'expliquer l'état des opinions dans un groupe social et chez un individu ; à savoir les conditions de leur formation, leur évolution, leurs rapports réciproques, leur retentissement sur la personnalité des individus et la psychologie collective des groupes.

L'autre problème que soulève Stœtzl, concerne la signification à donner aux réactions des sujets sur une question donnée. Dès lors il se pose la question de définition de l'opinion, il préconise de délimiter d'abord le champ des problèmes concrets.

Pour expliquer le caractère complexe et problématique de l'opinion publique, Stœtzl va à l'encontre des phénomènes de la nature et compare le monde des opinions aux tourbillons d'une eau courante, ou les nuages dans le ciel. Il s'interroge sur la cause de ces tourbillons, leurs différences ou encore la forme et les limites de ces nuages dans un état de turbulence permanente. Il pose le problème de délimitation du champ de l'opinion publique dans son tourbillon social. Sa fluidité, commence en amont par l'engouement du public pour une idée, ou une question qui règne sur la scène publique et qui suscite la conversation. Ce canal de communication alimente ce tourbillon social, lui donne la force de se propager, en même temps, il sera soumis aux turbulences sociales qui le propulsent davantage ou qui le freinent. Au fur et à mesure ce beau feu de pailles s'éteint¹⁶¹. Pendant ce temps, un autre tourbillon verra le jour.

Donc l'opinion publique est une succession de processus réactionnel à des situations problématiques. Son cycle connaît des phases d'action, de réaction et de réincarnation (des situations). Il est alimenté par la matière problématique qui produit une forme d'opinion. Cette dernière « est toujours relative à un problème déterminé, qui constitue sa matière. Sur ce problème, le sujet porte un certain jugement, qu'il affirme avec une certaine nuance : c'est la forme de l'opinion »¹⁶².

3-1) La forme et la matière des opinions

Stœtzl insiste sur l'importance de faire la distinction entre ces deux entités (matière et forme) qui composent l'opinion publique. La matière constitue l'objet de la polémique et de

¹⁶⁰Tarde définit l'opinion comme l'ensemble des jugements répandus dans le public à l'occasion des questions d'actualité.

¹⁶¹ *Idem*, p.18.

¹⁶² *Idem*, p.19.

jugement par des individus, elle provoque l'acte d'opiner sur une question. Tandis que, la forme d'opinion est le produit expressif de l'assentiment ou non de ces individus vis-à-vis de cette matière. Dans le même ordre d'idée, les expériences de la vie courante nous montrent que tout ce qui peut susciter la convergence ou la divergence, peut faire l'objet de jugement.

Toutefois, tenter de rapprocher les opinions par leurs matières, semble une entreprise vouée à l'échec d'avance, car la matière de l'opinion ne nous permet pas d'étudier la nature de l'opinion. De plus, le champ des objets s'étend à l'infini et de nouvelles matières ne cessent d'apparaître et d'alimenter la ou les formes de l'opinion publique. Encore, la manière d'opiner, suit une échelle de valeur c'est-à-dire l'assentiment ou le refus peuvent être : totales, relatifs ou expriment des réserves, mais aussi varient d'un sujet à l'autre. En ce sens, l'acte de penser d'un individu qui accepte relativement une proposition d'une matière n'est pas égal à l'acte d'acquiescer une proposition sans aucune réserves.

Dans le premier cas, la pensée de l'individu n'est pas claire et non tranchée sur la question posée, elle tend à l'indécision. Elle révèle que l'opinion du sujet n'est pas complètement formée, ou bien la formule de la matière qui lui a été proposée et à laquelle il devrait y adhérer est vague. Cependant, les réserves exprimées par les sujets, reflèteraient leur assentiment. Pour appuyer cette idée, Stœtzl, pensait que les réserves de point de vue psychologique qualifient la *lexis*¹⁶³, en d'autres termes, uniquement le sens des expressions prononcées et non pas l'assertion profonde. Parce que le code langagier, parfois n'est pas en mesure d'exprimer la pensée réelle et exacte de l'individu.

Les opinions sont aussi confondues avec le caractère affectif de chaque individu, une sorte de prédisposition émotionnelle que Heymans¹⁶⁴ avait nommé par « l'émotivité » elle s'extériorise différemment par des litotes ou des idiosyncrasies spécifique à chaque individu. De plus, le mouvement d'opiner ou la construction des opinions est confronté à la dualité entre l'influence de l'affectif et la part de la raison dans le processus de la prise de conscience sur une matière préoccupante. Stœtzl semble trouver une réponse à cette question de l'affectif, puisqu'il préconise de « distinguer l'opinion dans sa forme, des manifestations affectives qui l'accompagnent »¹⁶⁵. Pour lui l'émotivité n'est qu'un aspect de style du comportement individuel qui s'ajoute à la prise de décision sans la fusionner

Compte tenu de la littérature citée auparavant, la forme d'une opinion, c'est la proposition particulière, précisée par toutes ses nuances et ses réserves, avec laquelle le sujet se déclare,

¹⁶³ L'expression sans affirmation, ni négation, susceptible d'être dite vrai ou faux et considérer uniquement dans son contenu.

¹⁶⁴ Haymans, G. La classification des caractères. Dans Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 25.

¹⁶⁵ Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 25.

pleinement d'accord. A travers le caractère tranchant et sans réserve de cette nuance, celui-ci nous révèle la détermination du sujet, son positionnement vis-à-vis de la question posée, du moins jusqu'alors, puis que, l'opinion en question pourrait évoluer et changer selon de nouvelles données.

De surcroît, l'influence des considérations affectives sur la forme et le sens de la décision est non des moindres, surtout dans les sondages d'opinion, où on ne demande pas au questionné de rentrer en lui-même « par réflexion ou introspection, mais tout ce qu'on lui demande est de répondre à une question ou un ensemble de questions par une formule langagière : verbale ou écrite »¹⁶⁶. Alors que, l'exercice d'introspection comme fait psychologique fait appel à la conscience réflexive qui est primordiale dans la formulation des opinions individuelles, même si, parfois l'opinion exprimée est une illusion ou un artefact. Ce qui nous mène à la problématique des sondages d'opinions et les critiques formulées à l'endroit de l'opinion publique sondée.

3-2) L'opinion publique une notion à controverse

Malgré ces définitions plus ou moins claires, la notion de l'opinion publique, fait l'objet de critiques récurrentes et de remise en cause. La plupart des critiques adressées à l'égard de l'opinion publique tournent autour des enquêtes d'opinion. Elles relèvent le fait que, l'opinion publique ne peut se réduire à la simple addition des opinions individuelles exprimées et énoncées dans les enquêtes et les sondages d'opinion. Plutôt, elle suit un processus collectif et évolutif qui se forme ou qui devrait se former en marge des interactions sociales et des discussions publiques et entre individus partageant (généralement) les mêmes préoccupations. Même si, Pascal, l'avait qualifiée de « reine du monde », ceci ne l'avait pas empêché, aussi, de lui donner un caractère irrationnel et versatile à l'agrégat de sentiments, de passions et de préjugés que représente selon lui l'opinion publique.

Parmi, ces auteurs de la critique de l'opinion publique ; le professeur de droit et de science politique, Lindsay Rodgers, avait remis en cause la démarche de Gallup¹⁶⁷ dans les enquêtes de sondage. Il lui reproche le fait que des gens sont interrogés sur des questions à propos desquelles ils ne s'attendaient pas et auxquelles ne sont pas informés pour différentes raisons (temps, intérêt, niveau intellectuel...). James Fishkin, rejoint lui aussi le point de vue de Rodgers, selon lequel la seule opinion digne d'être reconnue en démocratie est celle qui se prononce après une information préalable et un échange d'arguments entre les membres d'un

¹⁶⁶ *Ibid*, p. 26.

¹⁶⁷ Gallup était le premier à avoir inventé la technique des sondages d'opinions.

public. La définition de l'opinion publique a fait également l'objet de critiques par Herbert Blumer dans les années 1940, ce sociologue américain différencie les actions individuelles de celles de collectives. Pour lui l'opinion publique est l'expression de groupes sociaux, pas un agrégat d'opinions individuelles.

Le même reproche a été fait, par des chercheurs français à l'exemple de Daniel Gaxie et Patrick Champagne, qui rejoignent leurs confrères américains autour des pseudo-opinions, issues des sondages. C'est le cas aussi de Bourdieu et de Grawitz qui ont construit leurs critiques autour des deux principes de base de la technique de sondages d'opinion.

Le premier, l'universalité, postule que : « tout le monde comprendrait les questions de sondage de la même façon et tout le monde aurait une opinion sur les sujets abordés »¹⁶⁸. Or, les compétences des publics, leur niveau intellectuel et linguistique, leur capacité à répondre aux questions, l'intérêt qu'ils portent pour certaines problématiques sont très inégaux et socialement conditionnés. Le second postulat, l'égalité, stipule : « qu'il serait possible d'agréger des opinions individuelles »¹⁶⁹. Alors que, les opinions sont de nature et de valeurs très différentes : la place dans le groupe, le statut social, etc., déterminent un « poids » très variable des opinions si l'on considère la « conduite collective ».

De plus, Bourdieu, souligne que l'acte de poser la même question à tout le monde, implique l'hypothèse qu'il y a un consensus sur les problèmes, autrement dit qu'il y a un accord sur les questions qui méritent d'être posées. En conséquence, l'opinion publique recueilli par les sondages, n'est qu'un artefact, elle n'existe pas¹⁷⁰ à l'état naturel, pour reprendre le fameux titre de Bourdieu. Pour ces critiques (auteurs), elle n'est que le résultat d'une démarche et d'une problématique, voire même d'une réponse, imposés par l'enquêteur aux questionnés. La critique bourdieusienne est partagée aussi par Patrick Champagne, qui pensait qu'on ne recueille pas l'opinion par les sondages, plutôt on la fabrique et on la façonne, auprès des individus qui ne nous demandent rien. Pour lui, elle n'en est pas une opinion publique, tant elle s'exprime individuellement et en privé. Il compare la rencontre « enquêteur-enquêté » à celle de « l'électeur-urne » dans l'isoloir de vote. Or, « Une opinion ça se fait, ça se fabrique, ça se travaille par rapport à d'autres personnes avec lesquelles on en discute »¹⁷¹.

De sa part, Walter Lippmann dénonce ce qu'il appelle : « opinion publique fantôme », il déploie l'argument selon lequel le citoyen compétent et souverain n'existe pas, l'ignorance

¹⁶⁸Bourdieu, P. (1973, Janvier.). L'opinion publique n'existe pas. *Temps modernes*. 318, 1292-1309. Repéré à <http://www.acrimed.org/article393.html>. Consulté le 15/03/2015.

¹⁶⁹ *Idem.*

¹⁷⁰ *Idem.*

¹⁷¹ Patrick Champagne, *Op.cit.*

des uns et l'indifférence des autres interdiraient de parler d'une opinion publique véritable. Il préconise, par contre de limiter celui du public et de privilégier l'opinion des experts, qui seuls peuvent agir en connaissance de cause. Contrairement à Lippmann, John Dewey rejoint le premier dans son constat, même s'il défend l'idée d'une participation du public, dans le processus de la formation de l'opinion publique. Ces critiques faites aux sondages d'opinions sont regroupées par Blondiaux dans quatre catégories, résumée dans : « l'opinion publique est où devrait être informée, spontanée, concertée et organisée »¹⁷². Par ailleurs, Ross et Bogardus, insistent sur les « limitations » de l'opinion publique, révélées dans : « l'inconstance, l'incompétence, l'instabilité, la superficialité, et surtout la facilité avec laquelle elle peut être manipulée »¹⁷³.

Les opinions des uns et des autres sont assez diverses sur le même objet d'opiner, parfois se rapprochent, d'autres fois s'éloignent. Cela dit que chaque opinion a une valeur d'échelle qui lui corresponde. D'où la mise en place de plusieurs méthodes ou approches de comparaison des opinions, telles que : La méthode des comparaisons par paires¹⁷⁴.

Compte tenu, de la différence des opinions exprimées, le principe de leur évaluation, nous ouvre la voie pour définir encore l'opinion comme : « la position sur une échelle objective de la proposition à laquelle il accorde son adhésion totale »¹⁷⁵. Contrairement, à la première définition formulée plus haut et qui relève d'ordre abstrait, celle-ci relève du concret par son caractère quantifiable qui place l'opinion sur une échelle de valeur.

3-3) Le problème de la consistance des opinions

En plus de l'évaluation des opinions, la question de la consistance ou d'inconsistance¹⁷⁶ des opinions se pose aussi chez certains chercheurs. Dans leurs travaux, portant sur la versatilité des opinions, Page et Shapiro¹⁷⁷ ont enregistré environ 20% de changement substantiel de position des enquêtés, lors des élections. Ce revirement de position, ils l'expliquent par l'évolution de la situation et du contexte qui catalyse la formation d'une telle ou telle opinion.

¹⁷²Blondiaux, L. (2003). L'opinion publique. Dans Gingras, A-M (dir.). *La communication politique : état des savoirs, enjeux et perspectives*, p. 137-158. Québec : Presses de l'Université du Québec.

¹⁷³Støtzel, J. *Op.cit*, p. 10.

¹⁷⁴*Idem*, p. 33-55.

¹⁷⁵*Idem*, p. 54.

¹⁷⁶Par le caractère consistant, Støtzel fait allusion à l'opinion si elle est déterminée ou bien au contraire elle est juste un artefact, où l'individu se trouve incapable de répondre à certaines propositions assez différentes voir même contradictoires.

¹⁷⁷D'Almeida, N. (2009). L'opinion publique, entre méfiance et confiance, entre culte des sondages et dynamique des opinions. Dans D'Almeida, N. (Coord). *L'opinion publique*. Hermès, p. 20.

La consistance des opinions suit également les sujets qui opinent et les objets d'opinion. Par exemple les questions environnementales divergent les individus selon la personne qui opine, le genre des questions et la manière par laquelle on les aborde. En ce sens, le réchauffement climatique n'est pas vu de la même manière chez les populations des pays bas par rapport au niveau de la mer que chez les populations des pays les plus froids. Ces formes d'inconsistances sont relatives au comportement (expression orale, comportement matériel), au verbale dont l'opinion exprimée ne correspond pas à l'opinion intime (en raison des conditions auxquelles est soumis le sujet), à la logique (contradiction du sujet par manque ; d'intérêt, de compréhension ou pour son caractère suggestible), ainsi qu'aux formes d'acceptations de solutions qui pour des raisons historiques ont été en contradiction et à la proposition formulée qui pourrait présenter des contradictions¹⁷⁸.

Cependant, la réflexion qui s'impose de suite : est-ce que ces inconsistances relèvent-elles du problème qui fait l'objet de l'opinion ou plutôt seraient-elles le propre des opinions particulières ?

L'expérience menée par Page¹⁷⁹, par un double test d'opinion (pensée sur certaines questions) et de comportement (verbale-comment réagir à ces questions) a révélé que les deux tests ont produit le même résultat dans l'ensemble mais par deux voies différentes, malgré l'inconsistance dans le détail. Selon Page le test de comportement révèle le comportement spécifique, et permet d'analyser les composantes réelles de l'attitude générale. Quant au test d'opinion, il traduit, selon lui, l'attitude générale des sujets.

Cette inconsistance est observée, aussi, par d'autres chercheurs, particulièrement, Pintner et Forlano. Dans leur test de personnalité¹⁸⁰, ces auteurs ont remarqué une dispersion remarquable des réponses à une question et en même temps une stabilité des réponses vis-à-vis d'un ensemble de question se rapportant au même trait.

En d'autres termes, si on demande à un sujet de formuler son jugement sur une question donnée, ce jugement sera constitué de mots et de termes qui pourraient être variable d'un sujet à l'autre séparément, suivant chaque formulation répétée, mais dans l'ensemble des jugements sur une série de question traitant le même critère d'une question donnée, reflètera le même sens. Donc, la consistance (stabilité) des opinions réside dans l'universalité (l'ensemble) et la versatilité (l'instabilité) se rencontre dans le détail.

¹⁷⁸ Kirkpatrick. C.S.T. Attitude measurement and the comparison of generations. Dans Stœtzel, J. *Op.cit*, p. 57.

¹⁷⁹ *Idem*, p. 59

¹⁸⁰ Ce test est basé sur l'administration en deux fois à une quinzaine d'intervalle la même série de questions

Les actions symboliques que les sujets expriment verbalement ne révèlent pas forcément la vraie opinion des personnes interrogées. Ces dernières se trouvent dans des situations, parfois, embarrassantes (peur, pudeur, us...) qui les laissent à produire des inconsistances dans leurs opinions.

Alors, comme il y a une physique des nuages et des mouvements tourbillonnaires, il y a aussi une sociologie des comportements et des mouvements d'opinions. Ainsi, « les expressions verbales des opinions d'un individu ne sont pas déterminées comme la réaction d'une machine [...] elles sont soumises à un nombre indéfini de conditions perturbatrices et de causes auxiliaires »¹⁸¹. La psychologie du sujet, l'environnement immédiat auquel est confronté le sujet au moment de l'acte d'opiner, ses pratiques culturelles, ses croyances et convenances sont entre autres quelques éléments qui provoqueraient ces interférences dans les opinions.

A la notion d'inconsistance qui est basée sur la comparaison des opinions particulières, s'oppose la notion d'intégration, c'est-à-dire, l'emplacement des opinions particulières par rapport à la position d'ensemble (générale). En ce sens, Stagner avait observé que : « les opinions politiques et économiques s'intègrent plus tardivement que les opinions religieuses ». Ceci dit, les croyances et les normes sociales ont un pouvoir d'influence et de conformisme qui façonne les comportements individuels. L'âge, en est aussi un facteur déterminant de la consistance et de l'intégration des opinions, en raison de l'aspect mature et expérimental qui accompagne la pensée individuelle, au fur et à mesure de la construction sociale.

Compte tenu de ces fluctuations et dispersions des opinions particulières, « l'évaluation des opinions d'un sujet ou d'un groupe de personnes n'est significative en général, que lorsqu'elle est la résultante des réponses formulées par ces individus à une série de questions entourant une assertion (affirmation) »¹⁸². Cette condition constitue la base de l'échelle d'évaluation des opinions conçue par Thurstone et ces disciples. Néanmoins, le problème de la consistance des opinions individuelles et leurs intégrations dans l'opinion du groupe peut trouver une réponse dans la notion des attitudes.

3-4) Les attitudes, essence des opinions

Le concept d'attitude « connote en effet l'idée d'une disposition plus ou moins permanente, adaptée à des conditions plus ou moins spécifiques, qui serait à la source d'un grand nombre

¹⁸¹ Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 63.

¹⁸² *Idem*, p. 65

de comportements particuliers »¹⁸³. Il est utilisé pour la première fois par Spencer pour expliquer le comportement externe des individus codés par une force inconsciente qui renvoie à des déterminants physiques. Giddings l'avait introduite, dès 1896, dans la psychologie sociale. Son usage dans la psychologie expérimentale a été d'un grand apport, car il a permis de comprendre certaines expériences psychologiques.

Beaucoup de chercheurs¹⁸⁴ (Thomas, Znaniecki, Droba, Allport, Nelson...), qui travaillaient dans ce champ disciplinaire se sont tous penchés sur cette question d'attitude qu'ils ont considéré importante pour comprendre et traduire certains comportements individuels. Toutes les tendances dans ce domaine, s'accordent à dire que la notion d'attitude est assimilée à la disposition mentale, une sorte de force psychique qui est prête à agir suivant des situations bien distinctes.

Donc, l'attitude selon cette approche renferme, une force mentale qui est tout le temps en veille et prête à agir. Elle contient, aussi, l'objet ou la situation qui suscite l'usage de cette force mentale. Dès lors, l'attitude devient indispensable pour la représentation psychique des objets et des situations qui s'expriment par des actions. En d'autres termes, elles reflètent l'opinion de l'individu qui puise sa source de son attitude. Cette dernière est assimilée par Stœtzel¹⁸⁵ à la notion de l'instinct et de la tendance en raison de son caractère hypothétique.

Elle est visible uniquement par l'établissement des faits, auxquels est destinée. Tandis que, la cohérence des opinions et leur intégration forment le support de l'hypothèse sur l'existence d'attitude. Ainsi, l'attitude générale conduit à la convergence des opinions qui est expliquée par l'existence d'une liaison interne¹⁸⁶, ou bien des facteurs exogènes au psychique. L'attitude permet, également, de regrouper les opinions particulières autour d'une valeur médiane considérée plus juste avec les réponses plus au moins changeantes pour former la position générale du sujet.

Selon, Stœtzel, plus les éléments qui conditionnent les attitudes sont multiples plus celles-ci seront générales. Nous pouvons même rajouter que l'expression ou l'opinion qui en résulte serait plus au moins claire et proche de l'opinion attendue, quand les éléments qui la façonnent et qui la conditionnent sont relativement maîtrisés par l'individu. A l'exemple de la note d'examen qui varie d'un candidat à l'autre autour d'une valeur moyenne, cette variation en valeur dépend de plusieurs facteurs. Plus le candidat contrôle certaines de ces conditions déterminantes plus la valeur du test est élevé. Ceci dit, les attitudes particulières, peuvent

¹⁸³*Ibid*, p. 67.

¹⁸⁴*Ibid*.

¹⁸⁵*Ibid*.

¹⁸⁶*Ibid*, p. 190.

s'inspirer d'une caractéristique générale de l'individu, en l'occurrence la faculté intellectuelle générale¹⁸⁷. Ainsi, l'aptitude d'un candidat à obtenir une bonne note, prise en tant qu'attitude particulière, prend sa source dans son intelligence qui conditionne plusieurs de ses attitudes particulières. La même dialectique s'applique aussi dans l'évaluation des opinions d'autant plus qu'elles ne sont que les expressions des attitudes.

Néanmoins, l'attitude reste une notion abstraite difficile à appréhender par l'attribution d'une valeur d'évaluation. Elle est la somme de plusieurs facteurs et principes qui commandent et dominant la pensée. Elle exprime la réalité psychologique de l'individu sur des préoccupations sociales.

3-5) Le psychique et le social, deux espaces d'opinions

Les opinions comme expression finale des interactions psychosociales, nous révèlent des éléments indicateurs qui décrivent la personnalité des individus et des groupes. Ça permet de déceler certains traits de la personne ou du collectif de personnes, dont l'évolution et la maturité de leurs opinions représentent l'achèvement d'un cycle d'interactions interindividuelles. Ces interactions sociales, animées autour d'une matière problématique, conduisent à la production d'un sens critique et des jugements susceptibles d'être évalués et comparés. C'est dans le même sens que, Kosolleck (1959) qualifie le 19^{ème} siècle de : « siècle de la critique »¹⁸⁸, une expression reprise dans le titre de son ouvrage, qui traitait le for intérieur de chacun où s'opère un examen public de l'état du monde. Même la déclaration universelle des droit de l'homme et du citoyen (DDHC)¹⁸⁹, inscrit l'opinion comme un aspect fondamental où « le monde devient jugeable par tout un chacun, liberté est donnée à chacun d'exercer sa raison et d'exprimer son opinion »¹⁹⁰. Cependant, le problème qui se pose est celui de l'évaluation des opinions et des attitudes puisqu'elles restent indéterminées. Pour être plus explicite, Stœtzl compare l'opinion à un nuage de fumée qui est soumis aux forces de la nature, dont les limites sont imprévisibles et ne sont que relatives. Alors que, l'image des points d'impact d'un tireur est plus palpable pour saisir le phénomène d'opinion. Dans ce cas de figure, les formules de jugements peuvent être assimilées à ces points dispersés autour d'une cible qui forme le problème et l'objet d'opiner. Les distances entre les différents points

¹⁸⁷ Employé par Sperman en 1927.

¹⁸⁸ D'Almeida, N. (2014). *Op.cit.*

¹⁸⁹ La DDHC dans son Art. 10, stipule que : Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi. Son Art. 11. rappelle aussi que : La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.

¹⁹⁰ D'Almeida, N. (2014). *Op.cit.*, p. 8.

d'impact représentent l'inconsistance des opinions particulières, quant aux points d'impact intégrés dans le nuage de la cible constituent l'opinion générale. Par contre, les opinions particulières contradictoires reflètent les tirs ratés et externes à la cible visée.

Donc, les opinions particulières dispersées (inconsistantes) ne peuvent être évaluées, isolément. Pour paraphraser Støetzel, elles ne sont significatives et déterminées que par rapport à leur ensemble. Par ailleurs, l'évaluation des opinions permettent, en fait d'évaluer aussi les attitudes, puisqu'elles ne sont que des manifestations externes des jugements, observables (qualifiables) contrairement aux attitudes qui relèvent de l'abstrait et du raisonnement. De là, découle la troisième définition des opinions énoncée par Støetzel qui qualifie les opinions comme étant des : « manifestations, consistant dans l'adhésion à certaines formules, d'une attitude qui peut être évaluée sur une échelle objective »¹⁹¹.

Suivant la définition précédente de l'opinion en tant qu'attitude, ou une prédisposition mentale prête à agir à des situations donnée, Jean Støetzel s'interroge sur la nature de ces attitudes, leur mode de formation dans la personne, leur aptitude à la variation et au déclin, mais aussi, il pose le problème de leurs manifestations dans des situations particulières. Autrement dit, les attitudes doivent être perçues à la fois comme étant source et produit des comportements, car les opinions sont conditionnées par les attitudes, mais elles sont aussi à l'origine de la formation des attitudes. Ce qui implique la nécessité d'étudier d'abord, la nature des opinions, leur évolution et leur genèse. Mais, cet aspect psychologique des opinions à lui seule reste insuffisant, puisque, leur signification est déterminée, uniquement, en rapport avec un contexte social donné. En d'autres termes, les opinions impliquent forcément des publics hétérogènes qui interagissent et s'influencent mutuellement dans un espace géographique, social et culturel.

En plus, de la coopération, de l'imitation et de la conversation, l'opinion est considérée comme « un des carrefours les plus typiques de l'interaction des personnes »¹⁹². Cela nous amène à considérer le second aspect à savoir le social.

Ainsi, de ces deux dimensions psychologique et sociologique découle la nature psychosociale des opinions. C'est ce qui explique aussi notre choix d'opter pour l'approche théorique d'acteur réseau que nous allons voir dans le chapitre IV.

¹⁹¹ Støetzel, J. *Op.cit*, p. 80.

¹⁹² *Idem*, p. 86.

3-6) La notion de distribution des opinions

Nous savons tous que les individus dans leurs interactions sociales s'influencent mutuellement, mais il nous est difficile de situer l'importance d'une opinion personnelle dans un groupe ou bien l'influence d'une opinion collective sur l'opinion personnelle, la force qu'elle exerce sur les attitudes des uns et des autres. Alors, l'étude de leur distribution sur une échelle de valeur nous renseigne sur le rôle des opinions particulières et générales, mais également sur la caractéristique psychosociale des opinions.

Concernant cette notion de distribution, Støetzel écrivait que : « chaque attitude, estimée dans un test, peut être représentée par une position, ou une cote de l'échelle correspondante »¹⁹³. Cette échelle de valeur pourrait être construite selon plusieurs facteurs auxquels on attribue une valeur, chacune d'elle nous renseigne sur la répartition des opinions ainsi des attitudes des personnes étudiées.

Ces valeurs seraient mieux définies dans des intervalles, qui plus seront réduits mieux seront précis. Dès lors, la fréquence des opinions pour chaque intervalle de valeur serait plus claire. Par conséquent, les attitudes individuelles n'en peuvent être interpréter, uniquement, par rapport aux autres opinions individuelles dans leur ensemble. La connaissance de l'aspect psychosocial permettant la production de ces opinions serait une passerelle pour saisir leur distribution. Sur les caractéristiques des distributions des opinions, Blankensh (1940)¹⁹⁴ constate que la forme objective des problématiques, bien qu'attirant des opinions assez inconsistantes et souvent indécises, doit être considérée comme la meilleure devant les autres formes de problématiques (subjective, objective-positive, objective accompagnée d'un choix d'alternatives et objective-négative), parce qu'elle produit les réponses les plus valides et les plus personnelles. Enfin, à côté de ces conditions qualitatives, le nombre des propositions utilisées, et aussi la dimension des intervalles servant à grouper les données, et qui dépend en partie de ce nombre, influent également sur la valeur de la distribution.

II.4) Thèses sur la formation de l'opinion publique

Partant du principe de frustration, d'inquiétudes, d'angoisses qui accompagnent le sentiment de mécontentement d'un individu (population) vis-à-vis d'une question, des groupes sociaux se trouvent en mesure de s'engager et d'agir pour certaines causes objectivement privilégiées. Cette catégorie de personnes se montre capable de se mobiliser davantage, qu'un autre groupe

¹⁹³ *Ibid*, p. 88.

¹⁹⁴ Blankenship, A.B. The influence of the question form upon the response in a public opinion poll. Dans Støetzel, J. *Op.cit*, p. 97.

moins frustré. Il est, donc, évident que la formation de l'opinion publique est étroitement liée à la formation des publics. Elle se forme grâce à la constitution d'un sens commun sur un problème¹⁹⁵, lequel repose sur des compétences naturelles, notamment un « sens du public » qui s'exerce dans les échanges langagiers. Egalement, grâce au contexte d'interaction qui détermine le contenu de ces échanges. Mais aussi, le sondage en tant que forme d'interaction publique peut de ce fait expérimentalement décrire des publics.

Ces thèses ont été développées par Mathieu Brugidon, dans trois propositions¹⁹⁶. Il distingue deux types de publics/de problèmes, qui se construisent dans le temps autour d'un enjeu (problème environnemental par exemple). Ils diffèrent par leur statut, l'un est négatif-passif, tandis que l'autre est actif-normatif participe à la constitution d'un savoir, d'un nouveau « sens commun » sur cet enjeu du débat public. De ce fait, le deuxième moment (actif), représente aussi l'opinion contradictoire qui court le danger de se retrouver mise à l'écart par d'autres publics.

Alors, on peut encore décrire l'opinion publique comme cette : « opinion dominante qui commande une attitude et un comportement de soumission, en menaçant d'isolement l'individu récalcitrant »¹⁹⁷. Selon toujours, Mathieu Brugidon, cette constitution du sens commun sur le problème n'est possible que parce qu'elle s'appuie sur une définition « faible » du sens du public (compétence cognitive et moral du public). A ces publics, s'ajoute le contexte d'interaction qui conditionne l'existence d'un public et qui détermine à la fois le contenu de l'opinion et son caractère public, comme la délibération publique et les principes de la discussion auxquels fait référence Habermas¹⁹⁸. Dans le même ordre d'idée, Hegel, dans la *Philosophie de droit* disait que : « La sphère publique doit être l'arène de la rationalité de nos jours, ce qui doit pas être pris en compte, ne peut être imposé par la force, ni davantage par l'habitude ou la coutume, mais bien être admis par l'examen et justifier par des arguments »¹⁹⁹. En d'autres termes, la logique veut que les choix des uns et des autres soient vus comme quelque chose de légitime.

¹⁹⁵ Brugidon, M. (2009). L'opinion et ses publics, une approche pragmatiste de l'opinion publique, *Bulletin de méthodologie sociale*, 101, 42-50. Repéré à <http://www.jstor.org/stable/23891717>. Consulté le 28/05/2015.

¹⁹⁶ *Idem*.

¹⁹⁷ Noëlle-Neumann, É. (2009). L'opinion publique entre apathie et mobilisation : La spirale du silence une théorie de l'opinion publique. Paris : Hermès, p. 94.

¹⁹⁸ D'Almeida, N. *Op.cit*, p. 104.

¹⁹⁹ Hegel, F. (1963). *Philosophie de droit*. (Traduit de l'Allemand par André Kaan). Paris : Gallimard, p. 424-426.

4-1) Les phases de la formation des opinions

Pour qu'une opinion publique soit formée il faudra : d'abord une discussion et un débat, afin d'éclairer et de déconstruire la question problématique dans toutes ses vérités par les médias, la société civile, les spécialistes en la matière et les autorités publiques. Dès lors, les attitudes et les orientations du groupe correspondent aux croyances générales des individus. En ce sens, Mohieddine Abdelhalim²⁰⁰, énumère dix étapes de la formation de l'opinion publique :

- 1) Emergence d'une question ou problématique (spontanément ou progressivement) ;
- 2) Avoir connaissance de la question (الإدراك/ Identification du problème) ;
- 3) Débat et questionnement sur les répercussions, risques, dangers et recherche de Solutions ;
- 4) Emergence de propositions et des solutions alternatives par le débat ;
- 5) Opposition des opinions et rumeurs ;
- 6) Emergences des opinions à la lumière de la réflexion et du savoir ;
- 7) Convergence des opinions par les discussions, les débats ;
- 8) Entente générale/volonté générale ;
- 9) Publicisation (الترويج), la médiatisation de l'opposition = croyance forte et conviction en leur opinion ;
- 10) Comportement collectif/action collective, jusqu'à la satisfaction des revendications.

Par ailleurs, James Bryce²⁰¹ dans son explication du système politique des Etats-Unis, note quatre (04) phases dans la formation de l'opinion publique. Il les expose à travers cet exemple de citoyen qui découvre un fait dans son journal et qui réveille en lui un sentiment d'approbation ou désapprobation fragile (phase 1). Au fil du temps, ce sentiment se renforce et se confirme suivant les tendances et les informations qui prévalent sur le fait dans son environnement (phase 2). L'opinion personnelle se cristallise davantage, les arguments faibles tombent, laissant libre cours aux plus forts, qui déterminent une position claire sur le fait (phase 3). Chez Bryce, la 4^{ème} phase se traduit par l'action de vote. Toutefois, celle-ci peut se traduire aussi par d'autres expressions citoyennes collectives ou individuelles telles que : les grèves, les manifestations de rue, pétition, inertie, etc. Une fois que l'individu est convaincu de sa position, il tentera de la défendre, pour la prolonger dans le temps et l'instaurer à l'universel. A travers cet exemple, Bryce note une solidarité entre l'opinion publique et privée. Une sorte d'interdépendance entre les faiseurs d'opinions et les publics.

²⁰⁰ محي الدين عبد الحليم، مرجع سبق ذكره، ص 92.

²⁰¹ Bryce, J. Les démocraties modernes. Dans Blondiaux, L. (1998). *La fabrique de l'opinion, une histoire sociale des sondages*, Op.cit, p. 79.

Ce schéma conçu par Bryce, a été repris aussi par Loïc Blondiaux, dans « *La fabrique de l'opinion* »²⁰², pour expliquer les conditions nécessaires et le rôle des acteurs participants au processus de formation de l'opinion publique. Ce processus devient plus accéléré actuellement, compte tenu des nouvelles informations et opinions qui circulent rapidement et instantanément *via* les nouveaux canaux médiatiques et les technologies de l'information et de la communication. Ces derniers renforcent le postulat avancé par Stœtzl sur les conditions indispensables à l'existence d'une opinion en l'occurrence la communication des pensées individuelles dans les espaces publics. Puisque, la conversation est devenue plus universelle, elle s'étale de plus en plus dans l'espace et le temps en raison des inventions techniques et des canaux de communication plus modernes et plus sophistiqués. Ceux-ci ont entraîné l'extension des publics et des espaces conversationnels, mais aussi les acteurs intervenants dans le processus de la formation de l'opinion publique. Blondiaux²⁰³, en se référant à l'analyse de Bryce, explique la question de l'interaction et de l'influence entre les différents acteurs. En premier lieu, il cite ceux qui font l'opinion et vivent de la politique, tel que les journalistes et les politiciens, en suite, vient le groupe de diffuseurs d'opinions qui suivent les affaires publiques et se regroupent en associations. Puis, arrive le troisième groupe composé de ceux qui n'ont pas d'opinion et se désintéressent des affaires politiques. Alors, comment les trois groupes agissent et coexistent ? Le premier groupe élabore la pensée et dissémine les idées et les arguments, le deuxième reçoit et évalue ce qui lui a été présenté, le dernier suit le deuxième dans ses réactions. En plus de ce qui a été cité, la formation d'une opinion publique nécessite certaines conditions essentielles que Bryce avait regroupées dans : l'information qui constituent le socle du processus de l'opinion et l'intérêt du public aux affaires publiques d'une manière générale. Quant à la presse, Bryce lui attribue trois rôles : narratrice, girouette et avocate²⁰⁴ qui s'incarnent dans le récit des événements, le reflet de l'opinion de ses lecteurs et la défense d'une position. Cette approche de Bryce ressemble à celle développée par Gabriel Tarde dans « *L'opinion et la foule* » dont il décrit le rôle de la presse et des relations interindividuelles dans le processus de la formation de l'opinion publique. Pour Tarde, ce sont les interactions de face-à-face qui sont essentielles dans une société moderne, la conversation forge les opinions. Il avait introduit un nouvel élément « la suggestion à distance »²⁰⁵ qui change la pensée et le regard d'autrui. Ce concept est fort intéressant surtout à l'ère des médias de mass et de l'internet, dont le processus d'échange, s'accroît potentiellement avec

²⁰²*Ibid.*

²⁰³*Ibid*, p. 80.

²⁰⁴*Idem.*

²⁰⁵Tarde, G. (1901). *Op.cit*, p. 71.

l'opportunité qu'offrent les technologies de l'information et de la communication. Cela dit, le phénomène de contagion à distance influence la formation de l'opinion chez les individus membres d'un public et isolés physiquement les uns des autres. De surcroît, l'apprentissage par l'échange et la répétition de l'expérience discursive sont aussi importantes dans le processus de la formation d'une opinion rationnelle, au même titre que le débat. Quoique, « ce n'est qu'une fois ces conditions remplis qu'il est possible de parler légitimement d'une opinion publique »²⁰⁶.

4-2) Conditions de formation de l'opinion publique

En raison de la complexité du processus de la constitution de l'opinion publique et des dimensions qu'elle fait intervenir, il est, donc, difficile de nommer l'ensemble des facteurs à l'origine de sa formation. Selon Agémir Bavaresco²⁰⁷, la diversité des opinions se détermine en tant que réflexion extérieure en trois moments qui se situent par : le processus d'acculturation indifférente, la socialisation extérieure (traumatisme, expériences antérieures...) et la culture de masse (influencée par les médias, les leaders d'opinions...). Néanmoins, les diverses tendances insistent sur les éléments sociaux, politiques, économiques, culturels, religieux, etc. qui la façonnent.

Dans le même ordre d'idée, Huxley²⁰⁸ note que l'être humain se comporte suivant l'image qu'il construit dans son cerveau à partir de ce qu'il a vu, lu et entendu ainsi qu'à l'influence des prédispositions psychiques et de ses acquis de sa vie. Cela veut dire que la culture, l'éducation, les traditions et les valeurs sociales constituent les germes de l'opinion publique. L'information comme matière cognitive développe en l'individu le sens de la réflexion et de raisonnement. En termes plus précis la connaissance constitue un trait d'union qui assure la combinaison entre les autres facteurs. Ce qui donne, avec le concours des autres déterminants, une certaine orientation aux opinions individuelles et collectives.

Cependant, la psychologie (différentielle), ignore le poids et l'effet de chaque facteur. Mais une chose est sûr, ces déterminants psychosociaux (sociologiques et intellectuels) nous renseignent sur les conditions qui entourent l'individu et qui influencent ses pensées. Ces facteurs cristallisent des groupes sociaux distincts par leurs opinions. C'est ce qu'affirme aussi le vocabulaire des lumières qui s'accorde à dire que l'opinion et les comportements

²⁰⁶Blondiaux, L. *Op.cit*, p. 81.

²⁰⁷Bavaresco, A. (1999). *Le mouvement logique de l'opinion publique*. Paris : L'Harmattan, p. 73.

²⁰⁸نضال فلاح الضلاعين.(2015). الإعلام و الرأي العام. دار الإعصار العلمي، عمان، ص. 105.

politiques dépendent de l'environnement externe²⁰⁹. Chez Marx, le facteur économique reste l'élément le plus influent dans ce processus de formation de l'opinion publique. Autrement dit, les problèmes engendrés par la gestion économique et des affaires publiques entraînent des mécontentements, des polémiques, donc des opinions. D'autres auteurs associent à la genèse de l'opinion publique des facteurs sociaux, politiques et religieux. Dans son analyse du processus de la formation de l'opinion publique, Davison, pense que celle-ci résulte de l'interaction des facteurs sociaux et psychologiques, lors des discussions et des débats autour des controverses ou des questions problématiques »²¹⁰. Ces interactions conduisent à l'émergence d'une opinion majoritaire qui diverge avec l'opinion minoritaire sans pour autant nier son existence.

Dès lors, nous pouvons définir l'opinion publique comme étant cette opinion qui se dégage des interactions interindividuelles, lors des échanges à propos d'une situation préoccupante. Ainsi, les discussions et le débat sains et rationnels conduisent à la vérité et permettent de lever le voile sur la face cachée des problématiques sociales. Parmi les facteurs essentiels (externes) de l'existence d'une opinion publique nous pouvons citer entre autre :

4-2-1) Les guides ou les leaders d'opinion

De par leur clairvoyance, leur connaissance et leur savoir, les guides d'opinion jouent le rôle d'éclaireurs des masses populaires autour de certaines affaires publiques qui passent parfois inaperçues chez les citoyens ordinaires. Qu'ils soient scientifiques, politiques, hommes de lettre, journalistes ou intellectuels tous ont cette particularité de contrarier les pouvoirs publics dans leur gestion des affaires publiques.

Depuis l'Agora de la Grèce antique, jusqu'aux formes les plus modernes des démocraties, les leaders d'opinion ont souvent occupé une place intermédiaire entre les gouverneurs et les gouvernés. Ils jouaient le rôle de lanceurs d'alerte, quand une situation ou une décision politique va à l'encontre de l'intérêt général et de la Nation. Ils sont les pédagogues quand la situation tellement complexe nécessite sa simplification et son explication pour qu'elle soit comprise par toutes les catégories sociales. Parfois, ils conduisent le rôle de rassembleurs pour initier des actions de terrain. Ils sont souvent à l'origine de la diffusion des idées critiques dans la société. Néanmoins, l'échange d'influences entre les leaders d'opinion et les publics est réciproque, donc « l'opinion est un processus inter-psychologique »²¹¹.

²⁰⁹Blondiaux, L. *Op.cit*, p. 36.

²¹⁰ محي الدين عبد الحليم، مرجع سبق ذكره، ص. 71.

²¹¹Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 12.

4-2-2) Les problèmes quotidiens, politiques, sociaux et économiques

On ne peut parler de l'opinion publique sans cette condition *sine qua non*, qui forme sa pierre angulaire, en l'occurrence les événements et les crises. Ils constituent l'élément déclencheur de toute controverse politique, sociale, économique ou politique.

Ces problèmes quotidiens auxquels sont confrontés les individus, les incitent à rentrer en interaction avec d'autres personnes qui partagent les mêmes problèmes. Leur médiatisation, les rend plus visibles à l'échelle sociale ; ils deviennent chose publique. A ce moment là, d'autres acteurs sociaux de différents horizons interviennent pour enrichir et accentuer le débat. Ainsi, des contradictions et des divergences apparaissent et alimenteront encore plus les esprits des citoyens.

Ce processus de différenciation et de positionnement des parties impliquées dans le débat conduit à la production d'un argumentaire et d'un discours qui sert à enrôler d'autres personnes dans un environnement social très influent.

4-2-3) L'environnement social

Dans cet environnement social, les groupes primaires, d'une manière générale, constitués de familles, amis, proches, voisins jouent un rôle actif dans le façonnement des attitudes, en raison des liens étroits qui les unissent et les intérêts communs, généralement partagés. La famille forme la première structure sociale (cellule sociale) intervenant dans la construction sociale de l'individu. Elle façonne la personne en termes de convictions, de croyances et de traditions, etc. Ces groupes primaires reçoivent toutes sortes de nouvelles à travers les divers canaux et moyens d'information existants qui font murir l'analyse et le débat. Ces systèmes qui interviennent dans le processus de la formation des pensées et leurs diffusions sont comparés par Moha Eddine Abdelhalim²¹² aux graines que sème l'homme. Certaines d'entre elles trouvent des endroits fertiles et favorables pour leur germination et leur croissance, d'autres tombent sur une terre stérile condamnées à mourir, certaines d'autres même si elles arrivent à germer, elles meurent asphyxiées par des espèces parasites. Ces aspects qui relèvent de l'environnement social, touchent à la fois les valeurs prévalentes et le patrimoine socioculturel qui forment aussi l'élément important dans la genèse de l'opinion publique. En ce sens, l'environnement social est déterminant dans le façonnement de la personne. Il est même possible de prédire approximativement le caractère futur d'une personne avant sa

²¹² محي الدين عبد الحليم، مرجع سبق ذكره، ص. 79.

naissance, en sachant son futur environnement social, dont il grandira et de type de l'éducation et de la culture qu'il recevra dans sa quotidienneté.

4-2-4) La rumeur et la désinformation

La rumeur en tant que nouvelle qui peut être vraie se diffuse rapidement au sein de la société. Elle est généralement fausse, inventée totalement ou résulte de la mutation et de la transformation d'une information au cours des interactions sociales. Elle peut être considérée, aussi, comme la fausse jumelle de l'information car partagent toutes les deux un message qui les différencie par sa véracité. Elle est utilisée depuis longtemps par les propagandistes pour manipuler l'opinion publique.

La rumeur est associée aux stratégies de désinformation, aux guerres psychologiques auxquelles, l'humanité a fait recours dans toutes les guerres militaires. La rumeur, c'est la fausse nourricière de l'opinion publique, dont la source est généralement inconnue, elle se diffuse comme une trainée de poudre, en induisant le public en erreur.

La particularité de la rumeur réside dans sa part infime de vérité qu'elle véhicule et qui constitue son noyau dur qui laisse les individus à en croire. Elle est généralement reçue et diffusée dans les milieux populaires et défavorisés.

De la bouche-à-oreille, jusque à l'arrivée de l'internet et des réseaux sociaux numériques (RSN) et l'expansion des logiciels de montages, la rumeur a gagné plus de terrain d'expression à l'ère du virtuel. Elle est désignée dans un terme plus moderne : « *fake news* » qui touche même les « démocraties » occidentales.

Par ailleurs, elle est utilisée comme « ballon-sonde » par les décideurs politiques dans le but de sonder l'opinion du peuple sur certaines décisions qu'ils veulent faire passer. Une manière aussi de canaliser les esprits et d'éviter des réactions de masses.

4-2-5) Facteurs géographiques

A côté de l'environnement social, l'environnement géographique constitue aussi un élément non négligeable dans la formation de l'opinion. L'espace physique influe particulièrement sur le comportement et les attitudes des individus, il détermine par fois l'activité humaine. L'immensité de l'espace géographique d'une part et la faible densité en population d'un territoire réduit les interactions sociales. Cette vacuité de l'espace ajouté aux manques de moyens de communication tels que les routes, les lignes téléphoniques, l'internet et les médias accentuent l'isolement des territoires, donc des populations.

Par ses conditions hostiles la nature (l'environnement) forge les caractères. Elle pousse les individus à adopter des comportements spécifiques et à s'adapter à leurs milieux de vie.

L'attachement de l'Homme à sa terre existait depuis toujours, il est aperçu dans sa gestion rationnelle des richesses naturelles et la préservation de son environnement sauvage. En ce sens, la fameuse allocution du Chef indien de Seattle au gouvernement américain est très évocatrice. En réponse à la proposition (gouvernementale) d'abandonner sa terre aux blancs, contre une « réserve » au peuple indien, il leur a répondu sagement : « enseignez à vos enfants ce que nous avons enseigné aux nôtres, que la terre est notre mère. Tout ce qui arrive à la terre, arrive aux fils de la terre »²¹³. Ce discours résume cette harmonie entre l'homme et la nature. Pour ce chef amérindien ce qui arrive au territoire, touchera forcément les fils de ce territoire.

4-2-6) Croyances et pratiques culturelles

Toutes les religions monothéiste ou polythéiste ont leur part d'influence sur l'établissement des normes sociales et des attitudes. Du fait, qu'elles véhiculent des valeurs irremplaçables et fixes, qui orientent les pensées des individus et leur comportement quotidien. Sur ce Orwell disait que « l'opinion qui va à l'encontre de la mode du moment aura le plus grand mal à se faire entendre »²¹⁴ dans les médias. C'est-à-dire, dans un milieu culturellement homogène et normalisé certaines idées et bien-pensants qui relèvent de l'orthodoxie régissent la quotidienneté des individus et ils sont difficiles à ébranler. Leur pouvoir contraignant impose un certain conformisme des sujets aux normes sociales générales, sous peine de sanctions ou d'isolement. Leur prolongement juridique renforce davantage leur champ d'action, qui déborde parfois dans le domaine de la vie privée.

4-2-7) Le contexte national (social, politique et économique)

Un autre facteur parmi les plus influents dans la formation d'une opinion publique est incontestablement le climat sociopolitique et économique qui règne dans un territoire donné. Du point de vue social, la société civile en tant qu'acteur dynamique a un rôle prépondérant dans ce processus constructif de l'opinion publique. L'organisation en réseaux de groupes de personnes, multiplie les interactions interindividuelles et augmente l'efficacité de transmission des informations aux citoyens composant le groupe social. Elle facilite plus la

²¹³ Les propos (plus de 1300 mots) de la légende du Chef Seattle remontent à 1854. Le discours original n'existe pas. Cette version a été écrite par Ted Perry dans les années 70 pour un film intitulé "Home" produit aux US par le Southern Baptist Convention. Il a été publié dans The Irish Press, 4 juin 1976.

²¹⁴ Orwell, G. (1995). Préface inédit à *Animal Farm*, Essai. Dans Hedges, C. (2012). *La mort de l'élite progressiste* (traduit de l'anglais par Nicolas Calvé). Canada : Lux éditeur.

mobilisation autour des questions problématiques qui relèvent de plusieurs contextes. Les opinions, quand elles existent, elles sont toujours contextualisées. La prise de parole (acte) constitue leur seul onde de propagation. A ce sujet, Mathieu Brugidon, soutient que : « l'opinion ne réside pas dans la solitude du for intérieur mais au contraire dans l'extériorité de la culture et dans le tumulte de la controverse »²¹⁵. Dans le cas économique, les controverses sont souvent liées d'une manière ou d'une autre au pouvoir d'achat des citoyens. Du point de vue politique, l'opinion publique est étroitement liée au degré d'éveil politique et de prise de conscience des individus ainsi qu'au champ de manœuvre qui lui a été laissée et réservée dans la politique générale, qui présente des fenêtres d'opportunités.

Dans les systèmes « démocratiques » l'opinion publique trouve les assises de base pour sa genèse, son émergence et son épanouissement, au nom de certains principes de liberté et de droits de la personne. A une certaine époque les régimes (monarchie, l'église) tirent leur légitimité du divin, en disant que : « Dieu est avec nous », actuellement, dans les « démocraties » modernes, cette légitimité est descendue du ciel, elle puise son essence de l'expression : « l'opinion publique est avec nous »²¹⁶. A l'opposé, dans les systèmes fermés, non démocratiques, l'opinion publique se trouve emprisonnée, contrôlée, canalisée par fois façonnée suivant la politique officielle. Les principes qui assurent sa liberté d'agir et de diffuser une pensée contradictoire et critique envers certaines préoccupations n'existent pas ou leur champ d'action est tellement restreint.

4-2-8) Contexte international

Depuis la chute du mur de Berlin et le passage d'un monde bipolaire à celui de mono-polaire, le monde a connu ce qu'on a appelé dans les années 1990 le nouvel ordre mondial, symbolisé par la fin de la guerre froide, l'abolissement des barrières et la libre circulation des personnes et de marchandises. L'explosion des moyens de communication également et l'arrivée de l'internet ont rompu les frontières physiques, le monde est devenu un « Village », dynamique alimenté par une communication interposée autour de l'intérêt et du besoin. Dès lors, des constellations et des groupes d'intérêt se forment et vivent en concurrence et en interaction perpétuelle.

Les crises économiques qui entraînent l'effondrement du pouvoir d'achat des citoyens du monde, les préoccupations humanitaires, sanitaires et environnementales constituent les

²¹⁵Brugidon, M. (2009). L'opinion et ses publics, une approche pragmatiste de l'opinion publique, *Bulletin de méthodologie sociale*, 101, 42-50. Repéré à <http://www.jstor.org/stable/23891717>. Consulté le 28/05/2015.

²¹⁶Champagne, P. (2015, 21 mai). *Op.cit.*

controverses majeures, tant elles sont partagées par tous les citoyens du globe. Ce qui a donné naissance aux groupes de pression organisés en ONG et organisation internationales dans le but de défendre certaines valeurs et causes universellement partagées.

4-2-9) Groupes de pression et d'influence

Ce sont des groupes d'individus organisés officiellement en association dans le but de lutter pour des causes qu'ils jugent justes, dont l'intérêt de l'individu (ou du collectif) semble menacé par certaines pratiques politiques, économiques, culturelles, etc. Ces groupes de pression font recours à plusieurs procédés pour, à la fois, faire pression sur les parties à l'origine de la question problématique. Ou bien pour sensibiliser et mobiliser l'opinion publique. Dans leurs stratégies, l'espace public leur sert d'arène d'expression, de mobilisation et de démonstration de force. Comme ils occupent aussi l'espace communicationnel, qu'offrent les médias dans leurs divers supports pour exprimer leurs opinions, leur idées et expliquer aux gens les enjeux et la face cachée qui entourent certaines affaires publiques. L'efficacité de ces groupes dépendra de leur degré d'influence et de ce qu'ils font des ressources humaines et matériels.

4-2-10) Les médias

A l'ère de la société de l'information, l'impact des médias sur l'opinion publique est sans appel. Ils alimentent sensiblement les conversations sociales, « il suffit d'une plume pour mettre en mouvement un million de langues » comme disait Gabriel Tarde²¹⁷. La mise à la disposition du public des éléments d'information et de réflexion permet la constitution des opinions.

Les médias dans toute leur diversité participent, aussi, à l'instauration des normes sociales qui orientent les attitudes des gens à long terme. Ils occupent un espace temps important dans le cerveau du public. En ce sens, Patrick Le Lay, ancien P-DG de la chaîne française TF1, avait écrit dans son livre « *Les dirigeants face au changement* », que : « ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible »²¹⁸. Cette logique commerciale fait que, le cerveau des téléspectateurs est tout le temps entretenu, en attisant ses appétits aux annonces publicitaires.

Les médias d'une manière générale, audiovisuels, presse écrite ou électronique, jouent un rôle actif dans l'orientation des opinions. Ils complexifient les interactions et les conversations

²¹⁷Tarde, G. *Op.cit*, p. 40.

²¹⁸Baraton, F. (2017). *Les entreprises libertaires*, Paris : LC Edition, p. 26.

sociales entre les individus en raison de leur capacité d'influer et de changer même certaines habitudes et mode de vie des publics.

Dans leur triptyque mission qui consiste à informer, éduquer et divertir, les médias doivent remplir ce rôle selon les exigences d'éthique et de déontologie. Plus, ils s'éloignent de ces principes, plus ils tombent dans la désinformation et la manipulation.

En dépit, des sources d'information multiples, l'information tend à échapper au contrôle de sa véracité, elle devient difficile à vérifier devant le flux informationnel instantané. En effet, le citoyen ordinaire n'a besoin que d'éléments de réponse et de données fiables pour construire sa propre opinion sur des questions d'actualité loin de toute influence quelle qu'elle soit ; idéologique ou politique.

Par ailleurs, l'influence des médias sur les publics peut se faire de deux manières, soit par voie directe sans aucun intermédiaire, ou bien, en présence d'acteur comme médiateurs qui analysent, critiquent et enrichissent les informations qui circulent dans l'espace public.

Ce circuit de communication en deux étages est résumé par Lazarsfeld dans sa théorie de *two steep flow* ; parallèlement à ces circuits modernes de communication, dans les sociétés à forte traditions orales, le bouche-à-oreille comme circuit de communication traditionnel continue toujours à fonctionner et à alimenter les conversations, toutefois, il nourrit plus la rumeur et la désinformation.

Néanmoins, cette mission attribuée aux médias est conditionnée par l'accès aux moyens de communication et la nature des régimes et des systèmes politiques des Etats, dont la notion de liberté d'expression n'est pas jouie de la même manière.

Dès lors, l'influence des médias pourrait être aussi négative sur le processus de la formation de l'opinion publique. Une opinion bien fondée résulte d'un processus d'apprentissage et d'acculturation des publics sur une ou de plusieurs questions publiques. Quant aux moyens de communication, ils constituent « un système par lequel l'individu acquiert l'information sur son environnement social »²¹⁹. Hormis les questions personnelles, l'individu a besoin de médias, c'est-à-dire de la communication émanant de son environnement sociale.

Toutefois, d'autres éléments interviennent dans la formation de cette opinion, auxquels font références d'autres acteurs²²⁰, en l'occurrence la sélection par les individus des informations qui correspondent à leurs pensées et à leurs préférences. Cette opération est appelée

²¹⁹Noëlle-Neumann, É. (2009). L'opinion publique entre apathie et mobilisation : « La spirale du silence une théorie de l'opinion publique. Paris : Hermès, p. 94.

²²⁰محى الدين عبد الحليم مرجع سبق ذكره ، ص.87.

« l'exposition sélective », elle est adoptée par le public quotidiennement dans sa quête d'information suivant toujours une démarche sélective.

Cette opération de sélection dépend, particulièrement, de l'accessibilité des publics à l'information, mais également, par rapport à la diversité du paysage médiatique d'une société donnée, son degré d'indépendance vis-à-vis de toute autorité contraignante. Le cas des régimes politiques fermés reste un exemple très évocateur de cette politique de monopole et de contrôle des médias par les pouvoirs publics. Cela dit l'information demeure contrôlée et orientée dans le but de canaliser l'opinion publique. Ces pratiques nous les retrouvons jusqu'au jour d'aujourd'hui dans tous les pays à régimes autoritaires²²¹.

En revanche, les médias trouvent plus de liberté d'expression dans les pays dits démocratiques, où la multiplication des supports d'information et des tendances éditoriales enrichit le paysage médiatique.

Cependant, dans ces régimes occidentaux qualifiés par Noam Chomsky de « démocraties si boiteuses »²²² le monopole des médias n'est plus l'affaire de l'Etat, plutôt, celui du capitalisme et du pouvoir de l'argent. Les milieux des affaires font en sorte que les questions fâcheuses ne soient jamais débattues publiquement. L'industrie des relations publiques, financée par des lobbys politico-économiques, s'en chargeant de convaincre les citoyens de la décision officielle comme le meilleur choix possible. Or, la démocratie n'existera qu'avec la confrontation des opinions opposées. La force de l'opinion publique réside en son pouvoir contraignant, obligeant ceux qui décident à abdiquer devant la pression populaire et sa volonté générale²²³ qui peut être tyrannique aussi. En conséquence, l'émergence d'une opinion publique éclairée en tant que reflet de la démocratie ne se réalisera que par l'existence de certaines conditions nécessaires, voire même obligatoire. Nous citons entre autre : la liberté d'expression, la liberté de réunion et de rassemblement, ainsi que l'indépendance de la presse. Donc, une opinion publique renvoie à une opinion informée et rationnelle, dont la presse et la discussion publique jouent un rôle crucial, elle suit un processus social qui part de l'identification d'une situation problématique et qui finit par la constitution et l'expression des publics d'opinions.

²²¹En Algérie, à l'époque du parti unique (FLN), pour exercer le métier de journaliste, il fallait être en possession de la carte de militant du parti, comme exigence indispensable.

²²²Chomsky N. (2003). *Le profit avant l'homme « fait et cause »* (traduit de l'anglais par Jacques Maas). Paris : Fayard, p. 37.

²²³محمي الدين عبد الحليم، مرجع سبق ذكره، ص. 87.

II.5) L'opinion et ses publics

Après avoir vu l'importance des interactions individuelles et les acteurs intervenant dans le processus de la formation de l'opinion publique, il semble évident d'aborder la notion des publics qui est souvent associée à l'opinion. Ils vont de pair, qu'il soit groupe social, peuple, citoyens, masse populaire, etc., tous ces publics dans leur diversité forment les modeleurs des opinions publiques.

Cependant, on donne deux sens au public. Au sens passif du terme, le public est différencié par sa liberté d'agir. Autrement dit, il est défini comme étant : « l'ensemble des personnes dont la liberté d'agir est menacée par les effets indirects d'activités auxquelles elles ne participent pas »²²⁴. Tandis qu'au sens actif du terme, l'approche de John Dewey est plus explicative. La prise de conscience d'un public d'une situation menaçante suscite des jugements sur ce qui doit être fait et conduit à des publics engagés (actifs) pour régler la question problématique, afin de rétablir cette liberté d'agir. En d'autres termes, « l'essence du public, c'est l'existence d'un état d'esprit commun, d'une opinion publique »²²⁵. Ce sens commun partagé par un public est engendré par un discours qui véhicule des arguments et des points de vue qu'ils soient favorables ou défavorables autour d'une question donnée, mais, aussi des affects (émotions) qui leur permettent de s'identifier en tant que groupe social uni par l'éthos (des traits communs).

Par ailleurs, le public, s'identifie à un enjeu qui divise les avis et qui engage une discussion pour paraphraser Blumer. Dès lors, le public se forme grâce à la constitution d'un sens commun sur un problème, qui repose sur des compétences et des échanges langagiers.

En outre, le sondage d'opinion est considéré aussi par certains auteurs²²⁶ comme une forme d'interaction publique et peut de ce fait expérimentalement décrire des publics. Cette idée est réfutée par Joëlle Zask, qui estime que l'opinion du public sur les affaires publiques, « n'équivaut ni à une sagesse populaire, ni à l'opinion sondée, mais à un processus continu de formation des jugements collectifs sur des objets de régulation future, et correspond à la phase active de la formation du public »²²⁷. Les conditions de son émergence sont donc à la

²²⁴ Joëlle Zask. (2001). Du public fantôme à l'espace public : opinion et rationalité. Dans Blondiaux, L., Reynié, D., et La Balme, N. L'opinion publique. Perspectives anglo-saxonnes. *Revue Hermès*, n°31, 63-66.

²²⁵ Stetzel, J. *Op.cit*, p. 12.

²²⁶ Brugidon, M. (2009). L'opinion et ses publics, une approche pragmatiste de l'opinion publique, *Bulletin de méthodologie sociale*, 101, 42-50. Repéré à <http://www.jstor.org/stable/23891717>. Consulté le 28/05/2015.

²²⁷ Zask, J. (1999). *L'opinion publique et son double*. Paris : L'Harmattan, p. 171.

fois individuelles et collectives, puisque « la pensée serait peu de chose si l'individu était réduit à ses connaissances, à ses réflexions, et à ses conclusions personnelles »²²⁸.

Cela va de même avec les publics qui ne sont en réalité que des collectifs d'individus. Pour faire la distinction entre les opinions de ces deux composantes, Støetzel, leur attribue l'appellation publique pour le collectif et uniquement opinion pour l'individu. Nonobstant, « l'opinion publique n'est pas l'œuvre du groupe d'individus à strictement parler, mais des individus constituant ces groupes »²²⁹.

Alors, ce sont les opinions individuelles, hétérogènes et inconsistantes qui constituent cette communauté d'opinion. La multiplication des problématiques en nombre et en intensité donnent naissance à des opinions sans cesse qui forment des publics, qui partagent les mêmes préoccupations ou par esprit de solidarité. La révolution internet a remarquablement accéléré ce processus de diffusion des opinions à travers le globe et a mis fin aux frontières physiques.

Le « Village » de Marshall McLuhan se dessine davantage, les opinions et les publics se mondialisent encore et encore, ainsi, des alliances, des solidarités de circonstances et des communautés internationales se forment autour des questions universelles. Donc, les opinions seraient créatrices des publics, un constat signalé bien avant, par Tarde²³⁰. Mais, d'où viennent alors les opinions ? Cette question ressemble à la dialectique sur l'origine de l'œuf et de la poule ! Le plus juste serait de dire que les opinions, comme elles divergent les gens, elles rassemblent aussi les individus partageant les mêmes attitudes sur certaines questions.

C'est les interactions sociales qui sont les créatrices des liens et des rapports, donc des publics. A ce moment du processus social, des liens d'intérêt occasionnels rapprochent les individus, qui à leur tour forment des groupes d'intérêt, communément appelés, publics. Ces groupes sociaux généralement éphémères, se distinguent des publics permanents, adhérents à des communautés entre autres ; religieuses, culturelles et géographiques, dont les sentiments d'appartenance, le sens de la tradition et de la croyance forment essentiellement leur socle et leur raison d'être. En conséquence, ce lien étroit entre le général et le particulier, engendre une relation d'influence mutuelle entre ces deux entités sociales. Comme elle provoque aussi certains phénomènes sociaux de conformité aux normes, tels que, l'effet de contagion et de pratiques collectives qui s'installent à travers les temps.

²²⁸ Støetzel, J. *Op.cit*, p. 8.

²²⁹ *Idem*.

²³⁰ Tarde, T. *Op.cit*.

5-1) La conformité des opinions

L'opinion publique est soumise à des conditions ou à des normes sociales appelées aussi facteurs de contraintes qui l'obligent à se conformer à la position ou l'orientation du public. Ces facteurs sont communs et partagés par les différents individus qui forment le public. En ce sens, il est question de s'interroger sur le pouvoir contraignant que ces normes sociales exercent sur l'individu, en considérant ce dernier au centre des perspectives, c'est-à-dire en tant que penseur et producteur de ces opinions.

Pour Støtzel, l'explication à cette interrogation est d'ordre rationnel. Dans ses travaux, McGregor²³¹ avait observé que les opinions des individus n'affichent aucune hésitation quand il s'agit d'un fait relatif à un événement déroulé. Puisque les individus concernés sont informés de l'événement contrairement aux événements futurs où les gens s'en doutent de l'effectivité du fait.

Ainsi, plus la probabilité que l'événement (fait) problématique se produit, est grande, plus les propensions subjectives tendent à se réduire. Donc, l'opinion devient plus consistante et parfaitement cristallisée. En ce sens, Støtzel disait que : « la gravité de l'événement augmente le poids des préférences individuelles »²³². Ces dernières sont étroitement liées aussi à la probabilité des faits, de se produire. La production du sens s'intensifie proportionnellement avec la reconnaissance et l'identification du fait. Alors, la rationalité est au centre de ces préférences, qui leur confèrent une certaine objectivité.

Les faits comme problème d'opinion se posent en termes de valeurs morales et/ou matérielles qui conditionnent les attitudes des individus. Elles « ne sont définies que dans un groupe social déterminé »²³³. Au même titre que les textes sacrés, qui « ne sont sacrés que pour ceux qui y croient »²³⁴, en d'autres termes, la valeur sociale est restreinte à un groupe ou à un public donné et les exemples n'en manquent pas.

Nous pouvons citer le cas de la consommation de l'alcool, du tabac, dont la norme (s) sociale (s) qui les régit, diffère d'une société à l'autre, d'une culture à l'autre et d'un culte à l'autre. Dès lors, elles ne font pas forcément l'unanimité et l'universalité de l'évidence des faits.

A contrario, l'entendement d'un groupe de personne et non pas un autre sur un fait objectif, ainsi que la valeur relative au fait qui suscite l'universalité au sein du même groupe, soulèvent la contradiction de la limite et le pouvoir contraignant des valeurs sociales.

²³¹McGregor D. The major determinants of the prediction of social events. Dans Støtzel, J. *Op.cit*, p. 151.

²³²Støtzel, J. *Op.cit*, p. 152.

²³³*Idem*.

²³⁴Charbonnier S. (dit Charb). (2015). *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*, Les Echappés, p. 16.

Pour Støetzel, l'explication de cette question, se trouve dans les interactions sociales et non pas au niveau de la psychologie sociale. La logique qui caractérise les interactions interindividuelles est aussi un frein pour l'hégémonie des valeurs sociales, la rationalité désacralise les pratiques et déconstruit l'ordre établi.

L'effet de contagion peut être aussi intégré comme élément d'explication de la convergence des opinions individuelle chez un public. Cette idée a été développée par Tarde quant il disait que : « même la simple connaissance de l'adhésion d'un grand nombre de nos semblables à un jugement nous dispose à juger dans le même sens »²³⁵. Ceci dit, la majorité d'un groupe lors d'une prise de décision provoque généralement un comportement d'imitation qui peut être rationnel ou instinctif.

A l'instar de la valeur sociale, la loi de la majorité impose une légitimité par le nombre à l'individu (minoritaire), parfois, elle le force à l'intégrer volontiers ou par soumission (contrainte), malgré son opposition. En ce sens, Alexis de Tocqueville, parlait de la « Tyrannie de la majorité »²³⁶, qui selon lui étoufferait les opinions minoritaires, provoquant ainsi la spirale de silence²³⁷. L'effet de la majorité sur l'accord des opinions individuelles est observable dans la vie courante.

La prise de position individuelle est une dialectique interne et externe à l'environnement de la personne. Quand la contrainte est externe elle serait confrontée à la rationalité de l'individu (objectivité) et quand elle est interne, le caractère subjectif agit en elle et sur elle. En fait, l'ombre de la majorité hante en tout le temps l'esprit individuelle, chaque personne garde les yeux rivés sur les attitudes et le comportement de son entourage social. L'individu a tendance à abandonner plus facilement ses convictions personnelles au profit d'une opinion qui semble majoritaire même si elle est illusoire.

Compte tenu de ces éléments, les facteurs de contraintes qui sont à l'origine de la distribution des opinions, peuvent être regroupés dans trois catégories²³⁸ qui relèvent de : la rationalité, notamment, dans le cas d'une évidence objective liée à un fait. Ou bien, de valeur sociale qui s'impose par son caractère collectif, universelle et « sacré » par sa morale et son éthique ou encore du psychique lié au sentiment de la majorité. En conséquence, ces conditions différencient l'état des opinions et leur système d'organisation, entre inorganique (particulières) et organique (générale).

²³⁵Tarde, G. *Op.cit.*, p. 10.

²³⁶Perl R., et al. *Op.cit.*, p. 104.

²³⁷Noëlle-Neumann, É. *Op.cit.*

²³⁸Støetzel, J. *Op.cit.*, p. 156.

5-2) La systémique des opinions

Compte tenu des deux modes de pensée des opinions qui relèvent du réflexif (rationnel) et du stéréotype (normes, clichés), le principe d'opposition entre les attitudes spécifiques et générales pose problème. Loge a bien fait de distinguer les attitudes en assises, des attitudes d'essai (tentative). Les premières sont à caractère général, elles sont le produit de propagande ou de réflexion personnelle, installées dans l'individu en permanence et qui agissent occasionnellement suivant le besoin. Quant aux secondes, elles ne touchent que les questions spécifiques. Les propagandistes agissent souvent sur les attitudes assises pour modifier les autres (attitudes d'essai). Ce phénomène a été illustré par Loge (1939) dans son expérience ingénieuse²³⁹, laquelle révèle le déplacement des jugements sur des formules associées aux attitudes d'essai, pour se mettre d'accord avec le rang de préférence ou d'attitudes assises. Cette expérience confirme encore le pouvoir qu'exercent les attitudes assises (les stéréotype, les images et clichés) sur les attitudes d'essai. La stabilité des attitudes assises, leur structuration et enracinement dans le psychique des individus leur confèrent un pouvoir influent sur les attitudes émotionnelles, d'où l'appellation « attitudes profondes ». Ces dernières sont spécifiques aux individus. Et lors d'un jugement sur une question, on fait appel à la fois, à la réflexion personnelle et aux attitudes profondes.

Dans ce cas de figure, le jugement peut être associé également au capital de données, de connaissances et d'informations dont dispose l'individu au moment où surgit une question préoccupante. Une situation d'absence de données complique le système de penser des opinions, qui crée des spécificités et des inconsistances de pensée. Tandis que, l'identification d'un objet actionne tous les mécanismes de pensée et de réflexion, capables de répondre à la question problématique qui relève du général et de la cohérence. Dans le même ordre d'idée, Telford, conclue que : « l'intelligence, qui diminue le prestige des stéréotypes, a pour effet de réduire ces inconsistances »²⁴⁰. En d'autres termes, le capital social et intellectuel, élèvent la pensée et la réflexion individuelle et l'éloigne de l'influence des clichés, donc produisent des opinions plus cohérentes.

Par ailleurs, l'opposition entre les attitudes profondes et d'essai, ressuscite la distinction des opinions publiques et privées.

²³⁹L'expérience menée par Loge consistait à demander successivement à des sujets d'indiquer leur respect pour certains hommes célèbres sur une échelle de 5 degrés ; puis d'attribuer certaines formules concernant les questions économiques aux auteurs proposés, et d'indiquer leur degré d'acceptation de la formule ; ensuite d'indiquer une seconde fois leur degré d'acceptation à chaque formule, quand on en a fait connaître le véritable auteur.

²⁴⁰ Cité par Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 198.

En ce sens, Støetzel, affirme que : « Les stéréotypes sont l'essence de l'opinion publique » et « les incohérences dans les opinions individuelles proviennent de ce que l'on accepte aveuglément » telles que ; les clichés, les formules toutes faites, entendus dans notre environnement social. Dès lors, les opinions doivent être prises en tant que production individuelle et sociale, qui soulève la question de cohérence et de la systémique des attitudes personnelles. Cette notion de système de pensée des opinions, a été expérimentée par Weld et Roff²⁴¹, qui ont mis en évidence l'effet d'induction mutuelle des jugements. Selon eux chaque jugement est influencé par celui qui le précède, qui à son tour agit sur le jugement qui lui succède immédiatement. En outre, les opinions sont temporaires, impuissantes et occasionnelles. Autrement dit, elles suivent un processus temporel, qui connaît une phase d'incubation et de préparation, suivi par leurs expressions et leur développement dans l'espace public, pour finir par disparaître de la scène. Elles sont impuissantes en raison de leur incapacité à changer certaines convictions et pratiques enracinées dans la conscience individuelle et collective. Leur caractère occasionnel est l'essence même de son existence, donc l'opinion est toujours attachée à un fait occasionnel qui constitue la matière à penser.

Sur un autre plan, actuellement, l'individu "*augmenté*"²⁴² se trouve souvent pressé face au rythme de la vie, accéléré. Il est, paradoxalement, lent devant le déferlement de l'information qui le déborde dans une société d'information devenue *infobèse*. Sa capacité de réflexion, et de vérification des informations se réduisent davantage en termes de temps. Alors, on se contente de représenter les choses à partir d'images, clichés, schémas emmagasinés dans nos cerveaux. Sur ce, Lippmann pense que la matière et le contenu de nos opinions ne sont que le reflet de nos stéréotypes. Il disait qu' : « on nous a parlé du monde avant de nous laisser le voir »²⁴³. Ces stéréotypes préconçus interfèrent avec la rationalité, ils sont les codes psychiques de la pensée. Ils puisent leurs sources, des valeurs et morales dominantes dans un environnement social défini. Donc, les individus adaptent leurs opinions à celle partagée publiquement, ainsi se conforment avec l'ordre établi. Ces stéréotypes engendrent des systèmes de pensée qui s'activent dès que le besoin d'opiner est senti, c'est-à-dire que le jugement fait appel aux images stockées dans la mémoire, « ils guident la pensée de la plupart des gens »²⁴⁴, suivant un schéma²⁴⁵ qui produit et reproduit des objets qui suscitent la controverse.

²⁴¹ *Ibid*, p. 179-180.

²⁴²Un concept repris à partir Kleinpeter, E. (dir.). (2013). *L'humain augmenté*. Paris : CNRS éditions.

²⁴³Cité par Støetzel, J. *Op.cit*, p. 183.

²⁴⁴Perl R., et al. *Op.cit*, p. 104.

En résumé, la question de l'opinion reste l'une des notions les plus abstraites à saisir, sa dynamique et son caractère psychosocial compliquent sa compréhension, comme elle pose aussi le problème des opinions dominante et minoritaire.

5-3) L'opinion dominante et la minorité silencieuse

L'opinion publique, selon Niklas Luhmann²⁴⁶, pose trois problèmes essentiels : son émergence historique, sa fonction dans le système social et son caractère supposé « public ». Ce dernier tend, selon Tocqueville, à imputer à l'esprit démocratique le défaut de « généralisation à l'excès »²⁴⁷. Pour lui, il est important de faire la différence entre une opinion régnante (dominante) et une opinion générale. Cette opinion dominante est définie comme étant une « opinion socialement convenable, que l'on peut exprimer en public sans avoir à la justifier et sans risquer d'être mal vu »²⁴⁸. Elle est caractérisée par la force des idées établies, ancrée et acceptée dans la société et qui se répercute sur l'esprit et sur la parole collective.

Par son caractère dominant, « l'opinion publique prétend toujours faire autorité. Elle exige le consentement [...] contraint au silence, ou à éviter de soutenir la contradiction », écrit Tonnies²⁴⁹. De plus, l'opinion dominante s'érige en force sociale qui se donne raison et qui se présente comme l'opinion commune. Soit elle enrôle les plus réticents par ce qu'on désigne par l'effet de renforcement ou bien oblige (le plus souvent) les réfractaires à se taire.

Par la pression qu'elle exerce sur les publics, elle engendre l'effet d'enroulement des opinions individuelles en sa faveur. En fin, l'opinion dominante par son influence, provoque l'enfermement (clôture des questions), l'opinant se trouve alors enfermé dans la logique de la pensée dominante, et perd sa vitalité d'esprit. Néanmoins, l'opinion dominante n'est pas synonyme d'apathie totale, elle peut être secouée. Sa dissolution (déconstruction) survient, toujours d'une manière progressive ou subite.

5-4) Les tempéraments ou la nature des opinions

Les opinions sont exprimées de deux manières : parfois elles sont spécifiques et stables, ou généralisées et profondes en lien avec d'autres questions. Elles peuvent être spécialisées ou au contraire intégrées.

²⁴⁵ « Les schémas sont des catégorisations qui permettent de désigner quelque chose comme quelque chose...l'emploi d'un schéma suggère l'emploi d'un autre schéma : combinaison de temps, de conditionnement, de causalité...et lors que des actions sont intégrées dans de tels schémas temporels, on parle de script. Dans Luhmann, N. *Op.cit.*

²⁴⁶Luhmann, N. *Op.cit.*

²⁴⁷Bénéton, P. (2000). *Les fers de l'opinion*. Paris : PUF, p. 15.

²⁴⁸*Idem.*

²⁴⁹Noelle-Neumann, E. *Op.cit.*

Cette différenciation dans le mode d'expression des opinions s'explique par le positionnement de l'individu qui est parfois soumis à ses propres facteurs directeurs et d'autres fois aux conditions de son environnement social (normes, tabous, clichés...).

Les individus se comportent de manière différente suivant leurs propres stéréotypes et leur pensée structurée qui forme leurs opinions profondes. Chacune des opinions est liée par des attitudes et dépend de facteurs et des tempéraments qui les différencient. Mais seulement, certains traits tels que la sociabilité représentée par le caractère d'extraversion favorisent les interconnexions nécessaires à la formation des opinions. Ces interconnexions, puisqu'elles sont nécessaires, alors, elles sont naturelles, d'où l'usage du concept « tempérament » au lieu du terme caractère.

En outre, dans tous les problèmes d'opinions, les individus s'adosent à des valeurs privées et universelles qui distinguent à leur tour les opinions privées et publiques. Stœtzl, classe les tempéraments en trois catégories : Typicalité-atypicalité, radicalisme-conservatisme et valeurs personnelles.

Dans ce sens, Allport et Hartmann sont les premiers à avoir soulevés le terme de tempérament atypique. Il est associé à la résistance, à l'insoumission, à l'anticonformisme. Ce caractère refuse les normes sociales, il s'oppose à l'opinion générale. Il exprime : « l'audace des timides, la colère des impuissants, la révolte des faibles »²⁵⁰. Ce comportement peut traduire aussi une pensée critique, indépendante et mature de la personne.

Contrairement au premier, le tempérament radical-conservateur entend « une attitude généralisée qui consiste à désirer le changement de toutes les institutions sociales et l'adoption de méthodes absolument nouvelles [...] tandis que, le conservatisme est l'attitude généralisée de celui qui préconise la préservation du statut quo dans tous les domaines et la résistance à toutes les innovations »²⁵¹. Les deux sont imprégnés de valeur, pratiques politiques de normes sociales et morales. Ce tempérament, comme celui du l'atypique doit être inclus dans un trait général. Sur ce point, Moore²⁵² conclue que les radicaux sont plus aptes à épouser de nouvelles habitudes. Ils se distinguent des conservateurs par leurs réactions rapides, leur résistance à l'opinion de la majorité, leur détermination et l'originalité de leurs idées.

Paradoxalement, l'individu est contraint par le conformisme pour s'adapter à son milieu et « prendre place dans l'ensemble social compliqué »²⁵³. Néanmoins, l'instruction et la pensée

²⁵⁰Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 209.

²⁵¹*Idem*, p. 212.

²⁵²Moore H.T. The comparative influence of majority and expert opinion on individual judgments. Dans Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 213.

²⁵³Woolsto H. Discrimination: a study of social determinants. Dans Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 217.

libre ouvrent aux individus des horizons infinis, qui permettent de rompre avec certaines normes et ordre sociales, mais aussi de « [...] réagir aux problèmes d'opinions d'une manière entièrement individualiste »²⁵⁴. Donc, la radicalité et le conservatisme ne sont qu'un produit de l'individu, des structures psychosociales construites en interaction avec son environnement social. Ces comportements doivent être appréhendés comme des « modes d'ajustement psychosocial plutôt que comme l'effet de dispositions innées »²⁵⁵.

Dans le même sillage, Spranger²⁵⁶ avait tenté d'esquisser ces modes d'ajustements psychosociaux, selon six orientations principales qui symbolisent chacune une valeur. Elles découlent de théorique, d'économique, d'esthétique, du social, du politique et de religieux et chacune d'elle débouche à un type de personnalité.

Pour la personnalité théorique, Spranger, lui donne un tempérament empirique, critique et rationnel. Il joue le rôle d'un homme de savoir. Les autres valeurs les réduit à l'utilité. Le type esthétique, place la beauté au dessus de toutes les autres valeurs. Quant au type social, sa valeur essentielle émane de l'altruisme et de l'amour des autres. Le type politique à son tour est un passionné du pouvoir. Enfin, pour l'homme religieux, il est distingué par sa fidélité au sacré et qui place la foi au dessus des autres valeurs. Il le représente par deux cas de figure : le mystique immanent qui participe patiemment à la vie et le mystique transcendant qui se retranche de la vie par la privation, la négation du soi et la méditation. Le premier cherche à unifier toutes les valeurs en la valeur religieuse, l'autre nie toutes les valeurs et les méprise.

Ceci dit, cette classification apporte quelques éclairages sur le tempérament des opinions. Les valeurs citées ci-haut nous renseignent sur les opinions des uns, les intérêts plus au moins vifs et clairement affichés par chaque sujet. Le fait observable ou bien la forme d'expression d'opinion (verbale, action, geste...), nous conduit à la pensée de l'individu et son caractère, regroupés précédemment dans les trois types de tempéraments (Typique-atypique, radical-conservateur, valeurs personnelles) qui sont des traits généralisées. Dans ce sens, Lentz disait que : « l'étude des opinions fournit une méthode rétroactive de mesure du caractère »²⁵⁷.

Le sens de ces attitudes individuelles n'y peut être pris séparément du sens commun du groupe auquel le sujet appartient. Alors, les opinions ou les tempéraments des gens relèvent de la psychosociologie. Le caractère descriptif de la distribution des attitudes représentées par des cotes (échelles de valeurs) et les tempéraments, *a contrario*, ont un pouvoir explicatif :

²⁵⁴*Ibid.*

²⁵⁵Moore et Howells, comparative influence of majority and expert opinion on individual judgments. Dans Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 217.

²⁵⁶Spranger E. Lebensformen. Dans Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 220.

²⁵⁷Lentz Th, Utilizing opinion for character measurement. Dans Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 227.

« ce sont des concepts, ou plutôt des principes et des lois, qui permettent une déduction des opinions empiriques »²⁵⁸. C'est-à-dire, ce sont des expressions qui révèlent la pensée profonde des individus qui baigne dans le raisonnement social et populaire.

Dans les manières de penser sociales à côté des éléments logiques, on trouve aussi les traditions, les croyances et le sentiment collectif, mais également une part de rationalité dans les arguments déductifs²⁵⁹ servant à défendre certains choix et préférences, individuels qui paraissent illégitimes en comparaison à la pensée universelle du groupe.

La connaissance de certains caractères des individus, développés au cours de leur histoire d'existence, permet d'expliquer les attitudes des sujets. Ces opinions en tant que réactions globales²⁶⁰ ne sont qu'un agir social et personnel, à une matière d'opiner, déclenché par un individu, membre d'un groupe social. C'est à la croisée de ces champs (psychologique et sociologique), que les opinions murissent et se déterminent.

II.6) Les déterminations des opinions

De par son appartenance sociale, l'individu constate la diversité des opinions et comprend la personnalité des sujets, d'autant qu'elles reflètent leur pensée profonde. La psychosociologie ouvre la voie à comprendre les interactions interindividuelle. Les notions d'attitudes, de facteurs, de traits et de tempéraments donnent plus de visibilité à ces opinions.

La psychologie des individus se présente sous trois formes distinctes, selon Stœtzl : la forme différentielle, personnelle et personnaliste²⁶¹. La première forme s'intéresse aux spécificités de l'individu, et aux facteurs environnementaux comme éléments externe à la personne qui influent et déterminent certains aspects de sa personnalité. Alors le comportement et les opinions seraient-ils déterminés et façonnés uniquement de l'extérieur ? En ce sens, Elisabeth Noëlle Neumann, pensait que le climat d'opinion qui règne dans un espace (temps et social) joue le rôle d'une instance de régulation et de contrôle social. *A contrario*, Stœtzl défend l'idée selon laquelle, même si le processus d'auto-formation est méconnu de la psychologie différentielle, mais, la volonté individuelle en est pour beaucoup dans la formation des opinions privée. En d'autres termes, un facteur externe n'est efficace que s'il est accepté par l'individu. A ce monde extérieur, s'oppose un monde intime en construction permanent à partir de la matière sociale.

²⁵⁸Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 229.

²⁵⁹*Idem*, p. 258.

²⁶⁰*Idem*, p. 261.

²⁶¹*Idem*, p. 266.

6-1) Les déterminations externes des opinions

6-1-1) La racine biologique

L'un des aspects qui frappe l'individualité relève de l'ordre corporel, du biologique. Les instincts biologiques, tel que la protection de sa propre vie, de son espace vital semblent les plus importants dans les attitudes de l'individu, que certains aspects sociaux et économiques. Le fondement biologique des attitudes a fait l'objet de plusieurs études (Allport et Hartman, Willoughby, Harris et collaborateur, Stagner, Nelson)²⁶² qui ont établi le lien entre les attitudes et leur origine biologique. Ce caractère n'est pas la spécificité du genre ou d'une catégorie sociale. Toute personne pourrait développer ce sentiment dès qu'elle s'intéresse aux problèmes d'opinion.

Cependant, les conditions et les aptitudes physiques sont des aspects qui différencient les individus. Le corps d'une femme n'est pas égal à celui de l'homme d'un point de vue physiologique. Le vieillissement réduit sensiblement la force physique, mais l'expérience de vécu s'accompagne par un mûrissement psychosociologique. En conséquent, les attitudes s'implantent au cours des âges.

La race est, également, abordée par Stœtzl²⁶³ comme facteur éventuel déterminant les opinions. Malgré l'existence d'une seule race, la race humaine, mais les croyances, les cultures, l'éducation familiale et publique ou en un mot l'acculturation des évidences sociales qui se manifestent sous forme de goûts et de penchants forment des communautés sociales très distinctes, même, s'ils partagent le même territoire. Ce qui nous amène à parler du milieu social ou s'entremêlent tous ces facteurs.

6-1-2) Le milieu d'acculturation

Par milieu, nous faisons référence à la famille, à l'école, aux espaces qu'ils soient physiques ou virtuels que les individus côtoient quotidiennement, c'est aussi ces espaces d'expériences, d'extériorisation et d'assimilation de valeurs. De par sa fonction qui permet l'interaction symbolique entre les individus, l'espace naturel et social (espace vital) influe incontestablement sur les opinions. Si la génétique programme notre physiologie et notre physionomie, le milieu façonnerait nos attitudes et nos comportements.

Les liens sociaux, en tant que jonctions dans les espaces renforcent les communautés de pensées, donc des opinions. Le statut social confère un certain rang à l'individu dans son

²⁶² Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 269.

²⁶³ *Idem*, p. 272.

environnement. Une situation aisée offre plus de possibilité à l'apprentissage et d'accès aux moyens de connaissance, donc retentit sur la formation des opinions.

L'habitat constitue aussi un facteur qui influe sur les opinions. Entre le rural, le bédouin et le citadin, la *açabia*²⁶⁴ est assez caractérisée. Les métropoles sont souvent plus avancées et moins conservatrices que les campagnes. Pour paraphraser Stœtzl, cette différence réside dans le fait que les villes à fondation récente attirent la main d'œuvre, les gens viennent d'horizon divers pour y travailler et s'y installer. En revanche, les liens d'amitié et communautaires dans les grandes métropoles se rétrécissent et la tendance à former des groupes diminue.

Contrairement aux grandes villes, dans les petites communautés, cités et villages où l'espace-contact est réduit, la proximité est de mise. Les liens sociaux sont plus solides, le groupe se maintient et conserve ses traditions d'où le sens de conservatisme et de conformisme chez ces communautés.

Par ailleurs, l'arrivée de l'internet et le développement des moyens de l'information et de la communication ont modifié cet espace-contact (d'interaction).

Tous ces facteurs d'influence de l'espace sociale font que « [...] les attitudes soient conditionnées par l'organisation sociale, par les traditions du groupe, par la forme de la culture, en un mot à quoi l'individu est rattaché »²⁶⁵.

Dès lors, ce dernier devient un « esclave volontaire »²⁶⁶ de son environnement social, qui exerce sur lui (comportement) un jugement moral contraignant et permanent.

6-1-3) Le réseau social

Pour appréhender l'opinion publique dans une société, Odegard²⁶⁷ pense qu'il est important de comprendre d'abord les structures et organisations qui constituent cette société. Selon lui ce sont ces formes organisationnelles qui sont à l'origine des croyances et attitudes des individus. Cette thèse, on la retrouve aussi chez Jean Stœtzl²⁶⁸, qui croit que l'opinion publique n'est pas l'œuvre des groupes à strictement parler, mais des individus constituant ces groupes. C'est-à-dire, elle résulte des interactions des pensées individuelles qui agissent et

²⁶⁴Ce concept est employé par Ibn Khaldoun, traduit par « solidarité socio-agnatique », Il lui donne une place centrale, motrice, qui construit la solidarité sociale. Elle est la source de la société mais aussi de l'histoire. Cité par Megherbi, A. La pensée sociologique d'Ibn Khaldoun. Dans Boutefnouchet, M. (2004). *Société et Modernité : les principes du changement social*. Alger : OPU, p. 49.

²⁶⁵Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 279.

²⁶⁶*Idem*.

²⁶⁷نضال فلاح الضالعين، مرجع سبق ذكره، ص. 105.

²⁶⁸Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 8.

s'influencent mutuellement les unes sur les autres. En outre, l'opinion qui règne au sein d'un groupe public influe inévitablement sur ses membres. Et l'individu seul n'est ni le créateur unique des mots d'ordre, ni le simple interprète de l'état d'esprit qui prévaut dans son groupe. Entre lui et le reste des membres du groupe, les influences sont réciproques. Dès lors, nous pouvons dire que l'opinion est l'œuvre à la fois de chacun et de tous, c'est-à-dire d'un système social complexe. Alors, la meilleure manière d'étudier les opinions est de se positionner à l'interface des interactions sociales.

6-2) Les déterminations intellectuelles des opinions

Les déterminants externes à eux seuls, ne sauraient résoudre le problème de la formation des opinions individuelles. Cependant, l'éducation et l'intelligence permettent aussi à la personne de prendre conscience de sa propre réalité au sein de cet espace social caractérisé par des interactions de diverses logiques. L'humain comme organisme « ne développe ses aptitudes que par l'éducation et la socialisation²⁶⁹. Plusieurs études (Rosenthal, Harris et coll, Allport) ont mis en évidence la corrélation de l'intelligence avec certaines attitudes. A l'issue de ses travaux, Carlson²⁷⁰, considère l'intelligence comme un véritable facteur des attitudes. C'est-à-dire, plus un individu est intelligent, plus il tend à adopter des opinions avancées. Alors en quoi consiste cette intelligence ? Et comment se forme-t-elle ? Selon Murphy et Murphy²⁷¹ : « l'intelligence est en relation avec la culture, c'est une fonction d'assimilation des influences sociales qui gravitent autour de l'individu, et tentent de le conformer à des normes prévalentes ». Au-delà, de l'hérédité, la connaissance et le savoir semblent les pourvoyeurs de cette intelligence où « l'information, l'éducation et les études déterminent intellectuellement les opinions d'un sujet »²⁷².

Selon Stœtzl, entre les attitudes et les déterminants externes, « se place un processus mental, ou inter-mental »²⁷³. C'est-à-dire, la formation des opinions est la somme des facteurs externes et psychologiques à l'individu. Si la psychologie différentielle semble résoudre le problème des déterminants externes, la psychologie de la personne s'intéresse par contre aux facteurs intimes qui sont également à l'origine des opinions. Ces facteurs intimes sont résumés par Stœtzl²⁷⁴ dans trois mécanismes qui consistent en : L'assimilation des déterminations, la

²⁶⁹Zask J. *Op.cit*, p. 54.

²⁷⁰Carlson H.B. Attitudes of undergraduate students. Dans Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 281.

²⁷¹Murphy, G. et al. Experimental social psychology. Dans Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 282.

²⁷² Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 282.

²⁷³*Idem*, p. 289.

²⁷⁴*Idem*, p. 292.

résolution des conflits que ces déterminants provoquent en l'individu et l'adaptation de celui-ci au monde social qui est son milieu véritable.

L'intérêt que les individus attribuent à une opinion, lui confère une certaine notoriété sociale et suscite une attention croissante, qui éveille les consciences. Par contre, le peu de considération et le mésestime qu'on porte envers une opinion donnée l'emprisonnent, dans son espace privé, loin de son universalité pleine.

Les sujets se contentent parfois dans l'adoption de certaines opinions présentes dans leur espace social. L'habitude est considérée comme un mécanisme de transformation et d'adaptation des expériences passées à celles du présent. Elle se reproduit, fréquemment, lorsqu'un problème d'opinion est posé. L'individu tend à résoudre le problème « suivant ses ressources présentes, son information, ses aptitudes intellectuelles, ses attitudes préexistantes [...] plus tard il répétera la réaction en faisant l'économie de l'effort de pensée »²⁷⁵. Ce phénomène a été analysé par Allport sous l'appellation de « l'autonomie fonctionnelle »²⁷⁶ et décrit auparavant par Woodworth et Stern dans la transformation des phénomotif en génomotif²⁷⁷.

L'habitude réside dans la persistance de certaines attitudes après la disparition des conditions de leur apparition. Selon Stœtzl, « l'habitude et l'autonomie fonctionnelle fixent dans l'individu des opinions spécifiques et isolées »²⁷⁸. Avec la prise de conscience de soi, le mécanisme d'intégration (et de différenciation) permet de constituer les opinions individuelles. Il est au cœur de la formation des attitudes, par une systématisation psychiques des expériences antérieures en modèles. Le phénomène d'intégration s'étend dans le temps, il accompagne l'histoire de l'individu depuis son jeune âge. La multiplication des expériences et les contradictions illustrent la coexistence des opinions privées et publiques. Cette distinction est le reflet aussi d'une intégration imparfaite, selon Stœtzl.

A l'opposé, le mécanisme de différenciation, apparaît dans la bipolarité des positions individuelles, lors de l'acceptation ou de rejet d'une idée quelconque. Ce mécanisme est caractérisé par la dissolution des opinions générales en opinions spécialisées, contrairement à l'intégration qui systématise les expériences et les attitudes. Cette contradiction que provoque la conscience de soi est marquée par un autre mécanisme (3^{ème}), celui de la rationalisation. Cette dernière selon Pareto (théorie de dérivation) est : « Le processus par lequel un individu tente de rationaliser sa conduite, c'est-à-dire de la présenter, lui-même et aux autres, comme

²⁷⁵*Ibid*, p. 295.

²⁷⁶Allport, F.H. Toward a science of public opinion. Dans Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 296.

²⁷⁷Stern, W. Allgemeine Psychologie auf personalistischer Grundlage. Dans Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 295.

²⁷⁸Stœtzl, J. *Op.cit*, p. 296.

rationnelle »²⁷⁹. Il est présent chez tous les individus qui manifestent des opinions formées par les différents processus cités (habitude, intégration, différenciation).

Néanmoins, la différence réside précisément dans la justification des positions et leur rationalisation par la projection et l'introjection²⁸⁰. Les sujets construisent des situations qui conviennent à leurs espoirs ou à leurs craintes, à leurs ambitions ou à leurs renoncements. Les attitudes qui résultent essentiellement des situations de tension et de crises au même titre que les stéréotypes et les expériences vécues, associées à la rationalité, alimentent les opinions pour passer à l'action.

²⁷⁹*Ibid*, p. 302.

²⁸⁰Selon Jean Stœtzl, la projection demeure la plus connue dans le processus de rationalisation. Elle consiste dans « l'attribution par l'individu à autrui les dispositions ou les attitudes qu'il possède lui-même, surtout lorsqu'elles sont fâcheuses ». Dans le cas de l'introjection le sujet qui se reconnaît dans un groupe, une situation (par introjection), ou personne (identification) pense comme s'il était lui-même l'âme de ces entités.

Chapitre III

L'opinion publique en action

Nous avons vu que les opinions individuelles exprimées, comme les attitudes et les traits ou les tempéraments d'opinions, donnent tous une image externe de la pensée plus au moins profonde de l'individu. Mais que deviennent ces expressions individuelles ? Est-il possible de prévoir la conduite de l'individu et son action à partir de sa propre opinion ?

La position avantageuse incite le sujet à joindre l'acte à son opinion. L'intérêt (gain), qu'il soit personnel ou collectif, constitue essentiellement la raison de l'agir. Ce dernier s'exprime par voie multiformes telles que le boycott, la contestation, la grève de la faim ou des actions protectrices, de défense, de sanction, voire même de sabotage. C'est ce que nous allons voir dans le présent chapitre consacré à l'action collective. Nous allons développer, d'abord, le passage de l'opinion publique à l'action, avant de traiter les modalités de l'action collective que sont l'ensemble des contraintes et motivations, ses paramètres, son mode de développement, ses exigences, ses stratégies, ses acteurs et son devenir. Par la suite, nous reviendrons sur les nouvelles formes de luttes collectives, particulièrement environnementales qui font l'objet de la présente étude.

III.1) De l'opinion à l'action

Nous savons tous que les réactions des individus sont fragmentaires, parfois, incohérentes, s'opposent et s'adaptent aux réalités, aux circonstances et à leur environnement immédiat. L'inertie en est un exemple de contradiction de l'individu avec sa propre opinion, sa pensée et sa parole. Dans ce sens Cooley recense quelques facteurs d'inaction, qu'il regroupe dans ce qu'il a appelé *looking-glas self* ou *le moi réfléchi*, intervenant dans la pensée des personnes, à l'exemple de : « la décence, le respect des convenances et de la politesse, de l'opinion d'autrui, le souci du jugement qu'on portera sur lui, l'image même que les autres se font de lui-même »²⁸¹.

Ces éléments alternent la pensée, imposent des restrictions à la réflexion et provoquent des réticences dans la prise de position et le passage à l'action. C'est ce qui explique le mutisme de l'individu, autrement dit, *la spirale du silence*²⁸² devant certaines situations. C'est pour quoi Elisabeth Noelle-Neumann définit l'opinion publique comme : « une opinion qui peut être exprimée en public sans risque de sanctions et sur laquelle peut s'appuyer l'action menée en public »²⁸³.

²⁸¹Stoetzel, J., *Op.cit*, p. 238.

²⁸² Concept emprunté à Elisabeth Noelle-Neumann.

²⁸³Noelle-Neumann, E., (2009). *L'opinion publique entre apathie et mobilisation, la spirale du silence*. Paris, France : Hermès, p. 94.

Par ailleurs, nous avons parlé précédemment, de l'opinion qui exprimait la pensée individuelle. Ce postulat pose le problème de la sincérité²⁸⁴ de l'opinion exprimée ou de la pureté intellectuelle et qu'il faut donc distinguer du mensonge qui est délibéré. En réalité, l'individu s'adapte à son environnement social, à son héritage culturel, et par conséquence, il se crée un habitus maquillé à son monde socio-universel.

Dans ce monde, chacun joue un rôle, bien ou mal, avec plus ou moins d'adresse, plus ou moins de conscience et/ou plus ou moins de constance. Le rôle auquel nous nous destinons est celui que les autres et les circonstances nous assignent par obligation ou par convenance. C'est pourquoi la pensée façonnée est désignée par Stœtzl sous le vocable d'insincérité de l'individu envers soi-même.

Le traitement de ce problème n'est pas fortuit, car il se prolonge dans le rapport de l'opinion à l'action d'autant plus que celle-ci n'est que l'aboutissement de l'acte d'opiner. Dès lors, nous pouvons dire aussi que l'action est comme l'opinion elles sont parfois insincères. Donc, cette notion d'actions vient compliquer encore plus celle de l'opinion.

III.2) La communauté de pensée

Devant tout risque menaçant leurs intérêts (moral et/ou matériel), les individus tendent à former des groupes partageant les mêmes préoccupations et les mêmes opinions ou du moins l'essentiel sur l'objet qui les rassemble.

Les risques comme les menaces mènent l'individu à concevoir des perceptions qui provoquent un stress social et collectif, conduisant à la formation des solidarités collectives dans le but de se défendre et de se protéger. Ce mouvement, instinctif au préalable, devient réflexif à force d'interaction interindividuelles, créant ainsi de nouvelles structures sociales jusqu'alors inexistantes. Celles-ci sont indispensables à la fabrication de sens à laquelle l'identification, l'évaluation et la communication des risques contribuent.

Sur ce point, Moser fait remarquer que cette réorganisation des acteurs sociaux devient parfois inévitable pour la « communauté de pensée »²⁸⁵ conceptualisée par Scherer et Cho (2003), qui s'appuie sur des relations préexistantes. Ainsi, en marge de ces nouvelles relations sociales, émergent des interactions qui confirment la position collective du groupe autour de l'enjeu que constitue la source du conflit.

²⁸⁴Qui exprime le sens étymologique de sincerus, c'est-à-dire « sans tache ». Dans Meillet, A., et Vendryes A. (2001). Dictionnaire étymologique de la langue latine (4^{ème} édit.). Paris : Klincksieck. p. 627.

²⁸⁵Maillé M-E., et Saint-Charles J. (2014). Influence, réseaux socio sémantique et réseaux sociaux dans un conflit environnemental. *Revue communication*, 12, 79-99.

Par exemple, lors des audiences publiques liées au projet de parc éolien au Québec qui ont eu lieu durant les années 2000, les citoyens et les organisations environnementales ont avancé comme doléances auprès du Bureau d'audience public en environnement (BAPE), le manque et la difficulté d'accès à l'information. Ils se sont plaints de ne pas avoir été informés de la venue du projet et de n'avoir obtenus que peu de réponses à leurs interrogations. Comme ils ont dénoncé le fait d'avoir été exclus du processus de développement du projet.

Cette situation est souvent partagée par plusieurs indignés et opposants aux projets d'intérêt général jugés nuisibles. C'est le cas, d'ailleurs, de la population du sud algérien confrontée elle aussi à l'exploitation du gaz de schiste, dont les citoyens ont appris l'existence du projet bien après l'inauguration du premier puits-pilote du gaz de schiste.

En ce sens, Peretti-Watel (2001) soutiennent que « [...] le citoyen peut alors légalement s'alarmer des choix opérés par les experts et les politiques, souhaiter être mieux informé, [...] revendiquer sa participation active à la gestion des risques, puisque ceux-ci deviennent de véritables choix de société. »²⁸⁶.

Dans de tels cas de figure, l'information et la communication deviennent donc primordiales pour apaiser les esprits, les peurs et les frustrations qui animent un espace social. C'est cet environnement qui pousse les gens à ressentir plus ou moins consciemment et activement, comme disaient, Sorrentino et Roney, « le besoin de créer du sens, de comprendre ce qu'ils vivent »²⁸⁷. Ceci par un effort rationnel que les membres de la communauté de pensée fournissent pour saisir et évaluer une situation cruciale qui se présente devant eux. Cette capacité réflexive varie d'un individu à l'autre et d'une situation à l'autre.

Le processus de création du sens démarre à partir de deux éléments essentiels à savoir l'information et les indices découverts par soi-même ou fournis par des tierces personnes procurant ainsi une partie du matériel nécessaire à la création du sens. Quant à l'autre partie, elle provient des représentations psychiques qu'en ont faites les acteurs de la communauté, des indices et des informations en leur disposition.

En fait, la source d'information occupe une place principale et déterminante dans la perception d'information et de son devenir. Tel est le cas des premières réunions d'information organisées par les étudiants et les cadres professionnels de la région d'In Salah sur le problème du gaz de schiste. Le statut et la proximité de ces acteurs du reste de la société

²⁸⁶Nader B. (2009). Société, acteurs et sujets de risque. *Topique*, 107 (2), 237-246. doi : [10.3917/top.107.0237](https://doi.org/10.3917/top.107.0237).

²⁸⁷Sorrentino et Roney, *The uncertain Mind : Individual differences in facing the unknown*, Philadelphie, PA : Psychology presse. Cité dans Maillé M-E., et Saint-Charles J., (2014). *Op.cit*, p. 4.

a inspiré confiance à la population qui a cru en eux. D'autant plus que les citoyens ont jugé qu'il y a cohérence dans leurs propos.

Dans le même ordre d'idées, les relations sociales qui rapprochent les individus aident la construction des représentations sociales et d'un sens commun. Ce sont les liens sociaux ou ce qu'on appelle les liens multiplexes (Mouge et Eisenberg, 1987), qui font perdurer les actions collectives par contagion et diffusion d'attitudes et des comportements des individus en interaction sociale. C'est-à-dire, plus les pensées individuelles se rapprochent les unes des autres, plus elles convergent, et plus elles convergent plus elles pensent de la même façon conduisant ainsi à plus d'entente et de cohésion.

III.3) Rôle de la communication

Nous avons abordé, du point de vue théorique, la disposition plus au moins spécifique, l'aptitude et l'immédiateté des attitudes à l'action. Leur aspect pratique intéresse à plus d'un titre la communication eu égard à l'effet qu'elle engendre sur les masses et les individus. Le rôle assigné à la sensibilisation et à la publicisation permet de satisfaire les besoins immédiats en connaissances, ce qui leur donne un caractère important.

Ces actes de communication ne visent qu'à provoquer un mouvement de pensée et/ou d'action collectifs à une situation donnée. Leur procédé s'appuie sur des stéréotypes déjà existants et qui constituent les germes sociaux du mouvement de masse. Elles agissent sur les opinions individuelles (privées) et disperses pour les cristalliser en un mouvement d'opinion publique, dirigé vers une action souhaitée. Contrairement à la propagande qui crée des publics évanescents et éphémères, la communication par son aspect éducatif se croise avec la propagande par son usage des valeurs sociales préexistantes, cependant leur finalité les diverge.

A la différence de la « communication éducative », la propagande ne forme pas les tempéraments et les caractères ou simplement la personnalité des individus, elle n'éduque pas la population. Elle vise l'endoctrinement des masses, des fins dogmatiques et politiques.

L'instruction rationnelle, par contre, a pour but de former des citoyens qui incarnent les valeurs de l'ordre social auquel ils appartiennent. Elle engendre des consciences saines et objectives, en transformant « la pensée centrée sur soi même en pensée objective » pour reprendre l'expression de Biddle²⁸⁸, de façon plus explicite, elle ramène l'individu à s'engager dans la pensée collective, et donc à penser globalement. La prise de conscience révèle le

²⁸⁸Stoetzel, J. *Op.cit.*, p. 255.

collectif (société) à l'individu, en l'accompagnant à trouver le chemin de la raison. La sensibilisation, le savoir et la connaissance développent chez l'individu l'esprit critique, alors que le capital d'information accumulé dans le temps lui procure le caractère atypique. Au même titre que la communication, l'information « objective » façonne les opinions en agissant sur les attitudes individuelles et collectives. Sur ce phénomène, Lasswell, disait : « ni les bombes, ni le pain, mais des mots, des dessins, des parades, des chansons »²⁸⁹ qui fabriquent les pensées et le comportement des individus. L'information est considérée comme élément déterminant dans la formation des opinions en raison de sa mission qui consiste à mettre à la disposition du grand public une matière utile pour se faire ses propres opinions. Ainsi, la sensibilité des gens vis-à-vis de certaines questions se fait par « une mise en scène de la communication »²⁹⁰ qui pourrait être observé à travers les discours diffusés dans les espaces publics via des canaux d'information et de communication divers, allant du « bouche-à-oreille » jusqu'aux dernières technologies dans le domaine. Dans ce processus d'apprentissage et de construction des opinions, les acteurs sociaux se trouvent à la fois producteurs et consommateurs des discours et du sens.

III.4) La production du sens

Les travaux de Goffman portés sur les cadres d'interprétation ont ouvert la voie à d'autres réflexions qui soutiennent que : « les acteurs n'agissent pas seulement en fonctions d'opportunités et de contraintes d'actions mais, d'abord, selon leur interprétation des réactions suscitées par leur mobilisations et des effets en retour sur leur propre identité collective »²⁹¹. De plus, la sélection des dimensions pertinentes d'un enjeu, c'est-à-dire la construction de cadrage interprétatif, façonnent le sens attribué au fait social en cause. Ce sont ces catégorisations qui procurent au problème son aspect public, comme disaient Lascoumes et Le Galès (2012). Ces cadres interprétatifs sont représentés par Cefai (1996) dans : « les attributions de causalité, les imputations de responsabilité, les identifications d'acteurs, les configurations d'actions, les évaluations de préjudices et les propositions de solution »²⁹². Cette dynamique conduit lors d'un problème public à une mise en politique, en raison du déploiement des cadres d'interprétation en dehors de l'espace de formulation primaire qui leur a donné naissance, pour intégrer d'autres sphères publiques donnant ainsi plus de visibilité aux enjeux soulevés.

²⁸⁹*Idem*, p. 171.

²⁹⁰Niklas, L. *Op.cit*, p. 41

²⁹¹Lascoumes, P., Le Galès, P. (2012). *La sociologie de l'action publique* (2^e éd.). Paris, France : Armand Colin, p. 71.

²⁹²Lascoumes, P., Le Galès, P. (2012). *Op.cit*, p. 72.

Dans le cas des nouvelles controverses, celles-ci rompent avec l'analyse classique des actions collectives qui se focalisent exclusivement sur les acteurs humains. Elles introduisent d'autres éléments non humains et des situations par rapport auxquels les acteurs humains s'organisent et s'activent. C'est ce que Propp et Greimas désignent par le terme « actants ». Une démarche sociolinguistique qui accorde de l'intérêt au pouvoir du sens, c'est-à-dire à sa force par locution.

En tant qu'actions collectives, les controverses sociales sont considérées comme un moment de construction d'un enjeu politique qui se déroule en trois temps²⁹³.

D'abord, toute controverse passe par un moment d'appréciation des composantes du problème en cause, ou s'inventorient les dimensions et les acteurs concernés, notamment ceux qui n'ont pas de visibilité immédiate et qui n'accèdent à l'espace public qu'au moment de la confrontation. Ce premier temps correspond à une phase de découverte et d'identification d'une situation problématique et l'émergence d'acteurs tentant de créer une nouvelle dynamique autour d'un objet problématique.

Dès lors, l'action collective (controverse) connaît un deuxième moment, celui de l'apprentissage où les acteurs s'engagent dans un travail de « cadrage et de recadrage » des enjeux et leur position selon des perceptions et des interprétations de la situation, ainsi que de la position des décideurs.

En outre, la controverse comme enjeu politique peut déboucher sur une stabilisation des enjeux, c'est-à-dire, à travers la conclusion d'un accord négocié sur l'objet de conflit entre les adversaires en confrontation. Elle peut également stabiliser les identités collectives construites et des alliances qui en découlent de l'action des acteurs. A ces enjeux politiques énumérés par Lascoumes et Le Galès, nous pouvons en rajouter encore un autre portant aux changements de rapports (de forces) entre les gouvernés et les gouvernants, quand l'adversaire des acteurs sociaux est l'Etat. Cette construction politique de l'action collective résulte de l'engagement des agents sociaux, du poids des actants sur les perceptions et les représentations sociales de la situation en cause qui (re)compose de nouveaux enjeux, de nouvelles solidarités partageant le même sens commun.

III.5) L'action par réseau

Dans la vie publique (action publique et sociale), les individus forment des réseaux interpersonnels qui érigent des groupes de pression pour tenter de peser dans la gestion des

²⁹³ *Ibid*, p. 75.

affaires publiques qui les concernent. La convergence des individus lors des luttes collectives relève souvent d'un problème partagé collectivement. Cette tendance à former des groupes de pression se manifeste dès que les individus constatent un changement négatif dans leur système de vie habituel ou bien lorsqu'ils estiment qu'un danger imminent risque aussi de provoquer des altérations dans leur environnement personnel, social ou naturel.

Ainsi, ces formes d'organisation sociales sont animées d'un sentiment de solidarité partagé et d'un sens de mobilisation qui est motivé par : « tout ce qui permet à un groupe de militants de travailler une planification des réunions et des actions, un partage du travail, des règles de collaboration, des modes de décision, etc. »²⁹⁴. L'action publique et collective implique une mobilisation de groupes en réseau autour d'un intérêt bafoué, revendiqué, espéré ou défendu et qui regroupe les membres du collectif.

5-1) Comment se développe l'action collective ?

Dans toute action collective traditionnelle, les acteurs sont appelés à repérer les opportunités qui favoriseraient leur intervention, mais aussi à identifier les contraintes qui les entraveraient celle-ci. Ce qui permettra au groupe d'acteurs de déterminer la conduite de l'action collective et la stratégie à adopter afin d'augmenter les chances de la réussite de l'action et de réduire (voire éliminer) les obstacles qui pourraient freiner l'ascension et le développement de l'action.

Dans le cas des actions environnementales, le milieu physique est à l'origine de l'intervention collective puisqu'il est souvent l'élément menacé par l'activité humaine. L'atteinte au milieu de vie réveille le sens d'appartenance des acteurs au territoire auquel ils s'identifient en tant que communauté, territoriale et sociale, caractérisée par des liens sociaux et multiplexes qui soudent les groupes. Plus les réseaux et les relations entre les membres de la communauté sont denses, plus la diffusion du sens et des cadres interprétatifs des objets problématiques sont efficaces.

Donc, la capacité d'agir et de se mouvoir sera potentielle. Cela ne laissera aucune marge de manœuvre aux pouvoirs publics afin de manigancer pour casser l'action. En ce sens, l'agir des autorités politiques (Comeau, 2010) constitue à la fois une opportunité et une contrainte à l'action collective. Dans les démocraties libérales, l'environnement politique et juridique est plus au moins favorable à l'action collective, car il assure

²⁹⁴Van Campenhoudt, L., Quivy, R. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales* (4^e éd). Paris, France : Dunod, p. 97.

l'expression libre des opinions et l'exercice plein et entier des droits civiques et politiques des citoyens. De plus, la sensibilité des gouvernants à certaines questions conflictuelles constitue une opportunité pour les porteurs de l'action.

A l'opposé, dans les démocraties de façades où les régimes politiques sont fermés, l'Etat de par ses pouvoirs (administratif, politique, sécuritaire...) consent ses efforts dans le but non pas de faire épanouir la volonté du peuple, mais de confiner et d'anéantir toute initiative citoyenne qui va à l'encontre de sa politique.

Cette forme de gestion autoritaire des affaires et des problèmes publics, notamment territoriaux conduit à souder les individus et à renforcer les solidarités citoyennes y compris en dehors de l'espace en conflit non concerné directement par la situation problématique.

De plus, la présence des alliés apporte un certain réconfort psychique et un soutien moral aux meneurs de l'action collective. Les exemples sont nombreux dans ce registre, à l'image de la lutte anti-gaz de schiste à In Salah qui a connu plusieurs solidarités ; régionale, nationale et même internationale et de natures diverses (nous y reviendrons dans les chapitres suivants).

Les médias, par leur accompagnement et leur médiatisation « objective » d'une cause, peuvent être considérés également comme des alliés à l'action collective en reproduisant le discours des porteurs de la cause. Ces corps intermédiaires (Comeau, 2010) au même titre que les organisations, les associations, les experts, les lanceurs d'alerte, les personnalités publiques, etc. donnent de nouvelles trajectoires à l'intervention collective en raison de leurs statuts et des opinions qu'ils avancent. Donc, selon leur positionnement, ils exercent une influence positive ou négative sur la masse.

D'autres facteurs cités par Fillieule et Péchu²⁹⁵ tels que la diffusion imitative des répertoires d'action, l'existence ou pas d'une idéologie contestataire puissante et de réseaux de communication interviennent dans le développement de l'action collective. L'effet de contagion signalé bien avant par Le Bon (1895)²⁹⁶ en est aussi un autre.

A tous ces éléments cités précédemment, d'autres facteurs non humains peuvent se constituer en opportunité ou en contraintes. L'espace public d'expression de conflit, par son accessibilité à tous, offre l'opportunité aux individus de se réunir, d'interagir et de s'exprimer visiblement, *tajmaât*, la *houma*, les RSN en sont quelques uns dans le contexte algérien.

²⁹⁵ Fillieule, O., Péchu, C. (1993). *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris, France : L'Harmattan, p. 61- 62.

²⁹⁶ Le Bon, G. (1895). *Psychologie des foules*. Édition électronique réalisée en 2001. Repéré à http://classiques.uqac.ca/classiques/le_bon_gustave/psychologie_des_foules_Alcan/foules_alcan.html. Consulté 15/05/2015.

Encore une fois, nous citerons l'exemple de la lutte anti-gaz de schiste à In Salah, pour l'importance de son espace de lutte. L'espace public élargi et accessible à tous, ajouté au climat sec, sans précipitations, avaient favorisé l'implantation du campement de contestation. En revanche, le froid glacial hivernal, les vents de sables et les grandes chaleurs qui commencent dès le printemps sont des facteurs contraignants de la mobilisation citoyenne contre le projet du gaz de schiste dans cette région.

Néanmoins, les moyens de communication les plus modernes ont offert l'opportunité aux acteurs anti-gaz de schiste de prolonger leur lutte dans des espaces alternatifs et virtuels. Tous ces facteurs, qu'ils soient favorables ou défavorables à l'action collective, obligent les meneurs des luttes à les intégrer dans leur calcul stratégique pour la bonne conduite de l'action.

5-2) Contraintes et motivations de l'action

En ce qui concerne la participation aux actions collectives, celle-ci est expliquée dans « Le paradoxe d'Olson ». Celui-ci, se résume en cette relation dichotomique entre le coût de la participation à l'action commune et le bénéfice en retour de la participation. Ce modèle d'*homo oeconomicus* est fondé sur la « rationalité » des individus face à l'action.

Théoriquement, le déclenchement de l'action collective va de soi quand les individus trouvent des avantages dans la mobilisation. Or, l'inaction d'un groupe peut se produire et leur adhésion à l'action n'est pas forcément assurée même chez les plus concernés par l'action.

Ce cas de figure représente ce que Olson appelle « les passagers clandestins » ou le « free rider » (ticket gratuit), appelé communément dans le jargon quotidien par « l'opportuniste ».

Dans sa thèse, Olson attribue aux acteurs de l'action une rationalité économique. Pour lui, les individus, avant qu'ils s'engagent dans toute action collective, font le rapport entre le coût de leur mobilisation et les bénéfices qu'engendre cette action collective, c'est-à-dire, ils veulent assumer le moins possible de coûts. Ce qui explique le comportement de l'individu passif ou la stratégie du « passager clandestin » qui consiste à regarder les autres s'engager dans l'action. Elle « peut paraître individuellement rationnel de laisser les militants travailler pour atteindre l'objectif et de partager avec eux les bénéfices sans engager de dépenses en temps, en énergie et en argent »²⁹⁷.

²⁹⁷Comeau, Y., (2010). *L'intervention collective en environnement*. Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec, p. 86.

Le modèle d'Olson s'enrichit de la notion d'incitation sélective, qui consiste en un ensemble de prestations, avantages accordés aux membres de l'organisation qui mobilise²⁹⁸. Parfois certains éléments tels que les émotions, les croyances, l'idéologie et le rapport vécu à la protestation sont considérés comme cas d'incitation sélective à la mobilisation collective²⁹⁹.

Ce paradoxe montre que les bénéfices de l'action collective touchés par les adhérents de leur engagement n'arrivent qu'à la fin de l'action. Ils tirent divers avantages sociaux et personnels pendant leur engagement : se faire des soutiens surtout, être reconnus, apprendre des choses, gagner de l'influence dans son milieu et peut-être développer son réseau permettant d'autres types d'avantages (Comeau, 2010).

Dans le cas de la mobilisation citoyenne contre le projet du gaz de schiste en Algérie cette relation coût/avantage dépasse l'aspect économique évoqué dans le modèle d'Olson, puisque la notion économique vaut peu devant l'incitation sélective. Les risques qu'engendrerait le projet de l'exploitation du gaz de schiste en constituent à eux seuls des éléments aussi convaincants auprès de toute la population locale d'In Salah, puisqu'il y va de leur vie qui est mise en danger. Dès lors, l'engagement de la population en masse reflète la prise de conscience citoyenne de l'importance de leur action collective.

La rationalité de type instrumental (objectif-moyen-fin) et individuel telle que décrite par Olson n'est pas la seule à laquelle se réfèrent les écologistes (acteurs) engagés (Comeau, 2010). La soif du prestige, du respect, des amitiés et autres objets psychologiques sont aussi des facteurs de motivation qui laissent les personnes se mobiliser dans l'action collective.

De même, le jugement des autres exerce aussi une pression sociale qui incite les plus rétifs à joindre le collectif. Ce critère se manifeste notamment là où les liens sociaux entre les acteurs de l'action sont fortifiés par l'amitié, la collégialité, le voisinage, la parenté, etc. En d'autres termes l'individu est de nature sensible aux jugements des autres.

Un autre facteur est non des moindres constitue un élément de motivation et d'engagement dans l'action. Il s'agit des individus fédérés dans des organisations associatives, politiques et traditionnelles. C'est-à-dire, la structuration des individus et leur engagement dans des organisations sociopolitiques facilitent leur adhésion aux causes et aux actions collectives initiées par les dirigeants de ces structures ou par d'autres acteurs sociaux.

²⁹⁸Erik, N. (2015). *Sociologie des mouvements sociaux* (6^e éd.). Paris, France : La Découverte, p. 43.

²⁹⁹Olson, M. (1978). *La logique de l'action collective* (2^e éd. ; trad. de l'anglais par M. Levi). Paris, France : PUF.

Par ailleurs, sur le plan sociologique, les observations montrent qu'il existe deux phénomènes facilitant l'action collective dans une communauté géographique³⁰⁰. D'une part, le sentiment d'appartenance à la communauté (identité territoriale ou ancrage dans le milieu de vie) et d'autre part, l'existence de réseaux d'association formels (associations constituées pour une mission avouée et selon des règles explicites) et informels (liens d'entraide et lieux de sociabilité). D'autres formes de rationalité sont également considérées notamment dans les actions collectives environnementales. Telles que, l'amour de la nature, l'attachement à son milieu de vie et la protection de sa progéniture, que Weber (1995) développe dans la rationalité émotionnelle, en plus de la rationalité par tradition³⁰¹ associant l'entraide à l'esprit familial.

5-3) Nouvelles actions, nouveaux paramètres

L'arrivée des nouveaux mouvements sociaux avait poussé les spécialistes du domaine à réfléchir à de nouveaux paramètres sur le pourquoi des mobilisations sociales, en apportant de nouveaux éléments explicatifs. Alors que les nouvelles actions collectives se démarquent de l'action traditionnelle sur plusieurs aspects, toutes les deux partagent certains principes fondamentaux tels la désignation de responsables d'une situation de tension et la proposition de schéma de sortie.

Toutefois, l'émergence de toute action collective revient à une traduction des perceptions et une évaluation des conditions de vie par des gens qui, selon eux, apparaissent menacées ou risquent de se dégrader. Elles nécessitent une révision, un changement, ou une amélioration de leur situation. Ainsi, lors d'une mobilisation collective, les acteurs de l'action passent de l'état de résignation à celui de désignation de coupables et de responsables de la situation conflictuelle et de tension.

Par ailleurs, l'avènement de ces nouvelles actions collectives a poussé les chercheurs du domaine à réintroduire de nouveaux concepts pour expliquer et analyser les actions collectives. A l'exemple de la notion de « libération cognitive » que Mac Adam (1982) désigne par : « les événements ou les modifications de conditions qui soudainement font sens aux yeux des agents (acteurs) sociaux »³⁰². Cette notion est aussi facilitée par l'existence d'organisations sociales, d'acteurs ou encore d'espaces d'interaction de masse tels les réseaux

³⁰⁰McDonough, F., (2001), Community Analysis and Praxis. Dans Comeau, Y. (2010). *L'intervention collective en environnement*. Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec, p. 72.

³⁰¹ Comeau, Y. *Op.cit*, p. 87.

³⁰²Adam, M. Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970. Dans Fillieule, O., Péchu, C. (1993). *Lutter ensemble-théorie de l'action collective*. Paris : L'Harmattan, p. 162.

sociaux numériques qui diffusent la connaissance et qui éveillent en même temps les consciences sur de nouveaux droits mais également sur des injustices sociales.

L'autre concept mobilisé pour la compréhension des nouvelles actions collectives a trait aux « cadres d'interprétation » qui interrogent la place des perceptions personnelles et les représentations sociales produites lors d'une situation problématique.

Parmi les cadres d'interprétation les plus récurrents en relation avec l'action collective figure le sentiment d'injustice lié à l'acte et à la situation de tension. Celui-ci, suscite une charge émotionnelle et un potentiel d'action chez les individus, notamment ceux concernés directement par l'acte marquant l'irruption d'une nouvelle situation inhabituelle. La structuration de la société en réseau et la densité des relations interindividuelles conduisent à la circulation du sens et des cadres d'interprétations. Par conséquent, ils provoquent un effet émotionnel plus important.

Encore, l'état d'injustice ressenti ou perçu par les agents sociaux stimule les individus à agir en fonction de leurs perceptions de la réalité, lesquelles sont soumises à l'influence de la persuasion des autres acteurs. Cette ressource nécessaire peut être considérée comme déterminante à la mobilisation des individus.

C'est ce qui soulève le double questionnement posé par Fillieule et Péchu³⁰³ qui soutiennent que l'action collective est confrontée à deux problèmes : comment modifier les perceptions des gens que l'on cherche à mobiliser ? Et comment les convaincre ensuite de participer effectivement à l'action collective ?

En ce sens, Brandt (1990), affirme que :

« Les mouvements sociaux se développent à la faveur de tel ou tel climat social plus au moins favorable. [...] l'esprit du temps, ou le climat culturel d'une période donnée configure les visions du monde, la pensée et les émotions, les peurs et les espoirs, les croyances, le sentiment de crise ou de sécurité, de pessimisme ou d'optimisme, etc. Ce concept crée une sensibilité particulière aux problèmes [...] Ce faisant, il fournit ou prive les mouvements sociaux d'une réponse publique essentielle »³⁰⁴.

En fait, cet esprit du temps n'est que le reflet de la situation d'un espace social et de l'état psychique des individus à une époque donnée et qui fournit un environnement d'opportunités et de contraintes pour l'action.

³⁰³ Fillieule, O., Péchu, C. *Op.cit*, p. 164.

³⁰⁴ *Idem*, p. 152-153.

5-4) Exigences et conduite de l'action collective

Le développement et la conduite de l'action collective exige plusieurs aspects que Comeau (2010) regroupe dans : le leadership, les éléments de calcul rationnel, l'information, les ressources, la stratégie et la concurrence avec d'autres organisations semblables³⁰⁵. A l'amorce de l'action collective, particulièrement environnementale, la mission des meneurs de l'action prend des formes différentes. Elle apparaît dans l'incarnation du rôle de leader par certaines personnes, groupes ou organisations dans le but de faire impliquer et adhérer d'autres acteurs à leur cause. Alors, la mobilisation et l'enrôlement des individus dans l'action souhaitée relève de l'attribution des leaders et de leur charisme.

Par ailleurs, il y a lieu de noter qu'à la différence du leadership personnel, le leadership confié à un collectif pourrait être plus déterminant. En effet, le collectif pèse plus que l'individuel et la réflexion mûrit plus vite dans les collectifs par la discussion et le débat. De plus, les leaders pris isolément sont plus vulnérables à la récupération politicienne, aux menaces et à la méfiance des personnes envers eux. C'est-à-dire, la fonction de leadership traduit la considération et le regard accordés par les individus aux organisations et aux meneurs de l'action collective. Donc, l'histoire et les valeurs qu'ils véhiculent devaient correspondre à celle de la communauté, leur passé ne doit pas être compromettant dans leur engagement. De même, leur capital social devrait faire le poids par rapport aux autres acteurs.

Dans le même ordre d'idée, il importe de souligner que le calcul rationnel des acteurs est aussi de mise. Lors de l'action collective, les éventuels adhérents font un calcul des coûts et des bénéfices que leur participation exige et/ou génère. Le rapport entre ces deux aspects est déterminant dans l'enrôlement des individus dans l'action.

Dans le cas de l'action environnementale, en plus de la rationalité instrumentale décrite par Olson dans son paradoxe, s'ajoute la rationalité en valeur que Max Weber (1995) identifie. Elle est la plus appropriée à l'action environnementale car elle s'exprime en « l'amour de la nature, l'attachement à son milieu »³⁰⁶ qu'affichent les intervenants de l'action collective environnementale. De surcroît, l'auteur souligne l'existence d'autres rationalités qui interviennent lors des actions collectives telles : la rationalité émotionnelle, observée dans les comportements protecteurs (agir pour ses enfants et les générations futures) et la rationalité par tradition qui est associée à l'entraide entre groupe sociaux (familles, tribus, clans, militants partageant les mêmes valeurs...). Cela conduit à la mise en place des structures, d'organisations et des collectifs qui agissent en réseau, permettant ainsi de réaliser l'unité et

³⁰⁵ Comeau, Y. *Op.cit*, p. 82.

³⁰⁶ *Idem*, p. 87.

la force, mais aussi de susciter des solidarités entre les individus concernés (ou pas) par une problématique (action collective).

Sur cet aspect, la littérature affirme que la structuration des acteurs « facilite la production d'arguments et des discours, elle soutient l'implication des personnes face aux difficultés qu'elles rencontrent dans la mobilisation, favorise le renouvellement des leaders et aide à la constitution de réseaux et de coalitions »³⁰⁷. L'organisation en collectif donne de la visibilité aux meneurs de l'action qui tentent de changer les rapports de force et les décisions, donc il s'agit dans ce cas d'un moyen d'efficacité pour l'action et la mobilisation des ressources.

5-5) La mobilisation des ressources lors de l'action collective

Dans le cadre des actions collectives, la tendance s'est déplacée dès les années 1970, de la question de se demander pourquoi les individus se mobilisent à celle de savoir comment l'action se déclenche, se développe, réussit ou échoue (Neveu, 2015). L'arrivée des nouveaux mouvements sociaux en est pour quelque chose dans cette reconfiguration du questionnement. En effet, le passage d'une situation de mécontentement à une situation d'action suppose une mobilisation des ressources nécessaires au processus d'émergence et de construction de sens et aux besoins de visibilité.

Toute entreprise de l'action collective engage des ressources humaines ; des compétences intellectuelles, mais aussi des ressources matérielles et logistiques au côté de l'expertise scientifique et de l'héritage socioculturel. Tandis que pour les porteurs de la cause, les calculs stratégiques, l'information et la communication font exister l'action. C'est pourquoi les meneurs de l'action ne cessent d'inventer des répertoires d'action parfois spectaculaires à la « Greenpeace » (ONG) ou par l'organisation d'actes de sabotage pour éliminer les éléments de risques comme l'ont fait l'agriculteur et homme politique José Bové et les faucheurs d'OGM en France. L'usage du corps est aussi employé dans cette quête d'expression et de visibilité. Les activistes du mouvement *Femen*³⁰⁸ recourent à ce qu'elles appellent le « sextremisme » par l'exposition de leur intimité corporelle pour défendre les droits des femmes. Chez d'autres, notamment, les lésés de la société et des systèmes politiques, les contestataires optent pour des châtiments corporels tels que la mutilation du corps, recoudre la bouche pour exprimer la violation de la liberté d'expression, etc.

³⁰⁷ *Ibid*, p. 89.

³⁰⁸ Mouvement féministe défendant les droits des femmes, il est créé en 2008 en Ukraine et présent dans 8 pays dans le monde.

Ces manifestations vont jusqu'à l'acte extrême par l'immolation et la grève de faim et de soif illimitées. Ces formes d'actions démonstratives se donnent tous pour but d'attirer l'attention d'autrui, des médias et des pouvoirs publics, mais aussi pour susciter un soutien populaire sur un problème en cause.

Qu'elles soient humaines ou non, les ressources forment des éléments essentiels qui insufflent et alimentent l'agir collectif pour unir les publics. Les cadres d'interprétation, en tant que mobilisation cognitive, permettent également aux individus « de localiser, de percevoir, d'identifier et de labelliser les occurrences dans leur espace de vie et dans le monde au sens large »³⁰⁹. De même pour les émotions qui, selon James Jasper, « contribuent à la définition des situations, des événements et des actions »³¹⁰. Ainsi, la charge d'indignation transforme l'état de passivité des individus en une action de mobilisation.

Ces moyens sont investis par les initiateurs de l'action « de façon rationnelle en vue de faire aboutir des revendications »³¹¹ collectives. L'aspect communicationnel est aussi l'un des facteurs auxquels les acteurs portent beaucoup d'intérêt, puisqu'il permet la fabrication et la diffusion du sens et des cadres construits sur l'objet de contestation collective.

Qu'ils s'agissent de nouveaux canaux ou de traditionnels, les médias assurent également une visibilité de l'action et des revendications des acteurs. Lors de l'intervention collective, les groupes sociaux comptent sur les subventions et les aides des citoyens, des partisans et des sympathisants pour couvrir les besoins de fonctionnement du système organisationnel et d'action. Certaines organisations non lucrative vont encore plus loin, en inventant de nouveaux systèmes de collecte des aides, par les ventes des objets symboliques, par l'organisation des événements lucratifs, et la recherche de bailleurs de fond, etc.

5-6) La stratégie dans l'action collective

Selon Chaliand (1990)³¹², la personne stratège dans l'action collective « se préoccupe des voies et des moyens de contraindre l'adversaire et de lui imposer sa volonté ». En ce sens,

³⁰⁹Snow D.-A., et al. (1986). Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation. Dans Chalamon, I. (2009). Formation de la contestation et action collective. Le cas des maladies rares. *Revue française de gestion*, 193(3), 89-106. Repéré à <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2009-3-page-89.htm>. Consulté le 20/06/2015.

³¹⁰Récappé, B. (2007). Raisons et émotions dans une mobilisation improbable : l'exemple du mouvement étudiant hongrois d'octobre 1956. Dans S. Cardiou, S. Dechezelles et A. Roger (dir.), *Passer à l'action – Les mobilisations émergentes*. Paris, France : L'Harmattan, p. 105-123.

³¹¹Neveu, E. (2015). *Sociologie des mouvements sociaux* (6^e éd.). *Op.cit*, p. 49.

³¹²Chaliand, G. (1990). Anthologie mondiale de la stratégie. Dans Comeau, Y. (2010). *L'intervention collective en environnement*. *Op.cit*, p. 95.

dans l'action collective, on distingue trois grandes stratégies que Netting et al (2008)³¹³ ont mises en évidence. *Primo*, la collaboration qui est basée sur l'entraide et la coopération même si, faut-il souligner, des différences existent entre les acteurs. *Secundo*, la persuasion par le recours à l'information, à la diffusion des idées, du sens et la sensibilisation des personnes réticentes ou qui ignorent l'objet de l'action. *Tertio*, la stratégie consiste en la contestation ; une façon d'affirmer à l'adversaire son opposition, quand cette partie refuse de satisfaire les revendications de la partie plaignante. Ces trois stratégies peuvent être mises en marche au même moment, mais généralement, chacune d'entre elle marque une phase dans le processus de l'action collective.

En revanche, malgré ces stratégies, l'action collective est confrontée aux incertitudes, à l'imprévu et aux stratégies des adversaires. De plus, le manque d'informations modifie les visions des acteurs sociaux en entravant leur action. Dès lors, les porteurs des causes sont appelés à affranchir ces épreuves par l'anticipation, une veille et un suivi permanents de développement de la situation problématique.

A la différence de la stratégie qui se déploie sur le long terme et en accord avec le collectif et les objectifs à atteindre, « les tactiques par contre sont des moyens engagés pour réaliser le plan d'action tracé dans la stratégie »³¹⁴.

Par exemple, les images de la dégradation de la nature ou les rapports d'études sur les pollutions de l'environnement sont des tactiques pratiques très payantes dans les luttes environnementales. C'est ce que les militants anti-gaz de schiste d'In Salah ont fait en 2015, quand ils ont diffusé les images montrant le site de l'exploitation du gaz de schiste d'Ahnet dans une situation d'insalubrité qui affirme la position des sceptiques au projet. Donc, la tactique peut être définie comme une action dans l'action (collective) qui cherche à créer des situations en faveur des meneurs des causes pour contraindre les adversaires à se retrancher. Alors, l'innovation tactique du répertoire d'action et le recadrage des arguments des concurrents doivent figurer en permanence dans les plans des porteurs de l'action.

Dans le même sillage, la retraduction des arguments des adversaires par le groupe qui mène l'action prend, selon Benford et Hunt (2001), diverses formes. Ils les résument par : « la contre-argumentation efficace, l'ignorance de certains arguments et d'adversaire faibles qui

³¹³Netting, F.E., Kettner P.M., et McMurtry S.L. (2008). *Social Work Macro Practice*. USA : Pearson, p. 348-350.

³¹⁴Comeau, Y. *Op.cit*, p. 98.

ne méritent pas assez d'attention pour ne pas s'éloigner des véritables enjeux de la problématique qui fait l'objet de l'intervention »³¹⁵.

5-7) Les acteurs de/dans l'action

L'acteur social (agent) est indispensable dans tous processus de fabrication d'une réalité sociale. Selon une définition fonctionnaliste, être acteur comme disait Giddens dans sa théorie sociale et la sociologie moderne (STMS), consiste à accomplir des choses³¹⁶, c'est à dire exercer un pouvoir d'influence sur la nature et la société. En plus du pouvoir qu'il exerce, l'acteur se définit au regard de la notion de réflexivité, dans sa quête d'accomplissement des rôles. Sa capacité d'observation, de compréhension de son environnement et des conditions sociales et politiques ainsi que les objectifs qu'il se fixe constituent des conditions nécessaires pour l'agir.

Cette réflexivité est désignée par Giddens en termes de « compétences et capacité ». Elle se manifeste par « la conscience discursive » mais aussi par « la conscience pratique »³¹⁷ qui englobe tout ce que les acteurs font, sans pouvoir en parler. Ceci dit « toute analyse de l'activité sociale qui ignorait la conscience pratique est fondamentalement déficiente »³¹⁸.

Cependant, la réflexivité des acteurs reste limitée devant d'autres facteurs et logiques contextuelles imposés par la nature ou d'autres acteurs plus puissants.

Parfois, l'action échappe aux acteurs et déborde dans des domaines non souhaités et dans des registres inattendus. Par exemple, lors de l'opposition citoyenne contre le projet du gaz de schiste à In Salah, il y a eu la fermeture des écoles et des lycées locaux. Donc, une perturbation des programmes scolaires pour les élèves, notamment pour les candidats au baccalauréat. Autrement dit, d'une façon non intentionnelle, le risque d'échec augmente. Alors, les meneurs de l'opposition étaient obligés de réagir et de redéfinir l'action et les comportements futurs. Surtout que, certains médias audiovisuels connus pour leur proximité avec le gouvernement ont fait de ce point un objet critique pour s'attaquer aux militants anti-schistes et tenter de les monter les uns contre les autres.

C'est ce qui a incité encore les acteurs locaux à réagir vite, face à cette situation non intentionnelle qui échappe au contrôle réflexif initial, en appelant les élèves à reprendre les bancs de l'école. La réflexivité des acteurs est limitée également par ce que la théorie

³¹⁵*Ibid*, p. 102.

³¹⁶Nizet, J., (2007). *La sociologie d'Anthony Giddens*. Paris, France : La Découverte, p. 20.

³¹⁷*Idem*.

³¹⁸*Idem*, p. 21.

psychanalytique appelle « les motifs inconscients »³¹⁹ qui régissent et canalisent en partie les comportements quotidiens des individus.

Ces motifs consistent à limiter l'angoisse des acteurs pour se donner une sécurité suffisante, assurée par le caractère répétitif, prévisible et routinier des pratiques sociales³²⁰, telle que la croyance religieuse qui donne une certaine sérénité aux personnes. C'est ce que nous avons observé chez les acteurs locaux d'In Salah qui ont mis en évidence l'aspect religieux lors de leur action de terrain. L'imprévisible et la nouveauté qui s'introduisent dans la vie et les habitudes individuelles, quand ils ne sont pas souhaités, provoquent un déséquilibre et un sentiment d'insécurité. Ce dernier peut faire surgir de l'inquiétude et des peurs de changement dans les habitudes, le mode et les conditions de vie.

Suivant les caractéristiques des acteurs, Giddens distingue trois catégories qu'il décrit dans: « la conscience discursive, la conscience pratique et l'inconscient »³²¹ qui parfois s'entremêlent et forment une suite qui finit par l'action de l'acteur. Les actions s'inscrivent dans le temps et dans l'espace, c'est-à-dire un acte ne peut être considéré que dans son universalité qui le relie à d'autres faits qui se déroulent dans un espace qui le distingue par sa centralité ou sa périphérie spatiale, mais aussi dans un contexte spécifique caractérisé par un comportement qui assure la continuité de l'action.

Dans ce sens, l'accueil réservé par la population d'In Salah aux forces de l'ordre et son partage de la nourriture avec elles à la place *Soumoud* est une forme de « tact » qui désigne, pour paraphraser Goffman³²², un ensemble de comportements qui rapprochent les personnes les unes des autres et qui orientent les individus vers autrui de sorte que l'interaction se déroule sans tension et de manière fluide.

La séparation entre hommes et femmes à la place *Soumoud* et lors des marches est une autre forme de « tact » symbolisant une société conservatrice dont la tradition religieuse domine la morale sociale, donc impose un type de comportement en respect de ces valeurs. Ces agissements interactionnels montrent à la fois le côté rationnel et émotionnel des acteurs et révèlent des comportements stratégiques en coulisse et en public qui tendent à chercher l'efficacité de l'action.

De tout ce qui précède, l'acteur peut être défini en tant qu' : agent exerçant un pouvoir qui s'appuie sur un travail réflexif, limité par des motifs inconscients et des conséquences non intentionnelles qu'engendre les actions. Il s'insère dans une époque temporelle, spatiale et un

³¹⁹ *Ibid.*

³²⁰ *Ibid.*

³²¹ Nizet, J. *Op.cit.*, p. 22.

³²² *Idem.*

moment d'interaction. L'association des acteurs au pouvoir sous entend la notion d'influence réciproque qu'exercent les uns sur les autres. Ce qui interpelle également l'influence mutuelle des acteurs sur le système et ce dernier sur le comportement des acteurs.

5-8) Le devenir de l'action collective

L'action collective en général connaît dans son cycle de vie trois principales phases ; après l'étape de l'émergence (naissance), celle-ci passe à la phase de développement qui confiera à l'action son apogée avant de finir par un déclin.

L'action collective qui n'est en réalité qu'une forme d'énergie formée par l'agitation des acteurs sociaux, est condamnée à disparaître. Ainsi, est le sort de toute énergie consumable.

Si l'action connaît une fin parfois prévisible, elle est en revanche difficile à l'imaginer dans certains cas, comme par exemple la fumée d'un feu qui disparaît laissant derrière elle des braises ardentes lesquelles, au moindre vent soufflant, risquent de le rallumer à nouveau.

Ce phénomène, Bajoit (2003) l'explique par le fait que « les échecs tendent à les démobiliser [les acteurs] en décourageant les bases ; les succès, quand ils sont partiels, les incitent à étendre les enjeux et à poursuivre traction ; par contre, le succès total tend, lui aussi, à démobiliser »³²³.

Cela veut dire que le devenir de l'action collective dépend en partie du degré des objectifs atteints, de l'engagement et des convictions des acteurs, mais aussi des adversaires et de leurs pratiques envers la mobilisation citoyenne.

C'est de ces facteurs que dépend également la durée de vie des luttes collectives qui vont de quelques jours ou quelques semaines uniquement pour certaines actions, à plusieurs mois, voire plusieurs années pour d'autres. Cette variante temporelle imprévisible constitue une contrainte qui épuise l'énergie, le moral et la détermination des acteurs surtout chez les moins convaincus et les impatientes.

Dans le cas de la lutte anti-gaz de schiste à In Salah, personne n'aurait cru, y compris les opposants eux même, que la mobilisation citoyenne va durer et résister quotidiennement tout ce temps là (plus de trois mois de forte résistance). C'est ce qui a conduit beaucoup d'observateurs à se poser la question de la longévité de la mobilisation. Durant laquelle, la lutte a connu plusieurs trajectoires : des moments d'accalmie, de tension, de confrontations discursives, de négociation et même de répression physique.

³²³Bajoit, G. (2003). Le changement social. Approche sociologique des sociétés contemporaines. Dans Comeau, Y. (2010). *Op.cit*, p. 106.

Durant la vie de l'action collective, les meneurs peuvent proposer au reste des adhérents un dénouement favorable par des pratiques qui relèvent « de lobbying, de négociation et par l'arbitrage »³²⁴.

Concernant, la première technique, elle est associée à un travail de communication et d'influence relatif à une prise de décision, qu'un groupe d'individus ou une organisation tente d'exercer dans ses plans stratégiques pour arriver à ses fins. Elle vise plus les politiciens, les ministres, les bureaucrates détenteurs de décision, les parlementaires et les acteurs médiatiques. Dans le domaine environnemental, ce genre de pratiques se rencontre chez les organisations internationales et les réseaux altermondialistes les plus organisés.

S'agissant de la technique de négociation, celle-ci suit toujours les rapports de force. Elle tend souvent en faveur de la position dominante au moment des pourparlers, car les intérêts des uns et des autres ne convergent pas toujours. C'est le cas lors des conflits environnementaux, dont les intérêts des parties qui s'en engagent sont en opposition totale.

Quant à l'arbitrage, il consiste dans le recours à des tierces personnes, parties ou autorités afin de résoudre un problème conflictuel, ou encore en faisant appel à un procédé légal, tel que le référendum, la tenue d'audiences publiques comme se fait au Canada par le BAPE, ou bien par le lancement d'enquête publique et d'études d'impact.

Ces procédés demeureront efficaces tant les parties en charge du dossier gardent la neutralité et adoptent l'impartialité la plus totale.

III.6) Les nouvelles actions collectives

Les années qui ont suivi le mouvement de mai 68 en France, puis en Europe et aux Etats-Unis, ont vu la naissance de nouvelles formes de mobilisations qui intègrent d'autres valeurs relatives au genre (émancipation des femmes) et à la protection de l'environnement et la préservation de la paix dans le monde (mouvement contre les guerres).

Ces nouvelles mobilisations collectives se démarquent des organisations traditionnelles en termes de représentativité, puisqu'elles sont caractérisées par l'horizontalité. Alors que, les chercheurs américains se focalisaient sur les formes organisationnelles, le répertoire d'action et violence de masse, les chercheurs européens notamment allemands, sous l'influence d'une analyse marxiste critique, étaient les premiers à se poser la question du processus par lequel les acteurs collectifs créent les solidarités et les identités collectives à l'aune des disparités sociales. Ils se sont inscrits dans le courant des nouveaux mouvements sociaux ou le paradigme identitaire.

³²⁴ Comeau, Y. (2010). *Op.cit*, p. 112.

Certains auteurs tels que Inglehart (1977) qui se sont intéressés à ce nouveau paradigme d'action collective l'ont expliqué à partir de la théorie des besoins de Maslow. Une théorie selon laquelle l'individu se tourne vers des besoins non matériels de nature morale, intellectuelle et esthétique, une fois que ses besoins basiques, physiologiques et matériels sont satisfaits³²⁵.

En fait, le développement économique et technologique conduit à une satisfaction des besoins de subsistance d'une plus grande marge de la population. Ces changements associés à la hausse du niveau d'instruction, à la stabilité politique (absence de conflits armés), auxquelles il faudrait leur rajouter le développement des moyens de communication et de diffusion d'information, ainsi que la mobilité des personnes, ont tous conduit à l'accentuation des besoins d'appartenance, d'estime et de réalisation de soi et l'accroissement des compétences. En conséquence, un basculement s'est produit en termes d'enjeux sociopolitiques, provenant du style de vie et des nouvelles valeurs, de la croissance des solidarités collectives (locales), de déclin des mobilisations politiques menées par des élites et de l'émergence de groupes de contestation sur des enjeux spécifiques.

6-1) Les luttes environnementales

Selon Racine (1997)³²⁶, la personne qui intervient dans une lutte ne produit pas toute seule l'intervention, ni même les savoirs d'expérience qu'elle intègre. Les acteurs réunis dans un groupe influencent eux aussi l'intervention. C'est-à-dire, ils participent à des degrés différents à la « coproduction » de l'action qui se situe en aval de sa préparation (sa nature, ses objectifs et ses stratégies).

Dans les luttes environnementales, l'action collective constitue une forme d'expression des citoyens qui estiment que la qualité de leur milieu de vie (proche ou loin) a subi ou va connaître une dégradation causée souvent par l'humain. Il s'agit souvent d'actions non violentes, fondées sur des valeurs d'équité, de justice sociale et environnementale et de solidarité. Elles visent à préserver et/ou à promouvoir un environnement sain, en faisant pression sur les détenteurs du pouvoir décisionnel.

Les luttes environnementales comprennent les actions revendicatives, les pressions institutionnelles et les mouvements collectifs. Les premières, selon Farro³²⁷ visent des améliorations des conditions et du cadre de vie des acteurs. Les secondes interviennent dans le

³²⁵Fillieule, O., Péchu, C. *Op.cit.*, p. 124.

³²⁶Racine, G. (1997). « La production de savoirs d'expérience : un processus ancré dans la participation à une pratique commune ». Dans Comeau, Y. *Op.cit.* p. 7.

³²⁷Farro, A.-L. (2000). *Les mouvements sociaux*. Montréal, Canada : Presses de l'Université de Montréal. p. 171-172.

système politique pour rechercher la représentation des intérêts et des élaborations culturelles des acteurs. Quant aux troisièmes, elles sont d'ordre plus systémique et portent sur des orientations de la vie sociale, comme par exemple les normes touchant la gestion des forêts ou la qualité de l'air.

6-2) Les objets des luttes environnementales

D'une manière générale, toute lutte environnementale se réfère à une situation jugée par les individus comme menaçante et porteuse de risques à leurs conditions d'existence habituelles et à des écosystèmes sauvages. L'intervention collective se développe lorsque « les citoyens estiment que la qualité de leur milieu de vie risque de connaître une dégradation³²⁸. Telles que les menaces de pollution des espaces vitaux par divers produits dangereux, la déforestation et la destruction des espaces verts.

Contrairement aux autres actions collectives dans le domaine politique et socio-économique, celles relatives à l'environnement sont moins rassembleuses, en raison justement du caractère spécifique de l'objet en cause. La sensibilité des individus par exemple à l'implantation d'une usine polluante est plus importante que leur engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique. C'est-à-dire, la proximité et l'immédiateté du danger mobilisent plus l'opinion publique.

En d'autres termes, plus le risque s'éloigne dans l'espace et dans le temps moins il est visible, par conséquent l'individu s'en soucie moins. De plus, l'enrôlement des personnes dans la lutte environnementale est exponentiellement lié à la nature du risque et son potentiel de nuisance.

A titre d'exemple, l'implantation d'une école à la place d'un espace vert n'est pas vue de la même manière que l'installation d'une unité industrielle polluante à proximité d'une agglomération. De même, la réinjection des eaux de saumures de l'industrie gazières dans des puits oubliés qui risquent de contaminer les eaux phréatiques au sud algérien ne suscite pas les mêmes peurs chez les populations du nord de pays autant que celles de la population d'In Salah.

De surcroît, l'effet d'irruption de nouvel objet dans les habitudes de vie et l'environnement des individus génère souvent la méfiance, donc une propension au refus. Ceci est observé dans la familiarisation des individus au danger qui diminue leur perception du risque.

En dépit des menaces potentielles, l'Homme a appris, depuis la nuit des temps, à s'adapter aux dangers de la nature (volcans, séismes, ouragans, sélection naturel, etc.). Depuis, l'être

³²⁸Comeau, Y. *Op.cit*, p. 9.

humain semble accepter tout ce qui se produit naturellement, par contre, il se méfie de tout objet fabriqué parce que l'expérience a montré les limites et l'incapacité de l'Homme à contrôler son fabriqué.

Cela explique notre préférence du « bio » sur l'OGM, même si l'on ne peut infirmer les modifications génétiques qui se produisent naturellement. En ce sens Comeau³²⁹, pense que la mobilisation citoyenne est plus laborieuse lorsque les risques s'avèrent plus diffus (plus atténués). A l'opposé, les projets qui recèlent des enjeux et des impacts potentiellement locaux à l'exemple des projets du gaz de schiste à travers le monde, l'adhésion des populations à l'opposition citoyenne est plus au moins facile contrairement au premier cas, où se sont surtout les associations spécifiquement écologistes et les experts qui se mobilisent. L'autre particularité de l'objet en cause de l'action collective réside dans l'émotion que suscitent certains projets dans un environnement social donné. Les expériences et les traumas du passé servent souvent de leçons et de référents dans l'évaluation des risques et le déclenchement des peurs chez les individus. L'incident nucléaire de Tchernobyl (1986) a marqué les esprits de la population mondiale qui n'a cessé de contester, depuis, les installations (centrales) nucléaires. Ces expériences antérieures permettent aux porteurs d'action d'en fabriquer les arguments d'enrôlement.

En Algérie, avant l'opposition citoyenne contre le projet du gaz de schiste, les luttes environnementales se résument dans ce qu'on appelle le phénomène NIMBY (Not in my back yard)³³⁰, qui se traduit par des oppositions à des projets d'intérêt général locaux, tels les CET, l'opposition à l'installation des raffineries, la chasse des espèces rares, la dégradation du paysage naturel, etc., qui constituent les cas les plus récurrents au sein de la société algérienne.

6-3) La localisation des luttes environnementales

Selon l'espace concerné par la lutte, les causes collectives se différencient par leurs dimensions spatiales, selon qu'elles couvrent un territoire local, national ou international. Dans le cas des luttes environnementales, l'action collective des organisations se situe principalement sur les plans local et régional. Néanmoins, que ce soit à l'échelle locale ou régionale, « les usagers ordinaires attachés aux pratiques de récréation ou les personnes soucieuses de la protection de l'environnement sont beaucoup moins organisés [...] et ils ont

³²⁹*Ibid*, p. 10.

³³⁰ « Pas dans mon arrière cour ».

souvent des ressources humaines plus fragiles »³³¹. Puisqu'ils sont à la périphérie des centres d'intérêt des gouvernants et de la prise de décision.

Concernant les luttes environnementales nationales, celles-ci mettent en scène une coalition vaste et parfois appuyée par des alliés de renom d'un côté, et de l'autre côté, un adversaire puissant (un gouvernement, par exemple) auquel sont associées d'autres entités (une instance publique, une entreprise d'État ou privée, etc.) (Comeau, 2010). Dans tous les cas, la formation de groupe d'individus est essentiel pour fonctionner le collectif et penser l'action qui s'inscrit dans le temps, car les exigences en termes de stratégies et des ressources augmentent et l'action a besoin d'être alimentée et entretenue en quasi permanence.

En ce sens, les associations constituent un vivier des porteurs des causes, possédant plus ou moins de compétences et d'expérience, dont l'action collective a besoin.

Dans le cas par exemple de la lutte contre le projet de l'exploitation du gaz de schiste à In Salah, l'association *Shams* était impliquée dans l'émergence de cette problématique particulièrement par l'engagement de ses membres dans l'action locale en comblant les besoins d'entretien, d'efforts et d'organisation qui se faisaient sentir au fil du temps.

D'une manière générale, la mobilisation et l'enrôlement de l'opinion publique dans certaines causes exigent un travail de sensibilisation et de vulgarisation, autrement dit, elles impliquent l'engagement des acteurs dans un processus d'interaction sociale nécessaire à la planification de l'action collective. Cette réflexion collective commence selon Lavoie et Panet-Raymond³³², depuis l'identification d'une situation jugée problématique par l'analyse et finit par un choix d'un projet d'action. Ces phases renvoient aussi au processus de l'intervention de Lachapelle (2003) en forme circulaire ; voir-juger-agir-réviser³³³.

Cette planification de ces étapes est faite collectivement au cours d'échanges et d'activités discursives qui rentrent dans le cadre du processus de la coproduction et de la co-construction de l'action collective.

³³¹ Candau, J., et Deuffic, P. (2009, novembre). Une concertation restreinte pour définir l'intérêt général des espaces forestiers. Regard sur un paradoxe. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors série 6. Repéré à <http://journals.openedition.org/vertigo/8906> ; doi : [10.4000/vertigo.8906](https://doi.org/10.4000/vertigo.8906). Consulté le 29/07/2018.

³³² Lavoie, L., Panet-Raymond, J., (2011). *Pratique de l'action communautaire*. Québec, Canada, Presses de l'Université du Québec, p. 94-130.

³³³ Lachapelle Y., et al. (2017). L'intervention technoclinique dans le secteur des services sociaux : considérations théoriques et applications cliniques. Dans D. Lussier-Desrochers (dir.), *L'intervention technoclinique dans le secteur des services sociaux*. Québec, Canada : Presse universitaire de Québec. Repéré à <http://www.bibliovox.com/reader/docid/88841458/page/2?searchterm=Lachapelle>, Consulté le 20/09/2018.

Par ailleurs, le point de départ de toute action collective selon la conception exprimée par Bloch dans sa notion « d'utopie concrète »³³⁴ s'articule autour de la théorie dite de la privation relative. Celle-ci exprime une situation de manque, d'insatisfaction, de désaccord, de conflit, etc. Ce sentiment éprouvé forme le terreau d'où émerge un potentiel d'action qui stimule à son tour les individus à agir collectivement dans l'espoir d'atteindre un niveau de satisfaction. Dès lors, apparaît une conscience utopique et anticipante qui produit des images et fait naître des désirs comme un possible en faveur duquel il s'agit d'œuvrer³³⁵.

6-4) Facteurs favorisant l'action collective environnementale

Il est toujours difficile de réunir et d'identifier toutes les conditions qui puissent déclencher une action collective ou de la situer dans le temps et dans l'espace. Néanmoins, certains indicateurs cités par Comeau (2010) tels que : la frustration sur le plan environnemental, la construction sociale d'un cadre d'interprétation, la constitution de l'identité collective et l'atténuation des interférences à la solidarité³³⁶ sont entre autres quelques facteurs importants et favorables à l'action collective.

Toute situation de manque crée une sorte de tension qui se transforme de la forme psychique en une réaction physique. Cette transformation nous la retrouvons dans la théorie de l'action collective conceptualisée par la notion de privation relative. Elle renvoie à la situation des individus par rapport à un autre groupe ou à une situation antérieure ou future qui est ou qui serait en décalage des attentes et des aspirations personnelles. La privation des individus de ce droit d'atteindre ou de réaliser leurs attentes et aspirations engendre, selon les théoriciens de cette approche (Gurr., 1969, Geschwender., 1968), un sentiment de frustration³³⁷ ou une situation de privation.

Il faudrait, cependant, préciser que cette forme de privation à elle seule ne peut être forcément à l'origine de l'action. Puisque, des cas concrets de frustration dans la vie des individus sont transformés en situation de désespoir et de mutisme. Alors, le sentiment de frustration malgré

³³⁴Une action collective cherche à réaliser un projet ou une « utopie concrète », écrit le philosophe Ernst Bloch (1982). Pour lui, l'utopie concrète naît de « la tension de ce qui est échu et entravé, dans sa latence, qui est le corrélat [autrement dit, en relation avec] des possibilités-objectives réelles non encore réalisées dans le monde » Dans Bloch, E. (1982). *Le principe d'espérance*. Cité par Comeau, Y. *Op.cit*, p. 50.

³³⁵Broca, S. (2012). Comment réhabiliter l'utopie ? Une lecture critique d'Ernst Bloch ». *Philonsorbonne* [En ligne], 6. doi : [10.4000/philonsorbonne.374](https://doi.org/10.4000/philonsorbonne.374). Consulté le 29 novembre 2018.

³³⁶Comeau, Y. *Op.cit*, p. 50.

³³⁷La frustration relative est définie par Gurr (1967) comme le décalage perçu par les acteurs entre les aspirations et ce qu'ils sont en mesure d'obtenir, elle constitue une pré-condition dans le déclenchement d'une action collective. Les attentes représentent les biens et les conditions de vie dont les gens s'estiment en droit de bénéficier. Dans Fillieule, O., Péchu, C. (1993). *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. *Op.cit*, p. 58.

qu'il demeure indispensable dans le processus qui précède toute action collective, il est insuffisant à lui seul, car d'autres facteurs sont aussi essentiels dans ce processus. Nous pouvons citer particulièrement la construction sociale d'un cadre d'interprétation ou des schèmes explicatifs, qui traduisent les perceptions des acteurs sociaux des réalités de leur environnement.

Les atouts de ces cadres résident dans l'incitation des individus à agir ensemble d'autant plus que le diagnostic élaboré sur l'objet problématique est partagé par le collectif. C'est ce qui conduit à la constitution et le maintien de l'identité collective primordiale également dans l'émergence de l'action collective en référence à un « nous » identitaire regroupant des groupes d'individus partageants « des traits, des préoccupations collectives et des intérêts communs et mutuels »³³⁸.

Lors des luttes locales, l'identité territoriale ou communautaire réveille un sentiment d'appartenance géographique et social, qui pousse les acteurs à défendre leur espace de vie dans le cas d'un danger imminent. Cette identité collective se heurte à la diversité des tendances idéologiques et des groupes d'intérêts, dès que l'espace, les acteurs et les enjeux grandissent. A l'opposé, plus les valeurs et les référents des individus se rapprochent plus l'identité collective devient forte et soudée.

Dans le cas de la lutte anti-GDS à In Salah le « nous » collectifs est symbolisé par l'identité du mouvement résumé dans le terme « *Es Samidouns* ». Un terme qui évoque une résistance collective qui nourrit l'identité créée. En plus de celle-ci, les interférences à la solidarité constituent aussi un facteur contraignant dans l'action collective. Nous pouvons citer par exemple les écarts de représentations entre les acteurs de l'action, la méfiance entre les membres et envers certains leaders, les peurs et les réticences de s'engager dans l'action, ainsi que la stratégie de confinement des autorités, notamment par la constitution d'un front opposant au « nous ». Alors, les porteurs des luttes focalisent leurs efforts sur ce point afin de réduire le plus possible ces interférences qui entravent l'action collective.

A ces facteurs cités précédemment, on peut rajouter aussi, le degré d'alimentation et d'entretien de l'opinion publique contestataire. En d'autres termes, l'aide et le soutien social qu'elle reçoit en guise de solidarité et de sympathie, influent et propulsent la mobilisation. Les moyens techniques, particulièrement de communication, constituent également des éléments de facilité et une alternance aux embûches de terrain, qu'ils s'agissent de politiques ou des conditions environnementales hostiles à l'intervention collective.

³³⁸Comeau, Y., *Op.cit*, p. 64.

Tout compte fait, nous jugeons nécessaire de reprendre la vision de Comeau³³⁹ qui propose deux réflexions sur la complexité de l'action collective. D'abord, il la caractérise par une diversité de facette en raison des objectifs qu'elle se donne, de l'espace-temps où et quand elle se déroule, des personnes qui la portent, des opportunités et des contraintes qui se présentent à elle, de l'organisation qui la soutient, des activités de ses adversaires et des conséquences qu'elles entraînent qui, à leur tour, viennent modifier le contexte.

L'autre réflexion que soulève Comeau est relative à la spécificité de l'intervention collective dans le domaine de l'environnement, en raison de la présence combinée de trois aspects qui sont : les phénomènes naturels comportant des réalités et des connaissances qui relèvent des domaines techniques et des sciences dures. Dans ce cas de figure, l'acteur est mis en situation d'interdisciplinarité et il est appelé à saisir ces réalités.

Le deuxième aspect relatif à l'action collective dans le domaine environnemental est caractérisé par la dimension territoriale qui occupe une place prépondérante dans la vision des intervenants. Au-delà de l'aspect géographique, chaque territoire présente des spécificités socio-historiques, des opportunités et des contraintes qui influencent la dynamique de l'action sociale territoriale.

Enfin, l'action collective environnementale se démarque des mouvements sociaux classiques pour s'inscrire dans le registre des nouveaux mouvements sociaux, car elle véhicule de nouvelles valeurs qui sortent du paradigme classique. Elle intègre désormais le risque, le beau, l'esthétique et le sens d'altruisme (pensée aux générations futures) à l'endroit du matérialisme, du social et de l'économique. Ceci nous fait penser que dans le domaine environnemental, l'historicité façonne l'intervention collective environnementale qui la distingue des autres mouvements sociaux par l'ensemble des valeurs, ressources sociales et orientations culturelles mises en avant dans l'action telle définie par Touraine³⁴⁰.

Quant aux autres principes, ils sont les mêmes que ceux qu'on retrouve dans tous les mouvements classiques qui construisent des référents qui leur sont propres et à travers lesquels ils s'identifient. Par son principe d'opposition, le mouvement social s'inscrit dans une démarche revendicative où les acteurs de l'action se positionnent par rapport à un (des) adversaire (s) et à un idéal. En son principe de base, le mouvement social agit souvent pour la collectivité et l'universel (généralisation) des droits et valeurs. Ces dernières sont partagées, reconnues et recherchées par tous les acteurs (ou la majorité) composants le mouvement.

³³⁹*Ibid*, pp. 122-123.

³⁴⁰Touraine, A. (1978). *La voix et le regard*. Paris, France : éd. Seuil. Repéré à http://classiques.ugac.ca/contes_m_porains/touraine_alain/voix_et_regard/la_voix_et_le_regard.pdf.

Chapitre IV
**L'opinion publique « anti-schiste » comme problématique
d'étude**

Dans ce chapitre nous allons d'abord exposer notre cas de l'étude à savoir la problématique environnementale du gaz de schiste en Algérie. Pour précision, dans ce cas de figure, l'objet environnemental n'est pas étudié ici en soi, mais il est étudié en tant qu'objet central animant les interactions des acteurs sociaux, autour desquelles se sont construites la controverse du gaz de schiste.

Dans les prochaines pages, nous reviendrons d'abord sur les motivations expliquant notre choix de l'étude et la littérature sur cet objet nouvel dans les diverses recherches disciplinaires. Puis, il s'agira pour nous de délimiter le champ théorique qui inspire notre démarche scientifique et de problématiser ainsi notre question de recherche qui sera articulée autour du risque de l'exploitation du gaz de schiste en tant que fabrication des acteurs sociaux. Cette première partie sera consolidée, au regard de cadre conceptuel propre à notre cas que nous aborderons dans un second temps, par la mise en valeur de la spécificité de la région d'In Salah qui représente l'espace géographique de l'étude. Il sera question aussi d'exposer nos échantillons de recherche et les outils de collecte de données mobilisés. Ensuite, nous reviendrons à l'enquête de terrain effectuée et la démarche méthodologique suivie, avant de finir par les difficultés rencontrées au cours du travail empirique.

IV.1) Pourquoi le choix d'une problématique environnementale ?

Tout problème environnemental interpelle et concerne assurément les sciences sociales puisque, par définition, l'environnement est le produit d'une relation entre l'humain et la nature. Il fait intervenir une gamme de concepts propres au champ sociologique ou du moins aux sciences sociales d'une manière plus générale, telles que la perception, les représentations, la socialisation, la connaissance, l'habitus et l'attachement, etc.³⁴¹

L'intérêt de cette problématique environnementale réside dans son nouvel aspect qui se démarque des problématiques sociales habituelles dont les dimensions portent principalement sur le social, l'économie et le politique. La particularité de cette thématique ou objet de recherche demeure ses enjeux primordiaux. D'une part, aux risques liés à la pollution des eaux souterraines et d'autre part, aux enjeux énergétiques organisés autour de la question des énergies propres et renouvelables que recèle la région concernée par le projet du gaz de schiste.

³⁴¹Nedelcu M., et Hainard, F. (2006). *Pour une écologie citoyenne : risques environnementaux, médiations et politique publiques*. Paris : L'Harmattan, p. 19.

Qu'ils soient liés aux intérêts économiques, scientifiques, touristiques ou bien aux sentiments de menace et de risque, les enjeux de l'espace environnemental déterminent les attitudes et les comportements des êtres humains et les représentations qu'ils en font.

Quant à nous, l'intérêt que nous portons à ce sujet ne date pas d'aujourd'hui. Il y a quatre ans déjà, exactement le 8 juin 2014, dans le cadre du cursus de Master en journalisme scientifique, nous avons réalisé un dossier journalistique sur le gaz de schiste qui a fait l'objet d'une publication dans le quotidien d'Oran³⁴².

Le choix de notre étude est motivé par : d'abord, l'affinité qui existe entre nos formations académiques qui gravitent autour des sciences biologiques et des sciences de l'information et de la communication. Ensuite, les acquis de ces domaines vont nous permettre d'appréhender le problème de l'exploitation du gaz de schiste sur le double plan ; environnemental et social. De plus, la question du gaz de schiste, de par sa dimension internationale, et la controverse qu'elle a provoquée un peu partout dans le monde de l'Amérique (USA, Canada, Argentine...) à l'Europe (France, Pologne, Angleterre...), ne laisse personne indifférent.

Ce choix est justifié, aussi, par le fait que l'Algérie n'ait jamais connu par le passé une telle mobilisation autour d'un problème environnemental. La région du Sud, tout particulièrement In Salah, jadis connue pour sa stabilité sociale et politique, constitue aussi pour nous un élément de motivation. Ce dernier a attisé notre curiosité d'apprenti chercheur pour comprendre comment est née cette mobilisation citoyenne qui marquera, peut-être, le début d'une nouvelle ère de lutte sociale en Algérie, celle de militantisme écologique, jusque-là inexistant, du moins de cette ampleur.

L'importance de l'espace géographique de la cause est double ; d'abord, parce qu'en plus de ses richesses en hydrocarbures, la région est particulièrement connue pour son abondance en eau albienne qui pourrait servir le potentiel agricole saharien mal exploiter. La situation géospatiale de la région est également d'une importance capitale car elle est située presque à équidistance de tout les points frontaliers de l'Algérie. Cette région est considérée, aussi, pour son potentiel en énergie renouvelable car elle est l'une des régions du monde les plus exposées au soleil avec 3600 à 4000h/an³⁴³. Selon Pomeroulie, In Salah est considérée comme l'un des points extrêmes du triangle de feu³⁴⁴. Ses reliefs formant un couloir aux vents quasi-permanents. Cette région recèle des ressources importantes et renouvelables pour la

³⁴²Chami, T., Kebbab, S. (2014, 8 juin). Gaz de schiste ou de schisme. Repéré à [http://www.lequotidien-
oran.com/?archive_date=2014-06-08](http://www.lequotidien-oran.com/?archive_date=2014-06-08).

³⁴³ Repéré à <https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Sunshine.png?uselang=fr>.

³⁴⁴Pomeroulie, H. (2001). *Voyage dans l'Afrique profonde*. Paris : Le plein de sens, p. 44.

production d'énergie propre (éolienne, solaire et thermique), pouvant constituer une alternative aux énergies fossiles.

IV.2) Le gaz de schiste : un objet nouveau pour la littérature

L'industrie du gaz de schiste ou plus largement des hydrocarbures non conventionnels et ce qu'elle a entraîné comme polémique et oppositions sont des objets nouveaux pour les chercheurs en sciences politiques, en sociologie et en sciences de l'information et de la communication. Avant l'année 2005, la littérature mondiale sur le sujet est inexistante³⁴⁵. C'est seulement, vers la fin de la décennie 2000 que les premiers écrits sur la question apparaissent, suite à l'extension de l'industrie dans le monde, particulièrement aux États-Unis. En Algérie, les recherches académiques et les études en sciences sociales qui traitent le sujet sont très rares, voire inexistantes. Le peu d'écrits sur la question se résume en articles de synthèse théorique³⁴⁶ et en contributions médiatiques³⁴⁷ sans analyses profondes de la problématique. L'unique article scientifique que nous avons croisé dans ce registre proprement dit porte sur une cartographie de la controverse du gaz de schiste en Algérie³⁴⁸. Nous tenons aussi à souligner une recherche doctorale en préparation par une doctorante franco-algérienne à l'université Paris VIII (France) dans le domaine de l'anthropologie. Le travail qu'elle mène actuellement se focalise sur les nouvelles formes d'expressions contestataires en Algérie par l'usage des technologies de l'information et de la communication. Elle s'intéresse aux expressions contestataires des acteurs anti-gaz de schiste d'In Salah sur les réseaux sociaux numérique³⁴⁹. La recherche sur la problématique du gaz de schiste en Algérie est très pauvre, y compris dans le domaine de l'information et de la communication, où aucune étude (à notre connaissance) n'a été enregistrée³⁵⁰. Ailleurs, si les premières recherches sur le gaz de schiste sont centrées sur les aspects économiques et environnementaux, cela n'a pas tardé à toucher d'autres domaines de la

³⁴⁵ Chailleux, S. (2016). *Non au gaz de schiste ! Cadrages et débordements de la controverse sur les hydrocarbures non conventionnels en France et au Québec* (thèse doctorale en sociologie) université Laval-Bordeaux (cotutelle), p. 1. Repéré à <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01280729>. Consulté le 10/09/2017.

³⁴⁶ Dris, C. (2016). Algérie politique 2015 : Mise à la retraite du général Médiène et restructuration du DRS. *L'année du Maghreb*, 15, 185-202. Repéré à <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/2896>. Consulté le 07/12/2017.

³⁴⁷ Beaucoup d'experts et spécialistes du domaine de l'énergie, tels que Houcine Malti, Rabah Reghis, Moussa Kacem, Chems Edine Chitour ont fait des contributions médiatiques sur le sujet du gaz de schiste.

³⁴⁸ Zerguini, N. (2016). Cartographie de la controverse d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste en Algérie. *Éthique publique* [Online], 18 (1). doi : 10.4000/ethiquepublique.2562. Consulté 16/12/2017.

³⁴⁹ Echange avec Fatiha Elmahroug, doctorante en anthropologie à l'Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis.

³⁵⁰ Notre enquête, au niveau de la base de données du Centre national de recherche en information scientifique et technique (CERIST) qui est censé enregistrer toutes les recherches académiques, n'a rien donné.

recherche (politique, sociologique et communication), surtout avec l'émergence des oppositions citoyennes à travers le monde contre l'exploitation du gaz de schiste. Dès lors, les recherches universitaires sur le sujet devenaient fructueuses. Beaucoup de travaux ont été publiés notamment en Amériques du Nord (USA et Canada) et en Europe. Les recherches scientifiques autour du sujet ont abouti à une production académique remarquable ces dernières années. Néanmoins, le domaine de l'information et de la communication reste le parent pauvre en termes de recherches, où la production scientifique y est moins abondante. Parmi, ces productions scientifiques, nous tenons à mentionner la recherche doctorale en sociologie portant sur la controverse des hydrocarbures non conventionnels en France et au Québec (Canada), qui nous semble la plus marquante sur le sujet du gaz de schiste jusqu'à présent. Dans sa démarche comparative, l'auteur ³⁵¹ de la thèse s'est intéressé à la dimension procédurale de problématisation des enjeux par les divers acteurs sociaux en concurrence. Même si les contextes sociopolitiques dans chaque pays sont différents, mais l'objet de la controverse, en l'occurrence la fracturation hydraulique, les réunit. Ceci constitue la spécificité de cette controverse mondiale, suscitant l'intérêt de plusieurs disciplines et approches scientifiques.

IV.3) Une controverse à la croisée des champs théoriques

La problématique du gaz de schiste, en tant que controverse sociotechnique se situe à la croisée de plusieurs champs théoriques. Cette nouvelle controverse nous offre l'embarras du choix des approches et la possibilité de l'étudier suivant plusieurs paradigmes.

Le domaine de la socio-psychologie par ses différentes approches du risque (Beck, Luhman, Giddens), de représentations sociales (Muscovici), de comportement collectif (Tarde, Le Bon, Blumer) entre autres, fournit une boîte à outils pour saisir cette controverse. C'est le cas aussi des approches d'actions collectives (Touraine, Melucci, Mancur) qui permettent d'étudier l'aspect contestataires du mouvement anti-schiste.

Cette nouvelle problématique à dimension environnementale, s'inscrit également dans l'approche des nouveaux mouvements sociaux (NMS) (Touraine, Melucci, Inglehart). Elle pourrait être également étudiée par les approches éco-santé et socio-environnementale (Rémi Barbier et *al*, 2012).

³⁵¹ Chailleux, S. (2016). Non au gaz de schiste ! Cadres et débordements de la controverse sur les hydrocarbures non conventionnels en France et au Québec (thèse doctorale en sociologie). Université de Laval et Institut d'études politiques de Bordeaux (cotutelle).

Par ailleurs, les interactions sociales et discursives, quant à elles, peuvent être appréhendées par les diverses approches communicationnelles telles que la théorie des opinions (Stoetzel), de l'agir communicationnel (Habermas) mais aussi par les théories de la communication à double étage (Lazarsfeld), de réception et d'influence des médias (Downs). D'autres approches et non des moindres fournissent les éléments théoriques nécessaires pour comprendre cette problématique sociotechnique. La sociologie des problèmes publics, par ses approches de l'agenda politique et médiatique, en sont un exemple. L'enchevêtrement des champs théoriques qui caractérisent cette recherche nous incite à prendre compte de plusieurs approches théoriques. Ne serait ce que pour aborder certains aspects de l'objet d'étude. Notre travail s'inspirera principalement de la sociologie pragmatique autour de la construction d'un problème public de nature environnementale.

En outre, le processus de fabrication de la controverse et sa mise à l'agenda public et médiatique aussi, voir même politique par les différents acteurs sociaux nous mènent, également, à faire appel à la sociologie de l'action et à la théorie de l'acteur réseau. Cette approche nous permet de comprendre le processus de la traduction de cette problématique et la transformation d'un objet technique en un danger collectif et public. Dans ce sillage, les travaux menés par Francis Chateauraynaud sur les controverses sociales, notamment, les problématiques portant sur les OGM³⁵², le nucléaire et les maladies à prions (vache folle) serviront notre recherche.

C'est dans cette optique que notre étude saura puiser les éléments de compréhension nécessaires à l'analyse et à la description de la controverse du gaz de schiste en Algérie. La sociologie balistique (Chateauraynaud, 2011) comme modèle d'analyse des controverses sera d'un grand apport à notre étude. Elle nous fournira les éléments de bases pour appréhender la controverse du gaz de schiste en Algérie. Le vocabulaire balistique de Chateauraynaud fait allusion, non seulement, aux mouvements, aux transformations et aux déplacements que connaissent les controverses sociales mais aussi aux traductions, aux évolutions et aux reformulations des causes et des arguments qui les accompagnent. Donc, cette sociologie s'inscrit dans une pragmatique des transformations et des mutations. Elle accorde une attention centrale au rôle des acteurs dans les différentes sphères publiques qui sont sommés de faire preuve d'innovation, de résistance aux critiques et aux attaques des antagonistes.

³⁵²Organismes génétiquement modifiés.

Elle s'intéresse, également, à la production de sens et d'arguments par les acteurs en concurrence, qui essayent de donner une certaine trajectoire « balistique » aux objets de la controverse. Aussi, la temporalité relative à la genèse, à l'évolution des problématiques et aux mutations qu'elles connaissent sont aux centres d'intérêt de cette sociologie.

Ces caractéristiques, mises en évidence dans l'œuvre de Chateauraynaud, valorisent la compétence effective des acteurs et leurs manière de « jongler », de réagir sur le terrain face à des situations constamment instables.

La démarche développée dans « argumenter dans un champ de forces »³⁵³ consiste en élaboration d'un modèle de description des controverses qui fait apparaître les dynamiques des processus de naissance et de mutation des controverses qui reste ouvert à l'action et à l'invention des acteurs. L'exercice argumentaire n'est pas fortuit et anodin dans les interactions interindividuelles, mais répand un sens en réponse à un besoin social. Les arguments marquent des traces dans les esprits, telles des balles qui suivent une trajectoire, en laissant des impacts sur les objets qu'elles percent.

En sommes, les controverses en générales s'inscrivent dans un champ d'interdisciplinarité. Elles impliquent une méthodologie flexible et une gymnastique entre les approches dans le but de saisir la controverse dans toutes ses dimensions et ses aspects multiples.

IV.4) Problématique et hypothèses de recherche

L'objectif de cette recherche consiste à étudier le processus de construction de cette problématique environnementale (gaz de schiste) par les acteurs sociaux. Mais, il s'agit, également, de montrer comment un objet sociotechnique est traduit en risques et suivant quelles logiques ?

Notre analyse nous permet de faire aussi l'inventaire des différents acteurs intervenant dans le processus de l'émergence de cette opinion contestataire ainsi que les différentes sphères d'interaction de ces acteurs sociaux.

En revanche, l'étude des interactions sociales n'étant qu'une partie de l'analyse, nous aborderons aussi sa mise à l'agenda médiatique et public. L'analyse portera aussi sur la description des formes de cadrages institutionnels et publics de l'objet problématique, en l'occurrence le projet du gaz de schiste, par les divers acteurs sociaux impliqués dans cette controverse. Les tentatives d'enclavement et de confinement de cette opinion contestataire naissante seront aussi abordées.

³⁵³Chateauraynaud, F. (2011). *Argumenter dans un champ de forces, essai de balistique sociologique*. Paris : Petra.

De ce fait, nous sommes contraints d'inclure les débordements de la controverse dans les autres domaines, tels que l'économie, la politique, le social, le culturel et l'histoire et ce afin de mieux cerner les enjeux et d'inscrire la controverse du gaz de schiste dans sa globalité et sa complexité multiforme. La fabrication sociale de la controverse, la représentation du projet, d'une part, et le rôle des acteurs sociaux, de l'expertise scientifique et des médias d'autre part, nous semblent les points les plus saillants dans cette problématique environnementale relative à l'exploitation du gaz de schiste.

De tout ce qui précède, notre problématique de recherche s'articule de la manière suivante :

Comment des acteurs sociaux sont parvenus à traduire un objet technique en un problème (risque) public, représenté et défini par certains comme une opportunité pour l'économie nationale ?

Cette recherche démarre du principe avancé par Jean Støetzel³⁵⁴ sur les conditions indispensables à l'existence de l'opinion publique, à savoir la communication des pensées individuelles au sein d'une société. Elle s'intéresse à la manière dont les atteintes à l'environnement catalysent la construction d'une opinion publique contestataire. En d'autres termes, nous cherchons à saisir les facteurs d'explication et les éléments intervenants dans ce processus de fabrication si complexe. Autrement dit, nous étudions le processus de construction de cette opinion en termes de son expression dans l'espace public (physique et virtuel). Ceci à travers l'étude du contexte et de la dynamique sociale qui a précédé et accompagné le mouvement anti-schiste au Sud du pays, précisément à In Salah (population d'étude).

Pour aborder cette problématique de recherche, nous postulons que : la dynamique et les interactions des acteurs sociaux dans les espaces physiques et virtuels est à l'origine de l'émergence de cette opinion publique contestataire. En d'autres termes, la publicisation des risques par ces acteurs a produit un sentiment d'angoisse et de peur collective à l'origine de la revivification des expériences négatives antérieures (refoulement, frustration, colère, indignation...) qui ont alimenté considérablement cette opinion manifestante. Par ailleurs, l'émergence d'une nouvelle élite sociale d'une part, et l'isolement ou la mise à l'écart des notables (porte-paroles traditionnels) par la population du centre décisionnel citoyen, en d'autre part a pesé lourdement sur la dynamique et le devenir de cette opinion publique contestataire. Quand aux médias, leur rôle ne s'est pas limité uniquement à amplifier le

³⁵⁴Støetzel, J. *Op.cit.*, p. 8.

passage du fait à l'évènement et à accompagner, en aval, le mouvement d'opposition anti-gaz de schiste en raison de la logique événementielle imposée par les contestations anti-schiste. Mais aussi, ils ont participé à la construction et à la diffusion d'un discours critique à travers les cadres interprétatifs développés lors des couvertures médiatique de la question.

IV.5) Nouveau paradigme, nouveau champ de recherche

Certaines voix se sont élevées par le passé pour dénoncer des cas d'exaction à la faune et à la flore, or les questions environnementales en Algérie sont toujours reléguées au second plan après les autres types de problèmes publics (sociaux, culturels, politiques et économique) qui préoccupent plus l'esprit des citoyens.

La particularité de la controverse du gaz de schiste en Algérie, demeure en sa vitesse de développement. Il a fallu moins d'une semaine (quatre jours) pour qu'une réaction publique ait lieu en réponse à l'inauguration du premier puits pilote à In Salah. Son passage du fait (inauguration du projet), qui semblait jusqu'à lors ordinaire, à un évènement public (manifestations) a pris l'envergure d'un problème public, notamment par son amplification médiatique.

Il est, donc, important pour nous de nous pencher sur cet aspect de construction sociale et de passage du fait à l'évènement. En d'autres termes, il s'agira de voir de tout près la traduction d'un projet « d'intérêt général » (gaz de schiste) en un projet à risque collectif c'est à dire en un problème public.

Dans cette recherche, notre position se situe à la croisée des champs des interactions sociales et de la construction des problèmes publics. En conséquence, cet engagement interpelle une méthodologie qui combine la sociologie de la traduction et la coproduction - puisqu'un problème public est construit non pas individuellement mais en réseau (collectivement) - qui n'est, en fait, qu'une fabrication d'un discours et d'un argumentaire qui portent un sens partagé qui exprime les perceptions des acteurs sociaux réfractaires aux positions officielles des responsables vis-à-vis de l'objet en conflit.

IV.6) La traduction : Une approche de la fabrication des controverses

Dans cette étude, la sociologie de la traduction, appelée aussi théorie de l'acteur réseau formera la charpente théorique de cette recherche. Il s'agit pour nous de recourir aux concepts clés de cette théorie pour comprendre et expliquer le processus de l'émergence de l'opinion publique contestataire autour de la problématique du gaz de schiste. Et donc, nous allons mettre en évidence l'implication des différents réseaux (les pros gaz de schiste et les opposants) dans la fabrication et le cadrage de l'objet de la controverse, mais avant d'aller plus loin, l'explication de cette théorie s'impose.

6-1) Théorie de la traduction

La théorie de l'acteur réseau, ou encore d'une manière plus vaste la sociologie de l'acteur réseau, est une approche qui englobe à la fois la technique et l'humain. En d'autres termes elle étudie les interactions entre les individus et les objets.

Cette approche est connue, aussi, sous le nom de théorie de la traduction. Les acteurs sociaux forment le noyau central de ce paradigme. Les auteurs de cette théorie l'ont défini comme : « L'ensemble des opérations par lesquelles des énoncés sont mis en relation non seulement les uns avec les autres, mais également avec des éléments matériels (des substances, des instruments techniques), des compétences incorporées dans des êtres humains, des procédures ou des règles. »³⁵⁵

Le processus de la traduction implique quatre phases distinctes : la problématisation, l'intéressement, l'enrôlement et la mobilisation. Nous retrouvons ces étapes aussi dans le processus de construction d'une opinion publique.

L'avantage de cette théorie réside dans ces différentes phases qui décortiquent tout processus de construction social donné, depuis la problématisation d'une situation estimée dommageable jusqu'à la mobilisation collective.

Cette approche cherche à expliquer les interactions sociales qui se produisent lors d'une controverse. Elle s'épanche sur les opérations d'intéressement et d'enrôlement que développent certains noyaux individuels pour transformer un fait "social" ou un objet d'innovation en un problème public.

Dans le cas de notre étude le projet du gaz de schiste constitue l'objet de cette traduction, par des acteurs d'horizons divers. Notre analyse permet ainsi de délimiter les réseaux de traducteurs antagonistes qui sont en concurrence pour imposer chacun de son côté sa propre

³⁵⁵ Akrich, M., Callon, M., et Latour, B. (2006). *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs*. Paris : Presses de l'Ecole des Mines, p. 235.

définition. Mais, ceux qui nous intéressent le plus dans cette recherche sont ceux qui l'ont traduit en un projet nuisible à l'environnement et à la santé humaine. Qu'ils soient citoyens ordinaires, membres associatifs, militants, membres de partis politiques, journalistes, chercheurs, leurs représentations du projet permettent d'ouvrir un champ critique qui s'appuie sur un discours argumentatif que chaque acteur avance en opposition à son concurrent.

L'objet de controverse dans notre cas de figure n'est pas, réellement, le gaz de schiste en tant que ressource naturelle. C'est plutôt, la technique employée pour son exploitation, à savoir la fracturation hydraulique qui est contestée. Elle pose problème aux yeux des acteurs en lice dans cette lutte. Cette nouvelle technique dans le domaine des hydrocarbures non conventionnels constitue l'objet de lutte des représentations et de définitions par les divers réseaux sociaux.

La particularité de notre étude réside dans l'application de la théorie de l'acteur réseau dans une controverse nouvelle en Algérie, celle d'un problème environnemental et sur un objet d'innovation technique contesté.

La fracturation hydraulique, jusqu'à présent, a toujours du mal à s'imposer comme innovation technique sans risque. Elle a connu que des échecs, partout où elle est employée. D'où cet intérêt que nous portons aux interactions sociales naissantes autour de cet objet technique qui est la fracturation hydraulique. Et qui sont développées par de multiples réseaux, identifiés à l'échelle locale, nationale et internationale.

Les partisans du projet du gaz de schiste sont représentés par le gouvernement, les politiques au pouvoir et leurs alliés, d'autres acteurs tels que les institutions publiques et les scientifiques « au service de »³⁵⁶ décideurs constituent un réseau de soutien au gouvernement. Tandis que le réseau des opposants au projet est structuré dans des noyaux citoyens répartis à l'échelle nationale et internationale, il est composé d'universitaires, de militants engagés dans des partis d'opposition ou associations. Chacun développe son propre discours d'intéressement.

C'est pourquoi, il est important pour nous, dans la présente recherche de décrire également ces différents réseaux d'acteurs, leur positionnement et le vocabulaire qu'ils développent dans ce processus de traduction qui repose sur le rôle des médiateurs ou des traducteurs des réalités sociales et naturelles.

³⁵⁶ Gaudillière, J-P. (2006). Intellectuels engagés et experts : biologistes et médecins dans la bataille de l'avortement. *Nature, Sciences et Sociétés*, 14, 239-248.

Cette approche de traduction défend l'idée selon laquelle « le lien social serait bâti et assuré par un processus de traduction »³⁵⁷. Il engendre, par la suite, des collectifs et des réseaux. La traduction, comme concept, est associée à la médiation qui puise ses sources de la sociologie des sciences et des techniques.

6-2) La traduction en étapes

Nous cherchons à étudier les représentations discursives des différents acteurs sociaux (la société civile, scientifiques, médias, politiques...) et à éclairer le sens et les arguments des uns et des autres. Ceci par la mise en lumière de leur discours et des logiques d'actions publiques. Les étapes de processus de fabrication d'un problème public, entre autres l'assemblage d'un discours autour d'une problématique, la présentation de ses enjeux et la contestation, vont guider notre raisonnement. Dans notre cas, nous avons inclus une autre phase qui est l'étape d'identification d'une situation problématique. Celle-ci est suivie par la phase de publicisation de la problématique, vient ensuite l'étape de la mobilisation par la définition de l'objet controversé et enfin celle de passage à l'action collective. Ce processus est, globalement, le même dans celui de la traduction qui ressemble, lui-même, à celui de la formation d'un problème public. Autrement dit, la mise en récit (en agenda) s'établit par la découverte d'une situation problématique par un ou des acteurs sociaux. Ces derniers identifient les points critiques de cette situation. Son dévoilement public et sa définition en tant que problème enclenchent l'intéressement des autres acteurs sociaux qui s'enrôlent et s'engagent dans la cause. Cette dernière étape constitue l'objet de lutte de représentations par les différents acteurs sociaux. Quant aux autres étapes, elles sont primordiales dans un processus de construction d'un fait sociale en un problème public.

IV.7) Représentation des enjeux : définition et publicisation

La place de la sociologie des sciences apparaît dans le rôle de l'expertise scientifique qui est souvent reprise par le profane. L'un des facteurs essentiels dans la construction d'un problème public reste la persuasion des autres individus et entités, qu'un objet ou une situation donnée menace leurs biens communs et leur bien être. Donc, l'information en générale est pertinente dans la mesure où elle « capte l'imaginaire des agents récepteurs »³⁵⁸. Ainsi, la circulation d'une information préventive permettra « [...] au citoyen de connaître les dangers auxquels il

³⁵⁷Robichaud, D. (1998). *Au delà de l'action et de la structure : traduction, réseaux d'actions et narrativité dans un processus de discussion publique* (Thèse doctorale). Université de Montréal, p. 22.

³⁵⁸Chateauraynaud, F. et Torny, D. (1999). *Les sombres précurseurs: une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*. Paris : Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, p. 46

est exposé, les dommages prévisibles, les mesures préventives qu'il peut prendre pour réduire sa vulnérabilité ainsi que les moyens de protection et de secours mis en œuvre par les pouvoirs publics »³⁵⁹.

Dans le même ordre d'idée, l'alerte révèle les dessous d'une situation ou d'un objet jusqu'à lors considérés inoffensifs. La mise en scène d'une situation problématique, les arguments critiques formulés et les représentations qu'on en fait, sont des conditions nécessaires pour la réussite d'une alerte. En d'autres termes, la réputation des lanceurs d'alerte, leur rhétorique et le sens donné à l'objet problématique sont autant d'éléments déterminants dans les controverses sociales. Dans le cas de la question du gaz de schiste, les acteurs sociaux d'ici et d'ailleurs ont eu recours à la vulgarisation scientifique, en raison de la technicité de l'objet controversé et l'hétérogénéité des acteurs composant le mouvement d'opposition au projet du gaz de schiste à In Salah. Certains de ces acteurs, puisent leur discours de l'héritage socioculturel de la région et des pratiques quotidiennes.

Par exemple³⁶⁰ : Afin de montrer l'impossibilité de contrôler les failles provoquées à la roche mère lors de la fracturation hydraulique, certains acteurs les comparent aux fissures provoquées sur les bûches lorsqu'on coupe le bois. Ceci laisse entendre que le bûcheron comme « le foreur » ou « le frackeur » ne pourrait jamais contrôler la trajectoire des fractures ni leurs limites.

Cette scène représente une situation de vulgarisation de la technique de fracturation hydraulique simplifiée dans un langage populaire que tout le monde comprend, voire expérimentée par le passé.

Lors de cette controverse, le travail de certains acteurs, notamment les membres de l'association *Shams* d'In Salah, était intense. Tout d'abord, cette organisation a été l'une des pourvoyeuses du mouvement en cadres et en militants³⁶¹. De plus, cette association avait réalisé deux publiereportages³⁶² en tant que preuves en images des arguments avancés par les activistes anti-schistes et de l'incidence réelle de cette industrie sur l'environnement naturel et la vie de la population.

Certains de ses membres ont même réalisé des mesures comparatives entre la qualité (salinité, pH) de l'eau employée dans la fracturation hydraulique au niveau du site d'Ahnet et celle

³⁵⁹Veyret, Y. (2017). *Dictionnaire de l'environnement*. Paris : Armand Collin, p. 198.

³⁶⁰Exemple présenté par K.E.M, ingénieur dans le domaine des hydrocarbures. Entretien avec B. A, membre des 22, In Salah, 26/12/2016.

³⁶¹De tous nos interviewés, nous avons comptabilisé au moins une dizaine de membres de l'association *Shams*.

³⁶²Les films réalisés par l'association *Shams* couvrent l'ancien puits abandonné à Ahnet (2012), à environ 200 Km d'In Salah vers Tamanrasset, le deuxième concerne le site d'exploitation du Gor Mahmoud à une vingtaine de kilomètre de la ville d'In Salah à vol d'oiseau.

distribuée à la population locale³⁶³. Les images filmées de cette expérience ont été diffusées par la suite sur les RSN.

Cette stratégie, adoptée par l'association *Shams*, nous fait penser au réalisateur américain Fox Josh engagé contre l'exploitation du gaz de schiste aux USA et son documentaire *Gasland* (2010) primé aux Oscars. Elle ressemble aussi aux techniques employées par certaines organisations non gouvernementales par leur recours à l'image dans leurs luttes environnementales.

Ceci dit, la mobilisation des ressources communicationnelles est indispensable pour faire passer et imposer une vision voulue. C'est ce que l'association *Shams* a réussi à faire à travers les deux montages vidéo, malgré les moyens rudimentaires dont elle dispose.

Sur un autre plan, plusieurs acteurs mobilisés localement ont investi les réseaux sociaux numériques à la quête d'une grande visibilité. Leurs comptes, au même titre que la page Facebook : *In Salah Sun & Power*, constituaient des « fournisseurs » d'informations brutes sur le sujet en textes, en images et en vidéos. Beaucoup de médias et de journalistes y puisent leur matière³⁶⁴. Ils étaient les porte-voix des opprimés donnant ainsi plus de visibilité à leur cause et à ce qu'ils veulent publiciser. En conséquence, cette médiatisation (citoyenne et professionnelle) a suscité la sympathie et la solidarité des autres concitoyens. La stratégie de communication du réseau anti-schiste local a eu une visibilité sociale. Dans leurs stratégies, les meneurs de la cause à In Salah se sont organisés en trois (03) commissions, suivant les profils et les compétences respectives des acteurs. Cette organisation du mouvement en commissions, lui a donné plus de rigidité et d'efficacité. Nous y reviendrons dans les prochaines parties.

Cette représentation des enjeux a été aussi faite par d'autres acteurs sociaux et institutionnels. Les scientifiques et médias sont deux acteurs qui se complètent, l'un produit des idées, l'autre les reprend et les réintroduit dans un contenu significatif qui façonne les opinions.

L'implosion du mouvement local anti-schiste à In Salah a ouvert une fenêtre d'opportunité non seulement pour les contestataires mais aussi pour les médias qui sont toujours en attente du moindre évènement qui prête à polémique. Cette période de début de l'année 2015, disette d'informations, a laissé les médias qui sont animés par la logique événementielle se ruer sur

³⁶³ Les résultats des mesures montrent que la salinité de l'eau des puits employée au niveau du site de l'exploitation d'Ahnet est de bonne qualité (conductivité = 1200 µs/cm - pH = 7,5/T°C = 25°), mieux que celle distribuée à la population d'In Salah ville, dont la conductivité est de 3000 µs/cm, et à celle du village d'El Barka qui est de 4000 µs/cm à une T°C = 25°.

³⁶⁴ Certains auteurs d'images et de vidéos ont dénoncé la rediffusion de leurs produits par certains médias sans signaler les noms des auteurs ni en demander l'autorisation.

l'occasion. Dès lors, la mise en agenda des contestations locales a amplifié la controverse sur la scène publique. En conséquence, la controverse du gaz de schiste a fait l'objet d'enjeux de représentations par plusieurs réseaux et acteurs sociaux d'horizons divers, dont les principaux sont : - Réseau institutionnel (autorité, ministres, gouvernement...) ;

- Réseau des scientifiques et universitaires ;
- Réseaux des politiques (partis et militants politiques) ;
- Réseau de la société civile (militants engagés, associations, citoyens ordinaires) ;
- Réseau médiatique (journalistes engagés, différents médias, RSN, etc.).

Tous ces réseaux engageaient des logiques, des stratégies et des discours qui leurs sont propres. Certains sont en opposition et en confrontation, d'autres développent des alliances de circonstance pour imposer leur vision sur le sujet. Les motivations des uns et le discours développé par les différents forums seraient à l'origine de l'émergence de la question du gaz de schiste dans la sphère sociale comme étant une problématique publique.

Ces réseaux représentent pour nous un intérêt qui réside dans la représentation du l'objet controversé et le changement de définition d'un camp à l'autre. Mais aussi, le sens commun produit par les opposants au projet gazier ainsi que le développement et les retournements de situations qu'a connus le mouvement anti-schiste. Cependant, dans cette notion de réseau, nous faisons, aussi, référence à la notion du « champ » à la bourdieusienne utilisée pour décrire la structuration du monde social autour des enjeux auxquels prennent part des « joueurs ». Du point de vue dynamique, ces réseaux d'acteurs sont des réseaux de luttes. Ils sont caractérisés par des rapports de force inégaux et « ceux qui dominent le champ ont les moyens de le faire fonctionner à leur profit »³⁶⁵.

IV.8) Le discours et l'argumentaire : armes des controverses

Dans la dernière phase de construction d'un problème public (environnemental), les meneurs des revendications mobilisent des ressources. Ils construisent, en opposition à leurs antagonistes, un contre discours à partir de l'expertise scientifique et technique, associé à l'art de persuasion et à un argumentaire puisé de leur héritage socio-historique. Ces passages obligés sont déterminants dans la définition des objets problématiques par les acteurs sociaux. Cette étape est considérée dans le processus de la fabrique sociale comme un moment de

³⁶⁵ Jourdain, A., Naulin, S. (2001). *La théorie de Pierre Bourdieu et ses usages sociologiques*. Paris : Armand Colin, p. 103.

construction et de déconstruction qui se produit au même temps, et à de multiples arènes publiques, où chaque acteur essaye de renforcer son réseau et de défendre sa thèse.

Le fait qu'à In Salah se trouve uniquement (ou presque) une seule arène d'expression qui porte un seul mot d'ordre, celui de l'arrêt du projet du gaz de schiste, aurait solidifié le réseau d'acteurs locaux. Les attaques discursives qui leur parvenaient, des forums (réseaux) lointains, c'est-à-dire, la confrontation était distante via des canaux d'expression interposés. Les seuls moments de confrontations publiques (directes) remontent aux rares débats médiatiques (audiovisuels) regroupant les acteurs anti-schistes avec les partisans notamment du réseau institutionnels. Ou, encore, lors des rencontres tenues à In Salah avec les autorités publiques (ministres, députés, Wali, Responsable de la sûreté nationale, Chef de Daïra). Suite à ces confrontations discursives, le réseau local avait subi, aussi, des attaques physiques et répressives. Cela représente l'une des stratégies du réseau officiel (institutionnel) qui détient également les mécanismes juridiques, coercitifs, en plus des canaux de communication de masse. Ce qui a donné plus de pouvoir au réseau officiel (partisans), qu'aux autres réseaux d'opposants.

Dans toute controverse sociale, chaque réseau mobilise ses propres ressources, développe des alliances et soigne son discours dans le but de renforcer la position du groupe par rapport aux belligérants. Cette systémique est regroupée par Marteen Hajer sous le concept de coalition discursive, qu'il définit comme : « un groupe d'acteurs partageant un construit social commun, (...) un ensemble de scénarii, d'acteurs les prononçant, de pratiques conformes à ces scénarii, le tout organisé en discours »³⁶⁶.

Ces coalitions discursives ont une part de physique portée par les réseaux d'acteurs et une autre part qui relève de la rhétorique qui correspond aux représentations sociales, aux discours et au sens commun construit autour d'une controverse. Elles englobent à la fois les acteurs sociaux et leur construit, ce qu'ils en font de leur discours et comment ils le font.

Plusieurs formes de coalitions ont été observées lors du mouvement d'In Salah, nous pouvons citer le cas par exemple de la réception des partis politiques de l'opposition (CNTLD) par la population d'In Salah en guise de signe au gouvernement³⁶⁷, ou bien le réseau d'acteurs

³⁶⁶Hajer, A. M. Discourse coalition and institutionalization of practice: the case of acid rain. Dans Forester, J., Fischer, F. (1993). *The argumentative turn in policy analysis and planning*. London : Duke University Press, p. 45. Repéré à <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.461.6827&rep=rep1&type=pdf#page=52>. Consulté 23/04/2017.

³⁶⁷ La région d'In Salah, jusqu'alors n'a jamais tourné le dos au gouvernement. D'ailleurs, même « la population » d'In Salah avait revendiqué publiquement un 3ème mandat à Bouteflika lors de sa visite en 2008 dans la région. Entretien avec A.B.M, 24/12/2016, In Salah.

nationaux constituant l'initiative du moratoire contre le projet du gaz de schiste, ou encore l'invitation adressée par les députés européens (les Verts) aux militants d'In Salah.

Afin de comprendre cette systémique et son fonctionnement, le concept de coalition discursif va donc nous accompagner dans l'étude de cette controverse du gaz de schiste. Dès lors, nous allons répartir et classer implicitement les différents réseaux d'acteurs suivant leurs discours développés ou leurs positions vis-à-vis de la situation problématique.

Dans, la sociologie de la traduction, l'aspect matériel sert d'intérêt et de source de motivation pour enrôler et amener les gens à adhérer à la cause défendue. Cette matérialité, dans le cas de notre étude, est sous jacente puisque la seule revendication qui prévaut lors de la controverse consiste en arrêt immédiat du projet de l'exploitation du gaz de schiste. En apparence, elle ne renferme aucun intérêt matériel à gagner. Or, derrière cette revendication se cache un intérêt matériel, celui lié à l'espace vital, à la terre, à l'eau, à l'environnement physique. Cet intérêt s'exprime par l'envie de préserver sa maison et son foyer, de préserver son intégrité physique, de ne pas abandonné ses biens de valeur, son héritage matériel et aller vivre ailleurs.

A cette matérialité qui alimente la controverse s'ajoutent des logiques de structuration et de fonctionnement des différents réseaux en alliance pour les uns et en confrontation pour d'autres. Alors, l'approche de l'acteur réseau, nous permet de décrire ces différentes logiques et l'historicité³⁶⁸ de la controverse au sens tourainnien du terme.

Suivant les phases du processus de la traduction, nous étudierons la chronologie de la construction sociale de la problématique du gaz de schiste dès son arrivée en Algérie. Depuis l'identification et la publication de la problématique par les opposants au gaz de schiste, en passant par la constitution des réseaux d'intéressement et d'enrôlement mobilisant un discours et des outils de conviction. Voir aussi les stratégies développées dans ces coalitions par les partisans dans leurs tentatives de confinement de la problématique. Mais aussi la manière dont les divers acteurs représentent le projet gazier. Sans nier bien sûr le rôle des médias, dans leur diversité, et leurs apports dans la construction, l'accompagnement et l'amplification de cette problématique publique.

³⁶⁸ Le concept d'historicité constitue un élément central dans l'approche tourainnienne, qui représente un ensemble des valeurs, ressources sociales, et orientations culturelles d'une société. Dans Touraine, A. (1978). *La voix et le regard*. Paris : Les Éditions du Seuil. Repéré à http://classiques.uqac.ca/contemporains/touraine_alain/voix_et_regard/voix_et_regard.html. Consulté 14/06/2015.

IV.9) Le gaz de schiste : objet de lutte des représentations

L'étude de cette controverse sera faite à plusieurs niveaux. Il s'agit d'abord, pour nous de décrire la chronologie de la construction du projet de gaz de schiste comme problème public et risque collectif.

Puis, nous nous intéresserons aux différents acteurs impliqués dans la traduction de ce projet en danger, ainsi qu'au cadrage développé autour de la problématique sans oublier les débordements de la controverse sociotechnique dans les autres champs, historique, économique et politique.

9-1) La fabrique du risque collectif autour du gaz de schiste

La fracturation hydraulique comme technique d'exploitation des hydrocarbures relève purement du domaine technique et scientifique. Elle nécessite une résolution technique par un procédé de rechange plus respectueux de l'environnement ou bien par le gel de l'opération de *fracking*. Son débordement dans les autres champs disciplinaires a fait d'elle une problématique publique ou tout le monde semble avoir un avis.

Avant qu'il connaisse les grandes oppositions citoyennes à travers le monde, le gaz de schiste était un sujet exclusivement des spécialistes de l'énergie, des décideurs politiques et économiques. Il est perçu, initialement, comme un eldorado et une issue (alternative) à la dépendance énergétique notamment des puissances industrialisées. Mais ce « don de Dieu »³⁶⁹ n'a pas tardé à se transformer en « malédiction », les premiers impacts de cette industrie enregistrés particulièrement en Amérique du nord (USA et Canada) sur l'environnement, la santé humaine et animale ont réveillé les consciences citoyennes. Alors, au fur et à mesure que l'industrie du gaz de schiste prend de l'ampleur un peu partout dans le monde, des voix commençaient à s'élever et à dénoncer ses méfaits.

Cette analyse s'inscrit aussi dans cette perspective d'opposition citoyenne au projet du gaz de schiste à travers le monde. Elle tentera d'expliquer comment cet objet technique qui est la fracturation hydraulique est à l'origine de la controverse du gaz de schiste en Algérie. Notre réflexion se focalisera sur la construction sociale d'un risque collectif c'est-à-dire d'un problème public. Elle sera aussi l'occasion de comprendre implicitement l'émergence de cette opinion publique contestataire anti-schiste, qui fait l'objet du titre de notre thèse de recherche.

³⁶⁹Expression employée lors d'une déclaration publique lue au nom du président Bouteflika, faisant allusion à cette richesse naturelle qui est le gaz de schiste.

9-2) Le risque du gaz de schiste comme construit social

Le risque lié à l'exploitation du gaz de schiste est un construit social, « élaboré comme un risque environnemental et sanitaire collectif »³⁷⁰. Il est le produit de représentations sociales, de définition et de redéfinition (cadrage et recadrage) par les différents forums sociaux concernés et intéressés par le sujet.

Cette coproduction du risque relatif à l'exploitation du gaz de schiste met en évidence les logiques et les perceptions des différents acteurs sociaux, ainsi que le sens commun développé autour du problème. Les expériences, particulièrement nord-américaines, en termes d'impact de la technique de la fracturation hydraulique sur l'environnement et la santé humaine constituaient une matière (matériel) tangible dans la fabrication du risque du gaz de schiste en Algérie. De plus, le refus de certains pays d'exploiter le gaz de schiste (tel que la France) n'a fait que renforcer l'opinion publique algérienne de la dangerosité de la situation. A l'opposé, les partisans du projet trouvent insensé que les détracteurs du gaz de schiste comparent les contextes (occidental et algérien). En revanche, ce danger collectif mondial nous renseigne davantage sur la « société du risque » de Beck, que nous vivons actuellement.

De manière analogique, le risque ressemble à un tableau, peint par des acteurs en interaction. Certains le noircissent d'autres le blanchissent et ce selon le goût de la situation. Quant à la science, elle sert à tracer les nuances de la peinture. Elle départage les entités antagonistes sur des objets qui ne sont ni politique ni sociaux mais relèvent de la seule compétence de l'expertise scientifique en raison de sa technicité. Comme, elle fournit également des éléments de réponse aux questionnements des uns et des autres, permettant ainsi au public de se faire sa propre vision de l'objet problématique.

Au vu de tout ce qui précède, notre étude se penchera aussi sur le rôle de l'expertise scientifique dans la vulgarisation de la technique du *fracking*, et son mérite dans la construction de risque du gaz de schiste. Le discours des chercheurs, des ingénieurs et des spécialistes du domaine ne se contentent pas uniquement à véhiculer le risque, mais, parfois verse dans la remise en cause des orientations publiques et des choix politiques.

IV.10) Mise en visibilité du problème du gaz de schiste

Ce processus de mise en agenda public fait appel à un ensemble de mécanismes et de structures (institutions, médias, associations, etc.). Il mobilise des acteurs et des ressources qui relatent le processus de fabrication d'un problème public. C'est cette phéménologie

³⁷⁰Chailleux, S. *Op.cit*, p. 22.

sociale de construction, de déconstruction et de recadrement qui forme le fondement de notre recherche. L'étude du fonctionnement systémique de la transformation du projet du gaz de schiste en un problème public à risque, nous permet également de saisir la façon de discourir des acteurs, les formes et l'expression des paroles militantes qui tonnent dans les arènes publiques.

Autrement dit, notre démarche nous permet de saisir les différentes coalitions discursives mobilisées au cours des phases de mutations et de transformation de la controverse qui correspondent, parallèlement, au processus de mûrissement de l'opinion publique contestataire (anti-schiste). Ce développement effectif est indispensable dans toute construction sociale d'un risque collectif. Il est inséparable de l'enchevêtrement de plusieurs acteurs et arènes publiques.

En ce sens, un problème public implique, selon Stephen Hilgartner et Charles Bosk³⁷¹, trois arènes publiques : l'arène médiatique, celle d'expression collective (publique) et l'institutionnelle. Celles-ci forment un lieu de luttes interposées pour cadrer et recadrer tout objet controversé. Pour publiciser un problème dans ces différents espaces, des acteurs produisent des versions de récits, des arguments opposants, des discours et des sens, tout en mobilisant des moyens pour amplifier leur présence et renforcer leur position dans ces champs. C'est ce que, Chateauraynaud et Torny, expliquent quand ils disaient : « l'alerte n'est pas seulement le résultat d'un acte de perception : elle recompose dans un récit ou dans un code une expérience perceptuelle de façon à la rendre présente, tangible pour d'autres acteurs. »³⁷². Donc, l'acteur social dans ses diverses figures ; qu'ils soient, lanceur d'alerte, fabricant de la controverse et entrepreneur du sens constitue, pour nous, un élément central dans cette étude. La mise en agenda médiatique de la question du gaz de schiste nous a obligés de prendre en considération ce champ médiatique. Ce dernier est indispensable vu son rôle d'acteur social incontestable dans toute controverse.

Le processus de transformation du projet du gaz de schiste en un problème public s'est confronté au processus de confinement (étouffement) institutionnel et officiel. Ce réseau est constitué d'acteurs gouvernementaux, de leurs alliés, d'institutions publiques, de relais et d'organisation satellitaires (proche des pouvoirs publics). Leur stratégie consiste à imposer un cadrage favorable à l'exploitation du gaz de schiste, tout en réduisant la controverse à des

³⁷¹Hilgartner, S., et Bosk, C. (1988, Jul.). The Rise and Fall of Social Problems: A Public Arenas Model. *American Journal of Sociology*, 94 (1). 53-78. doi : <https://www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1086/228951>. Consulté le 10 Septembre 2017.

³⁷²Chateauraynaud, F., et Torny, D. *Op.cit.*

considérations infondées, alimentées par des calculs et manipulations politiciennes et par un discours de peur.

Contrairement au réseau des opposants, celui des partisans au projet du gaz de schiste en Algérie est caractérisé par le fait qu'il détient les pouvoirs : médiatique (surtout les médias publics), politique, juridique et répressif (sécuritaire). En revanche, nous pensons que ce réseau est fragile en termes d'arguments et de discours véhiculé publiquement. Il est discrédité pour son opacité et son manque de transparence dans la gestion de ce dossier. Les déclarations incendiaires de certains responsables, la campagne d'intimidation et d'isolement menée contre les opposants, ainsi que la répression policière contre les militants anti-schistes n'auront fait que perdre la légitimité de ce réseau et renforcer les rangs des contestataires du projet.

En d'autres termes, le rapport de force entre les processus de publicisation et de confinement d'un risque collectif est très capital dans les controverses. Il dépend entre autre, des acteurs qui les portent et qui produisent du sens. Cette dualité entre publicisation/confinement permet de saisir les représentations du projet du gaz de schiste par les multiples forums (réseaux), les déplacements des cadres et les définitions d'un réseau à l'autre. Elle explique aussi l'effort déployé par ces « entrepreneurs du symbole » qui tentent de s'approprier le problème du gaz de schiste c'est-à-dire d'imposer une définition et une vision dominante du projet gazier. La présente recherche prendra aussi en compte cette dichotomie publicisation/ confinement, parce qu'elle englobe les diverses sphères d'interactions sociales des acteurs. Par ricochet elle résume le construit social de ces acteurs dans les enceintes de publicisation et les espaces de confinement.

IV.11) L'enclavement institutionnel de la controverse du GDS

Vu la complexité de la controverse et la diversité des réseaux sociaux impliqués dans les cadrages de la problématique, il est nécessaire pour nous d'aborder ce volet et le réseau institutionnel qui a joué un double jeu dans l'émergence de cette problématique. D'abord par son manque de communication initial et l'opacité imposée sur le projet, ensuite par sa gestion ratée de la crise (conflit).

Les tentatives d'étouffement de la problématique du gaz de schiste se sont déroulées à plusieurs niveaux, particulièrement : médiatique, politique et répressif. Contrairement aux médias privée, ceux du secteur public ont joué ce rôle de confinement par l'adoption de certaines pratiques à l'image de l'ignorance des événements d'In Salah, le non association des paroles des opposants au gaz de schiste, faible diffusion d'émission sur la question, orientation

du discours partisan, déviation des débats vers l'objet économique, traitement faible des dangers éventuels dus à l'exploitation du gaz de schiste dans les émissions, etc.

Sur le plan politique, l'enjeu s'est déroulé d'abord à l'assemblée populaire nationale (APN). Malgré l'opposition des députés minoritaires³⁷³ et leurs tentatives de créer un débat contradictoire à l'APN, celle-ci se trouvait asphyxiée par la majorité gouvernante et acquise³⁷⁴ en faveur de l'exploitation du gaz de schiste. Hormis, quelques députés, les « représentants du peuple » n'ont pas traduit la volonté générale de la rue, y compris l'unique député de la région d'In Salah.

Les prolongements de ces pratiques politiques sont associés aussi à des pratiques de séduction par l'allocation de budgets étatiques supplémentaires et de plans de développement de la région qui s'oppose au projet du gaz de schiste. Sans parler des manœuvres répressives, de menaces et des agissements en coulisses menés contre les opposants au gaz de schiste.

Sur le plan médiatique, aussi, le réseau des promoteurs du projet ont tenté de diffuser une image clean, présentant le gaz de schiste comme étant une ressource naturelle et une aubaine pour l'économie du pays. A cette période, entre 2009-2012, les protagonistes sont peu nombreux et leur discours était invisible au sein des médias. A la même époque l'action publique s'est traduite par une politique d'évitement des risques et s'est focalisée sur l'apport de l'exploitation de cette richesse pour l'économie nationale. Ce volet médiatique sera développé plus en détail dans le Chapitre VI.

Il a fallu attendre que la polémique prenne de l'ampleur pour constater une certaine inquiétude chez les autorités officielles qui multiplient les interventions publiques sur le sujet et tentent de rassurer l'opinion publique qui commence à s'agiter.

La gestion du dossier est devenue encore plus difficile dès le jour où l'opinion publique manifeste dans la rue pour s'opposer à ce projet. Pour contrer le front social en ébullition, les autorités vont d'abord déployer un discours rassurant, ils mobilisent les médias publics et certains spécialistes organiques partisans du projet et ceux qui sont « au service de » pour reprendre encore l'expression de Gaudillière³⁷⁵. Leur but était de réduire la montée du discours sceptique qui met l'accent sur les dangers de l'exploitation du gaz de schiste. L'analyse du contenu médiatique et des interventions officielles nous offrira des indicateurs révélateurs des stratégies et de l'action publique officielle ainsi que les ressources et les

³⁷³ Représentés par les partis de l'opposition (RCD, FFS, MSP...)

³⁷⁴ La majorité était de Front de Libération Nationale, qui gouverne en alliance avec le Rassemblement National Démocratique.

³⁷⁵ Gaudillière, J-P. (2006). Intellectuels engagés et experts : biologistes et médecins dans la bataille de l'avortement. *Op.cit.*

réseaux déployés. Le réseau institutionnel composé de ministères (environnement, ressources en eau, énergie...), d'universitaires organiques, et des relais (associations, médias) de la politique officielle, développent une argumentation qui tentait de justifier le choix politique adopté, comme étant le meilleur possible. Ce genre de discours, selon Zittoun, consiste à la fois: « à définir, formuler, propager et imposer une proposition »³⁷⁶, des pratiques que nous avons observées lors du conflit autour du projet du gaz de schiste en Algérie. La mobilisation de certains universitaires pro-gaz de schiste, les tentatives d'amadouer le front local anti-schiste par les députés de la majorité, d'une part, et la visite du ministre de l'énergie, l'envoi d'un émissaire³⁷⁷ représentant le chef de l'Etat à In Salah, traduisent une réponse des pouvoirs publics à la mise à l'agenda public de la problématique du gaz de schiste. Donc, une reconnaissance de la problématique.

Ce volet des pouvoirs publics nous permet de mettre en évidence le réseau institutionnel que nous jugeons important dans cette controverse puisqu'il a tenté d'abord d'imposer une vision propre (saine) et sans risque du projet puis de retraduire le discours critique des opposants. Il est intéressant pour nous de se pencher sur les arguments avancés par les promoteurs du projet, ceux apportés en réponses (retraduction) aux interrogations et aux craintes des opposants.

L'avantage de ce réseau institutionnel public réside en sa possession des instruments d'action qu'ils soient juridiques, législatifs, médiatiques et même coercitifs auxquels il recourt dans cette dualité avec les autres réseaux opposants. La force de ce réseau demeure aussi dans sa structure organisationnelle en forme de triangle de fer³⁷⁸, c'est-à-dire une alliance informelle entre les décideurs politiques, l'industrie de l'énergie et les relais des pouvoirs publics.

Par contre, le réseau anti-schiste, notamment local, privé de ce privilège, se contentait de ses propres moyens et des ressources fournis par les membres et sympathisants du réseau par esprit de solidarité.

C'est dans cette perspective que nous voulons convoquer, encore, l'approche de la mobilisation des ressources pour éclaircir l'usage des instruments et des ressources³⁷⁹ par les uns et les autres. Donc, de mettre en exergue la dualité entre le réseau des promoteurs et celui des sceptiques. En d'autres termes, de faire la lumière sur la volonté de confiner et de publiciser les risques relatifs à l'exploitation du gaz de schiste par les antagonistes.

³⁷⁶Zittoun, P. *La fabrique politique des politiques publiques: Une approche pragmatique de l'action publique*. Dans Chailleux, S. *Op.cit*, p. 29.

³⁷⁷Il s'agit de Directeur général de la sûreté nationale, le général-major Abdelghani Hamel. Arrivé le 18/01/2015 à In Salah

³⁷⁸Concept américain qui résume la relation entre l'administration, le politique et les groupes d'intérêt

³⁷⁹Le choix des termes instruments et ressources est utilisé juste pour distinguer les réseaux d'acteurs.

IV.12) La mobilisation des ressources par les acteurs anti-GDS

Malgré la différence dans les approches, de la mobilisation des ressources et de l'acteur réseau, elles sont toutes les deux complémentaires voire même inséparables l'une de l'autre. Il ne peut y avoir d'action collective ou d'opinion publique contestataire sans une mobilisation d'acteurs sociaux et la réciproque est juste. De surcroît, une action collective mobilise forcément des ressources humaines et/ou matérielles.

Cette théorie résulte des travaux de Mancur Olson menés sur la théorie du groupe, dont l'intérêt commun en forme le socle du paradigme. Par la suite, cette théorie a été enrichie par les critiques de certains auteurs (Neveux, 1996, Lafargue, 1998) qui ont insisté sur l'importance de l'aspect de construction des identités et des cultures de groupe et de mouvement. D'autres, tels que Charles Tilly, considèrent que « les réponses et les protestations des individus répondent aussi à un apprentissage de l'action collective »³⁸⁰ durant lequel les acteurs sociaux adoptent un répertoire de l'action retraçant l'évolution de l'action collective dans les temps et les ressources y associées.

La nouveauté de la controverse environnementale en Algérie en général et la spécificité du mouvement anti-schiste d'In Salah en particulier nous forcent à aborder le répertoire d'action et des ressources employées par les acteurs locaux dans leur lutte. Par conséquence, nous allons « faire le lien entre les différentes conditions externes de la mobilisation »³⁸¹, ou plutôt élucider les conditions relatives à la naissance de cette opinion publique contestataire et de son entretien.

L'usage simultané de ces deux approches, c'est-à-dire de l'acteur réseau et de la mobilisation des ressources n'implique pas leur unification dans un seul modèle. Il s'agit plutôt d'assemblage des outils (différences et ressemblances), que présente chacune d'elles, en un équipement de base fondamental pour l'analyse de la controverse anti-schiste. En ce sens, le concept de la structure des opportunités développé par Mc Adam et al³⁸², fournit des variables relatives à l'organisation politique, sociale et médiatique, explicatives de la naissance de toute action collective et à la formulation de revendications. Cet aspect nous permettra de cerner les facteurs ayant catalysé la naissance du mouvement anti-schiste à In Salah. Quant aux formes d'organisations formelles et/ou informelles mobilisées par les protestataires, celles-ci, nous aideront à comprendre les stratégies développées par le réseau

³⁸⁰ Sanchez, M.-A. (2015). *Mouvements sociaux et démocratie au Mexique 1982-1998, un regard du point de vue régional*. Paris : L'Harmattan, p. 43.

³⁸¹ Kitschelt, H, Organization and Strategy in Belgian and West German Ecology Parties. Dans Fillieule, O. Péchu, C. (1993). *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris : L'Harmattan, p. 172.

³⁸² Théberge, B. (2006). *La construction des problèmes publics en environnement: Analyse de la controverse du Suroît* (Maîtrise en sciences de l'environnement). Université de Montréal, p. 34.

d'opposants au gaz de schiste dans sa lutte. La définition des enjeux mobilisateurs, c'est à dire les processus de cadrage cognitif du problème, nous renvoie au sens fabriqué et au discours développé autour de la question du gaz de schiste. Ainsi qu'aux représentations sociales construites.

Au même titre que la théorie de l'acteur réseau, l'approche de la mobilisation des ressources est aussi importante dans notre démarche méthodologique puisqu'elle explique en partie le succès ou l'échec d'un mouvement en s'appuyant sur les facteurs relevant du répertoire d'opportunités politiques. Ces facteurs auxquels McAdam (1996) a fait référence³⁸³ sont l'ouverture ou la fermeture des systèmes politiques, la stabilité ou l'instabilité des élites politiques, présence ou absence d'élites liés aux mouvements sociaux, la propension à la répression de l'Etat. Mais aussi, la capacité des mouvements à entreprendre des actions non conventionnelles, l'influence des objectifs, l'effet de l'aile radicale et le répertoire médiatique.

A ces facteurs relevant de répertoire d'opportunités politiques, s'ajoutent les cinq facteurs d'influence de la mobilisation que Benford et Snow³⁸⁴ soulignent, en l'occurrence : La gravité du problème, la cause du problème, les zones d'influence, l'efficacité de l'action collective et la nécessité de s'opposer.

Dans le cas de notre étude, cette approche de mobilisation des ressources apparaîtra, notamment, dans l'usage des instruments et des structures d'informations et de communication (médias), les ressources humaines, politiques, moyens coercitifs (répression) et administratifs (représailles) que le réseau institutionnel avait mobilisé. Mais aussi dans l'usage des ressources non humaines, telles que ; les moyens alternatifs (RSN), pratiques culturelles, expériences antérieures et d'ailleurs, ainsi que l'expertise scientifique que le réseau des opposants avait employé. Sans oublier, également le contexte international, régional qui constituent aussi une structure d'opportunité à grande échelle et qui intervient dans la construction argumentaire.

IV.13) Un argumentaire entre le scientifique et le profane

La problématique du gaz de schiste met, également, en exergue les coalitions discursives mobilisées par les différents acteurs et puisées des registres scientifique et de profane. Dans leur lutte interposée, les promoteurs composés essentiellement de spécialistes du domaine, d'universitaires et de hauts cadres sont plus à l'aise dans le maniement des chiffres, du jargon économique et de vocabulaire technico-scientifique donnant ainsi plus de pouvoir à ce réseau,

³⁸³Sanchez, M.-A. *Op.cit*, p. 45.

³⁸⁴Théberge, B. *Op.cit*, p. 44.

et lui conférant une économie d'efforts. Contrairement, au réseau des opposants, dont les meneurs de mouvement ont la responsabilité de vulgariser les enjeux de l'exploitation du gaz de schiste aux citoyens « ordinaires ».

Dans cette quête de persuasion du public, le réseau des sceptiques au projet gazier avait la tâche plus ardue que le réseau des promoteurs. L'opposition à ce projet, implique une mobilisation citoyenne et celle-ci exige un travail de persuasion qui passe par un effort d'explication et de vulgarisation des risques de l'exploitation du gaz de schiste. D'autre part, ce réseau d'opposants est obligé aussi d'élaborer un discours pour contrecarrer celui des promoteurs et apporter des solutions alternatives.

Dans cette lutte déployée dans plusieurs arènes publiques, aux acteurs hétérogènes, il est impératif de s'interroger sur les formes argumentatives des uns et des autres. Aussi, sur la part du profane dans les pratiques des acteurs qui récusent le projet du gaz de schiste, particulièrement, la technique de fracturation hydraulique qui diverge les opinions. Sur ce, les barrières de la vérité exercées autrefois par l'expertise scientifique deviennent plus accessibles actuellement au grand public. L'internet et la circulation d'informations à l'échelle de globe offrent la possibilité à cette frange d'individus de saisir d'une manière plus simple et vulgarisée les enjeux, jusqu'alors, ignorés de ce projet. Cependant, l'engagement des cadres professionnels et des compétences formant les noyaux d'opposants au projet ainsi que leur proximité avec les citoyens, ont instauré une relation de confiance avec la population d'où la désignation de porte-parole. Tandis que les efforts déployés dans la persuasion et l'explication par les meneurs de la cause ont comblé le déficit du grand public pour la chose scientifique, ce que souligne la sociologie de connaissance.

IV.14) La rhétorique de persuasion

Les différents réseaux en concurrence dans leur lutte de représentation du projet mobilisent une rhétorique de persuasion. Devant les risques et les incertitudes scientifiques, le réseau des promoteurs préfèrent formuler un argumentaire qui relève du domaine économique. Il s'appuie sur la rentabilité du projet et la nécessité de satisfaire les besoins du marché intérieur et extérieur. Quand, ils abordent les risques, les promoteurs s'inscrivent dans la défensive. Ils louaient le cadre juridique national qui régit le domaine des hydrocarbures, en termes de protection de l'environnement, les études d'impact sont une preuve garante pour eux.

Contrairement, aux sceptiques qui semblent en position de force en matière d'arguments. Les cas concrets et les expériences d'ailleurs sont salvateurs pour eux. La reproductibilité de ces faits est plus plausible d'autant plus que le procédé technique est le même partout, ce qui a

renforcé davantage les thèses des anti-schistes et fragilise celles des promoteurs, en retour. Les opposants ont toujours associé, à leur discours, la science. Leur attachement à l'expertise scientifique est dévoué. D'ailleurs, ils ont réclamé, à maintes reprises, une commission d'experts indépendants pour statuer sur la question, chose à laquelle les autorités n'ont jamais acquiescé. Animées par des scientifiques et universitaires, l'organisation de conférences, en pleine air, par les acteurs anti-schistes, est un indicateur de cette relation de confiance accordée par le public à l'expertise scientifique qui détient le pouvoir de légitimité. La technique de fluopropane proposée par le réseau des promoteurs en tant que technique alternative propre a été disqualifiée scientifiquement puisqu'elle n'a pas fait ces preuves jusqu'à lors. Par conséquent, elle disqualifie, tacitement, la technique de la fracturation hydraulique. Ceci dit, l'expérience et l'expertise scientifique sont déterminantes, elles donnent raison aux thèses critiques des sceptiques.

Sur un autre registre, la caution flagrante de certains scientifiques et de hauts cadres du domaine pour le projet a fait réagir d'autres universitaires et spécialistes du secteur qui ont fait de cette cause un genre d'engagement de principe en forme de « militantisme scientifique ».

Le vécu et les expériences antérieures qui ont marqué la mémoire collective des habitants du grand sud algérien enclenchent, dans l'esprit de l'acteur profane, la peur et un processus d'assimilation de ces faits négatifs (toujours visibles) aux incertitudes de l'exploitation du gaz de schiste. Ces convictions profanes sont inébranlables par le discours des promoteurs, puisqu'elles émanent de leur vécu, de leur for intérieur et de leur « expertise profane ».

IV.15) In Salah : engagement local pour une cause globale

La région du sud du pays, précisément, l'oasis d'In Salah, jadis connue pour sa stabilité sociale et politique, représente, pour nous, un prototype de mobilisation contre l'exploitation du gaz de schiste en Algérie. Cette ville algérienne de 45 000 habitants (environ) est située en plein désert, à 1200 km d'Alger. En plus de son climat extrêmement désertique qui rend la vie plus difficile, In Salah se trouve également au centre de plusieurs menaces ayant déjà marqué la conscience collective des habitants de la région tels les essais nucléaires français datant des années 1960, les puits poubelles des déchets de l'industrie pétrolière, le site d'injection ou d'enfouissement de CO₂, ainsi que les sites de l'exploitation du gaz de schiste. Ces éléments nous donnent une idée plus au moins claire sur ce qu'endurent les citoyens de cette localité, qui fait l'objet de notre étude.

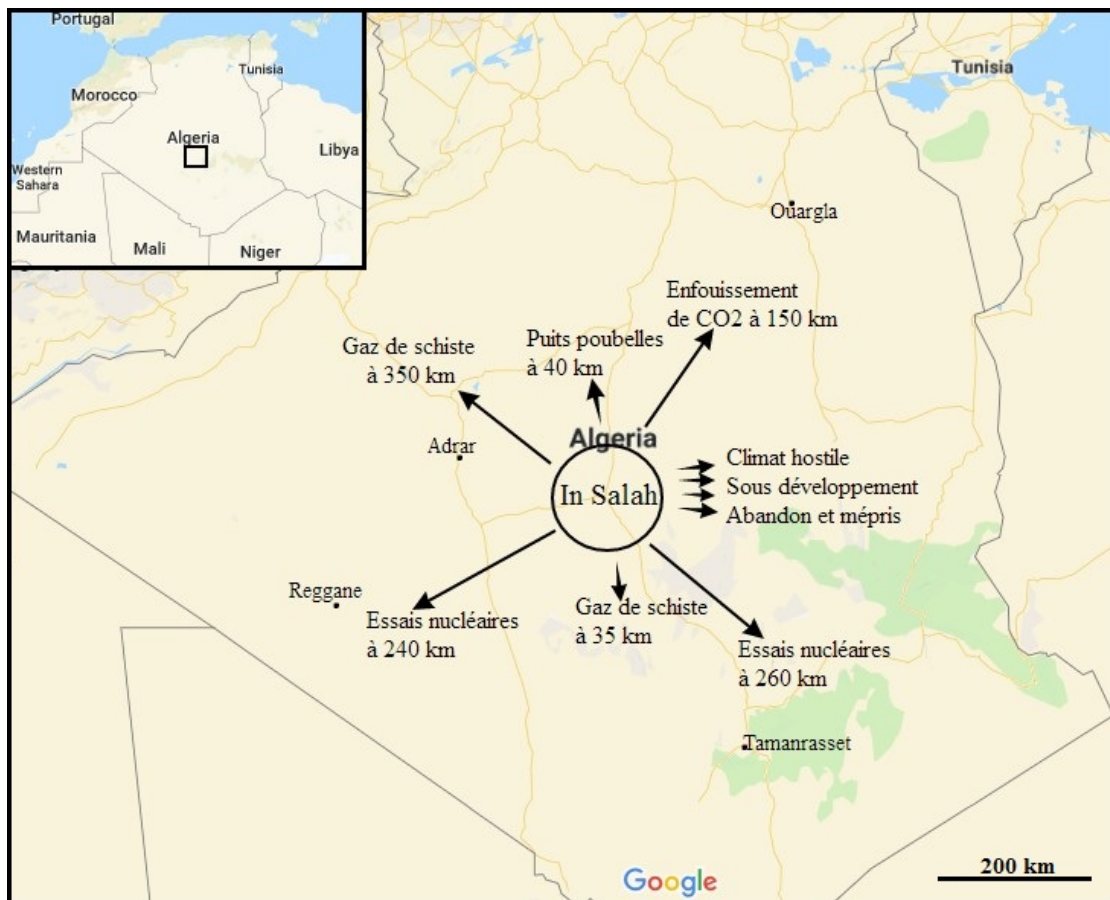
Dans les temps anciens, In Salah représentait un pivot du commerce pour les caravanes sahariennes qui viennent du Soudan, du Maroc (Tafilalt), de Ghadamès, etc., pour faire le troc des produits nécessaires à leur consommation de base tels que le sel, les céréales, les dattes, les peaux d'animaux. En plus de l'activité commerciale, l'abondance de l'eau en quantité dans cette région avait permis à la population de cultiver les terres de l'oasis. Dans son compte rendu de voyage, Solleillet³⁸⁵ rapporte à la fin du 19^{ème} siècle que parmi les récoltes locales, il note les dattes, le siné, le blé, l'orge, les légumes, les courges, en plus de plusieurs espèces d'arbres fruitiers comme les grenadiers, les abricotiers et une espèce de cédratier. Depuis, cet espace vital a connu plus d'arrimage des races humaines d'origines diverses, il est devenu un lieu de brassage sociologique, mais aussi une forteresse devant la conquête coloniale « devenue un sujet de terreur pour les gens d'In Salah »³⁸⁶. Au 20^{ème} siècle cette oasis attise également de nouvelles formes de convoitises, celles des grandes firmes internationales et de l'industrie minière en raison des sous-sols de la région qui regorgent d'hydrocarbures et de ressources naturelles.

De ce fait, la population de cette région se trouve en perpétuel confrontation avec de nouveaux arrivants qui façonnent et modifient leur espace vital, leur rapport social et leur environnement. Si elle a su s'adapter à de nouvelles cultures et vivre en harmonie avec d'autres groupes d'origines différentes, la population locale a fait dans la résistance armée face à l'envahisseur colonial. Tout récemment, elle a fait dans la résistance pacifique pour préserver et protéger son environnement naturel de la convoitise des multinationales et du capitalisme.

³⁸⁵ Solleillet, P. (1875). *Voyage d'Alger à l'oasis d'In Salah* (Rapport présenté à la chambre de commerce d'Alger,). Jordan, 1875, p. 95. Repéré à <http://www.algerie-ancienne.com>, 25/05/2015.

³⁸⁶ Grévoz, D. (1989). *Sahara 1830-1881 : les mirages français et la tragédie Flatters*. Paris : Ed. L'Harmattan, p. 59.

Figure N°1 : Représentation des risques entourant la région d'In Salah, d'après les représentations des acteurs sociaux d'In Salah³⁸⁷.



Source : Élaborée par nos soins.

15-1) Echantillon d'étude

Dans cette étude, nous avons réparti notre échantillon d'étude en trois catégories distinctes :

- La première concerne, les citoyens « ordinaires », c'est-à-dire, les habitants d'In Salah, qui se sont opposés au projet de l'exploitation du gaz de schiste ;
- La deuxième, représente les acteurs sociaux les plus actifs lors du mouvement, ceux qui ont été à l'avant-garde localement ;
- Le dernier échantillon d'étude, sera formé par un corpus médiatique constitué d'écrits de presse, émissions audiovisuelles et publications sur les réseaux sociaux numériques publiés et diffusés sur le sujet.

³⁸⁷ Selon les dernières informations avancées par l'association *Shams*, certains puits poubelles destinés aux eaux extraites de l'industrie gazières sont situés à environ 25 km au Nord de In Salah et à quelques encablures des forages d'eau potable qui alimentent la wilaya de Tamanrasset.

15-2) Outils de collecte de données

Cette recherche est confortée par plusieurs outils de collecte de données : l'observation participante et non participante des événements relatifs au gaz de schiste, l'entretien semi-directif, le questionnaire semi-directif et l'analyse de contenu médiatique. Ces outils de recherche vont nous permettre d'établir tacitement ou implicitement des corrélations et des causalités entre plusieurs variables intervenants dans l'émergence de la controverse du gaz de schiste. Les objectifs visés par chaque outil se situent à plusieurs niveaux :

15-2-1) L'observation

En tant qu' « outil de collecte de données qui se démarque de l'entrevue »³⁸⁸, l'observation, dans notre cas d'étude, permet de saisir certaines attitudes et habitudes au sein de la population d'étude dans un contexte que ce soit social ou organisationnel. Le recours à cette technique, selon Michelat, se fait à « chaque fois que l'on cherche à appréhender et à rendre compte de systèmes de valeurs, de normes, de représentations, de symboles propres à une culture ou à une sous-culture »³⁸⁹. Ces éléments observés seront d'une grande utilité pour compléter et expliquer les autres données recueillies.

15-2-2) Le questionnaire

Celui-ci est de type semi-directif et destiné aux citoyens lambda. Il est porté essentiellement sur la prise de conscience des publics des risques environnementaux dus à l'exploitation du gaz de schiste. Il visait à estimer, leurs connaissances du sujet, leur degré de conscience des problèmes, leur influence par d'autres acteurs sociaux, leur compréhension des enjeux, ainsi que leurs principales sources d'information.

Par cet outil, nous voulons comprendre le processus de la mobilisation collective et de cette prise de conscience citoyenne envers les risques de l'exploitation du gaz de schiste en Algérie. En d'autres termes, nous cherchons à comprendre comment les citoyens sont arrivés à se mobiliser et à passer à l'action.

Nous mettrons également en évidence l'attachement manifesté par la population à son espace vital (territoire), son accès à l'information, son usage des technologies de l'information et de la communication et des réseaux sociaux numériques. Enfin, sa réception du discours des autres acteurs sociaux les plus influents.

³⁸⁸ Bonneville, L., Grosjean, S., et Lagacé, M. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. Canada, Montréal : Les éditions de la Chenelière inc. p. 179.

³⁸⁹ Robert A.-D., et Bouillaguet, A. (2007). *L'analyse de contenu. Que sais-je ?* (3^{ème} édit.). Paris : Presse universitaire de France, 2007, p. 106.

15-2-3) L'entretien

L'outil d'entretien employé est de type semi-directif. Il nous permettra de nous focaliser davantage sur l'échange avec les membres les plus actifs du mouvement, notamment les intervenants dans la sensibilisation, la mobilisation et les représentants des citoyens lors du mouvement d'opposition contre le projet du gaz de schiste. L'objectif est de collecter ce que les acteurs sociaux pensent et ressentent de certains aspects de la controverse. Ce qu'ils ont développé comme discours et stratégie, leur constitution en réseau, leur apport et leur relation avec les autres forums sociaux. En tant que outil « associé relativement à une méthode d'analyse de contenu »³⁹⁰, le contenu des entrevues fera « l'objet d'analyse systématique destinée à tester nos hypothèses de recherche »³⁹¹. Nous allons, également, étudier le capital social des acteurs anti-schiste, leur qualité, leur engagement, leur contribution au sein du mouvement.

Conformément aux engagements d'éthique académique et par soucis de représailles la liste des interviewés a été tenue anonyme.

Les entretiens ont été réalisés principalement entre le mois de décembre 2016 et le mois de janvier 2017. Le mode de face à face est le plus privilégié, vient ensuite le moyen téléphonique pour certains cas notamment la gent féminine en raison d'abord de la sensibilité du sujet qui suscite des peurs chez nos interlocutrices mais aussi à cause de l'aspect conservateur de la société locale.

Les entretiens se sont déroulés en langue arabe algérien, après traduction³⁹² du guide d'entretien du français vers l'arabe (Voir Annexe 1). Les entretiens sont enregistrés puis retranscrits intégralement manuellement. Des extraits (verbatim) en arabe algérien accompagnés d'une traduction en français, seront mobilisés tout au long de l'analyse pour illustrer et appuyer les éléments développés dans l'analyse et l'explication. Ce choix de langue est fait pour garder l'originalité du sens exprimé par nos interlocuteurs et qui est difficile à reproduire fidèlement lors de la traduction en langue française.

Hormis quelques cas, l'ensemble des entretiens ont été réalisés dans trois endroits différents choisis spécialement pour l'occasion : le siège de l'association *Shams*, celui de l'association *El Ihssane*³⁹³ et la maison de jeunes d'In Salah tous situés à quelques encablures du centre-ville et connus de tous. Ces lieux inspirent une certaine confiance, notamment, pour la gent

³⁹⁰Van Campenhoudt, L., Quivy, R. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales* (4^{ème}édit.). Paris : Dunod, p. 173.

³⁹¹*Idem.*

³⁹²La traduction des questions de français vers l'arabe est assurée par des amis traducteurs de formation.

³⁹³L'idée de l'association El Ihssane est née à la place Soumoud, lors du mouvement anti-schiste local. Ses membres étaient, pour la plupart, des militants anti-schistes. Elle active dans le domaine social et humanitaire.

féminine qui a préféré les sièges des deux associations. La maison de jeunes était consacrée plutôt aux hommes. D'autres entretiens ont été réalisés sur les lieux de travail (4) de nos interlocuteurs, dans leurs maisons (2) à la demande de ces personnes, ou encore à l'intérieur de leurs véhicules (3). Les entretiens ont été faits généralement le matin (avant midi), ou le soir de 16h à 22h à la demande des interviewés.

15-4) L'analyse de contenu

Il s'agit du contenu médiatique relatif au sujet du gaz de schiste diffusé par les médias algériens (audiovisuels, presse écrite). L'analyse de cette matière journalistique s'est basée essentiellement sur trois catégories d'analyse à savoir : L'intervenant, l'angle développé et le discours employé. Autrement dit, ces catégories nous renvoient aux questions de Lasswell : Qui dit, quoi et comment ?

L'objectif de cette analyse consiste à faire l'inventaire de ce qui a été dit sur le sujet du gaz de schiste, par qui et comment a-t-il été dit. Une manière d'appréhender les logiques journalistiques et les cadres développés par les différents médias. Cette partie sera développée encore davantage dans le chapitre consacré aux médias (Chapitre VI : La traduction médiatique de la question du gaz de schiste).

Il est à signaler que ces outils de recherche ont fait l'objet d'une lecture critique par sept (07) enseignants³⁹⁴ et d'une statisticienne dans le but de réajuster les questions et d'anticiper l'aspect technique relatif à leur codage. A l'instar du questionnaire testé sur trois (03) personnes d'In Salah ayant participé aux contestations locales, notre guide d'entretien a été également examiné encore sur deux acteurs du mouvement anti-schiste d'In Salah, avant sa validation finale.

15-5) Observation participante et l'observation directe

En plus des outils cités précédemment, nous avons participé avant et au cours de notre recherche à plusieurs événements relatifs à la question du gaz de schiste. De par notre profil de biologiste et de journaliste scientifique, cette question nous a intéressés depuis 2013.

En plus, des lectures abordant les controverses qu'a suscitées le sujet du gaz de schiste un peu partout dans le monde, nous avons assisté, également à plusieurs conférences débattant directement ou indirectement la problématique de gaz de schiste.

³⁹⁴Pr Mostefaoui, B., Pr Ouchene, N., Dr Chabani, S., MCA Taeibi F.Z., MCA Djaroun, A. (ENSJSI), Pr Loucif, S., MCA Fellag, A. (Uni. Alger 3)

La première, portant sur le changement climatique, a été animée par Nicolas Hulot en 2013 à l'institut français d'Alger. Cette rencontre rentre dans le cadre de la préparation de la COP21³⁹⁵. Lors du débat, nous lui avons demandé publiquement ce qu'il pensait de l'exploitation du gaz de schiste en général et particulièrement en Algérie. Sa réponse fut très prudente. Ce jour-là, Nicolas Hulot, le militant et l'écologiste que nous entendons depuis notre enfance à la télévision, avait enfilé la casquette de politique à la place de celle d'écologiste ; Un an plus tard nous avons élaboré, avec un camarade de classe en journalisme scientifique, un dossier journalistique sur le gaz de schiste, publié dans le Quotidien d'Oran³⁹⁶ ; A la même année, nous avons assisté à une conférence sur les hydrocarbures non conventionnels organisée à l'ENSJSI³⁹⁷. Durant le débat l'ayant suivie, nous avons tenté de développer un argumentaire contradictoire aux thèses avancées par le conférencier³⁹⁸ qui n'avait pas caché sa position partisane à l'exploitation du gaz de schiste ; Un autre rendez-vous plus mouvementé et auquel nous avons participé, a été la marche nationale organisée le 24 février 2015 par la coalition des partis d'opposition (CNTLD)³⁹⁹ à Alger qui manifeste son soutien à la population d'In Salah, à l'occasion de la commémoration de la nationalisation des hydrocarbures. Malgré son caractère pacifique, la marche a connu une répression policière avec arrestations de manifestants. Dans le registre, toujours, de l'engagement de la société civile, nous avons assisté aussi à une conférence sur le mouvement anti-schiste organisée par l'association, *Rassemblement Action Jeunesse* (RAJ), à Alger. L'activité a été animée par l'une des membres de Collectif national pour un moratoire contre le gaz de schiste (CNMCGS), Dr. Sabrina Rahmani, en soirée ramadhane (10 juillet 2015) ; En Octobre 2017, en réaction à la déclaration du premier ministre algérien⁴⁰⁰ de relancer l'exploitation du gaz de schiste, le CNMCGS a organisé une rencontre débat sur le sujet, toujours au siège du RAJ. Nous étions conviés par le collectif à y assister.

³⁹⁵La 21^{ème} conférence des Nations Unis tenue à Paris de 30 Novembre à 12 Décembre 2015.

³⁹⁶Le Quotidien d'Oran fait partie des journaux nationaux francophones les plus lus en Algérie.

³⁹⁷École nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information d'Alger.

³⁹⁸Bentelis, A. (2014, 12 mai). Le gaz de schiste, enjeux, perspectives et développement. Conférence à l'école nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information, Alger.

³⁹⁹Coordination nationale pour la transition et les libertés démocratiques, à sa création en mai 2014, elle regroupe cinq partis et organisations politiques boycottant les élections présidentielles de 17 avril 2014.

⁴⁰⁰Ahmed Ouyahia, désigné en Août 2017 à la place d'Abdelmadjid Tebboune.

15-6) L'enquête de terrain

Le premier contact réel avec le terrain et la population d'étude remonte au début de l'année 2015, juste après la validation officielle de notre thème de recherche. Les premiers contacts ont été noués avec les étudiants d'In Salah présents aux universités d'Alger. Le recours aux réseaux sociaux numériques a été d'un grand apport pour nous, ce qui nous a permis de prendre attache avec certains acteurs locaux et préparer notre premier séjour à In Salah, prévu pour le mois de mai 2015.

Durant cette visite, nous avons réalisé, une pré-enquête de trois jours du 13 au 16 mai. L'objectif principal était de rassembler quelques éléments préliminaires pour la conception de nos outils de collecte de données. Ainsi que pour réajuster nos hypothèses de recherche, mais, aussi de tisser des liens de confiance avec les acteurs et la population de la région.

Lors de cette pré-enquête nous avons distribué vingt-cinq (25) questionnaires à la population encore présente à la place *Soumoud*, malgré la chaleur suffocante. Tout comme nous avons multiplié aussi les entretiens, les focus groupes et les échanges avec certains acteurs et militants locaux. Notre présence sur place a été vite diffusée sur la page Facebook *In Salah Sun & Power*. La population a été accueillante et positive, ils étaient contents que leur cause intéresse le monde académique. Leur engouement était remarquable pour remplir nos questionnaires, au point où ils étaient très collaboratifs. D'ailleurs, nous avons dû en imprimer un autre quota. Une vingtaine d'autres questionnaires ont été offerts par un buraliste suite à la demande des militants locaux qui veulent en remplir encore.

Après avoir élaboré et validé nos outils de collecte de données, nous y sommes retournés par la suite pour effectuer l'enquête finale. Au cours de ce deuxième séjour qui a duré un mois (de 19 décembre 2016 au 20 Janvier 2017), nous avons réalisé une quarantaine d'entretiens avec différents acteurs sociaux. Des questionnaires en nombre de 300 sont aussi distribués à la population locale ayant exprimé leur refus envers le projet du gaz de schiste. Cette enquête nous permettra de décrire et de comprendre les éléments intervenants dans le processus de construction de cette opinion contestataire.

15-7) Démarches méthodologiques

15-7-1) Dans le cas des entretiens

Le choix des interviewées était basé principalement sur le rôle et l'apport important de ces acteurs avant et pendant le mouvement d'opposition au projet du GDS à In Salah. Notre échantillon a été subdivisé, essentiellement en trois (03) catégories à savoir : la catégorie des jeunes, la catégorie des cadres professionnels et la catégorie des femmes. Grâce à leurs

apports et contributions dans le mouvement anti-gaz de schiste, leurs noms étaient généralement associés et cités par les citoyens de la ville et les médias. Dès lors, nous avons essayé de composer notre échantillon par l'effet « boule de neige », par lequel des acteurs désignent d'autres acteurs selon les critères que nous venons de citer ci-haut. Puis, les plus récurrents d'entre eux sont retenus dans notre échantillon d'étude. Sur les 50 personnes sélectionnées initialement, nous avons pu faire une quarantaine d'entretiens. Le facteur de disponibilité de ces acteurs était l'un des points les plus contraignants. Beaucoup d'entre eux travaillant ou étudiant loin de la région ceci a compliqué plus leur rencontre. La durée moyenne de ces entretiens est de 1h20mn, elle varie selon le profil de notre interlocuteur, sa collaboration et l'importance de l'échange.

15-7-2) Le profil des interviewés

Sur l'ensemble des acteurs présélectionnés, nous avons effectué 46 entretiens. La majorité des interviewés sont structurés dans des associations locales. Pour la Catégorie des jeunes, nous avons réalisés 13 entrevues sur les 17 recensés au préalable. Neuf d'entre eux sont des universitaires (en cours ou déjà diplômés). Leurs âges se situent dans la vingtaine. Parmi ceux contactés, nous avons enregistré un cas refusant totalement de collaborer sans donner de raisons. Il était l'un des animateurs les plus actifs à la place *Soumoud*. Selon nos informations, il semblerait qu'il a subi beaucoup de pression et de violence lors de l'opposition anti-GDS, ce qui l'empêche de s'exprimer par peur de représailles. Le trauma, dont il est victime, le plonge dans un silence et l'isolement.

Concernant, la deuxième catégorie sur les 35 cadres professionnels sélectionnés initialement, nous avons pu réaliser 24 entretiens. Certains d'entre eux travaillaient dans le secteur des hydrocarbures, de l'hydraulique, d'autres dans le tourisme et l'enseignement. Beaucoup sont structurés dans des associations ⁴⁰¹ de la région, telles que : *Shams*, *Basmatik* (environnementales), *El Ihssane*, *Ness El Khir* (sociales et humanitaires).

Quant à la catégorie des femmes, nous avons réalisé 9 entretiens, dont trois (03) par téléphone. Elles sont cadres universitaires (enseignement, finance, administration). Certaines sont aussi membres d'associations de la ville.

Il est à signaler que, sur l'ensemble des entretiens réalisés, trois d'entre eux ont été réalisés sous forme de focus groupe, rassemblant deux à trois individus qui ont préféré la compagnie.

⁴⁰¹ En termes de nombre, le tissu associatif dans la région est important. Leur nombre dépasse les 500 associations tout domaine confondu.

15-7-3) Dans le cas du questionnaire

La démarche était plutôt difficile. Au départ, nous sommes partis sur l'idée d'un échantillonnage en grappe qui consiste à tirer des numéros de districts, puis des îlots, ensuite des maisons. Mais, vu les conditions de terrain et les difficultés rencontrés, notamment la méfiance affichée par les individus sur le sujet, à cette méthode d'échantillonnage qui demande plus de temps et plus d'accessibilité aux questionnés, nous avons substituée une association d'échantillonnage probabiliste et non probabiliste.

En premier lieu, nous avons tiré au sort un échantillon de 20 districts sur un ensemble de 36 districts existants dans la subdivision d'In Salah. Dès lors, notre îlot est constitué d'un échantillon de 16 quartiers et villages correspondants aux numéros de districts tirés au sort (Voir Annexe n° 4). Dans chaque quartier et village nous avons distribué 15 questionnaires⁴⁰² par le biais d'intermédiaires de confiance, selon la méthode de proche en proche, avec qui nous avons tissé une relation d'amitié. Ceci nous a permis de suivre en continu l'opération par téléphone et d'éviter les contraintes sécuritaires. Il est à noter que nos collaborateurs étaient avisés sur la démarche à suivre et sont tenus d'expliquer et à orienter les répondants sur le comment remplir les questionnaires. Ceci, dans le but d'assurer un retour, en quantité et en qualité. D'ailleurs, sur les 300 questionnaires distribués, nous avons récupéré en retour 267, un taux de 89% qui reste un chiffre appréciable.

15-7-4) Corpus médiatique

Notre but se veut un balayage de quelques médias algériens ayant traité la question du gaz de schiste avant le déclenchement du mouvement anti-schiste à In Salah. Notre choix s'est porté sur : les médias audiovisuels représentés par le secteur public et privé, la presse écrite indépendante en l'occurrence les quotidiens nationaux privés.

Dans le cas des médias audiovisuels, le corpus est constitué par quelques émissions TVs diffusées sur les chaînes de télévision publiques (ENTV-terrestre, Canal Algérie et A3) et sur la chaîne privée (Dzair TV)⁴⁰³ qui relève du droit algérien. Ce choix dépend, en partie, de la disponibilité des archives sur cette question du gaz de schiste. Ce sont les seules chaînes qui nous ont fourni les archives sur le sujet. Malgré nos demandes incessantes et parfois

⁴⁰²Le nombre de questionnaires a été doublé dans quatre grands quartiers.

⁴⁰³Chaîne propriétaire de l'Homme d'affaire algérien Ali Haddad créée le 8 mai 2013 en marge de l'ouverture audiovisuelle. Elle était parmi les chaînes de droit étranger ayant reçu accréditation de leur bureau en Algérie par le ministère de la communication en 2015.

recommandées, d'autres chaînes de télévision⁴⁰⁴, refusaient tacitement de nous en fournir. Nous étions confrontés aux mêmes problèmes ; d'accessibilité et de rétention d'information, que ces mêmes médias dénonçaient.

Les numéros étudiés sont ceux passés dans les émissions : *Uni-vert*, *Question d'actu* (Canal Algérie), حوار اقتصادي⁴⁰⁵ (ENTV- chaîne terrestre) ainsi que dans *Controverse et قضايا اقتصادية*⁴⁰⁶ (Dzair TV).

Quant à la presse écrite, l'échantillon est constitué d'articles publiés dans les quotidiens : *El Watan*, *Liberté* et *El Khabar*, durant la période (sept 2009-déc 2014) qui précède la naissance du mouvement anti-schiste à In Salah. Le choix de l'article de presse réside dans le fait que les journalistes dans leur description des faits, « peuvent nous en donner leur interprétation ou les conséquences qu'ils anticipent »⁴⁰⁷. Le choix de ces organes de presse est justifié essentiellement par leur position dans le paysage médiatique algérien en termes de lectorat, de tirage⁴⁰⁸ et leur visibilité dans l'espace public (physique et virtuel). Ceci suppose, alors, une influence sur l'opinion publique.

15-7-5) Netographie des réseaux sociaux numériques

Notre observation de terrain (physique) a été prolongée sur les réseaux sociaux numériques. Notre intérêt s'est porté sur les publications relatives au gaz de schiste (projet du gaz de schiste, fracturation hydraulique), particulièrement, celles diffusées sur la page Facebook de la région (*In Salah Sun & Power*). Notre but était de collecter plus d'informations sur le sujet et d'observer les différentes représentations qu'on en fait du projet, et ainsi cartographier les acteurs les plus actifs sur le sujet. Ceci nous permettra de saisir les prolongements de la controverse dans l'espace virtuel et d'appréhender le rôle joué par les réseaux sociaux numériques dans la mise en agenda public de cette controverse et la diffusion du discours anti-gaz de schiste. Le suivi de ces médias sociaux s'est fait suite à une inscription aux groupes de discussion ou à l'adhésion aux pages Facebook, ou bien par ajout d'acteurs et militants anti-schiste à notre liste « d'amis virtuels ».

⁴⁰⁴ Parmi les chaînes que nous avons sollicitées : Echourouk TV (Créée le 6 mars 2011) et Ennahar TV (créée le 6 mars 2012). Toutes les deux ont vu leurs bureaux accrédités en Algérie par le ministère de la communication en 2015.

⁴⁰⁵ Débat économique.

⁴⁰⁶ Questions économiques.

⁴⁰⁷ Erik, N. (1999). Médias, mouvements sociaux, espaces publics. *Réseaux*, 17 (98), 17-85. Repéré à <https://doi.org/10.3406/reso.1999.2180>. Consulté le 15/03/2016.

⁴⁰⁸ Voir Mesure d'audience presse 2016. Repéré à http://www.mediasurvey-dz.com/wp-content/uploads/2017/10/rapport1-2016_presse_novembre.pdf.

15-7-6) Analyse des slogans

Dans le but de comprendre encore plus le sens exprimé par les acteurs anti-GDS, nous avons analysé les slogans relatifs à cette opinion publique contestataire. Ceci afin de relever les cadres interprétatifs et les dimensions afférentes au discours circulant sur la question. Pour cela, nous avons constitué un corpus de slogans, les plus visibles et auxquels nous avons eu accès. Pour recenser ces slogans, nous nous sommes basés sur nos observations non participantes et des séances de visionnage de photos, de vidéos de manifestations locales, en plus d'une recherche médiatique et sur les RSN.

IV.16) Un terrain d'étude très fracturé

L'une des premières difficultés qui était dressée contre nous comme un défi à relever consiste en l'éloignement de notre terrain d'étude. Comme nous l'avons dit plus haut, In Salah est située en plein désert à plus de 1200 km d'Alger. Cette distance nous a obligés à rester sur place, lors de notre déplacement, pendant un mois complet pour mener notre enquête de terrain à terme. Ceci implique beaucoup d'efforts, de financement et d'organisation face notamment aux imprévues ;

L'autre problématique à laquelle nous nous sommes confrontés est la disponibilité des personnes à interviewer. Malgré, nos efforts organisationnels, nous étions dans l'obligation de reporter beaucoup d'entretiens durant notre enquête, ce qui a chamboulé constamment nos plans de travail ;

L'accès aux données était aussi l'une des difficultés rencontrées sur ce terrain d'enquête. Si les données démographiques sur la population de la région nous ont été facilement communiquées par les services de la commune locale, après intervention de quelques intermédiaires de connaissances, cela n'a pas été le cas avec les données sanitaires. Les services hospitaliers locaux ont refusé de nous les communiquer et nous ont renvoyé à la direction de santé publique (DSP) de Tamanrasset (à 700km d'In Salah). Les mêmes difficultés sont rencontrées, également, à la demande de données, auprès du bureau de main d'œuvre local, concernant la situation de l'emploi dans la région. C'est le cas aussi des archives relatives aux correspondances, aux PV de réunions, aux déclarations de la société civile locale rédigées lors du mouvement sous l'égide de la ligue des quartiers et villages d'In Salah. Le secrétaire général de cette organisation s'est excusé, car il aurait reçu l'instruction de ne pas nous les communiquer.

Une autre difficulté rencontrée relève de normes sociales. L'aspect conservateur de la société a rendu encore notre mission plus difficile, notamment, pour nous rapprocher des femmes dans le but de nous entretenir avec elles sur l'objet du gaz de schiste. Ainsi que le montre le nombre réduit (09) d'entretiens réalisés avec les femmes de la région, dont trois (03) effectués par téléphone ;

Par ailleurs, l'aspect religieux, dominant dans la société locale, nous a toujours mis dans la gêne et l'embarras surtout, au moment des prières. Notre comportement de non pratiquant a, souvent, suscité des interrogations auprès de nos hôtes qui ont fini par comprendre que nous ne sommes pas trop religieux⁴⁰⁹.

Au-delà des difficultés techniques et sociales, le climat naturel de la région était, aussi, un facteur que nous avons été obligés de prendre au sérieux. Notre séjour était organisé de sorte à éviter les grandes chaleurs que connaît la région, soit d'avril à septembre de chaque année. Cependant, le climat froid et sec d'hiver est aussi pénalisant. En plus des jours courts, l'activité humaine commence un peu tardivement le matin et s'arrête plutôt le soir. De surcroît, dans cette région la sieste de midi est sacrée. Ainsi, notre volume horaire de travail a été réduit considérablement. Tous ces facteurs nous ont obligé d'adapter notre agenda au rythme de la vie courante de la population ;

Malgré nos efforts communicationnels, et les relations tissées avec de nombreux acteurs locaux pendant environ un an (de 2015 à 2016), mais la méfiance de nos interlocuteurs était toujours de mise, beaucoup de nos interviewés restent prudents et peu bavards lors de nos échanges sur certains aspects qu'ils jugent sensibles. La peur de représailles était visible sur leurs visages. Nous avons même un cas qui a refusé carrément d'être enregistré. Le même phénomène est observé, aussi, lors du remplissage des questionnaires. Certains, de nos intermédiaires chargés de les redistribuer ont été confrontés, eux aussi, à la méfiance de leurs voisins de quartiers et de villages en raison de la sensibilité du sujet et la peur de représailles. Cette méfiance citoyenne expliquerait le taux de 11% de non-retour enregistré.

A ces facteurs de contrainte, s'ajoutent les pratiques policières auxquelles nous avons été confrontés tout au long de notre séjour, sans vouloir rentrer dans le détail nous dirons simplement que ces manœuvres nous ont obligés à redoubler de vigilance. Par souci de ne

⁴⁰⁹Pour l'anecdote, en mai 2015, lors de notre pré-enquête à In Salah, nous avons été confrontés subitement à une situation très gênante à la place *Soumoud*. Alors, qu'on échangeait les discussions avec les présents, l'appel à la prière de muezzin retentit dans les airs et tout le monde se lève pour accomplir la prière du crépuscule (Maghreb). A cet instant l'un de nos interlocuteurs nous demande si nous avons fait nos ablutions ou non ? Sa surprise fut grande quand il a appris que nous ne sommes pas pratiquants. Pour réduire un peu l'étonnement chez notre ami et éviter d'être rejetés, nous avons dû inventer des histoires. Heureusement, notre ami, très compréhensif nous demande de nous éclipser pour éviter les sensibilités des gens

pas perdre nos données collectées sur le terrain, nous étions dans l'obligation de prendre nos précautions en numérisant tous nos questionnaires sous forme de photos (soit environ 2100 photos). Nos entretiens enregistrés étaient dupliqués en fichiers cachés dans des clés USB et disque dur externe, que nous avons soigneusement dissimulés.

A notre retour d'In Salah, nous avons appris par l'intermédiaire d'une personne bien informée, qu'une enquête policière est menée sur notre personne. Quelques temps après, une camarade et journaliste, active sur la question, nous avait confié qu'un proche à elle, responsable dans une région militaire, lui a demandé d'arrêter d'écrire sur le sujet du gaz de schiste, en raison de la sensibilité de la question qui « pourrait connaître mort d'Homme ».

Toutes ces difficultés rencontrées sur le terrain et les histoires entendues dans cette aventure intellectuelle et personnelle, révèlent à la fois, la complexité de la controverse du gaz de schiste en Algérie, ses prolongements et ses différentes dimensions mais aussi ses difficultés pour l'appréhender ainsi que les blocages auxquelles les chercheurs universitaires (algériens) se sont souvent confrontés dans leurs quêtes de productions scientifiques.

Partie II : Cadre pratique et opératoire

En guise de rappel, notre question centrale dans cette recherche s'articule comme suit : Comment des acteurs sociaux sont parvenus à traduire un objet technique en un problème (risque) public, jusque-là défini par certains comme une opportunité (une aubaine) pour l'économie nationale ?

La présente partie consacrée au cadre pratique et opératoire tentera de répondre aux hypothèses suivantes : la dynamique et les interactions des acteurs sociaux dans les espaces physiques et virtuels est à l'origine de l'émergence de cette opinion publique contestataire. En d'autres termes, la publicisation des risques par ces acteurs a produit un sentiment d'angoisse et de peur collective à l'origine de la revivification des expériences négatives antérieures (frustration, colère, indignation...) qui ont alimenté considérablement cette opinion. Par ailleurs, l'isolement ou la mise à l'écart des notables (porte-paroles traditionnels), par la population, du centre décisionnel citoyen, d'une part et l'émergence d'une nouvelle élite sociale, en d'autre part, a pesé lourdement sur la dynamique et le devenir de cette opinion publique. Quant aux médias, nous pensons qu'ils ont participé à la diffusion des cadres d'interprétation critiques sur le sujet du gaz de schiste, mais aussi à l'amplification (passage du fait à l'évènement) et à l'accompagnement du mouvement d'opposition anti-gaz de schiste. Procédant d'une logique événementielle imposée par la contestation anti-schiste.

Pour y répondre nous aborderons dans le Chapitre V, la naissance de la controverse du gaz de schiste dans le monde, son arrivée en Algérie et sa régionalisation suivant une logique de global au local. Dans ce chapitre qui se veut introductif à la partie pratique nous aborderons les acteurs intervenants dans la controverse du GDS et leurs discours en général. La mise en agenda médiatique de la question du gaz de schiste et sa traduction sera traitée dans le chapitre VI, où il s'agit pour nous de mettre en évidence les cadres d'interprétation développés par les médias et les intervenants sur la question. Par la suite, nous allons développer en deux temps l'analyse du mouvement anti-GDS d'In Salah dans le chapitre VII. Ceci par l'étude des aspects liés aux acteurs sociaux du mouvement et les développements ainsi que les trajectoires qu'a connu la cause. En clôture de cette partie, le chapitre VIII sera consacré à la « matérialisation » de cette opinion publique contestataire (OPC) et anti-GDS, par la mise en exergue des cadres interprétatifs et les arguments qui justifient l'agir des acteurs sociaux, mais aussi les facteurs qui ont favorisés l'émergence de cette OPC. Ce chapitre sera aussi appuyé par une analyse des slogans brandis et/ou scandés durant l'opposition citoyenne à In Salah.

Chapitre V

Naissance de la controverse du gaz de schiste en Algérie

Depuis la découverte du Charbon et bien plus tard du gaz et du pétrole, l'homme n'a jamais su et pu rassasier sa boulimie énergétique. Le début de ce siècle a vu l'arrivée d'une nouvelle ressource non conventionnelle, appelée communément gaz et pétrole de schiste, jusqu'alors non exploitée en raison des difficultés et des limites techniques.

La ruée à cette richesse fossile a commencé en Amérique du nord avant de regagner d'autres contrées. Elle a été nourrie par l'ambition de réduire les prix exorbitants du pétrole et de combler le déclin de la production conventionnelle qui a connu son pic de Hubbert (Peak Oil) il y a bien longtemps dans de nombreux pays (les USA l'ont connu depuis 1970). L'empressement vers cette nouvelle ressource a été motivé également par l'envie de sortir de la dépendance énergétique aux autres pays. Dès lors, les américains ont multiplié leur production en gaz de schiste, de douze fois, vers la fin des années 2000, alors qu'elle n'était que 11 milliards de m³ à ses débuts⁴¹⁰.

Le forage de 500 000 puits d'extraction des *shale gas* place les USA au premier rang des pays producteurs mondial de gaz en 2009, détrônant ainsi, pour la première fois dans l'histoire leur ennemi de toujours, la Russie (Terral, 2012). Leur maîtrise de la technique de fracturation hydraulique, fera d'eux les fournisseurs des autres pays en cette technologie et services. En plus des États-Unis, 25 pays au moins⁴¹¹ ont autorisé des programmes d'exploration des ressources de gaz et pétrole de schiste entre 2010 et 2015⁴¹². Mais, cette ruée vers ce nouvel « Eldorado » s'avère une courte expérience voire un échec pour plusieurs pays. En Pologne sur la quarantaine de compagnies présentes dans le pays en 2011, il n'en restait que trois en 2016. La Suède, l'Autriche ou la Roumanie ont connu des cas similaires⁴¹³, en raison notamment de la forte densité de la population et les coûts d'extraction très exorbitants. Ces pays constituent donc des terrains moins propices à l'industrie du gaz de schiste qui nécessite plus d'espace et de territoire.

A ces problèmes techniques, s'ajoutent ceux des oppositions citoyennes. L'exploitation du gaz de schiste est confrontée à la problématique de l'acceptabilité sociale, c'est-à-dire à l'opinion publique en raison des risques dommageables de cette industrie sur la santé humaine et l'environnement naturel. La mobilisation citoyenne à travers le monde a fait barrière à

⁴¹⁰ Ambroise, J. (2013). *Gaz de schiste, histoire d'une imposture*. Paris : Ed. Sang et Terre, p. 28.

⁴¹¹ Canada, Australie, Chine, Inde, Grande-Bretagne, Allemagne, Pologne, Pays-Bas, Argentine, Hongrie, Autriche, Roumanie, Bulgarie, Suède, Turquie, Algérie, Ukraine, Lituanie, Suisse, Danemark, Espagne, Tunisie, Brésil, Mexique ou Afrique du Sud)

⁴¹² Terral, P.-P. (2014). Les oppositions au gaz de schiste dans le monde : des protestations nationales à un mouvement citoyen transnational ? *Ecologie & politique*. 2(49), 81-94. doi : [10.3917/ecopo.049.0081](https://doi.org/10.3917/ecopo.049.0081). Consulté le 22/01/2018.

⁴¹³ Chailleux, S. *Op.cit*, p. 436.

plusieurs projets dans différents pays, aboutissant ainsi à l'adoption de moratoire et à l'arrêt des projets.

Dans le présent chapitre, qui se veut introductif à la partie pratique, nous allons exposer d'abord les origines de la controverse du gaz de schiste (GDS) dans le monde et son émergence en Algérie. Puis, nous aborderons les réseaux d'opposants, ainsi que les différents acteurs et les sphères d'interaction engagés dans cette problématique dès ces premiers échos en Algérie. Ensuite nous analyserons le discours développé sur la question. Cela nous amènera à parler des réactions des autorités publiques et du réseau des promoteurs mobilisé dans la controverse. Nous finirons le chapitre par une esquisse sur la régionalisation de la controverse, qui marque son passage de national au local, pour annoncer le cas de notre étude.

V-1) Aux origines de la controverse du gaz de schiste dans le monde

L'histoire de la controverse du gaz de schiste a commencé aux Etats-Unis d'Amérique dans les années 2000. Le film engagé « *Gasland* ⁴¹⁴ » (Fox, 2010) était l'un des premiers reportages à avoir montré la réalité de cette industrie et ses dérives. Deux ans après sa sortie, l'industrie du gaz de schiste en Amérique a tenté de contre-attaquer avec le reportage « *Truthland* ». Dans sa mise en scène, la réalisatrice Shelly suit la même démarche que celle de Fox, mais en mettant en valeur les bienfaits de cette industrie. Selon certains militants anti-schistes, cette riposte constitue un véritable travail de propagande, comme le résume un membre de l'association québécoise pour la lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) : « Je me sers de ce film dans un cours qui s'appelle - le rôle que font jouer les pétrolières et gazières aux femmes - [...] Je montre ça aux gens pour qu'ils voient ce que c'est que la propagande » ⁴¹⁵.

La mise en évidence dans le film « *Gasland* », des risques qui pèsent sur la santé humaine et l'environnement a provoqué des réactions en cascade dans plusieurs pays concernés par cette industrie qui emploie la technique de la fracturation hydraulique ⁴¹⁶. Celle-ci a été déjà, contestée dès 1994 en Alabama. A l'époque, la population de cet Etat du sud-est des Etats-Unis avait intenté un procès à l'industrie de l'exploitation du *Coalbed méthane* (gaz de couche ou gaz de houille), un gaz extrait du charbon par l'usage de cette technique. Depuis, la

⁴¹⁴Ce documentaire retrace le parcours du réalisateur américain Josh Fox sur la piste du gaz de schiste. Ce film a participé à la diffusion d'une alerte mondiale sur les dérives et les effets négatifs de cette industrie, malgré les critiques qui lui ont été faites.

⁴¹⁵Entretien avec un membre de l'AQLPA, avril 2013. Dans Chailleux, S. *Op.cit*, p. 132.

⁴¹⁶L'entreprise Halliburton était la pionnière en la matière, lorsqu'elle a inventé la technique de fracking en 1947.

fracturation hydraulique est soumise aux canons de la loi sur l'eau potable dans cet Etat (Jobert et Veillerette, 2011).

Mais, la forte demande énergétique des USA, qui n'a cessé d'augmenter, a conduit ce pays à retourner aux gaz de schiste au début du ce siècle. Dans ce registre, l'une des figures de proue ayant joué un rôle important dans le passage à l'exploitation de cette ressource énergétique non conventionnelle est incontestablement Dick Cheney. Sa longue carrière politique, depuis 1960, lui a permis de se faire un grand réseau de connaissances⁴¹⁷. Sa proximité avec les milieux des affaires l'a obligé à défendre les intérêts des lobbies, notamment pétroliers. Ses déclarations, en guise de caution à l'exploitation du Charbon dans l'Etat de Wyoming, sont des plus étonnantes, lorsqu'il annonce que : « Le Charbon contribue à nettoyer l'environnement »⁴¹⁸. Son influence l'a conduit à la tête de la direction de la firme internationale Haliburton. Ce géant pétrolier fondé après la deuxième guerre mondiale emploie actuellement 50 000 salariés dans 70 pays⁴¹⁹ à travers le monde. En plus du secteur pétrolier, Haliburton est aussi spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics. En 2011, elle fût classée le deuxième fournisseur⁴²⁰ de services à l'industrie gazière et pétrolière dans le monde.

Dès son installation en tant que vice-président des USA (2001), Dick Cheney s'est lancé dans l'élaboration d'une législation favorisant l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels. Sa volonté est traduite par l'institution de National Energy Policy Development Group, un Think Tank composé de 15 membres dont l'administratrice de l'EPA (Energy Policy Act). L'objectif de ce groupe était d'aider le secteur privé ainsi que les gouvernements locaux et nationaux à promouvoir une production et une distribution d'énergie fiable, accessible et respectueuse de l'environnement pour le futur⁴²¹. Mais, la réalité est tout autre, puisque les lobbies de l'énergie sont arrivés à leur fin. En effet, ils ont pu instaurer, en 2003, l'Energy Bill (Energy Policy Act) exempté du dispositif contraignant pour l'industrie énergétique, en ce qui concerne la qualité de l'eau potable et de l'air. Cette loi qui a été adoptée par le Sénat en juillet 2005, et qui permet de subventionner aussi l'industrie gazière et pétrolière, est baptisée

⁴¹⁷ Il était dans l'administration Nixon en 1969, puis secrétaire général de la présidence de 1975 à 1977, par la suite il siège au congrès pendant dix années (1978 à 1987) comme Elu du Wyoming. Sa carrière a connu une grande ascension puisqu'il a été nommé par Bush le père, ministre de la défense nationale (1989 à 1993), durant cette période les USA ont mené la première guerre du Golf. Une décennie après, il a été désigné cette fois-ci par Bush le fils en tant que vice président. Durant son mandat, les USA ont envahi l'Afghanistan et l'Irak, c'était la deuxième guerre du Golf.

⁴¹⁸ Jobert, M., Veillerette, F. (2011). *Gaz de schiste : de la catastrophe écologique au mirage énergétique (Les vrais scandales du gaz de schiste : titre de la première édition)*. Paris : Les liens de liberté, p. 114.

⁴¹⁹ *Idem*.

⁴²⁰ Chiffre datant de 2011. Dans Jobert, M., Veillerette, F. *Op.cit*.

⁴²¹ Selon le rapport du même Groupe datant de Mai 2001. Dans Jobert, M., Veillerette, F. *Op.cit*.

« Haliburton Loophole » (l'échappatoire d'Haliburton). A partir du moment, qu'elle a été protégée juridiquement, l'industrie va à l'affût des sous sols américains et l'aventure du gaz de schiste commence dès 2006.

En cette période de pleine crise de récession économique mondiale, les promoteurs du projet nourrissent l'ambition de réduire les prix exorbitant du pétrole et de combler le déclin de la production conventionnelle⁴²². De ce fait, ils tentent d'enrôler d'autres pays à leurs fins⁴²³ pour se constituer également en fournisseurs de services et de technologie.

Pour attiser les convoitises, les promoteurs du gaz de schiste emploient dans leur campagne de séduction, les chiffres alléchants de l'Agence internationale à l'énergie (EIA). Cette stratégie basée sur la mise en avant des statistiques de l'EIA a fait que les évaluations de cette richesse deviennent un enjeu majeur, surtout auprès des pays industrialisés et boulimiques du pétrole et du gaz. Dans son rapport datant de 2011, cette branche de l'OCDE, estime les réserves du gaz non conventionnel récupérables à 187 510 m³, ce qui correspond à 48 bassins répartis sur 32 pays à travers le monde⁴²⁴. Or, la même agence s'est trompée dans un rapport de un à cinq sur les réserves polonaises et de 96% pour celles de la Californie (Malti, 2015a). Les chiffres séduisants de cette agence ont fait couler beaucoup de salive à certains pays.

En Afrique, hormis la Libye qui est préoccupée par sa situation sécuritaire, l'Afrique du sud, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie entre autres y ont sauté à pied d'œuvre. Pourtant, la situation économique de ces pays n'est pas aussi dans l'urgence et le potentiel des énergies renouvelables reste jusqu'à présent sous et mal exploité.

V.2) L'avènement de la controverse du gaz de schiste en Algérie

L'avènement de cette controverse en Algérie et sa mise à l'agenda public remonte, réellement, à la fin de la décennie 2000. En cette période de pleine crise économique mondiale, les promoteurs du projet en Algérie commençaient à en parler sous prétexte de diversifier l'offre énergétique et d'augmenter les exportations. Ainsi, la nouvelle loi sur les hydrocarbures de 2012, consacrait des dispositifs juridiques et techniques pour l'exploitation des ressources non conventionnelles. Ce choix s'explique par le fait que les décideurs algériens voulaient s'aligner sur la même politique énergétique des USA (Malti, 2015). Mais, également, par la

⁴²²En 2011, la production de gaz non conventionnel (roche mère, réservoir compact et houille) était de 17Tcf, contre 9 Tcf de la production conventionnelle (Parks, 2014).

⁴²³En ce sens la société britannique CWC avait organisé à Alger (4, 5, 6 Octobre 2012) une conférence internationale sur l'énergie sous le thème : « Libérer le potentiel algérien, notamment de ressources non conventionnelles » en présence des grandes firmes qui ont manifesté leur intérêt pour le potentiel algérien de gaz de schiste.

⁴²⁴Ces chiffres sont avancés par l'AIE (agence internationale à l'énergie), organisme dont on dit indépendant.

panique qui règne dans les rangs du régime politique en manque de légitimité populaire et démocratique, accentuée depuis la baisse sensible des recettes publiques, qui étaient tombées jusqu'à 24 milliards de dollar en 2017, alors qu'elles étaient de 74 milliards de dollars en 2007⁴²⁵.

En effet, depuis le 11 septembre 2001, des bouleversements géopolitiques se sont produits dans le monde. Les déclarations du président américain George Walker Bush juste après les attentats de New York sont très évocatrices : « Celui qui n'est pas avec nous, il est contre nous ». L'invasion de l'Afghanistan, de l'Irak, l'accusation de certains pays de soutenir le terrorisme, la lutte internationale contre ce phénomène ont garanti aux Etats-Unis son emprise sur le monde.

C'est ce climat de peur et d'incertitude qui aurait poussé le président algérien Abdelaziz Bouteflika à conclure avec son homologue américain un accord secret en novembre 2001 (Malti, 2016). Ce deal, stipule une mise en application d'une nouvelle doctrine et des directives américaines en matière d'énergie. En contrepartie, les États-Unis fourniraient soutien et protection aux hommes du régime algérien et au président en personne. Dès lors, des contacts secrets ont été établis en 2010-2011 par l'ex-ministre de l'énergie et des mines, Youcef Yousfi, avec des multinationales pétrolières (Malti, 2016) aboutissant, deux ans après, à la promulgation d'une loi autorisant l'exploitation du gaz de schiste. Ainsi, se réalisent le souhait de Chakib Khelil⁴²⁶ et ses tentatives de réformes de la loi sur les hydrocarbures datant des années 2000.

La pression de la rue lors de la période dite de « Printemps arabe » a contraint le régime algérien en place en perte de légitimité à chercher des alliés extérieurs⁴²⁷. Par ricochet, cette conjoncture politique a favorisé la stratégie des puissances occidentales qui cherchent l'occasion pour arracher des contrats et des projets économiques contre un silence complice. De surcroît, le rapport⁴²⁸ de l'Agence d'information sur l'énergie avait mis l'eau à la bouche

⁴²⁵Entretien de Crisis Group, Amor Khelif, directeur de recherche, Centre de recherche en économie appliquée pour le développement, Alger, septembre 2017. Dans Crisis Group. (2018, 19 septembre). *Surmonter la paralysie économique de l'Algérie* (Rapport annuel). p. 10. Repéré à <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/192-surmonte-la-paralysie-economique-de-l-Algerie.pdf>

⁴²⁶Ex ministre de l'énergie et des mines de 1999 à 2010. Chakib Khelil est l'ami d'enfance d'Abdelaziz Bouteflika. Il est connu, aussi, pour sa proximité avec les américains. Il serait en possession de la nationalité américaine comme sa femme (Palestinienne) et ses fils. Dans Malti, H. (2010). *L'histoire secrète du pétrole algérien*. Paris : La découverte.

⁴²⁷L'Algérie aussi a connu des contestations appelant au changement politique notamment en 2011, par l'organisation hebdomadaire (chaque Samedi) de manifestations à Alger par des Partis de l'opposition et des militants des droits de l'homme.

⁴²⁸Le rapport de l'AIE (2011) place l'Algérie en troisième position dans le monde après la Chine et l'Argentine en termes des réserves du gaz de schiste. En 2013, la même agence avance le chiffre de 707 trillion de m³. Repéré à <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=11611>. Consulté 10/09/2017.

aux responsables algériens qui ont été séduits par le potentiel des réserves en gaz de schiste. Alors que tous les experts du domaine savaient pertinemment que le potentiel de récupération selon les normes internationales donne un coefficient en moyenne de 15 à 20 % et exceptionnellement 30 %, ce qui donnerait entre 3000 et 4000 milliards de mètres cubes gazeux commerciales pour l'Algérie⁴²⁹.

Dès lors, la compagnie publique Sonatrach aurait foré, en toute discrétion, une dizaine de puits du gaz de schiste, en association avec la firme Total, (Malti, 2015b). Un partenariat auquel, le géant français Total, avait décidé de mettre fin en janvier 2015, et officialisé par sa diffusion en ligne sur son site internet en juin 2015⁴³⁰, suite à la grande opposition citoyenne contre ce projet. C'est dans ces contextes, national, régional et international que le projet du gaz de schiste a pris racine en Algérie, plus précisément dans l'oasis d'In Salah.

V.3. Naissance d'un réseau d'opposants anti-GDS en Algérie

3-1) Nouvelles luttes sociales

L'une des premières observations concernant la controverse du gaz de schiste en Algérie est celle s'inscrivant dans le paradigme des nouveaux mouvements sociaux. Jamais dans l'histoire de l'Algérie, un mouvement environnemental aussi important n'a eu lieu par le passé. Elle marque officiellement l'avènement d'un nouveau genre de luttes sociales, celui de l'engagement environnemental. Depuis les années 1980, les mouvements sociaux qu'a connus le pays portent sur les revendications identitaires (printemps berbère en 80), politiques (Octobre 88) et socio-économiques (Béjaia et Constantine en 83 et 86). Du reste, les questions environnementales sont toujours reléguées au second plan derrière les autres types de problèmes publics qui préoccupent plus l'esprit des citoyens.

Vers les années 2000, le nombre de contestations sociales a augmenté considérablement. Il est passé des bastions traditionnels (régionaux) pour se généraliser à tout le territoire national. « La pauvreté, l'injustice qui gagnent du terrain dans le pays, les inégalités sociales, le chômage, l'impasse, et l'absence de projet social, la certitude de ne pas pouvoir réussir, sont autant de facteurs et de causes qui alimentent le sentiment d'insécurité et de la tentation à la révolte chez les couches moyennes et pauvres »⁴³¹.

⁴²⁹ Selon un document de Mebtoul, A. diffusé à la presse le 10 octobre 2014. Dans Sari, C. (2015). *La communauté économique maghrébine : une œuvre à construire. Op.cit.*

⁴³⁰ Le partenariat a été réactivé encore une fois en Avril 2017 sous forme d'accord global. Accès : <http://multinationales.org/Reconciliation-entre-Total-et-l-Algerie-le-retour-de-la-fracturation>

⁴³¹ Chami, T. (2009, juillet). *Causes et effets de la Harga et regards croisés avec la migration subsaharienne* (Synthèse d'atelier de travail). Université d'été, Ligue algérienne de la défense des droits de l'Homme, Alger.

Face à cette situation, les citoyens à composante majoritaire jeunes, inexpérimentés et sans encadrement partisan ni syndical adoptent un mode contestataire plus souvent violent (émeute, blocage de route, fermeture des institutions, Haraga...) pour exprimer leur détresse et un sentiment plus profond. Ils défiaient les pouvoirs publics par des actions démonstratives de terrains qui tournaient souvent en émeutes. Cette période est caractérisée également par des oppositions citoyennes à l'implantation de projets d'intérêt général jugés nuisibles à l'environnement social et naturel des riverains. A l'image des centres d'enfouissements techniques (CET), de cimenteries, d'usines et de transformation des espaces vert en constructions et en infrastructures publiques parfois privées. Ces oppositions locales ont élargi le répertoire contestataire pour toucher à de nouveaux domaines, tel l'environnement. La chasse des espèces animales rares (Outarde Houbara et Gazelle Dorcas) par les émirs du golfe arabe au sud algérien a été longtemps dénoncée dans la presse. C'est le cas, également, du parc naturel d'El Kala qui était touché par le passage de l'autoroute est-ouest. Ces voix contestataires indiquent l'intérêt que porte l'algérien à son environnement naturel.

Mais la problématique du gaz de schiste semble la plus marquante, car elle a convergé les consciences citoyennes dans tous les coins du pays. L'opinion anti-schiste naissante a dépassé le simple phénomène NIMBY, puisque les opposants au projet ne sont pas uniquement de riverains ou de citoyens plus touchés que d'autres, mais plutôt de citoyens conscients des enjeux et des risques à grande échelle que pourrait engendrer le projet gazier. Donc, leur agissement n'est qu'un mûrissement d'une prise de conscience des questions environnementales.

Nous pensons que cette expérience pose les jalons d'une pensée écologique qui inaugure un militantisme environnemental. En effet, depuis le mouvement anti-schiste, deux autres oppositions citoyennes à caractère environnementale ont vu le jour dans l'est du pays, plus précisément à Jijel (2018) et à Batna (2016). La localité d'Ighzar n Taqa (Batna) a connu une mobilisation importante de la population à l'implantation d'une cimenterie. Mieux encore, les opposants avaient même repris le slogan *Samidouns* entonné, un an auparavant, par la population d'In Salah.

Tableau N°1 : Quelques repères chronologiques de la controverse du GDS en Algérie

Evènements	Mois	Année
Nomination de Youcef Yousfi à la place de Chakib Khelil	Juin	2009
Sortie du film <i>Gasland</i>		2010
Première déclaration publique de Youcef Yousfi au CERA week conférence (Huston -USA) sur l'intérêt de l'Algérie pour l'exploitation du gaz de schiste.	Mar	2011
Rapport de l'EIA sur les réserves du GDS dans le monde		
Sonatrach signe un accord avec ENI		
N. Cherouati annonce les premières études sur le potentiel algérien en GDS	Nov	
Nomination de A. Zerguine à la tête de SH		
A. Zerguine annonce des études préliminaires sur les réserves du GDS		2012
Organisation des workshops shale gas à Oran par l'AIG	Fév	
A. Zerguine annonce 12 milliards \$ d'investissements pour l'exploration du GDS	Mai	
Lancement de pétitions par Kacem Moussa contre le projet d'Ahnet et par M. Bakir pour la protection des ressources en eau du Sahara.	Juin	
A. Zerguine annonce que le gouvernement compte améliorer les régulations pour développer les hydrocarbures non conventionnels	Août	
Lancement de la page Facebook : Non au GDS en Algérie	Oct	
Création du Collectif national pour les libertés citoyennes (CNLC)		
Passage des experts à l'APN		
Dépêche de l'AFP, reprenant la sonnette d'alarme des spécialistes algériens	Nov	
Le Premier ministre, A. Sellal déclare que le GDS c'est pour le long terme		
Atelier sur le GDS organisé par le réseau Rameve à Alger		
Rapport d'étude publié par André Picot de l'association française toxicologie-chimie sur le bilan toxicologique de la fracturation hydraulique		Déc
Déclaration de CEMAGAS à la conférence d'Oujda		
Laurent Fabius (Ministre des affaires étrangères – France) annonce à Alger la signature d'un accord pour l'exploration du GDS en Algérie.		
Delphine Betho (Ministre de l'écologie-France) dément la déclaration de Laurent Fabius		2013
Retrait des amendements sur le projet de loi sur les hydrocarbures formulés par les députés FLN sous l'ordre de Belkhadem.		
Présentation de la loi à l'APN, suivi par le discours des parlementaires		
Prise d'Otage au site gazier d'In Amenas		
Vote de projet d'amendement de la loi 05-07 sur les hydrocarbures avec l'intégration des hydrocarbures non conventionnels	Jan	
Intervention de Moussa Kacem par vidéoconférence à la conférence de CEMAGAS de Rabat.		
Organisation du symposium international sur le gaz naturel par l'AIG	Fév	
Conférence de Kacem Moussa à l'université de Tizi-Ouzou sur le GDS	Mar	
Forum social mondial à Tunis		
Emission Uni-vert (Canal Algérie) consacrée au GDS		
Création de la page Facebook : Tous contre le gaz de schiste (Shale gas)		
Manifestation à Londres des membres associatifs à l'occasion de la visite du ministre Y. Yousfi	Avr	
Publication du rapport de l'EIA sur le GDS, classant l'Algérie 3 ^{ème} dans le monde		

Le Ministre de l'environnement A. Benyounes déclare que : « le GDS ne menace pas l'environnement »	Jui	2014
Le ministre des ressources en eau H. Necib soutien l'exploitation du GDS		
Le département US de l'énergie classe l'Algérie au 3ème rang mondial en termes de réserves de GDS		
L'IAP organise les journées d'études sur « <i>Tight and shale reservoirs</i> » à Alger	Sep	
Institution d'une journée mondiale d'action contre le GDS (19 Oct)	Oct	
Séminaire international sur l'hydrogéologie et l'environnement à l'université de Ouargla	Nov	
Controverse émission sur Dzair TV consacre un débat sur le GDS		
Lancement du 4 ^{ème} appel d'offre pour l'exploration du Tight gas	Déc	
Rassemblement du mouvement <i>Houmat el Watan</i> à la place <i>Tahrir</i> à Ouargla	Juin	
Association culturelle d'échanges des langues de Batna (est algérien) organise une rencontre dont elle consacre une partie sur le GDS.		
Rassemblement à Alger du mouvement pour la jeunesse et le changement de Rachid Nekkaz		
Sit in à Adrar devant la direction de l'énergie, initié par Mohad Gasmi.		
Sit-in à Alger contre l'exploitation du GDS, organisé par le mouvement <i>Barakat</i>		
Rencontre à Alger entre Y.Yousfi et le secrétaire d'Etat US à l'énergie (Ernest Moniz)		
Forums médiatiques de <i>Liberté</i> et <i>El Khabar</i> sur le GDS	Juil	
<i>Iftar</i> collectif organisé par les militants de la défense des droits des chômeurs à Ouargla pour contester le projet du GDS.		
Programmation du documentaire sur le GDS « <i>Les lobbies contre-attaquent</i> » au festival du film engagé d'Alger		Déc
Inauguration du premier puits du gaz de schiste à Ahnet		
Organisation de deux journées de sensibilisation sur le projet du GDS à In Salah par un groupe d'étudiants.		

3-2) Les premiers lanceurs d'alerte

Dès les premières déclarations des autorités publiques, en 2011, sur l'intention de l'Algérie de se lancer dans l'exploitation du gaz de schiste, les premiers lanceurs d'alerte commençaient déjà à se faire entendre. Il s'agit, d'abord, des spécialistes du domaine de l'énergie qui ont pris position contre le projet. Ils s'accordent tous à dire qu'à l'heure actuelle, l'exploitation du gaz de schiste est la pire des choses qui soit.

Les déclarations du Pr Chems Eddine Chitour à l'Agence France Presse (AFP) reprises par certains organes de presse ont ouvert la voie à d'autres acteurs sociaux pour s'exprimer sur le sujet. Ce spécialiste des énergies fossiles révèle à l'AFP⁴³² que les inconvénients de la fracturation hydraulique sont nombreux car : « Elle fragilise le sol et le sous-sol, favorise les

⁴³²Belalloufi, A. (2012, 9 septembre). Alger déterminée à exploiter le gaz de schiste malgré les controverses. Agence France Presse, Bureau d'Alger.

tremblements de terre, mobilise d'énormes quantités d'eau et détruira durablement l'écosystème du Sahara ». Selon lui : « injecter 15 000 m³ par puits à raison d'un puits tous les 100 mètres est une catastrophe pour un pays en stress hydrique ». Ainsi, des universitaires⁴³³, des militants politiques⁴³⁴ et quelques journalistes engagés dans l'affaire⁴³⁵ se sont réunis dans un noyau d'opposants au projet du gaz de schiste.

Dès lors, des articles et contributions sur les méfaits de l'exploitation du gaz de schiste commencent à se diffuser dans la presse écrite et en ligne. Des pétitions sont lancées sur Internet et les réseaux sociaux numériques (RSN). Leurs auteurs appelaient à cesser « de plaire aux américains en optant continuellement au copier-coller, pour rendre service uniquement aux sociétés multinationales qui ne cessent de nous agacer et détruire notre économie »⁴³⁶.

C'est dans cette dynamique sociale que le Réseau algérien des médias pour l'économie verte et l'environnement (Rameve) a vu le jour⁴³⁷ et dont certains de ses membres se sont engagés dans la lutte anti-schiste. Celui-ci, était parmi les premiers à avoir organisé un atelier sur le gaz de schiste, en novembre 2012 à Alger, suivi par le Collectif national pour les libertés citoyennes (CNLC)⁴³⁸. Ce dernier, s'est investi dans la défense de cette cause en organisant des conférences publiques sur la question du gaz de schiste avec des spécialistes en économie, en énergie et en santé dans le but de « démocratiser le débat » pour reprendre l'expression de l'un des membres de ce collectif.

A la même période, un autre collectif euro-maghrébin anti-gaz de schiste (CEMAGAS)⁴³⁹ est mis en place par l'universitaire Moussa Kacem et ses camarades de lutte tunisiens (Hedy Ali, Belghouti Mohamed), marocains (Benata Mohamed) et français (Malika Benarab Attous), eux aussi engagés dans cette cause aux contours méditerranéens. Le rapprochement des activistes

⁴³³ Moussa Kacem, maître de conférences à l'université d'Oran (Algérie) et expert en environnement, en mines et Carrières.

⁴³⁴ Kader Affak, membre fondateur du collectif national pour les libertés citoyennes et responsable du café littéraire « Le sous-marin ».

⁴³⁵ Entre autres, Mehdi Bsikri du quotidien El Watan et Mhand Bakir des journaux ; Le Soir d'Algérie et Matin d'Algérie (en ligne).

⁴³⁶ Extrait du texte de la première pétition lancée le 13 juin 2012. Accès : <https://www.lapetition.be/petition.php/petition-contre-le-lancement-du-premier-forage-de-gaz-de-schiste-dans-le-bassin-de-l-Ahnet-Algerie/11590>. https://secure.avaaz.org/fr/petition/Conseil_des_droits_de_l'homme_des_nations_unies_linterdiction_d'exploitation_des_gaze_de_schiste_dans_notre_pays/

⁴³⁷ Le Réseau Rameve est né en juin 2012 à l'initiative de journalistes algériens suite à la conférence « Employabilité et entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes dans l'économie verte ».

⁴³⁸ Le CNLC est créé le 20 octobre 2012 par des militants politiques, associatifs et quelques journalistes engagés. Son objectif était de converger les positions et les efforts pour demander plus d'explications au gouvernement et d'exiger de la transparence sur ce dossier. L'une des conférences qu'il avait organisées a porté sur l'« exploitation du gaz de schiste, aspects financiers et sanitaires », animée par un expert financier (Ferhat Ait Ali) et un médecin engagée (Sabrina Rahmani), le 14 Novembre 2012 à Alger.

⁴³⁹ Le Collectif Euro-maghrébin est né à la fin de mois de Novembre (30) de l'année 2012.

anti-schistes autour de ce collectif a permis aux différents réseaux nationaux (Algérie, Tunisie, Maroc, pays européens) d'échanger les expériences et d'unifier les rangs contre leur « ennemi » commun.

Aussitôt créée, les membres de CEMAGAS s'activent en organisant des rencontres-débats dans les Etats membres du collectif (Rabat, Oujda, Marseille, Alès, Oran, Tunis). La première conférence internationale de collectif a été organisée en janvier 2013 à Rabat, en collaboration avec la fondation de protection de la flore et de la faune (WAAF). Lors de cette conférence l'expert algérien en environnement Moussa Kacem est intervenu par vidéoconférence en tant que coordinateur du collectif en Algérie. Son engagement anti-GDS l'a conduit à animer plusieurs conférences à Oran (2012), à Alger (2013), à l'Université de Tizi-ouzou (2013) et de Béjaïa (2013). En plus de ses interventions médiatiques et les pétitions initiées, il était à l'origine de la déclaration d'Oran (Déc 2012) appelant à l'instauration d'une loi interdisant l'exploitation du gaz de schiste en Algérie.

3-3) Débats parlementaires : Une formalité de passage

Si elle est sujet de controverse sociale, la problématique du gaz de schiste avait connu une apparition furtive dans les débats parlementaires en Algérie. Les députés de la majorité ont affiché un soutien sans conditions à l'orientation du gouvernement qui veut aller vers l'exploitation du gaz de schiste. Cette majorité parlementaire acquise en faveur de cette industrie a évacué un débat contradictoire tenté par la minorité constituée de Partis d'opposition (RCD, FFS, Alliance verte). Hormis quelques amendements, le projet de loi⁴⁴⁰ proposée par le Ministère de l'énergie et des mines (MEM) est maintenu dans son ensemble. Cette proposition de loi vise, selon Y. Yousfi, à améliorer l'attractivité économique du pays auprès des investisseurs étrangers car, selon lui, « une législation qui n'évolue pas risque de ne plus être attractive »⁴⁴¹.

A l'opposé des Partis de l'alliance présidentielle qui étaient en déphasage avec les attentes populaires et les oppositions citoyennes naissantes, d'autres formations politiques se sont

⁴⁴⁰Le projet de loi est élaboré par le MEM vient suite à l'échec des trois appels d'offres lancés sous l'égide de la loi 05/07. La nouvelle loi, dans son article 88 bis prévoit une augmentation de l'impôt complémentaire sur le résultat (ICR) de 19 à 80% si les bénéfices des compagnies étrangères atteignent des seuils importants. Cet ICR remplacera la taxe sur les profits exceptionnels (TPE) contestée par les firmes pétrolières internationales. La nouvelle loi maintien la règle 51/49% qui fait de SH l'actionnaire majoritaire dans tout projet investissement en partenariat avec une compagnie étrangère. Elle accorde aussi les prérogatives à l'autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) pour veiller aux respects de la réglementation en matière, de sécurité industrielle, d'environnement et de prévention et de gestion des risques majeurs, notamment la protection des nappes phréatiques et aquifères à l'occasion de l'exercice des activités objet de la présente loi. L'autre nouveauté réside en la soumission de tout investissement (exploration-exploitation) relatif au gaz de schiste à l'autorisation du conseil des ministres.

⁴⁴¹ Déclaration de Ministre de l'énergie et des mines Y. Yousfi à la Radio national, le 18 mars 2012.

prononcées contre l'exploitation du gaz de schiste. Le pionnier des opposants politiques, le Front des Force Socialistes (FFS) a tenté, en 2013, une réflexion et un débat public sur la situation et les choix énergétiques du pays pour éclairer l'opinion nationale. Il a même invité des opposants au projet aux journées parlementaires sur le gaz de schiste. L'initiative du FFS rejoint la démarche du gouvernement canadien (Charest) qui a mandaté, en 2010, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)⁴⁴² afin de produire des recommandations sur le cadre réglementaire nécessaire au développement de cette industrie (Sébastien Chailleux, 2016).

Eu égard de leur positionnement politique « de Gauche », les députés de l'opposition ont battu en brèche les arguments des pro-gaz de schistes. Ces organisations politiques ont multiplié les déclarations et les sorties médiatiques à l'adoption de la nouvelle loi sur les hydrocarbures en 2013 pour dénoncer le choix du gouvernement et de ses alliés, en faisant prolonger le débat dans les sphères publiques. Par la suite, ces forces politiques organisées en majorité sous la bannière de la Coordination nationale pour la transition et les libertés démocratique (CNTLD) avaient affiché leur soutien à la population d'In Salah et organisé des marches sur tout le territoire national (2015) pour dénoncer encore l'option du gaz de schiste. Ils ont participé aussi au rassemblement initié par le noyau citoyen anti-schiste à Ouargla.

Cette phase était marquée par une passe d'armes (échanges d'arguments, répliques vives) entre les promoteurs et les opposants au projet. Pour ces Partis politiques, le projet du gaz de schiste n'est que l'aboutissement des politiques publiques défaillantes des différents gouvernements du président Bouteflika. Les agissements de ces acteurs politiques dans les différentes sphères (parlement, l'espace public, les médias) ont accentué la mise en agenda politique de la question, donc ont donné plus de visibilité à la cause et au discours anti-schiste.

V.4) Le gaz de schiste : le carburant qui cristallise les opinions

4-1) Elargissement du front anti-schiste

Après l'adoption de la nouvelle loi sur les hydrocarbures en 2013, le front social s'est élargi davantage. Plusieurs spécialistes du domaine, des membres de la société civile et des politiciens ont tous contesté, la décision du gouvernement de se lancer dans l'aventure du gaz de schiste. Certains activistes ont fait de cette cause leur cheval de bataille.

⁴⁴² Le BAPE est un instrument consultatif et d'enquête publique à recommandations non contraignantes.

Les militants du mouvement *Barakat* (*ça suffit*)⁴⁴³ l'ont accaparée pour critiquer les choix politiques du gouvernement et s'opposé ainsi à Abdelaziz Bouteflika qui s'apprêtait à briguer un quatrième mandat présidentiel malgré son état de santé dégradé. Quelques mois après, ils dénonçaient à Alger, lors d'un rassemblement⁴⁴⁴, le bradage des richesses naturelles du pays. Ils considéraient le projet du gaz de schiste comme «un projet destructeur, que ce soit sur le plan politique, économique ou écologique»⁴⁴⁵.

Au sud du pays, plusieurs noyaux de citoyens ont mené la lutte contre ce projet. A Adrar (sud-ouest), Mohad Gasmi⁴⁴⁶ et ses camarades de lutte avaient mené des actions de terrain, dès 2013. Leurs amis de Ouargla (sud-est), fief de la coordination nationale de la défense des droits des chômeurs (CNDDC), leurs ont emboité le pas. C'est le cas aussi du mouvement *Houmat Al Watan*⁴⁴⁷ qui avait drainé, une semaine après sa naissance, quelques 300 personnes à la place *Tahrir* de Ouargla pour protester contre l'exploitation du gaz de schiste. Cinq jours après, le Mouvement pour le changement et la jeunesse⁴⁴⁸ proteste à Alger contre le choix du gouvernement. Toujours dans le même registre, les militants de la CNDDC (Ouargla) qui ont intégré la cause du gaz de schiste avaient organisé un *Iftar*⁴⁴⁹ collectif en guise de contestation contre le projet gazier.

Par ailleurs, des forums sociaux et médiatiques tels ceux organisés par *Liberté* (18/06/2014) et *El Khabar* (07/06/2014) ont aussi sanctionné la problématique du GDS comme sujet de débats. Ainsi, la première édition du séminaire « *Nourris ton rêve* »⁴⁵⁰ avait consacré une partie de leurs travaux à la question. Même, le festival international du cinéma d'Alger⁴⁵¹ s'est mêlé dans la controverse en programmant le documentaire de Michel Tedoldi (2014) sur le gaz de schiste : « *Les lobbies contre-attaquent* ». Devant cette effervescence sociale, la proposition

⁴⁴³ Le mouvement *Barakat* est né suite au premier rassemblement citoyen contre le quatrième mandat de Abdelaziz Bouteflika, tenu le 22 février 2014 devant l'université d'Alger 2 (Bouzaréah). Il est constitué d'universitaires, de journalistes, d'intellectuels, de militants politiques et associatifs, ainsi que de citoyens.

⁴⁴⁴ Le rassemblement a été organisé le 08 Juin 2014.

⁴⁴⁵ Lors du rassemblement de 08/06/2014 à Alger, les animateurs du mouvement *Barakat* ont tenu un discours très critique vis-à-vis des décideurs algériens qui ont opté pour le gaz de schiste. Accès : <http://www.elwatan.com/archives/edition.php?ed=2014-06-08>. Consulté le 20/09/2017.

⁴⁴⁶ Militant et président de l'association pour la promotion de l'agriculture à d'Adrar (Sud ouest algérien).

⁴⁴⁷ Gardiens (défenseurs) de la Patrie est un mouvement crée le 14 juin 2014 par Nahir Boukhetta et une vingtaine de délégués d'horizon divers (membres d'associations de protection de l'environnement, d'aide aux malades et aux démunis et des militants de la coordination nationale de la défense des droits des chômeurs de Ouargla).

⁴⁴⁸ Parti politique non encore agréé de l'opposant Rachid Nekkaz, l'un des acteurs remarquablement présent sur le terrain dans cette controverse.

⁴⁴⁹ Rupture de jeûne collectif le 18 juillet 2014, en plein mois de Ramadan.

⁴⁵⁰ L'association culturelle d'échanges des langues de Batna (Est algérien) avait abordé la question du gaz de schiste dans une rencontre le 12 juin 2014, rentrant dans le cadre de la première édition du séminaire « *Nourris ton rêve* » qu'elle avait organisé.

⁴⁵¹ Le documentaire a été programmé le 13 décembre 2014. Accès : <http://www.ficinema.dz/2014/fr/gaz-de-schiste-les-lobbies-contre-attaquent-de-michel-tedoldi/>

d'un moratoire contre le projet du gaz de schiste s'est imposée comme solution au nom du principe de précaution.

4-2) Le moratoire : l'issue temporaire

Dans le cas de l'Algérie, au-delà de la fiabilité de la proposition de moratoire, ce dernier est le résultat d'actes qui miment les autres activistes anti-schiste du monde. Son adoption par plusieurs pays (France, Pologne, Ecosse, Afrique du Sud, Roumanie, Bulgarie) et Etats fédéraux (Québec, New York...) a encouragé davantage les acteurs algériens à y adhérer en tant que seule et unique issue immédiate. En tant que pionnières dans cette lutte anti-schiste, les expériences de l'Amérique du nord et de l'Europe servent de références.

Les luttes menées par les opposants anti-GDS dans ces contrées constituent un fond de ressources argumentaires, documentaires et un répertoire d'action qui donnent des idées aux activistes algériens. Donc, à l'instar des autres oppositions dans le monde, en Algérie le moratoire s'est imposé comme une solution commune au problème posé et partagé par tous les sceptiques. Cette revendication a réussi à regrouper autour d'elle des acteurs dispersés ; société civile, médias et scientifiques.

En effet, l'idée de moratoire remonte à la conférence sur « la problématique du gaz de schiste, entre le droit à l'information et le droit à la décision », organisée par le Collectif CEMAGAS en association avec la ligue des droits de l'homme d'Oran en 2012. A l'issue de la rencontre, les initiateurs publient une déclaration⁴⁵² dont ils exigent une loi interdisant l'exploitation du gaz de schiste. Puis, plusieurs acteurs de la controverse, comme Sabrina Rahmani, ont réitéré cette revendication sur les plateaux de télévisions. La proposition s'est par la suite concrétisée par la création d'un Collectif non au gaz de schiste en Algérie qui est composé essentiellement d'une dizaine de spécialistes et de quelques universitaires et journalistes. Dans leur appel, le collectif mentionne « la nécessité d'un moratoire en attendant des process plus respectueux envers l'environnement et la biodiversité [...] », pour eux l'urgence est de réactiver le Conseil national de l'énergie gelé depuis 1998, qui assurera le suivi et l'évaluation de la politique énergétique nationale à long terme et garantira l'avenir énergétique du pays tel que le stipule son *article 6*.

En outre, la proposition d'un moratoire marque une nouvelle trajectoire de la controverse du GDS en Algérie, puisqu'elle a convergé plus les énergies et les noyaux d'opposition. La dynamique des membres du Collectif (CNMCGS) est traduite par un rapport sur la question qui a été remis au gouvernement Sellal en 2015, et dont on demande de rendre public le document

⁴⁵² Accès : <http://cemagas.org/?p=278>.

de 620 pages élaboré par 20 experts nationaux et internationaux et transmis en janvier 2015 au gouvernement⁴⁵³. Le collectif exige, également, une commission indépendante pour statuer sur la question et prône la réévaluation de l'impact de cette industrie sur l'environnement et la santé humaine. Cette coalition discursive s'est imposée aussi dans les médias comme une issue salubre que les différents noyaux d'opposants au projet de GDS partagent. Par ailleurs, la revendication de suspendre le projet est renforcée également par la défaillance dans la gestion du dossier et l'incapacité des autorités à formuler des arguments convaincants.

Malgré l'insistance des opposants sur l'application d'un moratoire, le gouvernement a préféré ignorer les sollicitations et les attentes citoyennes. Plus tard, la revendication d'un moratoire a ressurgi avec le mouvement d'In Salah, où le Collectif national pour un moratoire contre le GDS a été élargi pour inclure les acteurs locaux.

Après concertation, le Collectif élargi décide de formuler un autre rapport signé par 78 associations d'In Salah demandant un moratoire au gouvernement sur l'exploitation du GDS. Encore une fois, aucune suite n'a été donnée par les différents correspondants gouvernementaux (Président de la république, Premier ministre, Ministre de l'intérieur, Président de l'APN) jusqu'à présent. Néanmoins, le moratoire contre le projet du GDS inspire la prudence face aux risques dommageables et éventuels. Il demeure un outil d'appui pour tous les activistes anti-GDS à travers le monde. Comme démarche d'opposition, il est irréprochable chez les promoteurs puisqu'il émane du principe de précaution

V.5) Acteurs et sphères (forums) d'interactions

5.1) Un réseau d'acteurs d'horizons divers

Contrairement aux associations, les noyaux d'oppositions citoyennes n'ont pas d'existence juridique. Ils sont pour la majorité des collectifs citoyens et sont présents dans plusieurs wilayas du pays. Leur visibilité sur le terrain était plus remarquable notamment durant l'année 2014. Ces forums restreints en termes de membres demeurent difficiles à appréhender vu leur caractère non structuré. En général, les noyaux citoyens d'opposition au projet de l'exploitation du GDS en Algérie étaient concentrés en grande partie dans les régions les plus urbanisées telles que Adrar, Alger, Ain Mlila, Béjaïa, Blida, Ghardaïa, Tizi-Ouzou, Oran et Ouargla. Autrement dit, leur présence n'est pas étroitement liée aux claims miniers (permis d'exploitation) et à l'implantation des sites d'exploitation du gaz de schiste. Ce qui confirme

⁴⁵³ Accès : <https://www.algerie-eco.com/2017/10/18/pr-mebtoul-faut-reactiver-conseil-national-de-lenergie-seul-habilite-a-tracer-politique-energetique-future-pays/>. Consulté 10/07/2017.

davantage l'idée de prise de conscience aux questions environnementales et l'esprit de solidarité chez les citoyens algériens.

En d'autres termes, cette controverse dépasse le refus local en raison de la dimension nationale de la problématique. Ce constat a été observé également par E. Montpetit et E. Lachapelle chez les québécois. Dans leur étude, les chercheurs montrent que l'opinion publique québécoise partage le même sentiment négatif affichée par les habitants des régions concernées par l'industrie du GDS. Les auteurs de l'étude l'ont expliqué par « le trait culturel dominant au Québec, l'égalitarisme, encourage la population à penser l'enjeu des gaz de schiste en termes de risques élevés, puisque des concitoyens y seraient injustement exposés »⁴⁵⁴.

Le même comportement a été observé aussi en Algérie, juste après l'opposition citoyenne à In Salah. Plusieurs actions citoyennes ont été tenues à l'échelle nationale et même internationale en solidarité avec la région du sud de l'Algérie. Les premières actions datant d'avant 2015 contre ce projet développent un discours critique qui s'appuie sur l'absence de communication des autorités officielles et d'un débat public sur le sujet. Ces noyaux citoyens se prolongent aussi dans la blogosphère. Cet espace virtuel qu'offrent l'internet et les nouveaux supports de communication sert d'opportunité aux opposants. Nous avons dénombré au moins une vingtaine de groupes et pages dédiés à la cause où des posts critiques sur la question du gaz de schiste ont été consacrés. Ces groupes virtuels (fermés ou publics) ont vu le jour, pour la plupart d'entre eux, à la période précédent le mouvement d'In Salah. Nous citons à titre d'exemple les groupes : « Tous contre l'exploitation du gaz de schiste en Algérie », « NON au gaz de schiste en Algérie », « Collectif Contre le Gaz de Schiste en Algérie ».

En revanche, aucune page ou collectif pro-gaz de schiste n'a été enregistré durant notre enquête d'observation. L'avantage de ces forums virtuels réside dans leur capacité à toucher un grand public avec moins d'efforts, de moyens et de risques, qui constituent généralement des contraintes auxquelles fait face l'action collective dans l'espace physique. Ceci dit, l'internet avait facilité le travail de sensibilisation et la diffusion de l'information sur le sujet et le lancement des pétitions citoyennes⁴⁵⁵. En plus des noyaux d'opposition anti-schistes

⁴⁵⁴ Montpetit, E., Lachapelle, E. (2013). L'opinion des Québécois sur les gaz de schiste: une comparaison avec la Pennsylvanie et le Michigan (rapport d'étude). Université de Montréal - Centre de recherche sur les politiques et le développement social, p. 22. Repéré à http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/gaz_de_schiste-enjeux/documents/PR3.7.22.pdf. Consulté 15/05/2015.

⁴⁵⁵ Au cours de nos recherches, nous avons dénombré au moins quatre pétitions contre le gaz de schiste en Algérie lancées par des acteurs engagés dans la cause, dont deux par l'expert en environnement Kacem Moussa.

(nationaux), d'autres noyaux de la diaspora algérienne ont vu aussi le jour à Londres, à Paris et au Canada.

Dans cette cause globale les comités anti-schistes à travers le monde ont été également d'un grand apport à ceux d'Algérie. D'abord, ils constituaient une ressource en informations et en expériences mais forment également des relais de diffusion de la cause. Ils exercent aussi la pression sur les firmes internationales qui favorisent le profit au détriment de la protection de l'environnement. Avec la naissance de l'opposition dans le sud du pays, 59 collectifs et associations appuyés par 23 personnalités ont signé un appel de soutien à la population d'In Salah⁴⁵⁶. Cet esprit de solidarité internationale était observé déjà chez les militants anti-schistes en Amérique du nord (USA et Canada), comme le témoigne un membre des Ami(e)s du Richelieu (Québec) luttant contre l'exploitation du GDS :

« Avec le temps, j'ai connu Jessica Ernst en Alberta, Will Koop du BC Tapwater Alliance, j'ai trouvé un Youtube de lui, puis son site web où il y avait de la documentation sur les exploitations de gaz de schiste en Colombie-Britannique. C'était épouvantable. (...) J'ai aussi créé des liens avec Sharon Wilson, Texas Sharon, qui est aussi une opposante depuis longtemps aux pétrolières et aux gazières au Texas. On s'est fait notre petit réseau de personnes. Même des scientifiques comme Marc Brullemans, Richard Langelier. Dans l'État de New York aussi, Antony Ingraffea, Sandra Steinburger qui vient d'être arrêtée et qui va passer 15 jours en prison »⁴⁵⁷.

En sommes, la controverse de gaz de schiste en Algérie s'inscrit dans une dynamique qui suit le principe du « global au local »⁴⁵⁸, avant qu'elle soit dirigée à nouveau du local au global par les solidarités naissantes.

5-2) Une controverse des spécialistes

L'implication des spécialistes d'horizon divers dans la controverse du gaz de schiste est très importante dans le processus de prise de conscience des risques de l'exploitation du gaz de schiste en Algérie. Ils ont participé à la diffusion d'un discours critique au sein de la société via des conférences, des interventions publiques et médiatiques.

Parmi les sceptiques à ce projet nous avons recensé au moins quarante intervenants⁴⁵⁹ entre spécialistes en énergie, en environnement et en économie durant la période qui précède les événements d'In Salah. Les plus récurrents dans la polémique au sujet du GDS sont : Chems

⁴⁵⁶ L'appel a été initié par l'ONG Attac France lors du forum social mondial à Tunis, le 27 mars 2015. Accès : <https://france.attac.org/actusetmedias/leflux/article/soutienauxcitoyensdanslalutte>.

⁴⁵⁷ Entretien avec un membre des Ami(e)s du Richelieu, avril 2013. Dans Chailleux, S. *Op.cit.*, p.140.

⁴⁵⁸ « Penser global, agir localement », formule employée pour la première fois par René Dubos, lors du premier sommet sur l'environnement en 1972 à Stockholm.

⁴⁵⁹ Le recensement est fait à base de l'analyse médiatique et de nos observations.

Eddine Chitour (spécialiste des énergies fossiles), Kacem Moussa (Expert en environnement, en mines et carrières), Rabah Reghis (expert en énergie), Ferhat Ait Ali (analyste-économie), Abdelkader Bouabdellah (géologue), Sabrina Rahmani (médecin) entre autres (voir Annexe n°5). Les critiques formulées s'inscrivent dans divers registres, allant du cadre sanitaire à celui de l'environnement en passant par les aspects économiques et politiques de la problématique, suivant le profil des uns et des autres.

Grâce au capital cognitif qu'ils détiennent, ces intervenants étaient le fer de lance du front anti-schiste en Algérie. Ils sont les « hommplificateurs » du discours anti-schiste en apportant une expertise scientifique dans leurs domaines respectifs. Certains d'entre eux ont été structurés dans des noyaux citoyens et ils sont garants légitimes de l'opposition anti-schiste, puisqu'ils donnent plus de crédibilité aux arguments critiques. Leur apport en matière de sensibilisation, de vulgarisation et d'informations du grand public est appréciable. Leur expertise procure de la consistance et du pouvoir au discours anti-schiste. Ils sont devenus des référents auprès des autres opposants non spécialisés. Comme l'a bien indiqué un militant d'In Salah : « Après l'inauguration du premier puits à Ahnet, la première chose que j'ai consultée sur Youtube est le débat diffusé sur Canal Algérie dans lequel était invité le Pr. Chitour »⁴⁶⁰.

Ces scientifiques étaient les porteurs de la cause dans les espaces médiatiques et que les journalistes associent souvent dans leurs discours rapportés sur le dossier du gaz de schiste. D'autres acteurs impliqués dans les débats autour de la controverse étaient moins incisifs dans leurs critiques. En effet, quelques spécialistes et universitaires du domaine ont préféré épouser une posture plus neutre, malgré leur scepticisme visible (Voir Chapitre VI). Néanmoins, l'implication des spécialistes dans la controverse et dans les noyaux d'opposants au gaz de schiste, tels que : Kacem Moussa, Rabah Reghis, etc., a permis de structurer le discours argumentatif commun contre un projet jugé nuisible à la santé de la population et à l'environnement. Au delà des risques de l'exploitation du GDS qu'avancent les experts, le projet du GDS dans son analyse critique est associée aussi à l'échec des politiques publiques basées essentiellement sur la redistribution de la rente pétrolière ce qui fait de l'Algérie un pays potentiellement dépendant des énergies fossiles⁴⁶¹. En guise d'alternatives, ces acteurs proposaient les énergies renouvelables et le développement des autres secteurs d'activité, tels que : le tourisme, l'agriculture, l'industrie

⁴⁶⁰Entretien avec A.B.M, opposant au gaz de schiste à In Salah et membre de la commission des 22, In Salah, 24/12/2016.

⁴⁶¹Le secteur des hydrocarbures en Algérie représente selon le Fonds monétaire international près de 70 % des recettes et subventions du budget et environ 97 % des recettes à l'exportation. Cité dans Tahchi, B. (2016). Les ressources de l'Algérie. *Outre-Terre* 2(47), 152-164. doi : [10.3917/oute1.047.0152](https://doi.org/10.3917/oute1.047.0152). Consulté le 24/11/2018.

et les énergies propres, considérés comme viviers d'une économie rentables et durable.

5-3) Les associations, le grand absent de la lutte anti-schiste

Contrairement aux autres pays du monde, tels que les USA, le Canada, la France où les réseaux de militants écologistes sont très actifs dans cette cause, en Algérie, plusieurs associations environnementales sont restées absentes dans cette controverse, en dépit de leur existence juridique. Les premiers donneurs d'alerte sont plutôt des universitaires et spécialistes du domaine (Chems Edine Chitour, Houcine Malti), des militants politiques (Farès Kader Affak, Amira Bouraoui) et des journalistes engagés (Mehdi Bsikri). Le réseau national des associations notamment environnementales semble se désintéresser de la cause du gaz de schiste. Rares sont les associations qui ont inscrit dans leur programme d'activité le sujet du gaz de schiste. Aussi bien nos observations que l'analyse de la matière médiatique (journaux et Télévisions), révèlent l'absence presque totale des acteurs associatifs dans les débats entourant la controverse du gaz de schiste, et pourtant, leur nombre est aussi important.⁴⁶²

Les quelques associations à caractère environnemental engagées dans cette controverse à l'image de l'association scientifique «Etoile polaire» (Tizi-Ouzou, 2013) étaient presque invisibles sur la scène publique, leurs actions se limitaient à l'organisation des rencontres, débats et conférences ou à la diffusion d'information et la sensibilisation des internautes sur le sujet via les RSN comme l'avait fait l'association *Shams* d'In Salah depuis 2012, sans passer à l'action de terrain. D'ailleurs, l'analyse des médias algériens (voir Chapitre VI), ne montre aucune action contestataire de terrain initiée par les associations. Ceci n'écarte pas la mobilisation des membres associatifs dans des noyaux d'opposition au projet.

En revanche, les associations à caractère non environnemental sont les plus présentes dans cette controverse. Certaines d'entre elles étaient actives depuis 2013. Les activistes au sein des organisations « Campagne de solidarité algérienne » et « Collectif culturel algérien », qui résident en Grande-Bretagne étaient les premiers à avoir manifestés leur opposition à la question du gaz de schiste en Algérie sur le terrain. En effet, ces activistes ont organisé un rassemblement de protestation devant la banque HSBC à Londres, qui finance les majors compagnies de cette industrie du gaz de schiste.

⁴⁶² Selon les chiffres du Ministère de l'intérieur et des collectivités locales, le nombre des associations à caractères environnementales existantes sur tout le territoire national est de 2505. Repéré à <http://www.interieur.gov.dz/images/pdf/Thematiquedesassociations.pdf>. Consulté 30/11/2018.

L'action s'est tenue à l'occasion d'une réunion sur les potentialités d'investissements, qui a vu la participation du Ministre algérien de l'énergie et des mines Youcef Yousfi⁴⁶³. Les membres de ces associations ont interpellé le Ministre sur plusieurs aspects particulièrement, l'absence de débat national sur l'exploitation du gaz de schiste. Pour ces acteurs associatifs, le projet d'exploitation du gaz de schiste doit impérativement être abandonné en raison des risques dommageables qui planent sur l'environnement et la santé humaine. Ils rejoignent ainsi l'avis des experts et spécialistes algériens qui n'ont pas cessé d'interpeller les pouvoirs publics sur les éventuels risques de cette industrie.

En général, en plus de la sensibilisation, de l'éducation et de l'action de terrain, les associations, en tant qu'acteurs de la société civile, peuvent se constituer en partenaires actifs et contraindre ainsi les autorités publiques dans la prise de décision politique. C'est ce que certaines associations environnementales ont fait en Amérique et en Europe lors des oppositions anti-schistes, comme ce membre de Nature-Québec qui précise : « On a été surtout un appui tactique à un mouvement issu des comités de citoyens. Et avec d'autres groupes comme l'AQLPA qui a joué un rôle beaucoup plus important, on s'est intéressés aux impacts sur l'environnement »⁴⁶⁴.

Donc, les associations se dressent à la fois ; comme un centre de traduction des risques et une force de proposition et de contrainte pour les acteurs institutionnels et politiques.

5-4) Les acteurs politiques

En plus des acteurs associatifs, les acteurs politiques se sont également positionnés sur la question du gaz de schiste. C'est ainsi que trois positions officielles de l'ensemble des partis politiques agréés en Algérie ont émergé. Parmi une quarantaine de partis existant, la majorité parlementaire (FLN, RND, MPA, TAJ) étaient de ceux qui soutiennent le projet de loi favorisant l'exploitation du gaz de schiste. C'est le cas aussi des petites formations politiques nouvellement créées et gravitant autour du cercle gouvernemental. Si le Parti des travailleurs semble délaisser sa tradition trotskiste, d'autres formations sont pour la plus part indifférentes ou leurs voix demeurent inaudibles sur la scène publique.

Cependant, seuls les Partis qui s'inscrivent dans l'opposition, tels que le FFS, RCD, AHD54, FNA, Taleia El Houriat et la coalition des islamistes (vert) ont affiché publiquement leur refus du projet. Malgré leur minorité parlementaire, les députés des partis d'opposition ont tenté, tant bien que mal, de créer un débat au sein de l'hémicycle.

⁴⁶³ Le sit-in a été organisé le 15/04/2013. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=d4NSTIB-Zd0>

⁴⁶⁴ Entretien avec un membre de Nature-Québec, avril 2013. Dans Chailleux, S. *Op.cit*, p. 141.

Le doyen des partis de l'opposition (FFS) a même invité lors des débats à l'APN des membres de la société civile qui s'opposent à l'exploitation du gaz de schiste (Kacem Moussa). Le même parti a reçu aussi des militants anti-schistes (Mouvement *Barakat*) lors de ses consultations nationales dans le cadre de la convention nationale sur l'énergie. Avec la montée des contestations au sud du pays, ces différents acteurs politiques reviennent à la charge, les opposants apportent leur soutien aux activistes anti-schistes, tandis que les partisans de la politique officielle tentent d'amadouer les récalcitrants au projet au moment où des acteurs étrangers affichent leur solidarité aux opposants algériens.

5-5) Acteurs étrangers impliqués dans la controverse du GDS en Algérie

Notre analyse de la presse écrite algérienne et notre observation de l'actualité nationale nous ont permis de recenser au moins 52 intervenants étrangers entre promoteurs, opposants et sceptiques à l'exploitation du gaz de schiste⁴⁶⁵.

En plus des entreprises et des multinationales qui sont associées à la question du gaz de schiste directement ou via leurs représentants, d'autres acteurs étrangers, spécialistes en énergies, des politiques et des militants environnementalistes sont aussi impliqués dans la controverse du gaz de schiste en Algérie. De surcroît, la solidarité internationale était de mise, plusieurs réseaux altermondialistes ont affiché leur soutien avec la société civile algérienne. De par leur travail effectué auparavant, ces réseaux ont joué un rôle de fournisseurs d'informations aux oppositions citoyennes et de diffuseurs des causes locales à travers leurs actions et leurs écrits sur des supports d'information et médiatiques en ligne comme Basta ! (Bastamag.net), l'Observatoire des multinationales (multinationales.org) ou le Club de Médiapart (blogs.mediapart.fr). De tous les politiciens étrangers, les députés d'Europe écologie les verts (EELV) étaient parmi les plus proches de la cause algérienne. L'apport de l'ex députée européenne d'origine algérienne (Malika Benarab Attou) mérite d'être signalé. Elle s'est engagée depuis 2012 avec Moussa Kacem de l'université d'Oran, autour du collectif euro-méditerranéen contre le gaz de schiste (CEMAGAS). Son engagement l'a conduit aussi à interpeller le Premier ministre Abdelmalek Sellal sur ce dossier, lors d'une visite officielle d'une délégation européenne, dont elle faisait partie⁴⁶⁶. Elle a organisé également, une

⁴⁶⁵ Parmi les acteurs étrangers intervenants dans la presse algérienne sur la question du gaz de schiste nous pouvons citer entre autres Nicolas Sarkis, Directeur de la revue Pétrole et gaz arabe, Melenaos Ydreos, Vice-président de l'union Gas Ltd-A Spectra Energy Company, Pierre Terzian, Expert et directeur de Pétrostratégies, Afdal Bahaudin, Directeur de la planification de l'investissement de Pertamina, Marcel Kramer, P-DG de Royal Dutch Gas, Attel Rettedal, Premier vice-président, nouveau projet pour Statoil.

⁴⁶⁶ Echange avec l'ex-député européenne Malika Benarab Attou, via le réseau social Facebook, le 04/10/2016.

conférence sur le gaz de schiste lors du forum social mondial (FSM) de Tunis (2013) et elle a plaidé la cause anti-GDS dans ses interventions médiatiques.

Par la suite, avec l'éclatement du mouvement anti-GDS au sud du pays, les députés EELV connus pour leur opposition au projet auraient invité les militants locaux d'In Salah⁴⁶⁷ pour s'exprimer sur le sujet au parlement européen. Surtout que des sociétés du vieux continent à l'exemple de Total et de BP sont impliquées dans ce projet.

D'autres figures françaises sont aussi associées à la controverse du GDS en Algérie par leurs déclarations publiques. C'est le cas de Nicolas Hulot⁴⁶⁸ qui avait recommandé avec prudence à l'Algérie de s'investir dans les énergies renouvelables au lieu des énergies fossiles polluantes. Nous citons, également, l'ex président François Hollande, sa Ministre de l'écologie Ségolène Royale mais aussi le Ministre des affaires étrangères Laurent Fabius qui a déclaré lors de sa visite à Alger en décembre 2012 que : « La France et l'Algérie s'apprêtent à signer un accord permettant des recherches françaises sur le territoire algérien dans le domaine de l'exploitation du GDS »⁴⁶⁹.

En cette période, la France a déjà interdit la fracturation hydraulique sur son territoire en raison des risques dommageables et des oppositions citoyennes. Cette déclaration a provoqué une vague d'indignation chez les opposants au gaz de schiste. Commenant par la Ministre de l'écologie, du développement durable et des énergies, Delphine Batho, qui a démenti les propos de son collègue au MAE en précisant que : « Si la France, comme c'est sa position officielle, interdit la fracturation hydraulique pour exploiter le gaz de schiste, ce n'est pas pour l'encourager ailleurs »⁴⁷⁰. D'autres politiciens de la Gauche française ont également dénoncé cet accord, à l'image de Jean-Luc Mélenchon⁴⁷¹ et José Bové qui contestent cette politique de deux points deux mesures. Cette implication remarquable des politiciens français peut être expliquée par la proximité des relations et des intérêts économiques de la France qui cherche à assurer sa sécurité énergétique auprès de ses fournisseurs traditionnels dans une conjoncture internationale émaillée de tensions et de conflits, notamment, dans les régions connue pour leur production énergétiques (Libye, l'Irak, Afghanistan, Syrie, Ukraine...).

⁴⁶⁷Voir l'entretien de José Bové accordé au quotidien arabophone *El Khabar* de 23/03/2015.

⁴⁶⁸Lors d'une conférence sur le climat organisée à l'institut français d'Alger en 2013 dans le cadre de la préparation de la COP21, Nicolas Hulot était très diplomate en réponse à notre question relative à la problématique du gaz de schiste en Algérie.

⁴⁶⁹Revol, M. (2012, 21 décembre). Gaz de schiste : Batho contredit Fabius. *Le Point.fr*. Repéré à https://www.lepoint.fr/science/gaz-de-schiste-batho-contredit-fabius-21-12-2012-1605094_25.php. Consulté 25/06/2015.

⁴⁷⁰*Idem*.

⁴⁷¹Mélenchon, J.-L. (2013, 12 février). *L'éco-socialisme, un nouvel horizon pour le 21^{ème} siècle*. Conférence à Institut français d'Alger, Alger.

V.6) Le discours développé sur le GDS

Le discours déployé autour du projet du gaz de schiste en général par les différents réseaux d'acteurs sociaux s'insère dans plusieurs axes critiques. Mais le plus récurrent porte sur la technique de la fracturation hydraulique nécessaire à l'exploitation du GDS. Celle-ci est la plus critiquée en raison de son mode de fonctionnement qui emploie des produits chimiques et des quantités importantes d'eau. Pour les opposants, cette technique constitue le point de divergence sur le sujet du GDS. Ils l'ont défini comme étant une technique à risque, polluante et dangereuse pour l'environnement et la vie des citoyens. Cette technique a été remise en cause un peu partout dans le monde là où le projet du gaz de schiste a vu ou aller voir le jour. En plus, des arguments purement scientifiques et techniques formulés, les cas de contamination des eaux constatées notamment en Amérique du nord avaient servi d'alibi pour les sceptiques au projet.

En ce sens le reportage « *Gasland* » réalisé par Josh Fox était l'une des preuves qui montre la réalité de cette industrie avec les images. Le flux informationnel qui circule sur internet et les RSN permet à tous les acteurs anti-schistes d'accéder au discours déjà construit ailleurs par d'autres activistes et ainsi de comprendre les enjeux de l'exploitation du GDS.

Les échecs des expériences occidentales en la matière sont souvent cités par le réseau des opposants algériens. Les faits dommageables observés et les rapports d'enquêtes leurs servent de preuves concrètes des méfaits de cette industrie. A ces dommages, sont associés également d'autres arguments économiques et stratégiques qui traduisent les orientations politiques du gouvernement. Le moratoire adopté par plusieurs pays et Etats dans le monde n'est qu'une preuve de plus qui a renforcé le discours des sceptiques contre ce projet du GDS.

La diversité des arguments et les difficultés des institutions traditionnelles à accueillir ce genre de controverses ont fait que les médias soient leur espace d'expression, pour paraphraser Venturini (2012). En résumé, les différents forums discursifs impliqués dans la controverse du gaz de schiste ont développé un discours qui est taillé selon leurs compétences, leurs savoirs respectifs, mais aussi selon leurs tendances, leurs appartenances politiques et la proximité au danger.

V.7) Réactions des autorités et institutions publiques

Deux tendances antagonistes se dégagent de la controverse du gaz de schiste en Algérie. La première position renvoie à une démonstration argumentée et appuyée sur des faits réels et des études scientifiques de la part des opposants au projet du gaz de schiste. Du côté officiel, un discours rassurant parfois dénigrant les opposants a été déployé par les différents

responsables. Auquel est combinée une absence de communication et de transparence sur les risques afférents à l'usage de la technique de la fracturation hydraulique.

7-1) Les experts organiques contre les experts controversés

Lors de la controverse de gaz de schiste en Algérie, plusieurs experts et spécialistes se sont prononcés sur la question. Nous avons recensé entre autres : des géologues, des environnementalistes, des économistes, des spécialistes des énergies renouvelables, de l'hydraulique, des experts financiers, des spécialistes de la santé, etc. Ils sont répartis essentiellement suivant trois catégories distinctes : Les partisans (promoteurs), les opposants et les sceptiques (réservistes), en plus d'une catégorie très négligeable qui préfère la neutralité. Les experts organiques prônant la promotion du projet du gaz de schiste sont souvent associés par le gouvernement et les institutions publiques à leurs activités relatives à la question du GDS. Certains partisans ont été même désignés afin de présenter les aspects techniques de la loi à l'APN contrairement aux sceptiques et aux opposants de projet.

De même, du côté des noyaux d'opposants, tels que le CNLC et le CEMAGAS, qui ne donnent la parole qu'aux experts controversés et qui sont en opposition au projet gazier. C'est-à-dire chaque partie tente de valoriser ses positions et son discours tout en écartant ses antagonistes des discussions et des rencontres sur le sujet. Donc, les débats contradictoires se font à distance via des canaux de communication et des espaces de débats interposés.

Avant que l'opposition ne soit plus visible dans les espaces publics, les responsables ou les promoteurs du projet ont multiplié les sorties médiatiques, les conférences et rencontres sur le sujet du gaz de schiste. Ils ont mobilisé d'autres acteurs (nationaux et étrangers) en forme d'ambassadeurs officieux, dont la mission est de promouvoir une bonne image de cette industrie du gaz de schiste contestée à travers le monde. Le projet du gaz de schiste a ainsi été présenté comme une opportunité pour l'économie nationale, capable de générer beaucoup de bénéfices au trésor public. Une manœuvre habile de la part des promoteurs du projet qui tentent d'orner leur discours afin d'enrôler et de séduire l'opinion publique très méfiante au projet.

Au fur et à mesure que la pression populaire monte, les autorités ont été contraintes de réagir par des déclarations dans le but de rassurer la population. C'est ainsi que le Premier ministre Abdelmalek Sellal s'est vu obligé d'intervenir pour calmer l'opinion publique en déclarant que l'exploitation du GDS ce n'est pas pour aujourd'hui, mais à échéance très lointaine allant à l'horizon 2040. Cet acte témoigne d'une forme de reconnaissance par les autorités officielles de cette problématique. Elle marque son entrée dans l'agenda politique, mais pas comme le

souhaitaient les opposants, car à aucun moment, le gouvernement n'a reconnu publiquement les risques éventuels de cette industrie. Bien au contraire, tout leur discours convergait aux avantages du projet et son apport à l'économie nationale, en dépit des risques éventuels et irréversibles sur l'environnement et la vie humaine.

La riposte des promoteurs du projet aux sceptiques s'est inscrite plutôt dans une opération visant à « fracturer la roche de la résistance citoyenne »⁴⁷² dans le but de décompresser l'atmosphère sociale qui bouillonne. Le gouvernement, par sa politique de fuite en avant et sans se rendre compte, a contribué dans le rapprochement des voix contestataires. Autrement dit, il a accentué une controverse déjà en place.

Certaines déclarations des promoteurs n'ont fait qu'envenimer l'atmosphère par leur sens provocateur. Les sorties médiatiques « ratées » de quelques membres du gouvernement et des partisans ont ouvert des « fenêtres d'opportunités » pour les opposants aux gaz de schiste qui ont évalué les arguments des autorités et relevé les contradictions dans leurs discours. L'absence d'une communication de crise⁴⁷³ efficace a conduit à l'échec dans la gestion de ce dossier. La communication officielle sur le sujet laisse à désirer. La rétention de l'information sur les sites d'exploration (ou d'exploitation)⁴⁷⁴ pour le grand public relève de l'ordre de « secret d'Etat ».

Il a fallu attendre les rapports de l'agence internationale à l'énergie (AIE) rendus publics en 2011 et 2013 pour que les sept bassins de gaz de schiste soient connus (Voir Annexe n°6). Cette défaillance communicationnelle a constitué une fenêtre d'opportunité pour les opposants qui marquent des points dans cette bataille. D'autre part, elle a renforcé et reconforter la position légitime des acteurs anti-schistes.

De plus, les lacunes dans le discours des promoteurs du gaz de schiste, qui passent sous silence les répercussions négatives de la fracturation hydraulique, ont produit une méfiance auprès de l'opinion publique. La gestion du conflit par le gouvernement a connu une alternance de phases au fur et à mesure que la controverse évoluait dans les espaces publics de confrontation.

⁴⁷²Foglia, P. (2010, 2 septembre). Les valises. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/debats/chroniques/pierre-foglia/201009/01/01-4311832-les-valises.php>. Consulté 30/03/2017.

⁴⁷³Depuis les premières contestations anti-gaz de schiste aucune cellule de gestion de dossier n'a été installée officiellement par le gouvernement y compris lors du mouvement populaire ayant marqué la région d'In Salah et alentours. Une culture qui fait toujours défaut dans la gouvernance algérienne.

⁴⁷⁴Selon Houcine Malti, Sonatrach et ses partenaires ont foré une dizaine de puits du gaz de schiste depuis 2009. Dans Malti, H. (2015, Aout). *L'État fait le forcing, les citoyens résistent*. Communication à Université d'été d'Attac, Marseille. Repéré dans *El Watan* de 30 août 2015.

7-2) Les acteurs institutionnels et publics

Dans cette controverse, plusieurs institutions publiques y sont associées. Entre autre, l'Agence de régulation des hydrocarbures (ARH), l'agence algérienne de l'industrie du gaz (AIG), l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), le Ministère de l'aménagement du territoire, celui des ressources en eau, de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique, les médias publics et ceux proches du gouvernement, ainsi que certaines organisations, telles que la fédération des associations de Tizi-Ouzou ou encore l'association algérienne de l'hydrogène énergie (A₂H₂) dont le secrétaire générale n'est autre que Mahmah Bouziane⁴⁷⁵ l'un des défenseur acharné du projet du gaz de schiste. En plus, de ses plaidoiries sur les plateaux audiovisuels, ce dernier était présent, plus tard, avec son association au FSM de Tunis, où il a défendu le choix du gouvernement lors de l'atelier sur le gaz de schiste (26 mars 2015) qui a fait susciter un vif débat avec les opposants au GDS. L'ensemble de ces acteurs forme le réseau institutionnel qui est mobilisé dans la promotion du projet du GDS. La logique de plaire à son responsable hiérarchique a pris le dessus sur l'objectivité et l'honnêteté scientifiques. Certains spécialistes ont clairement exprimé leur soutien inconditionnel comme le témoigne ce passage : « chaque scientifique doit accompagner les orientations politico-économiques de son pays [...] »⁴⁷⁶, dont l'auteur a connu une ascension fulgurante, en passant de responsable d'une faculté universitaire pour occuper le poste du Conseiller au ministère de l'enseignement supérieur, puis devenir recteur de l'université en peu de temps, depuis son irruption en 2014 dans l'espace public médiatique. C'est le cas aussi du Vice-président de l'association algérienne de l'industrie (AIG), Abdelmadjid Attar, qui par son allocution lors du Workshop sur le GDS à Oran (2012) apporte sa caution à l'option du gouvernement en déclarant à la fin de son intervention : « *Yes we can* ». Cet esprit de subordination de certains spécialistes à l'orientation du gouvernement avait renforcé davantage le réseau des promoteurs.

D'autres acteurs institutionnels ont plaidé pour l'exploitation GDS, notamment les Ministres de l'environnement (Amara Benyounes, Dalila Boudjemaâ) et celui des ressources en eau (Hocine Necib), qui ont tenu à rassurer les algériens que : « C'est démontré que l'atteinte à l'environnement est vraiment nulle »⁴⁷⁷.

Le même son de cloche résonne chez les responsables de l'autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) une administration qui fonctionne sous l'autorité de MEM. Mais,

⁴⁷⁵Spécialiste en planification, lors de la controverse il était cadre au ministère de la jeunesse et des sports.

⁴⁷⁶Entretien avec le professeur Abdelhakim Bentellis réalisé par Zerguini, N. *Op.cit.*

⁴⁷⁷Amara Benyounes, Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement. 05/06/2013.

l'institution la plus active dans le domaine demeure la compagnie nationale des hydrocarbures (Sonatrach). En plus des interventions médiatiques et publiques des différents hauts cadres de l'entreprise, plusieurs conférences et rencontres nationales et internationales d'envergures y sont dédiées. L'une de ces premières rencontres, qui a eu lieu à l'hôtel Méridien (Oran), a été organisée en juillet 2012 par SH, en présence des américains de l'agence internationale à l'énergie (AIE). Quelques mois après, plus précisément les 17 et 18 janvier 2013, deux journées d'études ont été organisées sur le GDS à l'hôtel Sheraton (Alger) conjointement par SH et l'Institut algérien du pétrole (IAP) où des experts des groupes Halliburton, Schlumberger et Weatherford sont intervenus.

A la même période, la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité en collaboration avec l'institut El-Qalem (Annaba), a invité Dick Holmes, Vice-président des opérations internationales d'Anadarko et Mballa MNkembe, chargé des affaires économiques à l'ambassade des USA pour parler de l'expérience américaine « réussie » en matière du GDS. Lors de cette conférence les invités réfutent les risques qui pourraient découler de cette industrie en Algérie. Le représentant de la firme américaine qualifie les critiques des uns et les affirmations des autres de « mythe répercuté par les médias »⁴⁷⁸

Par ailleurs, deux mois avant le lancement du projet d'Ahnet (I et II)⁴⁷⁹, soit le 22 octobre 2014, une autre rencontre s'est tenue toujours à hôtel Méridien en présence des compagnies étrangères et des spécialistes du domaine, ainsi des « plus gentils [...] qui aiment manger et être photographiés avec les nababs de la boîte secrète » pour reprendre l'expression de Moussa Kacem⁴⁸⁰. Selon cet expert : « Quand les nababs veulent décider, d'une chose très grave, ils viennent se concerter à Oran, comme s'ils veulent nous transmettre un message, qu'à Oran tous passe ». La quatrième rencontre tenue avant l'inauguration du projet du gaz de schiste d'In Salah est celle organisée par SH en octobre 2014 à l'hôtel Sheraton avec la présence encore une fois des boîtes pétrolières étrangères. Lors de cette rencontre les propos de certains spécialistes sceptiques à l'exploitation du gaz de schiste n'ont pas été reportés par

⁴⁷⁸La conférence est organisée le 18/03/2013. Repéré dans A, A. (2013, 19 mars). Un expert américain rassure : L'exploitation du gaz de schiste algérien ne serait pas risquée. Quotidien *Liberté*.

⁴⁷⁹Ahnet est l'un des sept bassins les plus riches en GDS en Algérie. C'est à cet endroit que le premier projet pilote d'exploitation du gaz de schiste est inauguré officiellement le 27 décembre 2014. Le site qui renferme deux puits pilotes du gaz de schiste est situé à une vingtaine de kilomètres à vol d'oiseau de la ville d'In Salah. Cet endroit est appelé aussi Gor Mahmoud ou encore *Dhars el Kelb* (Dent de chien).

⁴⁸⁰Kacem, M. (2015, 21 février). Historique du mouvement de contestation du gaz de schiste en Algérie. *Le Matin.dz*. Repéré à <http://www.lematindz.net/news/16646-historique-du-mouvement-de-contestation-du-gaz-de-schiste-en-algerie.html>. Consulté 15/09/2016.

les organes de presses nationaux présents, à l'exemple de l'interview de l'expert en environnement, Moussa Kacem accordé à l'un des médias nationaux⁴⁸¹.

7-3) Les déclarations officielles

A l'adoption de la loi votée en 2013 par les députés de la majorité, la controverse prenait de plus en plus de l'ampleur dans les espaces médiatiques, sur les réseaux sociaux numériques et même dans les espaces publics physiques (Rue, universités, Forums de débats...). Ainsi, les premières actions de terrain (rassemblements, pétitions et création de collectifs) commencent à voir le jour. A ce front social anti-schiste montant, le réseau des promoteurs se mobilise en multipliant les déclarations publiques et médiatiques dans le but de rassurer les citoyens.

En ce sens, les décideurs politiques demandent aux citoyens d'ignorer les voix émanant d'outre-mer appelant à s'abstenir d'exploiter les hydrocarbures non conventionnels (HNC) sous prétexte de leurs conséquences néfastes sur l'environnement et sur les réservoirs d'eau. L'exemple le plus édifiant vient de Y. Yousfi qui déclare, à l'occasion de la présentation du projet de loi portant sur la réforme du secteur des hydrocarbures à l'APN en 2013, que : « Nous devons ignorer les propos de ceux qui polluent le monde et nous demandent ensuite de préserver l'environnement ». Les ministères les plus concernés par cette controverse ont affiché leur soutien inconditionnel au projet. C'est le cas du Ministre de l'environnement A. Benyounes qui, tout en endossant le statut d'un expert scientifique, s'est empressé d'annoncer que : « Le gaz et le pétrole de schiste, comparés à leur valeur énergétique et stratégique pour le pays, ne constituent pas une menace pour l'environnement si les mesures nécessaires sont prises [...] l'atteinte à l'environnement est vraiment nulle »⁴⁸². Les mêmes propos sont aussi prononcés par le Ministre des ressources en eau H. Necib qui soutient sans aucune réserve le projet du GDS qui, selon lui, ne pose aucun problème en Algérie.

Dans ses multiples tentatives, le discours officiel est allée jusqu'à démystifier et normaliser les risques par des exemples familiers tels que les déclarations prononcées par A. Sellal, alors Premier ministre, devant les députés : « Les produits utilisés dans le fracking sont les mêmes produits utilisés dans les détergents et dans la production de couche bébé »⁴⁸³. Des déclarations qui ressemblent à celles de la Ministre canadienne des ressources naturelles qui

⁴⁸¹ *Ibid.*

⁴⁸² Rahmani, Dj. (2013, 06 juin). Benyounès plaide pour l'exploitation du gaz de schiste. Quotidien *El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/economie/benyounes-plaide-pour-l-exploitation-du-gaz-de-schiste-06-06-2013-216460_111.php. Consulté le 20/09/2017.

⁴⁸³ APS. (2014, 05 juin). Abdelmalek Sellal, aucun contrat n'a été signé concernant l'exploitation du gaz de schiste. Quotidien *El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/economie/sellal-aucun-contrat-n-a-ete-signe-concernant-l-exploitation-du-gaz-de-schiste-05-06-2014-260043_111.php. Consulté le 20/09/2017.

ne s'est pas empêchée pour dire : « qu'une vache émet plus de CO₂ dans l'atmosphère qu'un puits »⁴⁸⁴. Ses propos ont été démentis ensuite par l'association Nature-Québec dans une étude scientifique.

Sur un autre plan, les responsables politiques en Algérie emploient des arguments qui relèvent souvent du registre économique. Selon eux, la situation économique du pays et les besoins énergétiques en gaz qui ne cessent d'augmenter justifient le recours de l'Algérie à l'exploitation du gaz de schiste. C'est-à-dire que le choix devient impératif. Comme l'illustre cet extrait : «A l'horizon 2030, notre consommation en produits énergétiques se chiffrera à 80-85 milliards de dollars par an. Si nos ressources conventionnelles venaient à se tarir et si nous décidons de ne pas exploiter les hydrocarbures non conventionnels, comment pourrions-nous régler cette facture sans un niveau acceptable d'exportations d'hydrocarbures ?»⁴⁸⁵. Dans cet exercice discursif « émotionnellement coloré »⁴⁸⁶, nous avons observé, également, le recours aux théories de complot pour désigner des coupables et une main étrangère qui manœuvre à déstabiliser le pays.

Une manière de discréditer les adversaires du projet de GDS et de culpabiliser les partisans du discours anti-schiste. Cette stratégie est devenue récurrente depuis les soulèvements qu'ont connus les pays dits arabes. Elle assimile toute contestation de tentative de déstabilisation du pays. Ce réseau institutionnel voit en leurs détracteurs, qu'ils sont mus par des considérations politiciennes. Il ne manque pas de rappeler à l'opinion publique que les hydrocarbures sont toujours au centre de nombreux conflits, guerres, destructions et autres tentatives de déstabilisation des nations. Malgré cela, la controverse a connu une nouvelle trajectoire plus intense par sa localisation.

V.8) Régionalisation de la controverse

Dès 2015, l'opposition anti-schiste en Algérie s'est enracinée au niveau local, et passe de l'action discursive à l'action démonstrative et de terrain. La région d'In Salah est devenue le centre de lutte anti-schiste en Algérie avec l'installation d'un campement de contestation permanent par les opposants locaux au gaz de schiste. Ce passage de la controverse à l'échelle

⁴⁸⁴Francoeur, L-G. (2011, 19 janvier). Émissions des vaches et des puits de gaz - La ministre serait dans le champ. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/314965/emissions-des-vaches-et-des-puits-de-gaz-la-ministre-serait-dans-le-champ>. Consulté 15/09/2016

⁴⁸⁵APS. (2013, 11 janvier). Youcef Yousefi défend l'exploitation du gaz de schiste. Quotidien *El Watan*. Repéré à <http://www.elwatan.com/actualite/yousef-yousfi-defend-l-exploitation-du-gaz-de-schiste-11-01-2013-199061109.php>. Consulté le 20/09/2017.

⁴⁸⁶Braud, P. (1996). Emotion en politique. Dans Gingras, A-M. (2006). *Médias et démocratie, le grand malentendu* (2^{ème} édit.). Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 18.

locale donne encore une nouvelle dimension à la cause anti-schiste. En fait, tout a commencé le soir du 27 décembre 2014, au moment où dans son JT de 20H00, la télévision publique annonce l'inauguration officielle du premier puits du gaz de schiste à In Salah par le Ministre de l'énergie et des mines Y. Yousfi, accompagné par ceux de l'environnement (D. Boudjemaâ) et des ressources en eau (H. Necib). Ce jour là, la population d'In Salah avait ressenti une fracturation morale pour reprendre l'expression d'un professeur⁴⁸⁷ spécialiste du grand sud algérien.

La visite des trois ministres sans qu'aucune personne ou personnalité de la région, y compris les autorités locales, ne soit avisée, a suscité beaucoup d'interrogations chez les habitants d'In Salah. Ainsi, le doute s'installe et des zones d'incertitudes (Luc Van Campenhoudt, Raymond Quivy, 2011) sont décelées dans la démarche du gouvernement par les citoyens. Une fois de plus, la population locale, qui n'a jamais tourné le dos aux pouvoirs publics, était surprise à la découverte du site qui se trouve à une vingtaine de kilomètres de la ville à vol d'oiseau, contrairement à ce que prétendent les déclarations officielles (environ 200km). Cette situation de frustration constitue une sorte de stimulus psychique et un argument de plus pour que la population passe à l'action.

Au lendemain, de l'inauguration du premier puits du gaz de schiste, un groupe d'étudiants d'In Salah a décidé d'organiser deux rencontres-débats⁴⁸⁸ sur le sujet en présence ; de la société civile locale et des cadres professionnels de la région qui travaillent dans le secteur de l'énergie. A l'issue des deux rencontres, les participants ont décidé de marquer une action de protestation le premier janvier 2015, pour manifester leur mécontentement de la décision des autorités. Entre temps, le groupe d'étudiants rejoint par d'autres jeunes se sont lancés dans une campagne d'information dans les espaces publics.

Ainsi, les réseaux sociaux numériques se sont enflammés de commentaires et d'interrogations et une atmosphère de colère et d'indignation y règne. C'est à partir de là, que le mouvement anti-gaz de schiste à In Salah s'est enclenché pour défrayer l'actualité médiatique et politique durant plus de trois mois. C'est ce que nous verrons dans le prochains chapitres plus en détail.

⁴⁸⁷Echanges avec Kamel Sadou, enseignant chercheur à la faculté des sciences de l'information et de la communication de l'université d'Alger 3. Fut membre du comité d'organisation du festival international d'Abalessa Tin Hinan pour les arts de l'Ahaggar (FIATAA).

⁴⁸⁸Les deux premières rencontres de sensibilisation de la population d'In Salah sur la question du gaz de schiste sont organisées le 30 et 31 Décembre 2014 à In Salah.

Chapitre VI

La traduction médiatique de la question du gaz de schiste

De par sa fonction informative, la scène médiatique est parmi les arènes d'interactions qui ont animé la controverse du gaz de schiste. C'est dans cet espace que les antagonistes se sont affrontés par médias interposés. Les médias (journalistes) en tant que diagnosticiens du présent comme les appelle Michel Foucault jouent un rôle central dans la fabrication et la diffusion des informations, mais aussi des opinions.

La couverture médiatique de la problématique du GDS est un bon indicateur de l'historicité de la controverse et des différentes trajectoires qu'elle avait connu depuis ses premiers échos en 2009. L'analyse de cette matière médiatique (écrite et télévisuelle) mettra au clair les développements de cette problématique environnementale, les acteurs intervenants et le sens construit et qui circule dans ces espaces d'informations et d'opinions.

Les médias organisent et façonnent le discours selon des logiques diverses. Ils produisent un sens, des cadres d'interprétation d'un problème public ou qui est en voie de le devenir. Les échanges et les moments de débat fournissent des éléments de réponse, utiles et qui sont nécessaires dans le processus de la construction des opinions. Ainsi, le citoyen qu'il soit lecteur ou téléspectateur de ces médias fonde ses convictions et devient plus responsable de ses positions et de ses actes.

Le présent chapitre a pour objectif d'appréhender les tendances, les attitudes et le discours diffusés et qui circulent dans la scène médiatique autour de la question du GDS. Nous étudions le traitement de l'affaire du gaz de schiste dans les médias (presse écrite et audiovisuelle). C'est-à-dire, nous analyserons la façon dont ces acteurs participent à la fabrication et à la représentation d'un problème public (multidimensionnelle) à travers leurs discours rapporté sous forme de comptes rendus (presse écrite)⁴⁸⁹ ou provoqué dans les émissions TV et les entretiens journalistiques.

De tout ce qui précède, cette analyse tentera de répondre à une sous hypothèse selon laquelle : Les intervenants dans les médias étudiés qu'ils s'agissent de la presse écrite ou audiovisuelle ont contribué à diffuser un discours critique envers la question du gaz de schiste.

Dans ce chapitre nous verrons d'abord la démarche méthodologique suivie et la manière avec laquelle nous avons procédé pour la constitution du corpus d'étude. Puis nous aborderons la mise en agenda médiatique de la question du GDS, sa montée en généralité mais aussi nous élaborons une cartographie des intervenants avant de passer à la forme des articles et des émissions. Nous finirons par une analyse qualitative de la matière journalistique suivant quelques axes dégagés à partir du discours des intervenants.

⁴⁸⁹En plus du discours rapporté les quotidiens *Liberté et El Khabar* ont organisé des rencontres débats avec les spécialistes du domaine de l'énergie dans le cadre de leurs forums médiatiques en juin 2014.

VI-1) La démarche méthodologique

Dans notre cas d'étude, la catégorisation du corpus s'est faite suivant des thématiques. Nous avons adopté la technique de l'analyse de contenu. Les thématiques retenues sont constituées sur la base des indicateurs formulés dans les discours rapportées (presse écrite) ou prononcées (émissions TV) sur la question du gaz de schiste. Autrement dit, ces catégories représentent toutes les affirmations des intervenants sur lesquelles un vaste ensemble de formulations singulières peuvent être affectées sur le sujet, pour paraphraser Berelson⁴⁹⁰. Il s'agit pour nous d'isoler des « noyaux de sens » (Bardin, 1980) significatifs qui renvoient aux cadres développés particulièrement par les adhérents et les sceptiques à l'exploitation du GDS qui pourrait aider le lecteur à se faire sa propre opinion.

Cette analyse de contenu se focalisera plus sur l'approche qualitative au lieu de la perspective quantitative. Car nous nous inscrivons dans une démarche descriptive et explicative (Bonneville et al, 2007) de la couverture médiatique de la question du GDS, dont nous nous intéressons aux cadres développés (critiques ou promotionnel) et les représentations du projet de gaz de schiste par les différents médias et intervenants. Donc, notre analyse est fondée sur la présence d'indicateurs thématiques et non pas sur leur récurrence dans la matière médiatique. Après avoir fait l'inventaire et isoler le corpus, nous avons procédé à une classification du contenu médiatique suivant une grille d'analyse qui portera essentiellement sur trois axes communs aux deux types de médias étudiés à savoir : L'intervenant, son positionnement vis-à-vis de la question du GDS et les cadres interprétatifs.

VI-2) Constitution et présentation du corpus d'étude

2-1) La presse écrite

La période retenue s'étend sur plusieurs années, allant de septembre 2009 jusqu'à décembre 2014 qui coïncide avec l'inauguration du premier puits du gaz de schiste en Algérie, à l'origine du déclenchement du mouvement anti-GDS à In Salah.

La période événementielle (2015) marquant le passage à l'action dans cette controverse n'a pas été retenue en raison du flux informationnel et le rapport d'influence qui part de l'opinion contestataire déjà en action. Par contre, nous avons focalisé l'analyse sur les phases qui précèdent l'enclenchement du mouvement d'In Salah, pour décrypter comment les organes médiatiques étudiés (presse écrite et audiovisuel) ont traité cette question au fur et à mesure que la controverse grandissait dans l'espace public. Notre intérêt porte sur les cadres

⁴⁹⁰ Bardin, L. (1980). *L'analyse de contenu* (2^{ème} édit.). Paris : PUF, p. 104.

développés par les médias et leur apport dans la construction des causalités et la diffusion d'un discours critique contre l'exploitation du gaz de schiste avant l'opposition d'In Salah.

Le corpus de recherche est constitué d'articles parus dans *El Watan*, *Liberté* et *El Khabar*, d'une part et d'un échantillon d'émissions de toutes les chaînes publiques dans toutes ses chaînes confondues. Le choix des titres de presse écrite est motivé par la popularité des organes dans le paysage médiatique algérien ainsi que leurs nombres de lectures et de tirage⁴⁹¹.

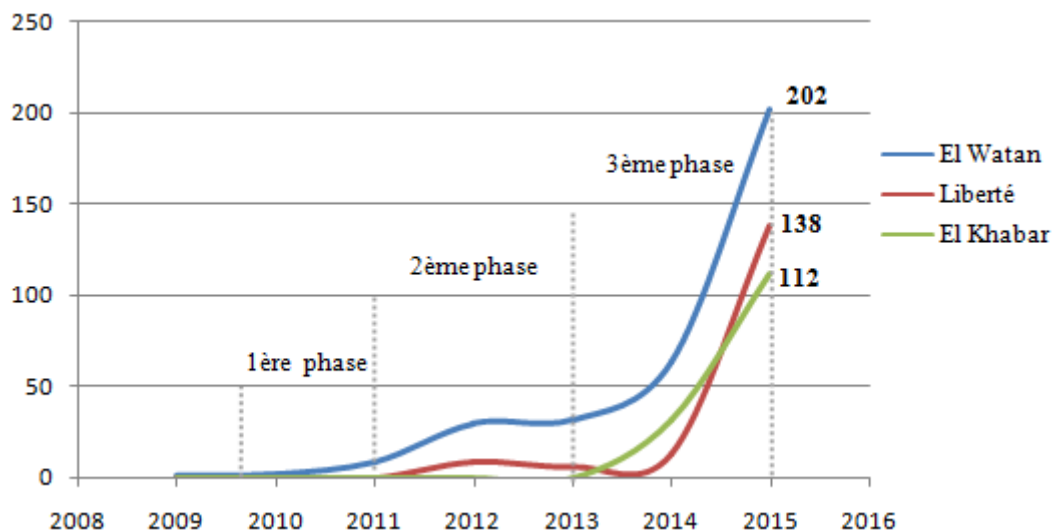
Quant au choix des émissions (janvier 2011- Avril 2014), il est motivé par l'importance des débats dans l'éclairage de l'opinion publique. La complexité de la problématique du GDS nécessite plus d'explication et un volume horaire assez conséquent pour décortiquer tous les soubassements de l'affaire et ses enjeux. La préférence des émissions s'explique également par le fait que les JT et les petits reportages accordent des séquences insuffisantes et très limitées pour aborder la problématique du gaz de schiste dans toutes ses dimensions.

Dans le cas de la presse écrite, nous nous sommes concentrés sur les articles qui abordent essentiellement le sujet du gaz de schiste ou qui consacre une partie à l'un de ces aspects thématiques. La constitution du corpus d'études est faite au moyen de la recherche automatique sur les sites respectifs des quotidiens choisis. En introduisant les mots clés : gaz de schiste, hydrocarbures non conventionnels, fracturation hydraulique, cela veut dire tout le vocabulaire qui englobe essentiellement l'affaire du gaz de schiste. Alors, durant la période allant de Septembre 2009 à décembre 2014, nous avons compilé 198 articles de presse traitant le sujet du gaz de schiste selon les critères que nous venons de citer ci-haut.

Le choix de la version électronique des articles est motivé d'abord par le fait que les quotidiens sélectionnés reprennent telle quelle la version papier, mais aussi par la nouvelle tendance du lectorat qui migre du support traditionnel (papier) vers le support numérique qui suppose une large diffusion, de partage et d'interactivité sur les RSN. De plus, l'espace numérique offre l'opportunité aux fabricants de l'information d'enrichir leurs papiers par des liens hypertextes, des vidéos et de l'infographie pour accompagner et illustrer davantage leurs propos. D'autant plus que la controverse du GDS nécessite une vulgarisation pour ses enjeux environnementaux, sanitaires et économiques.

⁴⁹¹ Ces quotidiens sont parmi les plus lu de la presse écrite nationale algérienne. Accès : http://www.media-survey-dz.com/wp-content/uploads/2017/10/rapport1-2016_presse_novembre.pdf. Consulté 25/05/2018.

Figure N° 2 : Représentation des articles traitant la question du gaz de schiste dans les trois quotidiens étudiés de septembre 2009 à Décembre 2014.



Le traitement de la problématique du gaz de schiste par les trois quotidiens pourrait être divisé essentiellement en trois phases :

La première correspond à la période allant de septembre 2009 à décembre 2010 qui voit la publication des premiers papiers journalistiques (3 articles) sur le sujet des hydrocarbures non conventionnels. Elle correspond aux premières déclarations des officiels sur le sujet. Durant cette période le quotidien *El Watan* était le seul journal à avoir écrit sur la question dans sa rédaction économique.

Pendant la phase allant de janvier 2011 à décembre 2012, les courbes de la couverture médiatique des journaux *El Watan* et *Liberté* ont vu une montée remarquable, pour atteindre aux premiers mois de 2012 des pics de 30 et 9 articles respectivement. Ceci s'explique surtout par la préparation de la nouvelle loi sur les hydrocarbures et les premières voix qui s'élèvent contre le choix du gouvernement algérien d'exploiter les hydrocarbures non conventionnels (HNC). A ce moment-là plusieurs collectifs citoyens anti-gaz de schiste ont vu le jour (Voir Chapitre IV). De plus, à la même période les révolutions dites « arabes » avaient atteint leur paroxysme, elles ont entraîné une effervescence sociale aussi en Algérie. Les acteurs qui animent l'opposition politique demandent, alors, des changements et plus d'ouverture politiques. Ils contestent les orientations et les politiques publiques du gouvernement entre autres l'option d'aller vers l'exploitation du gaz de schiste.

Durant l'année 2012, la couverture médiatique a connu une stagnation relative pour l'un (32 articles/*El Watan*) et une légère régression pour l'autre (06 articles/*Liberté*) vers l'été 2012. A ce stade les promoteurs du projet du GDS ont gagné leur première bataille celle des réformes

juridiques qui ont reçu l'approbation du gouvernement et aucune résistance de la majorité parlementaire. La loi 13-01 amendée et publiée dans le Journal Officiel N° 11 du 20 février 2013 ouvre désormais la voie à l'exploitation de cette richesse fossile non conventionnelle.

Tableau n° 2 : Récapitulation du nombre d'articles traitant la question du gaz de schiste publiés dans les trois quotidiens étudiés de septembre 2009 à Décembre 2014.

Années	El Watan	Liberté	El Khabar
2009	1	0	0
2010	2	0	0
2011	9	0	0
2012	30	9	0
2013	32	6	0
2014	64	13	32

Quant à la troisième phase (Jan 2013-déc 2014) elle correspond à l'adoption de la nouvelle loi sur les hydrocarbures. En cette période la problématique du gaz de schiste est devenue un sujet d'actualité. La presse s'est saisie davantage de la question pour en faire un terreau de matière journalistique en raison de sa nouveauté, sa dimension critique et réactionnaire. C'est à ce moment-là que le quotidien *El Khabar* rentre en lice pour consacrer au sujet 32 articles au côté d'*El Watan* (96 art) et *Liberté* (19 art). Surtout avec l'apparition de plusieurs noyaux citoyens anti-gaz de schiste. En cette période, plusieurs pays dans le monde ont connu des oppositions locales, certains d'entre eux ont adopté des moratoires contre l'exploitation de cette richesse. Ce qui a donné plus de zèle aux opposants du GDS en Algérie qui à leur tour ont multiplié les actions et déclarations publiques. C'était la période des premières actions de terrain, qui coïncident également avec les contestations du mouvement *Barakat* contre le quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Le mouvement en question a intégré aussi la cause du gaz de schiste dans sa lutte. Ainsi, l'opposition citoyenne a pris plus d'ampleur et le flux informationnel critique sur la question devient très répandu dans les sphères publiques.

A la fin de l'année 2014, les autorités publiques annoncent l'inauguration du premier puits du gaz de schiste, un événement que de nombreux médias ont repris et qui était à l'origine du déclenchement du mouvement d'In Salah. Suite à cela, les trois journaux n'ont fait que suivre la logique événementielle imposée par les manifestations populaires au sud de pays. Durant, les trois mois de contestation, les envoyés spéciaux dépêchés sur place n'ont pas cessé de couvrir et d'écrire sur la question. Les trois quotidiens ont accumulé à trois, 452 articles rien que pour cette période.

2.2) L'audiovisuel

Dans cette analyse, le choix du corpus a porté sur les émissions de télévision consacrées à la problématique du gaz de schiste et qui sont diffusées durant la période d'avant 2015 notamment dans les chaînes publiques. Pour cette période nous avons récupéré 3 émissions, auprès du service commercial de la chaîne publique⁴⁹², les seules réalisées pour cette période. La chaîne Canal Algérie est représentée par deux émissions : "Question d'Actualité" et « Uni-Vert », elles sont parmi les émissions francophones phares de la télévision nationale. L'équipe qui s'en charge propose des sujets d'actualité pour la première et l'autre traite des questions de l'environnement. Des thématiques qui sont discutées et débattues en toute liberté avec des spécialistes supposés éclairer l'opinion publique. Dans la chaîne terrestre (ENTV), l'émission « débat économique حوار اقتصادي » (en arabe) a consacré aussi un numéro spécial à la question du GDS.

A ces trois émissions nous signalons deux autres émissions dédiées à la problématique du GDS, à savoir « Controverse » et ⁴⁹³« قضايا اقتصادية ». Toutes les deux diffusées sur la chaîne privée Dzair TV⁴⁹⁴ avant l'année 2015. L'émission « Controverse » comme son nom l'indique anime des débats sur des sujets problématiques socio-économiques et politiques, sa liberté de ton semblerait à l'origine de sa disparition de la grille du programme de la chaîne.

Il est à noter également que l'émission *Rétrospective* (Canal Algérie) diffusée à la fin de l'année 2013, revenant sur toute l'actualité et les événements ayant marqué l'année avait consacré 13mn au sujet du GDS. Les intervenants qui sont au nombre de quatre (Chitour, Sahar, Mekki, Laib) tous étaient critiques envers la politique gouvernementale qui a opté pour ce choix au lieu d'une stratégie énergétique plus globale.

Tableau N° 3 : Récapitulation des émissions de télévision consacrées aux gaz de schiste durant la période d'avant 2015.

Nom de la chaîne	Nom de l'émission	Nom de journaliste	Date de diffusion
Canal Algérie	Question d'actualité (Fr)	Ahmed Lahri	24.01.2012
Canal Algérie	Uni-Vert (Fr)	Fariel Assari	30.04.2013
Dzair TV	Controverse (Fr)	Khaled Drarni	27.11.2013

⁴⁹²Ces émissions nous ont coûté une facture de 700 Da, contrairement à la chaîne privée Dzair TV qui nous a offert gratuitement la matière.

⁴⁹³Questions économiques.

⁴⁹⁴Chaîne privée créée en 2012, elle relève de droit étranger mais destinée au public algérien. Elle appartient à l'homme d'affaire algérien Ali Heddad.

Dzair TV	Questions économiques (Ar) قضايا اقتصادية	Amine Amara	02.02.2014
ENTV-chaine terrestre	Débat économique (Ar) حوار اقتصادي	Ouarda Aoufi	11.04.2014

VI-3) Une mise à l'agenda médiatique tardive

Hormis, le quotidien *El Watan*, les deux autres organes de presse écrite (*Liberté* et *El Khabar*) étaient en retard dans le traitement de la question. Au moment où le Journal *El Watan* accumule 73 articles (2009-2013), *Liberté* consacre 15 papiers uniquement pour la même période, alors que le quotidien *El Khabar* semble désintéressé complètement du sujet, puisqu'aucun article n'a été enregistré en cet espace temporel. Il a fallu attendre jusqu'à l'année 2014 pour que le journal arabophone consacre des articles au sujet.

Dans cette controverse la presse écrite devance la télévision en termes de traitement médiatique et les médias francophones sont les plus présents contrairement aux arabophones (*El Khabar*). En revanche, le secteur public (audiovisuel) présente, uniquement, trois (03) émissions sur le sujet, malgré l'existence de diverses chaînes de télévision, contre deux (02) émissions passées sur Dzair TV, durant, toute la période allant de 30-12-2012 au 31-12-2014. Au même titre que le journal *El Watan* dans la presse écrite, l'émission « *Question d'actualité* » était la première à traiter la problématique du GDS en 2012, avant que « *Uni-Vert* » et « *Controverse* » leurs emboitent le pas en 2013 au moment où la polémique grandie sur l'affaire.

Par ailleurs, la liberté de ton constituait le clivage majeur dans ces différentes émissions, puisque deux tendances journalistiques se dégagent sur l'ensemble des émissions. Les présentateurs francophones apparaissent plus « libres » dans leurs expressions (Ahmed Lahri, Fariel Assari, Khaled Drarni), contrairement aux journalistes arabophones (Ouarda Aoufi, Amine Amara) dont le ton est timide avec une propension affichée pour le discours officiel. Leurs émissions diffusées en 2014 semblent venir recadrer le discours critique diffusé lors des débats contradictoire animés par le premier groupe de journaliste en 2012 et 2013.

VI-4) Montée en généralités de la cause

A ses débuts, le quotidien *El Watan* s'est intéressé en gros à la problématique du gaz de schiste dans ses aspects économiques qui dominent les débats. Notamment, le potentiel des réserves, le coût d'investissements et l'impact de l'exploitation du gaz de schiste sur le

marché gazier, entre autres. Dès lors, la rubrique *Economie* arrive en pole position devant les autres en termes d'articles traitant la question. Les journalistes spécialisés⁴⁹⁵ dans cette rubrique ont écrits au moins 42 fois sur la question.

Au fur et à mesure que la controverse prenait de l'ampleur dans l'espace public, le sujet du gaz de schiste déborde dans les autres domaines et se transforme en problème public. Il est accaparé par d'autres journalistes traitant l'actualité et qui donnent plus la parole aux militants et opposants anti-gaz de schiste tel que : Said Bachar (*El Khabar*), ou Mehdi Bsikri l'un des journalistes engagés dans la controverse du gaz de schiste en Algérie⁴⁹⁶. Ou encore, Houria Alioua⁴⁹⁷, correspondante d'*El Watan* à Ouargla, fief des militants de la coordination nationale de la défense des droits des chômeurs (CNDDC) qui ont adopté la cause du gaz de schiste dans leur lutte sociale, économique et politique.

La proximité de ces journalistes avec les noyaux d'opposants au gaz de schiste avait donné encore plus de visibilité au discours des sceptiques dans les colonnes d'*El Watan*. A deux (Bsikri et Alioua), ils ont accumulé pas moins de 15 articles en faveurs des opposants au gaz de schistes.

Selon les cadrages⁴⁹⁸ développés dans les papiers médiatiques. Nous avons réparti le contenu de l'ensemble des articles dans 10 catégories que nous jugeons les plus pertinentes et à l'origine de la divergence entre les partisans et les opposants de l'exploitation du GDS. D'autant plus que nous les retrouvons aussi dans la matière audiovisuelle étudiée. Les plus en vue durant la période 2009-2012 dans la presse écrite étudiée portent sur : L'impact de cette industrie sur le marché pétrolier, les inconvénients et le potentiel de production de l'Algérie en la matière. Ces catégories ci-après, nous les retrouverons dans le discours et les arguments des intervenants.

⁴⁹⁵Tels que Melissa Roumadi (20 articles), Liès Sahar (15 articles), Nora Boudedja (7 articles).

⁴⁹⁶Membre très actif du mouvement *Barrakat*. Il était, aussi, membre du collectif pour un moratoire contre le gaz de schiste⁴⁹⁶ et proche du Collectif national pour les libertés citoyennes (CNLC) et du Réseau algérien des médias pour une économie verte (Rameve), qui ont organisées des rencontres, débats et conférences sur le sujet du gaz de schiste avec des spécialistes de l'économie, de l'énergie et de la santé.

⁴⁹⁷ Responsable du site djanoub.com.

⁴⁹⁸Dans le cas de notre étude, le concept de cadres renvoie à tous les mots et expressions employés par les quotidiens étudiés pour décrire et représenter le projet du gaz de schiste qu'ils soient critiques ou promotionnels. L'ensemble des cadres décrivant le même aspect sont regroupés dans la même catégorie.

Tableau N° 4 : Répartitions des thématiques développées sur la question du gaz de schiste dans les trois quotidiens étudiés de 2009 à 2014.

Catégories/presses	2009-2012			2013-2014		
	El Watan	Liberté	El Khabar	El Watan	Liberté	El Khabar
Potentiel de production	11	3	0	15	8	10
Impact sur le marché	10	0	0	8	0	0
Inconvénient du gaz de schiste	7	1	0	16	2	1
Plaidoirie et assurances des promoteurs	6	2	0	12	5	11
Représentation de la fracturation hydraulique	6	1	0	0	0	0
Accords et Partenariats	5	3	0	3	3	1
Recommandations et alternatives	2	1	0	7	1	1
Opposition anti-schiste	2	1	0	29	2	7
Cadre juridique	1	0	0	5	0	0
Rentabilité	1	0	0	1	0	2

Notre analyse a montré que certaines de ces thématiques (Inconvénients, opposition anti-schiste, plaidoirie et assurances des promoteurs) développées durant la phase allant de 2009 à 2012 ont été multipliées pendant les années 2013 et 2014, notamment dans le quotidien *El Watan*, en raison de la polémique qui a suivi l'adoption de la nouvelle loi sur les hydrocarbures consacrant, désormais, les HNC comme richesses exploitables. Cela renseigne également sur l'intensité de la controverse. Chose que le quotidien *El Khabar* affirme dans ses articles, dont il consacre 18 papiers, aux plaidoiries des promoteurs (11 articles) et aux opposants du GDS (7 articles).

Le feu vert du gouvernement pour se lancer dans l'exploitation du gaz de schiste a suscité l'ire des opposants au projet. Certains partis et militants politiques ont réagi pour dénoncer le choix des autorités qui continuent toujours à compter sur la rente pétrolière et gazière au lieu de diversifier l'économie aux autres secteurs productifs.

En général, le discours rapporté par les journalistes, qu'il soit rassurant ou sceptique, s'inscrit en gros dans l'affirmatif, avec une alternance entre le discours direct qui reprend les déclarations des antagonistes et le discours indirect conçu par le journaliste lui-même par la paraphrase et/ou des tournures personnelles. Dans leurs papiers, les journalistes emploient peu le conditionnel dans les différents cadres abordés sur la question, ce qui évacue le doute et l'incertitude dans leur discours.

VI-5) Débat monopolisé par les experts et les spécialistes en énergie

Dans leurs articles, les journalistes font, souvent, recours à des référents et à des sources secondaires (nationaux et/ou internationaux). C'est-à-dire à des acteurs sociaux impliqués dans la controverse du gaz de schiste ou en relation avec la question, tels que les spécialistes du domaine, les politiques, les universitaires et militants. Mais, aussi, à des sources primaires telles que les rapports d'études et des écrits publiés sur le sujet. La diversité et le croisement des sources et des avis donnent plus de consistance et de crédibilité à l'information. Le recours aux spécialistes du domaine et l'expertise scientifique déterrent les enjeux et la face cachée de cette industrie, que les citoyens ordinaires ignorent jusqu'alors.

L'analyse de la connotation générale des articles, nous, a permis de classer les discours rapportés dans les papiers journalistiques en se basant sur les expressions et le positionnement des intervenants sur la question. Dès lors, nous distinguons trois catégories d'intervenants : Ceux qui sont favorables, les neutres⁴⁹⁹ et les défavorables à l'exploitation du gaz de schiste.

Tableau N° 5 : Nombre d'intervenants associés par les journalistes dans leurs papiers sur la question du gaz de schiste dans la presse écrite étudiée.

		Partisans	Neutres	Sceptiques
El Watan	2009-2012	12 / 9 de l'énergie et 7 récurrences	4	11
Liberté		11/ 11 de l'énergie et 3 récurrences	0	2
El Khabar		0	0	0
El Watan	2013-2014	29/ 12 de l'énergie et 4 récurrences	8/ 4 de l'énergie	56/ 7 de l'énergie et 37 militants et membres associatifs
Liberté		13/ 8 de l'énergie et 7 récurrences	2	4
El Khabar		20/ 14 de l'énergie et 1 récurrence	3	12

Selon les tendances des intervenants dans les articles, les quotidiens *El Watan* et *Liberté* avaient rapporté durant la phase d'avant 2013, le discours de 23 partisans, avec une

⁴⁹⁹Par la catégorie des neutres nous faisons référence aux intervenants n'ayant affiché aucune position favorable ou défavorable lors de leurs interventions dans la presse étudiée sur la question du gaz de schiste en Algérie et durant la période d'étude.

réurrence⁵⁰⁰ remarquable (10 fois) pour certains promoteurs⁵⁰¹ du projet contrairement au discours des sceptiques⁵⁰² rapporté uniquement 13 fois sans réurrence. En ce sens, l'expert Houcine Bensaâd souligne qu'en cette période : « un tapage médiatique a eu lieu pour faire pression sur l'Algérie afin de l'inciter à exploiter le gaz de schiste »⁵⁰³. Avant 2013, les intervenants sur la question du gaz de schiste dans les rubriques des quotidiens *El Watan* et *Liberté* étaient dominés par les défenseurs du projet, dont les experts et les spécialistes en énergie sont les profils les plus présents.

Certains d'entre eux sont des responsables en poste, d'autres sont d'anciens cadres de la Sonatrach et des institutions publiques ou encore représentants des firmes internationales. Ils représentent avec d'autres acteurs (universitaires, responsables et certains politiques proches du gouvernement) le réseau des promoteurs du projet du gaz de schiste. A cette période, suivant l'ordre d'intervention des antagonistes du projet, les défenseurs du projet se sont appropriés les espaces médiatiques trois fois plus que le réseau des opposants. Ils semblent adopter une stratégie de communication qui traduirait une volonté de vouloir imposer une image d'un projet sans risque.

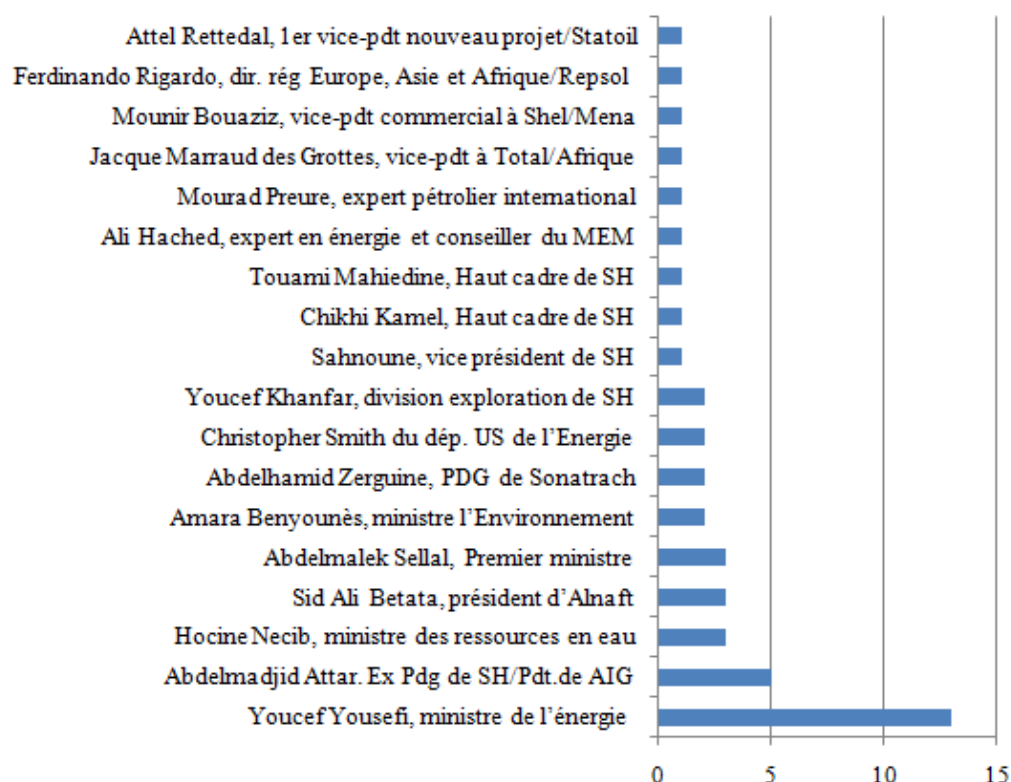
⁵⁰⁰ Par réurrence nous voulons dire le nombre de répétition des mêmes intervenants dans le même organe de presse.

⁵⁰¹ Par promoteurs nous désignons ici toutes les personnes structurées dans une organisation ou non qui affichent un soutien inconditionnel et sans réserves - dans leurs discours, leurs actions ou leurs déclarations - au projet du gaz de schiste en Algérie.

⁵⁰² Quant aux sceptiques ils sont à l'opposée des promoteurs. Ils représentent toutes les personnes organisées dans des structures ou pas, affichant leur refus ou leur opposition au projet du gaz de schiste pour diverses raisons qu'ils mettent en évidence dans leurs discours.

⁵⁰³ Entretien avec Houcine Bensaâd expert en risque et prévention en hydrocarbures, réalisé par Mehdi Bsikri, *El Watan*, 27/04/2013.

Figure N° 3 : Représentation des promoteurs les plus en vue autour du projet du gaz de schiste durant la période d'avant 2013. (*El Watan* et *Liberté*)



En revanche, la tendance s'est inversée pendant la période 2013-2014. Dans leurs articles, les mêmes journaux avaient associé à eux seuls 60 fois les sceptiques à l'exploitation du gaz de schiste, contre 42 pour les promoteurs. Le quotidien *El Watan* s'est distingué encore une fois par son association des sources secondaires, c'est-à-dire des acteurs sociaux habilités à parler de la problématique du GDS, devant les journaux *El Khabar* (35) et *Liberté* (19).

Pour les trois quotidiens regroupés, nous comptons au moins 33 intervenants du domaine de l'énergie et 43 membres de la société civile (militants, associations et écologistes) dont la plupart sont intervenus dans les rubriques d'*El Watan* (37).

En cette période, plusieurs noyaux d'oppositions citoyennes ont exprimé leur opposition au gaz de schiste dans plusieurs régions du pays. Comme à Alger (mouvement *Barakat*), à Ouargla (*Houmat El Watan*), et à Adrar (collectif de citoyens autour du militant Mohad Gasmi). Même la diaspora algérienne en Europe s'est mêlée de la partie, surtout à Londres à travers les activistes de l'association *Campagne de solidarité algérienne* et de *Collectif culturel algérien*. Leur entrée en scène est venue un peu tardivement, contrairement aux promoteurs.

L'engagement de ces acteurs anti-schistes dans des collectifs citoyens et leurs actions de terrains (conférences, *Sit-in*...) a donné plus de visibilité à leur discours. C'est ce qui explique aussi l'augmentation des articles dédiés à la question.

Par ailleurs, l'observation de l'ensemble des articles publiés dans le journal *Liberté* indique que ce quotidien a privilégié le discours des promoteurs (24 fois) devant celui des sceptiques (6 fois). L'explication de ce parti pris pourrait être trouvée du côté du propriétaire du journal. Puisque, le patron du groupe *Cevital*, Issad Rebrab ne serait pas contre l'idée de l'exploitation du gaz de schiste, d'autant plus que l'une de ses boîtes rachetée (à 80%) auprès des allemands a développé une technologie qui offre des solutions au traitement des eaux industrielles. Il a même déclaré dans un entretien accordé au journal électronique algérien (TSA)⁵⁰⁴ que cette technologie (EvCon) s'applique à l'industrie chimique, du gaz et du pétrole de schiste. Donc, il fournit une solution à l'un des problèmes majeurs de l'industrie du gaz de schiste à savoir les rejets boueux et liquides⁵⁰⁵.

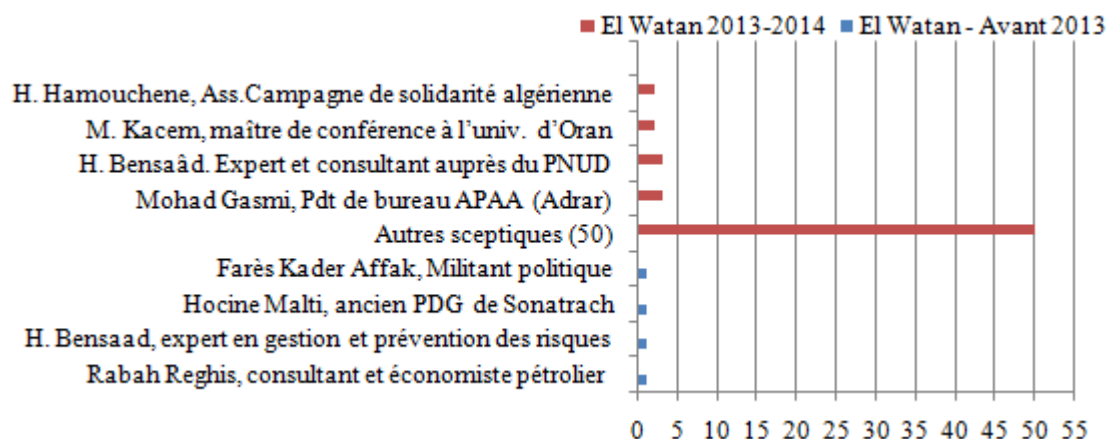
Contrairement, à *El Khabar* qui a mis également en évidence le discours des promoteurs (20) au détriment de celui des sceptiques (12), le journal *El Watan* a rapporté plus le discours (et/ou donné la parole à) des sceptiques (67 fois) par rapport à celui des promoteurs (41 fois), notamment durant les années 2013 et 2014. Ceci reviendrait à l'intérêt que porte la rubrique économique de ce quotidien au sujet, mais également à la proximité de certains journalistes de cet organe avec les noyaux d'opposition au projet de l'exploitation du gaz de schiste en Algérie.

Les critiques faites par les différents intervenants et la mise en avant des inconvénients de la fracturation hydraulique dans cet espace médiatique fournissent des arguments et des éléments de réflexions aux citoyens pour se faire leurs propres opinions. Par leurs discours, ils contredisent celui construit par les partisans et animent davantage la controverse qui monte en puissance. Dès lors, ils participent au processus de la traduction de l'affaire du gaz de schiste en une problématique publique.

⁵⁰⁴ <https://www.tsa-algerie.com/exclusif-issad-rebrab-nous-devoile-son-nouveau-projet-revolutionnaire/>.

⁵⁰⁵ Le groupe Cevital avait annoncé le 24 septembre 2018 sur sa page facebook qu'un partenariat entre Cevital et Schlumberger est envisagé dans le domaine du traitement des eaux de gaz et de pétrole de schiste. Repéré à <https://web.facebook.com/GroupeCevital/photos/a.155954541250826/1044328179080120/?type=3&theater>

Figure N° 4 : Représentation des opposants au gaz de schiste les plus en vue dans le journal *El Watan* durant les périodes d'avant 2013 et 2013-2014.



Concernant les émissions de télévision, sur l'ensemble des intervenants nous avons dénombré 13 acteurs ayant participé à ces émissions, sur une période allant de fin décembre 2012 à avril 2014, une phase qui correspond à la montée en puissance de la controverse sur le gaz de schiste.

A l'instar de la presse écrite, le profil des intervenants dans les différentes émissions est dominé par des spécialistes du domaine de l'énergie. Certains d'entre eux (7) sont des responsables en poste, notamment, dans des institutions publiques. Ce qui implique leur positionnement en faveur de l'exploitation du gaz de schiste. A ce sujet Houcine Bensaâd, souligne que : « même si les médias lourds ont ouvert leurs portes aux officiels, il n'y a pas eu un véritable débat national pour permettre aux experts et aux spécialistes, notamment en matière juridique, de donner leur avis »⁵⁰⁶. Puisque les sceptiques ne sont que quatre (04) à intervenir dans ces espaces audiovisuels, dont deux enseignants chercheurs, un membre de la société civile et un politologue/économiste. Autrement dit, les partisans de l'exploitation du gaz de schiste sont les plus dominants en nombre comme le montre le tableau ci-après.

⁵⁰⁶ Entretien avec Houcine Bensaâd expert en risque et prévention en hydrocarbures, réalisé par Mehdi Bsikri, El Watan, 27/04/2013.

Tableau N° 6 : Représentation des intervenants sur la question du gaz de schiste dans les émissions de télévisions étudiées.

Intervenants	Position	Apparition	Domaine
Abdelmadjid Attar	Partisan	3	Ex PDG de SH
Chems Eddine Chitour	Sceptique	2	Spécialiste en énergie fossile
Sabrina Rahmani	Sceptique	2	Médecin
Mahmah Bouziane	Partisan	2	Expert en énergie
Abdelatif Rebah	Sceptique	1	Expert en énergie
Khaled Boukhelifa	Partisan	1	Expert en énergie
Mourad Preure ⁵⁰⁷		1	Expert pétrolier
Karim Baba	Partisan	1	Ministère de l'Environnement
Mohamed Hamidouche	Partisan	1	Expert financier
Ahmed Mechraoui	Partisan	1	Conseiller du ministre d'énergie
Zahra Bouchouche	Partisane	1	Chargée d'études au MEM
Yasmine Attafi	Partisane	1	Chargée d'études au MEM
Salah Mouhoubi	Sceptique	1	Politologue/économiste

Par ailleurs, sur l'ensemble des émissions nous constatons que *Question d'actualité*, *Uni-vert* et *Controverse* d'expression française sont les plus favorables à un débat contradictoire. Tandis que, *Question économique* et *Débat économique* présentées en langue arabe ont une propension à favoriser le discours officiel (gouvernement), en raison de la qualité des intervenants en lien direct avec les institutions publiques. Mais aussi à cause de la position des journalistes qui n'osent pas poser des questions aussi pertinentes sur les risques éventuels du projet et préfèrent aborder uniquement les aspects économiques.

Dans ces émissions, le nombre d'invités varie entre 3 et 4, dont les femmes sont moins représenté (3) devant les hommes (10). Cependant, les spécialistes en environnement, les associations et les militants anti-schistes (de terrain) sont absents de ces plateaux télés, au moment où certains intervenants y apparaissent deux à trois fois. A l'image de : Abdelmadjid Attar, Mahmah Bouziane, Chems Eddine Chitour et Sabrina Rahmani avec deux à trois apparitions sur l'ensemble des émissions.

Au même titre que la presse écrite, les intervenants dans les émissions télés ont développé presque les mêmes thématiques que celles relevées dans les quotidiens étudiés. A l'exception des catégories portant sur l'opposition anti-GDS, l'impact sur le marché, ainsi que les accords et partenariats qui sont remplacées par les catégories portant sur l'opacité du projet et les expériences antérieures.

⁵⁰⁷Mourad Preure, expert Pétrolier international et président du cabinet EMERGY est l'un des intervenants dont la position sur la question du gaz de schiste reste ambiguë puisque tantôt il est sceptique (déclaration à la télévision), tantôt il soutient l'idée de l'exploitation du GDS (déclaration au Journal *Liberté*).

VI-6) Le compte rendu du problème

Sur l'ensemble des articles analysés, l'enquête et le reportage comme genres journalistiques sont totalement absents, pourtant l'affaire en question mérite d'être élucidée davantage vu sa complexité et ses enjeux qui dépassent les simples déclarations officielles dissimulant la face cachée de la problématique. La plupart des papiers sont en forme de compte rendu rapportant les rencontres, les déclarations et les points de vue des intervenants sur la question. Le genre « analyse » est presque inexistant. Les analyses que rapporte le quotidien *El Watan* en forme de contributions des experts portent sur les aspects économiques du GDS.

L'usage de Procédés de visualisation de données et de data journalisme et de schémas est quasiment absent dans les papiers. Le degré de vulgarisation, notamment, de la technique de la fracturation hydraulique, qui fait l'objet de la controverse reste très faible. Les journalistes qui en parlent, se contentent de reprendre en général, son mode de fonctionnement et les risques qu'elle engendre.

Les représentations journalistiques véhiculent d'une manière remarquable un vocabulaire péjoratif à la place de l'explicatif qui aide à qualifier et à vulgariser la technique de fracking pour le grand public, non spécialisé. Ex : fragmentation des sols, très coûteux, boulimique et vorace en eau, menace pour les nappes phréatiques, attaquer la roche mère...etc. L'usage des chiffres et du superlatif est aussi observé pour mettre en évidence les inconvénients de l'industrie du gaz de schiste. Comme le montrent ces extraits : « Chaque fracturation, c'est 25 000 à 30 000 de litres d'eau [...]. Elle consiste à injecter à de fortes pression d'énormes quantités d'eau »⁵⁰⁸. « La méthode nécessite l'utilisation de plus de 600 produits chimiques cancérogènes »⁵⁰⁹. « Les taux des produits chimiques ; l'arsenic, le benzène et le propane sont plus élevés que la moyenne »⁵¹⁰.

Le manque de vulgarisation dans le discours sur la problématique du gaz de schiste est constaté également dans les médias audiovisuels qui préfèrent se baser uniquement sur l'échange entre les invités de plateau au lieu d'accompagner leurs discours par des illustrations visuelles et infographiques. Ceci peut être expliqué par la technicité de la problématique et l'absence de journalistes spécialisés dans le domaine des sciences et techniques. Néanmoins, l'effort et la recherche personnelle auraient permis aux journalistes de combler ce manque de maîtrise du sujet.

⁵⁰⁸APS. (2012, 26 aout). L'Algérie veut développer ses réserves de gaz de schiste. *El Watan*.

⁵⁰⁹Hadjam, Z. (2013, 11 décembre). Chems Eddine Chitour : « c'est une nouvelle rente qui se profile ». *El Watan*.

⁵¹⁰Bsikri, M. (2014, 15 décembre). Le gaz de schiste et les coups bas des lobbies. *El Watan*.

VI-7) Polarisation du discours

Après avoir fait une présentation générale du corpus et ses aspects quantitatifs, dans cette deuxième phase il est question d'analyser le contenu du discours développé par les différents intervenants sur la question.

Grosso modo, le discours qui circule sur la problématique du GDS dans les médias étudiés se focalise principalement sur deux positions aux antipodes. Les partisans du projet de l'exploitation du gaz de schiste intervenant dans les émissions de télévisions puisent leurs arguments essentiellement du domaine économique et des affaires tout en évitant d'aborder les problèmes environnementaux et juguler les questions sensibles.

Selon leurs propos, cette richesse naturelle non conventionnelle permettra à l'Algérie de satisfaire les besoins du marché national, en gaz et de maintenir une position stratégique sur le marché international. Comme le défend l'un d'eux quand il disait « [...] Ce gaz de schiste va renforcer nos capacités énergétiques, économiques, sociales, politiques et stratégiques ». Pour lui cette richesse « rentre dans la définition naturelle du concept du développement durable (DD) »⁵¹¹. Alors que, le concept du développement durable est associé aux énergies propres et renouvelables et tout le monde sait que la durée de vie d'un puits du gaz de schiste ne dépasse pas les 5 ans, alors pour assurer une production en continue il va falloir creuser davantage de puits sur de vastes champs, ce qui amplifierait les risques et les dommages.

L'argument de la nécessité de recourir à ce « don de Dieu » est aussi cité par les promoteurs, en raison des besoins énergétiques en gaz qui ne cessent d'augmenter sur les marchés interne et externe. Donc, l'exploitation du GDS serait impérative surtout que les ressources conventionnelles diminuent de plus en plus et « notre consommation en produits énergétiques se chiffrera à 80-85 milliards de dollars par an à l'horizon 2030 »⁵¹²

Ce réseau d'acteurs insiste sur l'importance de l'exploitation du gaz de schiste à l'économie nationale. En soulignant que : « Les gaz de schiste sont nécessaires pour la transition à un mix énergétique rapide sur la décade à venir [...] pour satisfaire la demande interne, et permettre à l'Algérie de continuer à exporter des hydrocarbures pour garantir les conditions de financement de son économie »⁵¹³. Contrairement aux premiers, les opposants au projet de

⁵¹¹Bouziane, B. (2014, juin). *Débat économique*. ENTV.

⁵¹²APS. (2013, 11 janvier). Youcef Yousefi défend l'exploitation du gaz de schiste. Quotidien *El Watan*. Repéré à <http://www.elwatan.com/actualite/yousef-yousfi-defend-l-exploitation-du-gaz-de-schiste-11-01-2013-199061109.php>. Consulté le 20/09/2017.

⁵¹³Roumadi, M. (2012, 03 octobre). Faut-il développer les gaz de schiste ? Quotidien *El Watan*.

l'exploitation du gaz de schiste sont fermes dans leur position. Ils s'accordent à dire : « qu'il n'y a pas pire exploitation à l'heure actuelle, que celle du gaz de schiste »⁵¹⁴.

Ils ont relevé plusieurs contraintes environnementales à ce projet, telles que : la pollution des eaux par des produits chimiques cancérigènes et radioactifs. D'autres inconvénients sont aussi signalés par les sceptiques à l'exploitation du GDS, particulièrement les quantités énormes d'eau à utiliser, la remontée des bactéries toxiques et d'éléments radioactifs, mais également le problème de tremblement de terre, les fuites du méthane (Sabrina Rahmani, Chems Eddine Chitour, Abdelatif Rebah, Kacem Moussa). Tous ces risques auraient des répercussions directes sur la santé humaine et l'écosystème selon eux.

Dans la presse écrite, les promoteurs du GDS ont construit un argumentaire autour des cadres interprétatifs liés : au potentiel énergétique et des réserves du gaz de schiste, aux accords et partenariats avec d'autres pays et firmes internationales, ainsi qu'aux dispositifs de la nouvelle loi sur les hydrocarbures notamment non conventionnels. Leurs plaidoiries et déclarations publiques convergent toutes à rassurer les citoyens de l'absence de risque lié à l'exploitation du GDS.

De ceci, les sceptiques justifient leur position par des arguments relatifs essentiellement aux risques sanitaires et environnementaux, que le projet peut engendrer. Ils abordent la technique de fracturation hydraulique comme étant le principal point de discorde sur cette question. Son mode de fonctionnement, selon eux, présente beaucoup d'inconvénients et de risques dommageables. La pollution des eaux des nappes phréatiques demeure leur souci majeur, surtout que l'Algérie vit une situation de stress hydrique sévère⁵¹⁵.

Le problème de rentabilité du projet constitue, également, l'un des arguments critiques avancés par les analystes puisqu'« un seul puits de forage coûte 13 millions de dollars »⁵¹⁶. Or sa capacité maximale de production arrive à 30% environ. C'est-à-dire une « moyenne de 17 millions de dollars sur cinq ans et ce, à 5 dollars le million BTU⁵¹⁷ et 11 millions au prix actuel de 3,45 dollars, soit une moyenne de 3 millions de dollars par exercice dans le meilleur des cas, et de 2 millions de dollars dans le cas présent »⁵¹⁸.

⁵¹⁴ Chems Eddine Chitour, (2012, 24 décembre). *Question d'actualité*. Canal Algérie.

⁵¹⁵ Le rapport planète vivante 2008 de la fondation WWF note que la moyenne de la consommation en eau est de 1216 m³/personne/an. Sachant que les normes onusiennes fixent le stress hydrique à un approvisionnement en eau inférieur à 1700 m³ par habitant et par an, soit plus 4 m³/j. Accès : http://www.wwf.Ca/fr/rapport_planete_vivante_2008.cfm

⁵¹⁶ Bensaâd, H. (2013, 14 janvier). Les travaux d'exploration du gaz de schiste ont débuté depuis fort longtemps. Quotidien *El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/economie/les-travaux-d-exploration-du-gaz-de-schiste-ont-debute-depuis-fort-longtemps-14-01-2013-199398_111.php. Consulté le 20/09/2017.

⁵¹⁷ British Thermal Unit, unité de mesure pour les volumes de gaz, soit 27m³.

⁵¹⁸ Entretien avec Ferhat Ait Ali (analyste), réalisé par Bsikri, M. *El Watan*, 02/02/2014.

A ce sujet l'expert Houcine Bensaâd précise que les dirigeants d'Exxon Mobil disent avoir laissé leurs chemises dans cette exploitation aux Etats-Unis. C'est le cas aussi du Total qui a connu le même sort au Texas, où elle y a laissé des plumes, en raison des prix de vente à 3 dollars, alors qu'il s'attendait à ce que le million de BTU soit vendu entre 6 et 8 dollars⁵¹⁹.

Dans leur discours, les détracteurs de l'exploitation du GDS émettent des recommandations et des solutions alternatives. Comme le montre ce passage de l'un des militants anti-schistes d'Adrar : « Au lieu de cette exploitation, le gouvernement ferait mieux de multiplier les projets agricoles dans le Sahara. Cela créerait des postes d'emploi permanents et pourrait permettre au pays d'en finir avec les importations de denrées alimentaires. Cette eau est le véritable moteur de développement du pays »⁵²⁰. Les énergies renouvelables (solaire, éolienne) sont, également, recommandées par les sceptiques, au vu des potentialités de l'Algérie en la matière, contrairement aux gaz de schiste dont les puits connaissent une forte déplétion qui arrive jusqu'à 50% dès la première année de production.

VI-8) Procédés d'exposition du problème : minimisation vs amplification

Les articles, dont le discours pro-gaz de schiste dominant, rapportent un discours rassurant qui minimisait les incertitudes de ce projet. Comme ce passage qui disait : «C'est démontré que l'atteinte à l'environnement est vraiment nulle⁵²¹, ou bien celui-ci qui souligne que « L'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ne présente pas plus de risques que la production d'hydrocarbures conventionnels ou encore d'autres types d'industries minières [...] »⁵²². Or, plusieurs enquêtes et études sur les expériences américaines (USA et Canada) ont montré les méfaits de cette industrie sur l'environnement et la santé humaine. D'ailleurs, plusieurs Etats ont adopté un moratoire contre l'exploitation du gaz de schiste sur leur territoire. Comme le souligne Thomas Porcher l'auteur de livre *Le mirage du gaz de schiste* : « Aux Etats-Unis, dès que les sociétés pétrolières se sont approchées de zones urbaines il y a eu des interdictions. En Pennsylvanie, New-York a interdit la fracturation hydraulique. Il y a un grand débat en Suisse et aux Pays-Bas, la Bulgarie a interdit l'exploitation du gaz de

⁵¹⁹ Bensaâd, H. *Op.cit.*

⁵²⁰ Mohad Gasmi militant anti-GDS d'Adrar, président du bureau de l'association pour la protection et la promotion de l'agriculture. Dans Bsikri, M. (2014, 2 février). La crainte des agriculteurs du Sud. Quotidien *El Watan*.

⁵²¹ Rahmani, Dj. (2013, 06 juin). Benyounés plaide pour l'exploitation du gaz de schiste. Quotidien *El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/economie/benyounes-plaide-pour-l-exploitation-du-gaz-de-schiste-06-06-2013-216460_111.php. Consulté le 20/09/2017.

⁵²² Roumadi, M. (2014, 2 juin). Youcef Yousfi : l'exploitation du gaz de schiste est vitale. Quotidien *El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/actualite/yousfi-l-exploitation-de-gaz-de-schiste-est-vitale-02-06-2014-259_59_109.php. Consulté le 20/09/2017

schiste. On sent un élan d'opposition mondial »⁵²³. Cela dit cette industrie du gaz de schiste rejetée par les populations de nombreux pays a contraint leurs Etats à geler les projets d'exploration et d'exploitation. Ce qui a encouragé d'autres peuples à s'opposer à cette industrie à travers le monde.

Les partisans du gaz de schiste tentent de minimiser les inconvénients que présente la fracturation hydraulique. Comme le montre ce passage : « 1000 puits de gaz de schiste équivalent uniquement à une consommation annuelle de 3000 familles de 5 personnes »⁵²⁴. Or, ces chiffres représentent, environ la moitié de la population totale d'In Salah qui souffre d'hypertension en raison de l'eau salée qu'elle buvait.

La normalisation des risques est souvent observée chez les adeptes du GDS, qui rappellent leur existence, aussi, dans l'industrie conventionnelle : « Certes il peut y avoir des fuites dans les tubages, mais ceci se passe aussi dans les gisements conventionnels à Hassi Messaoud et Hassi R'mel »⁵²⁵. Un autre exemple et non des moindres, celui de la catastrophe de Berkaoui (Ouargla) qui s'est produite en 1978. L'un des expert disait que « la nappe albienne n'est affectée que sur un rayon de 500 m, ou même pas, 300 m à peu près »⁵²⁶ et il finit sa phrase par cette locution réductrice et populaire « *Hada ma kan* »⁵²⁷. Or, l'association H₂O rapporte sur son site internet que les dernières études sont plus qu'inquiétantes puisque le cratère a doublé de taille, il fait désormais 600 mètres par 260 et sa progression est estimée à près d'un mètre par an. Les failles alentours se sont agrandies et selon Jean Margat, hydrologue de renom, chargé par l'Algérie d'étudier le problème à la fin des années 1980 : « La Sonatrach craint fortement que la cavité ne se propage très loin »⁵²⁸. D'autant plus que la ville de Ouargla n'est qu'à une trentaine de kilomètres de lieu de la catastrophe.

Le réseau des promoteurs qui semble embarrassé par les inconvénients de cette industrie tente de démystifier les risques par des exemples familiers tels que les déclarations prononcées par

⁵²³Entretien avec Thomas Porcher auteur du livre « *Le mirage du gaz de schiste* », Edi Maxi Milo, 2013. Réalisé par Walid Mebarek, *El Watan*, 28 décembre 2013. Repéré à http://www.elwatan.com/economie/le-gaz-de-schiste-represente-des-risques-pour-l-environnement-et-des-marges-faibles-28-12-2013-240146_111.php.

Consulté le 20/09/2017.

⁵²⁴Bouziane, M. *Op.cit.*

⁵²⁵ Attar, A. Dans Drarni, K. (2013, 27 novembre). *Controverse*, Dzair TV.

⁵²⁶ Attar, A. Dans Amara, A. (2014, mai). *Questions économiques*, Dzair TV.

⁵²⁷ Qui veut dire en arabe : uniquement/ c'est tout.

⁵²⁸Razon, B. (1999, juillet-août). L'affaire OKN32, or noir, eaux profondes, pollution secrète. *Magazine Don Quichotte de la Mancha*. Repéré à <http://www.h2o.net/catastrophes-pollutions/or-noir-eaux-profondes-pollution-secrete.htm>. Consulté 10/06/2017.

Sellal, alors premier ministre, devant les députés : « Les produits utilisés dans le fracking sont les mêmes produits utilisés dans les détergents et dans la production de couche bébé »⁵²⁹.

Les pessimistes de la raison comme disait Gramsci, durcissent le ton sur les éventuels risques possibles et irréversibles. Ils appuyaient, généralement, leurs arguments par des chiffres, ils citaient des rapports d'études, des expériences et des cas concrets de dommages. A l'image de Sabrina Rahmani qui a travaillé sur un document de l'agence française de toxicologie et de chimie ou elle a relevé « 2500 mélanges dont 650, en contiennent des produit hautement toxiques ». La militante anti-GDS avait cité aussi une étude réalisée au Colorado, montrant l'impact réel de ces produits sur la santé des travailleurs et la population environnante. Dans leurs interventions, ces activistes se focalisent sur les dangers, ils expliquent avec plus de détails les risques de cette industrie.

En revanche, en réponse aux arguments des sceptiques, les défenseurs de l'exploitation du gaz de schiste parlaient des peurs et des craintes à l'exemple de cette phrase qui dit : « Quand on parle de dilemme environnemental [...] moi je préfère parler d'obsession environnementale »⁵³⁰. Une manière de discréditer les peurs légitimes manifestées par la société civile. Parfois, ils font recours à l'humour pour atténuer un danger. Prenons cet exemple : Pour démentir une séquence vidéo du film « *Gasland* » qui montre la présence du gaz dans l'eau de robinet aux USA et qui a fait le *Buzz* sur les réseaux sociaux numériques, l'ancien ministre de l'énergie et des mines Abdelmadjid Attar n'a pas trouvé mieux que cette phrase : « Qui dit qu'il n'y avait pas une bouteille de gaz à côté »⁵³¹ des propos qui ont provoqué un rire sur le plateau télé et sans doute chez ceux qui l'ont regardé.

VI-9) Discours mêlé de critiques, d'accusations et de contradictions

Dans cette mise en scène médiatique et « émotionnellement colorée »⁵³² on a observé, également, le recours aux concepts de la théorie du complot pour désigner des coupables, telle la main étrangère qui manœuvre à déstabiliser le pays.

Cette stratégie est devenue récurrente depuis les soulèvements qu'ont connus les pays dits arabes. Un alibi qui ressort à chaque fois que le gouvernement subi des pressions sociales. De cette façon, ils assimilent toute contestation de tentative de déstabilisation du pays. C'est une

⁵²⁹APS. (2014, 5 juin). Abdelmalek Sellal : « Aucun contrat n'a été signé concernant l'exploitation du gaz de schiste ». Quotidien *El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/economie/sellal-aucun-contrat-n-a-ete-signe-concernant-l-exploitation-du-gaz-de-schiste-05-06-2014-260043_111.php. Consulté le 20/09/2017.

⁵³⁰Bouziane, M. Dans Amara, A. (2014, mai). *Questions économiques*. Dzair TV.

⁵³¹Attar, A. Drarni, Kh. (2013, 27 novembre). *Controverse*, Dzair TV.

⁵³²Braud, P. (1996). L'émotion en politique. Dans Gingras, A-M. *Op.cit.*

manière également de discréditer les adversaires du projet de gaz de schiste et de culpabiliser les partisans du discours critique. En ce sens, les déclarations du ministre de l'énergie et des mines est le parfait exemple quand il dit que : « Ceux qui contribuent à forger l'opinion publique qu'ils sachent parfaitement où se situe l'intérêt vital du pays et où se cachent les tentatives de déstabilisation [...] des tentatives de diabolisation du schiste visaient les pays producteurs qui prônent le nationalisme énergétique [...] »⁵³³.

Ce réseau des promoteurs du projet considèrent que leurs détracteurs sont mus par des intentions politiciennes. Ils ne manquent pas, d'ailleurs, de rappeler que les hydrocarbures sont toujours au centre de nombreux conflits, guerres, destructions et autres tentatives de déstabilisation des Nations.

A l'inverse, le discours anti-schiste est chargé de critiques, parfois d'accusations et soulève les pressions exercées par des lobbies et des pays occidentaux sur le gouvernement algérien. Les propriétaires de ce discours considèrent que l'autorisation de son exploitation en Algérie obéit à un agenda extérieur et son impact ne sera pas sans conséquences. C'est ce que souligne l'un des experts, Houcine Bensaâd, en déclarant que : « Ce choix va fragiliser le pays et remettre en cause sa souveraineté sur une partie de son territoire pour avoir plié juridiquement devant les exigences des Etats et multinationales »⁵³⁴.

Toujours dans le même registre, ce projet est considéré par d'autres spécialistes⁵³⁵ comme une abdication face aux pressions des multinationales qu'à une décision souveraine mûrement réfléchie. Certaines opinions vont encore plus loin et considèrent le projet du gaz de schiste comme un deal entre les décideurs algériens et français en échange d'un 4^{ème} mandat pour Bouteflika.

Ce genre de discours a été aussi relayé par des altermondialistes (français) qui dénoncent les accords de partenariat entre les deux pays (Algérie-France) qui feraient de l'Algérie un laboratoire et un marché pour « les lobbies détenteurs de la technologie qui veulent coûte que

⁵³³ APS. (2014, 21 juin). Youcef Yousfi : « dénonce les opposants à l'exploitation du gaz de schiste ». Quotidien *El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/economie/yousfi-denonce-les-opposants-a-l-exploitation-du-gaz-de-schiste-21-06-2014-261993_111.php. Consulté le 20/09/2017.

⁵³⁴ Entretien avec Houcine Bensaâd, expert en risque et prévention en hydrocarbures et consultant auprès du PNUD, Réalisé par Bsikri, M. Quotidien *El Watan*, 14/01/2013.

⁵³⁵ Amor Khelif, professeur d'économie et chercheur au Centre de recherches en économie appliquée pour le développement (Cread) pense que : « l'intrusion du gaz de schiste en Algérie ne relève pas de la commande publique, mais des pressions internationales des pays consommateurs qui veulent assurer la sécurité de l'approvisionnement ». Dans M.-C.L. (2014, 19 juin). Pour ou contre le gaz de schiste : à quand le débat ? Quotidien *Liberté*.

coûte vendre leur matériel »⁵³⁶. En sachant que toute la technologie et les services compris de cette industrie sont détenus par une seule société, à savoir l'américaine Haliburton appartenant aux Familles Bush et Cheney.

Par ailleurs, les plus conservateurs puisent leurs arguments de la relation qu'entretient l'Algérie avec la France. La recherche d'un responsable au problème est utilisée par certains opposants comme acte de récupération politique, mais adossée à une part de vérité. Comme le rapporte ce passage : « Les français qui ne peuvent pas faire de l'exploration chez eux viennent explorer chez nous, polluer notre environnement avec notre argent ! »⁵³⁷.

Le discours anti-schiste évoque aussi la peur et la crainte des risques et des dangers irréversibles. Il est construit, généralement, sur la base des faits concrets, produits dans d'autres pays. Il s'appuie sur des rapports d'études et les expériences d'ailleurs, notamment américaines, en tant que pionnières dans le domaine, tel que le rapporte certains spécialistes : « Il y aura forcément des dégâts, car la méthode utilisée actuellement nécessite l'utilisation de plus de 600 produits chimiques cancérigènes »⁵³⁸. C'est-à-dire « [...] les ingrédients pour la survenue d'accidents écologiques sont présents »⁵³⁹.

Cette controverse sociale émaillée d'opacité et de manque de transparence déborde même sur d'autres registres, qui relèvent de la question de l'unité et de la sécurité, nationales. C'est ce que ne manquent pas de déclarer certains sceptiques, en qualifiant de criminelle l'autorisation d'exploiter le gaz de schiste sans aucun débat, ce qui pourrait, selon eux, poser un problème de sécurité nationale. L'un des spécialistes avait même prédit le mouvement qu'a connu la région d'In Salah en 2015, en disant que le projet : « [...] va susciter un mécontentement grandissant des populations locales pour avoir été spoliées d'une eau si nécessaire pour leur vie [...] il risque de devenir une source de tension entre pays riverains due à l'exploitation intensive de la nappe albienne et de sa contamination »⁵⁴⁰. Autrement dit, l'accord de 2005 entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye qui stipule la mise en place d'un mécanisme de gestion

⁵³⁶ Bsikri, M. (2014, 02 février). La lutte est internationale. Quotidien *El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/actualite/les-craintes-des-agriculteurs-du-sud-02-02-2014-244338_109.php. Consulté le 20/09/2017.

⁵³⁷ Boukhlef, A. (2014, 26 mai). Abderezak Makri : « L'exploitation du gaz de schiste est un crime contre les générations futures ». Quotidien *El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/actualite/l-exploitation-du-gaz-de-schiste-est-un-crime-contre-les-generations-futures-26-05-2014-258680_109.php. Consulté le 20/09/2017.

⁵³⁸ Hadjam, Z. (2013, 11 décembre). *Op.cit.*

⁵³⁹ Boudedja, N. (2011, 19 décembre). Nasser Rarbo : « L'Algérie doit d'abord œuvrer pour la valorisation de ses réserves en gaz conventionnels ». Quotidien *El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/economie/l-algerie-doit-d-abord-oeuvrer-pour-la-valorisation-de-ses-reserves-en-gaz-conventionnels-19-12-2011-151607_111.php. Consulté le 20/09/2017.

⁵⁴⁰ Entretien avec Houcine Bensaad, réalisé par Bsikri, M., quotidien *El Watan*, 14 Janvier 2013. Repéré à http://www.elwatan.com/economie/les-travaux-d-exploration-du-gaz-de-schiste-ont-debute-depuis-fort-longtemps-14-01-2013-199398_111.php. Consulté le 20/09/2017.

concertée des ressources en eaux profondes dans le cadre d'un projet de l'Observatoire du Sahel et du Sahara (OSS)⁵⁴¹, risque d'être violé et enterré.

Comparativement aux défenseurs du projet, les antagonistes se plaçaient dans une posture inquiétante par rapport aux incertitudes du projet. Ils paraissaient plus objectifs et confiants dans leurs argumentaires, même si leur discours est parfois alarmiste à l'image de ce passage : « Si on opte pour le gaz de schiste on condamnerait définitivement toute vie au Sahara »⁵⁴². De plus, ils tracent un tableau noir des retombées négatifs de ce projet :

« Les retombées seront catastrophiques pour le pays déjà confronté au stress hydrique et à la sécheresse récurrente ! La pollution atmosphérique ira croissante [...] Les nappes phréatiques [...] seront irrémédiablement contaminées [...] par des gaz, mais aussi par les différents produits chimiques hautement toxiques [...] sol sera irrémédiablement contaminé par les eaux résiduelles et les éléments radioactifs [...] Accentuer le réchauffement climatique aux conséquences économiques catastrophiques [...] »⁵⁴³.

Ces entrepreneurs de discours inquiétant tentaient de déconstruire les arguments et l'assemblage narratif des officiels et celui des relayeurs. De par leur maîtrise du domaine et leur marge de liberté exprimée, ils donnaient des éléments de réflexion qui éclairent l'opinion publique sur certains aspects dont les partisans du projet n'ont pas osé révéler.

C'est le cas par exemple de Pr. Chitour qui a démenti scientifiquement l'urgence de passer à l'exploitation du gaz de schiste tant défendue par les autorités et les promoteurs de ce projet. Il disait : « Nos réserves restantes en conventionnelles serait de 2000 milliards de m³, notre consommation annuelle est aux environs de 15 milliards de m³, nos exportations équivalent à 70 milliards de m³ et si on continue à ce rythme nous consommons environ 100 milliards de m³/an (entre besoins nationaux et exportation), donc par déduction, on a 20 ans devant nous, pour aller au gaz de schiste »⁵⁴⁴

Néanmoins, ce n'est pas tous les experts, alliés du projet qui adhèrent à la thèse de zéro risque, puisque certains d'entre eux reconnaissaient tacitement l'existence de problèmes. Même les plus « farouches » à l'exploitation du GDS ont manifesté carrément des doutes sur la

⁵⁴¹OSS est un organisme international œuvrant dans le cadre de la lutte contre la désertification et la pauvreté en Afrique.

⁵⁴² Chems Eddine Chitour. Dans Lahri, A. (2013, 30 décembre). *Question d'actualité*, Canal Algérie.

⁵⁴³Entretien avec Houcine Bensaad, réalisé par Bsikri, M. *Op.cit.*

⁵⁴⁴ Chems Eddine Chitour. Dans Lahri, A. (2013, 30 décembre). *Op.cit.*

fracturation hydraulique et exprimaient « des réserves sur cette technique, en raison des risques d'infiltrations des produits chimiques cancérigènes dans la nappe »⁵⁴⁵.

Parfois, les adeptes de l'exploitation du GDS se contredisent dans leur position en se mettant dans le rôle de protecteurs à l'exemple de ce discours flatteur : « le Sahara surtout algérien n'est pas désert, y a de la vie. C'est un espace de biodiversité, une région où vivent nos concitoyens. Alors, nous devons préserver cette biodiversité et le réservoir d'eau (nappe) »⁵⁴⁶.

VI-10) Entre précaution et précipitation

Au-delà des craintes et des peurs affichées, le discours des sceptiques se réfère au principe de précaution⁵⁴⁷. Contrairement aux promoteurs du gaz de schiste qui ont eu souvent du mal à trouver des arguments convaincants, les détracteurs de l'exploitation du GDS proposent à chaque point critique des alternatives : telles qu'un moratoire contre l'exploitation du gaz de schiste, le développement des énergies renouvelables, ou bien la relance de l'agriculture et de secteur touristique. Selon eux : « Il serait plus judicieux de se lancer dans les énergies solaire et éolienne, qui sont moins chères et respectueuses de l'environnement »⁵⁴⁸.

Les adversaires de GDS insistaient sur la nécessité de se mettre autour d'une table pour trouver des solutions de rechange aux problèmes posés et d'élaborer une stratégie énergétique qui passe par une politique des petites économies. C'est-à-dire par une consommation énergétique raisonnable et l'adoption de pratiques plus écologiques et moins boulimiques en énergie. Tout en encourageant les énergies propres et renouvelables.

Ils suggèrent d'« aller vers une sobriété énergétique, faire les états généraux de la situation énergétique du pays ». En outre, ils proposaient d'« essayer le Gazole, et la double carburation pour le Sirghaz » ils appelaient à « réhabiliter l'effort et la consommation rationnelle, à consommer moins et mieux, de diversifier notre économie » ils recommandaient d'« encourager l'agriculture, de concevoir un bouquet énergétique et un modèle de consommation ». Mais aussi la construction « des retenues collinaires au lieu de grands barrages » et exhortaient à faire preuve d'imagination créative.

⁵⁴⁵Bouziane, M. Dans Amara, A. (2014, mai). *Op.cit.*

⁵⁴⁶Bouziane, M. Dans Aoufi, O. (2014, 11 juin). *Débat économique* (Arabe), ENTV.

⁵⁴⁷Le principe de précaution a été institué dans l'ensemble du dispositif législatif lors du Sommet de la planète sur l'environnement et le développement, des Nations-Unis tenu à Rio, en juin 1992. Il suppose l'acceptation des incertitudes qui entourent certaines décisions, notamment, liées à des aspects environnementaux.

⁵⁴⁸Bsikri, M. (2012, 20 octobre). Gaz et pétrole de schiste : les sceptiques se mobilisent. *Quotidien El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/actualite/gaz-et-petrole-de-schiste-les-sceptiques-se-mobilisent-20-10-2012-189518_109.php. Consulté le 20/09/2017.

Des propositions qui sont aussi partagées par l'autre camp, celui des alliés du projet. Tandis que, les défenseurs de l'exploitation du GDS essayaient d'avancer des arguments tels que : « nous avons fait des études d'impacts, le risque devient inexistant [...] nous avons assez d'expérience [...] nous avons réalisé 9 mille puits par le passé, sans aucun problème. C'est pour cela que nous n'avons jamais peur de la pollution des eaux par la fracturation hydraulique »⁵⁴⁹. Ces propos ont été contredits par un autre promoteur du GDS qui affirme qu'une dizaine de catastrophes environnementales se sont produites sur l'ensemble des puits foré.

De surcroît, en parlant de ces études d'impacts, personne n'a communiqué et rendu public ses résultats. Au contraire, les antagonistes ont dénoncé l'omerta imposée par les officiels et les responsables du secteur. Certains opposants, tels que Kacem Moussa et Houcine Malti affirment même que la société nationale Sonatrach avait lancé le premier forage bien avant la réforme de la loi sur les hydrocarbures. Chose aussi grave aux yeux des observateurs avertis. Ces indicateurs nous renseignent sur la volonté des décideurs de vouloir cacher certaines vérités qui compromettraient le projet à cette époque. Ils essayaient à travers leurs argumentaires de rassurer l'opinion publique du fait que l'Etat a pris toutes les précautions nécessaires pour éviter les risques. Alors que, les risques ne s'éliminent pas, on réduit plutôt leur probabilité de se produire. Ce discours nous rappelle les propos de l'un des leaders du mouvement anti-schiste qui nous racontait une scène qu'il a vécu en 2015. Lorsqu'une délégation de la société civile d'In Salah accompagnée par les autorités locales en est allée visiter le site d'exploitation d'Ahnet. Une fois sur les lieux, ils découvrent un tas de déchets ménagers qui jonchent les environs. Alors, sur un air ironique, l'un des citoyens lance cette phrase : « le jour où ils s'occuperont de leurs déchets ménagers, on reparlera des boues et des rejets chimiques »⁵⁵⁰. Cette anecdote révèle à quel point le discours officiel en est une chose et la pratique s'en est une autre.

D'autre part, le discours des sceptiques déplore l'absence d'informations et l'opacité qui entoure le projet gazier : « La communication de la composition des fluides de forages par les acteurs de l'industrie, constitue de condition préalable à une exploitation qui respecte l'environnement et la sécurité »⁵⁵¹. Le discours oppositionnel au projet recommande,

⁵⁴⁹Mechraoui, A. Conseiller du ministre d'énergie. Dans Aoufi, O. (2014, 11 juin). *Débat économique* (Arabe), ENTV.

⁵⁵⁰Entretien avec Bouhafs Abdelkader, Alger, 31/08/16.

⁵⁵¹Bouedja, N. (2011, 19 décembre). Nasser Rarrbo : «L'Algérie doit d'abord œuvrer pour la valorisation de ses réserves en gaz conventionnels». *Op.cit.*

également, de prendre le temps qu'il faudra avant de se lancer dans cette aventure qui leur paraît incertaine.

A l'opposé, le discours à connotation pro-schiste dans son ensemble (rapporté et/ou provoqué) se base sur le principe de liquidité⁵⁵², une caractéristique du monde contemporain qui valorise uniquement le présent et dévalorise la durée. Comme l'estime un ancien cadre de SH, actuellement en charge des études chez le groupe espagnol Repsol quand il disait : «Il serait malheureux d'avoir une richesse et de ne pas l'utiliser [...] pourquoi perdre du temps ?»⁵⁵³. Cet extrait en dit long sur cet esprit de précipitation sans vision stratégique des responsables du secteur.

Ce type de discours est couplé, parfois, à un discours de séduction : « Les réserves de gaz de schiste de l'Algérie sont aussi importantes que celles dont disposent les Etats-Unis »⁵⁵⁴. Il fait aussi la morale, en interpellant les citoyens à ignorer les voix contestataires, émanant surtout d'outre-mer : «Nous devons ignorer les propos de ceux qui polluent le monde et nous demandent ensuite de préserver l'environnement. L'Algérie n'est pas responsable de la pollution qui touche le monde »⁵⁵⁵.

L'observation des profils des intervenants montre que les partisans du projet du gaz de schiste sembleraient être victimes de leurs affiliations professionnelles, puisqu'ils travaillent pour la majorité dans des institutions publiques, alors ils sont contraints d'adopter la position officielle de l'Etat, sous peine de connaître des représailles. Contrairement aux opposants à l'exploitation du gaz de schiste qui ont tenu un discours plus critique. Ils étaient plus libres dans leurs interventions et ils ont osé dire certaines vérités sans aucune ambiguïté et détour. Leur position révèle à la fois un sens de responsabilité et une liberté d'expression de leurs opinions. Cette attitude, impliquerait aussi une conscience professionnelle et morale. Comme le montre ce passage de l'une des actrices de cette controverse qui disait : « Ça ne veut pas dire que le gaz de schiste va se faire au sud algérien, c'est-à-dire loin des yeux, qu'on va le faire loin des consciences »⁵⁵⁶. Une phrase qui résume la dichotomie entre les optimistes et les pessimistes de ce projet de l'exploitation du GDS.

En somme, le discours rapporté et provoqué sur la question du gaz de schiste dans les médias étudiés est révélateur d'un rapport de force entre les différents acteurs qui luttent pour la

⁵⁵²Une notion empruntée à Zygmunt Bauman.

⁵⁵³Husein Abdallah, ancien cadre de Sonatrach. Dans Lahdiri, C. (2012, 29 février). Entre optimisme et scepticisme *Quotidien El Watan*.

⁵⁵⁴ Lahdiri, C. (2012, 28 février). Yousfi prône la prudence. *Quotidien El Watan*. Repéré à Accès : http://www.elwatan.com/economie/yousfi-prone-la-prudence-28-02-2012-160841_111.php. Consulté le 20/09/2017.

⁵⁵⁵APS. (2013, 11 janvier). Youcef Yousfi défend l'exploitation du gaz de schiste. *Op.cit*.

⁵⁵⁶Rahmani, S. Dans Lahri, A. (2013, 30 décembre). *Question d'actualité*, Canal Algérie.

définition et la représentation du projet du gaz de schiste selon des visions et des logiques assez divergentes. En ce sens, nous rejoignons Hilgartner et Bosk qui considèrent que : « la lutte entre groupes et individus (opérateurs), lors d'un problème social, consiste à entrer sur l'agenda politique »⁵⁵⁷.

En général, le rôle des acteurs dans une controverse qu'ils soient experts, spécialistes ou universitaires consiste à faire exister un problème social dans les arènes essentiellement médiatique, publique et institutionnelle. Dans le cas de la controverse étudiée, les interventions de ces acteurs ont augmenté le degré de connaissance et de vulgarisation des enjeux qui entourent l'affaire du gaz de schiste.

Cependant, la prise de position de certains acteurs intervenants dans les médias contre l'exploitation du gaz de schiste représente une forme d'engagement et de résistance. Une caractéristique de l'intellectuel spécifique foucaldien qui met son savoir et ses compétences au service des dominés.

Pour d'autres, le rôle à jouer lors des interventions médiatiques, ne se réduit pas uniquement à celui de l'expert qui est censé exprimer ses propres convictions intimes en toute « objectivité », mais s'ajoute celui de porte-parole des institutions auxquelles il est affilié et du séducteur, pour ne pas dire offreur de service comme procédé médiatique audiovisuel.

Donc, en plus du capital symbolique, l'autonomie à l'égard de la demande politique et le degré de spécialisation (Gisèle Sapiro, 2009) ont une incidence sur la forme que revêt la prise de position des intervenants sur cette controverse.

Le discours des sceptiques rapporté dans certains organes analysés (Articles d'*El Watan*, *Question d'actualité*, *Controverse*, *Uni-Vert*) a participé à diffuser une vision critique à l'égard de l'exploitation du GDS dans la société algérienne. Ainsi, ces médias à travers leurs cadrages du projet ont contribué à la construction d'un sens commun rejetant l'idée de l'exploitation du gaz de schiste.

Cette catégorie d'acteurs qui intervenaient également dans d'autres médias tels que : *Le Soir d'Algérie*, *L'Expression*, *Le Matin.dz* pour ne citer que ceux-ci, ont participé à la prise de conscience citoyenne des risques qui découlent de cette industrie.

Par ailleurs, la couverture médiatique de la question par le quotidien *El Watan* concorde avec sa ligne éditoriale qui reste critique envers la politique du gouvernement, contrairement au

⁵⁵⁷Hilgartner, S. et Bosk, C. L. (1988, juillet). The Rise and Fall of social problems : A public arenas model", *The American Journal of Sociology*, 94(1), 53-78. Repéré à : <https://www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1086/228951>. Consulté le 10 Septembre 2017.

journal *Liberté* qui semble adopté la position officielle de son patron ou bien, *El Khabar* qui n'était pas intéressé au sujet à ces débuts.

En revanche, dans les médias audiovisuels, les débats animés dans les émissions francophones passées sur Canal Algérie et Dzair TV étaient à la hauteur des attentes du public, contrairement aux émissions arabophones (ENTV et Dzair TV), ceci dit le récepteur, par son nombre et sa langue, semble déterminant dans la marge de liberté laissée aux émetteurs du message. L'enjeu pour ceux qui contrôlent le discours médiatique se joue auprès de la majorité sociale passive. Ils font en sorte que celle-ci soit toujours mal informée et maintenue dans son silence et indifférence qui étouffera la minorité agissante et active.

Les opposants à l'exploitation du gaz de schiste ont en commun, une autonomie et une marge de liberté d'expression, et ils n'ont pas voulu cacher les enjeux. Les partisans quant à eux, sont plus timides et prudents eux aussi n'ont pas voulu révéler les enjeux réels du projet.

Certains d'entre eux sont ambigües et non-cohérents dans leur position, ils vont jusqu'à se contredire dans leurs discours. Pour certains, ils représentaient les institutions publiques auxquelles ils sont affiliés et pour d'autres ils sont tenus de soutenir volontairement ou par contrainte de représailles les positions officielles de leur hiérarchie. Ce qui pose le problème d'autonomie et de liberté d'expression.

Quelques spécialistes exploitent plutôt l'occasion qui leur a été offerte pour vanter et promouvoir la vision et la politique officielle, c'est-à-dire du gouvernement, en évitant les questions critiques à l'encontre des choix et des politiques publiques. Leur devise semble s'inscrire dans la posture de l'expert « au service de »⁵⁵⁸ pouvoir et des intérêts des dominants.

Si les antagonistes au projet appelaient à prendre le temps nécessaire avant de se lancer dans une telle aventure, les partisans voulaient faire croire que le projet ne représente aucun danger et tentaient de rendre la question du gaz de schiste un non événement, une stratégie qui a renforcé à nos yeux les thèses avancées par les sceptiques au projet. Puisque, les promoteurs du GDS sont devenus les « receleurs des peurs collectives »⁵⁵⁹ pour reprendre l'expression du sociologue Alain Bauer. En raison de leur discours « rassurant » mais non convaincant car leurs arguments paraissent plus faibles devant les incertitudes et les dangers éventuels de l'exploitation du gaz de schiste. Cependant, le discours étalé par les sceptiques au projet

⁵⁵⁸ Gaudillière, J.-P. (2006). Intellectuels engagés et experts: biologistes et médecins dans la bataille de l'avortement. *Op.cit.*

⁵⁵⁹ Sedel, J. (2009). Une analyse comparée de la médiatisation de deux sociologues de la délinquance juvénile. *Questions de communication* [En ligne], 16. doi : [10.4000/questionsdecommunication.343](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.343). Consulté le 30/09/2016.

semble plus réceptif puisque les arguments avancés portent des vérités concrètes qui réveillent les consciences et l'imaginaire psychique.

Par ailleurs, ceux qui ont tenté de faire croire aux gens que ce projet ne représente aucun risque, sans qu'ils passent par un débat contradictoire et l'exercice communicationnel, honnête et transparent n'ont fait que jaillir, les prémices de l'inacceptabilité sociale de l'exploitation du GDS. Un problème qui pourrait devenir très récurrent dans les années à venir en Algérie. Le mouvement d'Ighzer N'Taqa à Batna est très évocateur un an après celui d'In Salah.

En sommes, le journaliste en tant que « sujet social », c'est-à-dire, en sa qualité d'acteur dans la société est soumis à l'influence de son environnement, jouit aussi d'un idéal politique et de certaines croyances et valeurs. Alors, en plus des exigences du métier de journalisme qui imposent une certaine rigueur et objectivité dans la fabrication de l'information, la ligne éditoriale, les convictions intimes des acteurs médiatiques, influent aussi sur l'orientation et la sélection subjective des informations et le développement d'un cadre interprétatif au détriment d'un autre. Ceci rejoint l'idée de Luhman qui pense que les médias ne font que choisir des thèmes qui les passionnent et construisent le réel à partir de sélections de l'actualité (Flavien Le Bouter, 2015). Néanmoins, la publicisation de cette cause environnementale par les médias lui a donné plus de visibilité dans l'arène publique et politique. Dès lors, elle a acquis un statut de problème public. Donc, nous pouvons soutenir, finalement, que la perception d'une source de danger par les citoyens et en relation directe avec le travail d'information et de sensibilisation médiatique, ajouté à cela la proximité de la source de danger ou encore l'existence de référents historiques qui recèlent des peurs et un trauma collectifs qui accentuent la perception du risque. Par ailleurs, l'opacité qui entoure cette question et le manque de transparence dans le discours officiel a favorisé la fabrication du risque par les sceptiques à cette industrie. Comme le stipule l'une des lois de la société du risque : « plus les dangers sont moins reconnus publiquement, plus la production de risques s'intensifie »⁵⁶⁰. En d'autres termes, l'opacité autour d'un objet problématique provoque des doutes et des questionnements qui mobilisent l'imaginaire individuel et collectif, donc une fabrication d'images inquiétantes associées à la situation problématique. Cela dit, quand la culture de la transparence fait défaut, le mensonge et la calomnie créent des soupçons qui à leur tour engendrent le refus et des oppositions, ceux-ci donnent naissance à l'action et à des mouvements sociaux contestataires.

⁵⁶⁰ Beck, U. *Op.cit*, p. 136.

Chapitre VII
***Es-Soumoud* une opinion publique contestataire pas
comme les autres**

L'étude et l'analyse du mouvement de contestation anti-schiste de In Salah ne peut faire l'économie de cette présentation générale qui pose les jalons des facteurs déclenchant du conflit. Ce projet d'exploitation du gaz de schiste possède des enjeux qui dépassent largement le cadre local ou même régional. Le cas d'In Salah, ne représente qu'un exemple parmi tant d'autres de mobilisation à travers le monde contre l'industrie du gaz de schiste. Néanmoins, il en reste le meilleur en termes de mobilisation. Au niveau structurel, on observe une bipolarisation des rapports de forces entre une population qui s'oppose à l'exploitation du gaz de schiste et les partisans de projet, composés essentiellement par le gouvernement, les autorités, certains politiciens et scientifiques ainsi que les relais du pouvoir central. Mais aussi de journalistes à travers des positionnements non déclarés.

Après avoir vu le contexte national et international ainsi que la traduction médiatique et les acteurs intervenants sur la question à l'échelle nationale, il est temps maintenant de se pencher sur l'opinion publique contestataire local qui s'est opposée au projet du gaz de schiste à In Salah.

Dans un premier temps, nous tracerons la généalogie des opposants au projet du gaz de schiste à l'échelle locale, en se basant sur les données collectées par questionnaires. En plus, des profils socioprofessionnels des acteurs sociaux ayant participé au mouvement anti-GDS. Il sera aussi question de se pencher sur l'attachement de ces derniers à leur lieu de résidence et à une identité locale. Le capital social des acteurs nécessaire au processus de conscientisation dans toute construction sociale sera mis en exergue. Nous tenterons par la suite d'introduire pour la dynamique sociale des acteurs anti-GDS, la notion de « *Réseaubium social* » une contraction des termes réseau et *bium* inspiré de la notion de *Rhizobium* qui représente dans le domaine biologique (botanique) une association de symbiose (vivre ensemble) entre les racines (*Rhizome*) de certaines plantes et une espèce de micro-organismes (*Rhizobia*). Dans cette dynamique sociale, nous allons voir également les éléments intervenants dans l'engagement et l'enrôlement des citoyens dans la cause et que nous regroupons dans la communication sociale. En sommes, nous essayerons de répondre au triple questionnement de Mauss à savoir : « qui sont ces gens, que font-ils et qu'en pensent-ils ? »⁵⁶¹.

Nous tiendrons compte de deux types de variables dépendantes et indépendantes que nous avons isolées. Telles que le profil socioprofessionnel, le sens d'attachement et d'appartenance, la dynamique social des acteurs, etc. Ces variables regroupent à leur tour un

⁵⁶¹Pastinelli, M. (2011). Pour en finir avec l'ethnographie du virtuel ! Des enjeux méthodologiques de l'enquête de terrain en ligne. *Anthropologie et Sociétés*, 35(1-2), 35-52. Repéré à <http://id.erudit.org/iderudit/1006367ar>. Consulté 25/07/2018.

ensemble d'indicateurs qui expliquent en partie l'émergence de cette opinion publique contestataire anti-GDS à In Salah. Dans un deuxième temps, notre analyse sera élaborée à base des données collectées par les moyens de l'entretien, de questionnaire et de l'observation. Dans cette partie il est question d'exposer le récit de l'opposition citoyenne dans la région d'In Salah depuis sa découverte, à l'identification des risques, en passant bien évidemment par les premiers lanceurs d'alertes et les porteurs de la cause. Le passage à l'action fera aussi l'objet de l'analyse au côté de la mobilisation et de l'enrôlement de la population. Le mouvement *Es Soumoud*, l'apport des hommes et des femmes à la cause anti-GDS sont des aspects à développer également dans cette partie. Ensuite, il s'agit pour nous de décrire les sphères d'interactions des acteurs anti-GDS, avant que nous abordions les solidarités affichées par d'autres acteurs et sympathisants qui ont hissé la cause à une échelle plus grande, pour devenir plus mondiale. Vers la fin, nous reviendrons sur la violence, le confinement et les tentatives d'étouffement du mouvement anti-GDS à In Salah. Pour clôturer le chapitre, nous finirons par exposer l'évolution de la situation qui a connu beaucoup de suspens.

VII.1) Radiographie de la population d'étude

A titre de rappel, la population d'étude représente les habitants de la région d'In Salah⁵⁶² regroupant les hommes et les femmes âgés entre 20 et 69 ans (en Janvier 2017). Cette tranche d'âge est choisie sur la base de la participation citoyenne lors des manifestations et du campement de la place *Soumoud*. Les catégories les moins jeunes (moins de 20 ans) au même titre que celles des personnes âgées (plus de 70 ans) sont écartées de l'étude pour des considérations de prise de conscience et de leur présence aux manifestations, respectivement. Concernant la catégorie des jeunes présente en force lors des contestations anti-schiste, nous avons fixé l'âge minimal lors de la distribution des questionnaires à 20 ans. Il correspond à l'âge de 18 ans au moment des événements, car l'enquête a été réalisée deux ans après le mouvement d'In Salah. Sur l'ensemble des questionnaires distribués nous avons récupéré 267, correspondant à un pourcentage de 89% de l'effectif total, soit 300 questionnaires.

1-1) Le rapport du genre

Selon la variable genre, le dépouillement des questionnaires récupérés donne les résultats suivants : 157 hommes et 104 femmes⁵⁶³, correspondant à un rapport de 1,5%. Cette variation s'explique par le caractère conservateur de la société locale. En effet, malgré notre recours à

⁵⁶² En plus du chef lieu, la commune d'In Salah regroupe 9 villages.

⁵⁶³ Six (06) questionnés n'ont pas répondu à la question, donc non comptabilisés.

des intermédiaires de confiance (homme et femmes) lors de la distribution des questionnaires, il nous a été difficile d'approcher les femmes, cela en dépit de leur contribution remarquable au mouvement.

Selon le recensement national datant de 2008, le rapport homme/femme est estimé à 1,02%, avec une dominance légère des hommes (16252) sur celui des femmes (15961), comme le montre le tableau n° 6 ci-dessous. Par contre, dans les zones éparses et nomades le rapport bascule en faveur de la gente féminine. Nous pensons qu'il serait dû éventuellement à des cas de polygamie. Sur l'ensemble des femmes questionnées, 53,8% d'entre elles occupent des postes de travail. Cela signifie qu'elles sont en contact avec la vie sociale et professionnelle. Parmi toutes ces femmes, 45,2% ont côtoyé les bancs de l'université. Ceci implique une augmentation de leur capital social et intellectuel, et donc, leur prise de conscience des risques du gaz de schiste. D'ailleurs, se sont elles qui ont sensibilisé, les autres femmes, illettrées, et qui ne comprennent pas les enjeux du projet du gaz de schiste, comme ont témoigné nos interviewées. Ces taux de scolarisation relativement élevés sont un des éléments de réponse à la question de la participation importante des femmes dans la lutte anti-GDS à In Salah.

Tableau N° 7 : Nombre d'habitants de la région d'In Salah selon le recensement démographique de 2008⁵⁶⁴.

Zone	Hommes	Femmes	Total
Zones éparses	639	661	1300
Nomades	50	58	108
Agglomérations secondaires	4562	4346	8908
Chef lieu	11001	10896	21897
Total			322213

1-2) La dominance des jeunes

De tous les répondants, la catégorie des jeunes [20-29 ans] reste la plus dominante avec 41,9%, devant les deux catégories des trentenaires (28,5%) et les quarantenaires (17,6%). En revanche, pour la catégorie des plus âgée (50 ans et plus) le nombre des répondants est à peine 11%. Ces chiffres affirment la tendance juvénile de la société locale et qui explique la présence en force de la catégorie des jeunes lors du mouvement d'In Salah. Ceci a donné plus d'énergie et de fraîcheur à la résistance pacifique anti-GDS qui a duré plusieurs mois. C'était eux aussi qui se sont réapproprié la place *Soumoud* à coups de pierres après l'assaut donné par les forces de sécurité pour évacuer le campement. Cette nouvelle génération, plus scolarisée (lettrée) et plus ouverte au monde, avait déjà mené, en 2003, des contestations réclamant du

⁵⁶⁴ Données récupérées au niveau de la mairie d'In Salah

travail et l'amélioration de leurs conditions sociales (cadre de vie). Des revendications qui ont rapidement tournées en émeutes. De plus, ce sont les jeunes qui ont initié la lutte anti-schiste localement. Remarquons que nous sommes là devant une nouvelle génération jalouse de sa région et qui veut s'émanciper et s'ouvrir davantage. Leur présence sur les réseaux sociaux numériques élargit leur champ de manœuvre et les laissent en contact permanent y compris avec la gente féminine qui est difficile à aborder dans les espaces physiques en raison des us locaux.

Tableau N° 8 : Catégories d'âges des questionnés, habitants la région d'In Salah

Catégories d'âge	Nombre	Pourcentage
20 – 29	112	41,9
30 – 39	76	28,5
40 – 49	47	17,6
50 – 59	20	7,5
60 – 69	10	3,7
Total	267	100%

1-3) Situation familiale

En ce qui concerne la situation familiale, sur l'ensemble des questionnés plus de 52% d'entre eux sont célibataires contre 42% de mariés. Ces deux catégories sociales auraient des répercussions positives sur la mobilisation anti-GDS. Ainsi, concernant les jeunes, ils auraient théoriquement plus de temps et moins d'engagement professionnel et familial. Donc, ils sont plus disponibles et leur probabilité à rejoindre le mouvement serait plus grande. C'est ce que nous avons observé d'ailleurs lors des rassemblements et marches locales anti-GDS où la catégorie des jeunes est effectivement la plus présente.

Quant aux mariés leur statut de père et de mère de famille réveillerait en eux l'instinct protecteur plus que chez les autres. L'adoption d'une attitude « protectionniste » consiste à chercher à défendre une famille, une progéniture et un territoire qui sont menacés par un projet supposé nuisible. En d'autres termes, ceci s'explique par le sens d'appartenance et d'attachement aux siens et à un espace vital qui serait aussi à l'origine de la mobilisation anti-gaz de schiste. C'est ce que Max Weber (1995) appelle la rationalité émotionnelle des acteurs intervenants dans cette action environnementale. Celle-ci, apparaît dans le comportement protecteur et la rationalité traditionnelle qui est associée à l'entraide entre groupe sociaux partageant des liens multiplexes.

1-4) Situation professionnelle

Quant à la catégorie professionnelle, l'analyse des données montre que sur l'ensemble des interrogés, 61,8% déclarent avoir une fonction professionnelle. La plupart travaille soit dans le service public (30%) soit dans d'autres secteurs engagés comme employés simples (19%) contre 37,7% de chômeurs. Les deux catégories des jeunes allant de [20-29] et [30-39] signalent des taux de fonctions presque égaux (52/54), contre un effectif plus élevé des jeunes chômeurs qui atteint 59 chez les moins de 30 ans et 20 personnes chez les moins de 40 ans. Ce qui donne un pourcentage de 42% au total de l'effectif des deux catégories de chômeurs⁵⁶⁵.

Tableau N° 9 : Représentation de la situation professionnelle des questionnés

Age / Activité professionnelle		Activité professionnelle		Total
		Oui	Non	
Catégories d'âge	Non répondus			2
	Entre 20 et 29 ans	52	59	112
	Entre 30 et 39 ans	54	20	76
	Entre 40 et 49 ans	40	7	47
	Entre 50 et 59 ans	17	3	20
	Entre 60 et 69 ans	2	8	10
Total		165 (61,8%)	99 (37,1%)	267

Ces chiffres de chômage élevés augmentent la probabilité d'enrôlement de ces jeunes dans la lutte anti-GDS. Leur situation socioprofessionnelle provoque en eux une frustration, à tel point qu'ils sont poussés à l'agir collectif et à refuser un projet étatique, car au fond d'eux c'est cet Etat qui est « responsable » de leur situation.

VII.2) Sens d'appartenance et d'attachement des opposants au GDS

A partir des travaux de plusieurs chercheurs⁵⁶⁶, Guédeney et coll., signalent trois groupes de stimuli qui activent le système d'attachement chez l'adulte⁵⁶⁷ en l'occurrence : toute situation de perte ou de séparation de la figure d'attachement ou de danger concernant la figure d'attachement ou soi même ; les événements qui génèrent anxiété et/ou doute sur soi ainsi que les conflits et les défis de la vie.

⁵⁶⁵Selon un ami journaliste d'In Salah, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits au niveau du bureau de main d'œuvre locale en 2018 est estimé à 2850 personnes et le pourcentage de chômage enregistré dans la région est de 11%.

⁵⁶⁶Mikulincer et coll. (2002), Simpson et Rholes (1998). Kobak et coll. (1993), Feeney (2004), Kobak et coll. (1993).

⁵⁶⁷Guédeney, N., Tereno, S. (2009). Attachement chez l'adulte: approche normative (125-135). Dans Guédeney, N., Antoine Guédeney, A., et coll. (2009). *L'attachement : approche théorique, du bébé à la personne âgée* (3^{ème} édit.). Paris : Ed. Elsevier Masson.

A ces stimuli nommés, nous pouvons rajouter que l'attachement des individus à leur territoire est lié également au nombre d'années passées dans le même territoire. En ce sens, nos questionnés soutiennent à 73,8% qu'ils résident à In Salah depuis leur naissance et environ 11% y vivent depuis plus de 20 ans. Autrement dit, cet endroit constitue pour la majorité écrasante leur espace vital où y résident leurs familles, où se trouve également leurs biens et là où ils construiront leur avenir. C'est-à-dire, les figures d'attachement (les parents, les enfants) s'y trouvent. Alors, la peur et l'angoisse de se séparer ou de perdre ce qui est de plus cher dans leur vie (famille, bien, territoire), réveille le sentiment d'attachement. Celui-ci peut faire aussi l'objet d'un bien être relatif à des habitudes et à un mode de vie que la population risque de perdre.

De plus, c'est de cet espace que découle leur identité territoriale caractérisée par une culture et des traditions qui leur sont propres. Cette « situation de partage d'un certain nombre de qualités spécifiques à un groupe [...] fonde l'identité d'un sujet qui se réclame de ce groupe et revendique dès lors son appartenance »⁵⁶⁸.

Par les chiffres, les questionnés affirment leur attachement à 97,3% à leur lieu de résidence. Ils confirment à 85% leur envie de continuer à y résider à vie. De ces chiffres nous pouvons dire que ce sentiment d'appartenance assez exprimée poussera inévitablement la population à défendre son espace de vie contre toute menace. Cette notion de sécurité de l'attachement⁵⁶⁹ dérive de l'évaluation de la disponibilité des relations d'attachement dans les moments de besoin et de l'utilisation de ces relations comme une base et un havre de sécurité⁵⁷⁰, qui n'est en fait qu'un mécanisme de réponse à une situation de crise⁵⁷¹.

Ce sens d'appartenance à une identité locale aurait renforcé « la communauté de pensée » face aux dangers du projet de l'exploitation du gaz de schiste. Ce qui favorisera encore la formation et la création d'un sens commun, partagé par la majorité de la population locale qui se définit à la fois en tant que citoyen d'In Salah (83,9%), citoyen algérien (81,6%) et citoyen du Sud (71,9%).

Le sentiment d'attachement est associé également au concept de *Déracinement*⁵⁷², une notion liée à un changement forcé de territoire en raison de la guerre. Dans ses travaux sur la société

⁵⁶⁸ Linditch, F. (dir.). (2006). *Les contentieux de l'appartenance*. Paris : L'Harmattan, 2006, p. 17.

⁵⁶⁹ Guédeney, N., Tereno, S. (2009). Attachement chez l'adulte: approche normative. *Op.cit.*

⁵⁷⁰ Waters, E., Crowell, J. A., Elliott, M. et coll. (2002). Bowlby's secure base theory and the social/personality psychology of attachment styles: work(s) in progress. Cité par Guédeney, N., Tereno, S. (2009). Attachement chez l'adulte : approche normative. (125-135). Dans Guédeney, N., Guédeney A., et col. *Op.cit.*

⁵⁷¹ Waters, E., & Cummings, E. M. (2000). A secure base from which to explore close relationships. Cité par Guédeney, N., Tereno, S. (2009). Attachement chez l'adulte : approche normative. (125-135). Dans Guédeney, N., Guédeney A., et col. *Op.cit.*

⁵⁷² Bourdieu, P. (1964). *Le Déracinement*. Evian : Les éditions de Minuit.

algérienne (Aurès), l'ethnologue Germaine Tillion (1907-2008) avait observé que le *Déracinement* a accompagné le moment où les champs nourriciers étaient dans l'incapacité d'alimenter les familles qui les cultivaient, soit en raison de l'émiettement des parcelles, soit par manque d'engrais ou d'assolements, ou encore par la mise en jachère impérative que le *Déracinement* impose automatiquement⁵⁷³. Dans le cas de la population d'In Salah, le *Déracinement* pourrait être assimilé à la conquête des sous-sols de la région par les firmes « envahisseurs », dont l'activité provoquerait des transformations à leur environnement naturel qui mettra en péril leur existence. C'est pourquoi, tout agent étranger menaçant cet équilibre sera considéré comme « ennemi », et donc automatiquement rejeté. D'après certains animateurs du mouvement, l'Etat algérien aurait même exprimé - par la voix de ses relais de la région- sa volonté de construire toute une nouvelle ville pour les 45 000 habitants d'In Salah. Ceci rien que pour abandonner le territoire actuel qui regorgerait d'énormes quantités d'hydrocarbures.

VII.3) Capital social des acteurs anti-GDS

3-1) Niveau scolaire

Le niveau de la connaissance acquise change, évolue et se développe. C'est le cas aussi des conditions sociales qui permettent aux personnes de s'épanouir, de réfléchir et de penser librement, mais également de s'éloigner de la pensée rétrograde et superstitieuse. La conscientisation serait selon Chevallier : « le fruit d'un potentiel d'éveil nouveau entraîné par les progrès de l'éducation [...] de la réaction devant la dégradation du cadre de vie, l'omnipotence administrative ou la régression de certaines formes de sociabilité »⁵⁷⁴.

En ce sens, parmi tous les interrogés, il s'est avéré que 39,3% d'entre eux ont côtoyé les bancs de l'université, contre 26,6% de citoyens d'un niveau secondaire. Ceci dit, l'acculturation a sensiblement progressé dans cette région comparativement à une certaine époque où le nombre de bacheliers ne dépasse pas cinq (05) personnes par an au niveau de toute la wilaya de Tamanrasset⁵⁷⁵. Dans le même ordre d'idée, lors d'une discussion virtuelle sur la page facebook *In Salah sun & power*, des internautes ont mentionné au moins 5 professeurs et 30 docteurs originaires d'In Salah, en plus de 14 bacheliers avant 1980, en réponse à une question d'un membre associatif local.

⁵⁷³ Malek Chebel, M. (2012). *Le dictionnaire amoureux de l'Algérie*. Plon, p. 154.

⁵⁷⁴ Chevallier, J. Association en mutation ». Dans Sauvée, S. *Op.cit*, p. 77.

⁵⁷⁵ Entretien avec M. Dj, Enseignant au lycée, In Salah, 28/12/2016.

Le temps n'est plus comme avant dans cette région de l'Algérie profonde⁵⁷⁶ puisque les mentalités ont changé. En effet, certaines interlocutrices soutiennent que les parents d'élèves ont compris l'importance de l'éducation et de la scolarisation en laissant désormais leurs filles partir étudier loin de chez elles.

Tableau N° 10 : Représentation des derniers établissements scolaires fréquentés par les questionnés

Dernier établissement scolaire fréquenté	Effectifs	Pourcentage
Sans formation	16	6,0
Ecole coranique	12	4,5
Primaire	3	1,1
Collège	21	7,9
Lycée	71	26,6
Université	105	39,3
CFPA	37	13,9
Total	267	100,0

3-2) Engagement et structuration sociopolitique

Hormis l'adhésion aux associations qui est non négligeable (17,2%), la structuration des acteurs anti-GDS d'In Salah dans les organisations sociopolitiques reste très faible, notamment au sein des partis politiques (3,4%) et des syndicats (3%). Sur l'ensemble des enquêtés, 79,8% individus soulignent qu'ils n'adhèrent à aucune organisation. Cette microsociété juvénile semble désintéressée de la chose politique et préfère de loin le domaine associatif. Tel l'exprime ce passage de l'un des jeunes étudiants initiateurs du mouvement anti-GDS à In Salah :

"كنت نخمم ندخل السياسة، لكن بعد ما شفت المحيط السياسي كيفاش راه ترددت. كل واحد عندو ورقة وكي تحطها في المحيط السياسي تتحرق. أنا عندي قبول في المجتمع، الناس عندهم نظرة ايجابية عليا، علاياهم بلي ناشط جموعي. ماذا بيا نحافظ على الصورة هاذي"⁵⁷⁷.

« Je pensais à m'engager dans le domaine politique, mais lorsque j'ai constaté l'état de l'environnement politique j'ai changé d'avis. La politique est d'un apport négatif pour l'image de toute personne ayant mis un pied dedans. Je préfère garder, auprès de mes concitoyens, l'image positive que je dégage, car ils savent que je suis socialement très actif. »

L'environnement politique hostile et la perte de crédibilité des politiciens seraient les raisons de la méfiance et de l'éloignement de la jeune génération de la sphère politique à l'image du

⁵⁷⁶ Selon les chiffres de la direction de l'éducation locale, la daïra d'In Salah à elle seule renferme 34 écoles primaires, 11 collèges et 5 lycées.

⁵⁷⁷ Entretien avec O. A jeune étudiant et membre associatif, In Salah, 02/01/2017.

reste de la société algérienne. Le constat a d'ailleurs été fait par de nombreux observateurs ces dernières années, notamment par le sociologue politique Nacer Djabi⁵⁷⁸.

A cela s'ajoute l'organisation sociale et traditionnelle dans la région, basée sur le tutorat des notables. Les relais des autorités représentés par l'administration locale, les dignitaires de la région, la famille « révolutionnaire » et partisans des partis gouvernants (FLN, RND) qui ont toujours affiché une certaine loyauté, fidélité et allégeance aux pouvoirs publics. Ces réseaux perdurent la politique gouvernementale à l'échelle locale et tentent d'empêcher l'émergence d'une société civile forte. D'autre part, les pouvoirs politiques par des contraintes bureaucratiques, symboliques et sécuritaires exercent un étouffement qui décourage toute action citoyenne qui éveille les consciences.

En réalité, malgré la distance que garde la population locale de la politique, cette région est connue pour ses taux de participation élevés aux différentes joutes électorales. Sur ce point nos interviewés précisent que l'électorat local vote pour les personnes (candidats) et non pas pour les partis⁵⁷⁹. Lors du mouvement d'opposition contre le projet du GDS les porteurs de la cause refusent toute politisation de l'affaire. Une attitude qui révèle encore leur méfiance et leur peur d'une récupération politique. Pourtant, ils avaient les moyens, les occasions et le soutiens de plusieurs politiciens pour le faire. Mais, ils ont préféré l'acte citoyen sur l'acte politique, qu'ils revendiquent d'ailleurs dans leur slogan : ⁵⁸⁰« لا سياسة لا تسييس ». L'engagement des différents acteurs dans la cause du gaz de schiste s'est fait pour la plupart d'entre eux (72,3%) à titre de citoyen ordinaire sans aucune couleur ni appartenance politique ou organisationnelle.

Par ailleurs, le manque de structuration organisationnelle se traduit par un déficit en expérience dans l'exercice sociopolitique. En effet, 80,1% des répondants déclarent ne pas avoir déjà participé à des actions contestataires en dehors de la question du gaz de schiste, contre uniquement 18,7% de ceux qui ont eu l'expérience des manifestations, soit de type socioéconomiques (11,2%) ou très rarement politiques (1,5%). Les seules manifestations publiques enregistrées dans cette région remontent à l'année 2003, quand des émeutes ont embrasé la ville en réponse au discours politique mais également à cause du problème de chômage qui persiste jusqu'à ce jour. Sur ce plan, il est important de souligner que malgré la présence des multinationales sur leur territoire, les jeunes se plaignent souvent du chômage

⁵⁷⁸ Accès : <https://www.letempsdz.com/index.php/2-uncategorised/189408-nacer-djabi-sociologue-d-alger-a-ghardaia-les-jeunes-partagent-la-meme-desaffection-de-la-politique>.

⁵⁷⁹ Lors des dernières élections locales (23 Novembre 2017), la majorité des électeurs d'In Salah ont voté un candidat FLN pour le poste de maire. Pourtant il y avait un candidat concurrent issu du mouvement anti-GDS.

⁵⁸⁰ « Ni politique ni politisation »

aux autorités locales et dénoncent leur marginalisation dans les différents concours de recrutements⁵⁸¹. D'ailleurs, même à la fin du mouvement anti-GDS, beaucoup de jeunes sans emploi engagés dans la cause anti-GDS n'ont quitté la place *Soumoud* qu'au bout de 10 mois de campement et après que le nouveau wali délégué les a rassurés en leur promettant d'intervenir pour régler le problème⁵⁸². L'autre action de contestation qu'a connue la localité survient en été 2012. Les coupures d'eau répétées ont poussé un groupe de citoyens à bloquer la route et à marquer un rassemblement devant la direction locale de l'ADE dans le but de rétablir le problème récurrent. Certains initiateurs de cette action réapparaissent trois ans après en tant que meneurs de la cause anti-GDS.

3-3) Positionnement vis-à-vis de la politique du gouvernement

Sur le plan politique, comme nous venons de le voir ci haut, la population d'In Salah porte peu d'intérêt aux partis politiques, mais sans pour autant se déconnecter du monde politique. Avant le lancement du projet du gaz de schiste, les citoyens interrogés affichent un penchant pour la politique du gouvernement. Puisque les taux d'adhésion et de soutien (avec les échelles de valeurs : rarement et souvent) sont supérieurs à ceux qui n'adhèrent et ne cautionnent jamais les orientations de l'Etat.

Tableau n° 11: Positionnement des questionnés vis-à-vis de la politique du gouvernement

Positionnement vis-à-vis de la politique du gouvernement	Adhère		Soutien		Critique	
Non cocher	50	18,7	59	22,1	49	18,4
Jamais	43	16,1	57	21,3	22	8,2
Rarement	127	47,6	115	43,1	99	37
Souvent	47	17,6	36	13,5	97	36,4
Total	267	100%	267	100%	267	100%

Ceci confirme une fois de plus que cette région n'est pas d'une tradition opposante et contestataire contrairement à d'autres grandes villes du nord de pays. Lors de l'opposition anti-GDS, les porteurs de la cause n'ont jamais cessé d'insister sur le caractère non politique de leur cause. A chaque sortie médiatique ou déclaration publique ils rappellent l'opinion publique que leur lutte n'est pas contre le gouvernement mais plutôt contre le projet du GDS.

⁵⁸¹ Nos sollicitations, auprès du bureau de main d'œuvre d'In Salah pour avoir des chiffres concrets, sont restées vaines.

⁵⁸² Echange avec M. A, jeune chômeur, In Salah, décembre 2016.

VII.4) La dynamique du *Réseaubium* social

L'observation que nous pouvons faire sur la « micro-société » d'In Salah, est que la densité des groupuscules sociaux est grande. Ils entretiennent des liens plus au moins forts entre eux ainsi qu'avec d'autres cliques et individus. Il s'agit notamment des liens de parenté, de proximité, de voisinage, d'amitiés, de travail, sans compter les liens tissés autour des pratiques et des convictions politiques, religieuses, etc. L'ensemble donne à la collectivité sociale une forme d'organisation sociale régit par un système de fonctionnement qui lui est propre. Aussi, chaque membre d'un groupe social peut développer un lien relationnel d'intérêt avec d'autres membres des autres groupes. Ces relations d'intérêts existent aussi chez d'autres vivants. Dans le règne végétal, l'association de certaines plantes de la famille des fabacées (légumineuses) avec une espèce de bactéries (*Rhizobia*) est vitale car l'un vit pour l'autre dans une relation harmonieuse. L'un, le micro-organisme, fixe l'azote atmosphérique et le transforme en nutriments minéraux absorbables par les racines des plantes et en contrepartie, la plante fournit les éléments organiques primordiaux aux besoins quotidiens de ces êtres vivants. Cette forme de symbiose est appelée par les biologistes (botanistes) le *Rhisobium*. Elle renvoie à un ensemble d'association entre ces espèces végétales et microbiennes sous forme de nodules, dont l'échange d'intérêts régule la vie de ces espèces.

Ce système d'organisation-fonctionnel, nous pouvons le transposer aux sociétés humaines, puisque le social est régit aussi par ces formes d'association d'intérêt matériel et/ou morale. Comme disait Deleuze : « La racine est l'image de l'arbre-monde »⁵⁸³. Le rhizome chez les plantes se distingue par l'intensité fasciculaire (réseau) et « chaque point d'un rhizome peut être connecté avec n'importe quel autre »⁵⁸⁴ formant ainsi la grande racine, qui se prolonge pour donner le corps (tronc) d'arbre, la face visible au monde.

A l'échelle sociale, ceci correspond à ce que nous appelons le *Réseaubium* caractérisé par les interactions sociales (permanente surtout). Un *réseaum* ne cesserait de regrouper, de connecter des sujet, des objets et des groupuscules sociaux. Par ce concept ne faisons allusion aux relations existantes (préexistantes) ou celles qui allaient naître entre plusieurs individus associant des objets non humains pour une raison ou une autre, matérielle qu'elle soit ou morale. Cette notion de *Réseaubium* convient aussi à l'approche de l'acteur réseau que nous avons choisi, car elle mobilise des sujet tissant des faisceaux de relations avec d'autres sujets et objet (environnement, l'eau, religion...). C'est la multiplication de ces *réseaux* autour de

⁵⁸³Deleuze, G. et Guattari, F. (1980). *Capitalisme et schizophrénie 2 : Mille plateaux*. Paris : Les éditions de Minuit, p. 8.

⁵⁸⁴ *Idem*, p. 12.

mêmes objets, besoins, intérêts et causes, qui donnent naissance à des systèmes de *Réseaubiums* plus complexes.

Dans le même ordre d'idées, In Salah compte plus de 500 associations⁵⁸⁵ pour une population d'environ 45000 habitants, soit une association pour 90 personnes en moyenne. Cette densité associative suppose une intensité forte des liens entre les membres de cette société. Ces associations sont toutes (ou du moins pour la majorité) regroupées en forme de Ligue des quartiers et des villages. Cette dernière (Ligue) a joué un rôle de fédérateur lors du mouvement anti-schiste, puisque c'est en son nom que le groupe des étudiants a organisé les deux rencontres de sensibilisation sur le gaz de schiste à la fin de mois de décembre 2014. De surcroît, c'est sous sa signature (caché) que les PV de réunions des opposants, les correspondances, les demandes et les rapports sont envoyés aux pouvoirs publics. Elle est considérée comme la voie légale (juridiquement) pour l'opposition anti-GDS locale.

En se basant sur ces données, nous pensons que la cohésion (connexion) des membres et des *réseaux* de cette société est importante. Comme nous le rappelle l'adage qui dit : « qui se ressemble s'assemble », cette union « sacrée » représente la tendance des gens à former des liens d'amitié avec d'autres individus avec qui ils partagent plus au moins les mêmes caractéristiques et conditions de vie. Celle-ci est favorisée particulièrement par l'interaction individuelle, mais également par la disponibilité des espaces de rencontres, d'échange et de connaissance, c'est-à-dire des moments de socialisation et de réseautage tels que l'école, le quartier, la mosquée, les associations, le Souk, les fêtes, les funérailles et dernièrement les réseaux sociaux numériques.

Ces facteurs encouragent le tissage des liens sociaux, en d'autres termes, ils favorisent la formation de *réseaubiums* ou la constitution de la société comme disait Bidart⁵⁸⁶. C'est ce que révèlent les propos de l'un de nos interviewés :

"حنا كنا مترابطين من قبل خاصة تاع الأحياء. أنا مثلاً أكثر من نص عين صالح نعرفهم. عندنا خاصية التضامن خاصة في الوفيات (في صلاة الجنازة، أكثر من 1000 شخص يصلون)، الأعراس وهذا الشيء ساعدنا كثير في الصخري. كي يشوفوا الناس فلان وعارفينو إنسان صالح، ينوضوا ويمشوا معاه"⁵⁸⁷

« Je connais la majorité des citoyens de In Salah. Nous sommes solidaires les uns des autres, que cela soit durant les décès ou les fêtes, chose qui nous a beaucoup aidés quant à la question du Gaz de schiste. Quand les citoyens croient en la bonté d'une personne ils le rejoignent et le soutiennent ».

⁵⁸⁵ Chiffres récupérés en Janvier 2017 auprès de la mairie d'In Salah.

⁵⁸⁶ Bidart, C. (1997). L'amitié, un lien social. Dans Mecklé, P. (2004). *Sociologie des réseaux sociaux*. Paris : La découverte, p. 41.

⁵⁸⁷ Entretien avec H. H, l'un des représentants de quartier, In Salah, 07/01/2016.

La parenté dans cette société est aussi un fait à signaler. Plusieurs interviewés nous ont affirmé une forte présence des liens de parenté au sein des familles d'In Salah et qui se prolongent même aux villes limitrophes comme : El-Ménéa, Adrar, Tamanrasset, Ouargla, Ghardaïa, Illizi, Bechar, voir même jusqu'au pays voisins comme le Maroc (fait historique et coloniale⁵⁸⁸), le Niger et le Mali (raison commerciales).

De ces liens de parenté, d'amitié et de co-citoyenneté, des solidarités instrumentale (compter sur) et expressive (se confier à) y voient le jour en situation de crise, telle la problématique du GDS. A ces deux solidarités distinguées par Allan⁵⁸⁹, nous pouvons rajouter une autre, la solidarité « mobilisationnelle » qui en découle de ces deux premières.

Donc, les relations préexistantes sont caractérisées par des liens généralement forts puisqu'ils unissent les gens sur plus d'un intérêt, d'une valeur, ou d'une activité. Ils favorisent la création de nouveaux liens servant à construire la communauté de pensée dans des circonstances inhabituelles. Ce sont ces relations multiplexes qui assurent la cohésion dans les sociétés à ancrage traditionnelle telle In Salah. De même, ce sont elles qui suscitent les solidarités interindividuelles primordiales dans toutes les luttes et les causes collectives.

En plus de ces liens de parenté et d'amitié, cette société est imprégnée d'éthique religieuse qui, logiquement, porte en elle même ces principes de solidarité, de partage et de mobilisation. Puisque les textes coraniques encouragent et forcent parfois les individus croyants et pratiquants à se comporter de telle façon⁵⁹⁰. Ce qui maintient et renforce la cohésion sociale entre les individus de cette région. Les moments et les lieux de cultes collectifs forment également des arrimages des liens, donc de la constitution des groupes.

Cependant, la religion dans ses pratiques et ses convictions perpétue l'ordre établie et les inégalités sociales comme le pensent Degenne et Lebreux⁵⁹¹. Au-delà de sa dimension spirituelle, la religion encourage la légitimité cultuelle et les structures organisationnelles verticales misent en place par la cooptation des tuteurs en détriment d'une démocratie directe ou participative. Néanmoins, la sociabilité demeure un passage obligé pour chaque individu, à qui elle confère un capital social nécessaire à la cohésion du groupe et à la formation des réseaux. A In Salah (chef lieu), la constitution de ces derniers est favorisée plus par les affinités familiales et ethniques, en raison de l'existence de six groupes ethniques

⁵⁸⁸ Dans le but d'affaiblir le pouvoir de certaines tribus, la France coloniale a pratiqué la division et la séparation des grandes familles pour les disperser un peu partout.

⁵⁸⁹ Allan G. A. (1979). *A sociology of Freindship and Kinship*. Dans Mecklé, P. (2004). *Op.cit.*

⁵⁹⁰ «وتعاونوا على البر والتقوى ولا تعاونوا على الإثم والعدوان» سورة المائدة، الآية 2

⁵⁹¹ Degenne A., Lebreux M.-O. (1991). L'entraide dans les ménages: un facteur d'inégalité sociale. *Société contemporaine*, n°8, 21-42. Repéré à www.persee.fr/doc/socco_1150-1944_1991_num_8_1_1017. Consulté le 25/07/2018.

distincts qu'on désigne par les : Chorfa, Laareb, Lahratin, Lamrabin, Zenata et Zoua. Cette diversité culturelle et identitaire peut se constituer en facteur favorable, à l'origine de l'entente des individus autour d'un problème qui tend à concerner l'ensemble des citoyens, tel que le trauma qui peut maintenir leur cohésion sociale⁵⁹². Ces groupes sociaux qui diffèrent par leur statut social (rang), par leur origine et la couleur de leur peau rentrent parfois en conflits, notamment lors des rendez-vous électoraux, où l'enjeu de la représentativité est très important auprès de certaines familles. Comme le témoignent les propos de nos quelques interlocuteurs qui ont osé aborder le sujet :

الانقسامات تبان خاصة أيام الانتخابات⁵⁹³ « أنت من القبيلة نفوطي عليك وإذا ما راكش من القبيلة ما نفوطيش »⁵⁹⁴

Nous avons enregistré aussi quelques anecdotes sur des cas de discrimination raciale qui animent les interactions entre certains groupes ethniques. Sur ce point, il faut avouer que les langues sont nouées, nos interlocuteurs restent muets, rares sont ceux qui ont lâché des bribes d'informations. Tellement, le sujet des origines ethniques reste toujours tabou et sensible chez la population locale. Celui-ci ferait une piste très prometteuse pour des recherches dans les domaines, notamment, sociologique et anthropologique.

En revanche, dans la vie quotidienne des autres jours, loin des joutes électorales, les relations entre ces divers *réseaux* sont ordinaires ils s'invitent aux fêtes et partagent les moments de deuils et de tristesse puisque le « destin » les réunit et les oblige à maintenir une relation de bon voisinage.

Malgré les tentatives de certaines parties malveillantes de vouloir jouer sur cette sensibilité pour diviser les acteurs sociaux en action, mais la population a su s'en démarquer lors de l'opposition anti-GDS, puisqu'elle a mis de côté les divergences relationnelles et les clivages ethniques pour se rassembler autour d'un seul problème. Comme le témoignent ces passages :

"في الحياة العادية الاجتماعية متضامنين في الأعراس، الوفيات، لأنو جيران، يامات صخري صرى تضامن عجب"⁵⁹⁵

« En général, les gens sont solidaires lors des fêtes et des décès, parce qu'ils sont voisins. Les jours des manifestations contre le gaz de schiste nous avons été témoins d'une solidarité incroyable ».

"الجيل الحالي فهم بانوا هاذ اللغة والخطاب لا يفيد المجتمع. نسكن حذاك، نصلي حذاك، نستدعيك للعرس، يكون عندك وفاة نحيك نعزيك ونواسيك... يعني كاين تمازج"⁵⁹⁶

⁵⁹² Bouchaala, A. (2009). *Les espaces alternatifs de la communication sociale en Algérie* (Thèse doctorale). Université Michel De Montaigne- Bordeaux 3, p. 27.

⁵⁹³ « Les divisions apparaissent à la période électorale ». Entretien avec H.H, In Salah, 07/01/2017

⁵⁹⁴ « Si tu es de ma tribu je vote pour toi, sinon je m'abstient ». Entretien avec L.B, In Salah, 01/01/2017.

⁵⁹⁵ Entretien avec D. B, In Salah, 02/01/2017.

« La nouvelle génération a compris que ce langage et ce discours ne sera d'aucune utilité pour la société. J'habite près de toi, je prie près de toi, je t'invite au mariage, si tu as un décès je viens te soutenir et te consoler, ce qui veut dire qu'il existe une forme d'harmonie »

Autrement dit, l'intensité des relations interindividuelles qui caractérisent les *réseaux* sociaux d'In Salah auraient certainement un rôle dans la diffusion et la propagation des nouvelles. En d'autres termes, elles convergent les comportements des personnes par l'effet de contagion (Tarde, Le Bon, Taine) provoqué par la peur et la prise de conscience d'un risque collectif éminent, celui de l'exploitation du gaz de schiste. Cela a conduit les citoyens à adopter les attitudes des autres, de leurs amis, voisins, collègues, membres de la famille et de clan, etc., avec qui ils sont en communication, d'où leur passage à l'action de terrain.

VII.5) Conscientisation de la population locale

5-1) Sources d'informations

La population interrogée affirme qu'elle suit à 61,8 % l'actualité contre 31,8% qui n'y est pas branchée aux événements quotidiens. La majorité d'entre eux comptent sur des médias divers (32,2%) dans leur quête de l'information. Cela suppose une diversité et un croisement des sources et des informations. De tous ces médias, la télévision semble parmi les sources médiatiques les plus importantes dans la prise de conscience de 44,6% des citoyens interrogés concernant la question du gaz de schiste, tels que le rapportent ces passages :

"أول حصة لي شفتها على الغاز الصخري كانت في الجزيرة ، حكاو على التجربة الأمريكية. كان روجوا فكرة سلبية على التجربة. كنا نضمن أن الجزائر ما هيش محتاجة لهذه الثروة. كنا علا بالننا بالمخاطر تاعوا"⁵⁹⁷

« La première émission que j'ai vue concernant le gaz de schiste avait abordé l'expérience américaine. Elle était diffusée sur la chaîne Al Jazeera. Ils avaient alors donné une connotation négative à la question. Nous croyions que l'Algérie n'avait pas besoin de cette richesse et nous connaissions ses dangers. »

"عن طريق الانترنت، تبعت نقاش في قناة روسية بالعربية (Rusiya Al-Yaum / RT Arabic) وبين هدرنا على الغاز الصخري قبل عين صالح، أيضا تابعت حوار على اليوتوب، وكى بداو يناقشوه في البرلمان الجزائري، بدا الشغف والإحساس بالخطر"⁵⁹⁸.

« Via Internet, j'ai pu suivre un débat sur la chaîne Rusiya Al-Yaum (actuellement RT Arabic) en langue arabe. Il s'agissait de gaz de schiste avant In Salah. Lorsqu'ils ont commencé à en débattre au parlement algérien, le danger commençait lui aussi à se ressentir ».

⁵⁹⁶ Entretien avec T. A, In Salah, 28/12/2016.

⁵⁹⁷ Entretien avec D. B, In Salah, 02/01/2017.

⁵⁹⁸ Entretien avec M. F, In Salah, 21/12/2016

"في 2012 و 2013 هدرؤا عليه في التلفزيون الوطني، وقالوا بلي اكتشفوا هاذ النوع من الغاز في الجزائر، دون تحديد المنطقة. وفي الشريط لي جازوه وراو لبحر، الساحل ما وراوش الصحراء. أصلا الشعب ما داوش فيه أهمية. بعد مدة دار ضجة إعلامية، في الفايس بوك وتويتر وبعض الصحافة الأجنبية. الصحافة الجزائرية جابوا غير لمحة على عملية الاستخراج. لكن حنا ما ديناهاش بعين الاعتبار. يعني حنا قلنا ما يعينناش. بعد مدة أنا كنت نتبع الموضوع عبر الفايس بوك و شفت بلي طريقة الاستخراج عندها بزاف السليبات. بعدها شفت جمعيات محلية (الشمس) تحذر من مخاطر هذه التقنية. لكن في هاذك الوقت الشعب ما عطاش أهمية"⁵⁹⁹.

« En 2012 et 2013, la question avait été abordée à l'ENTV. Ils ont dit qu'ils avaient découvert cette sorte de gaz en Algérie mais sans localiser la région. Dans le documentaire qu'ils ont diffusé, ils ont montré la mer, le littoral, pas le Sahara. A la base, ils n'ont accordé aucune importance au peuple. Après quelque temps, il y a eu le tapage sur Facebook, Twitter et quelques journaux étrangers. Quant à la presse algérienne, elle n'a abordé que la technique d'extraction du gaz. Nous ne nous sommes pas sentis concernés et puis j'ai suivi le sujet sur Facebook et j'ai constaté que la technique d'extraction du gaz n'était pas sans inconvénients. Ensuite les associations locales (*Shams=Soleil*) ont entamé leur campagne de sensibilisation face aux dangers de cette technique sans que la population accorde à ce sujet une quelconque importance »

Dans ce processus de prise de conscience, les activistes et les militants anti-GDS viennent en second position avec un taux de 29,2%, en tant qu'élément d'influence et de sensibilisation. Contrairement à la presse écrite (16,9%) qui n'arrive même pas dans la ville d'In Salah, faute de distribution. Par contre, la presse électronique est signalée par un quart (25,8%) des questionnés comme moyen qui les a aidé à prendre conscience des méfaits de l'industrie du gaz de schiste devant d'autres facteurs. Par ailleurs, la radio (10,5%), la communication interindividuelle (6,7%) et le profil personnel (1,1%) sont les moins influents dans la prise de consciences de la population sur les inconvénients du projet de l'exploitation du GDS. Toutefois, malgré les taux d'influence faibles de ces deux derniers avant le déclenchement du mouvement, il y a lieu de souligner qu'ils étaient quand même plus déterminants pour la suite des événements. Certains meneurs de mouvement, notamment les étudiants et les cadres du domaine des hydrocarbures ont pris une longueur d'avance, sur la question, comparativement au reste de la société. Comme le montrent ces passages des figures de proue du mouvement :

« La première fois que j'ai entendu cette histoire du gaz de schiste, c'était de la bouche d'un cuisinier de In Salah travaillant sur le site de l'exploitation de GDS. Je ne l'ai pas cru, pourtant il avait l'air certain de ce qu'il avançait. »⁶⁰⁰. Pour d'autres, le milieu professionnel leur a

⁵⁹⁹Entretien avec A.D, In Salah, 26/12/2016.

⁶⁰⁰Entretien avec A.B, Alger, 31/08/2016

permet de le découvrir : « Puisque je suis dans le domaine des hydrocarbures, j'en ai entendu parler » - "بما أني في ميدان المحروقات، كنت سامع بيه" ⁶⁰¹

En outre, 28,1% uniquement des questionnés déclarent s'être intéressés au sujet du GDS avant leur engagement dans la cause anti-GDS, contre 71,5% qui n'ont affiché aucun intérêt. Certains initiateurs du mouvement se sont même intéressés au sujet dès 2008 :

"من 2008 وأنا نقرى عليها ونتبع في قضية الغاز الصخري" ⁶⁰²

Le RSN –Youtube vient en tête position des moyens employés par 17,6% des interrogés dans leur quête de comprendre cet objet du GDS. Ceci confirme encore une fois l'importance des réseaux sociaux numériques dans le processus de prise de consciences des opposants aux risques de l'exploitation du gaz de schiste à In Salah. Ce réseau ouvert offre la possibilité de consulter sans limite ni censure la matière audiovisuelle disponible sur la problématique du GDS à travers le monde. Donc, il constitue une fenêtre d'opportunité auprès des futurs opposants au projet gazier. Les échanges interindividuels sont considérés également par 14,2% de questionnés comme un moyen qui leur a permis de s'intéresser au problème du GDS avant l'éclatement du mouvement. En plus des débats (10,5%), des lectures (10,5%) et des conférences publiques (4,5%).

5-2) L'adhésion à la cause et la persuasion des autres

L'enrôlement des citoyens dans le mouvement s'est fait pour la majorité des questionnés suite à une décision personnelle (72,3%), c'est-à-dire d'une manière volontaire sans contrainte. Tandis que l'entourage et les moyens de communication ajoutés à la position des spécialistes du domaine semblent les plus influents devant les autres facteurs. Tel que les membres actifs du mouvement qui sont au début de leur constitution, donc peu visibles et moins organisés. Le rapport à l'Etat qui n'est pas considéré comme facteur de motivation d'engagement renseigne sur les intentions de la population qui ne nourrit aucune ambition politique dans leur action car leur seul souci est l'arrêt du projet du gaz de schiste. Cependant, la densité des réseaux et des liens sociaux dans cette région a favorisé la communication et la circulation d'un discours commun sur le projet du gaz de schiste. Par conséquent, la publicisation des risques est importante au sein de la société puisque 46% des questionnés déclarent avoir sensibilisés d'autres citoyens sur la question. Le bouche à oreille

⁶⁰¹Entretien avec B. A, In Salah, 26/12/2016.

⁶⁰²Entretien avec O. A, In Salah, 02/01/2017.

(téléphone arabe) s'avère un moyen par excellence qui a joué un rôle primordiale dans la diffusion de l'information et de la nouvelle. D'autant plus que cette région est habituée à ce genre de communication sociale qui régit la quotidienneté de la population depuis longtemps en raison de son isolement et le manque de moyens de communication. C'est ce qu'ils ont avoué certains militants anti-GDS :

"كانت لنا دراية على الغاز الصخري قبل الحراك الشعبي. كنا نحكي مع بوحافص (عضو فعال خلال الحراك الشعبي) وجماعتوا لكن ما كناش متوقعين يجي لعين صالح ولا للجزائر. في الوقت حد ذاته كنا نهديروا على المخاطر تاعوا. والمواد المسممة المستعملة في استخراج⁶⁰³"

« Nous connaissions le gaz de schiste avant le déclenchement du mouvement social. Nous discussions avec Bouhafs (membre actif durant le mouvement social), son groupe et moi, de la question mais nous étions loin d'imaginer qu'il allait arriver à In Salah ou encore en Algérie. A l'époque nous abordions ses dangers et les produits chimiques utilisés pour son extraction ».

VII.6) Récit d'une opposition citoyenne

Lorsqu'on étudie une problématique sociale, il est impératif de retracer le processus de son développement pour comprendre ses trajectoires, ses tenants et aboutissants. Donc, il est nécessaire de situer cette opinion publique contestataire anti-GDS dans l'espace-temps et d'indiquer ses meneurs et ses développements.

La finalité de la mobilisation citoyenne à In Salah consiste à rendre visible le problème de l'exploitation du GDS entouré de discrétion et de mésinformations. Il s'agit d'un mouvement d'expression des perceptions et de représentation du projet du gaz de schiste dans un contexte d'incertitudes. Son but est de répondre à un besoin de sens en imputant la responsabilité à un ou à des acteurs clairement définis.

En ce sens, Touraine⁶⁰⁴ considère que l'opposition, l'identité et la totalité sont trois notions qui définissent tout mouvement social. Elles permettent de théoriser le passage de fait à l'action de mobilisation et à l'enroulement, puis à l'unification autour d'une seule cause, ensuite à sa montée en généralité et son basculement vers d'autres axes de réflexion qui sortent du problème original. Ce cheminement est suivi généralement par tous les problèmes publics depuis l'irruption d'un événement (fait) perturbant la vie ou l'environnement des individus. Ce moment correspond à la phase de la problématisation, qui est suivie par celle d'intéressement du public à la cause laquelle se traduit, finalement, par une mobilisation dans l'action.

⁶⁰³Entretien avec D. B, In Salah, 02/01/2017.

⁶⁰⁴Sauvé, S. (2010). *Op.cit*, p. 105.

6-1) Récit de la découverte des risques

En fait, tout a commencé autour d'une tasse de café à Alger, un certain décembre 2014 à la veille des vacances scolaire (d'hivers). La rencontre a regroupé un jeune étudiant dénommé H de la région d'In Salah avec un septuagénaire, ancien cadre de la SH appelé F. Le courant est vite passé entre eux. Ce jour-là, très attentif aux paroles de son aîné, l'étudiant commence à sentir l'amertume de son café sucrée. Suite à ce qu'il vient d'entendre, la peur et l'angoisse l'envahirent : Gaz de schiste, In Salah, dangers, pollutions des eaux, maladies, cancer, etc. Quelques mots qui ont déclenché en lui l'alerte. Sans perdre de temps, il se dirige directement vers un cybercafé pour vérifier les mots qui résonnent toujours dans sa conscience. Sa surprise fut grande, lorsqu'il découvre un tas de données sur le sujet. De site en site, de vidéo en vidéo, l'enfer du gaz de schiste a commencé pour lui. Aussitôt, il informa ses amis et les autres étudiants de la région qui s'apprêtaient à rentrer chez eux, puis que les vacances d'hiver arrivent tel que raconté par l'étudiant H :

"قبل ما نخرجوا en vacances، بخومسطاعش يوم [...] كنت مريح في قهوة قدام الإقامة الجامعية، جاني واحد شيخ في سبعينات، موالف نشصر معاه هو متقاعد كان يخدم في سوناطراك وكان يعرف المنطقة وذكر لي عباد يعرفهم من عين صالح...قالي كان يخدم في حاسي مسعود ويجوز على عين صالح en mission بدا يحكي على الغاز الصخري. قبل كنت ما علا بالي بوالوا على الغاز الصخري، قالي هاو حابين يديرولكم في عين صالح الغاز الصخري وذكر لي المخاطر تاعوا [...] قالي هذا مرض اكثر من السرطان، يسبب كلش. قالي هما رايعين يديروه وتنما حتى واحد ما علا بالوا. قالي الشعب تاعكم شكون لي لازم يوعيه، نتوما كطلبة لأنكم قدوة للشعب. قالي زيد ابحث على الموضوع وزيد شوف الأضرار تاعوا. قالي عين صالح كما بلادي... قالي يقدرُوا يتخلوا عليه...بدلا عنه يديروا الزراعة لتصلح عندكم...هو يتكلم وأنا نسمع ليه قالي اذا ما نوظنوش نتوما كطلبة بلادكم ما ينطش هما مساكن ما علا بالهمش نتوما قريتو. قالي لا لمدة هذي تاع en vacances لتزيد تخبر صحابك لي راهم هنا وكي تهبطوا توعيو الشعب باش ينوضوا. انا قتلنا الله يكثر خيرك. كلاموا ديتوا بالصبح، خاصة كي حكالي يعرف عين صالح..ارتحت ليه على خاطر ما كانش لي يقلك بالضرر غير لي يبيعك ولا لي باغي ينصحك. مبعد زدت بحثت في le cyber وكي حوست لقيت الأضرار نتاعوا ولبدان لأخرى وين كانوا باغيين يديروه كيما الماريكان.⁶⁰⁵

605 15 jours avant de partir en vacances, j'étais assis dans un café près de la résidence université, Taleb Abderahmaneun (Ben Aknoun), avec un septuagénaire avec qui j'ai l'habitude de discuter est venu me voir et me parler du gaz de schiste. C'est un retraité de Sonatrach et il connaît bien la région. Il m'a rappelé des personnes qu'il connaissait à In Salah. Il m'a dit qu'il travaillait à Hassi Messaoud et passait en mission à In Salah. Avant cela, je n'avais aucune idée de ce que pouvait être le Gaz de Schiste, c'est lui qui m'avait annoncé le fait qu'ils voulaient exploiter ce gaz à In Salah insistant sur ses dangers. Il est allé jusqu'à m'affirmer que l'exploitation du gaz du schiste était pire que le cancer et qu'il est la source de tous les problèmes. Il m'a dit qu'eux s'apprêtaient à lancer le projet, alors que, vous, personne n'est au courant. Il m'a rappelé que c'est, nous, les étudiants qui devaient sensibiliser la population et leur montrer la voie à suivre. Il m'a demandé de chercher encore sur le sujet et sur ses dangers. Il m'a dit que In Salah c'est comme chez moi. Quant au projet, il m'a dit, qu'ils pouvaient l'abandonner en faveur de l'agriculture qui réussit bien chez nous. Je l'écoutais parler, il m'a dit si vous, les étudiants, vous ne faites rien, votre peuple ne bougera pas, car lui il ignore. Il m'a demandé d'informer mes amis et camarades et de sensibiliser la population une fois arrivé à In Salah. De ma part, je l'ai remercié et j'ai pris ses paroles au sérieux. Surtout quand il m'a raconté qu'il connaissait In Salah. Je lui ai fait confiance, parce que personne ne te prévient de danger, à part celle qui te considère et qui veut te...

Nous sommes au début des vacances d'hivers⁶⁰⁶, l'étudiant H est déjà rentré chez lui à In Salah ainsi ses amis et anciens camarades de classe qui se trouvaient également dans d'autres universités nationales (ils sont plusieurs dizaines). Toujours soucieux, de ce qu'il a entendu à Alger, le devoir d'agir taraude son esprit. Il découvre que d'autres étudiants notamment de l'université de Ouargla (400 Km au nord-est d'In Salah) ont été aussi informés et conscients des risques de l'exploitation du gaz de schiste⁶⁰⁷. Dans cette région un noyau anti-gaz de schiste est déjà actif depuis 2014 autour de la Coordination des chômeurs (CNDDC). De surcroît, des rencontres au sein de l'université ont été tenues sur le sujet à l'initiative de professeur Ladjel qui s'est rendu par la suite à la place *Soumoud* pour animer des conférences. Ainsi commence les premières discussions entre les anciens camarades de classes et amis d'enfance sur le sujet. A ce stade les premiers porteurs de la cause (étudiants) sont à la découverte de la problématique du gaz de schiste et en quête d'identification de ses risques.

6-2) De tireurs d'alarme aux porteurs de la cause

« Le mérite et l'honneur reviennent aux étudiants qui sont incontestablement les initiateurs du mouvement anti-gaz de schiste à In Salah », ainsi le répètent de nombreux de nos interviewé à In Salah. Ils étaient (les étudiants) les premiers à réagir à l'inauguration du premiers puits du GDS à Ahnet. Leur âge moyen tourne au tour de 25 ans. Ils étudient les langues (Français, Anglais et Espagnol), l'économie et la gestion ainsi que la sociologie. Ils possèdent aussi une expérience (même si elle est récente) dans le domaine du militantisme en milieu universitaire ce qui leur confère un certain éveil politique. La plupart d'entre eux sont affiliés à des organisations estudiantines. Ils ont donc accumulé un capital d'expérience en termes d'organisation d'activités de manifestations et de revendications. Ainsi, l'affirme l'un de nos interviewés :

التجربة الناعى كناشط فى المنظمة الوطنية للطلبة الجزائريين ساعدتني، درنا إضرابات على مستويات كبرى⁶⁰⁸.
« Mon expérience en tant que membre de l'Union nationale des étudiants algériens m'a beaucoup aidé. Nous avons organisé des grèves à grande échelle ».

Cependant le temps semble constituer un point critique et un handicap dans leur engagement anti-gaz de schiste parce qu'ils étaient en plein année universitaire et surtout à l'approche des examens de fin de semestre.

conseiller. Après j'ai cherché à comprendre davantage sur le sujet via internet, et j'ai trouvé les dangers et les pays qui voulaient exploiter le gaz de schiste. Entretien avec l'étudiant H, In Salah, 28/12/2016.

⁶⁰⁶ Les vacances d'hivers ont commencé le 18 décembre 2014, dix jours avant l'inauguration du premier puits du gaz de schiste à In Salah.

⁶⁰⁷ Entretien avec les étudiants A. A et A. D, In Salah, 26/12/2016.

⁶⁰⁸ Entretien avec O.A étudiant à Tamanrasset l'un des initiateurs du mouvement, In Salah, 02/01/2017.

"بالنسبة للطلبة كنا عندنا وقت محدود لاننا كنا في فترة عطلة - الشتائية"⁶⁰⁹.

« Pour les étudiants, nous avons un temps limité parce que nous étions en vacances d'hiver »

Néanmoins, leur présence un peu partout sur le territoire national leur offre la possibilité de délocaliser (exporter) la cause anti-GDS aux autres régions et la rendre plus nationale. C'est ce qui s'est passé avec les groupes d'Alger, Ouargla, Tamanrasset, Adrar, Ghardaia et Laghouat pour ne citer que ceux-là, tous se sont engagés loin du bercail (In Salah). Le cas des groupes d'étudiants de Tamanrasset et d'Alger sont les plus engagés, ils se sont distingués par des actions de terrain.

Ce facteur temporel gêne aussi certains *Membres des 22*, notamment les cadres travaillant loin d'In Salah. Leur engagement dans le mouvement les a obligés à faire des autorisations d'absence au travail signées par le chef de daïra, sous prétexte qu'ils sont associés à la gestion et à la résolution de la crise. Le profil de ces représentants (*Membres des 22*) s'avère très riche, car ceux que nous avons pu interviewés sont tous des universitaires, âgés de 38 ans en moyenne (à l'année 2015), ils sont cadres dans plusieurs secteurs professionnel tels que : le forage (hydrocarbures), le contrôle aérien, le génie civil, l'électronique (hydrocarbures), la protection des parcs naturels, l'éducation, l'hydraulique, la télécommunication, l'aménagement du territoire et la formation professionnelle entre autres. Parmi tous ces acteurs, nous avons noté au moins une dizaine (d'ingénieurs) de professionnels travaillant dans le secteur des hydrocarbures et sont donc très impliqués dans la cause du gaz de schiste.

A l'instar des étudiants, les cadres professionnels de par leur statut d'universitaires, ils jouissent d'une légitimité intellectuelle qui inspire et force le respect chez les autres couches sociales. Le fait qu'ils se connaissent depuis de longue date pour avoir vécu dans le même endroit et côtoyer les mêmes bancs d'écoles constitue un avantage qui a renforcé leur initiative. La solidarité et la confiance mutuelles ont soudé davantage leurs rangs de toute division.

La situation socioéconomique de leur région et le sous-développement qu'elle a enregistré, en dépit des richesses qu'elle recèle comparativement aux autres régions du pays⁶¹⁰, a suscité en ces acteurs sociaux la jalousie et un sentiment d'injustice sociale qu'ils ont transformé dans l'espace public en opposition contestataire.

⁶⁰⁹Entretien avec étudiant A. D, In Salah, 24/12/2016.

⁶¹⁰En 1958, In Salah avait le même statut que celui de Constantine. Sauf que la deuxième a connu un développement important en termes d'infrastructures, de développement économique et d'aménagement, contrairement à la première.

Ces porteurs de la cause, par leur âge, leur capital social et intellectuel, bénéficient d'une relation d'estime élargie dans la société touchant à plusieurs générations. Ils possèdent un capital social et cognitif suffisant pour comprendre les enjeux du projet du GDS. Leur maîtrise de l'outil informatique leur donne un atout de plus surtout avec leur présence sur les RSN qui, à plus forte raison, leur procurent une extension de champ d'action et de mobilisation (d'enrôlement).

De plus, l'usage des langues (français, anglais, arabe) leur donne le pouvoir de communiquer et de comprendre le flux informationnel qui circule dans les espaces médiatiques et virtuels sur le sujet du gaz de schiste à travers le monde. Donc, cela permet à ces leaders de mouvement d'acquérir plus de connaissances et d'expériences utiles pour leur cause. En ce sens « les agents du champ » comme les appelle Bourdieu, ou les porteurs de la cause n'ont pas le même impact et influence, car le capital social distingue les uns des autres. C'est ce qui s'est passé lors de l'opposition anti-GDS à In Salah, dont les acteurs sociaux forment des sphères sociales (espace social) inégales malgré l'horizontalité du mouvement.

A titre explicatif, les ingénieurs en forage ou les professionnels du domaine des hydrocarbures impliqués dans l'opposition anti-GDS (ils sont au moins cinq ingénieurs de la région d'In Salah) ont une position plus importante qu'un simple citoyen en terme d'impact et d'influence des autres. Leur savoir et leur maîtrise techniques leur confèrent un statut plus privilégié dans la cause. Ce sont eux d'ailleurs qui ont expliqué aux citoyens les méfaits de cette industrie depuis les premières réunions de sensibilisations initiées par les étudiants et lors des conférences tenues à la place *Soumoud*. C'était les mêmes cadres et porteurs de la cause qui ont fait face au Ministre de l'énergie et des mines (Youcef Yousfi) à l'hôtel Tidikelt venu convaincre la société civile locale d'arrêter leur mouvement d'opposition.

En outre, ils ont affronté le discours des promoteurs qui défendent le projet du gaz de schiste. A ces cadres professionnels s'ajoutent aussi de nombreux bons orateurs qui manient le verbe et le discours à la place *Soumoud*. Tel que Taleb Ahmed⁶¹¹ (enseignant au lycée), qui a enregistré des vidéos où il s'adresse à l'opinion publique et aux pouvoirs publics dans un langage évocateur. C'est le cas également, des membres associatifs notamment ceux de l'association environnementale « *Shams* » qui sont très écoutés et suivis.

Donc, le capital social propulse les plus formés dans cette lutte environnementale. Ce qui leur donne le privilège d'être des figures de proues qui mènent le mouvement. Ces différentes sphères sociales dont le capital intellectuel est plus au moins élevé, forment « un ensemble de

⁶¹¹Il était le représentant des chômeurs lors des émeutes de 2003 à In Salah, il a accumulé une expérience dans l'activité politique en tant que élu APC et APW, actuellement député.

flux ou de communication entre personnes interconnectées »⁶¹² rentrant ainsi dans la constitution d'un sens commun et partagé sur les méfaits de l'exploitation du gaz de schiste.

6-3) Passage du fait à l'évènement

Le soir du 27 décembre 2014 constitue le moment fort de la controverse du gaz de schiste en Algérie. Il correspond à l'annonce, dans le journal de 20h de la télévision publique, de l'inauguration officielle du premier puits du gaz de schiste à In Salah. Ce jour-là, les habitants de la région avaient ressenti une « fracturation morale » pour reprendre l'expression d'un professeur⁶¹³ connaisseur du Grand sud algérien.

Ce moment correspond à ce que James M. Jasper appelle le choc moral résultant d'un évènement inattendu qui menace la vie et l'environnement des individus.

L'absence d'informations sur le sujet et la crainte de l'inconnu, de l'irréversible a déclenché le doute chez la population locale qui a décelé des zones d'incertitudes (Van Campenhoudt, Quivy, 2011) dans la démarche des autorités. Tout le monde s'interroge sur la visite, en catimini, de trois ministres⁶¹⁴. La tension fut encore plus grande quand les citoyens découvrent que le site de l'exploitation n'est qu'à une vingtaine de kilomètres de la ville (à vol d'oiseau), contrairement, à ce que prétendent les informations officielles qui annoncent une distance d'environ 200 km. Interrogée à ce sujet, la population considère à hauteur de 60% les déclarations du gouvernement comme non convaincantes et pas rassurantes. Pourtant, cette région n'a jamais tourné le dos aux pouvoirs publics par le passé.

Le sentiment de mépris et de trahison associé au sentiment d'agression survenu brusquement sans concertation préalable a provoqué une frustration générale qui a poussé les individus à passer à l'action. C'est à partir de là, que le phénomène NIMO⁶¹⁵ est né dans cette région. Les RSN s'enflamment de commentaires et d'interrogations provoquant une circulation des discours critiques. Une atmosphère d'indignation y règne dans la région.

⁶¹²Van Campenhoudt, L., Quivy, R. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales* (4^{ème} édit.). Paris : Dunod, p. 95.

⁶¹³Echanges avec Sadou K., enseignant chercheur à la faculté des sciences de l'information et de la communication de l'université d'Alger 3. Il était, aussi, dans le comité d'organisation du festival international d'Abalessa Tin Hinan pour les arts de l'Ahaggar (FIATAA).

⁶¹⁴Le premier puits du gaz de schiste officiel a été inauguré, sans aviser la population ni les autorités locales, par le ministre de l'énergie et des mines, Y. Yousfi, en présence de la ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire (Boudjemaâ D) ainsi que le ministre des ressources hydrique (Necib N).

⁶¹⁵NIMO (Not in my oasis) par transposition au phenomena NIMBY (Not in my back yard).

Les étudiants, qui se trouvent au milieu de leurs vacances d'hiver, sont les premiers à réagir au lendemain de l'inauguration du premier puits pilote. Ils organisent deux rencontres-débats⁶¹⁶ pour sensibiliser la population sur les méfaits de ce projet.

Dans leur stratégie d'action, le groupe d'étudiants invitent les cadres de la région et ceux qui travaillent dans le secteur de l'énergie pour y assister afin d'expliquer les enjeux de l'exploitation du gaz de schiste. Ainsi témoigne l'un des ingénieurs de forage sollicité et présent au rendez-vous :

"بعد دخولي من العمل من حاسي مسعود، اتصلوا بيا شباب جامعيين، قالولي كاي مشروع تاع الغاز الصخري، حابين يديروه عندنا وحنما عندناش المعلومات الكافية والتقنية عليه. على الحفر ولحوايح هاذوك... ما ذا بيك تجينا، عندنا واحد التجمع باش نوضحوا للناس القضية هاذي"⁶¹⁷.

« Des étudiants m'ont contacté après mon retour de travail, de Hassi Messaoud. Ils m'ont appris l'existence du projet du gaz de schiste chez nous alors que nous n'avions pas suffisamment d'informations sur le projet ; ni techniques, ni sur le forage. Ils m'ont demandé de les rejoindre pour une réunion afin d'éclairer les citoyens sur la question ».

Au cours de ces rencontres l'échange était fructueux. La présence des cadres du domaine connus dans la région a donné plus d'assurance et de crédibilité à l'action des étudiants. La confiance placée en eux par la population a fait en sorte que leurs messages soient pris au sérieux par l'assistance.

L'affluence de la population lors de ces rencontres a semé l'inquiétude au sein des autorités locales qui ont tenté d'étouffer l'affaire sur place mais en vain. Leur tentative de fermer la salle de réunion n'a fait que confirmer les inquiétudes de la population pour l'aspect douteux du projet. Lors de ces rencontres, même le député de la région a osé déclarer que : « Le projet va se faire inévitablement, mais l'Etat va nous construire un Hôpital pour les cancéreux »⁶¹⁸. Ces propos ont suscité l'ire des présents qui ont déploré l'attitude et la position de leur représentant qui, en principe, est censé de défendre leurs intérêts.

A l'issue de ces rencontres d'information (Comeau Y., 2010), en guise de refus du projet, les participants ont décidé de marquer une action de protestation le premier janvier 2015.

Entre temps, le groupe d'étudiants (6 d'entre eux nous les avons interviewés) renforcé par d'autres jeunes continuent leur campagne d'information dans les espaces publics, sur les RSN et s'affairent à lancer leur mouvement d'opposition à l'échelle locale⁶¹⁹. Alors que, les plus fêtards se préparent à célébrer le nouvel an 2015, la nuit était longue pour les jeunes

⁶¹⁶Les rencontres sont organisées le 30 et 31 Décembre 2014, sous la couverture légale de la ligue des quartiers et villages de la région. Elles sont animées par les cadres professionnels de la région qui travaillent dans le secteur de l'énergie.

⁶¹⁷Entretien avec M. N, ingénieur foreur, In Salah, 27/12/2016.

⁶¹⁸Propos rapportés auprès de plusieurs interviewés ayant assisté aux rencontres de sensibilisation.

⁶¹⁹Entretiens avec le groupe d'étudiants, In Salah, 25, 26/12/2017.

universitaires. Le lendemain, on parle de plusieurs centaines de personnes venant au rassemblement. Durant lequel, les meneurs ont lu une déclaration publique de leur opposition au projet du schiste comme le témoigne l'un des initiateurs de l'action :

"في البيان ركزنا حول مخاطر الغاز الصخري، وقلنا انوا الجزائر ما تستحق تستغل هاذ النوع من الثروة لان مخاطرها أكثر من لفائدة ناعها. إضافة لمخاطرها التقنية تستكلف أموال كبيرة. حنا خاسرين خاسرين في كلتا الحالتين. في البيان قلنا لازم التوقيف المؤقت للمشروع حتى يدرس القضية هاذي والدراسة تكون شاملة وين يكون مختصين في المجال وفي البيئة. تفاهمنا أنوا الاجتماعات ستتواصل حتى يصدر بيان من الهيئات الرسمية للدولة لتوقيف الصخري وحفزنا الناس بالخطابات والبيانات. خاصة عبر الفايس بوك، لانوا فهمناهم أنوا هاذ شي يمس كل السكان.⁶²⁰

« Dans la déclaration, nous nous sommes basés sur les dangers du gaz de schiste. Nous avons dit que l'Algérie n'a pas besoin d'exploiter ce genre de richesse parce que ses dangers sont plus importants que ses bénéfices. En plus des risques techniques, il coûtera de l'argent fou. Dans les deux cas nous sommes perdant, perdant. Nous avons demandé de geler temporairement le projet jusqu'à ce que la question soit étudiée globalement par des spécialistes du domaine et de l'environnement. Nous nous sommes mis d'accord que les contestations vont continuer jusqu'à l'annonce officielle de l'arrêt du projet par les hautes autorités du pays. Nous avons sensibilisé les citoyens, par des discours et des données, notamment via facebook que le problème est l'affaire de tous ».

Le même jour, des employés de la région travaillant dans une société pétrolière (ENTP) ont fermé la RN1 (transafricaine). Ils ont même intégré la question du gaz de schiste dans leurs revendications. Coïncidence ou fait planifié ? La question demeure sans réponse⁶²¹. Ce jour

là, l'un d'eux a écrit sur son mur Facebook : ان شاء الله اليوم تكون الوحدة العينية صالحة التي انتظرناها :

"Inch'Allah, aujourd'hui sera le jour de l'union à In Salah que nous avons tant attendue ». Effectivement, depuis, le vœu de ce jeune travailleur a été entendu.

Pour les initiateurs de l'action (étudiants et cadres) le pari est réussi, car ils sont arrivés à faire adhérer la population à leur cause. Le rassemblement a drainé les plus soucieux et toutes les classes sociales. Ce jour-là, la lutte est jetée à la rue. Certains médias présents à l'action ont repris l'évènement, les commentaires et les partages de posts s'affluent sur les RSN. Les premiers échos arrivent au nord, les responsables politiques d'Alger ne s'attendaient guère à une telle réaction.

Après avoir passé le flambeau aux aînés, l'étudiant H et ses amis reprirent le chemin de leurs universités respectives⁶²². Ils se sont tous investis dans la cause loin du bercaïl⁶²³. Le groupe

⁶²⁰Entretien avec A. M, membre des 22 ayant lu la déclaration, In Salah, 30/12/2016.

⁶²¹ Sur ce point, aucun de nos interviewés n'a affirmé la planification de l'action.

⁶²² Entretien avec l'étudiant H., In Salah, 28/12/2015.

⁶²³ Le groupe d'Alger, mené entre autre par l'étudiant H, avait subi la répression policière, certains de ses amis ont été même arrêtés pour quelques heures lors d'une marche estudiantine (14/01/2015).

de Tamanrasset a fait du centre universitaire local un espace d'expression dans le but d'enrôler la population de la Wilaya⁶²⁴. D'autant plus que toute la région de Tidikelt est concernée par ce projet, ajouté à cela la présence en force des étudiants d'origine d'In Salah. Celui d'Alger, mené entre autre par l'étudiant H, avait subi la répression policière, certains de ces amis ont été même arrêtés pour quelques heures lors d'une marche estudiantine contre l'exploitation du GDS.

En revanche, les retrouvailles étaient bonne enfance entre l'étudiant H et l'ancien cadre F de la SH qui a tiré l'alarme au premier, celui-ci était fier de l'étudiant H qui a relevé le défi et très content que ses propos aient reçu une oreille attentive⁶²⁵.

6-4) Mobilisation et enrôlement

Les jours qui ont suivi l'appel des étudiants ont connu une mobilisation extraordinaire et l'enrôlement de la population dans la cause va en ascendant. Ils étaient plusieurs milliers, hommes, femmes, vieux, jeunes et moins jeunes, à venir quotidiennement à la place qui fait face à la daïra, choisie pour son statut de la plus haute autorité administrative à l'échelle de la localité.

La participation de la population aux différentes actions était remarquable. Sur ce plan, la majorité des enquêtés affirment avoir participé, souvent, aux différentes actions menées contre le projet du gaz de schiste. Telles que : les rassemblements à la place *Soumoud* (58,4%), le campement de la place *Soumoud* (40,8%), les manifestations locales (64,8%) et extérieures à In Salah (10,14% surtout dans le cas des étudiants).

Tableau N° 12 : Représentation de la participation des enquêtés dans la cause du GDS

Mobilisation dans la cause	Rassemblement à la place Soumoud	Campement de la place Soumoud	Manifs locales	Manifs extérieures à In Salah
Non cocher	9,4	17,2	10,5	18,4
Jamais	14,2	15,4	6,7	56,6
Rarement	18	26,6	17,9	14,6
Souvent	58,4	40,8	64,8	10,14
Total	100%	100%	100%	100,0

Pendant les premiers jours de contestations et dans le but de penser l'avenir et de donner des orientations au mouvement, un noyau d'opposants constitué d'étudiants et de cadres professionnels tenaient des réunions secrètes dans un village situé à la sortie de la ville pour éviter les représailles.

⁶²⁴ Entretien avec l'étudiant O. A, In Salah, 02/01/2017.

⁶²⁵ Entretien avec l'étudiant H., In Salah, 28/12/2015.

"حنا كنخبة، متكونة من سبع أعضاء، كنا نديرو اجتماعات سرية في البركة وين كنا ندرسوا كيفاش تكون الحركة
تاعنا والنشاط تاعها وكيفاش نوعوا"⁶²⁶.

« Etant un groupe composé de sept membres, nous nous réunissions en secret à *El Barka* pour étudier comment il faudrait procéder dans notre mouvement, nos activités et la meilleure façon de sensibiliser les citoyens »

Des marches quotidiennes sillonnaient la ville chaque jour, avec des slogans tels que : « Ils ont vendu le Sahara pour des dollars [...] Nous ne sommes pas des cobayes [...] Le Sud vous a donné plus qu'il en faut [...] Si on perd l'eau, on perd la vie [...] Pour les énergies renouvelables [...] In Salah *amana* (héritage), le silence est trahison ». Par ces slogans les opposants évoquent la question vitale, les traumatismes psychiques antérieurs, le sentiment de trahison et d'ingratitude. Aussi, rappellent le devoir d'agir, de défendre un territoire et un héritage (Nous y reviendrons dans le chapitre VIII).

Durant trois mois, les institutions publiques, les administrations sont toutes fermées à l'exception des écoles et des structures de santé. Les commerces s'ouvrent quelques heures uniquement dans la journée, le temps de permettre aux familles d'acquérir leurs besoins de base.

Le caractère événementiel et inédit du mouvement à attirer l'attention des médias. Aussitôt des journalistes sont envoyés sur place et campent avec les manifestants, jour après jour, la cause est mise en agenda médiatique et acquiert le statut de problème public. Par conséquent, elle a forcé la sphère politique à l'inscrire dans son agenda d'emploi mais sans la mise en place d'aucune cellule de communication ni de gestion de crise.

En même temps, quelques promoteurs du projet de gaz de schiste, mènent une campagne médiatique « acharnée » contre les opposants au projet. Certains promoteurs accusent publiquement les opposants au GDS, de main étrangère complotant à déstabiliser le pays, d'autres les traitent d'étrangers venants de pays voisins, tandis que certains d'autres les qualifient carrément d'ignorants qu'ils comprennent rien en gaz de schiste, etc.⁶²⁷

Ces attaques ont rajouté de l'huile au feu et ont accentué le sentiment de frustration chez la population de la région. Une population déjà touchée dans son amour propre, ce qui a augmenté en eux le potentiel d'action et de résistance.

Vu l'ampleur du mouvement et les négociations qui se profilent à l'horizon avec les autorités, une liste de 22 représentants⁶²⁸ a été créée à la veille de la venue de ministre de l'énergie et des

⁶²⁶ Entretien avec O.A., jeune étudiant, In Salah, 02/01/2017.

⁶²⁷ Témoignages recueillis auprès de plusieurs citoyens d'In Salah (entre décembre 2016- janvier 2017).

⁶²⁸ Cette commission composée de 22 membres (hommes), pour la majorité de jeunes cadres, constitue le porte-parole de la population devant les autorités et les médias

mines Youcef Yousfi. Ce chiffre (22) a provoqué une polémique entre ces membres et le Chef de daïra qui avait insisté de réduire le nombre 22 pour éviter toute confusion avec le fameux comité de la guerre de libération nationale. L'inquiétude des autorités locales révèle à quel point la dimension politique dans un mouvement fait toujours peur aux adversaires.

Depuis, les *Membres des 22* ont décidé de structurer le mouvement, selon le profil et les compétences des uns et des autres, trois commissions de travail ont été créées :

La première commission est chargée de l'aspect technique qui touche le projet de l'exploitation du gaz de schiste, sa mission consiste à rassembler des données techniques en la matière et d'expliquer aux citoyens les procédés et les inconvénients de la technique de fracturation hydraulique. Elle est constituée essentiellement de cadres de domaine des hydrocarbures (foreur, géologue...) ;

La deuxième s'occupera de l'aspect communicationnel, elle est tenue d'informer les médias et de faire des comptes rendu pour la population à la place *Soumoud*, mais aussi de faire une revue de presse quotidienne de tout ce qui a été dit sur leur sujet ;

Quant à la troisième qui est composée principalement de jeunes activistes, elle est affectée à la gestion et à l'organisation de la place *Soumoud*.

A ce stade le mouvement marque une nouvelle trajectoire par son passage à une structuration nécessaire. Cela a donné plus d'efficacité et de rigidité à cette opinion publique naissante en lui évitant l'éclatement et la récupération politicienne. Cette *Commission des 22* s'est imposée comme une partie prenante de la solution et un interlocuteur incontournable qui a obligé les hautes autorités à venir négocier avec elle, et donc à reconnaître indirectement le problème.

Cependant, la visite du site d'exploitation sous l'insistance des *Membres des 22* n'a fait qu'aggraver la situation et accentuer la conscientisation collective. En plus, de la proximité de l'endroit d'exploitation, ils découvrent aussi par leurs propres yeux l'état des lieux ainsi que la réalité de l'industrie du gaz de schiste⁶²⁹. Le compte rendu de la visite a enflammé les esprits à la place *Soumoud* et confirme le doute et l'inquiétude de la population. Surtout à la diffusion des images, sur les réseaux sociaux⁶³⁰ et par les différents médias, montrant le site dans un état déplorable. Cette étape renvoie par contre à l'identification et à la publicisation des risques de projet du GDS à une échelle plus grande.

⁶²⁹ Lors d'une rencontre avec Djamel Addoun, l'un des photographes qui a pris les images du site d'exploitation du gaz de schiste, il disait que : « L'odeur était insupportable [...] Nous étions étonnés de voir des employés sans protections y travaillent [...] ». In Salah, le 18 janvier 2017.

⁶³⁰ <https://www.youtube.com/watch?v=3wA-Xn2BlqQ>.

6-5) *Es Soumoud*, une nouvelle forme de lutte

Si le projet du gaz de schiste ne pose aucun problème à la vie des citoyens et à leur environnement, pour quoi la visite discrète des trois ministres ? C'est ainsi que tout le monde s'interroge ! Juste après l'inauguration du premier puits à Ahnet, un sentiment de soupçon laisse planer dans la région. Cette situation forme une sorte de prédisposition psychique et un argument de plus et légitime pour que les citoyens passent à l'action. C'est sur la base du principe de responsabilité sociale des institutions et des sociétés en charge du projet du gaz de schiste que la population dénonce l'opacité qui entoure la question. Elle reproche aux responsables du secteur l'absence de rencontre d'information avec les citoyens comme l'avait déjà fait la société pétrolière BP, en 2009, lors de son projet d'enfouissement de CO₂ au nord d'In Salah (Krechba) réalisé avec SH.

"سوناطراك وباقي المؤسسات الأجنبية ما يعطيوش حتى أهمية للشعب الجزائري لان ما كان حتى سياسة واضحة في الاتصال بين المؤسسات والمواطنين رغم القوانين التي تجبر هذه المؤسسات باش تتعامل مع المواطنين والمسؤولين في المنطقة لي تخدم فيها. حتى وان ما قدرش يحسس المواطنين، المسؤول مجبر يا لكان يدير إعلان ويعلم المواطنين بمشروع ما. ولا واش تدير لمؤسسة في المنطقة ؟ هاذي في الديمقراطية والسياسات الواضحة. لكن ماشي هاذي لي يصري عندنا، العكس. لو تبعوا الطريقة هاذي وما نوصلوش لهادك الشي ودولة ما تصرفش دراهم دون فائدة"⁶³¹

« Sonatrach et les autres firmes étrangères ne donnent aucune importance au peuple algérien. Il n'existe aucune politique claire sur laquelle se repose la communication entre les citoyens et les entreprises même s'il existe bel et bien des lois obligeant ces entreprises à traiter avec les citoyens et les responsables de sa zone d'activité. Dans le cas où le responsable n'arrive pas à sensibiliser les citoyens, il doit au moins afficher et annoncer ses projets, ou bien ce que fait telle entreprise dans telle région ? C'est ça la démocratie et la gestion transparente, choses qui n'existent pas chez nous, au contraire. S'ils ont suivi la bonne démarche, nous n'en serions pas arrivés là et l'Etat n'aurait pas dépensé de l'argent pour rien ».

Les responsables locaux (Wali, Chef de daïra et maire) au même titre que la population sont écartés de toute concertation sur le projet de GDS. En revanche, après le déclenchement de mouvement anti-GDS, les autorités locales étaient forcées à s'impliquer dans la gestion du conflit qu'avait engendré l'inauguration du projet. D'une part, ils étaient confrontés au marteau populaire et de l'autre ils se soumettaient à l'enclume et aux directives des hautes sphères de décision.

De par leur proximité avec les administrés, ces responsables locaux étaient les premiers à être sollicité par la population avant de se rendre compte très rapidement de leur incapacité à prendre la moindre décision concernant le projet, eu égard à leurs prérogatives limitées. Au

⁶³¹ Entretien avec L.B, cadre des 22, In Salah, 01/01/2017.

contraire ces représentants des autorités (Wali, Chef de daïra) ont constitué les premières barrières aux hauts responsables. Ils jouaient le rôle d'intermédiaires qui transmettent les doléances de la population aux autorités d'Alger.

Quant aux acteurs locaux, ils avaient comme objectif d'empêcher une deuxième fracturation hydraulique. Autrement dit, il s'agit de stopper le plan d'ensemble de cette industrie qui nécessite plusieurs dizaines, et par la suite plusieurs milliers et centaines de milliers de puits nécessaires pour optimiser le rendement. De plus, le réseau de raccordement et d'acheminement du gaz à partir (des milliers) de puits productifs demande une infrastructure qui impactera inévitablement le paysage et l'environnement naturel.

Sur le plan agricole, la région d'In Salah connue pour ces oasis et son activité dans le secteur verra son eau menacée de pollution par les produits chimiques de la fracturation hydraulique. Plusieurs habitants détiennent des palmeraies⁶³² et des cultures agricoles, alors leur relation avec l'eau est traditionnellement très intime depuis longtemps. Les systèmes de *Fouggara* mis en place depuis plusieurs siècles en dit long sur la sacralité de l'eau dans cette région désertique.

Leur savoir profane leur permet de prendre conscience de la véritable menace qui pèse sur leur bien-être. D'ailleurs, dans la région d'Adrar le projet *Désertec*⁶³³ serait à l'origine de la disparition du système de *Fouggara*. Ceci en raison des premiers forages pratiqués pour l'alimentation du système de refroidissement des panneaux photovoltaïques. Face à la grogne des citoyens et des propriétaires terriens (palmeraies), les responsables du projet n'auraient pas trouvé mieux que de réalimenter le système d'irrigation et de partage des eaux à partir des sondes fourrées.

Donc, cette image d'attachement de la population d'Adrar à l'eau s'est reproduite semblablement pour la population d'In Salah avec l'inauguration du puits du gaz de schiste qui menacerait leur eau. Ceci dit que la sacralité de l'eau dans ces régions désertiques explique, en partie l'enrôlement de la population dans la cause du GDS. Dans le cas du mouvement d'In Salah les opposants comptent sur leurs propres ressources et celui des donateurs et sympathisants. Le « soutien social » fait sortir les causes de la solitude, de l'isolement et influe sur la dynamique et le devenir des mouvements car il reconforte la

⁶³² Dans une contribution au *El Watan* (26/06/2018), Kouider Ould Messaoud Ghemmar membre de l'association *Ibn El Awan* pour le développement des zones arides et membre du mouvement de citoyenneté note que le nombre de palmiers dattier dans la région d'In Salah est de 630 000 pieds. Alors qu'à la fin du 19^{ème} siècle, l'administration coloniale française a estimé le nombre à 5000 pieds.

⁶³³ Est un projet éco-énergétique de grande envergure initié par le Club de Rome et de la trans méditerranéen pour la coopération sur les énergies. Il consiste en la création d'un réseau interconnecté des centrales solaires qui alimentera l'Europe à partir des pays de l'Afrique du Nord et de Proche-Orient.

position des controversés en leur donnant plus d'énergie stimulante et de détermination à poursuivre la lutte.

En plus, des actions de terrain marquées sur tout le territoire national, certains noyaux d'opposants tels que celui d'Adrar se sont distingués aussi par leur aide et ravitaillements en produits alimentaires au campement d'In Salah. De surcroît, le soutien moral est traduit par les actes de sympathie que reçoit la population d'In Salah tels que les visites de certains politiciens à la place *Soumoud* et des universitaires (Ladjel et Bagui) qui ont animés des conférences en plein air expliquant les méfaits de cette industrie. Il renvoie aussi aux artistes compositeurs d'une chanson engagée qui rime avec la cause locale, ou encore aux concepteurs de logo de la cause et aux offreurs de T-shirt à l'effigie du slogan anti-GDS, etc. ces ressources humaines et matérielles forment le carburant qui propulse le mouvement à durer plus dans le temps.

6-6) *Es Samidouns*⁶³⁴ ou les indignés du Sud : genèse d'une opposition citoyenne

Premier jour de nouvel an 2015, un vent de sable commence à souffler sur la région d'In Salah. On parle de 500 à 1000 personnes⁶³⁵ venant au rassemblement. Des slogans anti-gaz de schiste sont brandis. Une déclaration publique d'opposition au projet est lue au nom de la société civile locale. Le même jour, des employés de la région travaillant dans le secteur pétrolier ont fermé la transafricaine⁶³⁶. Ils ont même intégré la question du gaz de schiste dans leur revendication. Depuis, la lutte est jetée dans la rue et les prémices d'une désobéissance civile sont visibles à l'horizon.

Les médias ont couvert l'évènement ; les commentaires et les partages s'affluent sur les RSN. Pendant que les premiers échos arrivent au Nord, les responsables politiques d'Alger ne s'attendaient guère à une telle réaction. Les jours suivants voient une mobilisation extraordinaire. L'enrôlement de la population dans la cause est important. Ils sont plusieurs milliers, hommes, femmes, vieux, jeunes et moins jeunes, à venir quotidiennement à la place qui fait face à la Daïra. Durant plusieurs jours, le noyau dur des opposants tient des réunions secrètes dans un village (El Barka) à la sortie de la ville pour éviter les représailles. Chaque jour, des marches sont organisées à travers les quartiers de la ville, avec des slogans tels que : « *Ils ont vendu le Sahara pour des dollars* », « *Nous ne sommes pas des cobayes* », « *Le Sud vous a donné plus qu'il en faut* », « *Si on perd l'eau, on perd la vie* », « *Pour les énergies*

⁶³⁴ Les résistants, ainsi s'autoproclament les citoyens d'In Salah qui se sont opposés au projet du gaz de schiste.

⁶³⁵ D'après les estimations données par nos interviewés.

⁶³⁶ Route nationale n°1 traversant tout le territoire algérien du Nord au Sud, en passant par In Salah pour arriver jusqu'à Lagos.

renouvelables », « *In Salah amana (héritage), le silence est trahison* », etc. (Voir chapitre VIII).

6-7) La controverse au féminin

A l'instar des autres mouvements anti gaz de schiste dans le monde, celui d'In Salah a vu également une participation très importante de la femme. Leur hargne de vouloir arrêter ce projet s'explique en partie par leur instinct de mères protectrices en détresse. Qu'elles soient étudiantes, cadres, élues locales, enseignantes, écolières, femmes au foyer, toutes ont ressuscité le mythe de Tin Hinan⁶³⁷. Elles sont toujours présentes lors des marches et sur la place de la résistance (place *Soumoud*). Parfois, leur nombre dépasse celui des hommes.

Cependant, malgré leur contribution à la cause, celles-ci sont confrontées à une double domination masculine. L'aspect conservateur de la société et les coutumes locales sont des éléments d'exclusion des femmes dans la structure du mouvement. D'ailleurs, elles n'ont pas été associées à la délégation, aux réunions et à la prise de parole publique à la place *Soumoud*. Autrement dit, la visibilité des femmes d'In Salah et leur apport au mouvement anti-schiste survient plutôt dans l'horizontalité du mouvement, que dans les structures verticales. Cette dominance apparaît également dans l'opposition à un réseau de promoteurs à majorité masculine.

Ce sont les femmes, notamment les plus lettrées, qui ont répondu dans les médias aux accusations de Louiza Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs. Certaines militantes universitaires ont joué un rôle important dans la coordination avec d'autres groupes anti-schiste, particulièrement dans le collectif pour un moratoire contre le gaz de schiste, et lors de l'élaboration du rapport remis au gouvernement. Avec les dons alimentaires quotidiens qui arrivent au campement, les femmes se sont, encore, distinguées par la prise en charge des questions de logistiques à travers entre autres la mise en place d'une cuisine à la place *Soumoud*. Certaines d'entre-elles composent aussi des poèmes à la louange de leur terre natale.

Par ailleurs, le rapport du genre interpelle d'autres questionnements, tels la place de la femme dans la société algérienne et sa participation dans l'action collective aux côtés des hommes. La religiosité de la société et son caractère conservateur ont établi des normes sociales, de pudeur et de morale devenues, au fil des générations, des tabous difficiles à enfreindre. Cette « microsociété patriarcale » dont les traditions ne diffèrent pas trop de celles des autres régions

⁶³⁷ Reine des Touaregs, associée à la création de cette ville. D'après l'une des légendes, la ville d'In Salah (source de Salah) est bâtie autour d'un puits d'eau creusé par Salah, l'un des serviteurs de la Reine Tin Hinan.

du pays, va-t-elle changer de regard envers ces femmes qui ont su briser le mur des us et des coutumes qui les réduisaient aux tâches ménagères ?

Tout comme les femmes d'In Salah, d'autres actrices appartenant à d'autres noyaux d'opposants au gaz de schiste méritent également d'être signalées, puisqu'elles ont participé activement à l'émergence de cette controverse. Amira Bouraoui⁶³⁸ et ses camarades femmes du mouvement *Barakat* étaient parmi les premières militantes à avoir manifestées leur opposition sur le terrain (Alger, juin 2014) au projet du gaz de schiste en Algérie. L'autre figure de proue des opposantes, Sabrina Rahmani⁶³⁹ était particulièrement présente dans les débats audiovisuels autour de la question et très active dans le collectif pour un moratoire contre le gaz de schiste. Sa profession de médecin lui a permis d'aborder les aspects sanitaires et l'impact des produits chimiques sur la santé humaine et l'environnement. Ses larmes versées en plein plateau de télévision ont marqué sensiblement la population d'In Salah qui lui affichait du respect. Celle-ci est proche de l'autre figure anti-schiste locale Hacina Zegzeg⁶⁴⁰ présente, également, dans les espaces médiatiques et sur le terrain. Ces deux militantes sont mêmes en contact avec certains réseaux altermondialistes qui s'opposent au gaz de schiste.

Contrairement aux militantes locales (In Salah), celles engagées à l'échelle nationale sont plus visibles dans les structures organisationnelles (mouvement *Barakat*, Collectif national pour un moratoire contre le gaz de schiste) au même titre que les hommes. En somme, le rôle des femmes dans la problématique du gaz de schiste en Algérie est remarquable, tellement elles dérangent le réseau des promoteurs institutionnels du projet. Ces derniers ont tenté d'en priver le mouvement de leur apport, en faisant de leur participation aux côtés des hommes, un « pêché » condamné par la tradition religieuse. Selon eux, les femmes ne devaient pas contester dans les espaces publics.

VII.7) Les sphères d'interactions

7-1) Place *Soumoud*

En plus de l'espace médiatique, la controverse du gaz de schiste en Algérie est associée également à deux arènes (l'espace médiatique et l'espace virtuel) de confrontations⁶⁴¹. Après

⁶³⁸ Médecin et militante politique, opposante au quatrième mandat du président Bouteflika en 2014.

⁶³⁹ Ophtalmologue, militante active au niveau d'Alger, initiatrice de plusieurs collectifs, notamment celui du moratoire contre le gaz de schiste et l'observatoire citoyen algérien.

⁶⁴⁰ Enseignante de français au Lycée à In Salah et figure de proue du mouvement anti-schiste en Algérie.

⁶⁴¹ Concept emprunté à Jürgen Habermas qui définit l'espace public de discussion comme « les lieux et formes de description de débat et de confrontation sur un objet spécifique construit par des acteurs selon des enjeux en renouvellement constant ». In Lascombe P. (1994). *L'éco-pouvoir*. Paris : Éd. La Découverte, p. 55.

quelques jours de contestation, un espace public d'opposition (Negt, 2007) est créé à l'occasion par les militants d'In Salah. Il fait penser à la place Tahrir en Egypte et au campement d'Occupy Wall Street, où « tout le monde se rencontrait, s'interpellait et conversait, comme dans un club où l'on est heureux de se retrouver entre gens du même monde »⁶⁴², partageant les mêmes préoccupations.

Cet espace est très symbolique de par le nom qu'on lui a donné à savoir place *Soumoud*, qui évoque chez les militants la résistance (46,4%), la solidarité (65,5%) et l'opposition de toute une ville contre le projet du gaz de schiste.

Tableau N° 13 : Représentation de la place *Soumoud* par la population d'In Salah.

Expérience Soumoud	Fréquence	Pourcentage
Espace d'échange	100	37,5
Espace de résistance	124	46,4
Espace de solidarité	175	65,5
Espace de délibération	123	46,1
Espace de prière et d'imploration	62	23,2

Peu à peu, cet espace symbolique est aménagé en campement avec la mise en place de tentes⁶⁴³, de cuisine et de scène équipée d'amplificateur sonore, etc. Des conférences⁶⁴⁴ en plein air, des projections, des déclarations, des lectures poétiques, des prières, des prises de parole, des rassemblements et des délibérations publiques ont eu lieu.

Au fil du temps, un « musée » y est construit en guise de lieu de mémoire et de fierté. Des photos sont exposées ainsi que des coupures de presse et des illustrations évoquant la cause et l'impact du projet sur l'environnement.

Cet espace public peut être considéré également comme un centre de traduction où convergent les énoncés et les discours contestataires. C'est un système organisé dans lequel des « forces sociales peuvent se faire entendre, utiliser leurs ressources pour obtenir des réponses aux problèmes qu'elles soulèvent »⁶⁴⁵. Il sert d'un lieu d'apprentissage et de sensibilisation pour les citoyens : "خلال التجمعات كانت تخلق حلقات ومجموعات ملتقة حول إطار"⁶⁴⁶.

« Pendant les rassemblement des groupes de discussion se forment autour des cadres ».

Son accessibilité à tous constitue une ressource nécessaire pour l'inter-connectivité des sphères et des personnes. C'est à partir de cet espace que part l'action citoyenne qui mobilise

⁶⁴²Camus, A. (1942). *L'Étranger*. Paris : Ed. folioplus, p. 60.

⁶⁴³Certaines tentes étaient équipées de climatiseurs, de télévision et même de wifi (4G).

⁶⁴⁴Plusieurs conférences ont été organisées par des universitaires tels que le Pr Ladjel Segni et Bagui Mokhtar ainsi que des ingénieurs de la région travaillant dans le domaine des hydrocarbures (El Maghili, Segni, Ben M'hamed).

⁶⁴⁵Neveu, E. (2015). *Sociologie des mouvements sociaux* (6^{ème} édit.). Paris : La Découverte, p. 16.

⁶⁴⁶Entretien avec M. Dj, 28/12/2016, In Salah.

des dispositifs sociotechniques, il est considéré par 46,1% de la population interrogée comme un lieu de délibération publique des décisions. Ceci nous renseigne sur le caractère du mouvement anti-gaz de schiste à In Salah qui s'est inscrit dans une dynamique horizontale que tout le monde, d'ailleurs, souligne.

Le refus de tuteurs (notables) ou d'intermédiaires (auto-désignés) sont des principes partagés par la majorité des activistes interrogés. Pourtant, quelques notables de la région ont essayé des tentatives de mises en avant afin de se constituer comme médiateurs entre la population et les pouvoirs publics, suivant les pratiques habituelles de représentativité caractérisant cette micro société. Or, ces notables pour la majorité d'entre eux sont en retard du reste de la société, donc en perte de légitimité.

"من المفروض أن الأعيان هانوا لازم تكون ليهم مكانة اجتماعية، ويكونوا شخصيات مثقة، يحسنون المناقشة و المحادثة لان الأمر في الوقت الحالي لا يقتصر على إعطاء الأوامر بل هل عندك القدرة باش تقنعني ؟ هل عندك القدرة باش تناقشني؟ كلهم ما كانش لي تلقاه يعرف يتكلم ما عدى الفاتحة"⁶⁴⁷.

« Il faudrait que ces notables aient une place dans la société, et soient des personnes instruites, disposées aux discussions et au débat car, actuellement, il ne suffit pas de donner des ordres, mais, d'être capable de me convaincre et de débattre avec moi. Nul, parmi eux (les notables), ne sait parler en dehors du religieux»

C'est de cette dynamique « de base » que l'opinion publique contestataire (OPC) a puisé son pouvoir, gagnant ainsi le soutien et la sympathie des autres régions du pays et ceux des médias. Sur un autre plan, 23,2% des questionnés relient la place *Soumoud* au culte et à la pratique religieuse. "الإيمان لي كان موجود في الأماكن المقدسة كان موجود في ساحة الصمود"⁶⁴⁸.

« La conviction qui règne dans les lieux saints était présente à la place *Soumoud* ».

Cette dimension serait spécifique aux sociétés conservatrices, où la religion et les croyances populaires se sont enracinées. Pleyers et Glasius en ont fait, déjà, référence dans leurs travaux sur les places, quand ils rapportent le témoignage d'un jeune yéménite sur l'attachement de ses concitoyens à ces espaces de contestation, il disait : « Venir sur la place, c'était comme aller au paradis du respect et de la compassion. C'était comme si tous les meilleurs hommes et les meilleures femmes du Yémen étaient rassemblés au même endroit »⁶⁴⁹.

L'ancrage religieux dans cette microsociété apparaît presque quotidiennement au campement *Soumoud* après la prière de crépuscule (Maghreb) et lors de la prière de vendredi. La population récitait des psaumes et des versets coraniques dans l'espoir de mettre fin au calvaire. Chaque jour, ils prient ensemble à la place *Soumoud*. Ils reprenaient en cœur la

⁶⁴⁷ Entretien avec M. Dj, In Salah, 28/12/2016.

⁶⁴⁸ *Idem*.

⁶⁴⁹ Pleyers, G., et Glasius, M. (2013). La résonance des « mouvements des places : connexions, émotions, valeurs. *Socio* [En ligne], 2. doi : [10.4000/socio.393](https://doi.org/10.4000/socio.393). Consulté le 26 février 2018

litanie : "يا رحمان يا رحيم، ارحمنا يا الله" – « O miséricordieux ! O clément ! Ayez pitié de nous, Allah ».

Cet aspect cultuel (imploration divine) semble nouveau dans le répertoire d'action des luttes collectives en Algérie. L'acte religieux comme ensemble de biens symboliques qui concernent la sphère du sacré⁶⁵⁰ s'est imposé dans ce cas de figure comme un instrument de contrôle des mœurs par l'apaisement. Cette dimension spirituelle apparaît comme ressource de contrôle morale comme disaient Boudinar et Belguidoum : « Si l'économie commande, la politique décide, le religieux contrôle »⁶⁵¹. Tandis que la population, devant la sourde oreille des autorités et l'épuisement de toutes les voies de recours légales, voit dans l'acte religieux un pouvoir surhumain capable de venir au secours. En conséquence, ces biens symboliques imposent un habitus, un rituel et certaines pratiques permettant de se référer au divin comme ultime recours.

Par ailleurs, la place *Soumoud* en tant que arène d'interaction des pensées individuelles et collectives peut être aussi définie comme étant un centre d'action à distance, car elle exerce un « pouvoir de la honte » qui force d'autres acteurs à agir. La ténacité de la population avait contraint le gouvernement à prêter plus d'attention à leur mouvement et à entreprendre des pourparlers avec la *Commission des 22*, seul représentant de la population.

Ce haut lieu de résistance citoyenne ou de citoyen résistant a connu quatre moments mémorables qui ont suivi l'évolution de l'opinion publique contestataire :

Au premier lieu, malgré la désobéissance civile, la population a fait preuve du sens d'hospitalité. Elle partageait sa nourriture et buvait du thé en totale harmonie avec les éléments des forces de sécurité, accueillis à la place *Soumoud*. Cet acte symbolise l'esprit pacifique, du partage et de vivre-ensemble de la population locale ;

Le second moment est caractérisé par une tentative de manipulation⁶⁵² déjouée, grâce à la vigilance des jeunes qui ont évité au mouvement une manipulation grave.

Le troisième moment correspond à l'intervention violente des forces de sécurité qui ont incendié les tentes et usé de gaz lacrymogène ainsi que de balles en caoutchouc pour lever le

⁶⁵⁰Voir plus Bourdieu, P. (1971). Genèse et structure du champ religieux. *Revue française de sociologie*, 12(3), 295-334. doi : [10.2307/3320234](https://doi.org/10.2307/3320234).

⁶⁵¹ Belguidoum, S., Boudinar, A. (2015, mars). Les cités du Bas-Sahara. Eléments d'histoire urbaine. Colloque Mutations de la ville saharienne – Approches croisées sur le changement social et les pratiques urbaines. Université de Ouargla, Algérie. Repéré à <https://dspace.univ-ouargla.dz/jspui/bitstream/123456789/14192/1/SSP2201F.pdf>. Consulté le 18/02/2016.

⁶⁵²La tentative a été menée par deux personnes étrangères à la région qui ont voulu distribuer des tracts la nuit, appelant à rejoindre l'organisation terroriste Daech. L'une d'elle a été arrêtée et remise aux forces de sécurité. Entretiens avec des militants anti-schistes, In Salah, 12/ 2016-01/2017.

camp. Décidément, le lendemain, la population qui est touchée dans sa dignité se réapproprie son espace symbolique à coups de pierres ;

Quant au dernier moment, il est post-contestation. Il s'agit de l'aménagement, en 2016, de la place *Soumoud* par les autorités locales en un espace public rebaptisé place de 1^{er} novembre 1954⁶⁵³. Il fait acte d'une volonté d'effacer un épisode historique de la mémoire collective. Un geste qui n'est pas passé inaperçu chez les activistes locaux qui l'ont dénoncé sur les RSN et la page facebook *In Salah Sun & Power*.

7-2) *In Salah Sun & Power*, l'agora virtuelle

En plus de l'espace physique, le mouvement anti-gaz de schiste à In Salah a fait largement appel à l'espace virtuel. C'est par le biais de Facebook que le premier appel des étudiants aux rencontres de sensibilisation a été lancé et diffusé. D'ailleurs, la population interrogée estime à 77,5% que les RSN ont rendu leur cause plus visible. La netographie du réseau social Facebook nous a permis de dénombrer au moins 20 groupes et pages virtuels, plus ou moins actifs durant la controverse du gaz de schiste en Algérie. Cette carte des réseaux virtuels dans leur majorité est née avec l'arrivée de la controverse du gaz de schiste. Peu d'entre eux ont vu le jour avant le déclenchement du mouvement d'In Salah (1^{er} janvier 2015). Depuis la disparition du mouvement anti-GDS, certains de ces réseaux virtuels sont abandonnés ou devenus inactifs. Ils sont rares ceux qui continuent leur militantisme écologique actuellement. Alors, nous pouvons dire que c'est l'évènement qui a créé ces espaces en réponse à un besoin de communication et d'expression. Dans cette cartographie de l'espace virtuel, nous constatons également l'absence totale des promoteurs et de l'industrie dans cette toile.

Sur un autre plan, certains forums altermondialistes sont aussi impliqués dans la diffusion et la médiatisation de cette cause environnementale⁶⁵⁴ au large public et à l'échelle mondiale.

Néanmoins, le groupe de discussion *In Salah Sun & Power* qui regroupe environ 90 000 membres⁶⁵⁵, reste incontestablement le plus important de tous ces forums. Le rôle qu'il a joué lors de l'opposition locale, l'a hissé au rang d'un journal local pour paraphraser l'un des leaders du mouvement. Trois années avant l'inauguration du premiers puits du gaz de schiste à In Salah, ce forum virtuel a vu le partage des liens et des informations sur le sujet du GDS.

Dans le même sillage, 47,6% des questionnés considèrent ce groupe comme une copie virtuelle de la place *Soumoud*. D'autres le définissent comme espace d'échange à 66,3%,

⁶⁵³ Correspondant à la date de déclenchement de la guerre de libération nationale.

⁶⁵⁴ A l'image des sites de certaines ONG : *Basta, l'observatoire des multinationales, Attac France...etc.*

⁶⁵⁵ Ce chiffre était de 30 000 au début des événements en janvier 2015. Accès : <https://www.Facebook.com/groups/ainsalah/>. Consulté le 31/12/2018

certains l'estiment comme source d'information (67%). Tandis que 66,5 % le voient en tant que tribune d'expression utilisée pour mobiliser les gens sur le terrain lors de la résistance anti-schiste. Cette oasis virtuelle a étanché la soif d'expression citoyenne en comblant le vide médiatique⁶⁵⁶ qui a caractérisé et isolé la région depuis longtemps.

Tableau N° 14 : Représentation de la page facebook *In Salah Sun & power* par les questionnés

Page In Salah Sun & power	Tribune d'expression	Source d'information	Espace d'échange	Journal local	Copie virtuelle de la place <i>Soumoud</i>
Jamais	4,9%	4,1	5,2	13,9	13,1
Relativement	15,7%	21,7	14,6	17,6	17,6
Vraiment	49,8%	45,3	51,7	21,7	30,0
Autres représentations		Fréquence	Pourcentage		
Groupe de personne		1	0,4		
Méconnue		1	0,4		

Cette idée fédératrice est l'œuvre des membres⁶⁵⁷ de l'association environnementale locale « *Shams* »⁶⁵⁸ qui, dès 2012, a commencé à sensibiliser la population sur cette question via leur page Facebook⁶⁵⁹. Sans vouloir s'afficher, elle est la ravitailleuse de la lutte en cadres, en militants et en réflexions⁶⁶⁰. L'avantage de cette organisation non gouvernementale réside dans sa composante humaine constituée d'un groupe de cadres universitaires à « compétences multiples »⁶⁶¹, très respecté dans la région.

Consciente de l'importance de l'image, cette association avait réalisé deux publiereportages qui mettent en évidence l'impact de l'exploitation du gaz de schiste sur l'environnement de la région et les risques éventuels sur la population.

Ces court-métrages ont été, par la suite, fait circuler à la place *Soumoud*, sur les RSN, et des copies ont même été remises aux députés de la majorité parlementaire en visite⁶⁶² à In Salah. Cette association constitue ce qu'on appelle : « un instrument politique des organisations

⁶⁵⁶La presse écrite n'arrive pas à temps dans cette ville, jusqu'au jour d'aujourd'hui.

⁶⁵⁷Entretien avec un membre de l'association *Shams*, In Salah, 28/12/2017.

⁶⁵⁸Qui veut dire soleil en arabe, cette association a été créée en 2012. Ses membres sont, en majorité, des cadres de la région travaillant dans divers domaines. Son champ d'action porte sur la protection de l'environnement et la promotion des énergies renouvelables. En plus de celle-ci, la région compte 525 associations, mais depuis la loi des associations de 2012, plus de la moitié d'entre elles ont été contraintes à disparaître (chiffres de la mairie d'In Salah).

⁶⁵⁹Accès : <https://www.facebook.com/493356407413822> - *جمعية شمس - عين صالح*

⁶⁶⁰Entretien avec un membre de l'association *Shams*, In Salah, 28/12/2017.

⁶⁶¹Lascoumes, P. (2012). *Action publique et environnement*. Op.cit, p. 55.

⁶⁶²Une quarantaine de députés de Front de libération nationale (FLN), menés par Djamel Bouras représentant de la région parisienne se sont rendus à In Salah le 05 février 2015, pour tenter d'amadouer le front social en ébullition.

sociales »⁶⁶³. Sa stratégie s'appuie sur une matrice de dangers qu'elle recense annuellement et qu'elle exécute dans ses plans d'action⁶⁶⁴. Dans cette région, le forum virtuel a connu un engouement remarquable⁶⁶⁵ vers la fin de l'année 2014, en raison de la mise en vente (à bon prix) des clés internet (3G) par l'opérateur téléphonique public (Mobilis). Raison pour laquelle l'usage de l'internet par les citoyens est appréciable, puisque seuls 13,1% des interrogés n'utilisent pas la toile contre 57,7% des consultations régulières et 28,5% d'usages rares.

Le réseau facebook vient en tête de classement des RSN avec une présence de 60,7% des personnes questionnées devant le réseau Twitter (10,9%). Plus de la moitié de l'échantillon étudié (62,5%) est active sur les RSN par le partage des photos (52,1%), vidéos (36,7%), et des commentaires (35,2%). Ceci montre l'intensité des flux de communication et l'accessibilité aux informations par les citoyens.

Certains activistes de la cause anti-GDS détiennent même des chaînes Youtube qui constituent un espace à large diffusion et un grenier pour certains médias qui y puisent de la matière⁶⁶⁶. En plus des réseaux traditionnels, le processus d'opposition anti-GDS est accéléré par les RSN qui ont permis aux petits noyaux aux ressources limitées de diffuser leurs argumentaires et d'intéresser un large public à la cause. Par conséquent, il paraît clair que l'outil internet était une fenêtre d'opportunité entre les mains d'une population isolée médiatiquement. Ainsi le révèle cette phrase d'un activiste anti-GDS : ⁶⁶⁷« نحن ندافعوا على وجودنا، بالصورة والفيديو » - « Nous, nous défendons notre existence par l'image et la vidéo ».

Toujours dans le même registre, les individus interrogés sont en possession de divers moyens de communication tels que : le Iphone (62,9%), le micro-ordinateur portable (35,6%) et de bureau (13,5%) ainsi les tablettes (9%). Cet arsenal 2.0 est l'une des ressources matérielles que les opposants aux gaz de schiste ont mobilisées dans leur lutte. D'ailleurs, les acteurs sociaux questionnés associent aux réseaux sociaux numériques des rôles multiples comme ceux de mobilisateur des citoyens, de rassembleur des opinions semblables, de coordinateur entre les différents acteurs, d'informateur de la société ainsi que celui de visibilité de la cause

⁶⁶³Rebeck, J. (2013). *Le mouvement Occupy : Nous sommes les 99%* (traduit de l'anglais par Catherine Ego). Canada : Presse universitaire Laval, p. 27.

⁶⁶⁴Focus groupe avec les membres de l'association *Shams*.

⁶⁶⁵60,7% des interrogés disaient qu'ils sont présents sur le réseau social Facebook.

⁶⁶⁶Les propriétaires de ces chaînes Youtube avaient dénoncé l'usage de leur produit par certains médias sans demander l'autorisation ou mentionner la référence. Entretien avec DJ. A et B. B propriétaire de chaînes Youtube. In Salah, janvier 2017.

⁶⁶⁷Entretien avec M. Dj, In Salah, 28/12/2016.

Tableau 15 : Les rôles associés par la population interrogée aux RSN

Rôle des RSN (%)	Mobilisateur	Rassembleur	Coordinateur	Informateur	Visibilité de la cause
Jamais	24,7	4,5	8,6	4,9	3,4
Relativement	6,7	19,5	27,3	22,8	11,2
Vraiment	26,2	49,1	36,3	41,9	66,3

En somme, les TIC ont réduit la vacuité de l'espace physique, hostile et défavorable au regroupement social en raison du climat difficile qui oblige les gens à passer plus de temps chez eux qu'à l'extérieur. Elles ont ainsi ouvert la voie de la mondialisation de la cause anti-gaz de schiste en allant du local au global après avoir connu le cheminement inverse.

VII. 8) Mondialisation de la cause

Durant les trois mois de mobilisation, la région d'In Salah a connu une paralysie générale. La médiatisation des contestations a amplifié davantage la cause qui s'est externalisée en dehors de l'Algérie. Un rôle que certains organes étrangers (*AFP, Médiapart, Le Monde, Jeune Afrique, New York Times, France 24*, etc.), ont assuré par leur couverture médiatique du mouvement anti-GDS à In Salah.

En peu de temps cette oasis, longtemps oubliée, a vu le déferlement de plusieurs visiteurs nationaux. Elle est devenue la Mecque des opposants anti-GDS. Cette opposition locale était, également, l'occasion pour certains acteurs sociaux de se relancer dans l'agir politique. C'est le cas de Rachid Nekkaz, opposant politique, qui a marché plus de 1200 km pour rejoindre In Salah depuis la Kabylie. D'autres militants et partis de l'opposition y vont par sympathie et solidarité, tandis que les délégations officielles s'y rendent pour tenter d'amadouer les manifestants, par des promesses et des projets économiques. Mais *Es Samidouns* leur répondent par le slogan : "لا ولاية لا تنمية، الغاز الصخري هي القضية" - «Ni wilaya, ni développement, le gaz de schiste est notre question».

Dès les premières semaines de contestation, d'autres noyaux d'opposants au projet se sont manifestés un peu partout à l'échelle nationale, voir mondiale.

A Alger, le mouvement *Barakat* a tenté encore d'autres actions de terrain contre le projet. C'est le cas aussi du Groupe anti-gaz de schiste d'Oran (GASO)⁶⁶⁸. En Kabylie, aussi, des citoyens ont manifesté leur soutien aux militants du sud. A Adrar, en plus des contestations de terrain, des convois en produits alimentaires sont acheminés à In Salah. A Ouargla, les

⁶⁶⁸Crée début 2015.

militants de la CNDDC et *Houmat el Watan* ont continué leur lutte. A Tamanrasset, le collectif *Ma Fratch (ce n'est pas fini)* a mené, également, des actions de terrain. Certains particuliers ont confectionné des T-shirts à l'effigie anti-schiste, des militants engagés⁶⁶⁹ ont conçu un logo symbolisant la cause. Des rappeurs ont composé également une chanson engagée⁶⁷⁰ en solidarité avec *Es Samidouns*.

La cause a été même externalisée à Tunis lors du Forum social mondial (2015) où un atelier a été organisé sur la lutte contre le gaz de schiste en Algérie. A l'issue du débat chaud qui s'en est suivi, entre les opposants présents en force et quelques promoteurs venant défendre encore le projet gouvernemental, un autre appel⁶⁷¹ est initié par l'ONG « ATTAC France » et signé par plusieurs organisations internationales, notamment Nord-américaines (8), africaines (7), asiatiques (1), européennes (15) et françaises (27).

A Paris et Londres, plusieurs collectifs et associations ont organisé des rassemblements et lancé des appels à solidarité, à l'exemple de l'association de l'émigration maghrébine en France⁶⁷². De l'autre côté de l'Atlantique, au Québec et à Montréal, la communauté algérienne, présente en force, s'est mêlée de la partie comme tant d'autres réseaux altermondialistes⁶⁷³.

Par l'intermédiaire du Collectif euro-méditerranéen anti-gaz de schiste, des députés européens auraient adressé une invitation aux militants d'In Salah⁶⁷⁴. Cet esprit de solidarité, affiché par d'autres régions du pays, des organisations et personnalités nationales et internationales a conforté (et réconforté) la population locale dans sa position⁶⁷⁵. En marge de cet élan de solidarité national et international, un Collectif pour un moratoire contre le gaz de schiste en Algérie voit le jour⁶⁷⁶. Quelque temps après sa création, celui-ci avait remis un rapport signé par 78 associations d'In Salah au gouvernement sur la question. Le Collectif demande également de rendre public le document de 620 pages élaboré par des experts et remis au premier-ministre.

⁶⁶⁹ Groupe de militants de Ain Mlila (est algérien) étaient derrière la conception de logo et des pinces anti-gaz de schiste qu'ils ont offert aux opposants d'In Salah.

⁶⁷⁰ La chanson est intitulée « *Samidouns* », enregistrée par le groupe Désert Boys de la région d'In Salah en duo avec le rappeur populaire Lotfi Double Canon. Accès : https://www.youtube.com/watch?v=os_U00FHZ6U&list=RDos_U00FHZ6U#t=0. Consulté le 10/10/2018.

⁶⁷¹ Accès : <https://france.attac.org/actus-et-medias/le-flux/article/soutien-aux-citoyens-dans-la-lutte>

⁶⁷² L'appel a été signé par 48 organisations et 272 personnes d'horizons divers. Accès : <https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/110315/solidarite-avec-la-lutte-de-salah-contre-l-exploitation-du-gaz-de-schiste>

⁶⁷³ Accès : <https://france.attac.org/actus-et-medias/le-flux/article/soutien-aux-citoyens-dans-la-lutte>

⁶⁷⁴ Voir l'entretien de José Bové dans le quotidien arabophone El Khabar, 23/03/2015.

⁶⁷⁵ Beaucoup de nos interviewés d'In Salah considèrent qu'ils étaient soutenus dans leur cause par les citoyens des autres régions du pays.

⁶⁷⁶ Le CMCGSA a été créé le 29 mars 2015, il est constitué d'universitaires, d'experts en énergie, de spécialistes de la santé publique, de journalistes. Il regroupe 24 collectifs locaux et 5 de diaspora.

Il exige, aussi, une commission indépendante pour statuer sur la question, mais leurs revendications restent sans réponses jusqu'à ce jour.

VII.9) Violences, confinement et étouffement de mouvement

Face au silence radio des officiels, *Es Samidouns* puisent encore dans leur répertoire d'action, en tenant un rassemblement pacifique devant la direction locale de la société Schlumberger qui se trouve à une dizaine de kilomètre de la ville⁶⁷⁷. Cela afin de contester son implication aussi dans le projet du GDS. Ce jour là, les manifestants ont subi la répression féroce des forces de sécurité. Comme le témoigne l'un des acteurs du mouvement qui découvre pour la première fois la violence policière :

"تدخل الدرك كان عنيف دون مبالاة الشيوخ، النساء والأطفال الموجودين في الساحة ، كايين خسارة...هاذ الشيء زاد شحن النفوس...المعلومة بدأت تنتشر....عمرنا ما شفنا القنابل المسيرة للدموع...تعلمناها تماك...تعلمنا صوت الرصاص تم...حتى الرصاص المطاط...الليلة لي استولوا على ساحة الصمود، حرقوا لخيم...صورة مشينة...تخريب....ياسر الناس ما عاشوش الاحتلال الفرنسي، معظم الناس ما شافوش وما عاشوش القمع...لكن مع الأحداث تبان لي امور كان نشوفها في التلفزيون...زيد المنطقة مسالمة"⁶⁷⁸.

« L'intervention de la gendarmerie était violente. Ils n'ont eu aucune considération aux vieux, aux femmes et aux enfants présents à la place (*Soumoud*). Il y a eu des dégâts et cela a ajouté de l'eau au gaz. L'information commençait à se répandre, nous n'avions encore jamais vu des bombes lacrymogènes, jusqu'à ce jour là. Nous avons découvert pour la première fois les détonations des balles, ainsi que les balles en caoutchouc. La nuit où ils ont pris d'assaut la place *Soumoud* (Résistance), ils ont brûlé les tentes, image lamentable. Beaucoup de citoyens n'ont pas vécu l'ère coloniale, ils n'ont pas connu la répression. Mais, ces événements me semblent des choses que je voyais jusque-là qu'à la télévision d'autant plus que la population de la région est pacifique ».

Ainsi, la population furieuse de la réaction agressive des forces de l'ordre, encercle (pacifiquement) la brigade de la gendarmerie pour réclamer la libération des jeunes militants anti-GDS arrêtés. Mais, en signe de refus, les gendarmes ripostent par des coups de sommation afin de disperser la foule et alerter tout le monde. Par conséquent, la tension monte d'un cran chez les jeunes qui veulent forcer l'entrée. Ce jour là, le massacre a été évité de peu, grâce à l'intervention rapide du chef de secteur militaire⁶⁷⁹.

Quelques jours après, une deuxième intervention violente était menée contre les militants pour vider le campement *Soumoud*. Insultes, agressions physiques, gaz de lacrymogène, tentes

⁶⁷⁷ Le rassemblement a eu lieu le 28/02/2015.

⁶⁷⁸ Entretien avec M. DJ, In Salah, 28/12/2016.

⁶⁷⁹ Selon nos témoignages, au moment où les citoyens encerclent la brigade de la gendarmerie, quelques membres des 22 sont allés voir en urgence le Chef de secteur militaire afin de lui demander d'intervenir pour libérer les jeunes arrêtés. Mais, le Commandant temporise et leur exige d'évacuer la place *Soumoud*, il a fallu les coups de sommations pour que le Chef intervient.

incendiées, encore une fois, la population est touchée dans sa dignité. Elle perd la bataille, mais pas pour longtemps. En effet, le lendemain, encouragés par les femmes, les hommes ont repris la place *Soumoud* à coups de pierres. Ils ont ainsi réapproprié leur espace symbolique par la violence qu'ils ont adopté pour la première fois après deux mois de résistance pacifique.

Pour eux cette réaction est légitime et le changement de procédé n'est qu'une réponse aux provocations et aux agressions du corps sécuritaire qui a enfreint les règles de non violence, en appliquant les ordres des politiques⁶⁸⁰.

Depuis, *Es Samidouns* campent toujours sur leur position. Ils retrouvent l'accalmie dans la prière et l'imploration divine malgré les tentatives répétées de certaines parties (occultes) de vouloir étouffer le mouvement. Quelques leaders de la cause ont subi des menaces de mort⁶⁸¹, d'autres ont connu des représailles professionnelles. Les uns ont été éloignés et mutés dans leur travail loin de la région⁶⁸², d'autres personnes (64) auraient été licenciées abusivement en raison de leur engagement dans cette cause.

VII.10) Retournement de la situation

Avec les premières chaleurs qui arrivaient vers le printemps 2015, la fatigue et la routine commençaient à avoir raison d'*Es Samidouns*. Les attaques politiques, la répression et le black-out imposé par les autorités prélevaient à la levée du campement. Mais, le vent avait tourné en faveur des opposants du projet, car de bonnes nouvelles parviennent aux *Membres des 22*. Des blocages techniques entravaient l'avancement du projet⁶⁸³ au niveau de second puits. D'autres informations circulaient sur la volonté de l'Etat de suspendre le projet tacitement pour épargner l'humiliation et le sentiment d'échec des politiciens⁶⁸⁴. A la même période, les prix des hydrocarbures, en baisse, étaient en faveur des militants anti-schistes. Alors, les *Membres des 22*, après concertation, ont décidé de faire une déclaration publique de bonne foi où ils ont exhorté la population à lever le camp et à rentrer chez elle⁶⁸⁵. A l'issue de la déclaration, le groupe des 22 proclame son autodissolution et sa fin de mission. Depuis, la

⁶⁸⁰ Au début du mouvement le corps de sécurité dépêché en renfort a été accueilli avec fraternité à la place *Soumoud* par les citoyens, en partageant avec eux du thé et de la nourriture.

⁶⁸¹ Hacina Zegzeg, l'une des opposantes de proue du mouvement d'In Salah avait reçu un linceul chez elle. Entretien avec Hacina Zegzeg, In Salah, 04/01/2017.

⁶⁸² Abdelkader Bouhafs, l'un des leaders du mouvement a été muté aux frontières libyennes par Sonatrach. On a même voulu le priver d'assister au mariage de sa sœur, alors qu'il est son tuteur. Entretien avec Abdelkader Bouhafs, 31/08/2016.

⁶⁸³ Entretien avec M. B, In Salah, 14/05/2015.

⁶⁸⁴ Entretien avec A. B, Alger, 31/08/2016

⁶⁸⁵ Entretien avec quelques membres des 22, In Salah, 12/2016- 01/2017.

place *Soumoud* se vide jour après jour malgré la persistance des uns et les habitués de la place qui y faisaient des visites passagères⁶⁸⁶. Quelques temps après, les rumeurs sur l'arrêt du projet ont été confirmées et le site d'exploitation a été évacué. C'était le triomphe chez *Es Samidouns*.

En résumé, le mouvement d'In Salah contre le projet du gaz de schiste s'inscrit dans cette dynamique internationale militante, dont les préoccupations citoyennes sont globales et partagées par tous les acteurs engagés localement. Ce mouvement est en fait l'aboutissement d'une alerte précoce. Elle est lancée depuis la fin de la décennie 2000 dans les médias, notamment, par des spécialistes du domaine qui ont tiré la sonnette d'alarme des risques que pourrait engendrer cette industrie. L'inauguration du premier puits pilote du GDS à Ahnet était l'étincelle qui a enclenché l'opposition anti-schiste, engendrant ainsi une construction et une diffusion d'un discours critique en opposition à celui des promoteurs du projet.

⁶⁸⁶ Le 13 mai 2015, nous avons constaté la présence des militants à la place *Soumoud*, lors de notre pré-enquête de terrain qui a durée trois jours.

Chapitre VIII

« Matérialisation » de l'opinion publique anti-gaz de schiste

Après avoir présenté une cartographie des acteurs impliqués dans cette controverse du gaz de schiste en Algérie, il est temps maintenant de voir, les arguments et les discours construits dans les paroles militantes.

A titre de rappel, la description de cette opinion publique contestataire anti-GDS se basera sur la notion de coalition discursive que définit Hajer comme « un groupe d'acteurs partageant un construit social commun, un ensemble de scénarii, d'acteurs les prononçant, de pratiques conformes à ces scénarii, le tout organisé en discours »⁶⁸⁷.

Ce construit social commun nous permettra d'appréhender les représentations, les traductions mobilisées et les interactions des acteurs sociaux anti-GDS entre eux et avec les défenseurs du projet.

Le présent chapitre sera réparti essentiellement en trois parties. D'abord, il est question pour nous de revenir sur le sens construit par les sceptiques au projet du gaz de schiste et que nous regrouperons dans sept axes critiques les plus récurrents chez ces acteurs. De plus, une analyse d'un corpus de slogans contestataires porteurs d'un signifiant y sera associée. Dans un second moment, il s'agit pour nous d'expliquer les éléments qui ont catalysé le passage à l'action de cette opinion publique anti-schiste. Ils seront étalés sur six facteurs que nous jugeons les plus favorables dans ce processus de constructions sociale du problème du gaz de schiste. A la fin de ce chapitre, il est question pour nous d'aborder les aspects relatifs à la gestion de conflit auxquels cette opinion publique contestataire était confrontée pendant sont expressions publique.

VIII.1) Catégorisation des coalitions discursives

Lors des processus d'intéressement et de mobilisation de l'opinion publique les porteurs de la controverse ont mobilisé un argumentaire qui met en avant les risques environnementaux tout en les associant à d'autres registres comme l'économie, la politique, etc. Donc ces coalitions discursives vont nous permettre de répartir les arguments développés par les militants anti-schistes d'In Salah qui battent en brèche l'option gouvernementale de se lancer dans le gaz de schiste.

Excepté les acteurs indécis, ceux qui s'opposent au projet du gaz de schiste développent un ensemble d'arguments et de revendications qu'on peut regrouper selon plusieurs registres thématiques. Dans le but de décrire ces coalitions, nous allons recenser les différents

⁶⁸⁷Hajer, A. M. Discourse coalition and institutionalization of practice: the case of acid rain. *Op.cit.*

arguments visibles et/ou sous entendus, les critiques et les justifications qui fondent cette opinion anti-schiste.

En ce sens Fortin et Fournis⁶⁸⁸ fournissent quelques éléments intéressants pour la catégorisation de ces coalitions discursives dans le cas canadien (québécois) et qu'on retrouve aussi dans le cas algérien (In Salah). Malgré la différence de contexte, certains axes se ressemblent et rassemblent la cause de schiste à l'échelle du globe. Nous pouvons citer, entre autres, la mise en cause de la technique de fracturation hydraulique, le non implication du public dans ce projet, la critique des orientations et du modèle économique du gouvernement, etc. Ces registres argumentatifs impliquent des trajectoires pour revenir au langage de la sociologie balistique.

Les axes narratifs formulés autour de la transition énergétique, la protection de l'environnement, de la santé publique et de l'identité territoriale font rentrer la controverse du gaz de schiste dans un champ balistique plus global et complexe. Ils constituent à la fois une arme de persuasion en possession des meneurs et une matière à conviction pour la population. Notre étude qui s'intéresse à l'émergence de cette opinion publique contestataire suit un processus que nous nous croisons dans la naissance de tout problème public, décrit aussi dans la sociologie de la traduction et dans la sociologie balistique que nous avons présentées auparavant (Chapitre IV). Donc, c'est en se basant sur ces éléments théoriques que notre catégorisation des champs argumentatifs soient élaborés.

VIII.2) Cadrages du projet

A mesure que le processus de traduction et de représentation du projet avance, par l'interaction sociale, l'échange et la communication des pensées individuelles, se constitue un sens commun qui converge les opinions individuelles. En marge de ce système de représentation se développe un argumentaire auquel se référeront les opposants pour défendre leur position antagoniste et enrôler d'autres acteurs à leur cause. C'est ce que Benford et Snow (2000) ont décrit dans deux catégories explicatives du processus de la construction de cadres d'interprétation en l'occurrence ; le diagnostic et le pronostic⁶⁸⁹.

Dans le cadre de l'opposition au projet du gaz de schiste en Algérie d'une manière générale : le diagnostic du cadrage en tant que premier principe de ce processus de cristallisation de l'opinion anti-schiste se résume en : *Le projet de l'exploitation du gaz de schiste est*

⁶⁸⁸Fortin M.-J., Fournis, Y. (2013). Facteurs pour une analyse intégrée de l'acceptabilité sociale selon une perspective de développement territorial: l'industrie du gaz de schiste au Québec (Rapport d'étude), Université du Québec à Rimouski, 2013.

⁶⁸⁹Comeau, Y. (2010). *Op.cit*, p. 59.

dangereux. C'est-à-dire les acteurs sociaux sont arrivés à identifier une situation problématique (attribué au projet du gaz de schiste un aspect dangereux). Il se révèle dans la manière de nommer une controverse, un conflit ou d'exprimer le sentiment d'injustice et le repérage des causes et des responsables, etc. Dans ce cas de figure, le constat fait par les acteurs anti-GDS s'avère « juste », partagé et mobilisateur, tant il suscite l'indignation et soulève des problèmes concrets, saisissables par tous surtout que l'accessibilité à l'information est facile pour vérifier la véracité du discours circulant sur le projet. De point de vue pronostic, les revendications, les alternatives proposées aux problèmes et les arguments avancés pour faire valoir ces solutions par les acteurs anti-GDS sont légitimes, ils traduisent une vision réaliste de la problématique, imprégnée de principe de précaution face aux risques menaçant leur espace et leur existence. Ce processus d'alignement des cadres interprétatifs se fait par la convergence et l'adaptation des croyances, des valeurs et des intérêts individuels avec le but et l'intérêt collectif. Dès lors, la menace et le risque deviennent collectifs. En se basant sur les phases décrites par Benford et Slow (2000)⁶⁹⁰ :

La mise en rapport des cadres d'interprétation (*frame bridging*) correspond dans le cas de l'opposition citoyenne à In Salah aux premiers contacts entre étudiants et cadres de la région. Les premières rencontres d'information sur la question ont permis aux acteurs isolés jusqu'alors, de se faire connaître et de se découvrir. Leur diagnostic vraisemblable, les a rapprochés davantage pour aboutir à la cristallisation du premier noyau local effectif contre le projet du GDS.

Ces initiateurs sont passés par la suite à l'amplification des cadres (*frame amplification*). En faisant appel aux valeurs profondes de la population de la région et reliant celles-ci aux enjeux et dangers du projet du gaz de schiste. Cette tendance à recourir à l'héritage socioculturel de la population constitue des points forts dans l'enrôlement des citoyens. Ainsi, l'opposition grandie au fur et à mesure que les cadres s'élargissent (*Frame extension*) pour inclure d'autres enjeux importants qui feront surface au cours du processus d'interaction sociale et de la construction du sens.

Avec la transformation des cadres (*Frame transformation*), les acteurs adoptent de nouvelles valeurs, de nouvelles croyances et pratiques et de nouvelles significations. C'est ce que la population d'In Salah a fait par son refuge dans la prière et l'imploration divine, l'aménagement de la place Soumoud par l'implantation des arbres,

⁶⁹⁰Comeau, Y. (2010). *L'intervention collective en environnement*. Canada : Presses de l'université du Québec, p. 59.

organisation de soirées poétiques et l'installation d'un musée, etc. Le diagnostic général et communément élaboré sur le projet du gaz de schiste tend à classer ce dernier comme une menace pour la vie et l'environnement de la population. Cette image d'un projet menaçant, représente un élément fédérateur dans l'émergence de cette opinion publique contestataire. Puisque la population partage le même territoire, les mêmes ressources vitales et éventuellement les mêmes répercussions du projet dans le cas échéant. Donc, les citoyens se voient comme des membres d'un seul corps humain mis en danger.

Sur le plan pronostic, tout le monde se rend compte des potentialités abandonnées et mal exploitées de la région et du pays (les énergies renouvelables, le tourisme, l'agriculture, l'artisanat...) en dehors de la rente pétrolière et des ressources fossiles. Il convient de préciser que le cadrage développé dans cette controverse dépasse le travail de diagnostic autour du projet, car il déborde dans le domaine de l'injustice sociale et de mépris. Il patauge dans la mémoire et le trauma collectif des essais nucléaires français et toutes les expériences du passé qui leur servent de repères historiques pour lire l'avenir. Alors, il va falloir faire une cartographie des arguments déployés au sens où ceux-ci réfèrent au fond du problème et révèlent effectivement les dimensions de cette opinion publique contestataire. La constitution de ces arguments est basée essentiellement sur les propos de nos interviewés et les indicateurs fournis par nos questionnés. Ils traduisent la pensée profonde des individus.

VIII.3) Axes argumentatifs : entre spécificités locales et risques globaux

Afin d'isoler ces projecteurs (pour garder le jargon balistique) discursifs les plus récurrents et les plus développés par les différents acteurs dans les sphères oppositionnelles, nous avons analysé les données de nos entretiens, celles des questionnaires et de la matière médiatique. En plus, de nos observations participantes et non participantes. Ces arguments incluent ceux formulés par les différentes sphères d'interactions locale, nationale et même internationale. Ce choix est motivé par le fait que les discours qui circulent d'une sphère à l'autre renvoient à plusieurs univers de référence c'est-à-dire à plusieurs perceptions exprimées par les « entrepreneurs » de cette controverse, mais aussi pour leur impact inévitables sur d'autres forums en interaction.

La force des arguments mobilisés sont fortifiés par des faits pratiques et déroulés dans la région ou ailleurs dans le monde et les solutions concrètes proposées n'ont fait que discrédités le choix du gouvernement.

C'est ce qu'on rencontre dans les déclarations publiques des principaux acteurs. Cette argumentation saisie et réappropriée par les citoyens trouve écho dans les rassemblements et les marches populaires et reprise dans les slogans élaborés.

Tableau N° 16 : Liste des arguments et des déclarations récurrents développés par les différents forums sociaux en opposition au gaz de schiste.

	Arguments et déclarations
1	Visite des trois ministres en catimini
2	La fracturation hydraulique une menace pour la ressource en eau (nappes)
3	Impossibilité de contrôler ou d'écarter les risques
4	L'exploitation du GDS est nuisible à l'environnement et à la santé humaine
5	Application d'un moratoire comme solution temporaire
6	Prendre le temps qu'il faudra avant de se lancer dans cette aventure
7	Précipitation des autorités à se lancer dans cette aventure
8	Nécessité d'informer les citoyens
9	Risques et non maîtrise de la fracturation hydraulique
10	Développer l'agriculture, le tourisme et les énergies propres
11	Opacité dans le lancement du projet
12	Absence de concertation
13	Les firmes internationales ne pensent qu'à leurs intérêts
14	L'industrie pétrolière porte peu d'intérêt au développement de la région
15	Pas de rentabilité économique (au niveau local)
16	Marginalisation aux recrutements et à l'emploi dans le domaine pétrolier.
17	In Salah champs d'expérience
18	Responsabilité historique (Obligation de s'opposer- regard de l'autre)
19	Confiance en compétences locales
20	Solidarité nationale
21	Le gaz de schiste est refusé ailleurs. Pour quoi chez nous ?
22	Les réserves en gaz naturel sont importantes. Pour quoi aller au GDS ?
23	Les gens sont conscients
24	Beaucoup de spécialistes algériens se sont prononcés contre le gaz de schiste
25	Les informations sur internet montrent les dangers du gaz de schiste
26	Les RSN étaient un moyen de sensibilisation et de mobilisation
27	Le futur est aux énergies renouvelables
28	Nous devons défendre notre espace vital

Ces axes narratifs synthétisent le discours des opposants au gaz de schiste par lesquels ils enrôlent d'autres acteurs concernés par la même problématique.

Ces coalitions ne sont que des représentations sociales de tout ce qui est lié à cette controverse environnementale. Elles forment le sens commun partagé qui convergent les consciences et les opinions individuelles en une masse sociale active.

A partir de ces représentations discursives, nous regroupons les paroles militantes anti-schiste en plusieurs catégories qui expliquent également l'émergence de cette opinion contestataire autour du projet de gaz de schiste en Algérie, tout particulièrement à In Salah.

3-1) Opacité entourant le projet

L'un des principaux axes argumentatifs que les opposants au gaz de schiste ont formulé est l'opacité qui entoure ce projet. Le manque de transparence couplé à la précipitation du gouvernement de se lancer dans cette aventure sans passer par un débat public et une concertation des citoyens sont les points que les sceptiques n'ont jamais cessé de dénoncer et de déplorer dans leur discours. D'ailleurs, 65,6% de nos enquêtés affirment que l'opacité qui entoure le projet du GDS est l'une des raisons qui les ont poussées à se mobiliser.

La visite en discrétion des trois ministres de l'Energie, de l'Environnement et des Ressources en eau était la goutte qui a fait déborder le vase. Elle a réveillé des soupçons. Cette visite officielle organisée en catimini a secoué la conscience de la population qui se demande pourquoi cette mise en sourdine. C'est ce que la majorité de nos questionnés et de nos interviewés ont exprimé.

"الغموض لي يحيط بالمشروع، ما علنوش بيه [...] تساءلت وقتاش جاو هاذوا ؟ دون بروتوكول، والإعلام [...] شافوه كتخطي للمجتمع العين صالحى. نقولوا : شكون لي يجي لدار، ما يدخلش من الباب؟ حنا نقولوا السراق"⁶⁹¹.

« La confusion qui entoure le projet est restée intacte. Je me suis demandé : quand est-ce qu'ils sont venus ? Sans aucun protocole ou information. Tout le monde considère ceci comme une atteinte à la population d'In Salah. Un dicton dit bien : « qui entre dans une maison sans frapper à la porte ? Nous disons : le voleur ».

Pourtant la population de cette région n'a jamais tourné le dos aux pouvoirs publics. Le choc était encore plus grand quand les citoyens découvrent au JT de 20 de la Télévision publique l'annonce officielle par le ministre de l'Energie et des Mines Youcef Yousfi de l'inauguration du premier puits du gaz de schiste dans le bassin d'Ahnet à In Salah. C'est ce sentiment de mépris, de manque de considération et de déni qui a conduit la population au vent de fronde au lendemain de cette visite. En manifestant son refus de ce projet qu'elle considère menaçant pour leur existence.

L'enrôlement des citoyens de la région dans cette opposition était facile d'autant plus qu'ils n'arrivent pas à comprendre pourquoi, ils n'ont pas été tenus au courant dès le début du projet. C'est ce que les acteurs anti-schiste dénoncent lors de la déclaration publique lue lors du premier jour de rassemblement de contestation devant le siège de la Daïra d'In Salah.

⁶⁹¹ Entretien avec A.D, l'un des étudiants initiateurs du mouvement, In Salah, 26/12/2015.

Les chiffres des interrogés montrent que 70,7%⁶⁹² expliquent leur mobilisation contre le projet du GDS par l'absence de concertation de la population locale par les pouvoirs publics.

Leur surprise fut encore plus grande quand ils découvrent que la proximité du site d'Ahnet n'est qu'à 18 km à vol d'oiseau. Contrairement à ce que prétendent les déclarations officielles qui annoncent une distance d'environ 200 km d'In Salah.

"كذبوا حتى على مكان المشروع. كانوا يهدروا على منطقة أهنت لي بعيدة عن عين صالح ب 164 كلم"⁶⁹³.

« Ils ont menti même sur le lieu du projet. Au départ, ils ont parlé de la région Ahnet, située à 164 Km de In Salah ».

En effet, l'intention de se lancer dans l'exploitation du gaz de schiste a toujours nourrit l'ambition des responsables. Dans les coulisses et afin de se préparer au lancement de cette industrie, une équipe d'ingénieurs a été envoyée aux USA durant l'année 2013-2014 dans le but de suivre une formation dans ce domaine⁶⁹⁴.

Durant toutes les années qui ont précédé le lancement du projet à In Salah, à aucun moment les autorités n'ont communiqué sur le site d'implantation. Il a fallu attendre l'arrivée de ce projet dans la région pour que l'une des associations environnementales locales (*Shams*) découvre un autre puits du gaz de schiste abandonné par Sonatrach après l'avoir foré en 2012⁶⁹⁵.

Hormis les sept bassins riches en gaz de schiste rendus publics suite au rapport de l'AIE (2011), le programme d'implantation des sites d'exploitation n'ont jamais été communiqué jusqu'à présent.

A l'été 2016, dans une autre localité paisible à Mascara (ouest de l'Algérie) la population a manifesté sa colère à l'implantation supposée d'un site d'exploitation du GDS, suite aux séismes répétés et inhabituels qu'elle ressent. Ce qui montre encore la politique opaque des responsables du secteur dans la gestion de ce dossier. Or, il était plus judicieux aux pouvoirs publics de communiquer plus et de concerter le public, ce qui aurait évacué les ambiguïtés et les zones d'ombres entourant cette question, ainsi changé les mentalités et décomplexer la perception du risque. Derrière les agissements en secret des pouvoirs publics, tout le monde s'accorde à dire qu'on cache des éléments au public, qu'il ne devrait pas savoir.

"الناس خطوا تساؤلات، قالوا كايينة حاجة حابين يخبوها لنا [...] على هاذ الأساس باين بلي راهم يديروا في حاجة ماشي مليحة"⁶⁹⁶.

⁶⁹² Ce pourcentage regroupe l'effectif des échelles de valeurs « relativement » (9,7%) et « tout à fait » (61%).

⁶⁹³ Entretien avec M. Dj, In Salah, 28/12/2015.

⁶⁹⁴ Entretien avec T.A.C, Ingénieur en production à Sonatrach, In Salah, le 17/01/2017.

⁶⁹⁵ Entretien avec le président de l'association *Shams*, In Salah, 28/12/2015.

⁶⁹⁶ Entretien avec M. N cadre dans le domaine des énergies à Sonatrach, In Salah, 27/12/2015.

« Les gens ont commencé à se poser des questions. Ils ont soupçonné la magouille, c'est donc clair qu'ils soient en train de manigancer ».

C'est cette situation de doute et de peur qui a conduit la population à réagir et à passer à l'action. Ce registre critique formulé par les militants anti-schistes évoque l'esprit de la gouvernance de nos autorités publiques et révèle une relation Etat-citoyen écartant les principes de la bonne gouvernance, de transparence, de concertation, de dialogue et de débat.

3-2) Dangers de l'exploitation du gaz de schiste

L'autre registre critique qui explique la naissance de cette opinion contestataire à In Salah réside dans la traduction de ce projet du gaz de schiste et la mise en évidence des risques et dangers notamment environnementaux et sanitaires que pourraient engendrer cette industrie. D'abord, les questionnés sur ce sujet classent le problème du gaz de schiste dans trois catégories principales à savoir : Environnemental, économique et politique.

Tableau N° 17 : Classification du problème du gaz de schiste par la population étudiée

Problème	Environnemental	économique	Politique
Non	1,1	11,6	25,8
Relativement	3,0	42,7	28,8
Principalement	93,6	20,6	16,9

Le vocabulaire descriptif des risques relatifs à l'exploitation du GDS crée dans l'esprit du profane un sentiment de peur et d'angoisse qui enclenche en lui la détresse et tout son imaginaire traumatique.

Ces inconvénients construits sont aussi mentionnés parfois par les promoteurs de cette industrie mais avec une légèreté qui écarte le potentiel de nuisance. Contrairement aux précédents, les porteurs de la cause ont tenté de construire une image d'un projet menaçant pour leur vie et l'environnement naturel. Ils tracent un tableau noir de toutes les retombées de cette industrie qui ont fait l'objet de plusieurs études et rapports en Amérique du Nord (USA et Canada) surtout. Le risque dans ce cas de figure est considéré comme un « [...] fait social dans la mesure où il doit son existence à la société et à la nature et au développement technologique »⁶⁹⁷. Son émergence en tant que construit reflète une société préoccupée par son avenir et l'avenir de sa progéniture. Il marque la fin d'une époque où les gens pensaient que les catastrophes sont liées à la colère des Dieux qu'ils supplient et à qui ils sacrifient des bêtes et font des offrandes.

⁶⁹⁷Nedelcu, M., Hainard, F. (2006). *Pour une écologie citoyenne: risques environnementaux, médiations et politique publiques*. Paris : L'Harmattan, p. 44.

Actuellement, le risque est relié au progrès et à la société industrielle. Les Dieux contemporains sont les firmes internationales et les pouvoirs centraux. L'imaginaire social et la prise de conscience collective suscitent plus d'exigences sécuritaires, d'où la nécessité d'anticipation et le passage de modèle préventif à celui anticipatif.

Ce registre argumentatif diffère d'une sphère d'acteurs à l'autre. Les arguments vont de plus vital au plus technique, du profane au scientifique. La question de la pollution des nappes phréatiques (eau souterraine) reste l'argument le plus prégnant (apparent) dans le discours des opposants avec 96,6%. Comme le révèle ce passage :

"رفضنا للمشروع راجع لأسباب بيئية أولاً يعتمد أساساً على المياه في استخراج واستغلال الغاز الصخري [...] عين صالح و المناطق المجاورة لها عبارة عن بحر من الماء صالحة للشرب [...] غير القابل للتجديد [...] حالياً الطريقة الوحيدة لاستغلال هاذ الغاز ميني على المياه [...] حنا رفضنا خوفاً من تلوث هذه المياه [...] و كي تتلوث ماشي غير عين صالح لي معنية و إنما الجزائر ككل".⁶⁹⁸

« Nous nous sommes opposé au projet pour des raisons environnementales, notamment le recours à l'eau pour l'extraction et l'exploitation du gaz de schiste. In Salah et les régions avoisinantes sont considérés comme une mer d'eau potable, non renouvelable. Nous avons peur de la pollution des eaux, sachant que si l'eau est contaminée, tout le pays est concerné, pas uniquement In Salah ».

Selon ces derniers, se sont les inconvénients de cette technique inévitable dans l'industrie du gaz de schiste qui sont au cœur de la controverse et non pas le gaz de schiste proprement dit, en tant que richesse fossile. Son mode de fonctionnement qui nécessite d'importantes quantités d'eau (minimum 5 piscines olympiques), mélangées à plusieurs produits chimiques⁶⁹⁹, sont les arguments les plus avancés par les citoyens (84,6%).

Tableau N° 18: Représentation par la population des inconvénients liés à la fracturation hydraulique

Refus de la fracturation hydraulique	Effectifs	Pourcentage
Quantité d'eau utilisée	213	79,8
Produits chimiques utilisés	226	84,6
Rejets chimiques	147	55,1
Défaut dans la cimentation des puits	23	8,6
Impossibilité de contrôler les failles	151	56,6
Echappement de méthane	47	17,6

Mais pas seulement, puisque la pollution des eaux par ces produits chimiques, la provocation des séismes et la pollution des sols (surfaces) par les rejets boueux chargés de produits utilisés initialement sont autant d'arguments qui reviennent souvent dans les plaintes citoyennes.

⁶⁹⁸ Entretien avec M. Dj, président de l'association *Shams*, In Salah, 28/12/2016.

⁶⁹⁹ Certains parlent de 600 produits, dont beaucoup sont cancérigènes.

Tableau N° 19 : Représentation des dangers de l'exploitation du GDS par la population étudiée.

Dangers de l'exploitation du gaz schiste	Effectifs	Pourcentage
Pollution de la nappe phréatique	258	96,6
Séismes	107	40,1
Pollution de l'air	91	34,1
Pollution des surfaces	89	33,3
Pollution sonore	30	11,2
Menace de l'existence (de la vie)	9	3,4

La dose fait le poison dit Paracelse au XVI⁷⁰⁰. Dans le cas du gaz de schiste se sont les centaines (de milliers) de puits du gaz de schiste qui feront le poison et pollueront les eaux sous terraines et l'environnement. Les territoires des USA avec ses 500 000 puits du GDS sont très évocateurs. Des chiffres qui, selon Amy Myers Jaffe⁷⁰¹ risquent d'atteindre les 1,7 millions de puits du GDS d'ici 2030 uniquement en Amérique du Nord. Les plus branchés dans le domaine vont plus loin encore et dans les détails techniques pour expliquer les raisons de leur refus de ce projet. Tels que les fuites du méthane au travers les parois du puits mal cimentées, sur ce point des experts avancent que 6% des puits présentent des défauts de fabrication⁷⁰² ou encore la montée des composés radioactifs (métaux lourds) et des bactéries (virus) dangereux.

La dimension environnementale dans le cas du gaz de schiste peut même déborder dans les questions de "beau et de l'esthétique", puisque nous avons noté une certaine exaltation du « bien-être à l'environnement naturel » ou à « l'oasis » en tant que espace de vie et un bien commun que toute la population partage et devrait défendre. Le paysage, l'environnement naturel en tant que source de bonheur et de bien-être forcent les consciences citoyennes à agir dans le but de préserver leur espace qui leur procure le plaisir du vivre.

L'oasis en tant que dernier rempart du désert et forme de beauté naturelle donne de l'assurance et un sentiment de sécurité et de survie où l'eau constitue le charme de cette beauté naturelle. Donc, l'Homme du désert est très attaché plus que tout autre Homme au monde à l'eau. Au point où il en fait un objet poétique qu'il compose dans des vers savamment élaborés.

Chez les Touaregs l'eau c'est la vie (*Aman d Iman*), pour les sédentaires, elle est toujours liée à leur activité agricole : *Tizawt in amani in* (Mon champ est mon eau). Dans la tradition saharienne il est toujours recommandé d'emmener l'eau là où elle se trouve (ادي الماء، وين كين الماء)

⁷⁰⁰Lerouge, B. *Tchernobyl. Op.cit*, p. 238.

⁷⁰¹Porcher, T. *Op.cit*, p. 49.

⁷⁰²Howarth, R. W., Goffé, B. (2013, mars). Faut-il envisager d'exploiter le gaz de schiste ? *Magazine La Recherche*, n°473, 83-86.

en raison du climat impitoyable et de l'espace-temps à parcourir. Tellement est ancrée dans la quotidienneté des individus, plusieurs endroits portent des noms qui en font référence aux sources d'eau à l'exemple d'El Oued, In Sefra, In Amenas, In Guezzam.

Tandis que la laideur représentée par l'inconfort, le désagrément des objets et par la menace d'un risque imminent suscite un climat d'insécurité qui provoque de la douleur comme disait Hegel : « Si le beau procure du plaisir, la laideur procure de la douleur »⁷⁰³. En ce sens le risque structure nos rapports au monde, au temps et à l'espace⁷⁰⁴. C'est ce que nous avons observé dans les réponses de nos questionnés sur la problématique du gaz de schiste. Leurs propos sont toujours associés à la protection de l'eau en tant que valeur symbolique non négociable. D'autres valeurs y sont associées aussi : les exploitations agricoles (palmeraies), le développement local, le cadre de vie dégradé, etc. Cela dit, le discours capté par les citoyens a une résonance sociale et culturelle qui le prolonge dans leur imaginaire.

Raison de plus, l'Algérie est classée parmi les pays en stress hydrique. Près de 40 % de la population connaît des difficultés d'approvisionnement en eau potable liée à la distribution irrégulière⁷⁰⁵. C'est ce qu'affirme aussi, dès 2006, le directeur de l'Agence algérienne pour les changements climatiques Mustapha Kara qui prédit que : « les ressources en eau en Algérie atteindront leur limites à l'horizon 2020-2025 ». Dans ce cas de figure, si l'Algérie ne prendra pas les mesures nécessaires dans l'immédiat « elle verra ses ressources en eau se tarir, notamment dans les Hauts-plateaux et les steppes »⁷⁰⁶, des zones à potentiel agricole élevé. Par conséquent, la sécurité alimentaire du pays serait menacée.

A l'échelle locale, le système d'irrigation traditionnelle⁷⁰⁷ (*Foggaras*) sera menacé. Cette vulnérabilité sera encore plus grande avec « [...] l'exploitation du GDS qui nécessite le forage d'un nombre important de puits, donc la densité de « la source de pollution » augmente en surface ce qui amplifie la vulnérabilité des aquifères »⁷⁰⁸.

Dans cet axe critique, les opposants au projet du gaz de schiste mettent en avant l'argument de l'incertitude et le manque de maîtrise technique. Autrement dit, derrière les risques et les dangers formulés, il y a le souci de contrôle de l'homme pour la technique de fracturation

⁷⁰³ Adnani Razika, « Le beau ou l'exigence pratique », Journées philosophiques d'Alger, Institut français d'Alger, Alger, 11 et 12 mars 2017.

⁷⁰⁴ Nedelcu, M., Hainard, F. (2006). *Pour une écologie citoyenne: risques environnementaux*, Op.cit. p. 47.

⁷⁰⁵ Déclaration du directeur général de l'Algérienne des Eaux, M. Mechia. Dans Zerguini, N. (2013). Op.cit.

⁷⁰⁶ Mustapha Kara, directeur de l'Agence algérienne pour les changements climatiques. Accès : <https://www.liberte-algerie.com/actualite/lalgerie-naura-plus-deau-en-2025-37165/>. Consulté le 14/04/2018

⁷⁰⁷ La capacité des nappes phréatiques algériennes est de 91 900 km³. Dans MacDonald, A. M., et al. (2012). *Quantitative maps of groundwater resources in Africa. Environmental Research Letters*, 7 024009. Edinburgh : IOP Publishing. doi : [10.1088/1748-9326/7/2/024009](https://doi.org/10.1088/1748-9326/7/2/024009). Consulté 18/01/2017.

⁷⁰⁸ Entretien avec un Ingénieur HSE d'une division de l'activité Amont à Sonatrach. Dans Zerguini, N. (2013). Op.cit.

hydraulique qui pose la question d'incertitude qui s'appuie sur des formes de discours scientifiques. Ces lacunes interpellent le principe de précaution pour se prémunir de toutes les incertitudes sanitaires, environnementales et/ou économiques. Ce principe de précaution s'est traduit par une demande de moratoire par les meneurs de l'opposition organisé sous forme d'un collectif national.

3-3) Mépris et manque de considération

D'autres enjeux apparaissent dans le discours des opposants au gaz de schiste, notamment, celui d'aplanir la vision négative et la stigmatisation de la population du sud du pays qu'on qualifie de « vaurien ». La population se sent trahie par ses propres décideurs qui l'ont non seulement ignoré, mais aussi accusée d'être mue par des considérations politicienne et qu'elle est à la solde des puissances occultes. Ce qui a engendré un sentiment d'indignation chez la population d'In Salah. Ainsi l'exprime l'un des acteurs de la société civile locale :

"تجاهل الدولة للموضوع ولسكان المنطقة زاد ساهم في إقناع المواطنين بخطورة المشروع. هما كانوا يضمنوا بلي سكان عين صالح ما دايرين والوا، عطيلهم اللحم، التاي فقط. هذا يولد ثورة والإحساس بالحقرة. كايين الناس بكات، كايين لي تأثرت، كايين الناس كي يحكي لك على الغاز الصخري يدمع. علاه ؟ لانوا حس بالحقرة. حس روحوا اقل من باقي المواطنين، حس بنوع من الخيانة"⁷⁰⁹.

« L'indifférence de l'Etat face à la population a renforcé la conviction des citoyens quant aux dangers du projet. Ils ont cru que les gens d'In Salah étaient incapables de se révolter, qu'il suffisait de les nourrir de viande et de thé. Cette attitude fait naître une révolte et un sentiment de marginalisation. Des personnes ont été touchées, elles ont pleuré lorsqu'on abordait la question du gaz de schiste. Pourquoi ? Parce que ces personnes se sont senties marginalisées, inférieures aux autres citoyens, elles ont senti une forme de trahison ».

Les porteurs de cette cause ont saisi l'occasion pour en faire une quête d'une identité sociale (locale) longtemps bafouée. Ce besoin d'estime ressenti par la population apparaît comme un désir de jouir d'une reconnaissance sociale au même titre que les autres citoyens algériens. C'est aussi une envie pour cette nouvelle génération - qui avait ressenti une ségrégation et une injustice sociales dans leur vie quotidienne et en côtoyant certains endroits tels l'université, le milieu professionnel (sociétés pétrolières), les colonies de vacances - de mettre fin aux animosités ethniques et au regard dégradant des autres envers la population de cette région et du grand sud en général⁷¹⁰. Ainsi l'expriment ces extraits :

⁷⁰⁹ Entretien avec M. Dj, In Salah, 28/12/2016.

⁷¹⁰ Des impressions que nous ont témoignées de nombreux interlocuteurs.

" [...] [ايوريونا غير الناس لي ترقص، و تشرب لاتاي، ناس السهرات...] هذه الصورة ما زالها راسخة في مخي [...] وهذه الصورة اكتشفتها في مشواري الجامعي كي احتكيت مع ناس الشمال، كاين حتى لي قالوها لي مباشرة"⁷¹¹

« Ils nous représentent comme des gens qui ne font que danser, boire du thé et veiller. Cette image, que j'ai découverte lors de mon parcours universitaire, est restée ancrée dans mon esprit. Les gens du Nord me l'ont même déclaré ouvertement ».

"كان عندهم واحد الخلفية على عين صالح، ناس ما تحوشش. ما تسقسش، كانوا مستاهنين بالمستوى الثقافي ويرد الفعل تاغنا. حنا ثاني اعتمدنا على النقطة هاذي في تعبئة الناس. علاش حنا؟"⁷¹²

« Ils croyaient que les gens de In Salah n'avaient aucune culture, qu'ils ne chercheraient pas à comprendre, qu'ils n'allaient pas se poser de questions. Nous nous sommes justement appuyés sur ce point pour sensibiliser les gens. Pourquoi nous à la fin ? »

Ce refoulé accumulé pendant longtemps ressurgit implicitement lors de l'opposition anti-GDS comme un repositionnement sur l'échiquier social et une confirmation de soi. C'est ce que nous a fait savoir encore un autre jeune universitaire de la région, très présent dans l'opposition au projet du gaz de schiste. Il nous disait, lors d'une discussion amicale que : « Vous (les gens du Nord) vous nous voyez comme des arriérés, des personnes qui ne comprennent rien. Or, nous avons beaucoup d'universitaires et de cadres supérieurs »⁷¹³.

3-4) Expériences antérieurs et d'ailleurs

L'arrivée tardive de la controverse du GDS en Algérie constitue un avantage pour les opposants à cette industrie, puisqu'ils trouvent déjà de la matière argumentative et des cas de figure concrets des dangers et des répercussions négatives de la fracturation hydraulique que les autres réseaux anti-GDS dans le monde ont signalés. Les trois (03) ans de polémiques à l'échelle nationale avait préparé le terrain à l'opposition locale à In Salah qui a trouvé à son tour un discours critique déjà près, travaillé et contextualisé.

Les opposants au projet gazier laissent entendre que l'acceptation du projet du GDS en Algérie passe par l'acceptation d'un risque auquel sont associés la gravité des dommages et la probabilité qu'ils se produisent.

Mais avant, il est essentiel de signaler l'influence du documentaire *Gasland* qui a dépassé les frontières étasuniennes (USA). Le film en question réalisé par Josh Fox en 2010, raconte les expériences des victimes de Texas et de Colorado en insistant sur les pollutions que pourraient engendrer cette industrie sur l'environnement, notamment les eaux souterraines avec des images et des échantillons d'eau à l'appui. Sa diffusion le 24 janvier 2010 au festival

⁷¹¹Entretien avec M. Dj, In Salah, 28/12/2016.

⁷¹²Entretien avec O. A., in Salah, 02/01/2017.

⁷¹³Echange amical avec A. Dj, jeune militant anti-gaz de schiste, In Salah, décembre 2016.

de cinéma indépendant de Sundance⁷¹⁴ n'a fait que confirmer les inquiétudes des opposants nord américains, puisqu'il est venu juste après les oppositions citoyennes (USA et Canada). Par contre dans les autres pays qui ont procédé à l'exploitation (ou exploration) après sa sortie, il a provoqué un effet considérable chez les environnementalistes. Il a été employé par les détracteurs de cette industrie y compris par les opposants algériens, comme une pièce à conviction devant les défenseurs et les promoteurs du GDS. Sa large propagation sur internet (Illégalement/piratage) et sur les RSN (Youtube) a amplifié son effet sur un très large public transnational. Les scènes du film, particulièrement celle du robinet (flambée) en feu (Voir Annexe 7) qui explique la contamination de l'eau par le méthane revient souvent dans les arguments des acteurs anti-GDS. Cette image est considérée comme l'une des scènes qui ont fait basculer l'exploitation du GDS du statut de danger à celui de menace potentiel.

Telle l'histoire de la bouteille d'eau chez la population d'In Salah qui est devenue par la suite la preuve irréfutable de la nuisance de l'exploitation du gaz de schiste. En fait, l'histoire s'est déroulée à la fin de la rencontre qui a regroupé le ministre de l'Energie et des Mines et les *Membres des 22*, représentants de la population d'In Salah. En quittant la réunion, bredouilles, les délégués étaient suivis par l'ex P-DG de Sonatrach Abdelmadjid Attar dans l'espoir de les convaincre en tête à tête. C'est alors, qu'un ingénieur de forage a eu l'idée ingénieuse de simuler une scène qui consiste à ôter l'emballage d'une bouteille d'eau minérale puis l'ouvrir et de la donner à l'expert, défenseur du projet du gaz de schiste, comme étant de l'eau filtrée d'un forage d'exploitation du GDS, puis l'inviter à la boire. Les présents étaient stupéfiés de la réponse instantanée de l'expert qui leur a dit : "تحبوا تقتلونني!" « Vous voulez me tuer ! ». En effet, l'idée visait au départ le ministre de l'énergie et des mines :

« في لول الفكرة كانت تستهدف الوزير، قلت للجماعة جيبولي قرعة سعيدة عادية نفتحها و نعطيها للوزير، ونقولو بلي الماء هذا مستخرج من البير لول لي حفرتوه، ومصفي، هاك اشرب. لكن الجماعة ما قبلوش. نفس الفكرة עודناها مع عطار. لي قالنا تحبوا تقتلونني. قلنالوا خلاص حنا ثاني ما ناش باغيين نموتوا.⁷¹⁵ »

Contrairement au documentaire *Gasland* critiqué pour son caractère non scientifique, des études et des rapports publiés sur le sujet ont induit une vague d'inquiétudes sur cette industrie d'autant plus qu'ils sont accessibles au large public via internet. A ces publications scientifiques, s'ajoute également les luttes et les oppositions citoyennes menées un peu partout dans le monde qui ont montré la voie à suivre aux nouveaux sceptiques. Les moratoires et les interdictions adoptés par certains pays sont des preuves qui confirment encore la dangerosité du projet du GDS.

⁷¹⁴Accès : <http://www.sundance.org>.

⁷¹⁵Entretien avec M. N, ingénieur foreur, In Salah, 27/12/2016.

En plus, de cet avantage matériel, le mouvement anti-GDS à In Salah était associé aux expériences personnelles et malheureuses partagées par de nombreux citoyens de la région. Et qui sont intériorisées pendant plusieurs années tels que : le chômage, l'injustice sociale, le sous développement, le traumatisme des essais nucléaires, l'infiltration du CO₂ dans les eaux phréatiques au site de Khrechba ou encore la catastrophe de Haoud Berkaoui à Ouargla.

Ces expériences négatives provoquent des troubles de stress et accumulent chacune une charge émotionnelle qui a ressurgi avec le projet du GDS sous forme de colère et/ou de peur. D'ailleurs, la population interrogée déclare à 69,7%⁷¹⁶ qu'elle avait peur d'un scénario : Reggane bis. Ceci s'explique par l'émotion de peur liée aux essais nucléaires qui n'est pas atténuée, car le souvenir traumatique est resté intacte⁷¹⁷.

Dès lors, les risques que peut engendrer l'exploitation du GDS revivifient ces expériences intérieures. Par leur aspect affectif ils influent sur la prise de décision⁷¹⁸. Tandis que, le coté cognitif montre l'impossibilité de l'industrie pétrolière et gazière à maîtriser les incidents. Se sont donc ces aléas qui servent d'exemples d'incertitudes et interpellent le principe de précaution.

3-5) Le modèle de développement économique (politique publique)

L'autre axe de critique que les opposants au projet du gaz de schiste ont soulevé est celui qui s'appuie sur les orientations et les politiques publiques basées essentiellement sur la rente pétrolière depuis l'indépendance du pays. Cette dépendance aux hydrocarbures d'ordre de 97% du PIB national n'a pas servi réellement l'Etat pour développer d'autres secteurs économiques générateurs de richesses durables.

Le Sud regorgé en gaz et pétrole profite plus aux régions du nord de pays qu'aux régions du Sud. Ce sentiment d'abandon est partagé par de nombreux citoyens d'In Salah qui n'ont pas vu leur région bénéficier d'infrastructures (hôpital, université, centre de loisir...) et d'un développement local (aménagement des espaces, entreprises économiques, routes..). Le chômage dans la région reste un problème très récurrent⁷¹⁹. Au début des années 2000, d'énormes pertes matérielles ont touché la ville d'In Salah suites aux émeutes déclenchées par les jeunes chômeurs de la région.

⁷¹⁶ Ce pourcentage regroupe l'effectif des échelles de valeurs « relativement » (19,9%) et « tout à fait » (49,8%) liées aux raisons de mobilisation contre le projet du GDS de la population interrogée.

⁷¹⁷ Brunet, A. (2018, avril). Vaincre la peur traumatique. *Revue La Recherche*, n°534, 46-47.

⁷¹⁸ Damasio, A. (2006). *L'Erreur de Descartes, la raison des émotions*. (Trad. de l'anglais par Marcel Blanc). Paris : Odile Jacob.

⁷¹⁹ Nos tentatives pour récupérer les statistiques du chômage dans la région auprès du bureau de main d'œuvre local sont vaines.

"كل عين صالح شعلت، تحرقت البلدية، الدائرة، le bureau de main d'œuvre، راحت البونكة، شركة الدخان،
راح فيه السوق، كل شي. حسب التقارير الأمنية المظاهرات مقدرة ب20 ألف"⁷²⁰
« In Salah dans sa totalité a pris feu, la mairie, la daïra, le bureau de main d'œuvre, la
banque, la société de tabac, le marché. Tout a brûlé, d'après les rapports de sécurité les
participants aux manifestations ont atteint les 20 milles personnes ».

La remise en cause du modèle économique du pays par les porteurs de la cause s'insère dans une logique plus globale qui tient compte de l'environnement. Une vision qui privilégie la transition vers les énergies renouvelables en sortant des énergies fossiles.

Sur l'ensemble des questionnés, 59,1%⁷²¹ rejettent le projet du gaz de schiste en raison de son aspect non renouvelable. Cette position des opposants au gaz de schiste est confortée par le potentiel énergétique en termes des ressources renouvelables que recèle la région d'In Salah, particulièrement solaires et éoliennes⁷²².

Le potentiel agricole est aussi important dans cette région qui pourrait se constituer en grenier de l'Algérie en raison de la disponibilité abondante d'eau et d'une terre fertile. L'activité touristique en est également un autre registre argumentatif qui désapprouve la dépendance aux hydrocarbures.

Au printemps, cette région serait la meilleure destinée pour les touristes à la recherche du soleil. In Salah renferment a elle seule plusieurs endroits attractifs et sites touristiques, tel que le parc d'Aheggar. L'artisanat est aussi connu depuis longtemps dans cette région, le palmier à lui seul par exemple peut produire jusqu'à 260 outils et objets dérivés. Toutes ces activités peuvent générer de la richesse et créer de l'emploi direct et indirect. Elles constituent des alternatives à cette dépendance chronique aux hydrocarbures. Donc, les pronostics de développement des énergies renouvelables, de l'agriculture, du tourisme se sont quelques cadres explicatifs et des solutions formulées par les antagonistes au projet du GDS. Des propositions qui paraissent logiques et compréhensives auxquelles beaucoup de citoyens y compris les promoteurs du GDS y adhèrent pour défendre un modèle mixte qui verra les énergies fossiles associées aux énergies renouvelables.

Les opposants vont relever plutôt le manque de volonté politique des décideurs d'aller vers une transition énergétique et les énergies renouvelables. In Salah de part son potentiel en énergie solaire et éolienne aurait pu être désigné par les décideurs comme une ville pilote pour

⁷²⁰ Entretien avec D. B, l'un des acteurs du mouvement anti-schiste, In Salah, 03/01/2017.

⁷²¹ Le taux englobe les effectifs de ceux qui ont répondu avec les échelles de valeurs « relativement » (21,3%) et « tout à fait » (37,8%) la cause de la mobilisation contre le projet du GDS.

⁷²² La région d'In Salah est l'une des plus ensoleillée du monde, elle est connue aussi pour ses vents tout au long de l'année, deux sources potentielles d'énergie renouvelable non exploitées.

les énergies renouvelables au lieu de ce projet du gaz de schiste, du moins c'est le sentiment que partagent de nombreux citoyens de la région.

3-6) Rentabilité économique du projet

Au même titre que les autres aspects, beaucoup sont les spécialistes qui ont souligné les inconvénients économiques de ce projet. Si la décision de certains pays notamment occidentaux à se lancer dans cette aventure « incertaine » est compréhensive, celle de l'Algérie reste discutable car la situation et le besoin n'urgent pas. Certains experts, ont même déclaré que beaucoup de gisements conventionnels sont à découvrir et notre potentiel productif n'a toujours pas atteint son pic.

La ruée qu'a connue cette industrie du gaz de schiste en Amérique du nord surtout qui y voyait comme un nouvel eldorado énergétique a provoqué une chute historique des prix du gaz aux USA, allant de 13,31 dollars par MBTU en 2008, à 1,82 dollar/MBTU en avril 2012⁷²³. Dans le cas algérien qui ne diffère pas trop des autres pays du monde, le prix de revient d'un puits du gaz de schiste s'élève à environ 20 millions de dollars⁷²⁴. Au prix de l'époque du marché mondial du gaz et du pétrole (3 dollars MBTU), la rentabilité du GDS est clairement remise en cause par les opposants au projet. Ils soutiennent que : « La meilleure banque est notre sous-sol chaque calorie épargnée par des économies, par le renouvelable est une calorie pour les générations futures »⁷²⁵. Sur le plan local, la population interrogée est convaincue à 56,2%⁷²⁶ que ce nième projet gazier n'y reviendra pas de bénéfices à la région. Les citoyens semblent retenir les leçons du passé. Depuis plus de 60 ans les régions qui les entourent (Hassi Moumen, Hassi Messaoud, Khrechba), pompent sans cesse du gaz et du pétrole mais sans que leur région bénéficie d'infrastructures et d'un aménagement urbain au même titre que certaines régions du nord du pays.

3-7) Responsabilité sociale des firmes pétrolières

En plus des pouvoirs publics, les firmes pétrolières sont les principaux instigateurs que la population désigne dans la problématique du gaz de schiste. Elle y associe plusieurs critiques relatives notamment à : l'opacité qui entoure leurs activités, l'intérêt qu'elles portent pour la région, le respect de

⁷²³ Saussay, A. (2014, 27 mai). Aux Etats-Unis, la fin du gaz bon marché. Journal *Le Monde*.

⁷²⁴ Entretien avec Mohamed Terkmani, ancien directeur à Sonatrach. Dans Remouche, K. (2017, 23 octobre). Le gaz de schiste n'est pas rentable en Algérie. Quotidien *Liberté*. Repéré à <https://www.liberte-algerie.com/actualite/le-gaz-de-schiste-nest-pas-rentable-en-algerie-279830>. Consulté 23/05/2017.

⁷²⁵ Chitour Chems Eddine. Dans l'Expression, 03/03/2014. Consulté le 20/09/2017.

⁷²⁶ Ce pourcentage regroupe l'effectif des échelles de valeurs « relativement » (37,1%) et « tout à fait » (19,1%) liées aux raisons de mobilisation contre le projet du GDS de la population interrogée.

l'environnement de la région, la formation de son personnel au respect de la nature et l'activité caritative et sociale.

La population de la région que nous avons interrogée affiche d'abord une déception envers l'entreprise nationale Sonatrach qui porte peu d'intérêt à la population locale. Certains cadres de la région y ont connu une marginalisation durant leur carrière professionnelle ainsi le résume ce post diffusé sur le RSN facebook par un ingénieur de Sonatrach :

"شخصيا عندي 21 سنة بسوناطراك لم أئل سوى التهميش والحقرة ولذلك التقاعد المسبق هو الحل وأنا لا انتمي لهاته المؤسسة غير أنني أمضيت وقت كبير عكس والدي وعمي رحمة الله عليهما. كانا من أوائل الجزائريين، كان عندهم ولاء وحب لهاته المؤسسة التي تعكس حاليا الجزائر من العصبية والحقرة والتعسف. كان عندي أمل أن أترقى واحصل على مناصب تناسب خبرتي وتقدم عمري لكن بعد 21 سنة أنا في نفس درجة، مهندس تم توظيفه قبل سنين. لست طالب مسؤولية لكن درجة تناسب عملي وسيرتي المستقيمة".⁷²⁷

« Personnellement, je travaille à Sonatrach depuis 21 ans. Je n'ai subi que marginalisation et *Hogra*. C'est pour ça que je vois la retraite anticipée comme seule solution. Je ne fais pas partie de cette société, mais j'y ai passé une longue période contrairement à mon père et mon oncle, que Dieu ait leurs âmes, qui étaient parmi les premiers algériens à rejoindre la société. Ils aimaient cette société qui reflète actuellement une Algérie sous tension, injuste et arbitraire ».

Cette entreprise, qui est censée en principe de donner l'exemple aux autres firmes internationales pour développer la localité comme le stipulent les conventions bilatérales s'avère la plus éloigné du citoyen, rien ne la distingue des autres sociétés qui ne cherchent, également, que leur profit⁷²⁸. Un sentiment que partagent de nombreux de nos interlocuteurs :

"سوناطراك كانت غير تمص في عين صالح، ما دارت والوا، حتى المتقاعدين تاعها نساتهم".⁷²⁹

« Sonatrach ne faisait que sucer les richesses de In Salah, elle n'a rien fait d'autre, elle a même oublié ses retraités ».

"شركة توتال معروفة غير بالتهب دون مقابل وين راه البترول والخيرات لي يستغلوها، وين راهي المرافق والمستشفيات، الطرق، ما داروا والوا".⁷³⁰

« La société Total est connue pour son pillage. Où sont passés le pétrole et les richesses qu'ils ont exploités ? Où sont les infrastructures, les hôpitaux, les routes ? Ils n'ont absolument rien fait ».

Pourtant les premiers foreurs⁷³¹ que la France coloniale employés, étaient de In Salah. Se sont eux qui ont mis en marche, plus tard, la machine SH après la nationalisation des hydrocarbures. La négligence de cet aspect par ces entreprises s'est retourné contre leur image de marque ainsi le témoigne ce passage :

⁷²⁷ Un message posté par Abdelkader Bouhafs, ingénieur à SH et l'une des figures de proue de l'opposition contre le GDS à In Salah, sur son compte facebook le 04/09/2016.

⁷²⁸ Entretien avec A. Dj, In Salah, 27/12/2016.

⁷²⁹ Idem.

⁷³⁰ Entretien avec M. N, In Salah, 27/12/2016.

⁷³¹ L'un des premiers foreurs d'In Salah s'appelle Khamdani, mort dans l'oubli sans être honoré.

"في الحقيقة الشركات البترولية لم تستثمر في عين صالح كما ينبغي. وأغلبية المواطنين يشفوها بنظرة سلبية. لم يحسنوا اختيار الاستثمار، من المفروض أن تكسب المواطن باستثمارات مقبولة. المواطن كي يشوف أبناء المنطقة ما يستفيدوش من مناصب عمل، غير فئة قليلة وكي يشوف خيرات المنطقة والمنطقة ما استفادت منها، هذا الشيء يآثر على النفوس"⁷³².

« En réalité, les entreprises pétrolières n'ont pas correctement investi à In Salah, et la plupart des citoyens portent un regard négatif sur cette situation. Ils n'ont pas su choisir le bon investissement alors qu'ils devaient gagner la confiance des habitants. Quand tu constates que seule une petite minorité des natifs de la région a bénéficié de postes de travail, que les richesses de cette terre ne servent aucunement la région, c'est normal que la population ait un sentiment de désolation ».

Leurs relations avec le citoyen de la région s'étaient dégradées, parfois, elles sont même indésirables comme l'ont exprimé certains de nos interlocuteurs : «لو كان كيما أنا والله غير نحاوزوهم : « Si ça ne tenait qu'à moi, je jure que je les aurais chassés d'ici »⁷³³».

Néanmoins, ce n'est pas toutes les entreprises qui adoptent cette politique. Le cas de la British Petroleum (BP) est très exemplaire aux yeux des citoyens, elle est la seule qui a su se rapprocher de la population en menant des actions caritatives et sociales. D'ailleurs, beaucoup de nos interviewés le citent à titre de comparaison avec les autres firmes. Son arrivée dans la région au début des années 2000 dans le cadre du projet In Salah Gaz⁷³⁴ en association avec SH a marqué les esprits de la population locale qui garde d'elle une image réjouissante.

Ces premières actions ont portées sur l'un des problèmes majeur auquel la population locale est confrontée depuis très longtemps, à savoir la salinité de l'eau potable. Ce qui fait d'elle l'une des régions du pays où l'HTA dépasse la moyenne nationale⁷³⁵ comme le montrent les études réalisées par Temmar et al⁷³⁶ et F. Hamida et al⁷³⁷, qui estiment la prévalence de l'HTA à 50,2 % chez les sujets de 40 ans ou plus dans cette région.

Cette firme a construit cinq stations d'épuration d'eau pour la population d'In Salah, et elle a distribué des jerricans de 20 litres spécialement pour l'eau potable à chaque famille pour y ramener de l'eau épurée et propre à la consommation. Encore, elle a distribué des livres aux

⁷³² Entretien avec M. Dj, In Salah, 28/12/2016.

⁷³³ Entretien avec A. Dj, In Salah, 27/12/2016.

⁷³⁴ « In Salah gaz » est un projet associé entre SH, BP et Statoil (Norvège). C'est un site de sept champs exploités conjointement. Ce site a fait l'objet d'attaque terroriste, par Roquette, le 18 Mars 2016.

⁷³⁵ Selon Dr Ahmed Benguaoua de la polyclinique d'In Salah, les chiffres de l'HTA à In Salah sont de l'ordre de 37%, des chiffres qu'il juge élevés par rapport à la moyenne nationale qui est de 35%. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=W3srjLmu05s&feature=share>

⁷³⁶ Temmar, M., et al. (2007, juin). Prevalence and determinants of hypertension in the Algerian Sahara. Journal of Hypertension, 25(11). doi : 10.1097/HJH.0b013e3282dc7549. Consulté 17/05/2016.

⁷³⁷ Hamida, F., et al. (2013). Prévalence de l'hypertension artérielle dans l'oasis d'El-Ménia, Algérie, et profil métabolique de la population. Annale de Cardiologie et d'Angéiologie 62 (3), 172-178. doi : 10.1371/journal.pone.0104300. Consulté 17/05/2016.

établissements scolaires de la région, comme elle a offert un voyage en Angleterre aux enseignants d'anglais et aux meilleurs élèves de la localité.

A ce sujet, des témoignages rapportent que la société nationale SH au lieu de faire pareil, elle a essayé d'entraver les actions de BP qui aurait voulu investir une somme faramineuse dans l'action sociale et caritative.

Dans le même ordre d'idée, BP était l'une des seules firmes pétrolières à avoir organisée en 2009 une rencontre d'information avec la population d'In Salah avant le lancement du projet de l'enfouissement de CO₂ dans le site de Khrechba. Ce que la société nationale Sonatrach et ses collaborateurs n'ont pas fait lors du projet de GDS. Pourtant, la loi fondamentale algérienne prévoit l'obligation d'informer la population lors d'une implantation d'un projet d'intérêt général qui pourrait engendrer des dommages aux citoyens (riverains). Cette opacité des entreprises est mise en évidence par nos enquêtés dans leur propos :

"من جانب الإعلام، كانوا غاييين ما كانش اتصال بين الشركات والمواطنين"⁷³⁸.

« Côté information, ils étaient absents. Il n'y avait pas de communication entre les entreprises et les citoyens ».

"سوناطراك وباقي المؤسسات الأجنبية ما يعطيوش حتى أهمية للشعب الجزائري لان ما كان حتى سياسة واضحة في الاتصال بين المؤسسات والمواطنين رغم القوانين التي تجبر هذه المؤسسات باش تتعامل مع مواطنين"⁷³⁹.

« Sonatrach et le reste des sociétés étrangères ne donnent pas de l'importance au peuple algérien. Il n'existe aucune politique claire et transparente dans leur démarche communicationnelle alors que les lois obligent ces entreprises à communiquer avec les habitants ».

L'autre aspect que les citoyens d'In Salah reprochent à ces entreprises est la préservation de l'environnement naturel de la région. BP porte un intérêt sensible à la nature par la formation de son personnel sur l'aspect sécurité et environnement. Comme le révèle l'un des ingénieurs de forage qui y a déjà travaillé : « Quand je suis recruté par l'association BP-SH en 2001, avant de commencer ils nous ont fait une formation de trois (03) mois sur l'aspect sécurité et environnement »⁷⁴⁰. Tandis que, les autres firmes s'en fichent de la préservation de l'environnement faute de rigueur et d'un suivi par les autorités compétentes :

"أنا خدمت مع سوناطراك، حفرت بزازف، الفرق كبير بينها وبين BP، مثلاً تدخل للصوندي تاع BP حتى قطرة زيت في الأرض ما تلقاهاش، المشكل أن القوانين والنظام كايين، لكن التطبيق ما كانش"⁷⁴¹.

« J'ai travaillé avec Sonatrach, j'ai foré beaucoup de puits, la différence est grande entre elle et BP. Par exemple dans un forage fait par BP, tu ne trouveras aucune tache d'huile

⁷³⁸Entretien avec M. Dj, In Salah, 28/12/2016.

⁷³⁹Entretien avec L. B, In Salah, 01/01/2016.

⁷⁴⁰Entretien avec M. N, In Salah, 27/12/2016.

⁷⁴¹Idem.

par terre. Le problème réside dans l'inapplication des lois et pourtant la réglementation existe»

Des cas de pollutions par ces entreprises ont été déjà enregistrés dans la région comme le témoigne l'un des membres de l'association environnementale de la ville « *Shams* », qui a interpellé par le passé l'une de ces entreprises :

"في الحقيقة الكثير من المؤسسات ما يحافظوش على البيئة، اكتشفنا منذ 2012 أحواض عارية ومعارضة للهواء. كايين نفايات لدفنوها من المفروض أنها تعالج بطريقة علمية، وتولي للمستودعات [...] والمنطقة معروفة بثروتها الحيوانية والنباتية... من المفروض الحفاظ عليها"⁷⁴².

« En vérité, beaucoup de sociétés ne préservent pas l'environnement. Nous avons découvert, depuis 2012, des bassins à l'air libre. Des déchets ont été enterrés alors qu'ils devaient plutôt être traités. Surtout que la région est connue pour sa faune et sa flore, il faut absolument la préserver ».

La même association a tiré également la sonnette d'alarme, courant de l'année 2018 sur l'injection de l'eau usée récupérée de l'industrie pétrolière et gazière dans des anciens puits à l'arrêt et qui risquent de contaminer les nappes phréatiques. Comme cela c'est passé dans le site d'enfouissement de CO₂ à Khrechba à environ 40 km au nord d'In Salah où l'injection de CO₂ par l'association SH-BP dans des puits anciens a provoqué un soulèvement du sol de 4cm. Cette catastrophe n'a toujours pas livré tous ses secrets, ses répercussions sont à la fois imprévisibles et incontrôlables.

"في 2009 داروا ضخ ثاني أكسيد الكربون في الخشبية، صرى تسرب حتى دوك ما علا بالهمش وين راح CO₂ هذاك. و واش يصرى في المستقبل. هاذ الشي بين بلي ما كانش مراقبة من طرف المسؤولين. ما داروش قيود للمؤسسات الأجنبية باش تحترم البيئة والمحيط."⁷⁴³

« En 2009, ils ont injecté de CO₂ dans le site de Khrechba (40km environ au nord d'In Salah), provoquant des infiltrations souterraines qu'ils n'arrivent jusqu'à présent à contrôler. Ils ignorent ce qu'il arrivera dans le futur. Cela montre qu'il y a absence de contrôle par les autorités qui n'ont pas mis de limites aux sociétés étrangères pour qu'elles respectent l'environnement ».

Toutes ces expériences et ces sentiments que portent les citoyens à ces firmes pétrolières les rendent plus méfiants et sceptiques envers tout projet venant de ces multinationales. Ce qui s'est passé avec le projet du gaz de schiste n'est qu'une suite logique des pratiques de cette industrie pétrolière et minière présente dans le sud algérien depuis plusieurs décennies comme le rappelle Pierre Rabhi dans *La part de colibri*⁷⁴⁴. La catastrophe de *Haoudh Berkaoui* a réveillé les consciences des citoyens qui assistent au bradage des richesses de leur sous sols

⁷⁴²Entretien avec M. Dj, In Salah, 28/12/2016.

⁷⁴³Entretien avec M. N, In Salah, 27/12/2016.

⁷⁴⁴Mon père, qui était forgeron, musicien et poète, fut contraint de descendre à la mine parce que notre pays, qui était colonisé par les Français, recelait dans son sous-sol cette matière noire appelée « houille ». C'est ainsi que le monde industriel s'est imposé à nous, modifiant notre mode traditionnel d'existence. Dans Rabhi, P. (2009). *La part du colibri, l'espèce humaine face à son devenir*. Paris : édition L'aube, p. 13.

sans aucun retour d'intérêt, si ce n'est la dégradation de leur espace vital. Ces critiques déconstruisent implicitement le discours des promoteurs institutionnels notamment les décideurs de Sonatrach qui affichent une assurance excessive dans la maîtrise technique de la fracturation hydraulique et pour la protection de l'environnement.

VIII.4) Les slogans : expression d'un sentiment plus profond

La controverse du GDS a entraîné une masse de paroles militantes et des discours contestataires dans les diverses sphères publiques. En plus, des énoncés, des déclarations, des prises de parole et des conférences comme éléments de discours, le slogan qu'il soit scandé ou brandis constitue également « un acte socio-discursif qui génère un discours de positionnement appelant à l'action et qui participe à la mise en évidence des tensions sociales »⁷⁴⁵.

Par son caractère accrocheur, il est porteur d'un sens par l'usage de *pathos* qui touche l'autre⁷⁴⁶. Par conséquent, il suscite l'émotion des individus et les pousse à agir.

Lors des mouvements sociaux, en général, le slogan résume une opinion contestataire. Il est considéré comme une ressource que les militants d'une cause donnée mobilisent collectivement.

Par cette analyse des slogans nous cherchons à comprendre le sens véhiculé par ces « formules concises, frappantes, facilement repérables, polémiques et souvent anonymes destinées à faire agir les masses »⁷⁴⁷. Puisqu'il fait partie des éléments composant le discours, alors, nous donnons au slogan le même sens qui s'apparente à celui de Grinshpun à savoir l'«énoncé manifestant». C'est à dire « l'ensemble des énoncés verbaux scandés par les manifestants ou inscrit sur les banderoles les affichettes »⁷⁴⁸, comme c'est le cas des porteurs de la cause anti-GDS à In Salah.

Au cours de nos recherches, nous avons constitué un corpus que nous avons collecté à partir de nos observations non participantes et des séances de visionnage des photos, des vidéos des manifestations locales, en plus d'une recherche médiatique et sur les RSN. Dès lors, nous

⁷⁴⁵Barbeau, G.-B. (2015, avril). De l'appel à mobilisation à ses mécanismes socio-discursifs : le cas des slogans écrits du printemps érable. *Argumentation et Analyse du Discours*, 14. doi : [10.4000/aad.1969](https://doi.org/10.4000/aad.1969). Consulté le 04 octobre 2016.

⁷⁴⁶Chareaudau, P. Pathos et discours politique. Dans Rinn M. (coord.). (2008). *Émotions et discours. L'usage des passions dans la langue*. Actes de colloques. Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 49-58. Repéré à <http://www.patrick-charaudeau.com/Pathos-et-discours-politique.html>. Consulté 10/01/2018.

⁷⁴⁷Reboul, O. (2009). Le slogan. Dans Grinshpun, Y. (2013). Discours manifestant et contestation universitaire. *Argumentation et analyse du discours*, 10. Repéré à <https://journals.openedition.org/aad/1476>. Consulté 20 janvier 2018

⁷⁴⁸Idem.

avons recensé au moins 39 slogans entre ceux écrits (pancartes, banderoles, murs) et scandés lors des rassemblements et des marches à In Salah.

La majorité est rédigée (scandée) en arabe en plus de français et de l'anglais. Sur l'ensemble de ces slogans nous avons dégagé seize (16) dimensions qu'ils en soulèvent, à savoir : Climat et Environnement/ Trahison/ Santé/ Paix/ Résistance, Lutte et Opposition/ Crime/ Indignation/ Vie/ Culpabilité/ Détermination/ Religieux/ Opacité /Altruisme / Alternatives/ Traumatisme/ Ingratitude. Elles sont synthétisées dans ce nuage de mots.

Figure N° 7 : Représentation des différentes dimensions auxquelles font référence les slogans anti-GDS



La première observation que nous pouvons tirer de cette analyse est que le slogan suit le mouvement et évolue avec le développement des événements. Si on suit un petit peu la chronologie des événements ayant marqué le mouvement d'In Salah, nous observons que la prise de position contre le projet du GDS est l'une des opinions premières exprimées par les porteurs de la cause dans leurs slogans « Non au Gaz de schiste ». Ils l'ont brandi dès le premier jour des manifestations dans trois langues différentes (Arabe, Français et Anglais), un choix pas fortuit, puisqu'ils voulaient passer le message à tout le monde⁷⁴⁹.

A leur début, les initiateurs du mouvement qui recherchent à enrôler la population à leur cause confectionnent un slogan de genre : ⁷⁵⁰"عين صالح أمانة، السكوت خيانة" qui incite la population à l'agir, par devoir et pour défendre un héritage laissé par les aïeux. Il véhicule aussi un message de détermination parce que la menace vise un bien cher. Ce slogan porte une forme de pouvoir de la honte (humiliation) ; cela veut dire que toute personne qui se taira, sera considérée comme traître.

⁷⁴⁹Entretien avec O.A, l'un des jeunes étudiants initiateurs du mouvement, In Salah, le 02/01/2017.

⁷⁵⁰ « In Salah est un héritage, le silence est trahison »

La diversité des slogans nous renseigne aussi sur la diversité des opinions des acteurs qui partagent le même objectif mais qui pensent différemment. Certains préfèrent mettre en avant les aspects dommageables du projet du GDS. Tels que l'ont exprimé dans : « Si on perd l'eau, on perd la vie » qui évoque la question existentielle, car ils sont conscients de l'importance de l'eau au Sahara et de l'absence de solutions de rechanges, si jamais la pollution des nappes phréatiques se produit. Alors, ils appellent à la protection de la santé des algériens "من اجل صحة"

"الجزائريين" pas uniquement les habitants d'In Salah, puisque l'eau de la région sert d'autres localités et wilaya telles Tamanrasset et le Ouest algérien.

Dans le même ordre d'idée, l'environnement naturel est mis en évidence encore dans l'expression : "حماية البيئة، حماية الأجيال"⁷⁵¹ qui traduit un sens d'altruisme, en pensant aux générations futures. Les porteurs de la cause anti-GDS rappellent les conditions climatiques dont ils vivent "تكفينا قساوة الطبيعة"⁷⁵² et qualifient le projet du GDS de crime contre l'humanité "الغاز الصخري جريمة إنسانية"⁷⁵³.

Au fur et à mesure que le mouvement avance dans le temps, nous avons constaté la confection de nouveaux slogans abordant d'autres aspects qui témoignent de la tension sociale qui règne dans la région.

L'aspect dénonciateur est mis en évidence dans certains slogans inspirés, tels que :

"الشعب يطالب برؤوس الخونة"⁷⁵⁴ qui fait allusion aux élus locaux. C'était leur façon de dénoncer l'inertie des élus qui n'ont rien fait pour leur cause. Certains de nos interlocuteurs⁷⁵⁵ pensent que la société locale est plus en avance que ses représentants élus aux assemblées communale et de wilaya : "ممثلي الشعب في المجلس البلدي والولائي لا يتوافق مع المستوى التعليمي للمجتمع".

Donc, c'est le désir de vouloir faire démissionner leurs élus qui est exprimé dans celui-ci. Il nous fait penser au fameux slogan entonné lors des révolutions dites arabes :

"الشعب يريد إسقاط النظام"⁷⁵⁶ ceci suppose une influence de ces « expériences révolutionnaires » sur la population locale. La désignation des coupables qui est le propre de tous les problèmes publics, apparait sous formes de dénonciation des êtres et de leurs actes comme dans cet

⁷⁵¹ « La protection de l'environnement égale la protection des génération futures »

⁷⁵² « L'hostilité de la nature nous suffit »

⁷⁵³ « Le projet du gaz de schiste est un crime contre l'humanité »

⁷⁵⁴ « Le peuple réclame la démission des responsables »

⁷⁵⁵ Entretien avec M. Dj, In Salah, 28/12/2016.

⁷⁵⁶ « Le peuple veut faire tomber le régime »

énoncé : ⁷⁵⁷ "يا عجابه، يا عجابه، حكومة سلال كذابة" qui exprime l'indignation de la population suite aux déclarations de quelques membres du gouvernement de Sellal. A l'exemple de Dalila Boudjemâa, Ministre de l'environnement qui déclare que la région où sera exploité le gaz de schiste est inhabitée ou encore le Ministre de l'énergie et des mines qui dit que le site d'Ahnet est distant d'environ 200km de la ville d'In Salah, alors qu'il n'est qu'à 18 km à vol d'oiseau. La population scandalisée par ces propos, qu'elle considère mensongères, leur répond par un autre slogan : ⁷⁵⁸ "لا للاستغناء الشعب في عصر العولمة".

Ce genre d'acte de dénonciation est employé aussi pour interpellier les détenteurs de la solution et de pouvoir décisionnel. Comme cet appel mentionné sur une pancarte lancé au gouvernement qui cherche à gagner du temps : ⁷⁵⁹ "الشعب يريد الدولة أن تستجيب". Après l'ouverture des pourparlers et la réception des officiels à In Salah, la population refuse toute marchandisation et décline les offres et les projets de développement séduisants proposés par les délégations officielles (en tête à tête ou via les déclarations publiques).

Les opposants au GDS tiennent toujours en leur revendication unique et répondent aux autorités publiques par : ⁷⁶⁰ "الشعب يريد إسقاط المشروع" ou par ⁷⁶¹ "لا ولاية لا تنمية، الغاز الصخري هي القضية". des réponses qui confirment sans ambiguïté l'intention unique de la population, par conséquent, faisant taire les mauvaises langues qui les traitent de « mains étrangères ». Ainsi, ils balaient d'un revers toute interprétation malveillante par ce message à peine codé : ⁷⁶² "مطلبنا : واحد و عين صالح وردة بيضاء" pour affirmer le caractère pacifique (Rose blanche) des opposants anti-GDS que certaines parties voulaient assimiler à des « fauteurs de trouble ».

Par ailleurs, lors des agressions subies par *Es Samidouns*, la population réitère encore une fois son mot d'ordre : ⁷⁶³ "وقفنا سلمية وستظل سلمية" et condamne la violence des forces de sécurité sur une population désarmée : ⁷⁶⁴ "لا للعنف، نعم للسلم".

Certains slogans riment avec des chants nationalistes et révolutionnaires (موطني/*Mon pays*) comme le slogan phare (*Samidoun*) de la cause, inspiré de la résistance palestinienne selon

⁷⁵⁷ « Quelle honte ! Le gouvernement de Sellal est menteur »

⁷⁵⁸ « Non à l'abrutissement du peuple à l'ère de la mondialisation »

⁷⁵⁹ « Le peuple réclame une réponse de l'Etat »

⁷⁶⁰ « Ni wilaya ni développement, le gaz de schiste est notre questions »

⁷⁶¹ « Le peuple veut faire tomber le projet »

⁷⁶² « Notre revendication est unique et In Salah est une rose blanche »

⁷⁶³ « Notre mouvement est pacifique et il en restera »

⁷⁶⁴ « Oui à la paix et non à la violence »

l'un de nos interviewés. Ceux-ci, sont chargés également d'émotions et agissent sur les sentiments profonds des citoyens comme le témoigne l'un des acteurs de la cause du GDS, élu par la suite député :

"شعارات والكلمات لازم تكون رنانة. كي تختار مصطلح لازم يكون ليه تأثير في الشخص، الأتشودة لي كانت تتردد في الساحة نقدروا نسموها فاتحة ساحة الصمود هي أيضا رسالة صوتية كأنها تقول : موطني...موطني...الجلال والبهاء... أي تتحرك داخليا الجانب الوطني وتأثر عاطفيا، لها مفعول"⁷⁶⁵

D'autres slogans tels : ⁷⁶⁶ "أنا جزائري، أنا أعارض" sont interprétés par le *Cogito* philosophique de Descartes : « Je pense, donc je suis », il résume aussi une identité des acteurs, taxés par certains politiciens d'étrangers venants de pays voisins. La référence à d'autres aspects et valeurs marquants la région montre les dimensions extensibles de la problématique du GDS qui dépasse l'aspect environnemental.

Certains slogans laissent entendre un sentiment d'ingratitude et de trahison par les pouvoirs publics envers la population de la région qui y était toujours fidèle :

"يا للعار يا للعار باعوا الصحراء بالدولار، باعوا عين صالح بالدولار"⁷⁶⁷.

Des slogans qui portent une colère et une indignation populaire. D'autres rappellent le pouvoir du peuple et la légitimité citoyenne qui pourrait signifier le désir de domination, mais aussi pour éviter toute tentative de récupération et de politisation de la question :

"لا سياسة، لا تسييس، الشعب هو الرئيس"⁷⁶⁸.

La désignation des coupables par les acteurs anti-GDS, porte également sur les entreprises pétrolières engagées dans le projet et qui sont indésirables aux yeux de la population dans la région. C'est ce que les citoyens ont gravé sur les murs de la direction locale de la firme internationale Halliburton qui se trouve à une dizaine de kilomètres de In Salah :

"شركة غير مرغوبة فيها وعدوة لسكان عين صالح"⁷⁶⁹.

Ou bien celui adressé aussi à la compagnie nationale algérienne et son « complice » : « Sonatrach, Halliburton out In Salah ». D'autres slogans servent à rappeler aux décideurs politiques qu'à la place du gaz de schiste, il y a des alternatives plus propres et durables et sans risque. Comme le résumant ces énoncés :

⁷⁶⁵ Les slogans et les mots doivent être retentissants. Quand on choisit un concept, il faut qu'il ait un impact sur la personne. Nous pouvons considérer la chanson qui résonnait dans la place (*Soumoud*) comme l'emblème de la « Place de la résistance ». Elle disait : « Ma patrie ... ma patrie ... la majesté et la splendeur ». Elle touchait en nous la fibre patriotique. Entretien avec A. T, In Salah, 28/12/2016.

⁷⁶⁶ « Je suis algérien, je suis contre le GDS »

⁷⁶⁷ « Oh la honte, ils ont vendu le Sahara (In Salah) pour des dollars »

⁷⁶⁸ « Pas de politique, ni de politisation, le peuple qui décide »

⁷⁶⁹ « Société indésirable et ennemie de la population d'In Salah »

"لدينا البديل، لماذا تصرون على الصخري"⁷⁷⁰. "نعم للطاقة الشمسية، لا للغاز الصخري"⁷⁷¹. "نعم للطاقة المتجددة"⁷⁷².

Face à la sourde oreille des pouvoirs publics et la réponse qui tarde à venir, la population qui se trouve en colère invente d'autres slogans qui évoquent le mépris et un traumatisme ancien en lien avec les essais nucléaires français qu'ils résument par : "لسنا بفئران تجارب"⁷⁷³ ; dès lors, les citoyens refusent de vivre ce que leur parents ou arrière-grands-parents ont vécu.

Plus encore, des slogans comme : « Non à l'extermination du sud par le gaz de schiste » sont scandés, ils rejoignent celui du crime contre l'humanité en raison des dommages irréversibles du projet du gaz de schiste.

L'ingratitude de l'Etat envers cette région délaissée et abandonnée est extériorisée par les porteurs de la cause quand ils déclament : « Le Sud vous a donné plus qu'il en faut » c'est une façon de vouloir dire, stop au bradage de nos richesses. La population qui se trouve dépasser, tire un cri de détresse qu'elle exprime dans « In Salah agonise » et appelle à la solidarité et à protéger l'Algérie "لنحمي الجزائر".

En plus des émotions puisées des registres historiques, d'expériences antérieures et de l'héritage socioculturel de la région, certains slogans s'inspirent directement de la tradition religieuse dont baigne la société locale. Tels que : "يا رحمان يا رحيم، ارحمنا يا الله" (Dieu soit miséricordieux) qui n'est qu'un appel au secours adressé au plus puissant par une population opprimée.

En somme, les porteurs de la cause anti-GDS qui souhaitent que le gouvernement met fin au projet expriment leur volonté autant par des « actes directifs que par des actes assertifs et expressifs »⁷⁷⁴ ou les individus font état de leurs croyances, de leurs valeurs et de leurs émotions qu'ils rattachent à la problématique du GDS. Les slogans, généralement, font référence à un espace-temps bien déterminé, qui associe parfois d'autres questions d'actualité ou qui ont suscité des controverses à l'image de la dépendance aux énergies fossiles.

Les slogans confectionnés par les porteurs de la cause anti-GDS à In Salah sont des supports qui ont fait vivre leur cause, qui l'ont fait durer dans le temps et qui ont laissé une trace dans

⁷⁷⁰ « Nous avons des alternatives, pour quoi vous insistez sur le GDS »

⁷⁷¹ « Oui au solaire et au thermique, non au gaz de schiste ».

⁷⁷² « Pour les énergies renouvelables ».

⁷⁷³ « Nous ne sommes pas des cobayes ».

⁷⁷⁴ Barbeau, G.-B. (2015, avril). *Op.cit.*

son historicité. Ces codes communs résument les revendications et l'opinion collective de la population « sans faire recours aux discours étoffés »⁷⁷⁵.

VIII.5) Le logo ou l'identité de la cause

Si les slogans caractérisent toute lutte collective, les logos quant à eux sont l'identité qui distingue chaque cause de visu. L'image et le symbole portent un langage et un message militant qui « convoquent l'imagination des agents récepteurs »⁷⁷⁶. Les logos des causes mondiales anti-GDS que nous avons peu consultés sont composés d'un message court tel que : Non au gaz de schiste, stop au gaz de schiste, Gaz et pétrole de schiste : Non merci ! Gaz de schiste ni aujourd'hui ni demain, tous associés à une représentation graphique ou un symbole comme un paysage, un masque à gaz qui font généralement référence à l'industrie du gaz de schiste et à ces dangers.

Dans le cas algérien, le logo symbolisant l'opposition citoyenne à In Salah porte aussi ces caractéristiques standards et spécifiques à la région.

Contrairement aux autres logos à travers le monde qui mettent plus en évidence l'environnement comme objet de menace par l'exploitation du GDS, celui d'In Salah par contre, met en avant la figure de l'homme bleu en référence à la société touareg.

Ce symbole n'est pas seulement le signe de la résistance et d'opposition au projet du gaz de schiste mais aussi un objet qui évoque une culture, une valeur, une spécificité locale menacée. Inspiré du Rally Mali-Dakar, ce logo traduit la société saharienne face au danger du gaz de schiste. Donc, une menace pour l'identité locale.

Ce logo se distingue aussi des autres logos, par sa couleur jaune éclatante associée au noir. Selon l'un de ses concepteurs, Louze Djalal⁷⁷⁷, le choix de couleur est un assemblage de symbolique et de l'esthétique. Par sa couleur de jaune vif, le logo attire la vision, surtout que les contours de la figure de l'homme bleu qui est transformé en homme jaune sont tracés en noir, couleur du pétrole mais de deuil et de tristesse aussi.

Cet homme saharien semble que son foulard qui jadis le protège des vents de sables, de la chaleur et du froid n'y peut rien puisqu'il emploie un masque à gaz, un objet de la modernité qui a envahi son espace et sa culture locale contre son gré, alors que c'est cette modernité elle-même qui menace son existence.

⁷⁷⁵ Ibid.

⁷⁷⁶ Chateauraynaud, F., Torny, D. (1999). *Les sombres précurseurs: une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*. Paris : Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, p. 46.

⁷⁷⁷ Membre associatif et militant politique, de l'Est algérien (Ain Mlila).

VIII.6) Les lubrifiants de l'opinion anti-GDS

6-1) La frustration relative

Tous les arguments avancés dans les propos des citoyens sont chargés de frustration et d'émotion qui recèlent un potentiel d'action. Cette situation s'explique selon Ted Gurr⁷⁷⁸ par l'écart entre les attentes et les satisfactions réelles des individus.

Dans le cas de la région d'In Salah, nombreux les citoyens qui avouent que leurs attentes sur le plan socio-économique ne sont pas aussi exigeantes. Mais ce qui les chagrine est la dégradation éventuelle de leur environnement de vie, en référence à un passé plus meilleurs et paisible.

La référence à d'autres groupes sociaux ou d'autres régions du pays fait augmenter les attentes de la population locale qui ressent une certaine injustice dans la répartition des richesses, en dépit de ce qu'on extrait des sous sols de la région. Preuve à l'appui, les acteurs interrogés n'ont pas omis de comparer l'écart enregistré, depuis l'indépendance du pays, par In Salah en termes de développement devant la ville de Constantine du temps où elles étaient toutes les deux Daïras.

In Salah qui compte actuellement 45 000 habitants environ (une augmentation de 13 000 habitants par rapport au dernier recensement démographique de 2008) voit les besoins nécessaires à la vie quotidienne de la population augmentés considérablement. C'est-à-dire les attentes progressent et les revendications sociales vont en ascendant ; l'emploi, le logement, les infrastructures, le désenclavement sont entre autres les préoccupations résolument attendus depuis quelques années déjà. Celles-ci ont enfanté un sentiment de frustration chez les citoyens de cette région d'autant plus que ces derniers se sentent priver de ces droits et aspirations.

La frustration ou privatisation représente une condition nécessaire pour que cette opinion contestataire anti-schiste voie le jour. Ce sentiment partagé et collectif a créé une tension qui a convergé les individus et les a impulsé à l'action. Mais cette condition seule, reste insuffisante, malgré toute la tension qu'elle provoque dans l'esprit de l'individu. D'ailleurs, des cas de privation et de dégradation en matière environnementale en Algérie ont conduit à l'inaction et au désespoir plutôt qu'à l'agir.

En ce sens, des cas de figures sont observés par le passé, y compris chez la population d'In Salah qui a adhéré consciemment à l'idée que le projet du gaz de schiste engendre des risques dommageables sur la santé humaine et l'environnement. Alors que, ces inquiétudes

⁷⁷⁸Comeau, Y. (2010). *Op.cit*, p. 52.

n'ont pas été exprimées à propos des infiltrations du gaz de CO₂ dans les eaux profondes au niveau du site de Khrechba⁷⁷⁹. Ces interférences dans les réactions de la population, nous les avons observés aussi à propos du problème d'hypertension très fréquent dans la région, en raison de l'eau salée que la population boive, malgré son potentiel de nocivité à la santé. Ce phénomène comportemental, l'explique Bernard Lerouge⁷⁸⁰ par la familiarité des objets à problème qui atténue la perception du risque. Donc, cette situation de frustration nécessite un autre crédo de l'action collective qui est la construction d'un cadre d'interprétation ou des schèmes explicatifs que nous venons de voir précédemment. En d'autres termes la traduction par les acteurs sociaux des réalités subjectives de la problématique du gaz de schiste explique l'émergence de cette opposition publique contre ce projet.

6-2) Les émotions mobilisatrices

Le répertoire d'action victimaire constitue une autre ressource que les opposants au gaz de schiste ont mobilisée. En ce sens, la sociologie des émotions contestataires ne s'est pas trompée en élevant les émotions au stade de facteurs de l'action collective. L'énergie émotionnelle sert dans ce cas de figure d'excitant qui a poussé la population d'In Salah à l'action.

Ce mécanisme émotionnel s'explique physiologiquement par des connexions qui existent entre les structures cérébrales spécifiques impliquées dans l'excitation émotionnelle (Amygdale) et les structures cérébrales (Hippocampe) en lien avec la mémoire déclarative. Cette dernière concerne notre capacité à stocker et à récupérer de façon intentionnelle des informations factuelles, relatives à des expériences vécues ou à des concepts appris⁷⁸¹.

En général, toute expérience psychologique est une expérience vécue, mais si l'expérience intérieure est forcément vécue, l'inverse n'est pas juste⁷⁸². C'est-à-dire l'expérience intérieure est celle qui s'associe à la mémoire déclarative qui pourrait être réactivée à chaque fois qu'elle est excitée par des faits (stimulus) qui lui sont extérieurs.

⁷⁷⁹ Le projet de l'enfouissement de CO₂ dans la base gazière de Khrechba était mené par In Salah Gaz (association entre Sonatrach, BP et Statoil). Le projet remonte au début des années 2000, par l'injection d'environ 4 millions de tonnes du dioxyde de carbone (CO₂) entre 2004 et 2011 dans des réservoirs et des puits épuisés. (Cité dans Rapport RP (2015). Technology Outlook Technology choices for a secure, affordable and sustainable energy future. Repéré à <https://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/technology/bp-technology-outlook.pdf>). Quelques années après, on a constaté une élévation du sol dans la zone, suite aux pressions du gaz enfoui. De plus, il est constaté des fuites de CO₂ dans d'autres couches profondes. Ce qui accentuerait l'acidification des eaux phréatiques déjà salées.

⁷⁸⁰ Cité dans Zerguini, N. *Op.cit.*

⁷⁸¹ Adolphs, R. (2018, avril). Les émotions doivent être étudiées en fonction des effets qu'elles produisent. *La Recherche*, 534.

⁷⁸² Cazenave, M. (2012). *Jung revisité II, Jug et le religieux*. Paris : Ed. Entrelacs, 2012, p. 111.

Néanmoins, les émotions sont absolument nécessaires à la prise de décision⁷⁸³, autrement dit à la formation des opinions. Selon la théorie d'Antonio Damasio⁷⁸⁴: lorsque l'on prend une décision, on en évalue au préalable les conséquences, on imagine le résultat. Les décisions comportent de nombreuses incertitudes, et ont des conséquences futures. Elles ont donc besoin d'être fondées sur un vaste répertoire d'informations relatives aussi bien au monde externe qu'au monde interne. En ce sens Adolph soutient que nous prenons les décisions pour lesquelles nos marqueurs somatiques indiquent que nous nous sentirons le mieux⁷⁸⁵. Donc, en écoutant son instinct, l'individu réalise dans la prise de décision une expérience immédiate par l'association d'archétypes stockés dans sa mémoire déclarative.

Pour revenir à l'expérience de l'exploitation du gaz de schiste celle-ci a réactivé la mémoire déclarative de la population. La peur et l'angoisse ont envahi le psychique de la population d'In Salah qui voit leur existence menacée. Dès lors, la réaction ou le comportement qu'a engendré cet état émotionnel renvoie à un signal de détresse. Il sert d'indicateur communicationnel et social à une prise de décision et l'émergence de cette opinion publique contestataire.

Sur cet aspect, les questionnés comparent le projet du gaz de schiste aux expériences des essais nucléaires française des années 1960 qui continuent à faire des victimes parmi la population (selon les résultats de notre enquête, 71,6% des questionnés ont peur d'un Reggane bis). Ils voient en ce projet une forme de néocolonialisme occidentale mené par les firmes internationales. Cette situation victimaire même si elle remonte à un demi-siècle, marque toujours la mémoire vive de toute la population algérienne, particulièrement celle du Sud ; elle constitue un traumatisme psychique auprès des différentes victimes⁷⁸⁶ que Taylor (1981) avait classé en cercles concentriques. En l'occurrence : « les victimes, leurs familles, les amis de la victime, les personnes qui, par hasard, ont échappé au désastre, les intervenants, les services d'aide »⁷⁸⁷.

Dans de telles situations les responsables sont souvent indexés. D'abord les auteurs des essais nucléaires à savoir la France coloniale qui a commis un crime contre la population

⁷⁸³ Adolphs, R. (2018, avril). *Op.cit.*

⁷⁸⁴ Damasio, A.-R. (2006). *L'erreur de Descartes: la raison des émotions*. (Trad. de l'anglais par Marcel Blanc). Paris : Odile Jacob, 1994.

⁷⁸⁵ Adolphs, R. (2018, avril). *Op.cit.*

⁷⁸⁶ Il existe deux types de victimes. La victime directe : regroupe toutes les personnes impliquées directement dans une catastrophe, y compris les témoins visuels dans certains cas. Et les victimes indirectes : concernent les intervenants professionnels, les parents et les proches des victimes directs, ainsi que les parents et les proches des morts dans une catastrophe. Dans De Clercq, M., Lebigot, F. (2001). *Les traumatismes psychiques*. Paris : Edition Masson, p. 85.

⁷⁸⁷ *Idem*, p. 86.

locale (Reggane, Iker) en faisant d'elle des cobayes. Mais l'ancienne puissance coloniale n'est pas la seule partie en cause, puisque l'Algérie officielle (les différents gouvernements qui se sont succédés depuis l'indépendance du pays) est aussi désignée par les citoyens. Les blâmes vont d'abord au premier gouvernement qui a accepté de mener ces essais nucléaires à l'indépendance du pays. La population leur reproche également de ne pas avoir su, pu et/ou voulu réparer les préjudices causés. Les associations de victimes des essais nucléaires réclament depuis longtemps le droit à une prise en charge financière et médicale, à une protection de la population des menaces de radiation qui guettent toujours les habitants des régions limitrophes aux sites d'expérimentations⁷⁸⁸.

Devant les attentes des victimes non satisfaites, les préjudices, les dommages sont perçus comme un échec et parfois comme complicité des hautes autorités. Les victimes se sentent encore violentées et lésées dans leurs droits, le droit à une réparation morale et matérielle primordiale dans le processus de réconciliation avec soi même et avec les autres. Ce sentiment d'impuissance et d'injustice avait amplifié le regard négatif de la victime envers les coupables désignés au nom de la responsabilité et de l'imputabilité. La victime voit en l'Etat algérien qui devrait se substituer à la partie victime, une institution défaillante.

Alors, la proximité de cette menace nucléaire (dans le temps, dans l'espace et de son effet présent) accentue encore la perception du risque dans le cas du projet du gaz de schiste. L'existence de ce référent historique sert d'expérience négative à la population qui assimile l'expérience du GDS à celles de nucléaires. Une image que les habitants de la région puisent d'un traumatisme encore enraciné dans la mémoire collective que certains ont même vécu directement ou indirectement. C'est ce que révèlent les propos de l'un des Membres des 22:

« انا نتكلم على الجانب الشخصي، الجد (من الأب) توفي بالكونسار، شغلوه في رقان، وكان من بين الأشخاص لي وضعوه كتجربة مع جماعة لي غمضو لهم عينيهم. انا جدي حطوه بعيد، لهذا سلك لكن مات بالكونسار... نسينا مات بالكونسار جريت عليه شخصيا في غرداية، دار عملية خسرنا عليه دراهم في الأخير مات، زوجة عمي ماتت بالكونسار جريت معاها في لوبيتال تاع بليدة، كان عمي توفي بالكونسار. دونك التجربة هاذي زادت فعلت الغاز الصخري، كايين بزاف لي عاشوها ولي مازالهم حيين⁷⁸⁹ »

« Personnellement, mon grand-père paternel est mort d'un cancer. Il a travaillé à Reggane, et il faisait partie des personnes ayant servi de cobayes. Ils l'ont laissé loin, c'est pour ça qu'il n'a pas subi autant de dégâts que les autres, mais il est quand même mort d'un cancer. J'étais avec lui à Ghardaïa, il s'est fait opérer et nous avons dépensé une fortune pour ça. A la fin il est décédé. Ma tante a aussi succombé à un cancer à l'hôpital de Blida, mon oncle aussi a subi le même sort. Par conséquence, cette

⁷⁸⁸ L'impact de ces essais nucléaires est toujours visible, leurs nuisance cause des troubles psychiques et des malformations à la naissance jusqu'au jour d'aujourd'hui.

⁷⁸⁹ Entretien avec B. M. A, membre de la Commission des 22, In Salah, 24/12/2016.

expérience a influencé l'engagement des gens dans la cause du gaz de schiste. Il y a beaucoup de personnes qui l'ont vécue et qui sont toujours en vie ».

Le même stéréotype de « cobayes » est réutilisé par la population dans le projet du gaz de schiste. Ils se voyaient comme des « rats de labos »⁷⁹⁰ (فأران التجارب) entre les mains des firmes internationales avec toujours la complicité de certains décideurs algériens.

En somme, dans les sociétés modernes en général, la peur devient une passion qui domine et l'angoisse se porte en bandoulière pour reprendre l'expression de Luc Ferry⁷⁹¹. Cette peur des citoyens s'explique par la crainte de voir la technique de fracturation hydraulique inventée échapper au contrôle de l'homme et se retourner contre lui.

6-3) (In)/Justice sociale et environnementale

En tant que valeur fondamentale de la citoyenneté, la justice sociale assure l'exercice des droits et le refus de toute inégalité et discrimination. Elle passe par une répartition juste et équitable des biens et services qui permettront à l'individu d'évoluer et de s'épanouir socialement et dans un environnement qui inspire sécurité et assurance. Selon Abdelkader Berriche la justice sociale s'appuie sur des principes d'égalité des droits, ou l'équité des situations, principes découlant des valeurs de la société pour déterminer les formes de solidarité collectives⁷⁹².

A l'instar de quelques régions du sud algérien, In Salah est appréciée par les firmes pétrolières pour ses richesses gazières, mais paradoxalement elle est désagréable pour son cadre de vie qui ne reflète pas son potentiel énergétique de ses sous sols servant plus d'autres ciux que le sien. Elle est non seulement une région riche en gaz, mais semble devenir un laboratoire expérimental à ciel ouvert et un dépotoir des déchets pour l'industrie pétrolière.

En dix ans, la région a été choisie en trois reprises pour mener des manœuvres expérimentales qui rappellent celle des essais nucléaires conduits juste après l'indépendance du pays par la France.

La première expérience remonte aux années 2000 (2003-2009) avec le projet d'enfouissement de CO₂ dans des anciens puits en arrêt. Une expérimentation nouvelle puisqu'il en existe que

⁷⁹⁰ Ceci nous fait penser aux propos d'une interviewée qui nous a confié que deux enfants d'In Salah en insuffisance rénale évacués à la capitale pour une prise en charge médicale ont fait l'objet d'essai de nouveaux médicaments par un néphrologue dans un hôpital public à Alger, à l'insu de leurs parents.

⁷⁹¹ Lerouge, B. (2008). *Tchernobyl : Un nuage passe... Les faits et les controverses*. Paris : L'Harmattan, p. 236.

⁷⁹² Entretien avec Abdelkader Berriche (Universitaire), réalisé par Nawel Taïleb pour Radio des Sans Voix, Juin 2018. Accès : <https://www.youtube.com/watch?v=CckrPxNZ2Po>. Consulté 10/08/2018.

trois sites dans le monde (Steipner Projet, Norway and Weyburn projet, Canada)⁷⁹³. L'opération est menée dans le cadre du projet In Salah gaz chapeauté par l'association SH, BP et Statoil. Il est prévu l'injection de 4 millions de Tonnes de CO₂, mais au bout de quelques années on a observé une chute de la pression à l'intérieur des puits d'injection, ce qui implique une fuite dans les profondeurs, autrement dit une infiltration de dioxyde de carbone dans d'autres couches, particulièrement les réservoirs d'eau phréatique. Quelque temps après les conséquences apparaissent : élévation du sol de quelques centimètres. D'après certains de nos interlocuteurs, plusieurs chercheurs de monde (USA, France, Autriche, Royaume-Uni...) sont dépêchés sur place pour étudier le phénomène et tenter de comprendre ce qui vient de se passer.

Deux universitaires japonais⁷⁹⁴ qui ont suivi le phénomène de 2003 à 2008 par l'analyse des images satellitaires ont noté des élévations allant de 8mm à 14mm/ an selon les trois endroits d'injection (KB -501, 502, 503). Cette expérience qui a échappé au contrôle humain n'a toujours pas livré tous ses secrets, ses effets catastrophiques sont imprévisibles.

La deuxième expérience que la région d'In Salah a connue est celle du gaz de schiste, avant même l'inauguration du premier puits pilote officiel à Ahnet. Réellement, le premier puits dans la région a été foré en 2012 à mi-chemin, environ, entre In Salah et Tamanrasset. Mais le puits en question a été abandonné pour des raisons inconnues et le site est laissé tel quel avec les bourbes boueux exposés à l'air libre. En 2015, le deuxième puits pilote à Ahnet connaît des blocages techniques qui ont entravé l'avancement du projet, encore une fois l'expérience échappe à la compétence humaine qui affiche des limites dans la maîtrise du forage horizontal qui est nouveau dans l'industrie gazière.

L'autre expérience a commencé au courant de l'année 2015, il s'agit de l'injection de l'eau extraite du gaz humide chargée de produits chimiques, dans des anciens puits hors service à 1400m de profondeur. Cette expérience pourrait provoquer une contamination des eaux souterraines et connaître le même sort que celle de l'enfouissement de CO₂, d'autant plus que l'eau qui est injectée est très polluée et acidifiée par les produits chimiques. Cette problématique a été soulevée par l'association *Shams* d'In Salah dans une correspondance adressée à l'Agence nationale des ressources Hydraulique (ANRH) en aout 2014, bien avant le fameux problème du gaz de schiste.

⁷⁹³ Onuma, T., Ohkawa, S. (2009). Detection of surface deformation related with CO₂ injection by DInSAR at In Salah, Algeria, Energy Procedia 1, 2177- 2184. doi : [10.1016/j.egypro.2009.01.283](https://doi.org/10.1016/j.egypro.2009.01.283).

⁷⁹⁴ Onuma, T., Ohkawa, S. (2009). *Op.cit.*

En octobre 2017, le député de la région issue du mouvement anti-gaz de schiste a soulevé également le problème par écrit au Ministre de l'énergie et des mines. En août 2018, cette question refait surface dans la presse⁷⁹⁵ grâce au combat que mène l'association *Shams* pour arrêter le projet.

A ces expérimentations s'ajoutent celles qui entourent la région d'In Salah telles que : les bombes atomiques de Reggane et d'Iker ou de l'expérience chimique menée par les français à Oued Namous (Adrar) ou encore l'effondrement des deux puits de pétrole à Ouargla (Haoudh Berkaoui).

Toutes ses expériences soulèvent plusieurs interrogations telles que : le droit à un développement équitable, le droit de vivre dans un environnement en sécurité, le droit à la protection et à la préservation du patrimoine naturel, ainsi de la préservation des richesses naturelles pour les générations futures, mais aussi le droit d'être consulté et informé sur tout projet qui pourrait constituer un danger pour l'environnement et la vie des citoyennes.

6-4) Les solidarités militantes et de circonstance

La convergence des opinions dans cette lutte collective revient également à une forme de sensibilité partagée par l'ensemble des individus en raison de deux facteurs que Traïni énumère : le choc moral et le dispositif de sensibilisation⁷⁹⁶. La dynamique des luttes collectives sont étroitement liées à la construction du sens et d'un dispositif de sensibilisation renvoyant à un ensemble d'émotions qui converge les solidarités et que les liens sociaux⁷⁹⁷ et les sensibilités individuelles favorisent.

La cause de la population d'In Salah, dont les liens sociaux sont plus au moins denses à l'intérieur comme à l'extérieur de la localité a suscité les alliances du passé. Dans un sursaut d'orgueil, les populations des régions voisines avec lesquelles, ils partagent des relations de parentés, d'amitiés et de proximité apportent leur soutien, car ils avaient le même ressentiment d'abandon (régions riches, populations pauvres, aimées pour leur acquiescence, leur folklore et leur participation électorale).

D'autre part, les émotions suscitent des compassion fugitives⁷⁹⁸, qui conduisent à une solidarité interrégionale. Le soutien moral apporté par certaines personnalités nationales et politiques était d'un apport psychique considérable. Elle constitue une assurance morale pour

⁷⁹⁵Voir notamment le quotidien Liberté de 09/08/2018.

⁷⁹⁶Traïni, C. (2010). Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, 60 (2), 335-358. doi : [10.3917/rfsp.602.0335](https://doi.org/10.3917/rfsp.602.0335). Consulté le 13/08/2018.

⁷⁹⁷Bouvier, P. (2005). *Le lien social*. Paris : Ed. Gallimard, p. 327.

⁷⁹⁸Neveu, E. (2015). *Op.cit*, p. 107.

la population d'In Salah qui a continué à croire en sa cause et la poursuite de la lutte. Comme le souligne l'un des activistes anti-GDS locaux.

"المسيرات والوقفات التضامنية في المناطق الأخرى خلّات سكان عين صالح يحسوا بتضامن وعطّات دفع كبير للمواطنين لمواصلة الصمود في الساحة ويؤكد أنهم على صواب"⁷⁹⁹.

« Les marches et les protestations dans les autres régions du pays ont provoqué chez les habitants de In Salah un sentiment de solidarité et ont incité les citoyens à résister plus à la place (*Soumoud*), convaincus qu'ils sont sur la bonne voie ».

Cette solidarité de circonstance des algériens autour de la lutte menée par la population d'In Salah s'est traduite par une mobilisation des ressources humaines et matérielles. Dès les premiers jours de contestation, plusieurs régions du pays, au Nord comme au Sud ont affiché leur soutien inconditionnel à la population d'In Salah. Plusieurs sit-in ont été tenus par des collectifs citoyens et des organisations associatives.

Les réseaux sociaux numériques étaient aussi un moyen de cautionner la cause anti-GDS par des posts, des commentaires et des partages de publications des différentes actions avec des messages de genre « nous sommes tous In Salah ». Des messages postés de partout : de Paris, de Londres, d'Amérique du Nord, du Golfe et même de la Mecque. Sur le plan logistique, le campement d'In Salah qui nourrit quotidiennement plusieurs centaines de personnes était ravitaillé par des dons alimentaires venants de particuliers, de commerçants et de sympathisants des autres régions particulièrement d'Adrar (400km à l'Ouest d'In Salah). Les acteurs locaux ont reçu aussi des T-Shirts à l'effigie anti-GDS, des pin's (épinglette) et des banderoles sont offertes par des militants d'Ain M'lila (Est algérien) portant le logo symbolisant la cause.

Cet élan de solidarité ne s'est pas arrêté là, puisque plusieurs personnalités ont rendu visite aux occupants de la place *Soumoud*, certains d'entre eux l'ont fait même à pied (Tel Rachid Nekkaz). Des spécialistes de l'énergie ont apporté leur expertise scientifique par l'animation de conférences de sensibilisation sur place et par des contributions médiatiques. A l'international plusieurs réseaux altermondialistes et des collectifs luttant contre le GDS, déjà en place, ont soutenu les indignés du sud. Des appel à solidarité ont été rédigés et signés par plusieurs dizaines d'organisations internationales et collectifs anti-GDS. De même, au FSM, on a consacré une rencontre débat sur la problématique algérien du GDS. Les Verts européens auraient même adressé une invitation aux activistes locaux pour plaider leur cause au parlement européen.

⁷⁹⁹Entretien avec T. A, In Salah,

En Algérie, l'opposition politique a fait de la journée de 24 février 2015 qui correspond à la nationalisation des hydrocarbures, une journée de protestation nationale, marqué par des marches sur tout le territoire national.

Au-delà du réconfort qu'elles apportent, toutes ces actions de solidarité à la population d'In Salah, il reste à dire que l'adhésion de l'opinion publique nationale et internationale à cette lutte que ce soit par principe, sympathie ou solidarité avait donné plus de visibilité à la cause anti-GDS en amplifiant et en renforçant le front de lutte dans l'espace public algérien. Provoquant, par conséquence, un basculement des rapports de forces en faveur du camp des sceptiques et des partisans du discours critique, promoteurs d'une perception négative du projet du gaz de schiste.

6-5) Les croyances et convictions religieuses

Durant toute l'opposition anti-GDS, la population était toujours imprégnée de convictions et de croyances religieuses, qui reflètent l'ancrage de cet aspect dans la microsociété locale. L'imploration divine (collective) s'invite presque quotidiennement au campement *Soumoud* après la prière de crépuscule (Maghreb). Chaque jour, les « *Samidouns* » prient ensemble, ils récitaient des psaumes et des versets coraniques dans l'espoir de mettre fin au calvaire, surtout devant la sourde oreille des autorités. Ils reprenaient en cœur la litanie :

"يا رحمان يا رحيم، ارحمنا يا الله" « O miséricordieux, O clément, Ayez pitié de nous, Allah ».

Des pratiques qui font appel aux sentiments les plus profonds et émouvants à l'écoute et qui donnent de la patience et de l'espoir aux citoyens, en attendant de voir leurs prières exaucées. Leurs convictions culturelles ont constitué encore une fenêtre d'opportunité pour puiser des arguments et des actes, de la tradition locale et de texte sacré :

"في معتقداتنا، الجانب الرباني نخطوه دائماً، كما يقول: "ادعوني استجب لكم". كل يوم ممبعد صلاة المغرب نديروا اللطفية، ولات ممبعد شعار يستعملوه في المسيرات"⁸⁰⁰.

« Dans nos croyances, le côté spirituel est toujours présent. Dieu a bien dit : « Priez moi, je vous répondrai ». Chaque jour, après la prière d'El Maghreb, nous récitons la *Lotfia*, devenue par la suite un slogan dans les marches ».

"كي ترحم و تلطف- يا رحمان يا رحيم، ارحمنا يا الله- تلعب دور داخلي في اللاشعور ويعني التوكل على الله. كل لعشية نقرأو سلكة، القرآن، اللطفيات في الساحة ونطلبوا ربي يرفع هاذ لبلا"⁸⁰¹.

« Ces prières (Dieu soit miséricordieux) jouent un rôle dans l'inconscience et à l'intérieur des individus. Cela dit, la croyance en Dieu. Chaque soir nous prions à la place *Soumoud* et nous demandons à Dieu de mettre fin à ce cauchemar ».

⁸⁰⁰Entretien avec B. B, In Salah, 24/12/2016.

⁸⁰¹Entretien avec A. T, In Salah, 28/12/2016.

Cet aspect culturel (imploration divine) semble nouveau dans le répertoire d'action des luttes collectives en Algérie. L'acte religieux comme ensemble de biens symboliques qui concernent la sphère du sacré⁸⁰² s'est imposé dans ce cas de figure comme un instrument de contrôle des mœurs qui provoquent l'apaisement des esprits frustrés.

Alors, la dimension spirituelle apparaît comme ressource de contrôle morale comme disaient Boudinar et Belguidoum : « Si l'économique commande, la politique décide, le religieux contrôle »⁸⁰³. L'expression sied parfaitement à la problématique du gaz de schiste qui résume cette triade ; puisque derrière la volonté d'exploiter le GDS, il y a les économies nationales et mondiales qui commandent les actes politiques et qui régissent les relations internationales.

Des cas de recours au contrôle religieux ont été constatés aussi. D'abord, par l'instruction des imams locaux par les pouvoirs publics afin de prêcher à la population d'arrêter son mouvement et de rentrer chez elle. Chose que ces hommes de religion ont refusé de faire, comme le témoigne l'un de nos interviewé :

"الأئمة مشات ليهم السلطة، دارت لهم اجتماع وأمرهم باش يطلبوا من الناس يدخلوا. لكن ما مشاوش معاهم في الطرح. كاينين لي يجيونا حتى للساحة"⁸⁰⁴

« Les imams ont été sommés par les pouvoirs publics d'intervenir auprès des citoyens pour les inciter à rentrer chez eux, mais ils (imams) n'ont pas suivi les instructions. Il y en a même qui viennent à la place *Soumoud* ».

Puis, la deuxième fois était une tentative de priver le mouvement anti-GDS local de l'apport important des femmes en qualifiant leur participation de pêché, que la religion musulmane condamne.

Quant aux groupes sociaux, ils voient dans l'acte religieux un pouvoir surhumain capable de venir en secours. En conséquence, ces biens symboliques imposent un habitus, un rituel et certaines pratiques permettant de se référer au divin comme ultime recours et d'accepter sa volonté ; le destin. D'où la mise en place par les activistes anti-GDS, au campement de *Soumoud*, d'un perchoir de fortune pour l'imam qui mène les prières quotidiennes et de vendredi.

Néanmoins, cet héritage religieux existe depuis longtemps dans la tradition locale, auquel on en fait recours à chaque fois qu'un malheur arrive. Par exemple quand le climat dans la région devient encore très hostile par la sécheresse et les vents de sables la population locale organise

⁸⁰²Selon le champ religieux de Bourdieu

⁸⁰³Belguidoum, S., Boudinar, A. (2015, mars). Les cités du Bas-Sahara. Eléments d'histoire urbaine. Colloque mutations de la ville saharienne – Approches croisées sur le changement social et les pratiques urbaines. Université de Ouargla, Algérie. Repéré à https://dspace.univ-ouargla.dz/jspui/bitstream/123456789/141_92/1/SSP2201F.pdf. Consulté le 18/02/2016.

⁸⁰⁴Entretien avec H. H, In Salah, 07/01/2017.

des prières collectives (Prières *El Ighatha* et *Lotfia*) et des offrandes aux écoles coraniques.

Comme le raconte l'un des acteurs du mouvement :

"كاين أمور ربانية. كالدعاء، الصلاة والصدقات كيما قال: "داويو مرضاكم بالصدقات". الناس تتبرع بمالها، بطعام من تقاليدنا نفرأو اللطفية باش يلفظ الحال. معروف عندنا في المجتمع، مع اللطفية نديروا صدقة "صدقة زقاق" كيما نقولوها حنا "صدقة الشارع"، جماعة الرجال او النساء يجيبوا الدراهم، شعير، القمح وخيرات المحصول تاها يخرجوه صدقة ويوزعوها على أطفال المدارس القرآنية بالمقابل يدعوا بتلطيف رفع لبلا ولباس. كيما صلاة الاستسقاء من الموروث الثقافي للبلاد"⁸⁰⁵.

En revanche, ces pratiques rituelles expriment aussi un sentiment de fatalisme, après avoir puisé toutes les autres voies de recours légales, d'une population dépassée et qui est à la recherche de la quiétude et de la délivrance.

"حنا الخطرة الأولى طرفنا الأبواب : باب رئيس الدائرة ، باب الوالي، رئيس الحكومة، باب رئيس الجمهورية، كل الأبواب. المشكلة ما لقيناش تجاوب. مبعد رفعنا يدنا لمولى عز وجل، لان لقينا الظلم ياسر[...] كيما يقولوا الشكوة لغير الله مذلة"⁸⁰⁶.

« La première fois, nous avons frappé aux portes : celles du chef de daïra, du wali, du chef du gouvernement, même celle du président de la République, nous n'avons eu aucune réponse. Après cela, nous avons imploré le bon Dieu pour qu'il nous délivre de cette injustice car « La plainte à autre que Dieu est humiliante »

Pour certains acteurs de proue, particulièrement, les plus religieux, ils voient leur participation au mouvement comme une volonté divine :

"قبل عام من الحراك وقفت الخدمة من شركة اتصالات وروحت لشركة بترولوية، بالنسبة لي الأمر رباني باش نشارك في هاذ العمل"⁸⁰⁷.

« Une année avant la mobilisation, j'ai démissionné d'une entreprise de télécommunication pour aller vers une société pétrolière. C'est pour moi un signe de Dieu qui m'a amené à participer à ce mouvement ».

Tous ces indicateurs montrent la place qu'occupe la religion dans cette microsociété et sa répercussion inévitable sur la résistance citoyenne contre le projet du gaz de schiste. Même après avoir levé le camp de *Soumoud*, la population recourt encore à une expression puisée et inspirée de religion, en guise d'avertissement aux autorités :⁸⁰⁸ « وإن عدتم، عدنا » - « Si vous revenez, nous reviendrons ». Une expression qui fait allusion à la loi de talion.

⁸⁰⁵ « Il existe des choses divines comme l'imploration, la prière, la charité. Dieu n'a-t-il pas dit de soigner nos malade par la charité ? Les gens font don de leur argent, de leur nourriture, cela fait partie de nos traditions. Nous faisons la prière de la clémence (*Lotfia*) pour que le climat soit plus doux, en offrant un don « don zegag » où des hommes et des femmes distribuent de l'orge, du blé et d'autres récoltes aux enfants des écoles coraniques. En contre partie, ils prient dieu pour mettre fin au malheur. C'est comme la prière de la pluie qui fait partie aussi de notre héritage culturel (cultuel). Entretien avec B. B, In Salah, 24/12/2017.

⁸⁰⁶ Entretien avec M. Dj, In Salah, 28/12/2016.

⁸⁰⁷ Entretien avec A. B. M, In Salah, 24/12/2016.

⁸⁰⁸ Voir les versets 8 (سورة الإسراء) et 126 (سورة النحل).

6-6) Amplification médiatique de la cause

Le caractère nouvel du mouvement et sa spécificité régionale était l'une des attractions médiatiques en ce début de l'année 2015. Les médias qui sont toujours à la recherche du nouveau et du spectaculaire, trouvent le sujet « captivant » non pas pour le gaz de schiste proprement dit, mais pour les contestations sociales qu'il a suscité. Tandis que, les porteurs de la cause considèrent les médias comme leurs alliés et une aubaine pour faire entendre leur voie à grande échelle, pourvu qu'ils soient objectifs.

Rien qu'au premier trimestre 2015, les quotidiens nationaux : *El Watan*, *Liberté* (fr) et *El Khabar* (ar) ont accumulé en tout et pour tous 452 articles consacrés à la cause d'In Salah et au gaz de schiste, contre un total de 198 articles publiés sur la problématique du GDS durant la période allant de 2009 à 2014 dans les mêmes journaux. Sur l'ensemble de ces articles (452), plus de 50% sont enregistrés durant le mois de janvier 2015. Cela montre la ruée des médias sur cet événement dès le premier mois de son enclenchement en raison de l'effervescence sociale et de la mobilisation citoyenne qui a dépassé toutes les attentes. Avant de connaître par la suite une régression en matière de couverture, puis l'abandon du sujet, qui semble déjà été consommé médiatiquement, vers le mois d'avril 2015 qui coïncide avec l'arrivée des chaleurs et la levée du campement.

Tableau N° 20 : Comparaison de nombre d'articles publiés par trois quotidiens nationaux avant et après le déclenchement du mouvement anti-GDS à In Salah.

Années	El Watan	Liberté	El Khabar
2009-2014	138	28	32
2015	202	138	112
Total	340	166	144

En effet, l'opposition citoyenne anti-GDS a obligé les médias à suivre l'agenda événementiel des contestations au lieu d'imposer leur propre agenda médiatique. A ce stade de la controverse les médias ne faisaient qu'accompagner le mouvement social, en lui consacrant plus d'espace/temps médiatique qui lui assure plus de visibilité. Tandis que, les médias internationaux ont joué un rôle important dans l'internationalisation de la question à l'exemple de : *Médiapart* (14 articles), *Jeune Afrique* (8 articles), *New York Times* (2 articles), *Le Monde*, *Le Figaro*, *La Croix*. En plus de sites d'information comme : *Reporterre*, *Middle East*, *Orient express* et des chaînes TV telles que : *France 24* et *Al Jazeera*. Tous ces médias ont consacré des espaces de rédaction et temporel à la lutte de la population d'In Salah. Ajouter à eux, les grandes agences de presse telles que l'AFP qui constituent des fournisseurs d'information aux autres médias à travers le monde.

Dès lors, cette médiatisation internationale de la lutte anti-GDS à In Salah a suscité en retour des solidarités militantes des réseaux altermondialistes, de plusieurs ONGs et collectifs anti-GDS ainsi que de plusieurs activistes à l'image de José Bové qui a dénoncé l'engagement de la firme Total dans des activités en Algérie au moment où la France a interdit sur son territoire l'exploitation du GDS et appelle au soutien de la population d'In Salah, tel que l'a exprimé dans une rubrique médiatique, quand il écrit : « Le simple fait que Total songe à exploiter le gaz de schiste dans le désert montre une fois de plus que cette entreprise est criminelle. Elle devra répondre de ses crimes devant un Tribunal environnemental international [...] Elles (manifestations) doivent être soutenues par l'ensemble des habitants de la planète et en particulier par nous, qui habitons de l'autre côté de la Méditerranée, et qui sommes leurs voisins. »⁸⁰⁹

Cette externalisation de la cause a entraîné un sentiment de fierté pour la population de cette région qui sort de l'anonymat et de son isolement. Désormais elle ne sera plus citée uniquement dans les bulletins météorologiques, car elle sera toujours associée à une cause juste et pacifique.

L'aspect communicationnel était donc un enjeu que les porteurs de la cause ont compris, ils se sont misés dessus dès le départ par la constitution d'une commission chargée de communication. De plus, la présence de certains journalistes et correspondants dans la région a facilité le contact avec les médias. Comme l'atteste ce passage :

"كان عندنا واحد صحافي من الإذاعة الثقافية، كان في عطلة في عين صالح. اتصلت بيه وفهمنا بالقضية...وقالي دوك نعطي تليفون تاعك لصحابي، هما يتصلوا بيك باش تلتحقوا بالصوت"⁸¹⁰
« Un journaliste de Radio Culture était parmi nous. Il était en vacances à In Salah. Je l'ai appelé et je lui ai expliqué la situation. Il m'a dit qu'il allait donner mon numéro de téléphone à ses amis pour qu'ils me contactent et faire entendre notre voix ».

Certains militants se sont même reconvertis en journaliste et en fournisseurs de la matière aux médias, via internet et leurs chaînes Youtube. Tel cet étudiant initiateur de la première action :

"كنت مراسل Dzair news وKBC، نبعث لهم صور، فيديوهات و التسجيل تاعي، في اليوم نفسه بيثوها في نشرة الأخبار."⁸¹¹
« J'étais un correspondant de Dzaïr News et KBC. Je leur envoyais des images et des enregistrements, et le jour même, ils les diffusaient dans leurs JT ».

Alors, les TIC et les RSN (Facebook et Youtube) ont ouvert une autre fenêtre d'opportunité aux acteurs anti-GDS qui en ont profité pour donner plus de visibilité à leur cause. Ces outils de

⁸⁰⁹Bové, J. (2015, 28 février). Le gouvernement algérien doit interdire la fracturation hydraulique. *Médiapart*. Repéré à <https://blogs.mediapart.fr/jose-bove>. Consulté le 20/12/2017.

⁸¹⁰ Entretien avec H. H, In Salah, 07/07/2016.

⁸¹¹ Entretien avec O. A, In Salah, 02/01/2016.

communication citoyens s'avèrent des armes pacifiques entre les mains des militants anti-GDS. Ainsi, les citoyens découvrent le sens et l'impact réel de journalisme citoyens.

En ce sens, nous avons dénombrés plusieurs dizaines de chaînes Youtube alimentées régulièrement en vidéos pendant les événements. Sur ce réseau social numérique nous avons noté plus de 500 vidéos relatives au gaz de schiste et au mouvement d'In Salah. Ce fond documentaire ferait un bon corpus d'analyse pour des objets de recherche pourtant sur l'expression contestataire et l'usage des innovations techniques.

Néanmoins, si la population locale est satisfaite dans l'ensemble du rôle des médias privés qui ont soutenu indirectement leur cause en lui donnant plus d'existence dans l'espace public, ils sont par contre déçus des médias publics et de certaines chaînes privées pour leur partialité et parfois pour leur manque de professionnalisme.

Par ailleurs, cet accompagnement médiatique de la population d'In Salah dans sa lutte anti-GDS lui a fait découvrir le sentiment d'une capacité d'agir et le besoin de s'affirmer au sein de la société en tant que citoyens à part entière transformant ainsi leurs refoulés, leur isolement, leur peur de se manifester en une dynamique sociale en marche faisant face aux pouvoirs publics.

VIII.7) Gestion et confinement de l'Opinion publique anti-GDS

Dans leur stratégie de confinement, le réseau des promoteurs du projet du gaz de schiste avait tenté plusieurs procédés. Avant même le déclenchement du mouvement à In Salah les promoteurs de GDS ont essayé d'abord la carte de l'opacité et de la rétention de l'information c'est-à-dire l'imposition d'un black out sur le projet.

Puis, avec l'apparition des premiers noyaux d'opposants, notamment les scientifiques et les experts du domaine, les partisans du GDS se sont mis en branle en multipliant les sorties et les déclarations publiques, histoire de voiler le discours des sceptiques et d'imposer leur cadrage du projet, mais aussi pour rassurer les citoyens que l'exploitation du GDS ne présente aucun risque.

Presque, les mêmes procédés ont été repris lors de l'opposition citoyenne d'In Salah. Beaucoup d'acteurs de la cause ont mis en évidence ces manœuvres, ils savent très bien que leur lutte ne sera pas de tout repos car le « pouvoir algérien est difficile » "الدولة واعرة".

Ainsi le témoigne l'un des acteurs du mouvement : « أنا كشخص كنت عارف أنوا السلطة رايحة تلعب،⁸¹² النظام فاسد و بيغي الفاسدين⁸¹² ». Personnellement, je savais que le gouvernement allait « jouer » avec nous. Le système est pourri (corrompu) et il aime la pourriture (corrupteurs) ».

La première manœuvre consiste en l'inauguration du projet par trois ministres sans que personne ne soit avisé dans la région. Les autorités qui ont peur d'une réaction de la société, anticipent et déclarent que la zone est inhabitée et elle est loin de la ville d'In Salah d'environ 200km. Des déclarations que qualifient les citoyens de la région de mensongères, puisque la région est côtoyée par des nomades et la distance n'est que d'une vingtaine de kilomètre réellement à vol de oiseau :

"حتى المكان وبين دارو فيه المشروع زاد المغالطات في الصحافة، هما داروه في ثور محمود يعني راهم على بعد 20 كلم و صححنا الغلطة. لان أهنت تبدي في 120 كلم طريق تمنراست"⁸¹³

En ce sens, la population interrogée considère que les déclarations des responsables du gouvernement comme : non convaincantes (63,3%), pas rassurantes (61%) et même pas honnêtes (56,2%).

Le développement des événements ont contraint les autorités à passer aux pourparlers et d'envoyer des délégations. Commenant par le ministre de l'Energie et des Mines qui est allé à la rencontre des représentants de la population en compagnie de quelques experts « maison ». Mais, la rencontre n'a pas abouti, car il n'a aucune intention d'arrêter le projet, c'est ce n'est une opération de séduction par la proposition de projets de développement dans la région. Dès lors, une délégation de députés FLN est envoyée à In Salah pour tenter encore de convaincre la population de rentrer chez elle tout en écoutant leurs doléances, pareil cette tentative est tombée à l'eau devant la détermination des citoyens.

Par la suite, les autorités choisissent le Pr. Ladjel pour sa proximité avec la population locale afin de transmettre la proposition d'une nouvelle technique qu'on désigne par la fluoropropane, à la place de la fracturation hydraulique, une fois de plus la population maintient sa revendication unique : l'arrêt du projet et rejet de la proposition des autorités.

C'est alors qu'on a fait appel au Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le général Abdelghani Hamel⁸¹⁴ en tant que représentant personnel du président de la République, Abdelaziz Bouteflika pour rencontrer les représentants de la société civile locale. Ici encore, lors de la constitution de la liste des personnes qui devraient rencontrer l'envoyé spécial du

⁸¹²Entretien avec T. A, In Salah, 28/12/2016.

⁸¹³ Entretien avec A. B. M, In Salah, 24/12/2016.

⁸¹⁴Le choix porté sur le Général Hamel n'est fortuit puisqu'il a exercé par le passé dans la région, donc il y connaît.

président, une manœuvre visant à écarter certaines têtes de mouvement fut menée par un notable chargé de remettre la liste aux autorités. Mais, les représentants de la population ont déjoué la combine et exigent la présence de tous ou rien. Comme le rapporte l'un d'eux :

"تفاهمنا ودرنا قائمة بالقوط، تاع سبعة أشخاص ، غدوة من داك لحقنا خبر بلي كاين أشخاص حذفهم من القائمة لسبب أو للأخر، في نفس الوقت درنا اجتماع، وقررنا إلغاء قاع المجموعة. غدوة منداك روحنا للمطار، أنا شخصيا تأكدت من المعلومة، شفت القائمة عند واحد الضابط ، لقيت واحد نحاوله وأخر مشطوب و طلبنا حضور الجميع"⁸¹⁵.

« Nous avons voté pour établir une liste de sept personnes. Le lendemain nous avons appris la suppression de quelques éléments pour une raison ou pour une autre. Au même moment, nous nous sommes réunis et nous avons décidé de dissoudre le groupe. Le lendemain, nous sommes allés à l'aéroport, j'ai vu de mes propres yeux la liste chez un officier, des noms étaient rayés ».

Après la rencontre, le DGSN leur a demandé de désigner trois personnes pour le raccompagner à Alger et rediscuter le sujet :

"عرض علينا فكرة نجيو معاه للعاصمة باش يوصلنا للقيادة باش يردوا على الطرح تاعنا"⁸¹⁶
« Il nous a proposé de l'accompagner à Alger pour rencontrer les décideurs »

Mais, les porte-paroles de mouvement qui étaient sur leur garde voient en cette proposition une tentative de récupération, qu'ils ont évitée intelligemment, en lui rétorquant : « Puisque le président vous a envoyé et vous a fait confiance, vous n'avez qu'à lui transmettre notre message et vous avez toute notre confiance aussi »⁸¹⁷. Lui qui a insisté sur la levée du camp, a eu une réponse franche et décidée de la part des activistes qui lui ont dit que : « Le camp n'est qu'un espace vague, les tentes ne portent aucune atteinte au fonctionnement des services et non plus à l'ordre public »⁸¹⁸. A travers cette réponse, les opposants au GDS voulaient lui dire qu'ils ne sont pas prêts à lever le camp, le Général Hamel a bien compris à qui il a affaire. Néanmoins, il leur a proposé de faire une photo souvenir ensemble et de la mettre sur la page facebook *In Salah Sun and Power*⁸¹⁹.

D'autres procédés sont également enregistrés, comme celui de la diffusion des rumeurs, le dénigrement de la population et surtout l'instrumentalisation de la question des origines ethniques de la population :

⁸¹⁵Entretien avec A. B. M, In Salah, 24/12/2016.

⁸¹⁶*Idem.*

⁸¹⁷La réponse fut de la part de Mohammed Azzaoui, contrôleur aérien à l'aéroport d'In Salah. Entretien avec A. B, Alger, 31/08/2016.

⁸¹⁸La réponse fut de la part de Azzi Abdenacer, médecin. Entretien avec A. B, Alger, 31/08/2016.

⁸¹⁹Entretien avec A. B, Alger, 31/08/2016

"الناس لي كانت ضدنا من المنطقة خرجت دعايات. يشوفونا أيادي خارجية. للأسف الشديد، الناس حاولت تدير تفرقة وتلعب على وتر التركيبة الاجتماعية خاصة اللون".⁸²⁰

« Les gens qui s'étaient opposés à nous dans la région s'étaient mis à colporter des rumeurs, comme quoi nous sommes la « main étrangère ». Malheureusement, des gens ont essayé de créer un conflit séparatiste en jouant sur la composition sociale, notamment la couleur de la peau ».

De plus, la volonté de traumatiser la population constitue également une autre carte entre les mains des promoteurs du projet, certains acteurs sociaux ont affirmé qu'en cette période d'opposition, des avions militaires passent régulièrement au dessus de campement de *Soumoud* en guise de démonstration de force et d'avertissement à la population. Ceci dit, la peur et l'isolement de la population sont des manœuvres associées à la gestion officielle du conflit du GDS. « La crainte qui s'est installée au début a été amplifiée, notamment par certaines personnes comparant notre situation à celle des Kabyles ».

"الخوف لي كان في لول روجوه بعض الناس بلي الدولة تسكر عليكم كيما لقبائل"⁸²¹

En plus de black-out imposé par les médias publics à la cause de la population d'In Salah, les réseaux sociaux numériques, qui constituent un prolongement à l'espace physique, étaient la cible d'une vague de censure durant les contestations locales en raison de l'importance de cet espace d'expression libre qui forme aussi une base de données et d'informations publiques. C'est ce que de nombreux interlocuteurs nous ont affirmé :

"في وحد الوقت غلقوا صفحة صان باور لمدة ساعتين. خلال المظاهرات غلقونا بزاف les comptes Facebook بما فيهم تاعي لانوا كان عندي 10000 صورة على القضية، الآن راه 20000 صورة".⁸²²

« A un moment, ils ont bloqué la page *In Salah Sun & Power* deux heures durant. Pendant les manifestations, ils ont fermé plusieurs comptes Facebook, dont le mien, alors que j'avais 10 000 photos sur l'affaire. A présent, j'ai atteint 20 000 images ».

Avec le temps, des tensions internes commençaient à apparaître. Notamment depuis la proposition faite par le gouvernement qui consiste en la construction d'un « Observatoire des hydrocarbures » à In Salah, dont les rumeurs soutenant qu'il serait dirigé par l'un des leaders du mouvement d'opposition. Cette proposition a semé le doute dans les rangs de la population, au point où certains commencent à se méfier de quelques têtes du mouvement. Face à la détermination et la persistance des opposants au projet, les autorités avaient préféré prolonger leur silence radio au lieu de répondre aux appels et aux cris de la population, comme le résumé l'expression de l'un des étudiants initiateurs de la lutte :

⁸²⁰ Entretien avec T. A, In Salah, 28/12/2016.

⁸²¹ Entretien avec A. B, In Salah, 27/12/2016.

⁸²² Entretien avec Dj. A, l'un des photographes amateurs qui a joué un rôle important dans la couverture des événements d'In Salah, 27/12/2016.

" بكري تهدر تموت، دورك أهدر حتى تموت"⁸²³.

« Par le passé, tu parles, tu meurs. Maintenant, parle jusqu'à ce que tu crèves ».

Au fil du temps, la couverture de moins en moins de la question par les médias a confiné davantage le mouvement. De plus, pour dissiper les porteurs de la cause et mettre fin à l'opposition contestataire, des parties occultes ont menacé certains leaders, les plus influents. D'autres ont subi des représailles professionnelles, un cas même de torture nous a été signalé par nos interlocuteurs.

En effet, les pouvoirs publics se sont servis de tous les autres moyens possibles pour mener à bonne fin leur projet y compris, l'ultime procédé ; la violence et l'agression physique qui « ne sont naturellement ni l'unique moyen administratif ni même seulement le moyen normal d'un groupement politique »⁸²⁴. Ces procédés, dont a fait l'objet *Es Samidouns* en deux reprises, sont ponctuées par des pertes matérielles (véhicule saccagés, tentes incendiées) et beaucoup de blessés : ⁸²⁵ "كي لحقوا للتكسير الهيدروليكي، جابولنا لأمن". « Quand ils sont arrivés à la fracturation hydraulique, ils nous ont ramené les forces de sécurité ».

D'autres procédés sont également signalés par nos enquêtés tels que les tentatives de manipulation que les jeunes du camp ont déjoué en plein nuit à la place *Soumoud* ; en arrêtant deux personnes venant diffuser des tracts pour rejoindre l'organisation terroriste de *Daech* et pratiquer du charlatanisme.

Parallèlement à ces pratiques, dans les démocraties effectives comme le Canada (Québec), les autorités ont associé le Bureau d'audiences public à l'environnement (BAPE) dans la gestion du conflit du gaz de schiste. Cette structure avait pour mission d'enregistrer toutes les doléances, demandes, les rapports et propositions citoyennes et d'acteurs sociaux de la question y compris les avis de l'industrie du GDS. Ce genre d'outil est incontournable dans le processus d'acceptabilité sociale puisqu'il associe la société civile à se prononcer sur une affaire publique.

Contrairement, aux USA et au Canada où l'industrie du gaz de schiste s'est impliquée directement dans la controverse en développant un discours favorable à son exploitation, en Algérie par contre, hormis l'entreprise nationale algérienne et le communiqué de Total, annonçant la fin de partenariat avec Sonatrach concernant le projet du GDS, les firmes internationales se sont abstenues de communiquer et de s'afficher dans cette affaire publique.

⁸²³Echanges téléphoniques en 2016 avec T.Z, l'un des étudiants d'In Salah initiateur du mouvement.

⁸²⁴Weber, F. (2001). *Max Weber, textes essentiels*. Paris : Hachette, p. 110.

⁸²⁵ Entretien avec 2H, In Salah, 07/01/2016.

Elles sont restées à l'écart de la polémique qui a caractérisé cette problématique environnementale du moins publiquement).

En résumé, le conflit opposant la population d'In Salah et le gouvernement algérien a révélé les limites des autorités publiques dans la gestion des crises puisqu'aucune cellule ni commission officielle n'a été désignée pour gérer le problème. Ce qui a engendré une communication négative⁸²⁶ autour du conflit. En conséquence, les déclarations des officielles se contredisent, entraînant un imbroglio total. Mais aussi un changement de regard des gouvernés envers leurs gouvernants, exprimé ouvertement par la population : « Depuis le mouvement du gaz de schiste, j'ai découvert combien valait notre Etat (décideurs). Je n'ai plus peur d'eux [...], ils ont manqué de considération envers nous »⁸²⁷. Cette politique de confinement s'est poursuivie même après l'arrêt du projet du GDS à In Salah, puisqu'en 2017, les autorités publiques ont interdit un séminaire international sur le sujet⁸²⁸ organisé par le mouvement national des étudiants algériens à l'institut supérieur des hydrocarbures de Boumerdès.

⁸²⁶ Nombreux sont nos interlocuteurs qui affirment que la communication officielle et des autorités publiques était négative, provocante et pas du tout apaisante.

⁸²⁷ Echange avec un jeune touareg de la région.

⁸²⁸ L'intitulé porte sur : « le gaz de schiste est-il une alternative à la baisse des recettes en hydrocarbure ? ». Il était prévu que l'une des figures de la lutte anti-GDS en Algérie (Sabrina Rahmani) intervienne avec Dr Mohamed Maiz sur l'impact des GDS sur l'environnement et la santé.

Conclusion

Conclusion

A titre de rappel cette recherche visait à comprendre comment l'opinion publique anti-GDS est née en Algérie, plus précisément à In Salah. Elle traite la problématique de la traduction d'un projet d'intérêt général, celui de l'exploitation du gaz de schiste, en un problème public à caractère environnemental. A ce stade, il s'agit, d'abord pour nous, de tirer certaines conclusions de cette analyse multi-variée, en termes de retour d'expérience et de formuler des perspectives que nous jugeons pertinentes dans le contexte algérien, puisqu'il s'agit bien de notre terrain d'étude.

1- La cause anti-GDS, un révélateur des mutations sociales

L'opinion publique contestataire anti-GDS, née à In Salah, et qui est traduite par un campement public, représente une nouvelle forme d'agir dans le répertoire d'action contestataire en Algérie. Cette opinion publique contestataire avait articulé ses revendications et ses pratiques autour de plusieurs valeurs ; de démocratie, de dignité, de justice sociale et climatique. Des valeurs qu'on rencontre dans presque tous « les mouvements de places »⁸²⁹ qui dénoncent le déni, le mépris et l'injustice que les populations subissent « [...] dans un monde contrôlé par des forces incapables de donner la liberté et la dignité aux populations »⁸³⁰.

La place *Soumoud*, comme « espace occupé », est transformée par la population d'In Salah en un espace d'expérience autonome et distant des pouvoirs publics. Il dégage de l'énergie et il est le centre d'attraction des rapports et des enjeux politiques. Cette forme d'action collective ressemble à tant d'autres expériences de « démocratie des places »⁸³¹ à travers le monde ; des *indignados* de l'Espagne en 2011, aux campements *Occupy* (USA, Allemagne...), en passant par la place *Tahrir* en Egypte (2011) et aux « Nuits debout » de Paris en 2016.

De cette lutte sociale et environnementale, nous pouvons retenir plusieurs éléments nouveaux. Sur le plan social, la cause de gaz de schiste à In Salah a entraîné une dynamique sociale jamais vécue par le passé dans cette région profonde de l'Algérie. Celle-ci représente une expérience citoyenne en termes d'action et d'exercice politiques qui émerge en tant que nouvelles pratiques contestataires où la chose purement politique et matérielle laisse place à de nouvelles valeurs qui relèvent du bien-être, de la protection environnementale, de la justice

⁸²⁹ Pleyers, G., Glasius, M. (2013). « La résonance des « mouvements de places » : connexions, émotions, valeurs », *Socio* [En ligne], 2. Consulté le 26 février 2018. doi : [10.4000/socio.393](https://doi.org/10.4000/socio.393).

⁸³⁰ Extrait du manifeste d'*Occupy global*, mai 2012.

⁸³¹ Pleyers, G., Glasius, M. *Op. cit.*

climatique, du droit de savoir et à la concertation, ainsi que de la présomption des situations de risques et des dangers mais aussi de la nécessité d'adopter le principe de précaution. C'est-à-dire, des revendications orientées plutôt à des valeurs symboliques qu'économiques. Pour légitimer leur cause et exprimer leur identité locale, les opposants au projet du GDS ont mobilisé un répertoire d'action varié, dans lequel le discours formulé écarte les revendications socio-économiques non pas par satisfaction (besoins) mais par calcul stratégique. Donc, la cause du GDS en Algérie a révélé, en termes de revendications citoyennes, un déplacement remarquable des valeurs matérielles (socio-économiques) aux valeurs symboliques. Ceci a été constaté encore dans l'opinion de 89,9% des questionnés qui comptent mener d'autres luttes pour la préservation de l'environnement naturel contre seulement 8,6%. Cette envie de la population interrogée de s'engager dans l'action environnementale s'exprime par un ensemble de pratiques telles que : l'adhésion aux associations environnementales (43,4%), la participation aux actions de défense et de protection de l'environnement (43,4%), la sensibilisation des autres aux questions environnementales (28,1%), ou encore en adoptant des pratiques quotidiennes respectant la nature (41,6%).

En termes de retour d'expérience, l'une des observations constatées chez la population interrogée réside dans la rupture de confiance avec les responsables politiques (77,9%) et les autorités publiques. Par le passé, cette région était fidèle et adhérait « inconditionnellement » aux politiques publiques, les taux de participations aux différentes élections et le triomphe des partis pro-gouvernementaux sont des indicateurs de cette loyauté. Les représentants locaux, notamment les élus et les notables, par leur positionnement ambigu voire même à l'opposé de la volonté populaire, avaient suscité la méfiance des citoyens envers eux (80,5%). La peur d'être trahi à nouveau ou que des individus magouillent avec les promoteurs du projet du gaz de schiste a poussé les meneurs de la cause à opter pour un mouvement horizontal, où toutes les décisions et les opinions particulièrement masculines sont entendues dans un esprit collégial.

En revanche, malgré la participation importante des femmes d'In Salah (échelle locale) dans cette opposition citoyenne, mais leur opinion n'a, visiblement, ni été entendue et ni associée à la prise de décision, elles sont victimes des us et d'une tradition patriarcale. Contrairement aux opinions des actrices engagées à l'échelle nationale, qui sont plus au moins libérées de ces contraintes socioculturelles et qui jouissent d'une expérience militante. L'un des aspects positifs que la controverse du gaz de schiste à In Salah avait provoqué, réside dans le renforcement des liens de solidarité qui a soudé encore plus les membres du

réseaux. L'animosité d'antan et la ségrégation raciale entre les groupes ethniques qui composent la société locale ont disparu du paysage (du moins, elles ont été bannies pendant le conflit). Finalement, les crises créent des amis de circonstances pour faire face au même ennemi. Comme disait l'adage populaire de chez nous : «Celui qui est emporté par le torrent, s'accrochera même aux épineux ».

L'acceptation de l'autre et la recherche des alliances étaient vues par les meneurs comme une condition *sine qua non* pour la réussite de leur action. Toutes les divergences du passé et de répulsion de l'autre étaient mises de côté, en croyant à l'union qui fait la force, une impression qu'affirment 79,8% des enquêtés. Par conséquent, aucune chance n'a été laissée aux tentatives de divisions du mouvement.

En plus, des éléments cités précédemment, l'engagement des acteurs sociaux et de la population d'In Salah dans la cause du gaz de schiste leur a ouvert les yeux sur la situation et les conditions dans lesquelles ils vivent. C'est ce que témoignent 30,3% des interrogés qui sont animés par une envie de reconquérir une identité longtemps bafouée et oubliée. La réussite de cette expérience laisse 77,2% des citoyens questionnés dans cette région croire aux luttes sociales comme unique voie pour arracher les droits qui ne se donnent pas. La structuration du mouvement en commissions (technique, communication et gestion de la place *Soumoud*), et la désignation du (des) porte-parole (s) (*Membres des 22*) reflète l'avènement de nouvelles pratiques de représentativité dans cette région, jadis, monopoles des notables désignés par les autorités ou auto-désignés. Mais, également, elle montre les limites de ces représentants verticaux (notables) devant les nouvelles compétences sociales et leurs capacités à s'organiser et à porter autrement les doléances de la population par une nouvelle approche horizontale portée sur des pratiques plus démocratiques et participatives, par la consultation et la concertation de la base populaire. Ainsi, la cause du gaz de schiste a été l'occasion qui a marqué une mutation sur le plan social, avec l'émergence d'une nouvelle élite qui se démarque de la délégation traditionnelle. Les nouveaux acteurs gagnent l'estime de la population en raison de leur capital social, ainsi que des valeurs qu'ils incarnent. D'ailleurs, 62,2% des interrogés sur le sujet affirment qu'ils pourraient compter sur la nouvelle génération et l'élite de la région. En revanche, l'ancienne organisation (notable) est vue comme une structure défaillante, voire même complice de la situation dans laquelle se trouve leur région.

Par ailleurs, l'opposition entre les paradigmes individualiste et des nouveaux mouvements sociaux peut être concrétisé ici dans la confrontation entre la jeune génération qui jouit d'une légitimité toute nouvelle et les notables avec une légitimité historique et symbolique.

Si les premiers cherchent l'intérêt général et le bien public, les notables s'inscrivent dans le paradigme individualiste préférant les privilèges personnels, en cherchant à se maintenir dans leur statut social d'intermédiaire aux services des autorités.

Le mouvement d'In Salah qui a su mobiliser des milliers de citoyens pendant plusieurs mois, a transcendé une autre limite à laquelle ont fait face d'autres réseaux et mobilisations que Lilian Mathieu⁸³² décrit d'inaptes à se clore. Malgré leur capacité à impulser l'action collective, ils n'aboutissent pas aux négociations et aux signatures des accords de sortie de crise et ne jouissent pas de la légitimité que fournissent les mécanismes d'élection et de représentation. En ce sens, les acteurs qui étaient au devant de la scène lors de la lutte anti-GDS ont pris conscience de l'enjeu de la représentativité politique. Dès lors, ils ont transformé cette énergie motrice en acte politique lors des élections législatives de 2017, où la consigne a été donnée pour chacun et chacune pour voter l'un des acteurs de l'opposition anti-GDS (Ahmed Taleb). Ce moment marque le passage à la méritocratie, où les critères de compétences, d'intégrité intellectuelle et d'honnêteté priment devant les critères anciens de représentativité fondés sur l'appartenance familiale, tribale, de noblesse et de rang social.

L'autre limite que le mouvement de contestation d'In Salah a su surpasser est celle posée par Jaser⁸³³ qui réside dans la capacité des activistes à allier la loyauté aux valeurs initiales de leur mouvement et de leur position, devant les opportunités politiques, les privilèges professionnels et les offres institutionnelles qui leur sont proposés. Sachant que les tentatives de division au sein des mouvements, la récupération de l'élite et des acteurs les plus influents dans toute contestation est une pratique courante ; c'est l'apanage des pouvoirs publics. La mouvance démocratique en Algérie en est un parfait exemple du phénomène de nomadisme politique et de changement de camp par certains politiciens⁸³⁴, pourtant très connus pour leur opposition acharnée au pouvoir algérien. Ce genre de pratiques a été observé lors du printemps noir en Kabylie, par la création de délégués appelés « Taïwan », partisans⁸³⁵ du dialogue au moment où la rue le refusait. Ces expériences dégagent une résonance négative sur l'action collective, elles suscitent de la méfiance et la peur de se faire corrompre par le pouvoir. Les mêmes agissements ont été reproduits par les réseaux des promoteurs du projet de gaz de schiste à In Salah. Après, les visites officielles des députés (FLN, RND) comme

⁸³² Mathieu, L. (2011). La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politiques en France aujourd'hui. Dans Pleyers, G., Glasius, M. *Op. cit.*

⁸³³ Jasper, J-M. (2006), Getting your way. Strategic Dilemmas in the Real World. Dans Pleyers, G., Glasius, M. (2013). *Op.cit.*

⁸³⁴ Khalida Messaoudi, Amara Benyounes, Hadi Ould Ali.

⁸³⁵ En 2001, face au mouvement des aârchs, le gouvernement algérien a réussi à récupérer quelques délégués qui ont accepté de dialoguer avec lui et contre la volonté citoyenne. Ils ont été qualifiés de délégués « Taïwan » (contrefaits).

tentatives d'amadouer les esprits et d'éteindre la flamme de contestation, le ministère de l'énergie et des mines avait annoncé, la création d'un institut de formation sur les hydrocarbures dans la région d'In Salah. Les rumeurs désignaient l'un des leaders du mouvement pour diriger le centre. Ces pratiques entrent dans de nouvelles pistes de recherches prometteuses, sous l'angle de la sociologie des promesses.

2- Retour d'expérience

En termes de bénéfices, ici aussi, la population avance des aspects plutôt moraux que matériels. Beaucoup de nos interrogés affirment que leur engagement dans la lutte anti-GDS leur a apporté une satisfaction morale (38,6%). D'autres soulignent que cette lutte a suscité en eux un sentiment de fierté (71,9%) d'appartenir à cette région. Elle renvoie à une forme d'identité régionale. Ces aspects ouvriront des champs de recherche fructueux, notamment dans le registre de la formation des solidarités et des identités collectives lors des actions contestataires.

Depuis, cette cause anti-GDS, 52,4% de nos interlocuteurs soulignent que la région est sortie de son isolement et est devenue plus connue à l'échelle nationale et internationale. L'Etat de son côté s'est penché plus sur le développement et à l'aménagement de la ville. C'est grâce à l'engagement de la population dans la lutte anti-GDS que cette Daïra (sous-préfecture) a été élevée au rang de wilaya (préfecture) déléguée par les hauts responsables de l'Etat lors de dernier découpage administratif (2015).

Parmi tous les acteurs interrogés sur le retour d'expérience de cette lutte environnementale, 53,6% d'entre eux mettent en exergue l'élan de solidarité national et international apporté par les partisans et sympathisants de la cause. La dynamique sociale qu'elle a provoquée est également indiquée par 41,2% de questionnés. D'ailleurs, c'est en pleine opposition anti-GDS que l'idée de la création de l'association socio-humanitaire locale *El Ihssan* (Charité et bienfaisance) a germé, à la place *Soumoud*.

En revanche, cette lutte citoyenne révèle le caractère éphémère de la controverse puisque 59,6% des acteurs engagés dans la cause déclarent ne pas garder contact avec d'autres acteurs du mouvement. Il est révélateur d'une solidarité de circonstance, mais qui servira certainement de nouvelles initiatives à l'avenir. Quant à ceux qui gardent contact (34,8 %), ils le font dans le but, entre autres, de rester en veille informationnelle sur le sujet (12,7%) et pour mener éventuellement des actes citoyens (7,9%).

Par ailleurs, 67,8% des acteurs sont déterminés à revenir à la charge si jamais l'Etat décide de reprendre le projet du GDS dans la région. Contre une infime (1,5%) partie qui acceptera le projet. Tandis que, 38,2% privilégient la négociation à l'agir politique (3,7%).

Compte tenu de ce qui a été dit ci-haut, les questions environnementales doivent être intégrées effectivement dans les politiques publiques de l'Etat au-delà des textes et des institutions mises en place, puisqu'elles relèvent de la question existentielle, de bien-être et de la santé des citoyens. Un environnement sain, propre et bien aménagé peut procurer du bonheur aux individus mais également se constituer en une source de rentabilité économique et en un potentiel touristique créateur de richesses.

3- Une cause transcendante

L'analyse de cette opinion publique contestataire et anti-gaz de schiste, faudrait-il le rappeler, s'inscrit dans cette dynamique oppositionnelle mondiale. Sa particularité en Algérie réside surtout dans son ancrage local, dont la proximité de risque est le facteur le plus explicatif de l'opposition citoyenne. Contrairement aux acteurs locaux, l'engagement des autres acteurs nationaux renvoie à une question de principe, de conviction et eu égard des risques de l'exploitation du gaz de schiste et de la protection de l'écosystème, mais également à des calculs politiques.

La différence en termes de sentiments de peurs et de frustrations que le projet a suscités est plus importante chez la population locale d'In Salah qui voit le danger de tout près. Néanmoins, les opposants locaux étaient réconfortés par la position dominante de la population qui récuse le projet.

Les cadrages des risques du projet construits par d'autres acteurs nationaux et internationaux avaient servi les opposants locaux qui n'ont fait réellement que les reproduire, les publiciser dans les espaces publics tout en les contextualisant.

La spécificité de l'opposition anti-GDS à In Salah réside aussi dans son caractère purement local que les meneurs de la cause défendent sans vouloir politiser leur cause. Malgré cela, le mouvement d'opposition d'In Salah a attiré la sympathie et a créé des solidarités nationales et internationales qui l'ont fait intégrer dans la sphère politique.

En effet, cette cause a été initiée par un noyau d'étudiants locaux, sous l'influence d'un lanceur d'alerte étranger à la région et qui est resté dans l'ombre. Ces jeunes universitaires ont associé à leur initiative des cadres professionnels de la région qui travaillent dans le secteur notamment des hydrocarbures et qui connaissent bien les risques relatifs au projet.

Avant l'enclenchement de la controverse du GDS à In Salah, les problématiques environnementales dans la région comme dans le reste de l'Algérie faisaient peu partie des préoccupations citoyennes. Pourtant, la région du Sud a connu plusieurs expérimentations et catastrophes écologiques mais qui demeurent méconnues du grand public. Ceci dit, le travail de sensibilisation de la population et de la publicisation des dangers du projet associé à la disponibilité des moyens de communication citoyens, plus libres et accessibles à tous, expliquent aussi cette mobilisation citoyenne anti-GDS.

Hormis, quelques membres associatifs, la population d'In Salah ignore même l'existence de cette industrie au moment où d'autres acteurs algériens se sont opposés à l'idée d'exploiter le gaz de schiste en Algérie. Il a fallu attendre l'inauguration officielle du premier puits pilote pour assister à l'opposition et à l'action collective anti-GDS localement.

De cette controverse se dégagent deux types de discours, l'un fondé par les partisans, essentiellement, sur les aspects économiques, alors que celui des opposants est très varié et englobe plusieurs registres critiques (économique, politique, environnemental, sanitaire...) que nous retrouvons également chez d'autres acteurs anti-GDS à travers le monde.

En fait, cette controverse résulte de l'insistance des pouvoirs publics d'aller vers l'exploitation du GDS en raison de la situation économique précaire du pays et des réserves importantes en cette ressource non conventionnelle qui attire la convoitise.

Dans cette controverse, deux positions majeures se dégagent. Du côté des partisans, le discours porte sur le caractère exploratoire du projet, c'est une manière pour les promoteurs du projet d'apaiser les esprits des sceptiques et les voix contestataires. A l'opposé, chez les acteurs anti-GDS, nous retrouvons presque le même discours que celui développé dans d'autres controverses à l'international tel que l'adoption d'un moratoire sur le projet.

L'avantage des opposants algériens au projet du GDS consiste dans l'apport des spécialistes et scientifiques du domaine qui ont produit déjà un discours critique sur le sujet. Donc, leur expertise scientifique avait constitué un grenier d'arguments pour les opposants locaux. Elle devient alors « complice dans la propagation des risques »⁸³⁶.

La confrontation entre les opposants et les partisans est caractérisée également par un rapport de force déséquilibré. Le réseau des promoteurs, formé essentiellement des pouvoirs publics, détient plus de moyens. Il a en sa faveur les médias publics, les pouvoirs : juridique, administratif, politique et sécuritaire. Ce qui n'est pas le cas du réseau citoyen qui compte peu

⁸³⁶Le Bon, D. (2012). Sociologie du risque, *Op.cit*, p. 58.

de moyens, qu'il essaye de combler par d'autres répertoires d'action et opportunités telles : les actions de terrains, les solidarités partisans, les RSN, les convictions militantes, etc.

Cette controverse soulève la problématique de l'acceptabilité sociale qui implique la participation, la consultation et la concertation des publics sur le projet. Elle s'inscrit à l'opposé de l'opacité, de l'imposition et de l'unilatéralisme dans la prise de décision qui écarte les partenaires sociaux et les experts sceptiques. Ces motifs sont souvent rencontrés dans d'autres contextes et pays du monde.

Sur le plan géopolitique et médiatique, cette cause environnementale du GDS est née dans un contexte national et international un peu particulier. Il est caractérisé par des soulèvements populaires dans les pays du nord de l'Afrique, dont l'effervescence est arrivée jusqu'à Alger. A l'échelle nationale, les médias étaient plutôt branchés à la vie politique et à la réélection d'Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat de suite. En d'autres termes, avant 2015, la controverse du GDS en Algérie était moins visible que d'autres préoccupations sociopolitiques.

Si les partisans du GDS ont qualifié le projet d'opportunité à l'économie nationale, les opposants quant à eux le voient en tant que problème en raison de ses incertitudes et de l'impossibilité de contrôler le procédé technique de la fracturation hydraulique. Un sentiment que partagent tous les opposants à cette industrie à travers le globe.

Dans le même sillage, la circulation des savoirs et des informations sur cette question à travers le monde avait pesé sensiblement sur la prise de conscience mondiale des risques de l'exploitation du GDS d'autant plus que la technique de fracturation hydraulique est la même partout.

En plus, de la mobilisation de l'expertise scientifique, la controverse du GDS a fait apparaître d'autres aspects (sociaux, culturels, culturels) qu'elle a mis en évidence et qui relèvent du profane. Sur un autre registre, les principaux résultats d'analyse montrent que la dynamique et l'engagement des acteurs sociaux anti-GDS, leur travail de sensibilisation, de publicisation et de la diffusion des savoirs et des informations sur les risques du GDS étaient derrière l'enrôlement de la population dans la cause.

Par ailleurs, cette controverse a révélé principalement deux types d'experts ; ceux qui sont au service des autorités et des pouvoirs publics ainsi que ceux qui sont au service de la vérité, de la justice et qui sont plus libres et plus autonomes dans leur position.

D'un point de vue juridique, comparativement à la France où la loi Jacob est intervenue rapidement pour interdire la fracturation hydraulique sur tout son territoire, en Algérie c'est la

logique inverse qui s'est produite, puisqu'en 2013, la loi 05-07 est amendée par la loi 13-01 ouvrant ainsi la voie à l'industrie du GDS.

En marge de cette lutte environnementale, plusieurs forums d'acteurs (politiques, institutionnels, militants, médiatiques, d'experts et associatifs) ont émergé. Chaque partie y développe son propre discours selon son champ de compétence, son positionnement politique, sa sensibilité environnementale et sa proximité au risque de l'exploitation du GDS. Dès lors, le cadrage du problème du GDS suit le type de forum des intervenants et la loi de la proximité au danger. Par exemple : chez les experts économiques, le cadrage portant sur les aspects économiques du projet est le plus dominant. Donc, le champ disciplinaire construit des champs critiques qui dépendent aussi des rapports de force entre les acteurs (antagonistes).

En ce sens, le forum social constitué d'individus d'un capital social hétérogène est confronté à la problématique de compréhension des enjeux de l'industrie du GDS, obligeant ainsi les meneurs de la cause à consentir des efforts de sensibilisation et de vulgarisation des enjeux du projet. Par ailleurs, la traduction de la problématique sous forme de plusieurs cadres interprétatifs publicisés dans les espaces d'interaction révèle le dispositif argumentaire mobilisé par chaque intervenant dans la controverse et met en exergue les prolongements historiques, sociologiques, politiques, culturels et culturels de la controverse.

4- Nécessité de reconsidérer les objets non humains

Sur le plan théorique et méthodologique, cette étude nous a permis d'adopter une approche plus commode aux controverses qui rassemblent à la fois des objets humains et non humains. Cela nous conduit à reconsidérer ce que les objets ou plutôt ce que la représentation des objets constituent aux individus et aux politiques publiques. Autrement dit, la fabrique des objets problématiques et leur association aux dangers doit être intégrée dans les stratégies de l'action gouvernementale. Ceci par un effort de communication, de transparence, de consultation et de concertation. De plus, la démarche des autorités publiques doit s'inscrire dans une perspective instaurant le principe de précaution comme fondement dans le processus de prise de décision au nom de la responsabilité sociale, étatique et entrepreneuriale. Ceci permettra d'anticiper et de se prémunir des éventuelles catastrophes écologiques, dont l'homme en sera le responsable.

D'un point de vue sociologique, la controverse du gaz de schiste était l'occasion, aussi, d'assister à une restructuration, repositionnement et redistribution des cartes aux acteurs sociaux dans la région d'In Salah. Elle a permis l'émergence d'une nouvelle élite qui se démarque de la génération notable à la fois moins instruite et altruiste.

Par contre sur le plan sociopolitique, le mouvement *Soumoud* nous renseigne à quel point un projet d'intérêt général peut être traduit en un problème public de grande ampleur, au point où il pourrait déborder dans d'autres domaines et réveiller les frustrations et les refoulements du passé. Cette étude élucide également les limites des pouvoirs publics algériens dans la gestion des crises surtout face à une société plus déterminée et convaincue de ses positions et des alternatives qui s'offrent aux décideurs.

Par cette contribution académique, nous souhaiterons ouvrir la voie à d'autres recherches et aux études des controverses et des problèmes publics qui placeront les objets non humains au centre des perspectives. Notre étude, qui se place à l'interface des interactions sociales et d'un objet problématique, a montré non seulement l'apport des acteurs d'horizons divers dans le processus de la construction sociale d'un problème public, mais aussi le travail de confinement mené par les pouvoirs publics et leurs réseaux de soutien.

Sur un autre plan, l'approche de l'acteur réseau, que nous avons adoptée, a montré sa fiabilité dans le domaine des sciences de l'information et de la communication pour l'étude de l'action collective, la représentation sociale des objets et la fabrication des discours sur des objets problématiques. Cette approche replace les objets sur l'échiquier social où l'homme demeure toujours l'artisan, le transformateur et le « consommateur » des objets et de leurs fabriques.

Ainsi nous pensons, l'étude des controverses devrait intégrer le processus de coproduction multiforme et ne pas se contenter de sa mise en agenda public et politique. Ce cas d'étude nous renseigne sur la dynamique sociopolitique qu'une controverse environnementale multidimensionnelle peut engendrer sur la vie et les habitudes citoyennes ainsi que leurs rapports avec l'Etat.

L'un des apports de cette thèse est d'avoir montré l'intérêt d'associer la société civile et les partenaires sociaux dans la prise de décision politique sur des questions sensibles. Ainsi, l'Etat doit-il penser à mettre en place une structure autonome de concertation et d'audition publique. Celle-ci en tant qu'instance publique aura la tâche de collecter et de produire des rapports sur la base des auditions publiques (société civile, experts...) qu'elle mettra aux services des pouvoirs décisionnels et des médias. Elle se constituera en un moyen d'information et de communication et en un outil participatif des publics divers dans la gestion des affaires publiques problématiques.

Cette étude nous renseigne aussi sur l'importance que doivent porter les pouvoirs publics à la gestion et à l'anticipation des conflits par la mise en place de cellule de gestion de crise composée d'acteurs multidisciplinaires qui veilleront sur une communication de crise

responsable et apaisante. Une démarche qu'il faudrait instaurer comme une culture dans la résolution des conflits et des problèmes conflictuels.

Au lieu de la politique de la sourde-oreille et du confinement, les pouvoirs publics devraient se pencher sur une politique de rapprochement, d'écoute et de concertation qui est plus efficace et moins risquée. De surcroît, la typologie des nouveaux mouvements sociaux et leur caractère horizontal interpelle les pouvoirs publics à inclure de nouvelles approches de gestion de crise et à reconsidérer sa méthode traditionnelle qui fait appel aux sages, notables qui perdent de plus en plus de leur légitimité en faveur de la nouvelle élite sociale qui émerge au sein des populations locales.

Il est à signaler aussi que la cause du GDS localisée à In Salah a su transcender les frontières et à créer des solidarités qui ont dépassé tous les pronostics, cela affirme encore la place de l'environnement dans les préoccupations citoyennes. La globalisation a, non seulement, entraîné une reproduction du même risque partout dans le monde, mais a permis aussi la circulation des savoirs, des connaissances et fait naître des solidarités transnationales que les Etats devraient inclure dans leurs calculs, puisqu'elles constituent des outils de lobbying à plus grande échelle.

D'un autre point de vue, cette lutte citoyenne montre à quel point le mépris, la sous-estimation d'une population désarmée et « soumise » par le passé peut la faire basculer dans le camp opposé et ainsi même devenir un risque pour les pouvoirs politiques centraux.

Notre analyse a pu mettre en évidence les facteurs expliquant l'émergence de cette opinion publique contestataire autour du projet du GDS, qui peuvent être reproduits à l'avenir si les mêmes éléments déclencheurs se réunissent à nouveau. Alors, ces nouveaux champs de luttes devraient être reconsidérés par les autorités publiques, car ils sont porteurs de nouvelles dynamiques sociopolitiques créatrices de nouveaux rapports de force. De ce fait, le « localisme » pourrait constituer une alternative au « centralisme » des pouvoirs, il libérerait les initiatives et les énergies citoyennes en faisant appel à des solidarités locales et à des formes de communautarisme territorial. Celui-ci serait efficace face à un « mondialisme » déshumanisé, où le profit matériel prend la place des valeurs morales et de solidarité.

Ce travail de recherche montre également les difficultés pour l'apprenti chercheur que nous sommes de tenter d'analyser une controverse qui s'inscrit réellement dans un champ multidisciplinaire, allant de la politique, à la sociologie en passant par les sciences de l'information et de la communication, l'économie, la socio-psychologie, l'environnement, l'anthropologie et l'histoire pour ne citer que cela.

5- Un héritage pour les générations futures

En guise de conclusion générale, le mouvement qu'a connu la cité d'In Salah a défrayé l'actualité médiatique en Algérie, voire dans le monde. Sa médiatisation a révélé des luttes pour la définition et la représentation du projet du gaz de schiste selon des visions et des logiques assez divergentes qui le laissent « entrer sur l'agenda politique »⁸³⁷. Son caractère inédit et « impressionniste »⁸³⁸ dans la région, son ampleur en termes de mobilisation citoyenne et particulièrement des femmes, sa durée, son aspect pacifique constituent son originalité.

Cependant, ce problème public n'est pas né uniquement d'un mécontentement ou d'accumulation de frustrations – pour paraphraser Érik Neveu (1996) – mais il est le produit d'engagement d'acteurs sociaux dans les espaces physiques et virtuels. Il suppose un travail de représentation et de traduction de la problématique du gaz de schiste en un langage qui lui a donné sens et qui a légitimé ses revendications, une spécificité issue de la société moderne et du risque.

Par ailleurs, l'opinion publique anti-gaz de schiste a inauguré une nouvelle ère de lutte sociale en Algérie : celle d'un militantisme écologique qui va montrer sans doute la voie à d'autres oppositions citoyennes à caractère environnemental. Cette convergence des consciences⁸³⁹ est considérée comme un apprentissage politique pour la population locale qui découvre pour la première fois (pour la plupart) en quoi consiste une lutte citoyenne. Elle a été marquée par un renouvellement des solidarités collectives (Beck, 2001) et une redistribution des rôles entre les différents acteurs et la nouvelle élite sociale émergente.

En outre, l'affaiblissement du pouvoir symbolique des notables provoquera inévitablement un changement de rapports de force en faveur de nouveaux acteurs plus cultivés, plus compétents et plus ouverts à l'universel. Cet acquis enracinera, dans la jeune génération surtout, la culture de la contestation pacifique, et, à terme, une reconfiguration de la relation État/citoyen dans cette région. Enfin, au-delà de la fierté ressentie par la population et son sentiment d'attachement et d'appartenance à la région, cette aventure civique est aussi une reconquête d'une identité longtemps ignorée par les pouvoirs publics. Désormais, elle fera partie de l'héritage historique de la région qui marquera les annales des luttes citoyennes.

⁸³⁷Hilgartner, S., et Bosk, C. *Op.cit.*

⁸³⁸Alberto Melucci qualifie les nouveaux mouvements sociaux d'impressionnistes.

⁸³⁹Pierre Rabhi définit la conscience comme étant la lucidité. Pour lui, la conscience fondamentale est universelle et transcende les époques et les aventures humaines. Mais la conscience est aussi l'une des vertus majeures dont le monde est globalement démuné, où l'état de l'être humain, hors de toute illusion, perçoit le réel et la réalité sans falsification [...] et prend, ainsi, ses responsabilités en toute connaissance de cause. Dans Rabhi, P. (2016). *La convergence des Consciences*. Paris : Le Passeur, p. 28.

Bibliographie

Références bibliographiques

Selon les normes APA, 6^e éd.

Ouvrages

Aguilar Sanchez, M. (2015). *Mouvements sociaux et démocratie au Mexique 1982-1998, un regard du point de vue régional*. Paris : L'Harmattan.

Akrich, M., Callon, M., et Latour, B. (2006). *Sociologie de la traduction: Textes fondateurs*. Paris : Presses de l'Ecole des Mines.

Ambroise, J. (2013). *Gaz de schiste, histoire d'une imposture*. Paris : Ed. Sang et Terre.

Association contre le nucléaire et son monde. (2007). *Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France*. Paris : édit. La Lenteur.

Bardin, L. (1980). *L'analyse de contenu* (2^e édi.). Paris : PUF.

Baraton, F. (2017). *Les entreprises libertaires*, Paris : LC Edition.

Bavaresco, A. (1999). *Le mouvement logique de l'opinion publique*, Paris : L'Harmattan.

Bavaresco, A. (1997). *La phénoménologie de l'opinion publique : la théorie hégélienne*, Paris : L'Harmattan.

Bénéton, P. (2000). *Les fers de l'opinion*. Paris : PUF.

Bernier, A. (2012). *Comment la mondialisation a tué l'écologie : les politiques environnementales piégées par le libre échange*. Paris : Mille et une nuits.

Blondiaux, L. (1998). *La fabrique de l'opinion : Une histoire sociale des sondages*. Paris : Le Seuil.

Bonneville, L., Grosjean, S., et Lagacé, M. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. Canada, Montréal : Les éditions de la Chenelière inc.

Bourdieu, P. (1964). *Le Déracinement*. Evian : Les éditions de Minuit.

Bourg, D., et Whiteside, K. (2010). *Vers une démocratie écologique*. Paris : Le Seuil.

Bouvier, P. (2005). *Le lien social*. Paris : Ed. Gallimard.

Camus, A. (1942). *L'Étranger*, Paris : Ed. folioplus.

Charlez P., et Baylocq, P. (2014). *Gaz et pétrole de schiste en question*. Paris : Edi. Technip.

Charbonnier, S. (2015). *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*. Paris : Les Echappés.

Chateauraynaud, F. et Torny, D. (1999). *Les sombres précurseurs: une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*. Paris : Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

- Chateauraynaud, F. (2011). *Argumenter dans un champ de forces, essai de balistique sociologique*. Paris : Petra.
- Cazenave, M. (2012). *Jung revisité II : Jug et le religieux*. Paris : Ed. Entrelacs.
- Comeau, Y. (2010). *L'intervention collective en environnement*. Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec.
- Damasio, A. (2006). *L'Erreur de Descartes», la raison des émotions*. (Trad. de l'anglais par Marcel Blanc). Paris : Odile Jacob.
- De Clercq, M., et Lebigot, F. (2001). *Les traumatismes psychiques*. Paris : Edition Masson.
- Deleuze, G. et Guattari, F. (1980). *Capitalisme et schizophrénie 2 : Mille plateaux*. Paris : Les éditions de Minuit.
- Dionet-Grivet, S. (2014). *Géopolitique de l'eau* (2^e édit.). Paris : Ellipses.
- Dugain, M. et Labbé C. (2016). *L'Homme nu : la dictature invisible du numérique*, Paris : Plon.
- Farro, A.-L. (2000). *Les mouvements sociaux*. Paris : l'Harmattan.
- Fillieule, O., Péchu, C. (1993). *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris, France : L'Harmattan.
- Ficher, G.-F. (1981). *La psychologie de l'espace*. Paris : PUF.
- Fontaine, G. (2010). *Gaz et pétrole d'Amazonie-Conflits en territoires autochtones*. Paris : L'Harmattan.
- Gillet, S-B. (2010) *communication et citoyenneté*. Paris : L'Harmattan.
- Gingras, A-M. (2006). *Médias et démocratie, le grand malentendu* (2^{ème} édit.). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Grawitz, M. (2001). *Méthodes des sciences sociales* (11^{ème} édit.). Paris : Dalloz.
- Guédeney, N., Guédeney, A., et coll. (2009). *L'attachement : approche théorique. Du bébé à la personne âgée* (3^{ème} édit.). Paris : Ed. Elsevier Masson.
- Gusfield, J.-R. (1981). *The Culture of Public Problems : Drinking-Driving and the Symbolic Order*. USA : The University of Chicago Press.
- Habermas, J. (1992). *Espace public*. Paris : Payot.
- Hobbes, T. (1651). *Léviathan. Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile* (Traduit de l'anglais par Philippe Folliot). London : Andrew Crooke. doi : <http://dx.doi.org/doi :10.1522/cla.hot.lev>.
- Harari, Y.-N. (2015). *Homo Deus, une brève histoire de l'avenir* (Trad. en français par les éditions Albin Michel). Paris : éditions Albin Michel.

- Jobert M. et Veillerette F. (2011). *Gaz de schiste : de la catastrophe écologique au mirage énergétique*. Paris : Babel.
- Zask, J. (1999). *Opinion publique et son double- Jean Dewey, philosophe du public*. Paris : L'Harmattan.
- Laugt, O. (2000). *Discours d'expert et démocratie*. Paris : L'Harmattan.
- Le Bot, J.-M. (2002). *Du développement durable au bien public : essai anthropologique sur l'environnement et l'économie*. Paris : L'Harmattan.
- Le Breton, D. (2012). *La sociologie du risque*. Paris : PUF.
- Lerouge, B. (2008). *Tchernobyl: Un nuage passe...Les faits et les controverses*. Paris : Ed. L'Harmattan.
- Lascoume P. (1994). *L'éco-pouvoir*. Paris : Éd. La Découverte.
- Lascoumes, P., Le Galès, P., (2010). *La sociologie de l'action publique* (2^e éd.). Paris, France : Armand Colin.
- Lascoumes, P. (2012). *Action publique et environnement*. Paris : Presse universitaire française.
- Lavoie, L., Panet-Raymond, J. (2011). *Pratique de l'action communautaire*. Québec, Canada : Presses de l'Université du Québec.
- Le Bon, G. (1895). *Psychologie des foules*. Édition électronique réalisée en 2001. Repéré à http://classiques.uqac.ca/classiques/le_bon_gustave/psychologie_des_foules_Alcan/foules_alcan.html. Consulté 15/05/2015.
- MacDonald, A. M., et al. (2012). *Quantitative maps of groundwater resources in Africa. Environmental Research Letters*, 7 024009. Edinburgh : IOP Publishing. doi : 10.1088/1748-9326/7/2/024009. Consulté 18/01/2017.
- Malti, H. (2010). *L'histoire secrète du pétrole algérien*. Paris : La découverte.
- Maffei, B., Greggio, R. (2016). *Après la COP21* (Collection Géopolitique). Paris : Ed. Technip.
- Mecklé, P. (2004). *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La découverte.
- Moor-Stahl, J. et Allaman, J. (1998). *L'exception écologique russe: Système et acteurs de 1917 à nos jours*. Paris : L'harmattan.
- Mostefa Boutefnouchet, M. (2004). *Société et Modernité : les principes du changement social*. Alger : OPU.
- Nedelcu, M., et Hainard, F. (2006). *Pour une écologie citoyenne: risques environnementaux, médiations et politique publiques*. Paris : L'Harmattan.
- Neveu, E., (2015). *Sociologie des mouvements sociaux* (6^e éd.). Paris, France : La Découverte.

- Netting, F.E., Kettner P.M., et McMurtry S.L. (2008). *Social Work Macro Practice*. USA : Pearson.
- Weber, F. (2001). *Max Weber, textes essentiels*, Paris : Hachette.
- Nizet, J., (2007). *La sociologie d'Anthony Giddens*. Paris, France : La Découverte.
- Paquot, T. (2009). *L'espace public*. Paris : La découverte.
- Poumeroulie, H. (2001). *Voyage dans l'Afrique profonde*. Paris : Le plein de sens.
- Porcher, T. (2013). *Le mirage du gaz de schiste*. Paris, Max Milo.
- Rabhi, P. (2009). *La part du colibri : L'espèce humaine face à son devenir*. Paris : Éditions de l'Aube.
- Rabhi, P. (2016). *La convergence des Consciences*. Paris : Le Passeur.
- Robert, A.-D. et Bouillaguet, A. (2007). *L'analyse de contenu, Que sais-je ?* Paris : Presse universitaire de France.
- Sari, C. (2015). *La communauté économique maghrébine : une œuvre à construire*. Paris : L'Harmattan. Repéré dans <http://www.bibliovox.com/reader/docid/88839913/page/32?Searchterm=Gaz%20de%20schiste>. Consulté le 04/12/2018.
- Salmon, P. (2001). *Les écologistes dans les médias : de René Dumont à Dominique Voynet*, Paris : L'Harmattan.
- Spranger E, Lebensformen. Dans Stoetzel, *Théorie des opinions*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- Stoetzel, J. (2006). *Théorie des opinions* (2^e édit.). Paris : L'Harmattan.
- Sauvé, S., (2010). *Mobilisation contre les infrastructures d'intérêt général, cas du projet TGV Ouest*. Paris : L'Harmattan.
- Tarde, G. (1901). *L'opinion et la foule* (édition électronique). Paris : Presse universitaire de France. Accès : <http://pages.infinet.net/sociojmt>, Consulté le 20 juin 2015.
- Touraine, A. (1978). *La voix et le regard*. Paris : Les Éditions Seuil. Repéré à http://classiques.ugac.ca/contemporains/touraine_alain/voix_et_regard/voix_et_regard.html. Consulté 14/06/2015.
- Ulrich Beck, U. (2001). *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Alto Aubier.
- Vaillancourt, J.-G., Gendron, C. (2003). *Développement durable et participation publique : De la contestation écologiste aux défis de la gouvernance*. Canada, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal. Accès : <http://mandataire.uqo.ca:2075/lib/bibliouqo/reader.action?docID=10176940&ppg=25#>. Consulté le 30/03/2016.
- Van Campenhoudt, L., Quivy, R. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales* (4^e édi.). Paris : Dunod.

Zittoun, P. (2014). *The political Process of Policymaking : A pragmatic approach to public policy*. United Kingdom : Palgrave Macmillan.

Ouvrages collectifs

Almeida N. (dir.). (2009). *L'opinion publique*. Paris : Edi. CNRS.

Barbier, R., et al. (2012). *Manuel de sociologie de l'environnement*. Canada : Presse de l'université Laval.

Chareaudau, P. Pathos et discours politique. Dans Rinn M. (coord.). (2008). *Émotions et discours. L'usage des passions dans la langue*. Actes de colloques. Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 49-58. Repéré à <http://www.patrick-charaudeau.com/Pathos-et-discours-politique.html>. Consulté 10/01/2018.

Dumas, B., Raymond, C. et Vaillancourt, J.-G. (dir.). (1996). *Sciences sociales de l'environnement : Analyses et pratiques*. Canada : Les presses de l'université de Montréal.

Gisèle Sapiro, "Modèle d'intervention politique des intellectuels: Le cas français", Actes de la recherche en science sociale, 2009/1 (n°176-177). Accès : <https://www.cairn.info/revueactesdelarechercheensciences sociales20091page8.html>. Consulté 25/01/2018.)

John Forester, Frank Fischer (dir.). *The argumentative turn in policy analysis and planning*, Duke University Press, London, 1993. Repéré à <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.461.6827&rep=rep1&type=pdf#page=52>. Consulté 23/04/2017.

Jourdain, A., Naulin, S. (2001). *La théorie de Pierre Bourdieu et ses usages sociologiques*. Paris : Armand Colin.

Kleinpeter, E. (dir.). (2013). *L'humain augmenté*. Paris, CNRS éditions.

Linditch, F., (dir.), (2006). *Les contentieux de l'appartenance*. Centre d'étude et de recherche sur les contentieux. Paris : L'Harmattan, 2006.

Perl R., et al. (2009). Retrouver la positivité et rationalité de l'opinion publique. Dans d'Almeida, N. *L'opinion publique*. Paris : édit. CNRS.

Valérie Fert, V., et Mabilie, F. (dir.). (2013). *Enjeux géopolitiques de l'environnement : énergie, marchés, conflits*. Paris : Cygne.

Chapitre d'un ouvrage collectif

Billaud, J.-P. (2012). Sociologie rurale et environnement : renouveau ou dépassement ? Dans Barbier, R., et al, *Manuel de sociologie de l'environnement*. (p. 99-112). Canada : presse de l'université Laval.

Bozonnet, J.-P. (2012). La sensibilité écologique. Dans R. Barbier, et al. *Sociologie de l'environnement*. (p. 147-163). Canada : Presse de l'université Laval.

Blondiaux, L. (2003). L'opinion publique. Dans Gingras, A-M (dir.). *La communication politique : état des savoirs, enjeux et perspectives*. (p. 137-158). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Boudes, P. (2012). La sociologie de l'environnement : objets et démarches. Dans R. Barbier et al. *Manuel de sociologie de l'environnement*. p. 113-125. Canada : Presse de l'université Laval.

Denis, D. (1999). Pour une critique écologique du naturalisme instrumental. Dans Brigitte, D. (dir.). *Les sciences sociales de l'environnement*. Canada, Les presses de l'université de Montréal.

Lachapelle Y., et al. (2017). L'intervention technoclinique dans le secteur des services sociaux : considérations théoriques et applications cliniques. Dans D. Lussier-Desrochers (dir.), *L'intervention technoclinique dans le secteur des services sociaux*. (p. 5-21). Quebec, Canada : Presse universitaire de Québec. Accès : <http://www.bibliovox.com/reader/docid/88841458/page/2?searchterm=Lachapelle>, Consulté le 20/09/2018

Récappé, B. (2007). Raisons et émotions dans une mobilisation improbable : l'exemple du mouvement étudiant hongrois d'octobre 1956. Dans S. Cardiou, S. Dechezelles et A. Roger (dir.), *Passer à l'action – Les mobilisations émergentes*. (p. 105-123). Paris, France : L'Harmattan.

Tessier R., et Vaillancourt, J.-G. (1996). La mise en œuvre de nouveaux paradigmes en sciences sociales de l'environnement, jeu de valeurs et de perceptions. Dans Dumas, B., Raymond, C., et Vaillancourt, J.-G, *Sciences sociales de l'environnement : Analyses et pratiques*. (p. 17-31). Montréal : Les presses de l'université de Montréal.

Ouvrage en Arabe

نضال الخضر العيني وآخرون، الإعلام و لدرأيال عام، دارال عصال عل مي، عمان، 2015.
عبدالحليم محظ الدين، الرأي لاع املقت بلقن جل لى مصر ري لة لق اهرة، 2009.

Ouvrages traduits

Damasio, A.-R. (2006). *L'erreur de Descartes: la raison des émotions*. (2è éd., trad. de l'anglais par Marcel Blanc). Paris, Odile Jacob.

John Dewey, J. (2010). *L'opinion et ses problèmes*. (Traduit de l'anglais par Joelle, Z). Paris: Gallimard.

Hegel, F. (1963). *Philosophie de droit*. (Traduit de l'Allemand par André Kaan). Paris : Gallimard.

Hedgs, C. (2012). *La mort de l'élite progressiste* (traduit de l'anglais par Nicolas Calvé). Canada : Lux éditeur.

Noam Chomsky, N. (2003). *Le profit avant l'homme « fait et cause »*. (Traduit par Jacques Maas). Paris : Fayard.

Olson, M., (1966). *La logique de l'action collective*, (2^e éd. ; trad. de l'anglais par M. Levi). Paris, France : Presse de l'université de France.

Rebick, J. (2013). *Le mouvement Occupy, nous sommes les 99%*. (Traduit de l'anglais par Catherine Ego). Canada : Presse de l'Université Laval.

Shiva, V. (2001). *Terrorisme alimentaire : comment les multinationales affament le tiers-monde*. (Traduit de l'anglais par Marcel Blanc). Paris : Fayard.

Revue et Magazines

Adolphs, R. (2018, Avril). Les émotions doivent être étudiées en fonction des effets qu'elles produisent. *La Recherche*, 534.

Barbeau, G.-B. (2015). De l'appel à mobilisation à ses mécanismes socio-discursifs : le cas des slogans écrits du printemps érable. *Argumentation et Analyse du Discours*, 14. doi : 10.4000/aad.1969. Consulté le 04/10/2016.

Belgacem, T. (2016). Les ressources de l'Algérie. *Outre-Terre*, 2 (47), 152-164. doi : 10.3917/outel.047.0152. Consulté le 24/11/2018.

Blondiaux, L. (1997). Ce que les sondages font à l'opinion publique. *Politix*, 10 (37), 117-136. doi : <https://doi.org/10.3406/polix.1997.1653>.

Blondiaux, L. (2002). Sondages et délibération. Une épistémologie alternative de l'opinion publique ?. *Politix*, 15 (57), pp. 167-180. doi : <https://doi.org/10.3406/polix.2002.1212>.

Broca, S. (2012). Comment réhabiliter l'utopie ? Une lecture critique d'Ernst Bloch ». *Philonsorbonne* [En ligne], 6. doi : 10.4000/philonsorbonne.374. Consulté le 29 novembre 2018.

Bourdieu, P. (1971). Genèse et structure du champ religieux. *Revue française de sociologie*, 12(3), 295-334. doi : [10.2307/3320234](https://doi.org/10.2307/3320234).

Bourdieu, P. (1973, Janvier.). L'opinion publique n'existe pas. *Temps modernes*, 318, 1292-1309. Repéré à <http://www.acrimed.org/article393.html>. Consulté le 15/03/2015.

Brunet, A. (2018, avril). Vaincre la peur traumatique. *Revue La Recherche*, N°534, 46-47

Brugidon, M. (2009). L'opinion et ses publics, une approche pragmatiste de l'opinion publique, *Bulletin de méthodologie sociale*, 101, 42-50. Repéré à <http://www.jstor.org/stable/23891717>. Consulté le 28/05/2015.

Candau, J., et Deuffic, P. (2009, novembre). Une concertation restreinte pour définir l'intérêt général des espaces forestiers. Regard sur un paradoxe. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors série 6. doi : [10.4000/vertigo.8906](https://doi.org/10.4000/vertigo.8906). Consulté le 29/07/2018.

Chalamon, I. (2009). Formation de la contestation et action collective. Le cas des maladies rares. *Revue française de gestion*, 3 (193), 89-106. Repéré à <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2009-3-page-89.htm>. Consulté le 20/06/2015.

Doel, R.-E. (2010). Quelle place pour les sciences de l'environnement physique dans l'histoire environnementale ? *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. 56 (4), 137-163. doi : <https://doi.org/10.3917/rhmc.564.0137>. Consulté 12/07/2018

Degenne A., Lebreux M.-O. (1991). L'entraide dans les ménages : un facteur d'inégalité sociale. *Société contemporaine*, 8 (12), 21-42. doi : <https://doi.org/10.3406/socco.1991.1017>.

Erik, N. (1999). Médias, mouvements sociaux, espaces publics. *Réseaux*, 17 (98), 17-85. Repéré à <https://doi.org/10.3406/reso.1999.2180>. Consulté le 15/03/2016.

Hilgartner, S., et Bosk, C. (1988, Jul.). The Rise and Fall of Social Problems: A Public Arenas Model. *American Journal of Sociology*, vol. 94 (1). 53-78. doi : <https://www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1086/228951>. Consulté le 10 Septembre 2017

Howarth, R. W., Goffé, B. (2013, mars). Faut-il envisager d'exploiter le gaz de schiste ? *Magazine La Recherche*, n°473, 83-86.

Gaudillière, J.-P. (2006). Intellectuels engagés et experts : biologistes et médecins dans la bataille de l'avortement. *Nature, Sciences et Sociétés*, 14, 239-248. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2006-3-page-239.htm?contenu=article>. Consulté le 10/10/2018.

Grinshpun, Y. (2013). Discours manifestant et contestation universitaire (2009). *Argumentation et analyse du discours*, 10. doi : [10.4000/aad.1476](https://doi.org/10.4000/aad.1476). Consulté 20 janvier 2018.

Le Bouter, F. (2015). L'opinion publique selon Niklas Luhmann. *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 29, 159-162. doi : <http://traces.revues.org/6357>. Consulté le 18 novembre 2015.

Mahrane, Y. et al. (2012, Janvier- mars). De la nature à la Biosphère : L'invention politique de l'environnement globale. *Revue d'Histoire*, 113, janvier-Mars, 2012

Maillé, M-E., Saint-Charles, J., (2014). Influence, réseaux socio sémantique et réseaux sociaux dans un conflit environnemental. *Revue communication*, 12, 79-99. Repéré à https://www.academia.edu/11613246/Influence_r%C3%A9seaux_socios%C3%A9mantiques_et_r%C3%A9seaux_sociaux_dans_un_conflit_environnemental?auto=download. Consulté 10/06/2015.

Malti, H. (2016). La lutte contre le gaz de schiste en Algérie. *Relations*, 782, 37-38. Repéré à <https://www.erudit.org/fr/revues/rel/2016-n782-rel02295/80019ac/>. Consulté 14/09/17.

Manin, B. (1985). Volonté générale ou délibération : esquisse d'une théorie générale de la délibération politique, *le Débat*, n°33, 72-93. Repéré à <http://deey.free.fr/documents/Documents%20Citoyennete,%20Espace%20et%20Politique%20publique/Volonte%20generale%20ou%20deliberation%20Manin.pdf>. Consulté 15/04/2015.

Niklas, L. (2001). L'opinion publique. *Politix*, 14 (55), 25-59. Troisième trimestre. doi : 10.3406/polix.2001.1171. Consulté le 20 Juin 2015.

Noëlle-Neumann, É. (2009). L'opinion publique entre apathie et mobilisation : La spirale du silence une théorie de l'opinion publique. *Les Essentiels d'Hermès*. Paris : CNRS éditions.

Onuma, T., and Ohkawa, S. (2009). Detection of surface deformation related with CO2 injection by DInSAR at In Salah, Algeria. *Energy Procedia* 1, 2177- 2184. doi : 10.1016/j.egypro.2009.01.283. Consulté le 05/05/2018.

Pierre, J. (2011). Jean Ziegler, Destruction massive. Géopolitique de la faim. *Afrique contemporaine*, 240 (4), 175-177. doi : <https://doi.org/10.3917/afco.240.0175>. Consulté le 22/08/2016.

Pleyers, G., et Glasius, M. (2013). La résonance des mouvements des places : connexions, émotions, valeurs. *Socio*, 2. 59-80. doi : [10.4000/socio.393](https://doi.org/10.4000/socio.393). Consulté le 26/02/2018.

Razon, B. (1999, Juillet-Aout). L'affaire OKN32, or noir, eaux profondes, pollution secrète. *Magazine Don Quichotte de la Mancha*. Repéré à <http://www.h2o.net/catastrophes-pollutions/or-noir-eaux-profondes-pollution-secrete.htm>. Consulté 20/09/2018.

Sedel, J. (2009). Une analyse comparée de la médiatisation de deux sociologues de la délinquance juvénile. *Questions de communication*, 16, 97-118. Repéré à [10.4000/questions-decommunication.343](https://doi.org/10.4000/questions-decommunication.343). Consulté le 30/09/2016.

Terral, P.-M. (2012). La fronde contre le gaz de schiste : essai d'histoire immédiate d'une mobilisation éclairée (2010-2011). *Ecologie & politique* 2(45), 185-194. doi : [10.3917/ecopo.045.0185](https://doi.org/10.3917/ecopo.045.0185). Consulté le 26/09/2017.

Terral, P.-M. (2014). Les oppositions au gaz de schiste dans le monde : des protestations nationales à un mouvement citoyen transnational ? *Ecologie & politique*, 2 (49), 81-94. doi : [10.3917/ecopo.049.0081](https://doi.org/10.3917/ecopo.049.0081). Consulté le 22/01/2018.

Traïni, Ch. (2010). Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? *Revue française de science politique*, 2(60), 335-358. doi : [10.3917/rfsp.602.0335](https://doi.org/10.3917/rfsp.602.0335). Consulté le 13/08/2018.

Yannick, M., et al. (2012, janvier-mars). De la nature à la Biosphère : L'invention politique de l'environnement globale 1945-1972, *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 1 (113), 127-141. doi : [10.3917/vin.113.0127](https://doi.org/10.3917/vin.113.0127). Consulté 15/09/2018.

Zask, J. (2001). Du public fantôme à l'espace public : opinion et rationalité. Dans Blondiaux, L., Reynié, D., et La Balme, N. L'opinion publique. Perspective anglo-saxones. *Hermès*, n°31, 63-66.

Zerguini, N. (2016). Cartographie de la controverse d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste en Algérie. *Éthique publique*, 18 (1). doi : [10.4000/ethiquepublique.2562](https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.2562). Consulté 16/12/2017.

Thèses et mémoires

Bouchaala, A. (2009). *Les espaces alternatifs de la communication sociale en Algérie* (Thèse doctorale en science de l'information et de la communication). Université Michel De Montaigne- Bordeaux 3, France.

Montpetit, N. (2008). *Cadrage et mise à l'agenda du projet de privatisation d'une partie du parc national du Mon-Orford* (Mémoire de maître ès en sciences politique). Université de Montréal. Canada. Repéré à https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/7482/Montpetit_Nicolas_2009memoire.pdf. Consulté 15/06/2015.

Robichaud, D. (1998). *Au delà de l'action et de la structure : traduction, réseaux d'actions et narrativité dans un processus de discussion publique* (Thèse doctorale). Université de Montréal, Canada. Repéré à <http://www.collectionscanada.gc.ca/obj/s4/f2/dsk2/tape15/PQD D0014/NQ35633.pdf>. Consulté 14/06/2018.

Chailleux, S. (2016). *Non au gaz de schiste ! Cadres et débordements de la controverse sur les hydrocarbures non conventionnels en France et au Québec* (Thèse doctorale en sociologie). Université Laval-Bordeaux (cotutelle), Canada-France. Repéré à <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01280729/document>. Consulté 10/09/2017.

Théberge, B. (2006). *La construction des problèmes publics en environnement: Analyse de la controverse du Suroît* (Maîtrise en sciences de l'environnement). Université de Montréal, Canada. Repéré à <https://archipel.uqam.ca/3509/1/M9654.pdf>. Consulté 14/06/2018.

Articles et Rapports d'études

Crisis Group. (2018, 19 septembre). *Surmonter la paralysie économique de l'Algérie* (Rapport annuel). p. 10. Repéré à <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/192-surmonter-la-paralysie-economique-de-l-Algerie.pdf>

Dris, C. (2016). Algérie politique 2015 : Mise à la retraite du général Médiène et restructuration du DRS. *L'année du Maghreb*, 15, 185-202. Repéré à <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/2896>. Consulté le 07/12/2017.

Fortin M.-J. et Fournis, Y. (2013). Facteurs pour une analyse intégrée de l'acceptabilité sociale selon une perspective de développement territorial : l'industrie du gaz de schiste au Québec. Université du Québec à Rimouski. Repéré à <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/gazdeschiste-enjeux/documents/PR3.7.19.pdf>. Consulté 12/06/2015.

Hamida, F., et al. (2013). Prévalence de l'hypertension artérielle dans l'oasis d'El-Ménia, Algérie, et profil métabolique de la population. *Annale de Cardiologie et d'Angéiologie* 62 (3), 172-178. doi : [10.1371/journal.pone.0104300](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0104300). 17/05/2016.

Fondation WWF. (2008). *Planète vivante* (Rapport d'étude). Repéré à http://www.wwf.ca/fr/rapport_planete_vivante_2008.cfm. Consulté le 22/09/2018.

Manin, B. (1985). Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique. *Le Débat*, 1 (33), 72-94. doi : [10.3917/deba.033.0072](https://doi.org/10.3917/deba.033.0072). Consulté le 15/04/2015.

Media survey. (2016, novembre). *Mesure d'audience de la presse écrite nationale algérienne* (Rapport sur la mesure d'audience de la presse algérienne) http://www.mediasurvey-dz.com/wp-content/uploads/2017/10/rapport1-2016_presse_novembre.pdf. Consulté 25/05/2018.

Montpetit, E., et Lachapelle, E. (2013). *L'opinion des Québécois sur les gaz de schiste: une comparaison avec la Pennsylvanie et le Michigan* (Rapport du centre de recherche sur les politiques et le développement social). Université de Montréal. Repéré à <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/gazdeschiste-enjeux/documents/PR3.7.22.pdf>. Consulté 15/05/2015

Nader, B., (2009). Société, acteurs et sujets de risque. *Topique*, 107(2), 237-246. doi : 10.3917/top.107.0237. Consulté 10/06/2015.

Ollitrault, S. (2012). Derrière la rhétorique de la crise écologique, les crises économiques ? Origine et diffusion du cadre de la crise écologique en France (1974–2009), *Modern & Contemporary France*, 20 (2), 221-236. doi : <http://dx.doi.org/10.1080/09639489.2012.665573>. Consulté le 15/05/2015.

Solleillet, P. (1875). *Voyage d'Alger à l'oasis d'In Salah* (Rapport présenté à la chambre de commerce d'Alger,). *Jordan*, 1875, p. 95. Repéré à <http://www.algerie-ancienne.com>. Consulter le 25/05/2015.

Tahchi, B. (2016). Les ressources de l'Algérie. *Outre-Terre*, 2 (47), 152-164. doi : 10.3917/outel.047.0152. Consulté le 24/11/2018

Temmar, M., et al. (2007, juin). Prevalence and determinants of hypertension in the Algerian Sahara. *Journal of Hypertension*, vol 25(11). doi : [10.1097/HJH.0b013e3282dc7549](https://doi.org/10.1097/HJH.0b013e3282dc7549). Consulté 17/05/2016.

Traïni, C. (2010). Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ?, *Revue française de science politique*, 2 (60), 335-358. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2010-2-page-335.htm>. Consulté le 13/08/2018.

Zerguini, N. (2016). Cartographie de la controverse d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste en Algérie. *Éthique publique*, 18 (1). doi : [10.4000/ethiquepublique.2562](https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.2562). Consulté le 16/12/2017.

BP. (2015). *Rapport Technology Outlook Technology choices for a secure, affordable and sustainable energy future*. Repéré à <https://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/technology/bp-technology-outlook.pdf>. Consulté 05/02/2016.

Webographie

Alambert, J.-R. (2011). Discours préliminaire de l'encyclopédie (1751). *Les Echos du Maquis*. Repéré à <https://philosophie.cegeptr.qc.ca/wp-content/documents/Discours-pr%C3%A9liminaire-%C3%A0-l'Encyclop%C3%A9die.pdf>. Consulté le 29 décembre 2015.

Bozonnet, J.-P. (2005, Juillet-aout). Le « verdissement » de l'opinion publique. *Sciences Humaines*, 40. Repéré à <https://mneaquitaine.wordpress.com/2008/08/26/le-%C2%AB-verdissement-%C2%BB-de-lopinion-publique/>. Consulté le 05/04/2015.

De Tannenbergh, V.-L. (2011, mai). Kyoto est mort. *Journal de l'environnement*. Repéré à <http://www.journaldelenvironnement.net/article/kyoto-est-mort,23428>. Consulté le 20/08/2018.

Mesure d'audience presse 2016. Repéré à http://www.mediasurvey-dz.com/wp-content/uploads/2017/10/rapport1-2016_presse_novembre.pdf.

Ouali, H. (2015, mars), Le gaz de schiste enflamme le sud de l'Algérie. Repéré à <https://orientxxi.info/magazine/le-gaz-de-schiste-enflamme-le-sud-de-l-algerie,0840>. Consulté le 24/05/2016.

Serni, J.-P. (2014, juin). Le périlleux pari de l'Algérie sur le gaz de schiste. Repéré à <https://orientxxi.info/magazine/le-perilleux-pari-de-l-algerie-sur-le-gaz-de-schiste,0611>. Consulté le 24/05/2016.

Unesco. (1971). Message à 3 milliards et demi de terriens. Repéré à <http://unesdoc.unesco.org/images/0007/000782/078269fo.pdf>. Consulté 20/09/2018.

https://www.climatsetvoyages.com/climat/algerie#in_salah

<https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Sunshine.png?uselang=fr>.

Conférences et communications

Belguidoum, S., Boudinar, A. (2015, mars). *Mutations de la ville saharienne – Approches croisées sur le changement social et les pratiques urbaines*. Colloque à l'Université de Ouargla, Algérie. Repéré à <https://dspace.univ-ouargla.dz/jspui/bitstream/123456789/14192/1/SSP2201F.pdf>. Consulté le 18/02/2016.

Bentelis, A. (2014, 12 mai). *Le gaz de schiste, enjeux, perspectives et développement*. Conférence à l'école nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information, Alger.

Chami, T. (2009, juillet). *Causes et effets de la Harga et regards croisés avec la migration subsaharienne*. Synthèse d'Atelier à Université d'été de la ligue algérienne de la défense des droits de l'Homme, Alger.

Champagne, P. (2015, 21 mai). *Faire l'opinion*. Conférence à Acrimed. Paris. Repéré à <http://www.acrimed.org/Faire-l-opinion-video-d-un-Jeudi-d-Acrimed-avec-Patrick-Champagne?recherche=opinion%20publique>. Consulté 20/06/2015.

Hulot, N. (2014, 19 février). *Les enjeux universels de la protection de la planète*. Conférence à l'Institut Français d'Alger, Alger.

Malti, H. (2015, juin). *Le gaz de schiste en Algérie : un mouvement de contestation inédit*. Intervention au Parlement européen, Bruxelles. Repéré à <https://blogs.mediapart.fr/hocine-malti/blog/200615/le-gaz-de-schiste-en-algerie-un-mouvement-de-contestation-inedit>. Consulté le 08/01/2016.

Malti, H. (2015, Aout). *L'État fait le forcing, les citoyens résistent*. Communication à Université d'été d'Attac, Marseille. Repéré dans El Watan de 30 août 2015.

Mélenchon, J.-L. (2013, 12 février). *L'éco-socialisme, un nouvel horizon pour le 21^{ème} siècle*. Conférence à Institut français d'Alger, Alger.

Dictionnaires et encyclopédies

Chebel, M. (2012). *Le dictionnaire amoureux de l'Algérie*. Paris, Plon.

Meillet, A., Ernout, A. (1951). *Dictionnaire étymologique de la langue latine. Histoire des mots* (3^e édi.). Klincksieck, Paris. Repéré à <http://gen.lib.rus.ec/book/index.php?md5=B3E8F1E1077884EE4AC73EEACF2B7636>. Consulté le 15/01/2017.

Sciana, Y. (2005). *Le changement climatique, une nouvelle ère sur terre* (petite encyclopédie). Paris : Larousse.

Veyret, Y. (2017). *Dictionnaire de l'environnement*. Paris, Armand Collin.

Films, documentaires et enregistrements audiovisuels

Arthus-Bertrand, Y. (2009). *Home* [documentaire]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=NNGDj9IeAul>

Catastrophe écologique autour du puits d'exploration du Gaz de Schiste à Aïn Salah. (2015). Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=3wA-Xn2BlqQ>. Consulté 10/05/2015.

Entretien avec Abdelkader Berriche (Universitaire), réalisé par Nawel Taïleb pour Radio des Sans Voix (Radio Web), Juin 2018. Accès : <https://www.youtube.com/watch?v=CckrPxNZ2Po>. Consulté 10/08/2018.

Faure, L. (Réalisateur). (2010). *Ruée vers le gaz de schiste* [Enquête journalistique]. Québec, Canada.

Fox, J. (Scénariste et réalisateur), Trish Adlesic, T., Molly Gandour, M., Fox, J., et David Roma (Producteurs). (2010). *GasLand* [documentaire]. USA.

Independant Petroleum association of America. (2012). *Thruland* [documentaire]. USA. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=iTJaeiuzSU>.

Sant, G.-V. (Réalisateur). Damon, M., Krasinski, J. (Scénario). (2012). Promized land [Drame]. USA.

Tedoldi, M. (réalisateur). Berdugo, M., Leca, E., et Khalfon, S. (Producteurs). (2014). *Les lobbies contre attaquent* [Film documentaire]. Magnéto Presse, France. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=cFseQIeLqL0>.

Textes de lois, chartes et conventions

Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000/C 364/01)

Constitution de la république algérienne démocratique et populaire (Mars 2016)

Convention d'Aarhus (1998)

Convention (169) de l'organisation internationale du Travail (OIT)

Déclaration universelle des droits de l'Homme et de citoyens (1789)

Loi n° 01-19 du 12 décembre 2001 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets.

Loi 01-20 du 12 décembre 2001 relative à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Loi n°02-02 du 5 février 2002 relative à la protection et à la valorisation du littoral

Loi 03-10 du 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du Développement Durable.

Loi 04-03 du 27 juin 2004 relative à la protection des zones de montagnes dans le cadre du Développement Durable.

Loi 04-09 du 14 août 2004 relative à la promotion des énergies renouvelables dans le cadre du développement durable

Loi 05-07 du 28 avril 2005 relative aux hydrocarbures

Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005 relative à la Charte française de l'environnement

Loi 06-06 du 20 février 2006 portant loi d'orientation de la ville.

Loi 07-06 du 13 mai 2007 relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts.

Loi 10-02 du 29 juin 2010 relative à l'approbation du schéma national d'aménagement du territoire.

Loi 13-01 du 20 février 2013 modifiant et complétant la loi Loi 05-07 du 28 avril 2005 relative aux hydrocarbures

Articles de presse

A, A. (2013, 19 mars). Un expert américain rassure : L'exploitation du gaz de schiste algérien ne serait pas risquée. *Liberté*.

Belalloufi A., (2012, 9 novembre). Alger déterminée à exploiter le gaz de schiste malgré les controverses. *Agence France Presse* (Bureau d'Alger).

Bové, J. (2015, 28 février). Le gouvernement algérien doit interdire la fracturation hydraulique. *Médiapart*. Repéré à <https://blogs.mediapart.fr/jose-bove>. Consulté le 20/12/2017.

Chami, T., Kebbab, S. (2014, 8 juin). Gaz de schiste ou de schisme. *Quotidien d'Oran*.

Rahmani, Dj. (2013, 06 juin). Benyoune plaide pour l'exploitation du gaz de schiste. *El Watan*. Repéré à http://www.elwatan.com/economie/benyounes-plaide-pour-l-exploitation-du-gaz-de-schiste-06-06-2013-216460_111.php. Consulté le 20/09/2017.

Foglia, P. (2010, 2 septembre). Les valises. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/debats/chroniques/pierre-foglia/201009/01/01-4311832-les-valises.php>. Consulter le 30/03/2017.

Ghemmar, K.-O.-M. (2018, 26 juin). Le palmier dattier face au pétrole. Contribution dans *El Watan*.

Kacem, M. (2015, 21 février). Historique du mouvement de contestation du gaz de schiste en Algérie. *Le Matin.dz*. Repéré à <http://www.lematindz.net/news/16646-historique-du-mouvement-de-contestation-du-gaz-de-schiste-en-algerie.html>

Revol, M. (2012, 21 décembre). Gaz de schiste : Batho contredit Fabius. *Le Point.fr*. Repéré à https://www.lepoint.fr/science/gaz-de-schiste-batho-contredit-fabius-21-12-2012-1605094_25.php. Consulté 25/06/2015.

Saussay, A. (2014, 27 mai). Aux Etats-Unis, la fin du gaz bon marché. *Le Monde*.

Logiciels

IBM SPSS Statistics 24/ Version 24.0.0.0

Annexes

Annexe N° 1 : Guide de l'entretien

République algérienne démocratique et populaire
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information



Guide d'entretien

Ce guide d'entretien rentre dans le cadre de la réalisation d'une thèse de doctorat en science de l'information et de la communication. Préparée, à l'école nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJSI), sous le titre : « Emergence d'une opinion publique autour d'un problème environnemental en Algérie : cas du gaz de schiste ».

Préparé par :
Chami Tarik

Encadré par :
Dr Aldjia Bouchaala

2015/2016

Avant de commencer, avez-vous une objection contre l'enregistrement de cette entrevue ?

Questions préliminaires (introductives) :

- 1- Avant d'aller au vif du sujet, j'aimerais bien que vous nous fassiez un exposé rétrospectif de votre parcours (académique, professionnel, activités associatives et de militant) avant le mouvement anti-schiste ?
- 2- Comment avez-vous eu connaissance du projet de l'exploitation du gaz de schiste ? (Q.R : relance) Comment vous, vous êtes retrouvés au devant du mouvement (la décision de s'engager dans le mouvement anti-schiste) ?
- 3- En dehors de la question du gaz de schiste, quelles sont les actions ou les contestations auxquelles avez-vous participées auparavant ?

I – Votre positionnement vis-à-vis de la question du gaz de schiste

- 4- Que défendez-vous dans le dossier du gaz de schiste ?
- 5- Quelles sont vos propositions alternatives à l'exploitation du gaz de schiste ?
- 6- Que pensez-vous de la fracturation hydraulique ?

II - Naissance et organisation du mouvement

- 7- Pouvez-vous nous décrire le processus qui a mené jusqu'à l'enclenchement de la contestation autour de la question du gaz de schiste (Comment et pourquoi) ? La désignation des porte-parole s'est faite comment ?
- 8- Pour votre mouvement, quels sont les arguments « majeurs » avancés et qui ont plus d'impact dans la mobilisation de l'opinion publique local et national ? Ces arguments constituaient-ils vos motivations d'engagement (personnellement) ? (QR)
- 9- Quelles sont vos relations avec les experts, scientifiques, universitaires, organisations ayant défendu les mêmes positions que vous ?
- 10- Veuillez-nous raconter l'expérience et les échanges qui se faisaient à la place Soumoud ?

III - Le contexte et expériences antérieures :

- 11- En tant que citoyen de cette ville, veuillez-nous parler un peu de la région d'In Salah (son histoire, traditions, situation socio économique, développement local...) ?
- 12- Selon vous, quelles sont les facteurs qui ont facilité la réception de votre message auprès des citoyens de la région ?

IV - Les mobilisations et les moyens d'action :

- 13- Quelles sont vos principales stratégies adoptées pour faire passer le message et sensibiliser la population d'In Salah ?

- 14- Comment avez-vous choisi les actions menées sur le terrain/Quelles sont les plus marquantes ?
- 15- En dehors de l'Algérie, avez-vous des personnes ou des organisations ayant soutenues votre cause ?
- 16- Avez-vous participez à des manifestations (conférences, débats, émission télé...), ailleurs, loin de In Salah ou à l'étranger ?
- 17- Lors de votre mouvement, quels sont les moyens (humains/matériel/financiers...) mobilisés ?
- 18- En tant que membre actif dans le mouvement anti-schiste, pouvez-vous estimer votre influence lors du mouvement ?
- 19- Quel est l'apport et le rôle de la femme ?

V- Moyens d'information :

- 20- Par quel moyen d'information vous suivez l'actualité (nationale et internationale) ?
- 21- Comment avez-vous pris conscience (connaissance) des risques que représente l'exploitation du gaz de schiste ?
- 22- Selon vous, quel est le rôle joué par les différents médias nationaux dans la question du gaz de schiste (avant, pendant et après les contestations d'In Salah) ?
- 23- Quel est l'apport des technologies de l'information et de la communication pour votre cause (TIC, RSN) ?
- 24- Que représente pour vous la page Facebook « In Salah Sun & Power » ?

VI - Capitalisation de l'expérience :

- 25- Après plusieurs mois de luttes, de grandes mobilisations et de grands efforts de sensibilisation. Le mouvement a fini par disparaître. Comment les choses ont-elles évolué ?
- 26- Quel a été l'apport du mouvement anti-schiste pour la ville et la population d'In Salah ? (Quel bilan en tirez-vous ?)
- 27- Si, l'Etat algérien décide de relancer le projet de l'exploitation du GS, que serait votre réaction ?
- 28- Gardez-vous toujours contact avec les opposants au projet du GS ?...Comment ?
- 29- Après l'expérience du gaz de schiste, est-ce que vous comptez continuer à activer et à militer ? Comment y comptez-vous le faire ?
- 30- Pensez-vous vous lancer dans la politique en tant que candidat à l'APC, l'APW, à l'APN ? Pourquoi ?

NB : Est-ce vous avez encore d'autres choses à rajouter qui vous semblent importantes à signaler et que nous n'avons pas abordé ?

Annexe N° 2

Entretien réalisé avec Mohammad Djouane le 28/12/2016 à In Salah.

Synthèse des principaux aspects abordés

NB/ les propos sont rapportés tels qu'ils sont prononcés (Arabe classique, Darija)

Bio express : Mohammad Djouane, âgé de 42 ans (à la date de l'entretien), enseignant de physique au collège à In Salah et président de l'association *Shams* de la protection de l'environnement et de la promotion des énergies renouvelables et du développement durable, créée en 2012.

المشوار الدراسي، المهني والنشاط الجمعي

كنت إن صح التعبير بعيدا عن المجتمع...كنت من بين التلاميذ النجباء منذ بداية مشواري الدراسي...تحصلت على البكالوريا شعبة رياضيات سنة 1991، أي (تحدف) في الوقت هذاك كانت نسبة النجاح ضعيفة...من القلائد لي تحصلوا على هذي الشهادة في ولاية تمنراست، وبين عدد الناجحين كان 5 ، واحد من تمنراست و 4 من عين صالح. في الحقيقة ما كانش عندي مشاركة أو نشاط جمعي في الوقت هذاك. درت تجربة مسرح الهواة في فرقة قافلة الوفاء. كان واجب علي أن نختار بين الدراسة، كرة القدم والمسرح...ففضلت الدراسة، مشيت لمعهد التكوين التكنولوجي في الحراش، تكونت كاستاذ لمدة سنتين، خدمت في تمنراست في ابلسا (Abalessa) لمدة 3 سنوات ثم في انغر (Ingher) ، منبعد في عين صالح. ما كانش عندي نشاط نقابي ولو أنني كنت رئيس فرع نقابي للمؤسسة تاعنا في 2007، لكن عندي قناعة انو بعض النقابيين يحوسوا على المصالح الشخصية ولو تلقاهم يدافعو على المصالح العامة. لذا نحاول نتهرب من المسؤولية كنقابي. كانت عندي خلفية، السياسة ما نحبهاش، نحب نكون مثالي. كان اهتمامي التعليم والتدريس. كنت محظوظ. انا في حد ذاتي...بعملي...وطرحت سؤال على نفسي...قلت نجحت كأستاذ...ودرست تلاميذ ولا وإطارات...و قلت عين صالح قدمت ليا...وانا واش درت لعين صالح؟

واش هي البصمة تاعي في الحياة هاذي حتى وإن كونت أجيال لكن هنالك نقص...حببت نقدم إضافة لعين صالح...خمنت نشارك أو نأسس جمعية لي تكون عندها قيمة...لأن معظم الجمعيات في عين صالح هم جمعيات تاع الطبل، الفولكلور...حتى صورة ناس الشمال للجنوب، ما هيش مليحة. حتى الإعلام ما يجيبوش الأعمال لي تشرف المنطقة. في الوقت وبين ايورينا غير الناس لي ترقص، وتشرب لاتاي...نتاع السهرات... هذه الصورة ما زالها راسخة في مخي. وهذه الصورة اكتشفتها في مشواري الجامعي كي احتكيت مع ناس الشمال. كايين حتى لي قالوها لي مباشرة. كل هاذ الشي لي خلاني ندير حاجة في المستوى. الفكرة كانت مع صديقي عبد الكريم بوعلال... الهدف تاعنا حاجة لي نقدروا نفيدوا بيها عين صالح...كنا نخممو في جمعية خيرية مثل جمعية حماية المستهلك أو بيئية. وقلنا الجمعيات الخيرية كايين بزاف لكن البيئية لتهم بالمشاكل البيئية قليلة ولا ما كانش. ولي كايين ما قدموا والوا...خاصة بوجود شركات أجنبية والمشاكل البيئية لاكتشفناها لقيناهم بعاد كل البعد. اهتمامهم يختصر على زحف الرمال فيما يخص المحيط تاعهم او المحيط المعيشي...لذا فكرنا في إنشاء جمعية بيئية. عيطنا لإطارات المنطقة...تخلقت لقاءات...معظم أعضاء الجمعية هم إطارات في مختلف الميادين. في نشاطاتنا، استغلينا كثيرا الفاييبوك...يعني بعض الأشخاص كانت العلاقات في البداية عن طريق الفاييبوك...منبعد جاونوا وانظموا لينا. طرحت سؤال لعبد القادر بوحافص...واش قدمت لعين صالح ؟ اكتشف روحوا بلي ما قدم والوا هو لي كان قدوة للكثير منا...كان من أحسن الطلبة.

أهم الانشطة لي قمنا بهم، في مارس 2011.بدينا في التحضير، خمنا في حملة تنظيف وسط المدينة...والمواطن كان بعيد تماما على هذه الحملات...ركزنا على حملة نظافة لأنها تعتبر مرآة عاكسة لعين صالح...حضرنا للحملة...اتصلنا بالمقاولين، بالخيريين...درنا إشهار في الفاييبوك...اهتمينا بالإشهار والإعلام...وضعنا لافتة للحملة...وهذي حاجة جديدة ما هيش غير بالكلام. والمجتمع تقبلها...جاو مقاولين، صاحب الشاحنات...كايين استجابة...بقينا حتى الزوج تاع لعشبة. في البداية كان حددنا المسار ونظرا للعدد الهائل للناس زدنا وسعنا...التكاتف كان حتى من النساء...طيبوا في ديارهم وجابوا الماكلة لي المتطوعين...كنا في تواصل مع البنات عبر الفاييبوك هما لي خرجوا المعلومة... الحملة هاذي كانت دون مساعدة البلدية...حنا لي ماحييناش نشاركوهم هي رسالة للبلدية. ما كانش راضين على الحالة...صراحة اتصلوا بينا مسؤولين باش يقدموا مساعدة لكن رفضنا. وزعنا المهام، كل جماعة مستكفة بمهمة...لي يتصل بالمقاولين، بالمواطنين، بالمساجد...الميزة انوا ما كانش لي يقود الحملة. هذه المبادرة كانت شرارة لتنظيف عدة أحياء في عين صالح، استغلينا الفاييبوك أحسن استغلال...صفحة صان باور كانت منذ 2011.

جمعية شمس:

قبل الإنشاء كنا نهتموا بعدة مشاكل بيئية... درنا حملة في افريل 2012، وحضرنا 60 حاوية أعطينا 10 لجمعية بصمتك في اغسطن.. والأخرى وزعناها في عين صالح لرمي الأوساخ فيها. كما قمنا أيضا بحملة تشجير، في 2012 باش تكون متنفس عائلي، فكرنا في الساحة المقابلة للمقاطعة الولاية، لقينا صعوبة ولانزما تحضير كبير... غير ملائمة. منبعد خيرنا ساحة أول نوفمبر بعد الموافقة من البلدية... وكل حملة كنا نحضرها لها عن طريق الفايبيوك... وكل الأعضاء المنتمين للصفحة يقدموا اقتراحات. في 2011 كنا غير في الفايبيوك... اما حملات النظافة كانت في مارس، افريل، ماي 2012. وفي الوقت وين كنا نقوموا بحملة تشجير تصادفت مع حملة انتخابية... لكن كنا بعاد عن السياسة. وحبينا نديروا نظام التقطير... فكرنا في كل شي... حتى وإن انقطع الماء. روح المناقشة كاين... بما انوا عندنا بزاف إشارات. تبادل الافكار والنقاش. هذا الاحساس خلى الناس تمد وتخدم... هناك أموال صرفت في سبيل الله... في نظام التقطير. كان رئيس الدائرة حاطر وشجعنا على المبادرة... حتى نوع الشجر... مدروس... درناها في 5 ماي 2012.

في جوان خلقت الجمعية، في اوت من نفس السنة صرات مشكلة بيئية مرتبطة بشركة بترولوية (Petrofac). رمات نفايات في منطقة قريبة من مقبرة دغامشة... اتصلنا بالشركة وفرضنا عليها رفع النفايات وتنظيف المكان... هذا في اوت، سبتمبر 2012. نظفوا المكان وداروا اعتذار رسمي لسكان عين صالح. من تماك درنا أيضا مشروع الفرز المدرسي، ساعدتنا Petrofac انطلقنا فيه بداية 2013، هاذ المشروع مس تقريبا 15 ابتدائية، استفادت كلها من الحاويات... بالتعامل أيضا مع مديرية التربية لولاية تمنراست لي تقبلت الفكرة، عكس بلدية عين صالح. الفكرة كانت تعليم الطفل في ثقافة التفريز... حتى في الجانب الاقتصادي. خيرنا الابتدائي باش التلميذ كي يوصل للمتوسط يكون مربي على هاذ الشيء. الفكرة انوا بعد سنوات نمسوا كل احياء عين صالح... وفي الوقت هذاك يكون الناس عندهم ثقافة الفرز... في السنوات 2020 وبذلك نلحقوا الهدف تاعنا... لذا في 2015 واصلنا المشروع ومسينا المتوسطات و الثانويات... حتى مؤسسات ذوي الاحتياجات الخاصة... إضافة لدور وبيوت الشباب. هناك حتى أساتذة لي حظروا لينا درس على المنهج المدرسي، باش يقره التلميذ منذ الثالثة ابتدائي، يعتبر عرض تعليمي. كيما قمنا بأيام دراسية حول الاحتباس الحراري، البناء المستدام... لأن البنائيات الحالية ما تتوافقش مع المناخ السائد عكس البنائيات القديمة... حاليا نستهلكوا طاقة كبيرة. جاوننا محاضريين من جامعة باتنة، جيجل، قسنطينة... كان في مستوى الحدث.. باسم جمعية الشمس. وفي 2015 ما قدرناش نديروا نشاط نظرا لمشكلة الغاز الصخري. وفي 2016 قمنا بيوم دراسي حول ظاهرة التسخين (يقصد بيها ظاهرة صعود المياه) وارتفاع المياه... مشكل لي خلا بزاف الفلاحين يخليو البساتين تاعهم

صفحة صان باور (In Salah Sun & Power) :

حبيناها منبر إعلامي، ليس فقط وسيلة للدرشة وإنما وسيلة للنقاش وتبادل الافكار... تناولنا عدة مواضيع تخص الصحة، التعليم، البناء وكل المجالات... ومن بينها الغاز الصخري. حنا ما كانش عندنا معلومات أنه ينجز في 2015 في الصحراء... لكن كان عندنا معلومة بلي سينجز... لهذا بدينا ناقشوا هاذ الموضوع. ما هي الأخطار البيئية؟ وبما أن الصفحة تحتوي على إشارات كثيرة من أبناء عين صالح، كاين حتى إشارات من المنطقة خارج عين صالح، وكاين حتى لراهم في الخارج... يعني التبادل والنقاش خلونا نحوسوا اكثر على المعلومة... وتعرفنا على المخاطر تاعوا منذ 2012. مثلا: ناقشنا قضية مقالول لي غش في مشروع اتصلنا بالسلطات المحلية حتى بمدير الري... للأسف ما كانش استجابة... 2011-2012 لذا قررنا نديروا وقفة احتجاجية. جانا رئيس البلدية، مندوب الري، طالبنا بمراقبة الأنابيب والاسمنت المستعمل من طرف المقالول. ودرناها عبر الفايبيوك... بعد أيام اكتشفوا الوضع وحبسوا المقالول عن العمل. وبعد سنوات كي جاو يمشييو محطة الصرف الصحي اكتشفوا التلاعب لي خل... لقاوا انوا بين مستودعين regards. ما كانش أنابيب. هذا موقف بيئي.

قضية تخزين ثاني اكسيد الكربون:

في الالفينات دارت شركة BP، مع سوناطراك مشروع تخزين CO₂ وحنا ناقشنا المخاطر في صفحة صان باور. وراسلنا مديرية البيئة ووزارة البيئة ودرنا لقاء أيضا معاها حول القضية... طرحنا عليهم تساؤل على الكربون المخزن رغم توقيف المشروع، هل هو مراقب...؟ هل هذه الشركات تدفع ضرائب للخزينة العمومية؟

الشركات:

في الحقيقة الشركات البترولوية لم تستثمر في عين صالح كما ينبغي... لم تحسن اختيار الاستثمار، من المفروض ان تكسب المواطن باستثمارات مقبولة... دارت BP تجربة تقريبا الوحيدة... في إنشاء محطات تصفية الماء... قدمت أيضا كتب للمؤسسات التربوية... مع الوقت ابتعدت الشركات البترولوية على عين صالح و من المواطن. لذا المواطن كي يشوف ابناء المنطقة ما يستافيدوش من مناصب عمل ما عدا فئة قليلة... وكما يشوف خيرات المنطقة والمنطقة ما استفادت منها... هذا الشيء يؤثر على النفوس. من جانب الاعلام، كانوا غايبيين ما كانش اتصال بين الشركات والمواطنين.... ما

خلاش المواطن يدي نظرة ايجابية عليها... يعني دات الخير وما استفادتش المنطقة... هي نظرة سلبية... هناك حتى تلاعب في التوظيف. حتى وإن كان هنالك بعض أبناء المنطقة لتوظفوا... لكن القليل.. والأغلبية من المواطنين يشفوها بنظرة سلبية. في الحقيقة الكثير من المؤسسات ما يحافظوش على البيئة، اكتشفنا منذ 2012 أحواض عارية ومعرضة للهواء... كايين نفايات لدفونها.. من المفروض أنها تعالج بطريقة علمية، وتولي للمستوداعات. والمنطقة معروفة بثروتها الحيوانية والنباتية... من المفروض الحفاظ عليها..

الغاز الصخري:

رفضنا للمشروع راجع لأسباب بيئية أولا يعتمد أساسا على المياه. في استخراج واستغلال الغاز الصخري... عين صالح والمناطق المجاورة لها عبارة عن بحر من الماء صالحة للشرب غير القابل للتجديد. حاليا الطريقة الوحيدة لاستغلال هاذ الغاز مبني على المياه. حنا رفضناه خوفا من تلوث هذه المياه الجوفية. وكى تتلوث هذه المياه ماشي غير عين صالح لي معنية وانما الجزائر ككل. وعين صالح جزء من الوطن.. ولي يحكم على الجزء يحكم على الكل. حنا رافضين الطريقة المستعملة... حنا طرحنا حلول بديلة، قلنا خليو تتطور التكنولوجيا... ونجمدو المشروع، إلى اشعار آخر حتى تطور التكنولوجيا.. ومن البدائل عندنا الطاقة الشمسية، الرياح.. عين صالح معروفة بهذه الطاقة... الفلاحة... مثل القمح... لكن للأسف البعض يشوف الطرق الأسهل. السياحة حنا ما نلوموش الدولة نظرا للفترة السوداء لعشناها... لولاها ممكن تكون سياحة... الان رجع الامن. حتى السياحة الداخلية ما هتميناش بها. في عين صالح... كايين غير فندق واحد.. السعر لليلة الواحدة حوالي 7000 دج. (Depuis 2017, un autre hôtel ouvre ses portes dans la région)

دور جمعية شمس في قضية الصخري:

بالإضافة للمشكل تاع تخزين المياه الملوثة والكربون... نهار لي بدو الاحتجاجات في متليلي، ادرار... أنا واحد من الناس سمعت يقولوا أنتم في عين صالح راؤدين... (في الوقت هذاك ما كناش غلابالنا بالمشروع في عين صالح)... 2013-2014 في الوقت هذاك كنت نقولهم عندنا مشاكل بيئية اكثر. بعد تصريحات الوزير الاول كنا نظنوا أن المشروع سيطبق في 2022 كانت ثقتنا كبيرة بالحكومة. كنا ماشيين بإخلاص... في 2014 كايين جماعة اللي هدروا على الغاز الصخري في صفحة صان باور (In Salah Sun & Power)... كايين حتى لي قالوا راهم يحفروا الغاز الصخري يا جماعة... ما صدقناش... كايين لي حركوا الملف من حيث الأضرار، ولو أن بعض المواضيع حذفت نظرا لحجز بعض حسابات من طرف مسيري الفايبيوك... نظرا للأسماء المستعارة.

و نهار لي جاو يذشونا البير الاول، حنا كجمعية ما كناش غلابالنا. انا شخصا كنت في متليلي في عطلة... حتى في الفاسبوك ما كنتش متواصل. عيط لي واحد من اعضاء الجمعية و قالى هاو دشنوا مشروع الغاز الصخري في اهنت... تفاجأت!!! يعني حسينا كأنها خيانة... حسينا. Un choc انت تتوقع من شخص حاجة و يخلق لك حاجة ثانية... و تلقى مسؤولين دشنوا جاو و خرجوا... بعدين... قالونا حابين نديروا عريضة، انتم كجمعية لازم تشاركوا مع المجتمع المدني... أمضينا على العريضة لي ترفض استغلال الغاز الصخري.. كجمعية مثل جميع الجمعيات الفاعلة.. و قدمنا نسخة لرئيس الدائرة ... و بدينا نشطوا.. لكن كمواطنين.. ليس كجمعية. لان القضية ما تعنيش غير الجمعية وانما كل عين صالح... رغم أن في الحقيقة إطارات الجمعية كي كانوا يتكلموا باسمهم، الناس تشوفهم كأعضاء جمعية الشمس... مثل بوحافص، بوعلال، نصيرات... إذن الجمعية كانت حاضرة بطريقة غير مباشرة... ونهار لي شفنا ان المجتمع تبني القضية جبنا رواحنا كجمعية... خلينا العمل يرتبط بالسكان... الطلبة الجامعيين لعبوا دور كبير... هما لي حركوا القضية... وساهموا في العريضة... وداروا حملة والاحتجاج الأول. بعض الأعضاء من الجمعية كانوا يديروا لقاءات. انا ما حضرتش اللقاءات.. كنت بعيد... تقريبا 700 كلم على عين صالح. ثقتي كبيرة في زملائي... ودائما نقولهم بلي كي واحد يتكلم لازم يكون في مستوى الجمعية... ونتمنى ان تكون عندنا جمعية لي ما تزولش بزوال الرجال. المجتمع كان يسمع لأعضاء الجمعية، لان عارفينهم.. عارفين واش خدموا... عارفينهم أنهم ناس صادقين... كايين ثقة هذي قبل كل شيء... ثقة المجتمع المدني لأعضاء الجمعية كان كبير.

دور الاعيان:

عيبهم هو بعدهم على المجتمع المدني منذ سنوات.. اصبحوا لا قيمة.. ولا تأثير لهم على المجتمع المدني. الناس كي تشوف أعيان ما يعرفوش يناقشوا مشكلة يخلي الناس ما تقتنعش بهم... هذا عندنا تأثير سلبى... في البداية كايين أعيان لي كانوا ضد الشباب كي خرجوا المرة الأولى.. ونهار لي فهموا ولاو مع المجتمع المدني. ولاو في ساحة الصمود هما الولين... لكن اهم حاجة ان الاعيان ما كانوش عندهم مصداقية. الدولة ما ساعدتش الاعيان في إبراز شخصيتهم... الاعيان يكونوا من المجتمع المدني ومن الدولة.. ويكون هو الواسطة... من المفروض ان الدولة تساهم في اختيار الاعيان... حسب الكفاءة و التأثير على المجتمع... من المفروض أن الاعيان هاذوا لازم تكون ليهم مكانة اجتماعية، وشخصيات متقة، يحسنون المناقشة والمحادثة... لان الأمر في الوقت الحالي لا يختصر على إعطاء

الأوامر... بل هل عندك القدرة باش تقنعني ؟ هل عندك القدرة باش تناقشني ؟ ...كلهم ما كانش لي تلقاه يعرف يتكلم... ما عدا الفاتحة... الفاتحة هاذ الشي في الزمان، ما عيش جبلي كلام مولانا وقنعني.. ..ما كانش تواصل بين الاعيان والمجتمع، لذا العملية غلبت الاعيان... ما كانش عندهم وزن... ولو أن كانوا أناس بسطاء... من المفروض يتساءلوا نهار لي جاو الوزراء ودشنوا المشروع... جاو بالدسة ومشاو بالدسة (الخفاء)... هاذي حاجة غير منطقية... منطقيا هاذ الشي فيه ضرورة (أضرار). إعلاميا الحكومة الجزائرية كانت زيرو Zéro فيما يخص الغاز الصخري. بالعكس خدمت القضية تاينا... الاتصال السلبي للحكومة خدم ايجابيا قضيتنا. الحجة تاعهم للمنطقة زاد قنع، وحفز الناس ولاو يؤمنوا بالقضية. انا مثلا، كنت بعيد على عين صالح.. ونهار لي دخلتها... ولات لي قناعة أخرى... روجت مباشرة لساحة الصمود. حسيت وأني دخلت كابول ولا فلسطين محتلة... نلقى les pneumos شاعلين، أبناء المنطقة تعرضوا للضرب والاستفزاز... ما صدقش أنني داخل عين صالح، معروفة بالأمن والأمان. من نهار هذاك بدا النضال تاينا في الميدان... قبل كان عبر الفايبيوك. الكثير من الناس ما يعرفش الحقائق. عندما يتكلم شخص ذو كفاءة، الناس عارفينوا، محترم... ما يكذبش... الناس واع تسمعوا... وكى يعاودوا الهدرة يقولوا فلان لي والها... مجموعة شمس معروفين... ما كانش لي يقولك أنا لي حركت القضية... القضية ربي سهل ويسر الأمور... وربي هو لي وصل لهذه العملية. الناس يؤولوا بلي الشمس لي دارت... العكس حنا ما درنا والوا... حنا كنا كأى مواطن آخر. الناس تستفسر وتطرح أسئلة... الوزراء لي جاو علاش...؟ الناس مقتنعة وتحب تقنعك بلي هاذي فيها ضرورة حتى انوا ماهيش عارفة بالمخاطر في البداية.

التحسيس:

كل واحد والاسلوب تاعو. بالاضافة للفايبيوك... اثناء التجمعات كانت تخلو حلقات... مجموعات ملتقة حول إطار ولا شخص لي يشرح المخاطر ويوضح الامور، اسباب.. والخوف... تلوث المياه... طريقة الاستغلال... تجاهل الدولة للموضوع وسكان المنطقة زاد ساهم في اقناع المواطنين بخطورة المشروع... هما كانوا يضنوا بلي سكان عين صالح ما دايرين والوا... عطيلهم اللحم، التاي... ما يديروا والوا... هذا يولد ثورة.. الاحساس بالهجرة... كايين الناس بكات.. كايين لي تأثرت.. كايين الناس كي يحكي لك على الغاز الصخري يدمع علاه...؟ لانوا حس بالهجرة.. حس روحوا اقل من باقي المواطنين... نوع من الخيانة. والأسباب لي خلونا ننشأوا جمعية شمس... لانوا المواطن في عين صالح ما عندوا حتى وزن في الجزائر... معروفين بجماعة السخانة. كي تشوف اطارات تاينا... ما شادين حتى مسؤولية رغم الكفاءة. نسبة النجاح في البكالوريا في عين صالح عالية جدا مقارنة بتمنراست.. في 1991 مثلا: كنا اربعة من عين صالح وواحد من تمنراست. عندنا اطارات لكن بالمقابل هناك تجاهل من طرف الدولة.. شعرنا بالظلم، بالضعف.. اطيب الناس في الجزائر هم ناس عين صالح... يتسامح... عندهم نية حسنة.. تمشي لغرداية، لبشار، لورقلة.. الناس تختلف.

أي واحد لي لقي طريقة لا يصال المعلومة يديرها... هاذي هي الفكرة تاينا. كنا رافضين تسييس وتدويل القضية... حنا ما عندناش أغراض سياسية... عندنا مشكلة بيئية ونبقاو في البيئي... حنا ندافعوا على وجودنا كمواطنين في هذه المنطقة هذا هو لي يهمننا... ما يجيش أي كان ويركب الموجة.. لي يحب يتكلم يمد يفضّل لكن كمواطن... حتى وإن كانت اتصالات مع أحزاب معارضة من الجزائر باغين يحيو.. انا واحد من الناس لاتصلت بيا شخصيا قتلهم لا. باسمي كعضو في جمعية شمس نرفض أي تدخل عبر قناة أجنبية. اتصلوا بيا عن طريق أشخاص.. رفضت التدخل في قنوات معارضة للحكومة. قلت لواحد لو تذكر اسمي او اسم جمعية شمس نتبعك قضائيا. لان الجزائر قبل كل شيء باش تجي عين صالح... حماية الوطن قبل كل شيء.. شحال حنا؟ 40 الف لكن الجزائر كل فيها 40 مليون. ورفضنا للغاز الصخري ليس فقط لي ريعين ألف نسمة تاع عين صالح وانما لي ريعين مليون جزائري.. حنا مرتبطين بالجزائر ككل.. ندافع على بلادي وعلى الوحدة الوطنية. أنا ضد الغاز الصخري، نطع على الحكومة تاعي في قنوات وطنية. وهذا الطرح جريانه في صفحة صان باور... لي ما هيش مسيسة... منذ بداية نشأتها كنا نكتبوا "السياسة ولا تسييس حتى نكلمو من كنيس". نهار لي نكنسوا ونقيو بلادنا.. هذاك الوقت نوليو للسياسة... دوكا رانا في مهمة إرجاع عين صالح الى صورة حسنة... باش المواطن يعرف يطلب حقوا.. بطريقة ليقة، محترمة يجيب حقو بدون فساد وتكسار. الناس واع خرجت بالفكرة هذه.. لا لتسييس القضية. ولو انو البعض كانوا حابين يسيسوها. بزاف من الباحثين موقفهم كان مشرف مثل سؤني، بكى... حتى الدكتور عبد القادر سعد الله دار فيديو بسيط في اليوتيوب يوضح مخاطر الغاز الصخري بطريق بسيطة.. دورهم كان ايجابي، زاد قنع الناس. المولى عز وجل كان له دور. كل يوم ربي يجيينا حاجة لتقننا باش نكملوا النضال. خطرة يكون تصريح من مسؤول... مثل وزيرة البيئة لي قالت المنطقة مأهولة من السكان.. سبحان الله! حتى الكذبة لي خلّثت على مكان المشروع... كانوا يهدروا على منطقة اهنت لي بعيدة عن عين صالح ب 164 كلم. لكن البير الاول للغاز الصخري في الحقيقة حفروه على ما اظن سوناطراك وتوتال في 2012 في اهنت.. لكن ما نجاحش بسبب بعد المياه. في تلك المنطقة خالوكل الآثار الأحواض كيما راهي، من 2012-2015 دفنو بعض النفايات.. ممبعد نكتشفوا انو المشروع لي دشنوه بعيد على عين صالح ب 25 كلم. ويقولك منطقة مأهولة... واشنوا الكلام هذا؟ هاذ الكلام يخلي الناس يحقد وما شي غير

يتحمس..يزيد يتشنش...يتساءلوا...واش شايفينا؟ السؤال لي يطرح..هل الدولة شافتنا بشر أم فئران تجارب. كل الناس عندهم هاذ الإحساس. خلاص الناس مقتنعة ... بلي يجربوا فينا كفئران تجارب.

التعبئة: كان عندنا اسلوبيين. الفايبيوك، خاصة لي يعرف يستعملوا...نهار لي اقتنعوا بخطورة استغلال الغاز الصخري...ولاو هما يلعبوا ادوار.

التجمعات: الناس كانت تحظر لقاءات، تسمع و تناقش الأضرار. كابين لي يجيو يسألونا على أشياء لي ما علابالهمش جماعة الممثلين..هناك عمل تحسيبي في الساحة. نتذكر نهار الأول كي جيت من مثلي، الوالدة تاعي قالتلي هاو واش خلل وخوك راه معاهم...قلتلها ما، غدوة أنا الأول نكون تم معاهم، ما يبقى حد ولات فهمت.

العمل الميداني حول قضية الغاز الصخري:

غامرنا بحياتنا، كابين أمور ليس للنشر...ليس خوفا، ماناش باغين نبانوا مناضلين. الفيديو لي درناه...كان بعد ما صورنا أحواض البير تاع 2012، في الحقيقة في صيف 2014 واحد جا فايت طريق تمرناست. عين صالح..اكتشف سبعة طيور مهاجرة ميتة...حنا تساءلنا.. علاش ماتت ؟ في الوقت هاذك التفسيرات عبر الفايبيوك كانت مجرد احتمالات وتخييلات. ما كنا ش علابالنا بالبير في اهنت. كانت لينا معلومة ايضا الابل تموت لي واحد من اخرين...قبل الصخري. كلنا مجموعة باش تمشي لعين المكان ..واخذوا صور..حتى التوقيت والمسلك كان مدروس..ما رحناش مباشرة...درا..حتى تكون المهمة في سرية تامة. المهمة درناها ايام الصخري....كل واحد كان يحوس على معلومة او وسيلة تقيد القضية، نحوسوا على حاجة تاع نجاة..للتعاون. كل واحد ساهم بطريقته الخاصة، الناس ساهمت بالدعاء، لي كانوا يطيبوا التاي والمكلة. يكذب عليك لي يقولك انا لي كنت وراء القضية. كي راحت جماعة للحاسي وجاو فرحانيين...قلتلهم جبتوا صور. قالولي ساهل غدوة مندناك جابونا صور وفيديوهات...داروهم مباشرة في الفايبيوك..وكتبو لي هاو ليك... من تماك اكتشفنا الحقيقة ، مشاكل بيئية...خطيرة جدا جدا. ماشي حنا لي نهذروا، الصورة لي تهدر. تماك الناس بدات تفكر في الموراطوار. حنا كجمعية شمس نؤمن بالتحفظ..انا مثلا كي توجه لي دعوة في البلدية..الدائرة أو أي مكان نطلب دائما موضوع الاجتماع باش نبعثوا أعضاء لتقيدهم لي عندوا كفاءة في الموضوع. في نفس الوقت الحكومة دارت اعلان تاعها. بلي ناس ما هيش فاهمة، ناس مسكرة. جابونا مختصين في البيئة!! ما شفافنا مختصين في البيئة...جابونا مهماه، عطار...ما قنعوناش...حنا ندافعوا على وجودنا، بالصورة والفيديو. كي جاو الوفد البرلماني عطيناهم قرص بأسم جمعية الشمس...غامرنا بانفسنا. منبعد دارنا فيديو آخر أكثر تنظيم...حتى الفكرة بديناها من الحقيقة..أي جاتنا معلومة. وخلل الفيديو .مع الموراطوار.

حسينا بلي حكومتنا تهاجمنا، وحنا ما عندناش منبر إعلامي وما عندناش قنوات وطنية لي تهدر على قضيتنا..عندنا غير صفحة صان باور لي كانت بمثابة منبر إعلامي . كل واحد مهتم بجانب، كابين لوقفوا عليها...وينظموها...كابين ناس لي تناقش وتردد...هناك تفاعل حول القضية ..كنا نخدموا قضيتنا...كابين مواضيع لي رفضناهم . نهار لي جات قضية الصخري، استغلينا الفايبيوك كمنبر إعلامي...حتى كابين ناس لي بطرحوا أسئلة ويحوسوا على استفسارات...والمعلومة...الفايبيوك كان نقطة تواصل. مانيش حاب نربط القضية بالجمعية...حتى في اللجنة تاع 22 ما كننش عضو. لان لو ظهرت أنا، يخلل تأكيد على جمعية شمس. وكي نتكلم يشوفوا جمعية شمس. حتى لي عندوا حساسية. ما نقولوش كل الناس تحب جمعية شمس. بالعكس كابين لي يشوفونا تاع مشاكل، لذا ما عطيناها فرصة لي أي كان باش يطعن الجمعية والمجموعة. دوري كان حضوري الدائم في الساحة بين الناس، نقنعوا، نفهموا الناس ونهار لي جا الوفد عطيتلهم القرص.

النساء:

المستوى التعليمي في عين صالح راه جيد جدا...البنات عندنا يقرأو مليح...انا نتذكر انو بعض النساء يسوقوا السيارات منذ سنوات ليس اليوم..من الزمان. عين صالح تمتاز بحاجة انو الرجل هو لي يحكم في الدار ولكن المرأة، معززة، عندها قيمة في الدار...عكس التوارث وين المرأة هي كل شيء...حنا المرأة لا تهان...عمري ما سمعت واحد ضرب مرتوا في عين صالح. معظم البنات راهم في تواصل عبر الشبكة الفايبيوكية، لذا النساء لي كانوا يطيبونا في الحملات التنظيف لي كنا نظموها، ما هوش إلا مقياس صغير، صورة مصغرة لي واش صرى في الصخري. كابين ياسر متقات. المشكل بين كابين أشباه سياسيين شعلوا النار بغياهم، خلاو الناس يزيديا تشحن...كي قالوا الناس ما هيش فاهمة ما هيش قارية...رغم حبنا للوطن. ويشبهك بأناس جاهلة، بأيادي أجنبية كيما لويزة حنون...لويزة حنون شكون لجابوها؟ ما جابوهاش الرجال...جابوها النساء...بنات وسيدات. في صان باور كابين لبنات لي ينشطوا ولو أنوا البعض...لكن كابين لي يطالع وما يكتش. بعض الأسماء كانت تكتب وناشطين حتى قبل الصخري، كابين لي راهم أعضاء في جمعيات.

صفحة صان باور:

استخدامنا للانترنت كان قديم ومنبعد مع الفايبروك دخلت لمجموعة صان باور باسم مستعار، وكنت نكتب..في الوقت هذاك عبد القادر ما كانش يعرفني في المجموعة. في الوقت هذاك بدينا التفكير في إنشاء جمعية...في نفس الوقت كنت نسأل عبد القادر (le provoquer) واش درت، واش قدمت لعين صالح. مع الوقت بينتلو شكون انا. الاسم المستعار كان لي هدف بيه...بصفتي كأستاذ كاين بزاف لي قريتهم وما يقدرش يقولو لي لا ولا راك غلط كي يعرفوا اسمي الحقيقي...دائما يطل لي طلة أستاذ. ما تكونش مناقشة بموضوعية...كي تكون باسم مستعار تكون مناقشة وكي يشوف اسمك الحقيقي يجاملك ويحترمك. صان باور هي بمثابة منبر للتعبير، للنقد. الناس كانت تفرغ الشحنة، إفراغ الشحنة يخدم المسؤولين أكثر. هذه المنابر الإعلامية، الفايبروك، القنوات الوطنية...هي لي تخدم دور المجلس الشعبي الوطني...هاذ الأخير ما هوش يخدم...يهزوا يديهم ويديو الدراهم...منابر الإعلام هم لي وصلوا المعلومة للمسؤول ويوجه المواطن.. تخيل لو ما كانش تلك المنابر..يمكن تخلو فوضى، يخلو تكسار و فساد وتخريب. المنابر هذه تخلي الناس تفرغ الشحنة تاعها. المنابر هذه توجه الناس، تلعب دور المساجد. علاه قناة النهار نجحت؟ لان تجيب الناس تقطع في الدولة والمسؤولين...حتي لي يسمع يقول والله عندوا الحق...برد قلبي.

تأثير النخبة أيام الصخري:

معظم الإطارات والنخبة لي شاركت في القضية ما عندهم أهداف سياسية، صادقين في التوجه تاعهم.. هناك قابلية عندهم وثقة. يعرف روحا بلي ما عندوش أغراض سياسية فرضوا أنفسهم بنجاحهم في العمل تاعهم في الإطار تاعوا، النجاح في الخدمة تاعهم. الناس كانت مقتنعة بالأشخاص وعندهم قابلية يسمعو ليهم لهذا العملية نجحت. اختيار الأشخاص لي يطلعوا للمنصة، لي عندوا القدرة يقنع الناس، لي مثلوا الناس بصورة جيدة..ماشي حنا لي خيرناهم..المولى عز وجل لي خيرهم..لكن نهار لي نشوف بلي الناس لي حبوا يمثلوني حبوا يطلعوا فوق ظهري، نرجع لداري. لكن نهار لي نخرج مقتنع بقضيتي مؤمن بقضيتي. حتى واحد ما يرجعني...الإيمان بالقضية هو أساس نجاح القضية...ما هيش جمعية شمس، ولا بوحافص، ولا طالب...كل واحد عندوا دور لعبو. حتى واحد ما تبناش القضية. صح كاين مسببات، بعض الأشخاص بشخصيتهم ساهموا ودافعوا، لكن ربي لي رسلنا كل شيء.. حتى الجو، الطبيعة ربي يسر لنا الأمور...خطرة يجي جو ربيعي مع قطرات مطر. هادئ زين...قطرات المطر لي تجمع الناس ما شي لي تخبيك. كلما نتعبوا شوية تجي حاجة لي تخلينا نكملوا.

الجانب الديني:

"شكوت وما الشكوى لمثلها عادة ولكن تفيض الكاس عند امتلائها"، يقولك أيضا "الشكوة لغير الله مذلة". حنا الخطرة الأولى طرقتنا الأبواب. باب رئيس الدائرة، باب الوالي، رئيس الحكومة، باب رئيس الجمهورية...كل الأبواب. المشكلة ما لقيناش تجاوب وكنا مسالمين لأبعد الحدود ولو أن البعض حاول أن يشحن الناس باش تكسر و تفسد. لكن دائما نقولوها ". سلمية و تبقى سلمية". ولازم نكونوا دائما قدوة للمجتمع، مثال. منبعد رفعا يدينا للمولى عز وجل، لانو لقينا الظلم، خلق لنا ياسر. لبلاد ماتخدمتش، حقرتونا، ما تكلمناش، طلبنا منكم ما سمعتناش. المشكل انو الحكومة أخطئت. لم يحسنوا التعامل معنا، حقرونا تماما. ما عطونا حتى قيمة، هذيك الحوزة بدات تولد. حنا شعورنا بالظلم أنو صوت عين صالح موش مسموع كنا مقتنعين بها منذ سنوات. مع الصخري اثبتوا صح بانوا صوتنا ما هوش مسموع تماما، ماناش بني آدم تماما، ما عندناش أي قيمة. نتذكر نهار لي جات الشرطة فرقة التدخل السريع، كنت في الساحة نتناقش مع جماعة، قالي واحد: "أستاذ علابالك لو كان نظروا هنايا و لا نطيبوا هنا نقسموا معاهم الخبرة، نقسمها معاهم ون عطي حقي". قالها لي هناك، غدوة منذاك بدات. الماكلة في الساحة. شكون قال...مانيش عارف! كانوا في بيت الشباب و يجيو يشربوا التاي مع الناس و كانوا ياكلوا مع الناس، بالعكس أنا عندي قضية ما نيش باغي نفس ونكسر وأنا باغي نسمع صوتي،جاويني. حنا الجواب ما سمعناش. حنا نعطوا وجماعة الفوق كيما المسرحية وبين كان المرحوم طاف. "حنا نعطوا وجماعة الفوق ما يطلوش تحتهم". المساجد كان دورهم ايجابي، بعض منها ما حبش تدخل في الموضوع. لكن كانوا يدعوا للهداية، للصالح ودعوات للخير. من الخطأ، أي إمام...أن يدافع على المشروع، يعتبر غباء منو.

تجربة ساحة الصمود:

تجربة روعة، لا تعوض، يعني واحد الإخاء، المحبة، واحد النضال، كل أطياف المجتمع موجود، واحد الصدق، الإخلاص. أمور ربانية...حاشا لله أنني نصورها بالكعبة الشريفة. أو بالمدينة المنورة لكن الإيمان لي كان موجود في الأماكن المقدسة كان موجود في ساحة الصمود. خلق واحد الإيمان كبير..أصبحنا مؤمنين كثير بالقضية تاعنا...هاذ الإيمان يجينا من المولى عز وجل لان الناس كانت دائما ترفع ايديهم للمولى عز وجل. يعني ربي يحمي هاذ الوطن...ما تلقاش لي يدعي على الحاكم أو الوطن شرأ بالعكس ندعيو على الوحدة الوطنية على المحبة والإخاء، أن يحمي الدزاير. الناس مع الوقت ولات تبدع، واحد يألف شعر و يلقيه أمام الناس، كاين لي داروا أغاني مثل جلولي دار أغنية، أي لي عندو أسلوب

يناضل به. حتى الناس البسطاء شاركوا بأسلوبهم..النساء كانوا يطيبوا التاي...يعتبر نضال..نضال مساوي أو أكثر من النضالات وبين الناس تكلم. الكل كان يقدم.. سكان القرى معظمهم كان يجي و يشارك في الساحة الصمود. ساحة الصمود ماهيش مرتبطة فقط بسكان مدينة عين صالح...بل من اغسطن، حاسي لحجار، من الساهلة، جواليل حتى من الفئارة الزوي لعبوا دور كبير...كل الناس كانت مؤمنة بالقضية.

لمحة على عين صالح:

هي مدينة جديدة مقارنة بالمدن المجاورة ليها، كادرار، تمنطيط، تمبوكتوا..و مناطق أخرى أقدم منها. عين صالح هي نقطة التقاء القوافل، أي مركز تجاري...لي يمشيو للحج...الانسان هنا دائما مرتبط بالماء. لذا الناس كان اسهل يقتنعوا بالقضية لانوا مرتبط بالحياة تاعهم. منبعد جات دغامشة...وبدات تكبر المدينة. التركيبة الاجتماعية، معظمهم هو خليط من الأجناس والأعراق وكل واحد منين جا. منطقة معروفة منذ القديم، ناس مسالمين، ما يتحركوش، طيبين ومخلصين على الوطن. ما عندهم حتى مشكلة..وتحركوا مباشرة وفي ظرف قصير جدا، هذا خطر على الدولة.

دور الاعلام:

ما كانش الصحف لي وصلت المعلومة والانترنت موش كل الناس لي عندها هذا يعني أن الإعلام ما قامش بدور. الإعلام الجزائري يستعجن المواطنين، يظنوا أن الناس ما يفهموا والوا..كان المواطن الجزائري دون مستوى تعليمي وثقافي..كان اغيى سكان في العالم هم الجزائريين...حسب الإعلام...يتعاملوا بطريقة مرفوضة..غير مقبولة. أنا شخصيا ما شفتش في القناة الوطنية هدرنا على الغاز الصخري من قبل. أهم نقطة في عين صالح، ما عندهنا صحف. الصحافة المكتوبة ما تلحقش. ما تلقاش جريدة في عين صالح. الجرائد توقفت منذ 1989 بالضبط نهار لي توقفت الطائرة البوين. في القديم كانت الصحف تباع. الناس تطالع خاصة باللغة العربية. في هذاك الوقت كانت جريدة المساء، الوحدة، الشعب، المستقبل. كنا نطالعوا بزاف، كي كنت نقرى في الجزائر كنت نجيب الجرائد مثل المواطن، جزائر اليوم، الشروق العربي...

خلال الاحتجاجات:

بالنسبة للقناة الوطنية المعروفة باليتمية، منذ الغاز الصخري توقفت على مشاهدتها. مانيش عارف...ربما إلى يومنا هذا ما هدرنا على الغاز الصخري...ماطرقوش للاحتجاجات. الشروق كان لها دور مشرف، خاصة بالحصص. قناة الخبر كان ليها دور مقبول، جابت بعض الممثلين و لو أنها في بعض الأحيان لم يحسنوا اختيار ممثلين من المنطقة للحديث فيما يخص القضية..كانوا يتصلوا بيا و يطلبوا رأيي في بعض اللقاءات. قناة الجزائرية كانت في مستوى الحدث، المناقشات و الحصص يشعروك بالوطنية. يشعروك بلي كاين ناس حاسة بليك. قناة دزاير نيوز خاصة المراسل دحمان وبابا عمي قاموا بدور كبير وصلوا المعلومة. جريدة الوطن، مزيان عبان، حورية عليوة خاصة عندي علاقة معاها أيام الصخري واكتشفت أنني نعرفها قبل..لأنني قريت أختها الصغيرة. إضافة للبيبرتي. كان le temps تاع وهران عندي رقم هاتف الصحفي لي موالف يكتب على القضية. يعني أنوا الجرائد قامت بدورها، خاصة الصادرة بالفرنسية. ننأسف فيما يخص جريدة الخبر، أنا لي واحد من الناس لي قريت الخبر منذ زمن بعيد. الصدق و المصادقية، للأسف لم تكن في المستوى. للأسف منذ القضية فقدت الكثير من الثقة ما غطاتش الحدث كيما ينبغي. تشويه القضية كان حتى من القنوات لي غطاو مليح الأحداث...لي تدي الرأي و الرأي الآخر. لكن قناة النهار أكثر تشويه..كان أيضا سياسيين لي سياو يشوهوا القضية.

المنتخبين و الممثلين المحليين:

ممثل المجلس الشعبي الولائي لم يكونوا في المستوى ما عدا يمينه، شريفة با توهامي ناضلوا معنا، يمينه كان لها مواقف مشرفة..حتى نهار لي حدثت مشاكل بين الدرك والشعب تدخلت. هي من الناس ليحترموا الشباب. انا ما كنتش نعرفها لا مؤخر. ممثل الشعب في المجلس البلدي والولائي لا يتوافق مع المستوى التعليمي للمجتمع والسكان. معظم إدارات عين صالح بعاد تماما عن السياسة، لأنها ما هيش نظيفة. أما بابا علي (Député RND) أصلوا من عين صالح، لكن هو من تمنراست. في الحقيقة يمثل الولاية، ما كناش متوقعين منوا أن يكون في مستوى ظن السكان فرغ قلوب يأسر من الناس. كان يعطي واحد الحقائق، عارف المنطقة.

تطور الأحداث :

خلو واحد لقاء موسع، نهار لي كملوا التكسير العادي ولحقوا للتكسير الهيدروليكي. قالوا بقات سمانة يحبس، يجمعوا أدواتهم ويخرجوا..نشفي اللقاء صرى نهار لخميس وبين كان موسع للمجتمع المدني. حظرت اللقاء وتحدثت، في البداية ارفضت نحضر حتى أصروا جماعة. تدخلت وقلنا نديروا إيداع حسن النية، في اتجاه الدولة. مازال عندنا ثقة في الحكومة الجزائرية في المسؤولين تاعنا. إيداع حسن النية أي الجمعة الجاية، بمعنى سمانة، مدة لي يكملوا فيها...يفض الاعتصام. الناس ترجع للديار وكل شي يرجع كيما كان ودرنا سبر آراء. الأغلبية وافقوا على القرار الذي اخذ رغم أنوا البعض رافض. اتفقتا في نفس الاجتماع باش نديروا نهار السبت باحتجاج سلمى أمام هليبيرتون (Halliburton) في الساهلة، بطريقة سلمية. علابلنا أن المعلومة وصلت للواحدين ورافضين نخرجوا بهذه الطريقة السلمية. نهار السبت صرى تحريض، عطاو

أمر لوا حدين باش يخرجوا الوقفة تاعنا عن سلميتها. حابين يحرقوا ويشعلوا النار. في هليبيرتون (Halliburton). حابين يشوهوا صورة النضال وباش ما نكونوش قدوة للآخرين وباش تتدخل قوات الدرك الوطني. كايين شباب لي قفروا داخل هليبيرتون، في خمسة، وبضهم الدرك الوطني. تدخل الدرك كان عنيف، كايين خسارة. هاذ الشيء زاد شحن النفوس. المعلومة بدات تنتشر، تماك لي صرى تدخل قائد الناحية بعد أن اخطأ الأمن الوطني في تدخله العنيف دون مبالاة للشيوخ، النساء والأطفال الموجودين في الساحة و استولوا عليها. عمرنا ما شفنا القنابل المسيرة للدموع، تعلمناها تماك، تعلمنا صوت الرصاص تم، حتى الرصاص المطاطي. الليلة لي استولوا فيها على ساحة الصمود، حرقوا لخيم، صورة تخريب، ياسر الناس ما عاشوش الاحتلال الفرنسي، معظم الناس ما شافوش وما عاشوش القمع. لكن مع الأحداث تبان لي أمور كنا نشوفها في التلفزيون، زيد المنطقة مسالمة. غدوة من ذاك، كانت امتحانات الفصل الثاني (مارس) في كل المؤسسات التربوية. التلاميذ كانوا في المدارس، في الوقت وين الأمن يطلق القنابل المسيرة للدموع، الناس عينها كامل حمراء، تدمع، الناس اختنقت. قبل ما يصري هاذ الشيء، راحت لعجايز و الشيوخة.. الناس كبار دخلوا الساحة عادي. تعارضوا للأمن، خلل الاحتجاجات وشعلت. تدخل الأمن كان عنيف وقوي بزاف بزاف. الأمن ما كناش متوقعين منهم يتعاملوا بهذه الطريقة. في اللقاء الموسع كايين حتى لي حبوا تدويل القضية. لكن رفضنا. أنا شخصيا رفضت. قلنا لا. هاذ بينا وبين دولتنا. لكن للأسف كايين الناس لي حبت تشوه صورتنا (بتدخل الأمن) منبعد، مشاو الممثلين مع جماعة من الشيوخ ل chef de secteur طلبوا منو التدخل... وتدخل في وقتنا.. لو لم يتدخل لحدثت وفيات. الناس تحققت.

إيجابيات الحراك:

دارت علاقة بين المواطنين، بعض السكان يطلبوا من بعض الإطارات أن يمثلوهم في الانتخابات. الدولة طلّت لعين صالح، اكتشفوا حقائق ما كانوا متوقعينها. أنا متأكد أن نهار وين الدولة طلّت لعين صالح لقاتنا صح جيعانين، ما استفدنا من والو وما طالبنا بالتمية. طلبنا بتوقيف المشروع، حتى عمود كهربائي ما كناش في البلاد. جاو ممثلين من الوزراء، والنواب داروا وسط البلاد في الليل ولقاو صح ما هوش بلاد. رغم أنها من أقدم الدوائر في الجزائر منذ 1958. حنا كجمعية هاذي هي المرة الأولى لينستفادوا من اعانة من البلدية... خمسين ألف دينار. فكرة جمعية الإحسان (جمعية خيرية) كانت قبل ساحة الصمود، نهار لي شفت أن جمعية الشمس نجحت، خممت في تأسيس جمعية خيرية أخرى لي سمينها كافل اليتيم، ساهمت مع الدكتور قلوب في تأسيسها. منبعد جات فكرة إنشاء جمعية خيرية... واقترحنا على بعض الأشخاص إنشاءها وعبد القادر بوحافص لي دفع احمد بندين (رئيسها الحالي) لتأسيسها... منبعد بدات الناس تنشط.. و بدا الوعي. بعد الصخري الناس نفصوا الغبار عن الوجه ووعات كثير.

نضالات أخرى:

ما دام هناك التكسير الهيدروليكي، أنا ضد الغاز الصخري. نكذب عليك نقولك واش يخلل لو الدولة تعود للمشروع لان موش أنا لي حركت المجتمع المدني و حتى واحد ما خرجنيش، أتمنى أن لا تعود. مشروع الفرز ماذا بينا يكون في كل الأحياء، ماذا بينا ايضا نستثمر في ثقافة البناءات المستدامة. في نوفمبر 2015 حضرت ايام دراسية حول المواد الخضراء. في بومرداس، وين عرضت مشروعنا حول البناء المستدام. الظواهر البيئية كالتسخن نفس الشيء ماذا بينا حنا نتعالج.. رانا نوجدوا في ورشات حول الطاقات المتجددة في مارس 2017، خاصة الطاقة الشمسية. ميزتنا في جمعية الشمس نناقشوا كل الاقتراحات لي نظموا في العام ونختاروا رئيس المشروع كمكلف بالمشروع و يكون في تخصص تاعو.

الممارسة السياسية:

ما نحش السياسة، ارفض أي ترشح، مانيش منخرط في أي حزب. عندي قناة وحدة أنو حزبي هو الوطن أي الجزائر. ماذا بيا نقدم الخير لأي كان، بأي طريقة. صوتي ماذا بيا نسمعو. في 2012 هناك بعض الزملاء لي جاتهم اقتراحات باش يترشحوا، كنت ضدهم. أعطيت رأيي و دافعت عليه. كايين لي قنعتهم و لي ما اقتنعش قنعتهم ساعفوا علي. لكن ما هوش وقتها، قنعتهم نظمن لكم أن في الانتخابات الجاية، الناس يطبطب لدارك و يحبوك تترشح. أنا ما نديرش السياسة و ما نيش باغي ندير سياسة لكن نفهم السياسة. أنا شخصيا، ما تلاقيت بالمناضلين السياسيين لي جاونا... لاني نمثل جمعية الشمس باش ما يقولوش درنا لقاء مع جمعية الشمس. الوحيد لتلاقيت معاه هو نكاز منبعد ما التقوا ليه الناس... نكاز ليس قناة و لا علا واش دار وانما رسالة... رغم الموقف المشرف تاعوا و مشكور. كايين حاجة، انا نعطيت نعطت وانت ما راكش سامعني... في بعض المرات نرسل لك رسالة و انت افهم. حتى نهار لي درنا لقاء معاه في ساحة الصمود وهدرت... حددت المطالب تاعي، رافضين التكسير الهيدروليكي وقلت ماذا بينا وزارة البيئة تراقب الأماكن والمناطق الاستغلال... رافضين تدويل القضية... حتى في الكلام تاعي ما نذكرش اسم الشركات... نقول الشركات البيترولية. ولو أن البعض يتهم سوناطراك، يقصف سوناطراك... انا نقول الشركات البيترولية لان سوناطراك تمثل الجزائر. اذا اخطأ شخص ما نعمش... نقول الحكومة الجزائرية راهي باينة.. لكن ما نقولش الدولة الجزائرية لأنها اكبر وأعظم من شخص.

Annexe N° 3 : modèle de questionnaire

République algérienne démocratique et populaire

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information



Questionnaire

Ce questionnaire rentre dans le cadre de la réalisation d'une thèse de doctorat en science de l'information et de la communication. Préparée, à l'école nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJSI), sous le titre : « Emergence d'une opinion publique autour d'un problème environnemental en Algérie : cas du gaz de schiste ».

Pour mener à terme ce travail de recherche, veuillez de bien vouloir remplir ce questionnaire anonyme. Merci pour votre contribution

NB : Vous pouvez mettre une à plusieurs croix (X) suivant les questions.

Préparé par :

Chami Tarik

Encadré par :

Dr Aldjia Bouchaala

2015/2016

I-Profil:

- 1- Vous êtes : Homme ☐ Femme ☐
- 2- Votre âge se situe entre : [20-29] ☐ [30-39] ☐ [40-49] ☐ [50-59] ☐ [60-69] ☐
- 3- Votre situation familiale : Marié-e ☐ Célibataire ☐ Veuf (ve) ☐ Divorcé (e) ☐
- 4- Quel est le dernier établissement scolaire que vous avez fréquenté ?
- 1-Aucun ☐
 - 2-Ecole coranique ☐
 - 3-Primaire ☐
 - 4-Collège ☐
 - 5-Lycée ☐
 - 6-Université ☐
 - 7-Centre de Formation ☐
- 5- Avez-vous une activité professionnelle ? 1-Oui ☐ 2-Non ☐
- Si la réponse est Oui, laquelle ?.....

II- Appartenance géographique :

- 6- Depuis combien d'années êtes-vous résident à In Salah ?
- 7- Comptez-vous y rester à vie ? Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas ☐
- 8- Vous sentez-vous attaché à la commune de résidence :
- 1- Vraiment ☐
 - 2- Relativement ☐
 - 3- Pas spécialement ☐
 - 4- Pas du tout ☐
- 9- Comment pourriez-vous définir votre appartenance territoriale, classez les propositions de 1 à 4 ?
- 1-Habitant d'In Salah ☐
 - 2-Habitant de sud algérien ☐
 - 3-Citoyens algérien ☐
 - 4-Citoyen du monde ☐

III-Positionnements et motivations d'engagement vis-à-vis du projet du G.S

- 10- Etes-vous militant(e) d'une organisation ? 1-Oui ☐ 2-Non ☐
- Si la réponse est Oui, veuillez préciser laquelle ?
- 1-Parti politique ☐
 - 2-Syndicat ☐
 - 3-Association ☐
- 11- Par rapport à la politique du gouvernement, quelle est votre position précise ?

	Totalement	Parfois	Jamais
1-Adhérer			
2- Soutenir			
3- Critiquer			
4- Opposer			

12- Avez-vous, déjà, participé à des manifestations en dehors de la question du gaz de schiste ?

1-Oui ☐

2-Non ☐

Si la réponse est Oui, lesquelles et en quelles années ?.....

13- Votre participation au rejet du projet du gaz de schiste résulte du fait que vous étiez à ce moment ?

1-Membre d'une organisation (association, syndicat, parti politique) ☐

2-Citoyen ordinaire sans appartenance politique ☐

3-Membre de comité de quartier ☐

4-Autres :

14- Lors des manifestations contre le gaz de schiste, à quel type d'action avez-vous participé ?

	Souvent	Rarement	Jamais
1-Rassemblement à la place Soumoud			
2-Permanences (campement) de la place Soumoud			
3- Marches organisées à In Salah			
4- Contestations en dehors d'In Salah			
5- Autres à préciser :			

15- Votre décision de joindre le mouvement anti-schiste est-elle motivée par ?

1-Un choix personnel (initiative personnelle) ☐

2-Un membre actif du mouvement ☐

3-Une personne de votre entourage (Amis, famille...) ☐

4-Une réunion sur la question ☐

5-La position des spécialistes (experts et scientifiques) ☐

6-Les médias ☐

7-Autres à préciser :

16- Vous arrive-t-il de convaincre d'autres personnes à joindre le mouvement anti-schiste ?

Oui ☐

Non ☐

Si la réponse est Oui, veuillez indiquer d'une façon approximative:

17- A votre avis le projet du gaz de schiste est-il un problème ?

	Totalement	Relativement	Pas de tout
Environnemental			
Economique			
Politique			
Autres à préciser :			

18- Selon vous, quelles sont les personnes les plus actives sur la question du gaz de schiste en Algérie ?

1-Militants et Activistes ☐

2-Membres Associatifs ☐

3-Hommes politiques ☐

4-Journalistes ☐

5-Scientifique (universitaires) ☐

6-Artistes ☐

7-Religieux ☐

8-Notables ☐

9-Autres à préciser :

IV- Représentation des risques de l'exploitation du Gaz de Schiste

19- Selon vous, quels sont les principaux risques afférents à l'exploitation du gaz de schiste ?

- 1-Pollution des eaux (sous-terraines) ☐
- 2-Pollution du sol ☐
- 3-Pollution de l'air ☐
- 4-Pollution sonore (Causée par engins) ☐
- 5-Risque de séismes ☐
- 6-Autres à préciser :

20- Les raisons qui vous ont poussées à rejeter le projet du gaz de schiste sont :

	Surement	Partiellement	Pas de tout
1-Un projet nuisible pour l'environnement	☐	☐	☐
2-Liées à la santé publique	☐	☐	☐
3-Les retombées économiques sur la région sont nuls	☐	☐	☐
4-Il ne favorise pas les énergies renouvelables	☐	☐	☐
5-Absence de concertation des citoyens de la région	☐	☐	☐
6-Peur de reproduire l'expérience de Reggane	☐	☐	☐
7-Opacité qui entoure le projet	☐	☐	☐
8-Autres à préciser :	☐	☐	☐

21- La fracturation hydraulique est néfaste pour les raisons suivantes : (cochez 3 propositions) :

- 1-Des quantités d'eaux nécessaires à chaque fracturation ☐
- 2-Pour son usage de produits chimiques dangereux ☐
- 3-Pour ses rejets chimiques à la surface des sols ☐
- 4-Pour les défauts de conception des puits ☐
- 5-Pour, non maîtrise des fractures provoquées ☐
- 6-Pour les fuites du méthane après épuisement et abandon des puits ☐
- 7-Autres à préciser :

V- Communication et moyens d'information

22- Vous arrive-t-il de suivre l'actualité nationale ? Oui ☐ Non ☐

Le cas échéant, veuillez citer vos principales sources d'informations :

23- Vous avez pris connaissance (la première fois) des risques liés au gaz de schiste par le biais de :

- 1- Presse écrite ☐
- 2- Presse électronique ☐
- 3- Chaînes TV ☐
- 4- Radios ☐
- 5- Militants locaux ☐
- 6- Réseau sociaux numériques ☐
- 7- Autres à préciser :

24- D'après vous, la communication gouvernementale sur la question du gaz de schiste est-elle ?

	Vraiment	Relativement	Pas de tout
1- Convaincante	☐	☐	☐
2- Rassurante	☐	☐	☐
3- Honnête	☐	☐	☐
4- Objective	☐	☐	☐
5- Autres :	☐	☐	☐

25- Avant le mouvement anti-schiste, étiez-vous intéressés à la question du gaz de schiste ?

Oui ☐

Non ☐

Si la réponse est Oui, à travers quel moyen de communication ?

1-Vidéos Youtube ☐

2-Débats médiatiques (TV, Radio) ☐

3-Lectures (presse, livres, internet) ☐

4-Conférences publiques ☐

5-Discussions entre amis (es) ☐

6-Autres à préciser :

26- Qu'avez-vous retenu du discours social sur les risques de l'exploitation du gaz de schiste ?

1-Risques catastrophiques ☐

2-Pseudos risques ☐

3-Risques minimales ☐

4-Risques gérables ☐

5-Pas de risques ☐

27- Que représentait pour vous l'expérience de la place Soumoud ?

1-Un espace d'échange ☐

2-Un espace de résistance ☐

3-Un espace de solidarité ☐

4-Un lieu de délibérations publiques ☐

5-Un endroit de prière et d'imploration ☐

6-Autres à préciser :

VI-Rôle des TIC :

28- Utilisez-vous l'internet ? Régulièrement ☐ Rarement ☐ Jamais ☐

29- Quels ont été vos moyens de communication les jours de la contestation ?

1-Micro-ordinateur (bureau) ☐ 2-Micro-Portable ☐

3-Téléphone portable (Iphone) ☐ 4-Tablette (Ipad) ☐

30- Etes-vous présents sur les réseaux sociaux numériques à travers :

1-Un compte facebook ☐ 2-Une page facebook ☐

3-Un compte Twitter ☐ 4-Autres à préciser :

31- Avez-vous, diffusé sur les réseaux sociaux numérique, des publications liées au gaz de schiste ?

Oui ☐

Non ☐

Si votre réponse est OUI, de quel genre s'agit-il :

1-Vidéos ☐

2- Photos ☐

3-Commentaires ☐

4- Autres à préciser :

32- Que pensez-vous du rôle des réseaux sociaux numériques lors du mouvement anti-schiste ?

	Vraiment	Relativement	Pas de tout
1- Mobilisateur des autres militants			
2- Rassembleur des partisans			
3- Consolidation du mouvement			
4- Coordination avec d'autres militants externe à la ville			
5- Informateur à propos d'une action précise			
6- Donnent plus de visibilité à la cause			
7- Autres :			

33- Que représente pour vous la page facebook « In Salah Sun & Power » ?

	Tout à fait d'accord	Pas vraiment	Pas de tout
1-Tribune d'expression			
2-Source d'information			
3-Espace de discussion			
4-Journal local			
5-Interface numérique de la place Soumoud			
Autres à préciser :			

VII- Capitalisation de l'expérience (retour de l'expérience)

34- Quelles conclusions tirez-vous de l'expérience de lutte sociale contre l'exploitation du gaz de schiste ?

	Oui	non
1- Ne plus faire confiance aux représentants du peuple		
2- Se méfier des responsables de l'Etat (gouvernement)		
3- L'union et la solidarité font la force		
4- Les luttes sociales payent		
5- On peut compter sur l'élite locale		
6- Autres à préciser :		

35- Quel a été l'apport du mouvement anti-schiste pour la ville et la population d'In Salah ?

- 1- Avoir la satisfaction morale et le soulagement ☐
- 2- Susciter le sentiment de fierté d'appartenir à la région ☐
- 3- Faire sortir la région de son isolement ☐
- 4- Révéler la situation socio-économique de la région ☐
- 5- Elan de solidarité et de sympathie envers la population de la région ☐
- 6- Provoquer un dynamisme social depuis ☐
- 7- Autres :

36- Etes-vous toujours en contact avec les activistes et militants anti-schiste d'In Salah ?

Oui ☐

Non ☐

Si la réponse est Oui, dans quel cadre, veuillez préciser ?

Si la réponse est Non, veuillez préciser pourquoi ?

37- Que feriez-vous si l'Etat algérien décide de relancer le projet de l'exploitation du gaz de schiste avec des techniques polluantes ?

- 1- Reprendre les manifestations (le mouvement) ☐
- 2- Accepter la décision ☐
- 3- Négocier avec le gouvernement ☐
- 4- Autres :

38- Comptez-vous mener d'autres luttes pour la préservation de l'environnement naturel ?

Oui ☐

Non ☐

Si la réponse est Oui, comment comptez-vous lutter ?

- 1- Adhérer aux associations environnementales ☐
- 2- Participer aux actions de préservation de l'environnement ☐
- 3- S'opposer à tout projet nuisible à l'environnement ☐
- 4- Sensibiliser d'autres personnes sur la question environnementale ☐
- 5- Pratiquer quotidiennement des gestes en respect de l'environnement ☐
- 6- Autres :

Annexe N° 4

Représentation de la distribution et du retour des questionnaires
selon les quartiers et les districts étudiés.

Nom de quartier /Village	N° de district	Nombre de questionnaire distribués	Nombre de questionnaire récupérés
5 juillet	25	15	11
Igosten	4 et 5	30	27
Houari Boumediène	24	15	13
Cente ville	26	15	15
Lahdeb Laâreb	35	15	15
Cité Fguiguira	27	15	10
Hey Essalem	21	15	14
Lehdeb Lemrabin	29 et 30	15	14
100 logements	29	15	14
Akbour	18	15	15
Zaouia	15	15	15
Hey Ledjedid	23	15	15
El Barka	13	15	15
Ouled Belkacem + Taht Laksar	17 et 32	30	26
Ouled El Hadj	31	30	21
Sahla El Fouqania+Qsar El Fouqani	7 et 9	30	27
Total	16	300	267

Annexe N° 5

Cartographie (non exhaustive) des intervenants sur la question du gaz de schiste en Algérie durant la période allant de septembre 2009 à décembre 2014.

- 1) Abdelkader Zehali, Président du groupe parlementaire FLN
- 2) Abdelhamid Zerguine, P-DG de Sonatrach
- 3) Abderahmane Mebtoul, ancien directeur des études au ministère de l'énergie
- 4) Abdelmadjid Attar, Vice président de l'agence algérienne de l'industrie (AIG)
- 5) Abderezak Makri, président du MSP
- 6) Abdelmalek Sellal
- 7) Afdal Bahaudin, directeur de la planification de l'investissement de Pertamina (Malaisie)
- 8) Ali Hached, expert en énergie et conseiller du ministre de l'énergie et des mines
- 9) Ali Haroun, ex député
- 10) Ali Benflis, chef de Parti Talaie El Houriat (Triomphe des libertés)
- 11) Ali Brahim, député de Bouira
- 12) Ali Zidane, Président du groupe parlementaire RND
- 13) Alexei Knignikov, Président de la section du fond mondiale pour la nature en Russie
- 14) Alexandre Solovianov, Directeur de l'institut de l'économie et des politiques environnementales
- 15) Alexander Medvedev, vice président de Gazprom
- 16) Alfredo Jalife-Rahme, professeur de sciences politiques et sociales à l'université nationale autonome du Mexique
- 17) Amar Abba, l'ambassadeur d'Algérie à Londres
- 18) Amara Benyounès, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville
- 19) Amor Khelif, professeur d'économie et chercheur au Centre de recherches en économie appliquée pour le développement (Cread)
- 20) Attel Rettedal, premier vice président, nouveau projet pour Statoil (Norvège)
- 21) Arezki Derridj, doyen de la Faculté des sciences biologiques et des sciences agronomiques de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou
- 22) André Picot, toxico-chimiste, directeur de recherche honoraire CNRS et président de l'Association toxicologie-chimie à Paris
- 23) Animateurs du mouvement Barakat
- 24) Anis Terai, ancien cadre de Sonatrach et expert en énergie
- 25) Anciens élèves de l'Ecole des Mines, dénommés X Mines
- 26) Arnaud Montebourg, Ministre de l'Industrie
- 27) Aya Abderahmane, expert et enseignant de l'économie à l'université d'Alger
- 28) Association Cedigaz
- 29) Association Ardh de Béjaïa
- 30) Belgacem Adouane, activant dans le domaine de la protection de l'environnement
- 31) Boualem Tatah, directeur général de la formation et des études législatives au niveau de l'Assemblée populaire nationale
- 32) Bruno Courme, directeur des projets gaz de schiste en Europe chez Total
- 33) Club vert/ Petit jardinier de Ghardaïa
- 34) Chercheurs de l'université Duke, en Caroline du Nord
- 35) Christopher Smith (Principal Deputy Assistant for Fossil Energy) du département américain de l'Energie
- 36) Daho Djerbal, l'historien et sociologue
- 37) Dalila Boudjemaâ, ministre de l'aménagement du territoire et de l'Environnement
- 38) David Cameroun, Premier ministre Britannique

- 39) Députés du FLN
- 40) Députés du PT
- 41) Députés MSP
- 42) Députés FFS
- 43) Delphine Batho, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
- 44) Dick Holmes, le vice-président des opérations internationales d'Anadarko
- 45) Djerroumi Zerouki, consultant
- 46) Eden Morphi, président de l'entreprise Shall Egypte
- 47) Ernest Moniz, secrétaire d'Etat américain à l'Energie
- 48) Experts des groupes Halliburton, Shlumberger et Weatherford
- 49) Experts britanniques du site d'information spécialisé en Energie
- 50) Fares Boukacir, porte-parole de CNDDC
- 51) Farès Kader Affak, Militant politique et associatif
- 52) Fayçal Abdeslam, représentant de l'association Basmatik
- 53) Ferhat Ait Ali, Analyste
- 54) Ferdinando Rigardo, directeur régional Europe, Asie et Afrique pour Repsol (Espagne)
- 55) Francis Perrin. Président de Stratégies et politiques énergétiques, directeur de la rédaction de Pétrole et gaz
- 56) Georges Waters, manager technique chez Schlumberger
- 57) Habib Mechri, enseignant de sciences naturelles et cofondateur du mouvement
- 58) Hamza Hamouchene, de l'organisation Campagne de solidarité algérienne
- 59) Hacini Messaoud, doyen de la faculté des hydrocarbures, des énergies renouvelables et sciences de la terre et de l'univers de l'université de Ouargla
- 60) Heffaf, présidente du Conseil scientifique de la ligue des activités scientifiques et techniques de Tizi Ouzou
- 61) Houcine Bensaad, expert et consultant en gestion et prévention des risques de catastrophes
- 62) Houcine Necib, le ministre des ressources en eau
- 63) François Hollande
- 64) Jean-Luc Mélenchon
- 65) Hocine Malti, ancien PDG de SH
- 66) Hocine Bensaâd. Expert dans le secteur des hydrocarbures et consultant auprès du PNUD
- 67) Hussein Abdallah, ancien cadre de SH/ Actuellement, chargé des études chez le groupe espagnol Repsol
- 68) Ibek Abdelamelek, coordinateur national de la CNDDC
- 69) Jacque Marraud des Grottes, Vice président Afrique pour Total (France)
- 70) Joan Polaschik, ambassadeur des États-Unis en Algérie
- 71) Kacem Moussa, expert en géologie à l'université d'Oran et membre du collectif euromaghrébin contre l'exploitation du gaz de schiste
- 72) Kamel Eddine Chikhi, directeur central associations de sonatrach
- 73) Kamel B., ancien étudiant de l'IAP, cadres dans différentes compagnies pétrolières (Canada)
- 74) Karim Tedjani, militant écologiste, créateur du portail Nouara
- 75) Khadidja Bouhala, présidente du Club vert de la jeunesse et de l'environnement de Ouargla
- 76) Khanfar Youcef, directeur de l'exploitation Asset sud-ouest
- 77) Laurent Fabius, Ministre des Affaires Etrangères française
- 78) Leonardo Maugeri, ancien dirigeant à l'ENI, Conférencier à l'université de Harvard
- 79) Lord Risby, représentant du Premier Ministre britannique pour le développement et la coopération avec l'Algérie
- 80) Mahatir Mohamed, ancien premier ministre de la Malaisie
- 81) Marcel Kramer, PDG de Royal Dutch Gas

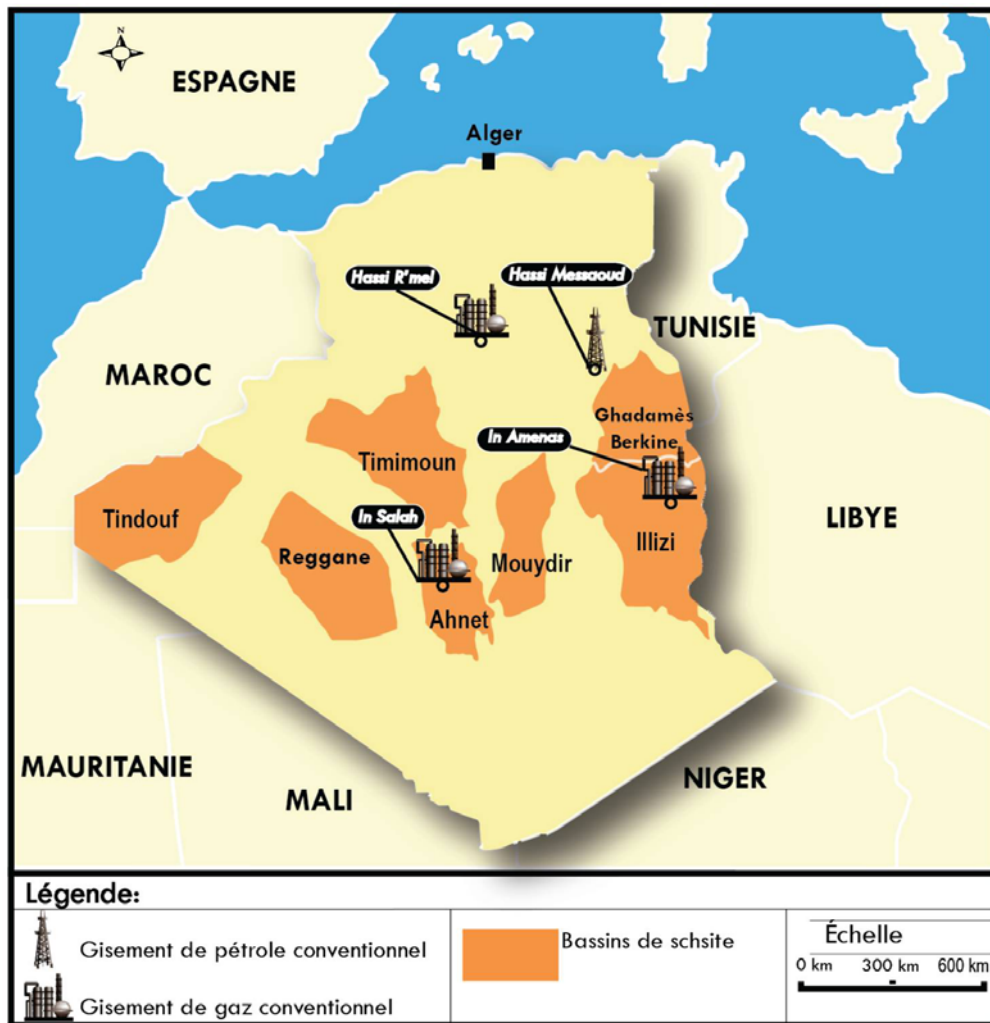
- 82) Martyn Roper, L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Alger
- 83) Mballe M. Nkembe, le chargé des affaires économiques auprès de l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Alger
- 84) Membres du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG)
- 85) Michel Tedoldi, auteur du documentaire les Lobbies contre-attaquent
- 86) Michèle Rivasi, militant et politique de tendance écologiste
- 87) Militants algériens de l'association Algeria Solidarity Campaign (Londres)
- 88) Militants de l'ONG Platform
- 89) Militants de la Campagne contre le commerce des armements (CAAT)
- 90) Militants de la CNDDC
- 91) Mohamed Kaced, directeur du département des projets non conventionnels de la compagnie nationale
- 92) Mohand Amokrane Cherifi, membre de l'instance présidentielle du FFS
- 93) Mohad Gasmi, le président du bureau régional de l'Association de promotion de l'activité agricole (APAA)
- 94) Mohieddine Touami, Vice-président des activités en amont de production à Sonatrach
- 95) Melenaos Ydreos, vice président de l'union Gas Ltd-A Spectra Energy Company
- 96) Mohamed Kassed, chef de département d'analyse des bassins du groupe SH
- 97) Mourad Preure, expert pétrolier international
- 98) Mounir Bouaziz, vice président commercial pour le Mena pour Shell (USA)
- 99) Moussa Kacem, expert en géologie à l'université d'Oran et membre du collectif euromaghrébin contre l'exploitation du gaz de schiste
- 100) Mustapha Mekideche, Expert en économie
- 101) Nahir Boukhetta, président de Houmat Al Oumma (les gardiens de la patrie)
- 102) Naïoua Aïssa, directeur du complexe sportif de proximité d'El Mansoura à Ghardaïa
- 103) Nazim Zouïouèche, ancien PDG de Sonatrach
- 104) Nicolas Imbert. Directeur exécutif de Green Cross France et Territoires et consultant en stratégie du développement durable
- 105) Nordine Aït Laoussine, spécialiste des questions énergétiques
- 106) Nordine Cherouat, l'ancien P-DG de Sonatrach
- 107) Nicolas Sarkis, directeur de la revue Pétrole et gaz arabe (PGA)
- 108) Noel Tomnay, responsable Global Gas-Gas et Power Research chez Wood Mackenzie
- 109) Nasser Barbo, ancien cadre supérieur à Sonatrach et secrétaire général de l'autorité de régulation des hydrocarbures/ ancien membre de l'Union internationale de l'industrie du gaz
- 110) Nordine Cherouati, ancien PDG de SH
- 111) Nazim Zouïouèche, ex-responsable de SH
- 112) Pilli Robert, informaticien de formation, (France)
- 113) Pierre Terzian, expert et directeur de Pétrostratégies
- 114) Said Sahnoune, vice président de SH
- 115) Rabah Reghis, consultant et économiste pétrolier spécialiste dans l'amont de la chaîne pétrolière
- 116) Rachid Nekkaz, Le Mouvement pour le changement et la jeunesse (MJC)
- 117) Ramin Lakani, General Manager chez Gafney Cline et Associates-Baker Hughes
- 118) Réda Hamiani/ président du FCE
- 119) Représentants des Ministères de l'Environnement et des Ressources en eau
- 120) Richard Holmes, expert en génie pétrolier (Vice-président des opérations internationales d'Anadarko)
- 121) Robert Jackson, professeur de biologie à l'université Duke et un des auteurs de l'étude
- 122) Robert Ichord, Dirigeant du bureau des ressources énergétiques (USA)/ deputy assistant secretary

- 123) Sid Ahmed Ghozali, ancien chef du gouvernement, ex PDG de SH
- 124) Sid Ali Betata, président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures
- 125) Sid Ali Boukrami, économiste et ancien secrétaire d'Etat chargé des statistiques
- 126) Sabrina Rahmani, médecin spécialiste
- 127) Said Sahnoun, PDG de Sonatrach
- 128) Touami Mahiedine, Haut cadre de SH
- 129) Tarek El Mala, président exécutif de la société publique égyptienne du pétrole
- 130) Thomas Porcher, auteur de Le miracle du gaz de schiste
- 131) Youcef Youcefi, Ministre de l'énergie et des Mines
- 132) Youcef Khanfar, responsable du département exploration de Sonatrach (sud-ouest)/ responsable aussi des ressources non conventionnelles
- 133) Vladimir Poutine, Président de la Russie

Annexe N°6

Gisements du gaz de schiste en Algérie

Source : Tahchi, B. (2016). Les ressources de l'Algérie. *Outre-Terre*, 2(47)



Annexe N°7

Scène de robinet flambée, montrant la présence du gaz dans l'eau de robinet. Séquence extraite à la 23mn18s du film *GasLand* (2010)



Annexe N°8

Chronologie des principaux événements du mouvement anti-gaz de schiste à In Salah (Basée sur une séance de visionnage photos-vidéos avec le photographe Djamel Addoun, historien de la place *Soumoud* comme aime l'appeler **Hacina Zegzeg**, In Salah, 18/01/2017)

2014

28/12 : Inauguration du premier puits pilote du gaz de schiste à Ahnet (In Salah)
30 et 31/12 : Rencontres de sensibilisation des citoyens, initiées par les étudiants d'In Salah, en présence de quelques cadres du domaine des hydrocarbures.

2015

01/01 : Premier rassemblement contre le projet du GDS devant la daïra
08/01 : Marche des femmes, à l'occasion de la venue du ministre de l'énergie, Youcef Yousfi.
09/01 : Installation de la cuisine par les femmes, assurant les repas quotidiens aux campés.
12/01 : Arrivé d'un convoi de Feggat Zoua (45km d'In Salah) / Mise en place de la scène sur le camion.
14/01 : Marche avec les véhicules en présence des femmes, enfants.../ Arrivé d'un convoi d'El Barka/ Conférence à l'aire libre animée par les ingénieurs de la région : El Maghili, Segni, Abdelkrim, Ben M'hamed.
15/01 : Marche des femmes
19/01 : Marche mixte dans les ruelles des Ksours, dans le but de rassembler les personnes
22/01 : Marche mixte au centre ville
24/01 : Marche autour de la ville
25/01 : Marche autour de la ville
26/01 : Mise en place de la scène/ Prise de parole : Taleb Ali Cheikh, El Khadir El Maghili, Zegzeg Mohamed
28/01 : Prière du vendredi à la place *Soumoud*
30/01 : Marche
31/01 : Marche et rassemblement

01/02 : Vent de sable + Froid, la place *Soumoud* se vide
02/02 : Arrivé de Djazairia équipé d'un dispositif de communication à distance
03/02 : Intrus arrêté par les jeunes du campement et attaché à un poteau à la place *Soumoud*
04/02 : Prise de photos d'Ahnet 1 par les activistes locaux en présence de la presse
04/02 : Marche des écoliers
05/02 : Venue des députés de FLN/(plus de 30).
05/02 : Visite des militants du RAJ (Rassemblement action jeunesse)
06/02 : Visite de deuxième puits.
07/02 : Des oiseaux sont retrouvés morts à proximité du site de l'exploitation.
08/02 : Venue de Nekkaz.
09/02 : Visite du site avec les femmes et en présence de député Baba Ali/ Installation d'une digue autour du site, et présence de la gendarmerie.
10/02 : Marche des écoliers
11/02 : Camp *Soumoud* 2 : empêchement de toute circulation vers le site par la population
12/02 : Visite à l'Halliburton
15/02 : Conférence en plein air de Pr Ladjel et présence forte des citoyens à la place *Soumoud*
17/02 : Vent de sable forte//peu de présence à la place
21/02 : Quelques précipitations (Pluies)
22/02 : Marche des femmes encadrée par les jeunes

- 24/02 : Grande marche (à l'occasion de la nationalisation des hydrocarbures et les marches initiées par la CNTLD à l'échelle nationale)/ Campagne d'implantation d'arbres à la place du 1^{er} novembre (limitrophe de la place *Soumoud*)
- 25/02 : Conférence à la place Soumoud de l'universitaire Bagui (originaire de Ménéa)
- 26/02 : Visite du site/Emballage retrouvés sur place : Hygroscopic, D182, Schlumberger
- 28/02 : Confrontation avec les forces de l'ordre au parc d'Halliburton (35 km avant In Salah)
- 01/03 : Reprise de la place *Soumoud*/ Retour des femmes
- 01/03 : Fermeture de l'entrée In Salah - Arrivé des convois de sécurité/Renfort
- 04/03 : Venue de Nekkaz (en voiture)
- 08/03 : Le plus grand rassemblement environ 30 milles personnes à l'occasion de la venue de la délégation de CNTLD via Adrar, avec Mohad Gasmi
- 09/03 : Marche
- 12/03 : La place *Soumoud* est vide
- 14/03 : Marche
- 19/03 : Marche des étudiants (Centaine)
- 21/03 : Visite de Fawzi Rebaine (Ahd 54)
- 22/03 : Visite d'un universitaire de Constantine
- 29/03 : Mise en place d'un registre de *Soumoud* (*Daftar Es-Soumoud*)
- 04/04 : Passage des cortèges de fêtes de mariage par la place *Soumoud*
- 04/04 : Venu de député Baba Ali/Conception du logo anti-GDS par Louze Djallal aux militants locaux
- 14/04 : Marche d'environ 50 personnes
- 16/04 : Venu de Nekkaz à pied depuis Tizi-ouzou (Kabylie)
- 17/04 : Venue de Pr. Ladjel pour la 2^{ème} fois/Proposition de la technique Fluopropane par le gouvernement/ Suivi d'un débat de Nekkaz sur la chaine Echourouk à la place *Soumoud*
- 22/04 : Conférence de l'universitaire Bagui pour la 2^{ème} fois.
- 30/04 : Soirée poétique
- 09/05 : Musée incendié

Annexe N°9

Solidarité internationale avec la cause d'In Salah
Et signataires de l'appel de soutien lancé par l'ONG ATTAC France

International

1. Friends of the Earth International

Afrique

2. Association ESCO - Oujda, Maroc
3. Réseau Alternative Jeune - Tunisie
4. Greek Orthodox Archdiocese of Zimbabwe & Angola
5. CADTM international (Afrique & International)
6. Fractal (South Africa)
7. Attac Maroc
8. Attac Côte d'Ivoire

Amérique Nord et Sud

9. Alianza Mexicana contra el Fracking - Mexique
10. Fundar, Centro de Análisis e Investigación - Mexique
11. Observatorio Petrolero Sur (OPSUR) - Argentine
12. Associação Alternativa Terrazul - Brésil
13. IBASE - Brésil
14. Border Agricultural Workers Project (Mexique -USA)
15. Leave it in the Ground Initiative (LINGO), Mexico
16. Alternatives - Canada
17. Attac Québec

Asie

18. Attac Japon

Europe

19. Friends of the Earth Europe
20. Food & Water Europe
21. SCHIEFESgas - Weinviertel statt Gasviertel (Autriche)
22. Foundation for Environment and Agriculture (Bulgarie)
23. Fracking Free Bulgaria (Bulgarie)
24. Climate Movement of Denmark (Danemark)
25. Ecologistas en Acción (Espagne)
26. Plataforma Asturiana contra el Fracking (Espagne)
27. Ecologistas en Acción de Asturias (Espagne)
28. Asociación de Cultura Popular Alborada, de Gallur (Espagne)
29. Un ponte per (Italie)
30. Attac Norway (Norvège)
31. Algeria Solidarity Campaign (UK)
32. No FiBS (No Fracking in Balcombe Society) (UK)
33. PCS Union (Culture Sector & National Executive Committee) (UK)

France

34. Amis de la Terre - France
35. AITEC-IPAM
36. Attac France
37. Coordination Eau Île-de-France
38. Frack Free Europe - Groupe France

39. Association Action Citoyenne pour l'Algérie
40. Collectif Stop au Gaz de Schiste Anduze (30)
41. Collectif Causse Méjean – Gaz de schiste NON !
42. Collectif Citoyen du Narbonnais
43. Collectif contre le gaz de schiste 07
44. Collectif Garrigue-Vaunage (30)
45. Collectif du Grand Valentinois (26)
46. Collectif Stop Gaz d'Hydrocarbures de Lorraine et d'Alsace (54-57-67-68)
47. Les Dindons de la Farce (France)
48. Collectif ALDEAH (France-Amérique Latine)
49. Collectif contre les gaz de schiste de Valgorge (07)
50. Collectif du pays fertois (77)
51. Collectif Houille-ouille-ouille (59-62)
52. Collectifs Citoyens en France anti-gaz de schiste de Montpeyroux (34), Aniane (34), Arboras (34), Gignac et les Environs(34)
53. Collectif Bitterrois Non au Gaz de Schiste (Hérault)
54. Collectif Non au Gaz de Schiste Orb Taurou (Hérault)
55. Nîmes Anti-Schiste (Gard)
56. collectif non au gaz de schiste Canal-Lirou (34)
57. Collectif cévenol contre les gaz de schiste CAMIS'GAZ (30)
58. Collectif Bastagaz - Alès (Gard)
59. Collectif halte au nucléaire (Gard)
60. Association Abraham Mazel

Signatures personnelles

61. Robert Ausseur, France
62. Patrice Massenet- Nancy, France
63. Nicola Bullard, France
64. Rémy Coulet, Gard, France
65. Gilliane Le Gallic, France
66. Claude Taton - Gard – France
67. Nicole Mansion, France
68. Gilbert Lacassin, France
69. Isabelle Saulnier - Gard - France
70. Jany Arneguy, France
71. Pedro Belmonte, Espagne
72. Guillermo Contreras, Espagne
73. Pilar Jiménez, Espagne.
74. Juan Carapeto, Espagne.
75. Inmaculada Barberena, Espagne
76. Javier González - Espagne
77. Samuel Martín-Sosa- Espagne
78. Ian Perrin (South Africa)
79. Quentin Lancrenon, Brisbane, Australia
80. Paco Ramos, España
81. Juan Carlos Gracia -Zgza – Espagne
82. Clara Paillard, Chris Baugh (UK)
83. Pierre Peguin – France

Autres soutiens : Les amis de la terre, Basta (bastamag), Collectif euro-maghrebin anti gaz de schiste, Action citoyenne pour l'Algérie, Verts de l'Europe, José Bové.

Table des matières

Remerciements	iii
Dédicaces.....	iv
Liste des tableaux.....	v
Liste des figures	vi
Acronymes et abréviations.....	vii
Résumé.....	x
Abstact.....	xi
 Introduction générale.....	 13
 Partie II : Cadre théorique et conceptuel	
Chapitre I - l'environnement une préoccupation de l'opinion publique.....	19
I.1) L'émergence globale de problème environnemental.....	19
1-1) Irruption de la problématique environnementale.....	19
1-2) Facteurs multiples, fin unique.....	21
I.2) L'action internationale au sujet de l'environnement.....	26
2-1) Convergence des efforts.....	26
2-2) Le mauvais exemple des puissances.....	28
I.3) La sociologie de la problématique environnementale.....	30
3-1) Nouveaux paradigmes.....	31
3-2) Nouvelles démarches d'analyse.....	34
I.4) L'engagement environnemental.....	35
4-1) L'engagement organisationnel.....	35
4-2) L'engagement personnel.....	37
4-3) L'engagement politique.....	38
4-4) L'engagement des réseaux altermondialistes.....	40
I.5) L'environnement en Algérie : une préoccupation de second degré.....	41
5-1) L'institutionnalisation de l'environnement.....	41
5-2) Naissance de la sensibilité environnementale.....	43

I.6) L'apport médiatique dans l'émergence des questions environnementales.....	47
I.7) La sensibilité écologique, produit de postmodernisme.....	50
Chapitre II : L'opinion publique existe.....	54
II.1) L'opinion publique : le jugement social.....	54
II.2) Les opinions : entre le privé et le publique.....	57
2-1) Changement d'état des opinions.....	57
2-2) L'opinion comme centre de perspective.....	59
II.3) L'idée de la théorie des opinions.....	61
3-1) La forme et la matière des opinions.....	61
3-2) L'opinion publique une notion à controverse.....	63
3-3) Le problème de la consistance des opinions.....	65
3-4) Les attitudes, essence des opinions.....	67
3-5) Le psychique et le social, deux espaces d'opinions.....	69
3-6) La notion de distribution des opinions.....	71
II.4) Thèses sur la formation de l'opinion publique.....	71
4-1) Les phases de la formation des opinions.....	73
4-2) Conditions de formation de l'opinion publique.....	75
4-2-1) Les guides ou les leaders d'opinion.....	76
4-2-2) Les problèmes quotidiens, politiques, sociaux et économiques....	77
4-2-3) L'environnement social.....	77
4-2-4) La rumeur et la désinformation.....	78
4-2-5) Facteurs géographiques.....	78
4-2-6) Croyances et pratiques culturelles.....	79
4-2-7) Le contexte national (social, politique et économique).....	79
4-2-8) Contexte international.....	80
4-2-9) Groupes de pression et d'influence.....	81
4-2-10) Les médias.....	81
II.5) L'opinion et ses publics.....	84
5-1) La conformité des opinions.....	86
5-2) La systémique des opinions.....	88
5-3) L'opinion dominante et la minorité silencieuse.....	90
5-4) Les tempéraments ou la nature des opinions.....	90
II.6) Les déterminations des opinions.....	93

6-1) Les déterminations externes des opinions.....	94
6-1-1) La racine biologique.....	94
6-1-2) Le milieu.....	94
6-1-3) Le réseau social.....	95
6-2) Les déterminations intellectuelles des opinions.....	96
Chapitre III : L'opinion publique en action.....	100
III.1) De l'opinion à l'action.....	100
III.2) La communauté de pensée.....	101
III.3) Rôle de la communication.....	103
III.4) La production du sens.....	104
III.5) L'action par réseau.....	105
5-1) Comment se développe l'action collective ?.....	106
5-2) Contraintes et motivations de l'action.....	108
5-3) Nouvelles actions, nouveaux paramètres.....	110
5-4) Exigences et conduite de l'action collective.....	112
5-5) La mobilisation des ressources lors de l'action collective.....	113
5-6) La stratégie dans l'action collective.....	114
5-7) Les acteurs de/dans l'action.....	116
5-8) Le devenir de l'action collective.....	118
III.6) Les nouvelles actions collectives.....	119
6-1) Les luttes environnementales.....	120
6-2) Les objets des luttes environnementales.....	121
6-3) La localisation des luttes environnementales.....	122
6-4) Facteurs favorisant l'action collective environnementale.....	124
Chapitre IV : L'opinion publique « anti-schiste » comme problématique d'étude.....	128
IV.1) Pourquoi le choix d'une problématique environnementale ?.....	128
IV.2) Le gaz de schiste : un objet nouveau pour la littérature.....	130
IV.3) Une controverse à la croisée des champs théoriques.....	131
IV.4) Problématique et hypothèses de recherche.....	133
IV.5) Nouveau paradigme, nouveau champ de recherche.....	135
IV.6) La traduction : approche de la fabrication des controverses.....	136
6-1) Théorie de la traduction.....	136

6-2) La traduction en étapes.....	138
IV.7) Représentation des enjeux : définition et publicisation.....	138
IV.8) Le discours et l'argumentaire, armes des controverses.....	141
IV.9) Le gaz de schiste : objet de lutte des représentations.....	144
9-1) La fabrique du risque collectif autour du gaz de schiste.....	144
9-2) Le risque du gaz de schiste comme construit social.....	145
IV.10) Mise en visibilité du problème du gaz de schiste.....	145
IV.11) L'enclavement institutionnel de la controverse du gaz de schiste.....	147
IV.12) La mobilisation des ressources par les acteurs anti-gaz de schiste.....	150
IV.13) Un argumentaire entre le scientifique et le profane.....	152
IV.14) La rhétorique de persuasion.....	152
IV.15) In Salah : engagement local pour une cause global.....	153
15-1) Echantillon d'étude.....	155
15-2) Outils de collecte de données.....	156
15-2-1) L'observation.....	156
15-2-2) Le questionnaire.....	156
15-2-3) L'entretien.....	157
15-4) L'analyse de contenu.....	158
15-5) Observation participante et l'observation directe.....	158
15-6) L'enquête de terrain.....	160
15-7) Démarches méthodologiques.....	160
15-7-1) Dans le cas des entretiens.....	160
15-7-2) Le profil des interviewés.....	161
15-7-3) Dans le cas du questionnaire.....	162
15-7-4) Corpus médiatique.....	162
15-7-5) Nethographie des réseaux sociaux numériques.....	163
15-7-6) Analyse des slogans.....	164
IV.16) Un terrain d'étude très fracturé.....	164

Partie II : Cadre pratique et opérationnel

Chapitre V : Naissance de la controverse du gaz de schiste en Algérie.....	169
V-1) Aux origines de la controverse du gaz de schiste dans le monde.....	170
V.2) L'avènement de la controverse du gaz de schiste en Algérie.....	172

V.3. Naissance d'un réseau d'opposants anti-gaz de schiste en Algérie.....	174
3-1) Nouvelles luttes sociales.....	174
3-2) Les premiers lanceurs d'alerte.....	177
3-3) Débats parlementaires : une formalité de passage.....	179
V.4) Le gaz de schiste : le carburant qui cristallise les opinions.....	180
4-1) Elargissement du front anti-schiste.....	180
4-2) Le moratoire : l'issue temporaire.....	182
V.5) Acteurs et sphères (forums) d'interactions.....	183
5.1) Un réseau d'acteurs d'horizons divers.....	183
5.2) Une controverse des spécialistes.....	185
5.3) Les associations, le grand absent de la lutte anti-schiste.....	187
5.4) Les acteurs politiques.....	188
5.5) Acteurs étrangers impliqués dans la controverse du gaz de schiste en Algérie	189
V.6) Le discours développé sur le gaz de schiste.....	191
V.7) Réactions des autorités et institutions publiques.....	191
7-1) Les experts organiques contre les experts controversés.....	192
7-2) Les acteurs institutionnels et publics.....	194
7-3) Les déclarations officielles.....	196
V.8) Régionalisation de la controverse.....	197
 Chapitre VI : La traduction médiatique de la question du gaz de schiste.....	200
VI-1) La démarche méthodologique.....	201
VI-2) Constitution et présentation du corpus d'étude.....	201
2-1) La presse écrite.....	201
2-2) L'audiovisuel.....	205
VI-3) Une mise à l'agenda médiatique tardive.....	206
VI-4) Montée en généralités de la cause.....	206
VI-5) Débat monopolisé par les experts (spécialistes) en énergie.....	209
VI-6) Le compte rendu du problème.....	215
VI-7) Polarisation du discours.....	216
VI-8) Procédés d'exposition du problème : minimisation vs amplification.....	218
VI-9) Discours mêlé de critiques, d'accusations et de contradictions.....	220
VI-10) Entre précaution et précipitation.....	224

Chapitre VII : <i>Es-Soumoud</i> une opinion publique contestataire pas comme les autres.	231
VII.1 Radiographie de la population d'étude.....	232
1-1) Le rapport du genre.....	232
1-2) La dominance des jeunes.....	233
1-3) Situation familiale.....	234
1-4) Situation professionnelle.....	235
VII.2) Sens d'appartenance et d'attachement des opposants au gaz de schiste.....	235
VII.3) Capital social des acteurs anti-gaz de schiste.....	237
3-1) Niveau scolaire.....	237
3-2) Engagement et structuration sociopolitique.....	238
3-3) Positionnement vis-à-vis de la politique du gouvernement.....	240
VII.4) La dynamique du <i>Réseaubium</i> social.....	241
VII.5) Conscientisation de la population locale.....	245
3-1) Sources d'informations.....	245
3-2) L'adhésion à la cause et la persuasion des autres.....	247
VII.6) Récit d'une opposition citoyenne.....	248
6-1) Récit de la découverte des risques.....	249
6-2) De tireurs d'alarme aux porteurs de la cause.....	250
6-3) Passage du fait à l'évènement.....	253
6-4) Mobilisation et enrôlement.....	256
6-5) <i>Es Soumoud</i> , une nouvelle forme de lutte.....	259
6-6) <i>Es Samidouns</i> ou les indignés du Sud : genèse d'une opposition citoyenne.	261
6-7) La controverse au féminin.....	262
VII.7) Les sphères d'interactions.....	263
7-1) Place <i>Soumoud</i>	263
7-2) <i>In Salah Sun & Power</i> , l'agora virtuelle.....	267
VII. 8) Mondialisation de la cause.....	270
VII.9) Violences, confinement et étouffement de l'opinion anti-gaz de schiste.....	272
VII.10) Retournement de la situation.....	273
 Chapitre VIII : « Matérialisation » de l'opinion publique contestataire anti-schiste....	 276
VIII.1) Catégorisation des coalitions discursives.....	276
VIII.2) Cadres du projet.....	277
VIII.3) Axes argumentatifs : entre spécificités locales et risques globaux.....	279

3-1) Opacité entourant le projet.....	281
3-2) Dangers de l'exploitation du gaz de schiste.....	283
3-3) Mépris et manque de considération.....	287
3-4) Expériences antérieurs et d'ailleurs.....	288
3-5) Le modèle de développement économique.....	290
3-6) Rentabilité économique du projet.....	292
3-7) Responsabilité sociale des firmes pétrolières.....	292
VIII.4) Les slogans : expression d'un sentiment plus profond.....	297
VIII.5) Le logo ou l'identité de la cause.....	303
VIII.6) Les lubrifiants de l'opinion anti-gaz de schiste.....	304
6-1) La frustration relative.....	304
6-2) Les émotions mobilisatrices.....	305
6-3) (In)Justice sociale et environnementale.....	308
6-4) Les solidarités militantes et de circonstance.....	310
6-5) Les croyances et convictions religieuses.....	312
6-6) Amplification médiatique de la cause.....	315
VIII.7) Gestion et confinement de l'opinion publique anti-gaz de schiste.....	317
Conclusion.....	324
1- La cause anti-gaz de schiste : un révélateur des mutations sociales.....	324
2- Retour de l'expérience.....	328
3- Une cause transcendante.....	329
4- Nécessité de reconsidérer les objets non humains.....	332
5- Un héritage pour les générations futures.....	335
Références bibliographiques.....	337
Annexes.....	353
Table des matières.....	380